This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

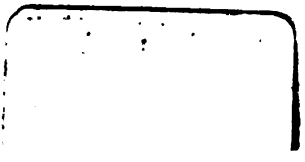
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

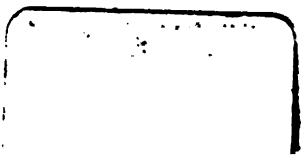
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

A 880,668





L'EUROPE MILITAIRE

ET DIPLOMATIQUE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

II

L'EUROPE MILITAIRE

ET DIPLOMATIQUE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

II

OUVRAGE DU MÊME AUTEUR :

Histoire des États-Unis d'Amérique (2 vol. in-8°). . . . **12** fr.

L'EUROPE MILITAIRE

ET DIPLOMATIQUE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

1815-1884

PAR

FRÉDÉRICK NOLTE

TOME II

GUERRES D'AGRANDISSEMENT

1820-1878

PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cᵉ, ÉDITEURS

10, RUE GARANCIÈRE, 10

1884

Tous droits réservés

D
363
N82
v.2

GUERRES D'AGRANDISSEMENT

1820-1878

559071 - 128

ORIGINE

DE LA QUESTION D'ORIENT [1]

Les six guerres que nous allons maintenant raconter ont soulevé chacune, à l'époque où elles eurent lieu, cette grave question qu'on appelle la « *Question d'Orient* ».

Cette question est d'ancienne date; elle remonte au 29 mai 1453, quand Mahomet II arracha Constantinople (2) à l'empereur grec Constantin Paléologue. Jusque-là, les Ottomans avaient été dépourvus d'une capitale sérieuse. Ils avaient bien, en Europe, Andrinople, et, en Asie, Brousse; mais ni l'une ni l'autre de ces deux villes ne réunissait les conditions qu'ils désiraient

(1) Consulté :

Ami Boué : *La Turquie d'Europe.* — D. Urquhart : *La Turquie et ses ressources.* — A. Sorel : *La Question d'Orient au XVIIIe siècle.* — Saint-Marc Girardin : *Les Origines de la Question d'Orient* (*Revue des Deux Mondes*, 1er mai 1864). — Louis Jesierski : *Histoire diplomatique de la Question d'Orient* (*Revue politique et littéraire*, 9 février 1878). — D. de Boukharow : *La Russie et la Turquie depuis le commencement de leurs relations.* — A. L. Ravergie : *Histoire de la politique russe et de ses projets d'envahissement.*

(2) C'est à ce siège que servit le canon le plus gros qui eût été fondu jusqu'à cette époque. Il avait été transporté d'Urbain, ou Orban, à Constantinople, sur trente chariots réunis, traînés par cinquante paires de bœufs. Cette énorme bouche à feu, qui lançait un boulet de 600 livres à une distance de plusieurs milles, fit plus de bruit que de ravages; elle creva pendant le siège et tua l'ouvrier qui l'avait fondue (B. Poujoulat, *Histoire de Constantinople*, t. I, p. 432).

trouver dans leur capitale. Dans ces circonstances, leur choix ne pouvait être long. Constantinople, à cheval sur deux mers, entre deux continents, fixa leur attention; seule, cette ville pouvait servir de centre à leurs possessions. Mahomet II s'en empara donc, et cette conquête eut pour résultat d'accroître le chiffre des populations chrétiennes déjà soumises, en Europe, à la domination des Turcs. Placés, désormais, au milieu d'elles, les Turcs condamnèrent ces populations à un dur et humiliant esclavage. Quatre siècles durant, les choses allèrent ainsi, sans que jamais l'Europe, qui, cependant, apprenait, de temps à autre, à quels ignominieux traitements les sujets chrétiens du sultan étaient soumis, osât élever la voix en leur faveur.

Mais, dans ce même temps, à côté de la Turquie, un autre empire, la Russie, grandissait. Vers le milieu du dix-huitième siècle, dès qu'il eut pris sa place parmi les grandes puissances, son chef, le czar Pierre le Grand, comprit le rôle qu'il pouvait tirer de la situation des chrétiens en Turquie. Pendant toute la durée de son règne, il s'efforça d'exécuter le plan gigantesque qu'une audacieuse falsification historique lui a prêté, tout en exprimant les véritables idées du fondateur de la puissance russe. « Approcher le plus possible de Constantinople et des Indes. Celui qui y régnera sera le vrai souverain du monde. En conséquence, susciter des guerres continuelles, tantôt au Turc, tantôt à la Perse; établir des chantiers sur la mer Noire; s'emparer peu à peu de cette mer, ainsi que de la Baltique, ce qui est

un double point nécessaire à la réussite du projet; hâter la décadence de la Perse; pénétrer jusqu'au golfe Persique; rétablir, si c'est possible, par la Syrie, l'ancien commerce du Levant, et avancer jusqu'aux Indes qui sont l'entrepôt du monde. Une fois là, on pourra se passer de l'or de l'Angleterre (1). »

Dans la poursuite de ce plan, Pierre le Grand et, après lui, ses successeurs se posèrent auprès du sultan comme les défenseurs des chrétiens habitant la Turquie. Ils s'appliquèrent à obtenir, pour leurs protégés, des droits officiellement stipulés, et essayèrent de se faire accorder la surveillance de ces garanties; en même temps, afin de dégoûter les autres puissances d'un partage de l'empire qu'ils voulaient s'annexer tout entier, ils cherchèrent, par tous les moyens, à affaiblir, à exténuer la Turquie, lui firent, le plus possible, la guerre, stimulèrent le mécontentement des populations, provoquèrent les révoltes, l'anarchie. La convention ou capitulation (2) de 1700, qui donna à la Russie le port d'Azow, le traité de Constantinople de 1720, qui lui accorda certains privilèges, celui de Kaïnardji, en 1774, qui augmenta ses possessions sur les bords de la mer Noire (3), celui de Jassy, signé en 1792, qui mit la

(1) A. L. Ravergie, *Histoire de la politique russe et de ses projets d'envahissement*, p. 13.

(2) Le terme de *capitulation* signifie ici armistice ou traité temporaire. Au dix-huitième siècle, la Sublime Porte, obéissant aux lois de l'islamisme, se croyait tenue à ne signer que des suspensions d'armes avec les puissances chrétiennes.

(3) Comme l'interprétation donnée par la Russie à certaines clauses

Russie en possession de la Crimée, sont les premiers résultats de cette entreprise. Hâtons-nous d'ajouter, toutefois, que cette série de succès n'avait pas été continue; elle avait été entrecoupée par deux mouvements de recul amenés par des défaites (1711 et 1739).

Au commencement du siècle actuel, en 1812, la paix de Bukharest donna à la Russie les bouches du Danube, les rives du Pruth et la Bessarabie. Tout doucement, graduellement comme on voit, les Russes s'acheminaient vers Constantinople. Peu à peu, ils exécutaient le prétendu testament de leur grand souverain. Occuper le détroit des Dardanelles, c'était là leur ambition la plus vive, car ils attendaient de cette possession des résultats immenses. Elle devait faire de la mer Noire un lac russe, elle leur permettrait de tenir en échec dans la Méditerranée les flottes de l'Angleterre et de la France, de ranger sous leur dépendance l'Égypte, la Grèce et les Iles, enfin de se frayer une route jusqu'aux possessions anglaises de l'Inde. La possession du Bosphore complétait aussi leur système de défense : c'était une dernière raison pour la désirer.

de ce traité lui procura, dans la suite, un prétexte de querelles et de guerres, nous croyons utile de les reproduire en résumé :

La Porte promet protection à la religion chrétienne et à ses temples. Outre la chapelle érigée dans la maison de son ambassadeur, la cour de Russie pourra faire bâtir, dans le quartier de Galata, une église publique du rite grec, qui sera sauvegardée par l'ambassade.

Les sujets de l'empire de Russie pourront librement visiter Jérusalem et la Terre sainte sans payer aucun tribut *.

* D. de Boukharow, *la Russie et la Turquie depuis le commencement de leurs relations*, p. 23.

Cependant, Pierre le Grand et ses héritiers n'avaient pas été les seuls à connaître les avantages que donnerait à son détenteur la possession des Dardanelles. L'Europe tout entière s'en était depuis longtemps aperçue, et lorsqu'au siècle dernier elle reconnut, à n'en pouvoir plus douter, que Constantinople excitait la convoitise des Russes, quand elle vit ceux-ci exploiter, en vue de leurs projets annexionistes, la situation des sujets chrétiens du sultan, elle fut prise de frayeur. L'Angleterre, la plus directement intéressée par les projets des Russes, trembla. C'est qu'en outre des avantages qu'elle jugeait que les Russes retireraient pour eux-mêmes de la possession de Constantinople, elle comprenait que la réalisation de leurs projets devait affaiblir considérablement son influence dans la Méditerranée, détruire l'importance de ses possessions du Levant, anéantir à jamais ses projets de communication avec l'Inde par la Turquie, enfin, faire perdre à son commerce l'exportation de 30 millions de francs de produits. Son grand ministre, lord Chatam, déclara devant le Parlement que « le maintien de l'empire ottoman était pour l'Angleterre une question de vie ou de mort ».

Quant à la France, la réalisation des projets russes devait lui faire perdre du même coup et son rang et son autorité dans le concert européen. Louis XIV, le premier parmi ses contemporains, eut l'incomparable mérite de deviner ce que cachait pour l'Europe la politique moscovite, de voir que la maison de Romanoff ne

menaçait pas moins l'équilibre continental que jadis la maison de Habsbourg, qu'il ne fallait pas attendre, pour le combattre, que le jeune barbare fût dans la force de l'âge, qu'il était insensé de s'amuser à guider ses premiers pas, à lui donner, tout en riant de sa maladresse, les armes bien forgées de l'Occident. C'est là ce qui fut cause que Louis XIV refusa constamment d'entrer en correspondance avec Pierre le Grand, ou de faire quelque traité avec lui (1).

A une époque postérieure, Napoléon Ier entretint les mêmes sentiments de défiance et de crainte. L'importance de la possession de Constantinople ne lui avait pas échappé; il était convaincu des avantages incalculables qu'elle donnerait à son détenteur. Il le prouva en juin 1807, lors de son entrevue à Tilsitt avec le czar Alexandre Ier. Napoléon voulait entraîner son ancien adversaire dans une guerre contre l'Angleterre et il lui promettait, en retour de son assistance, la Finlande. Le czar voulait davantage : il demandait une portion des provinces du Danube, y compris Constantinople. Un jour, dit M. Thiers (2), les deux empereurs, au retour d'une longue promenade, se renfermèrent dans le cabinet de travail où se trouvaient étalées de nombreuses cartes de géographie. Napoléon, paraissant continuer une conversation vivement engagée avec Alexandre, saisit une carte de la Turquie et, posant le

(1) V. J. Reinach, *la Question d'Orient dans l'histoire* (*Revue politique et littéraire*, 27 septembre 1879).

(2) Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. VII, p. 654.

doigt sur Constantinople, s'écria : « Constantinople! Constantinople! jamais! c'est l'empire du monde! » Néanmoins Napoléon ne résista pas absolument à l'obstination d'Alexandre, et, par un article secret du traité de Tilsitt, il livra aux Russes les provinces danubiennes, à la grande indignation de Talleyrand.

Dès les premières tentatives des Russes contre la Turquie, l'Europe avait également saisi les avantages immenses qui découleraient pour une nation forte et entreprenante de l'occupation de Constantinople. Elle avait compris qu'aux mains des Ottomans, la Turquie serait un boulevard contre le *panslavisme*, c'est-à-dire, contre le rêve des Russes de réunir tous les Slaves sous le sceptre des czars, et elle résolut de maintenir les Turcs dans leurs possessions. Elle prit ce parti, non pas pour la Turquie, mais pour ses propres intérêts. Les Anglais connaissaient l'état précaire de l'empire dont ils se constituaient les fermes défenseurs; ils résolurent de le soutenir de toutes leurs forces, quoi qu'il leur en pût coûter matériellement et moralement. C'est que la réalisation du rêve des panslavistes devait rompre l'équilibre européen en augmentant dans des proportions considérables le nombre des sujets de la Russie (1). Aussi, est-ce pour quoi les principales puissances d'Europe se liguèrent tacitement pour contrecarrer, en toutes

(1) D'après les dernières statistiques, les Slaves qui peuplent l'Europe orientale sont au nombre de 75 millions. Ils sont répartis de la manière suivante :

47,700,000 en Russie, 2,400,000 en Prusse, 200,000 en Saxe, 17,000,000 en Autriche, 7,700,000 en Turquie.

circonstances, les efforts des Russes. Ce sont ces efforts contraires : tentatives des Russes de s'emparer de Constantinople, opposition constante de l'Europe, qui ont constitué jusqu'à cette époque la *question d'Orient*. Depuis son origine, elle avait été une cause permanente d'embarras et de craintes pour les grandes puissances de l'Europe; dans ces derniers temps, l'affaiblissement progressif de la Turquie, son administration barbare, son refus d'introduire les réformes réclamées par l'Europe, l'impossibilité reconnue, en ce qui concerne ce dernier point, de maintenir le *statu quo*, ont élargi la question et augmenté sa gravité.

INSURRECTION DE LA GRÈCE

CONTRE LA DOMINATION TURQUE [1]

1821-1828

La conquête de la Grèce par les Turcs fut commencée en 1396, sous Bajazet l'Éclair. Ce prince, irrité contre l'empereur de Constantinople Manuel, qui avait refusé de lui ouvrir les portes de sa capitale, envoya une armée qui força l'isthme et pénétra jusqu'à Modon et à Coron. Le gouverneur grec du Péloponèse, Théodore Paléologue, voulut livrer Sparte, qui tenait encore, à Philippe de Naillac, grand maître des chevaliers de Rhodes; mais les Grecs s'y opposèrent, et Sparte ne fut sauvée que par l'apparition de Tamerlan, qui attira Bajazet en Asie.

Après la mort de ce dernier, l'œuvre de conquête et de domination qu'il avait entreprise fut continuée par

(1) Consulté.

C. Leynadier : *Histoire des peuples et des révolutions.* — Alexandre Soutzo : *Histoire de la révolution grecque.* — C. D. Raffenel : *Histoire des événements de la Grèce.* — Ed. Texier : *La Grèce et ses insurrections.* — Gervinus : *Insurrection et régénération de la Grèce.* — Gordon : *History of the Greek revolution.* — F. Lenormant : *La Grèce et les îles Ioniennes.* — R. de Malherbe : *L'Orient* 1718-1845. — Juchereau de Saint-Denis : *Histoire de l'empire ottoman.* — Lewis Sergeant : *New Greece.*

ses successeurs, qui, peu à peu, s'emparèrent du reste de la Grèce et soumirent les princes régnants à leur suzeraineté.

Seuls, les Vénitiens, qui possédaient les îles Ioniennes, quelques-unes des Cyclades, Candie, Négrepont, surent maintenir leur indépendance; mais la terre ferme demeura au pouvoir des Turcs. Le système oppressif exercé par eux sur leur nouvelle conquête détermina au dix-septième siècle un grand mouvement d'émigration; ceux des Grecs qui consentirent à rester se divisèrent en trois classes distinctes : 1° les débris des nobles de l'empire d'Orient et les descendants des riches vassaux de Venise, dont la plupart acceptèrent le joug des Osmanlis, et qui reçurent en récompense, avec le titre de « primats », la charge de percevoir les taxes imposées sur leurs compatriotes; 2° les hommes indépendants, qui se retirèrent sur les montagnes. Là, comme une protestation vivante des droits d'une nation réduite au sort des esclaves, ils se perpétuèrent sous le nom de « *Klephtes* » ou brigands, soutenant une guerre continuelle contre les conquérants, afin de conserver leur liberté; 3° le peuple, qui, courbé sous la verge sanglante du despotisme, se laissa peu à peu dépouiller de ses biens, et, sous l'ignominieuse dénomination de « *rayas* », devint le jouet et la proie des satrapes et des primats (1).

L'instruction, naguère brillante en Grèce, déclina

(1) A. Soutzo, *Histoire de la révolution grecque*, p. 6.

sous ce régime et fit place à l'ignorance la plus absolue. Le commerce se ralentit, la richesse décrut, la misère commença à se faire sentir. Au commencement du dix-huitième siècle, la tentative de Pierre le Grand sur la Turquie fit sortir, pour un moment, la Grèce de son accablement. Le czar, afin d'opérer une diversion, avait, depuis des années déjà, semé parmi les Grecs des idées d'indépendance; en 1711, il crut l'instant venu de les faire éclore, et, à la tête d'une armée formidable, il passa le Pruth. La Grèce tressaillit, fit mine de secouer ses chaînes, mais les revers subis par le czar dissipèrent ses espérances.

Plus tard, en 1770, lorsque la flotte ottomane eut été détruite par les Russes, dans les parages de Tchesmé, la Grèce dévoila encore ses aspirations en tentant de se lever contre ses maîtres; mais, de nouveau trompée dans son calcul, elle retomba sous le joug des Osmanlis.

La révolution française de 1789, qui imprima une si grande secousse au monde entier, n'épargna pas la Grèce. A son souffle, le courage et l'espoir renaissent dans les esprits. Une énergie nouvelle fait place à l'abattement et s'exerce particulièrement sur le génie commercial des Hellènes. Bientôt, la Grèce possède une marine marchande de 600 navires. L'instruction se relève aussi; des écoles sont fondées dans les îles de la mer Égée et dans les principales villes de la Péninsule. L'influence de cette régénération ne tarde pas à se faire sentir; les Grecs se rendent mieux compte de l'état

d'asservissement dégradant dans lequel les tient, depuis quatre cents ans, le gouvernement ottoman, et ils manifestent plus ouvertement, dans leur attitude, leurs tendances à s'affranchir.

En 1815, la Sainte-Alliance, sollicitée par Jean Capo d'Istria, un Corfiote entré au service de la Russie et que ses talents politiques avaient fait envoyer par le czar au Congrès de Vienne, autorise la formation d'une société dite des « *Philomuses* », dont le but avoué est de répandre l'instruction parmi la nation grecque (1). Quelques mois après, trois Grecs d'un rang obscur, Skoufas, Xanthos et l'archimandrite Dicée, créent en Russie, à Odessa, une autre association qui, sous le nom d'*Hétérie amicale*, doit éteindre les inimitiés qui divisent les familles et soulever la Grèce contre l'ennemi commun. L'initiation indiquait le but unique de la société : l'union armée de tous les chrétiens de l'empire turc pour faire triompher la croix sur le croissant (2). Chaque initié était tenu de consacrer au bien public sa fortune et ses facultés ; il s'obligeait à la soumission et au silence. Aucun musulman ne pouvait faire partie de l'association. — Grâce aux efforts des trois fondateurs, l'Hétérie compta bientôt un très grand nombre d'associés, non seulement en Grèce et à Constantinople, mais encore en Russie, où l'empereur Alexandre, pour la réussite de

(1) Ed. Texier, p. 13.
(2) Gervinus, *Insurrection de la Grèce*, t. I, p. 147.

ses desseins sur l'empire ottoman, favorisa presque ouvertement les affiliations.

Pendant ce temps, la révolution avait éclaté en Espagne (février 1820). L'excitation du Midi gagna la Grèce, échauffa les esprits et activa encore les initiations à l'Hétérie. Cependant la Porte s'émut des proportions prises par la société et elle voulut en enrayer les progrès ; mais les ordres sévères qu'elle donna à ses pachas, au lieu d'arrêter le mouvement, lui imprimèrent une plus grande activité et inspirèrent aux meneurs l'idée de passer de la conspiration à l'insurrection ouverte.

Entre temps le comte Capo d'Istria avait vu sa fortune s'élever ; membre du cabinet de Saint-Pétersbourg, il était alors admis dans l'intimité de l'empereur Alexandre Ier. Les Grecs envoyèrent Xanthos auprès de lui pour l'inviter à se mettre à leur tête, mais Capo d'Istria ne croyait pas le moment propice et il refusa. Toutefois, comme son compatriote insistait, il lui recommanda son ami le prince Alexandre Ypsilanti, aide de camp du czar. D'origine grecque, Ypsilanti était entré tout jeune à la cour de Russie ; mais, quoique éloigné de sa patrie, il ne pensait qu'à elle, ses malheurs lui en faisaient rêver l'affranchissement. C'est dire avec quel élan il accepta le poste de généralissime. Toutefois, il voulut, avant de s'engager, connaître d'une manière précise les dispositions de l'empereur. Un soir, il le fit adroitement causer sur les affaires de Grèce, et s'entendit dire avec bonheur : « Qu'une levée de

boucliers se montre en Grèce, et mes Cosaques iront la seconder (1). »

Ypsilanti partit donc pour Odessa, où il s'occupa, au sein de l'Hétérie, de décider en quel endroit l'insurrection éclaterait en premier. En même temps, il fit ses préparatifs de guerre.

Ypsilanti voulait ne rien précipiter, afin d'assurer le succès de l'entreprise, quand les événements qui survinrent dans l'ancienne Grèce contrarièrent ses projets en l'obligeant à se hâter. Le pacha de Janina, Ali-Tebelen, s'était, depuis de longues années, constitué, en Albanie, une souveraineté indépendante. Maître d'une nombreuse armée, Ali traitait avec la Porte en égal et lui déniait tout droit d'ingérence dans ses affaires. En août 1820, le sultan Mahmoud le déclara « *firmanli* », c'est-à-dire « traître à la patrie », et envoya une armée commandée par le pacha d Maïna, Chourchid, sur Janina, tandis qu'une flotte allait bloquer les ports des côtes albaniennes, situés dans le ressort de l'administration du pacha rebelle. Aussitôt, Ali, qui, vingt ans durant, avait pourtant exercé la plus dure persécution sur les Grecs de ses États, les appela aux armes contre les Turcs. Mahmoud en fit autant de son côté, mais contre lui. Les deux appels furent entendus, de sorte que la Grèce se trouva partagée en deux camps.

A cet instant critique, Ali eut connaissance du pro-

(1) A. Soutzo, p. 35.

jet conçu par le sultan d'exterminer tous les Grecs au commencement de l'année suivante (1). Il entre dans l'Hétérie et lui dévoile le dessein du sultan. Les chefs hétéristes, effrayés, accourent auprès d'Ypsilanti, et, par leurs supplications, le décident à donner le signal de la révolte générale. Au premier cri de liberté, ce fut dans toute la Grèce une levée en masse de patriotes, qui se vengèrent immédiatement sur les Turcs des maux dont ils avaient si longtemps et si cruellement souffert. Les membres les plus hauts du clergé grec embrassent la cause commune, et témoignent du zèle le plus ardent, portant partout le fer et le feu. Les Ottomans, surpris, fuient épouvantés. Ils laissent ainsi à la révolte le temps de se fortifier. Un grand nombre se réfugient à Patras, où ils sont bientôt relancés et qu'ils incendient.

Pendant ce temps, Ypsilanti a rassemblé, en Valachie, une petite troupe de 800 cavaliers. Dans les premiers jours de mars, il passe la frontière de Turquie, traverse le Pruth, et, le 8, il entre à Jassy, après avoir semé sur sa route des proclamations dans lesquelles il exhorte les habitants des principautés à prendre part à l'insurrection grecque. Par ses efforts, par ceux des émissaires qu'il envoie dans toutes les directions, la Moldavie, la Servie, l'Épire, les provinces chrétiennes et

(1) Il fut réellement question de ce projet au sein du Divan : le sultan en était, au premier abord, partisan ; le souvenir d'un précepte du Coran défendant de tuer l'innocent avec le coupable le lui fit seul abandonner *.

* Lewis Sergeant, p. 275.

la Morée sont bientôt en état complet de rébellion. Dans ce même temps, Ypsilanti augmente son petit corps d'armée et parvient à réunir 3,000 hommes.

Voyant les premiers résultats de l'insurrection, Ypsilanti crut le moment venu de rappeler au czar l'engagement qu'il avait pris envers lui. Il lui dépêcha, dans ce but, un courrier. Mais le moment n'était pas propice. L'Espagne et le Portugal étaient en pleine révolution, et, tandis que l'armée autrichienne marchait sur Naples, la révolte éclatait dans le Piémont. Les souverains d'Europe étaient tous dans une terreur panique, et Alexandre venait d'adhérer absolument à la politique du prince de Metternich (1). Le czar désapprouva la conduite de son ancien aide de camp, le démit de ses charges et lui retira le titre de citoyen russe. Ypsilanti et les Grecs avaient compté sur l'aide de la Russie; la décision du czar les frappa de stupéfaction, en même temps qu'elle arrêta l'essor de la révolution. Ypsilanti se vit en conséquence abandonné de la plupart de ses officiers et soldats. Certains d'entre eux, à l'instigation du cabinet viennois, passèrent même du côté des mahométans, et, se servant de leurs connaissances pour chercher à s'emparer de sa personne, lui dressèrent des embûches. Néanmoins, Ypsilanti combattit encore; il rassembla le peu d'hommes qui lui étaient demeurés fidèles, livra plusieurs batailles aux troupes du sultan, mais il fut vaincu, les désertions augmentèrent, il fuit et passa

(1) Pervinos, *Insurrection et régénération de la Grèce*, t. I, p. 191.

la frontière autrichienne. Il se croyait en sûreté, quand il fut arrêté par ordre du gouvernement autrichien et emprisonné dans le château de Muncatz. Transféré ensuite dans les cachots de Thérésienstadt, en Bohême, il y expia, dans une longue et douloureuse détention de six années, le crime d'avoir aidé au réveil d'un peuple que ses bourreaux eux-mêmes devaient bientôt admettre au rang des nations (1). Ypsilanti, rendu à la liberté en 1827, après la signature du traité de Londres, succomba quatre mois plus tard.

Privé de chef, le reste de l'armée patriote fut bien vite anéanti par les Turcs, qui couvrirent ensuite les principautés de toutes les atrocités inséparables de leurs triomphes (2). — A Constantinople, les janissaires, obéissant aux ordres du sultan, égorgèrent les chrétiens qu'ils rencontrèrent et dont les femmes et les filles furent vendues dans les bazars.

Telle fut la fin de ce prélude tragique de la révolution grecque.

Par suite de la présence du pacha Chourchid devant la résidence d'Ali, le gouvernement du Maïna était aux mains d'un officier subalterne incapable, et dont les procédés grossiers et cruels à l'égard des habitants avaient fait naître parmi ces derniers un profond mécontentement. Des symptômes d'agitation étaient déjà remarqués quand le retentissement des massacres de Constanti-

(1) A. de Vaulabelle, *Histoire des deux restaurations*, t. VII, p. 358.

(2) Gervinus, *loc. cit.*, t. I, p. 210.

nople parvint en Grèce. Cette nouvelle provoqua une recrudescence du mouvement révolutionnaire que deux hétéristes encouragèrent de toutes leurs forces. Le gouverneur du Maïna s'en inquiéta et il ordonna l'arrestation des deux meneurs. C'était mettre le feu aux poudres. Le 2 avril, la révolte éclata à Patras; de là, elle s'étendit rapidement aux villes principales de la Morée. 18,000 Roméliotes, 35,000 Péloponésiens, 15,000 Crétois se lèvent en armes; partout dans toute l'étendue de la Grèce, ce n'est que combats sanglants où l'avantage le plus souvent reste aux patriotes. — La Porte sent alors qu'elle s'épuisera en vains efforts sur terre, et elle veut tenter la fortune sur mer. Elle équipe une flotte imposante et l'envoie sur les côtes de la Grèce. Aussitôt, les îles de l'Archipel se préparent à lui résister; elles arment de nombreux navires et chargent un marin intrépide, le capitaine Jacob Tombazis, du soin de diriger leurs opérations. Pour remédier à leur faiblesse, celui-ci prépare des brûlots et quand, vers la fin de mai, il se rencontre avec la flotte ennemie, il réussit à incendier un des plus gros vaisseaux, avec lequel périssent 950 Ottomans.

Sur ces entrefaites, Démétrius Ypsilanti, frère d'Alexandre, aborda à Hydra, avec un chargement d'armes et de munitions. Il venait d'être investi par le Sénat du commandement général des armées de terre. Les distributions terminées, Démétrius Ypsilanti voulut par sa présence presser le siège de Tripolitza que bloquait, depuis plus d'un mois, un corps de patriotes. Mais les

dissensions qui régnaient dans le camp des Grecs, la jalousie dont il fut l'objet, lui créèrent tant d'embarras et d'ennuis qu'il fut sur le point de renoncer à son mandat. Son patriotisme le retint et il eut lieu ensuite de s'en féliciter, car, le 5 octobre, après un siège de près de six mois, les Grecs s'emparèrent de Tripolitza. Dans le même temps, le général Melidone remportait aussi en Morée de brillantes victoires sur les troupes ottomanes, mais mourait, assassiné, victime de la jalousie d'un de ses frères d'armes.

Tandis que ces faits glorieux pour la cause hellénique s'accomplissaient dans le nord, deux hommes, Mavrocordato et Négris, avaient profité de l'état divisé des Grecs pour se faire eux-mêmes, de leur propre arbitre, une position et se préparer un brillant avenir. Ligués entre eux, ils s'emparèrent et se partagèrent le pouvoir dans la Grèce continentale ; tous deux, ils constituèrent un sénat, s'en firent nommer présidents, puis, ils organisèrent, dans la partie du pays qu'ils s'étaient dévolue, la résistance aux forces du sultan.

Cependant, la Grèce, insurgée, gouvernée en vingt lieux différents, par autant de chefs militaires qui s'étaient arrogé le pouvoir, se trouvait dans une situation des plus critiques, par suite de manque d'homogénéité dans l'administration générale du pays et dans la direction des opérations de la guerre.

A la fin de décembre 1821, on s'aperçut que la situation d'Argos, comme siège du gouvernement, n'était pas favorable par rapport au voisinage de Nauplie de Ro-

manie occupé par les Turcs. En conséquence, la résidence des chefs suprêmes de l'État fut transférée à Épidaure, sur les côtes orientales de l'Argolide (1).

C'est en cette ville que, peu de temps après, à l'instigation de Mavrocordato et de Négris, les représentants de la nation se réunirent. Le 13 janvier 1822, l'Assemblée nationale adoptait une constitution républicaine, dans laquelle étaient ainsi formulés les droits des citoyens :

1° Toutes les religions sont tolérées, et leurs cérémonies célébrées en toute liberté ;

2° Les Grecs sont égaux devant la loi, sans distinction de rang ni de dignité ;

3° Tous les Grecs peuvent être appelés à tous les emplois : le mérite, seul, détermine la préférence ;

4° La propriété, l'honneur et la sûreté de chaque citoyen sont placés sous la sauvegarde de la loi.

Le gouvernement fut remis à deux corps : un sénat et un conseil exécutif. Démétrius Ypsilanti fut chargé de présider le premier ; à Mavrocordato fut confiée la présidence du conseil exécutif, et, à Négris, l'archichancellerie d'État. Avant de se dissoudre, l'Assemblée, le 27 janvier, déclara l'indépendance du pays (2).

Les heureux effets de la promulgation de ces décrets ne tardèrent point à se faire sentir. Les plus turbulents, les plus ambitieux d'entre les chefs se calmèrent ; le

(1) C. D. Raffenel, t. I, p. 407.
(2) V., pour l'acte, A. Soutzo, p. 169.

clergé et le peuple reprirent confiance, les soldats marchèrent avec empressement contre l'ennemi; enfin, l'ordre et l'activité commencèrent à renaître.

Dans l'entreprise qu'ils venaient ainsi de mener à bien, les insurgés grecs n'avaient pas eu à lutter seulement contre eux-mêmes. Les gouvernements européens s'étaient mêlés à la confusion et aux déchirements du pays. Depuis le début de la révolution, de nombreux agents autrichiens, anglais, italiens, établis dans les centres de l'insurrection, y semaient le découragement, y soufflaient la discorde, répandaient les nouvelles les plus sinistres et tenaient les Turcs au courant du moindre mouvement des insurgés. L'Autriche, entre autres, agissait en ennemie déclarée; sa marine était devenue celle du sultan; son pavillon protégeait tous les convois de soldats, de munitions ou d'approvisionnements nécessaires au ravitaillement des garnisons ottomanes (1).

Pendant ce temps, l'armée ottomane que de récents renforts avaient portée au chiffre de 40,000 hommes, bloquait de jour en jour plus étroitement le pacha Ali dans sa capitale de Janina. Le siège durait depuis plus d'un an, lorsque, le 5 février 1822, Chourchid-Pacha s'empara par ruse de la personne d'Ali, qu'il fit décapiter et dont il envoya la tête au sultan (2). Chourchid tourna ensuite son attention du côté des Grecs. Il leur adressa une proclamation, dans laquelle il promit de

(1) De Vaulabelle, *loc. cit.*, t. VII, p. 363-64.

(2) A. de Beauchamp, *Vie d'Ali, pacha de Janina.*

leur accorder la vie, s'ils déposaient les armes. Les patriotes lui répondirent par un cri de vengeance. Chourchid s'avança donc contre l'armée insurgée et la battit à Arta (1).

Sur ces entrefaites, le gouvernement grec ordonna à Ypsilanti de marcher sur Athènes, occupée par une garnison turque. Ypsilanti obéit, mais les deux assauts qu'il donna à la place échouèrent, il ne put s'en emparer. Dépité, il se dirigea alors vers le Péloponèse.

La flotte ottomane avait à ce moment repris l'offensive. Après quelques hésitations, elle se porta sur Chios. Au mois d'avril, elle débarqua un corps de 13,000 hommes, qui dispersa l'armée samienne établie devant la place, et pénétra ensuite dans la ville. Les Turcs se livrèrent sur la population à tous les excès, massacres, pillages, incendies, etc., de sorte que de l'ancienne ville de Chios, renommée dans toute l'Asie pour ses richesses et sa splendeur, il ne resta plus, après leur départ, qu'un monceau de ruines ensanglantées. Sur une population de 15,000 âmes, c'est à peine si 2,000 personnes, accueillies par les consuls de France et d'Autriche, réussirent à échapper à la mort (2).

Pour se venger de ces désastres, les Grecs imaginèrent d'envoyer sur la flotte ennemie mouillée dans le port de Chios deux brûlots, qui, dans la nuit du 18 au 19 juin 1822, mirent le feu à deux bâtiments.

Durant les deux années 1822 et 1823, ce fut une

(1) A. Texier, p. 27.
(2) C. D. Raffenel, t. II, p. 19.

suite de faits guerriers couronnés alternativement de succès et de revers pour les deux partis. Leur multiplicité rend difficile un résumé dont la sécheresse serait fatigante pour le lecteur, obligé que nous serions de passer sous silence les traits d'héroïsme sans nombre dont ils furent presque tous marqués. D'ailleurs, leur ensemble ne présente rien de bien intéressant, car ils n'influèrent en aucune façon sur les résultats définitifs de la guerre. — Nous rapporterons seulement quelques événements politiques.

Vers le mois d'août 1822, le gouvernement grec avait été informé que les représentants des principales puissances d'Europe étaient réunis à Vérone en congrès et qu'ils étaient sur le point de prescrire à la Grèce une paix honteuse avec la Porte. Craignant de perdre cette indépendance que les Grecs considéraient déjà comme acquise, le gouvernement adressa une protestation au Congrès, déclarant qu'il n'acquiescerait à aucune proposition, quelque avantageuse qu'elle pût être, avant que ses délégués n'eussent exposé sa cause devant lui (1).

Cette velléité de l'Europe de s'immiscer dans les affaires gréco-turques inquiéta vivement le gouvernement grec. Pour en prévenir le retour, il résolut de pousser immédiatement les choses au point de rendre impossible tout accommodement avec la Turquie. En conséquence, il envoya des circulaires dans toute la Grèce pour hâter l'élection des députés du second congrès national.

(1) A. Soutzo, p. 237-39.

Mais des lenteurs se produisirent, et ce ne fut que le 10 avril 1823 que la session put s'ouvrir dans la petite ville d'Astros. Tout annonçait qu'elle serait orageuse ; partout on voyait un grand penchant à se disputer ; chacun semblait être venu à Astros plutôt pour terrasser son antagoniste que pour délibérer sur les intérêts publics (1).

Pourtant, après des scènes regrettables, l'assemblée décréta certaines améliorations au code politique, prit les mesures nécessaires pour l'entretien des armées de terre et de la flotte, et enfin, fait assurément grave et d'une grande portée, l'assemblée proclama l'existence politique des Hellènes et leur indépendance. — La présidence du Sénat fut confiée provisoirement à Jean Orlandos, celle du Corps exécutif à Pierre Mavromichalis, et le secrétariat d'État à Alexandre Mavrocordato.

Le peu de sympathie témoigné jusqu'à ce moment par les gouvernements européens à la cause grecque n'avait pu refroidir l'intérêt chaleureux que lui portait la plus grande partie des différentes classes de la société de tous les pays. Les exploits du peuple qui s'était levé pour la défense de sa liberté avaient excité la sympathie du monde chrétien. La presse fit entendre sa voix pour soutenir énergiquement les Grecs. Un nombre infini d'écrits sur les affaires helléniques virent le jour en Allemagne, en France et en Angleterre, et domi-

(1) A. Soutzo, p. 267.

nèrent toute la littérature. Puis, peu à peu, il se forma dans tous les pays des associations de secours, dont le but était de venir en aide à ceux qui souffraient et qui combattaient en Grèce : elles donnaient leurs secours en hommes et en argent (1). Les Grecs avaient bien besoin qu'on vînt ainsi à leur aide. Leurs faibles ressources étaient complètement épuisées ; ils n'avaient plus le moyen de payer régulièrement les marins, ni les soldats, et, comme tout le pays était engagé dans la lutte, l'industrie et le commerce chômaient.

Parmi ceux qui contribuèrent généreusement à alléger les souffrances des malheureux Grecs, un homme d'une réputation déjà universelle se fit surtout remarquer. Le 5 janvier 1824, lord Byron débarqua à Missolonghi. Depuis plusieurs années, l'immortel poète rendait de grands services à la cause hellénique, pour laquelle il s'était passionné, et, tout récemment, il avait envoyé à Mavrocordato une somme considérable pour la solde des marins. Maintenant, il apportait avec lui 200,000 francs et la certitude de la négociation à Londres d'un emprunt pour le compte du gouvernement grec. On le reçut comme le bienfaiteur de la patrie, et Mavrocordato lui conféra le titre de général en chef de la Grèce occidentale. Les factions sans nombre qui agitaient le pays à ce moment choisirent Byron pour l'arbitre de leurs différends; quelques-unes intriguèrent auprès de lui pour se l'attacher, mais Byron refusa de seconder

(1) Gervinus, t. II, p. 5-10.

leurs vues et soutint de toutes ses forces le gouvernement régulier. En même temps, il s'occupa à former le corps d'armée qu'il devait commander, et fonda deux journaux dont la publication produisit le plus grand bien (1).

Trois mois durant, Byron fut tout entier à son œuvre ; mais elle était au-dessus de ses forces physiques, et, le 19 avril, il mourait épuisé. D'ailleurs, doué d'une sensibilité excessive, il avait été profondément affecté de l'état divisé où il avait trouvé la jeune république. Les tracasseries dont il fut en outre l'objet de la part de certains chefs, les obstacles qu'il rencontra dans l'accomplissement de ses projets, tous tournés vers l'affranchissement complet du peuple hellène, contribuèrent à altérer sa santé. Ses dernières paroles témoignent de son admirable dévouement à la Grèce : « J'ai donné mon temps, ma fortune et ma santé à la cause des Hellènes ; maintenant je lui donne ma vie !... Que pouvais-je faire de plus ? » — Pour honorer la mémoire du bienfaiteur de la nation, Mavrocordato décréta un deuil public de vingt et un jours. De plus, des prières et un service funèbre eurent lieu le 22 avril dans toutes les églises de Missolonghi (2).

Quelque temps avant la mort du poète anglais, le gouvernement grec avait été informé que l'emprunt proposé à Londres pour son compte venait enfin d'être conclu (3).

(1) D. Raffenel, t. II, p. 37.
(2) Id., t. II, p. 95-97.
(3) D'après de Vaulabelle (t. VII, p. 396), sur 27 millions de francs,

Cette nouvelle releva l'espérance des patriotes. Le gouvernement se vit à la veille de posséder des ressources qui devaient enfin lui permettre d'écraser ses ennemis et d'établir sur des bases solides et durables l'indépendance de la Grèce (1). Le 14 avril, le premier acompte de l'emprunt, £ 40,000 sterling, était arrivé à Zante; le 13 juin, un second de même importance arriva encore; mais tous deux restèrent sans être versés au gouvernement grec, parce que l'autorisation de lord Byron, qui était une des conditions du paiement, faisait défaut. Cette condition fut heureusement supprimée à la fin de juin; mais le retard subi eut une influence déplorable sur la marche de la guerre pendant cette quatrième année de l'insurrection (2).

Si la situation de la Grèce était peu favorable, celle de la Turquie était encore moins encourageante. La Porte était au bout de ses ressources; ses finances étaient dans une ruine profonde, les hommes capables de servir dans la flotte manquaient, et, pour les armées de terre, les levées se faisaient difficilement. Son épuisement complet, en somme, était proche. — De plus, le sultan continuait avec la Russie les négociations commencées trois ans auparavant, et dont la tournure ne laissait pas que de l'effrayer. Le 21 juin 1821, le czar

chiffre de l'emprunt, les banquiers anglais en soldèrent 17 en livraisons de linge, vêtements, armes et bateaux à vapeur hors de service, et retinrent cinq autres et demi millions, tant pour le service de deux années d'intérêt que pour l'amortissement.

(1) C. D. Raffenel, t. II, p. 70.

(2) Gervinus, t. II, p. 36.

avait, par un ultimatum, clairement menacé l'existence de la Turquie, la faisant dépendre de la sûreté des sujets chrétiens du sultan, qu'il prétendait être obligé par les traités de garantir (1).

Tout cela pesait d'un poids très lourd, sur l'esprit de Mahmoud II et lui donnait à réfléchir. Au début de l'insurrection grecque, il avait cru qu'il en aurait facilement raison; aujourd'hui, sous le coup d'une guerre avec la Russie, il n'osait dégarnir ses provinces du nord, et par suite se trouvait dans une grande perplexité pour faire face aux besoins pressants du moment. Toutefois, au commencement de 1824, il voulut, tant bien que mal, faire des préparatifs pour une quatrième campagne; mais le découragement s'était emparé de ses troupes et même de son entourage, et il eût peut-être abandonné la lutte, si l'Autriche ne lui avait donné un conseil qu'il s'empressa de suivre.

Mahmoud s'adressa à Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, et lui demanda son aide en lui offrant en récompense le pachalik de la Morée. Celui auquel le sultan avait ainsi recours possédait une armée de 30,000 hommes, instruite et disciplinée à la façon des armées d'Europe; dans un pays qui manque de chanvre, de fer, de bois de construction, il était parvenu, au moyen de ses trésors, à créer une marine; l'Égypte, à sa voix, s'était couverte d'ateliers et d'établissements dirigés par des Européens, et surtout par des Français : en un

(1) Gervinus, t. I, p. 66-67.

mot, il avait su mettre au service de sa puissance orientale l'expérience, la science, l'industrie et les arts de l'Occident.

Nous ne nous arrêterons pas à discuter la légalité des moyens employés par le vice-roi d'Égypte pour atteindre ces brillants résultats. Disons, en un mot, que ses créations reposaient sur la plus odieuse, la plus dévorante tyrannie qui fut jamais ; pour recruter une armée, il avait eu recours à la *presse* des jeunes gens, et n'avait pu traîner les malheureux fellahs sous ses étendards que les mains liées derrière le dos et la chaîne au cou ; il avait dû, pour se former un trésor, non seulement établir, en matière d'impôt, un abominable système de solidarité, mais encore se substituer, lui tout seul, à la nation égyptienne tout entière, se rendant ainsi l'unique propriétaire, l'unique industriel, l'unique commerçant de l'Égypte : monopole gigantesque qui avait fait du gouvernement un chaos, de l'administration un pillage organisé, et de chaque cultivateur égyptien une machine souffrante surveillée par un soldat. — Au-dessous de Méhémet, et partageant sa splendeur et sa gloire, était Ibrahim, son fils, guerrier terrible et intelligent, plein de confiance dans le sort des batailles, plein de foi dans le génie paternel, bras de cette Égypte, dont Méhémet-Ali était le cœur et la tête (1).

On conçoit si, dans ces circonstances, et étant donnée

(1) Cf. L. Blanc, *Histoire de dix ans*, t. IV, p. 128-29, et de Vaulabelle, *Histoire des deux restaurations*, t. VII, p. 365-69.

l'ambition du vice-roi d'Égypte, il accepta avec empressement la proposition de son suzerain. Un mouvement extraordinaire régna alors, dès le printemps, dans les arsenaux du Caire, et, à la fin de juillet 1824, la flotte égyptienne, composée de 54 vaisseaux, mettait à la voile pour le théâtre de la guerre. Elle était accompagnée de quatre cents navires marchands, portant 16,700 hommes (1). Les forces de terre étaient commandées par Ibrahim-Pacha, et la partie navale, par Hassan-Pacha, gendre de Méhémet. A Rhodes, la flotte égyptienne rallia la flotte ottomane, avec laquelle elle se fondit.

Désormais à la tête de forces considérables, Ibrahim se mit à la recherche des Grecs. Il les rencontra près de Samos. Ceux-ci n'avaient que 60 navires, mais leurs récentes victoires enflammaient leur courage, et ils se dirigèrent hardiment vers l'escadre turque. Cinq brûlots les précédaient. A leur vue, les Turcs furent épouvantés : plusieurs de leurs vaisseaux prirent la fuite. En attendant, les brûlots cherchaient le vaisseau amiral : l'un d'eux l'aborda et l'incendia. D'autres vaisseaux furent encore incendiés, et ceux que la flamme avait épargnés s'empressèrent de gagner le large. Seuls, les marins égyptiens firent bonne contenance. Toutefois, ils ne tardèrent pas à suivre l'exemple des Turcs et prirent, eux aussi, la fuite. Mais les bâtiments grecs se mirent à leur poursuite, et les obligèrent à se réfugier

(1) Gervinus, t. I, p. 50.

dans une des rades de Candie. Ils n'y furent pas longtemps tranquilles ; l'amiral grec Miaoulis découvrit leur retraite, il coula plusieurs de leurs vaisseaux et dispersa le reste (1).

Tandis que les soldats et les marins de la Grèce insurgée accomplissaient ces hauts faits, la désunion avait éclaté parmi les chefs du mouvement. A la guerre contre l'oppression étrangère s'était jointe la guerre civile! Le président Georges Countouriotis, élu le 18 janvier 1824, bien qu'il s'appuyât sur tout ce qui pouvait rehausser et augmenter l'autorité du chef d'un gouvernement républicain, n'avait pu réussir à s'attacher les capitaines du midi. Ceux-ci l'accusaient de négliger la Morée et d'appliquer toutes les ressources du pays à la flotte. Ils lui témoignaient une hostilité ouverte, et bientôt, à leur instigation, le 4 novembre, les Arcadiens refusèrent de payer les impôts (2). Le gouvernement envoya des troupes pour les ramener à l'ordre, mais elles furent battues. Pendant six semaines, la Morée fut le théâtre de luttes sanglantes entre les partisans du gouvernement et les révoltés, qui, toutefois, dans les derniers jours de décembre, finirent par se soumettre.

Dès que les rigueurs de la saison d'hiver eurent rendu les opérations de la guerre difficiles, Ibrahim s'était retiré, avec la flotte égyptienne, à l'île de Candie, où

(1) Ed. Texier, p. 33-34.
(2) Gervinus, t. II, p. 68.

il l'avait fait hiverner et où il reçut quelques renforts s'élevant à 5,000 hommes. Au commencement de janvier 1825, Ibrahim jugea le moment favorable pour reprendre la mer. Deux divisions, fortes, l'une de 4,500 hommes, l'autre de 7,000, mirent à la voile de Candie et débarquèrent le 23 février sous les murs de Modon, sans que la flottille grecque eût fait un mouvement pour l'arrêter. Quelques jours après, Ibrahim, à la tête de 800 hommes, s'avançait jusqu'au sommet des montagnes qui s'élèvent derrière Navarin, et la nouvelle du débarquement de l'armée égyptienne tombait comme un coup de foudre au milieu des chefs divisés de la Grèce.

En face de la gravité de la situation, ceux-ci se rapprochèrent, et Georges Countouriotis fut nommé général en chef de tous les corps d'armée à ce moment dans le Péloponèse; en même temps, il fut investi de la dictature. Sous lui, la Grèce ressentit, pour la première fois, les bienfaits d'un bon gouvernement.

Pour augmenter les forces de l'armée grecque, Countouriotis décida l'abandon du siège de Patras et envoya les troupes qui étaient devant cette place à Navarin. Peu à peu, il réussit à y faire entrer jusqu'à 2,000 hommes. En même temps, il dirigea une seconde armée aux environs de Navarin, à Cremidi, où elle devait tenir la campagne et fatiguer l'ennemi par ses attaques. Le 19 avril 1825, cette dernière était inopinément assaillie par les Égyptiens, défaite et dispersée. Le lendemain, Ibrahim, comptant sur la terreur que sa victoire

avait dû causer dans Navarin, tenta un assaut ; repoussé avec pertes, il résolut de prendre la ville par la famine. Le 12 mai, la flottille grecque, voulant faire une diversion, alla attaquer l'escadre turque, mouillée devant Modon. A l'entrée de la nuit, elle fondit à l'improviste sur les vaisseaux ennemis, en incendia vingt et fit sauter les magasins à poudre de Modon. Cette victoire, toute belle qu'elle fût, ne sauva point Navarin; ses défenseurs, manquant absolument de vivres, acceptèrent, le 18 mai, une humiliante capitulation (1).

Le reste de l'année 1825 fut rempli de combats féconds aussi en traits de courage et d'héroïsme, mais dont les résultats, peu importants sur l'issue de la guerre, nous autorisent à n'en point faire l'énumération. Un fait politique, toutefois, mérite une mention spéciale. Dès 1822, Alexandre Mavrocordato avait essayé, par d'humbles soumissions, de s'attirer la bienveillance de l'Angleterre. Au mois de juillet 1825, profitant de sa haute position, il rédigea un acte dans lequel il déclarait que la Grande-Bretagne avait seule, de toutes les puissances européennes, prêté aide et protection aux patriotes hellènes et que, pour cette raison et en vue d'assurer à la nation la stabilité de son indépendance, il la plaçait sous la protection de la Grande-Bretagne. La plupart des membres du gouvernement désapprouvèrent cet écrit; Mavrocordato les emprisonna. Le mécontentement se répandit parmi les Grecs

(1) Soutzo, p. 357.

et l'armée; nombre de soldats rentrèrent dans leurs foyers, disant : « Puisqu'on livre notre pays aux Anglais, ils viendront le défendre (1). » Ces démonstrations de mécontentement contraignirent Mavrocordato à renoncer à son idée quant à l'Angleterre, mais quelque temps après, dès qu'il se fut assuré l'appui d'un certain nombre de chefs importants, il renouvela sa demande de protectorat à la cour de Russie. Le czar la refusa. Alors, Mavrocordato se tourna du côté de la France : il offrit la couronne de Grèce au second fils du duc d'Orléans, le duc de Nemours. Cette fois encore, son offre fut repoussée. Le duc d'Orléans posa, à l'acceptation de son fils, trois conditions que les Grecs n'étaient pas encore en état de remplir : établissement d'un gouvernement constitué en monarchie constitutionnelle, selon les règles inscrites dans la Charte française; existence d'une armée régulière organisée à l'européenne, et capable de protéger le nouveau royaume au dedans comme au dehors; enfin, assentiment de toutes les puissances de l'Europe (2).

Au mois de décembre, le bruit de la mort de l'empereur de Russie se répandit en Grèce. En proie à une affection physique dont il souffrait profondément, le czar Alexandre était, en outre, depuis quelques années, vivement affecté par la marche des affaires en Orient. Mais ce qui l'émut davantage dans ses derniers jours, ce fut

(1) Soutzo, p. 380.
(2) V. de Vaulabelle, *loc. cit.*, t. VII, p. 371.

la crainte dont il était, non sans de justes raisons, possédé, de voir le fantôme de la révolution se dresser dans son empire. Le 1er décembre 1825, il était enlevé par la maladie. Les Grecs, qu'il avait abandonnés, tournèrent leurs regards vers son successeur, Nicolas, et fondèrent sur lui les plus brillantes espérances. Cette fois, ils ne furent point déçus. Après avoir étouffé une sédition militaire à Saint-Pétersbourg, et quelque peu hésité, il est vrai, sur la marche qu'il devait suivre, Nicolas déclara qu'il se mêlerait des affaires grecques, « obéissant, en cela, dit-il, à ce que lui dictaient la justice, la religion et l'humanité (1). »

. . . . . .

Depuis le début de la révolution, Missolonghi était devenue le refuge des Grecs fugitifs de l'Épire et de l'Étolie ; aussi, de 3,000 habitants que cette ville comptait avant 1821, en renfermait-elle près de 15,000 en 1825. Ses fortifications n'étaient que de construction récente, mais leur solidité suffisait pour la mettre à l'abri d'un coup de main. 5,000 hommes composaient sa garnison. — Au commencement du printemps de 1825, Reschid-Pacha, à la tête de 14,000 Turcs, avait paru sous ses murs et l'avait assiégée depuis, sans avoir remporté le moindre avantage. Les Missolonghiotes avaient fait plusieurs sorties heureuses, et Reschid en venait à désespérer, lorsque, le 24 décembre, Ibrahim arriva avec 8,000 Arabes. En même temps, il reçut du sultan

(1) Gervinus, t. II, p. 229.

l'ordre de remettre à ce dernier la direction des opérations du siége. Dans les derniers temps, quelques renforts, venus de Turquie, avaient augmenté l'armée de Reschid; l'arrivée des troupes égyptiennes porta le chiffre des forces assiégeantes à 25,000 hommes.

Le 24 février 1826, le feu fut ouvert contre Missolonghi. Trois jours, il dura sans discontinuer et sans que le courage et la résistance des Grecs eussent faibli. Ce que voyant, Ibrahim résolut de prendre la ville par la famine. Il fit suspendre le tir et coupa toutes les communications entre Missolonghi, la campagne et la mer. Les Grecs tentèrent de s'opposer à l'exécution de son plan : une partie de la garnison opéra une sortie; la mêlée fut acharnée, mais à la fin, les Grecs, accablés sous le nombre, durent rentrer dans la place. — Trois semaines se passèrent: Ibrahim resserrait tous les jours davantage le blocus, la faim commençait à se faire sentir, car il ne restait plus aux assiégés d'autre communication avec la mer que par l'île de Clissova. Les Grecs y avaient établi un petit corps de 250 soldats, qui s'était fortifié dans l'église. Le 6 avril, Reschid-Pacha, à la tête de 5,000 hommes, attaqua Clissova. Ibrahim avec 2,000 hommes seconda son action; mais la faible garnison grecque se défendit avec une telle énergie, causa tant de vides dans les rangs de ses ennemis, qu'Ibrahim et Reschid durent se retirer, laissant le sol jonché de 3,000 de leurs morts. Dès ce moment, les assiégeants redoublèrent de vigilance et de sévérité dans le blocus de la ville; la famine devint horrible; à

ce point même que les assiégés entrèrent en pourparlers pour se rendre, mais les conditions extrêmement dures qu'Ibrahim prétendit leur imposer empêchèrent un accommodement. Les Missolonghiotes jurèrent de mourir plutôt de faim ou de faire sauter la ville, et ils eussent tenu leur serment, s'il ne s'était rencontré un traître parmi eux. Ils avaient projeté une sortie pour le 22 avril, et ils voulurent la faire coïncider avec une attaque des troupes grecques qu'ils supposaient être venues à leur secours et se tenir dans les environs. Le messager, un Bulgare, vendit leur secret à Ibrahim. Comme on pense, celui-ci en profita. Au jour indiqué, le 22 avril, les Missolonghiotes sortirent de la ville, livrèrent bataille à l'armée ennemie, luttèrent comme des lions, comptant toujours et à chaque instant sur l'arrivée de l'armée de secours; mais rien ne vint. L'artillerie turco-égyptienne exerçait de grands ravages dans leurs rangs, bientôt ils furent forcés de se replier, de fuir, entraînant à leur poursuite Turcs et Égyptiens, qui entrèrent avec eux dans la ville. Un massacre terrible s'ensuivit : femmes, vieillards, enfants, furent égorgés sans pitié, l'incendie éclata, et, le lendemain matin, il ne restait de Missolonghi qu'un amas confus de ruines fumantes et rougies de sang, d'où s'exhalaient les plaintes des blessés. — 2,400 hommes, la plupart Souliotes, avaient réussi à s'échapper; ce qu'ils eurent à souffrir pendant leur marche désordonnée est inénarrable; harcelés de tous côtés par l'ennemi, ils durent souvent s'arrêter pour

repousser ses attaques, et quand, quatre jours après la chute de Missolonghi, ils arrivèrent à Salone, leur nombre était diminué d'un quart.

La chute de Missolonghi donna un nouveau prétexte aux partisans des Anglais pour réclamer l'assistance de la Grande-Bretagne; Ypsilanti seul s'éleva contre ce projet et, grâce à ses énergiques protestations, l'assemblée d'Épidaure vota un traité dont les bases sauvegardaient au moins la dignité nationale. Mais, à ce moment, un homme qui s'était fait une grande réputation pendant la guerre, le général Karaïskakis, s'opposa par la parole à ce que le traité fût exécuté. Ennemi déclaré de la faction anglaise, il adjura ses compatriotes de ne point sacrifier leur indépendance; il forma une ligue de résistance à toute domination étrangère, s'agita tant et si bien que le traité fut déchiré et que les hostilités reprirent avec une nouvelle vigueur.

La nouvelle de la chute du boulevard de la Grèce causa dans le camp des patriotes le découragement le plus profond. C'est qu'aussi jamais à aucune époque antérieure on n'avait eu moins de ressources. Les sommes provenant de l'emprunt anglais étaient épuisées et les revenus avaient baissé de cinq millions et demi de piastres à un million et demi. C'est alors que les philhellènes vinrent encore à l'aide des malheureux Grecs. De tous côtés, il se fit des quêtes en leur faveur. En France, le mouvement fut sublime et presque général. La pensée que ces courageux patriotes combattaient non seulement pour recouvrer leur indépendance, mais

encore que, soldats de la croix, ils défendaient, en même temps, leur foi religieuse contre le sabre musulman, enthousiasmait les esprits. Aussi, en dépit de l'opposition du clergé et des cléricaux qui affectaient de ne considérer les Grecs que comme des schismatiques et des révoltés, les appels de fonds rapportèrent-ils des sommes considérables (1). Le comité de Paris, à lui seul, envoya 60,000 francs, celui d'Amsterdam 30,000, la majorité des autres capitales d'Europe imita leur exemple; le roi Louis de Bavière souscrivit sur sa fortune particulière pour des sommes très importantes (2). Quant à l'Angleterre, son intervention plus libre, plus active, se ressentait du génie particulier à cette nation. Malgré les sacrifices considérables de quelques philhellènes de haut rang, entre autres de lord Byron, qui, comme nous l'avons dit, donna à la cause de la Grèce une partie de sa fortune et les dernières années de sa vie, l'aide de l'Angleterre devenait trop souvent un véritable trafic; ce royaume était le marché où les philhellènes des autres nations venaient acheter la plus grande partie des armes, des munitions et des approvisionnements qu'ils envoyaient aux insurgés (3).

Mais, la Grèce souffrait d'un autre mal, auquel ces générosités ne pouvaient apporter de soulagement et qui menaçait sérieusement de l'entraîner à la ruine. Les dissensions intérieures continuaient. En effet, ce

(1) De Vaulabelle, *loc. cit.*, t. VII, p. 393-95.
(2) Gervinus, t. II, p. 280.
(3) De Vaulabelle, t. VII, p. 396.

n'étaient que rivalités jalouses dans les camps comme dans les assemblées politiques. Une réunion des représentants avait été convoquée à Égine : soixante-douze membres s'y rendirent ; quatre-vingts refusèrent de les suivre et s'assemblèrent à Hermione. De ces deux points, les deux assemblées rivales organisèrent chacune un gouvernement, et lancèrent décrets sur décrets pour se déclarer réciproquement usurpatrices et factieuses.

L'Angleterre s'émut de cet état de choses et, pour le faire cesser, envoya en Grèce sir Richard Church et lord Cochrane. Ils avaient pour mission de chercher à concilier les deux assemblées d'Hermione et d'Égine. Quinze jours de négociations pénibles leur furent nécessaires pour atteindre ce résultat ; enfin, grâce à eux, la réconciliation eut lieu et une assemblée générale put être constituée à Trézène. Là, en récompense des services qu'ils venaient de rendre à la Grèce, le général Church fut appelé au poste de généralissime des troupes hellènes, et lord Cochrane investi du commandement supérieur de la flotte. En même temps, Jean Capo d'Istria fut proclamé président de la république grecque.

Laissant l'assemblée poursuivre ses délibérations, lord Cochrane voulut lui montrer qu'il était digne de sa confiance en débloquant la citadelle d'Athènes. Un mois auparavant, Reschid-Pacha s'était emparé de la ville, puis il avait mis le siège devant la citadelle. Le 20 avril 1826, Cochrane arriva au camp que les patriotes avaient établi à Chaïdari, sur les derrières de l'armée turque. Le 3 mai, il y recevait du colonel français Fabvier,

commandant la garnison d'Athènes, une lettre lui annonçant que, si les Grecs ne délivraient la citadelle sous peu de jours, elle serait forcée de capituler. En conséquence, une attaque générale de l'armée assiégeante fut décidée pour le 6. Les Turcs la prévinrent : la veille, ils assaillirent le camp des Grecs : ceux-ci leur tinrent courageusement tête et finalement les repoussèrent, mais leur brave commandant, le général Karaïskakis, était tombé, frappé mortellement.

Le lendemain (6 mai), le général Church tenta un combat décisif. Ses dispositions mal prises lui firent essuyer un échec complet. Les Turcs, au nombre de 8,000, dispersèrent les soldats grecs, en égorgèrent à l'arme blanche un nombre considérable et, finalement, les mirent en fuite (1).

Church entra alors en pourparlers avec Reschid-Pacha pour la capitulation de l'acropole, mais les conditions qu'il soumit aux Athéniens furent rejetées par deux fois. Church essaya de les imposer : sa sévérité fut inutile. Enfin, l'amiral français de Rigny obtint, le 5 juin, pour la garnison une retraite honorable avec armes et bagages, qui fut acceptée.

Toute la Grèce continentale fut de nouveau perdue avec la citadelle d'Athènes. Par un bonheur providentiel pour les Grecs, Reschid-Pacha demeura, pendant l'été suivant, à Thèbes dans l'inaction.

Après la prise d'Athènes, la Grèce fut plus que ja-

(1) Soutzo, p. 451-53.

mais divisée par les factions et le désir de prédominance des chefs. Sa situation pécuniaire avait encore empiré, et il devenait apparent qu'à moins d'une intervention des grandes puissances ses espérances seraient anéanties. L'Angleterre heureusement veillait. Déjà, le 4 avril, elle avait conclu avec la Russie un traité par lequel ces deux puissances s'étaient engagées à se porter médiatrices entre la Turquie et la Grèce. Les négociations allaient être entamées avec la Porte, lorsque la révolte des janissaires à Constantinople les fit remettre à une époque ultérieure. Pendant trois jours et trois nuits, 15, 16 et 17 juin, le sultan lutta avec une énergie et un courage inouïs contre la milice redoutable créée par ses prédécesseurs. Victorieux enfin des rebelles, il les extermina jusqu'au dernier dont il put s'emparer, et s'appliqua aussitôt après à réunir et à former une nouvelle force militaire.

Le 6 juillet 1826, la France entra dans l'alliance anglo-russe, et les trois puissances signèrent ensemble un nouveau traité, aux termes duquel elles s'engageaient à prendre toutes les mesures nécessaires pour arriver à la réconciliation entre la Porte et la Grèce, en même temps qu'elles exigeraient des deux belligérants une suspension d'armes immédiate.

Le 16 août, les puissances signataires du traité du 6 juillet le signifièrent au sultan. Celui-ci le repoussa avec indignation, déclarant l'immixtion des trois puissances dans les affaires de Grèce illégale, portant atteinte à ses droits souverains et assurant qu'il n'écou-

terait aucune proposition. En même temps, il expédia à Reschid et à Ibrahim l'ordre d'obtenir à tout prix la soumission des Grecs, et prescrivit des levées d'hommes dans tout son empire.

Le 29 août, le gouvernement grec s'était transporté à Aiguia. C'est là qu'il reçut communication du traité du 6 juillet, et en particulier de la clause concernant la suspension d'armes. Le gouvernement l'accueillit favorablement, et le peuple marqua sa joie par de bruyantes manifestations (1).

Sans attendre de connaître la réponse du sultan aux propositions de leurs gouvernements, les commandants des escadres chrétiennes avaient eu, dans le même temps, une conférence avec Ibrahim, qui avait accepté un armistice. Mais l'ordre postérieur du sultan lui fit oublier sa promesse, et il poussa la guerre avec la même vigueur qu'auparavant. Bien plus, l'incendie, le meurtre, la dévastation signalaient partout son passage. Il ravageait les campagnes, s'en prenait aux récoltes, coupait, déracinait les arbres fruitiers, etc... Les amiraux français, anglais et russe lui rappelèrent maintes fois son engagement, mais leurs remontrances restèrent infructueuses. Enfin, le 9 octobre, ils adressèrent une sommation collective à Ibrahim, le menaçant d'une action coercitive commune, s'il ne s'opposait pas au retour de pareils actes.

En même temps que les puissances avaient fait part

(1) Gervinus, t. II, p. 413.

au sultan Mahmoud du traité du 6 juillet, elles en avaient aussi donné connaissance au pacha d'Égypte, Méhémet-Ali. Elles avaient espéré que ce dernier suspendrait les envois de troupes qu'il ne cessait de diriger sur la Grèce ; mais, hautain comme son maître, il n'avait pas accordé la moindre attention à l'acte qu'on lui notifiait. Il hâta même le départ d'une expédition nouvelle, forte de 92 navires et portant 3,800 hommes d'armée de terre. Dans les premiers jours de septembre, celle-ci quitta Alexandrie, échappa aux croisières des flottes alliées, et entra enfin dans le port de Navarin, où elle débarqua ses troupes. C'est sur ces entrefaites que la note collective des trois amiraux parvint à Ibrahim. A la tête d'une armée victorieuse, rendu plus orgueilleux encore par la possession d'une flotte imposante, Ibrahim méprisa la menace des alliés et poursuivit ses opérations. Il fit sortir de Navarin une division navale chargée d'aller ravitailler Patras. Une autre division avait pour mission de déposer sur différents points de la côte des troupes destinées à dévaster le pays (1). Ces mouvements furent vite connus des amiraux français et anglais, qui se portèrent avec leurs escadres à la rencontre des deux divisions. Celles-ci n'étaient point de force à engager une lutte avec les alliés ; aussi, le 11 octobre, dès qu'elles les aperçurent, rentrèrent-elles à Navarin. — Deux jours après, l'escadre russe rejoignait celles de la France et de l'Angleterre, et, le

(1) Ed. Texier, p. 60.

14, toutes trois venaient prendre position devant Navarin. Avant d'engager l'action, les amiraux alliés résolurent de tenter une fois encore la voie des négociations; mais leurs propositions ne furent même pas écoutées.

Désormais, la lutte était inévitable. Chacun le comprit et s'y prépara.

Prise et reprise par les Turcs durant la guerre, Navarin était pour eux d'une grande importance, à cause de sa situation. En effet, ses fortifications dominent un port qui passe pour le plus spacieux de la contrée. Rangée sur trois rangs formés en croisant, et protégée par les forts de Navarin, la flotte égyptienne et turque combinée était à l'ancre. Elle se composait de 90 bâtiments, dont 4 vaisseaux de ligne, 16 frégates, 30 corvettes, matériel et arsenal immense de tout l'Orient. Tahyr-Pacha la commandait. 16,000 Turcs ou Égyptiens la montaient. — Entrées depuis quelque temps dans la rade, les trois escadres française, anglaise et russe étaient venues mouiller en face des vaisseaux ottomans et égyptiens. Le 20 octobre 1827, l'armistice expirait. Un coup de feu de hasard ou prémédité, parti on ne sait de quel bord, donna le signal de l'engagement. L'amiral anglais commande par droit d'âge; sûr du concours de ses deux collègues, il foudroie le premier la flotte ottomane; les amiraux français et anglais ouvrent leur feu sur les vaisseaux encore muets qui sont devant eux. Une explosion continue écrase et démolit un à un les bâtiments turcs sous les bordées des

trois escadres. Immobiles à l'ancre, pressés les uns sur les autres, se communiquant bord à bord l'incendie dont ils sont dévorés, les Égyptiens et les Turcs répondent avec l'intrépidité qui les caractérise au feu des chrétiens. Leurs batteries, éteintes par les vagues où ils sombrent, tirent jusqu'au dernier canon qui surnage dans leurs sabords; leurs vaisseaux, en éclatant sous l'explosion des soutes, couvrent le ciel de leur fumée, la rade de leurs débris; les cordages, coupés par les boulets ou brûlés par les flammes, laissent dériver sur les récifs les coques fumantes de leurs navires (1).

Au bout de deux heures, cette bataille était terminée. Elle coûtait à la Turquie 6,000 hommes tués, 3 vaisseaux de ligne, 16 frégates, 26 corvettes, 12 bricks et 5 brûlots. Pas un de ces bâtiments n'était tombé entre les mains des alliés; ceux que n'avait pas fait sauter ou sombrer le canon des vaisseaux chrétiens avaient été coulés bas ou incendiés par leurs propres équipages. La flotte coalisée ne perdit pas une seule chaloupe, et ne compta que 140 morts et 300 blessés.

La Grèce salua d'un cri de délivrance la victoire de Navarin; sa gratitude pour les trois puissances se fit jour dans des épanchements sincères.

Malheureusement, les soulagements matériels qui auraient dû suivre cet événement comme les prémices de la paix et de la liberté, se firent vainement attendre (3).

(1) De Lamartine, *Histoire de la Turquie*, t. VIII, p. 351.
(2) De Vaulabelle, t. VII, p. 409.
(3) Gervinus, *Insurrection et régénération de la Grèce*, t. II, p. 437-38.

L'enthousiasme causé en France par la victoire de Navarin fut des plus grands. On y vit le triomphe du christianisme sur l'islamisme, et chacun s'en réjouit. L'Angleterre éprouva un sentiment opposé. Son Parlement considéra la destruction de la flotte ottomane comme inopportune et contraire aux vrais intérêts de la nation (1). Plus perspicace que la France, l'Angleterre prévit tout de suite les conséquences futures de cet événement, apercevant déjà la Russie heureuse de l'affaiblissement de la Turquie et prête à s'en emparer.

L'empereur d'Autriche François-Joseph trouva que cet acte des amiraux ressemblait sur tous les points à un assassinat (2). Quant à la Porte, elle se courba sous le désastre de Navarin avec la même résignation avec laquelle elle avait accepté, depuis 1822, chacune des catastrophes dont elle avait été frappée (3).

Le 18 janvier 1828, le comte Capo d'Istria arriva en Grèce, pour occuper les fonctions auxquelles il avait été appelé. L'accueil chaleureux qu'il reçut lui inspira quelque confiance dans le succès de sa tâche. Il est juste de dire qu'il avait bien besoin d'être ainsi fortifié, car le pays dont il allait entreprendre la réorganisation et l'administration régulière était dans un complet désarroi. Les dissensions intestines se maintenaient, et, en outre, une quantité de chefs militaires,

(1) Juchereau de Saint-Denis, *Histoire de l'empire ottoman*, t. III, p. 327.
(2) Gervinus, t. II, p. 429.
(3) Id., t. II, p. 449.

pressés par le besoin, s'étaient convertis en chefs de brigands. Au bout de quelques mois d'efforts assidus, Capo d'Istria parvint à fonder les institutions les plus nécessaires au jeune État. Il organisa une armée, créa une marine, ouvrit des tribunaux, enfin, multiplia et perfectionna les écoles d'instruction dans toute la Grèce, refusa une liste civile, mais gaspilla, dans l'accomplissement de son œuvre, son activité, ses capacités, et, ce qui fut plus grave, les faibles ressources du pays, ainsi que les subsides envoyés par la France et la Russie (1).

Bien que les faits écoulés eussent dû faire évanouir, dans l'esprit du sultan, toute espérance de soumettre la Grèce, il ne voulait pas en abandonner la possession. Lorsqu'il vit Capo d'Istria chargé des intérêts du pays, il chercha à s'entendre avec lui, pour qu'il se démît du pouvoir entre ses mains; mais le président refusa et déclara fermement que, d'après ce qu'il avait pu juger jusque-là des intentions des Grecs, ceux-ci ne renonceraient jamais à leur indépendance reconquise. Déçu de ce côté, Mahmoud décida de continuer à avoir recours à la force. La situation de son empire était, pourtant, peu prospère. Plus de flotte, une armée fatiguée par cinq années de combats, les finances embarrassées, etc. Mais Mahmoud ne s'en effraya pas. D'abord, il dédaigna les sommations des puissances signataires du traité de Londres, qui lui enjoignaient de recon-

(1) Gervinus, *Histoire du XIXe siècle*, t. XVI, p. 14-46.

naître l'indépendance de la Grèce. Il envoya ensuite à Ibrahim l'ordre de poursuivre son œuvre de soumission dans la Morée. Dans ces circonstances, la France, l'Angleterre et la Russie durent se préparer à soutenir, par les armes, leurs prétentions d'abord pacifiques. Le gouvernement anglais offrit ses troupes, mais la Russie se joignit à la France pour repousser cette proposition : maîtresse des îles Ioniennes, possessions assises à quelques pas des côtes du Péloponèse, l'Angleterre pouvait profiter de ce voisinage pour occuper indéfiniment la Grèce ou, tout au moins, pour s'y créer des relations et une prépondérance politique préjudiciable à l'influence des deux autres cours alliées (1). La France se trouvait, en réalité, la seule puissance dont l'intervention offrît le caractère d'un absolu désintéressement. Le 19 juillet 1828, un protocole, signé à Londres, arrêta « qu'une expédition militaire française serait chargée de faire cesser les hostilités dans la Morée, et d'obtenir la complète évacuation de cette contrée par les troupes turco-égyptiennes. »

Déjà la France s'était préparée à cette éventualité ; de sorte que, moins d'un mois après la signature du protocole de Londres, elle eut sur pied une armée, forte de 14,000 hommes, dont le général Maison reçut le commandement. Le 17 août 1828, celle-ci s'embarquait à Toulon. Le 29, à trois heures du matin, elle arrivait dans le golfe de Coron.

(1) V. de Vaulabelle, t. VII, p. 465.

Mais l'Angleterre avait consenti avec répugnance à l'action isolée de la France ; la crainte de voir des régiments russes occuper la Morée l'avait seule décidée à signer le protocole du 19 juillet. Inquiète et jalouse de la mission confiée à la France par cet acte, et qui pouvait donner à cette puissance une influence dommageable pour la sienne, elle avait, entre temps, mis en œuvre sa diplomatie (1). Par un traité conclu à Alexandrie, le 6 août 1828, entre le vice-roi d'Égypte et l'amiral anglais Codrington, l'évacuation de la Morée avait été convenue.

En arrivant au pays dont il venait achever la délivrance, le général Maison apprit la convention faite avec Méhémet-Ali. Les chefs de l'escadre anglaise stationnée devant Navarin essayèrent de la lui opposer ; mais le général Maison répondit que cet acte n'avait pas un caractère officiel suffisant pour suspendre l'exécution de ses instructions ; il passa outre, et, le 29 août, il fit débarquer ses troupes.

Cependant, le généralissime français ne voulut pas brusquer les choses, et, puisque les amiraux anglais avaient engagé des négociations avec Ibrahim pour l'évacuation de la Morée, il en attendit le résultat. Le général ne tarda pas à se convaincre qu'Ibrahim ne cherchait qu'à gagner du temps, en soulevant chaque jour de nouvelles difficultés ; il entra alors, à son tour, en scène, et mit le général égyptien dans l'alternative

(1) V. de Vaulabelle, t. VII, p. 469.

ou de se retirer sans délai ou d'être attaqué. La menace du général français eut un plein effet. Ibrahim se résigna. Le 9 septembre, l'embarquement de ses troupes commença, et, lui-même, le 16, il mit à la voile pour Alexandrie, sous l'escorte de trois bâtiments français et anglais. — Quelques jours auparavant, le général Maison avait reçu Ibrahim à son camp, avait ordonné une revue en son honneur et lui avait offert un repas. A table, le général égyptien but « à la santé de tous les Français, mais non à l'union de toutes les puissances » ; puis il fit cette question, à laquelle ses hôtes ne surent que répondre : « Pourquoi la France, après avoir été faire des esclaves en Espagne, en 1823, venait-elle maintenant, en Grèce, faire des hommes libres (1)? »

Par suite du départ des Égyptiens, une moitié du but de l'expédition française était remplie : le général Maison prit alors ses dispositions pour en accomplir l'autre. Il entra en pourparlers avec les officiers turcs qui détenaient les places dont il devait obtenir la remise entre ses mains : presque partout, ses envoyés ne reçurent que des réponses évasives. Il fallut donc employer la force. Les garnisons de Modon, de Navarin et de Coron capitulèrent dès que l'inutilité de leur résistance leur eut été démontrée. Patras et le château de Morée exigèrent un bombardement, mais, à la fin, se rendirent également.

(1) V. de Vaulabelle, t. VII, p. 472.

Sur toutes ces places, le général Maison avait fait arborer les pavillons des puissances alliées (1). C'était indiquer clairement que la France n'agissait pas seule; néanmoins, l'Angleterre, jalouse, ne s'en contenta pas. Le but de l'expédition était rempli : elle voulut le retrait immédiat des troupes françaises. Cependant, après le départ des Turcs et des Égyptiens, le désarroi était au comble dans toute la Morée; le cabinet britannique ne voulut pas comprendre que la présence des Français était nécessaire pour maintenir l'ordre; la prolongation de leur séjour l'inquiétait. Il fit part de ses craintes aux gouvernements français et russe. En conséquence, des conférences eurent encore lieu à Londres, entre les plénipotentiaires des trois puissances, qui, le 16 novembre 1828, déclarèrent, par un protocole, que leurs gouvernements prenaient, dès ce jour, la Morée, les îles attenantes et les Cyclades sous leur protection. Aux termes d'un article contenu dans ce protocole, et dont l'insertion était due à l'insistance du plénipotentiaire anglais, la France fut invitée à rappeler de Grèce ses troupes, à l'exception, toutefois, de 5,000 hommes, laissés sur la péninsule hellénique à la prière de Capo d'Istria, afin d'assurer la tranquillité publique.

Le 14 septembre 1829, la Turquie, qui, depuis un an, était en guerre avec la Russie, consentit à reconnaître

(1) Lesur, *Annuaire historique*, année 1828, p. 479.

l'indépendance de la Grèce. Ce fait calma bien des appréhensions.

La conférence de Londres s'occupa alors, avec plus d'activité, du règlement définitif des affaires grecques. Le 3 février 1830, les plénipotentiaires des puissances représentées signaient un nouveau protocole, qui déclarait la Grèce État indépendant et déterminait les limites exactes de son territoire. Un autre protocole décida ensuite que la forme de son gouvernement serait une monarchie héréditaire. Aussitôt, les Grecs offrirent la couronne au prince Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha, le futur roi de Belgique. Avant de leur répondre, le prince demanda, à la conférence de Londres, une garantie des puissances contre une invasion étrangère, des frontières plus étendues pour la Grèce continentale, l'assurance qu'on lui fournirait les ressources pécuniaires indispensables au relèvement du pays, etc... (1).

Mais la conférence refusa de prendre ces engagements, ce qui décida le prince à décliner la lourde responsabilité du pouvoir en Grèce.

La détermination du prince Léopold avait été aussi fortement influencée par les lettres que lui avait adressées le président Capo d'Istria. Ce dernier s'était efforcé de le dégoûter d'avance de la couronne qui lui était offerte, et il avait fait tout son possible pour le persuader

(1) Gervinus, *Insurrection et régénération de la Grèce*, t. II, p. 657.

qu'il ne serait pas bien reçu en Grèce (1). Il désirait conserver le pouvoir. Mais le système despotique et oppressif de son gouvernement, les mesures sévères qu'il avait adoptées à l'égard de la presse, qu'il avait, en quelque sorte, bâillonnée, l'avaient rendu odieux aux populations. De plus, il était avéré qu'il s'inspirait du czar pour tous ses actes, que ses intentions, encore cachées, étaient de mettre un jour la Grèce sous la protection de la Russie, de sorte qu'il était considéré comme un agent de cette puissance.

Sur ces entrefaites, la révolution française de Juillet eut lieu. Capo d'Istria, effrayé, exagéra, dès lors, son système de gouvernement; le mécontentement s'accrut, les ennemis du président augmentèrent. Au commencement de 1831, l'orage qui s'était amoncelé éclata. Capo d'Istria ayant voulu sévir contre un rédacteur d'un journal d'opposition, les Hydriotes se soulevèrent. Cet exemple fut immédiatement suivi par les Maïnotes et par la plupart des îles. La guerre civile ensanglanta la péninsule hellénique. Les Russes voulurent s'interposer et demandèrent aux révoltés de leur remettre la flotte grecque dont ils s'étaient emparés; mais ils préférèrent l'anéantir, causant par là à leur pays une perte de 50 millions de francs. A ce moment, le 19 octobre 1831, le président Capo d'Istria fut assassiné. Cet événement n'arrêta pas les hostilités, parce que le gouvernement provisoire qui succéda à Capo d'Istria persévéra dans

(1) Lewis Sergeant, p. 367.

les mêmes errements qui avaient amené la révolution. La Grèce fut en proie à la plus complète anarchie. Les députés se divisèrent et formèrent deux assemblées, l'une à Nauplie, l'autre à Argos. Toutes deux voulurent exercer le pouvoir, excitèrent leurs partisans à soutenir, par les armes, leurs prétentions. La situation était grave ; l'Europe, heureusement, conjura de nouveaux malheurs. Le 7 février 1832, la conférence de Londres adopta un nouveau protocole, qui reconnaissait comme seul légal le Congrès national d'Argos, et qui ordonnait aux Grecs d'obéir à ses décrets. Le 7 mars suivant, un autre protocole nommait roi le prince Othon, deuxième fils du roi de Bavière. Enfin, un mois après, les trois puissances signaient, avec la Bavière, un traité confirmant la nomination du prince Othon comme roi de Grèce, instituant une régence chargée de gouverner en son nom jusqu'à l'époque de sa majorité, et promettant la garantie de la France, de l'Angleterre et de la Russie à un emprunt grec de 60 millions de francs. L'annonce, en Grèce, de ces nouvelles calma les esprits et fit cesser les divisions. Il s'ouvrit peu après, à Nauplie, une assemblée générale de tous les partis, qui, le 8 août, reconnut pour roi le prince Othon; cette assemblée s'occupa ensuite de poser les bases d'une constitution.

Le 6 février 1833, le roi Othon débarqua à Nauplie; il amenait avec lui le conseil de régence et un corps de 3,500 Bavarois. La présence de ces troupes sur le sol hellénique rendait dès lors inutile celle du corps expé-

ditionnaire français, qui dut se rembarquer pour rentrer en France.

Bientôt, grâce aux mesures énergiques et prudentes de la régence, la tranquillité fut tout à fait rétablie dans la Grèce, qui reçut une organisation administrative analogue à celle des autres États européens. Deux ans après, le roi Othon prit en main les rênes du gouvernement. Habitué aux cours absolutistes du Nord, il ne connaissait ni le rôle ni les obligations d'un roi constitutionnel. Aussi, dès ses premiers actes, heurta-t-il les sentiments libéraux des Grecs. Malgré lui, il dut donner une première satisfaction à l'opinion publique en rappelant le décret qui ordonnait l'emploi de la langue allemande dans les actes officiels ; le grec lui fut substitué. Ce n'était pas assez ; le peuple voulait la revision de la Constitution et le renvoi des Bavarois occupant les plus hautes dignités du royaume. Le roi temporisa et il mécontenta ses sujets. Peu à peu, la désaffection du peuple grandit, et, en 1843, elle éclata sous la forme d'une révolution. Le 20 novembre, Othon céda au vœu populaire en promulguant une nouvelle constitution calquée sur la charte française de 1830 et en congédiant les Bavarois.

Mais Othon ne croyait ni à l'utilité ni à l'efficacité du régime constitutionnel. Le jeu des institutions parlementaires lui répugnait ; ne pouvant le renverser ouvertement, il chercha à neutraliser le contrôle du Parlement, en favorisant des candidatures officielles. Aussitôt, la lutte entre le pouvoir et la nation recom-

mença. Dix-neuf ans encore, le roi Othon régna dans ces conditions. Ce qu'il changea de ministères pendant ce temps est incroyable; tantôt, c'était le peuple qui lui en imposait le changement, parce qu'il les trouvait rétrogrades et antilibéraux; tantôt, c'était lui-même qui les dissolvait quand ils lui semblaient incliner vers le peuple.

Lors de la guerre de Crimée, en 1853, Othon, pour flatter l'esprit national, oublia la reconnaissance qu'il devait à l'Angleterre et à la France. Il se prépara ouvertement à seconder l'action de la Russie en favorisant l'enrôlement de bandes armées. Déjà deux fois auparavant, les Grecs avaient essayé de prendre les armes contre la Turquie, mais, chaque fois, les grandes puissances leur avaient rappelé qu'en les garantissant contre toute invasion étrangère, elles avaient entendu qu'ils s'abstiendraient de faire aucune provocation. En 1853, la Grèce jugea l'occasion propice pour renouveler ses tentatives précédentes. L'une des puissances garantes était en guerre avec son vieil oppresseur; elle pensa pouvoir prétexter de sa reconnaissance pour soutenir sa protectrice, s'allier à elle et obtenir à la fin de la guerre qu'on lui rendît une nouvelle portion de son patrimoine.

Mais l'Angleterre et la France avaient de puissantes flottes dans la Méditerranée; elles envoyèrent quelques vaisseaux sur les côtes de la Grèce, et la contraignirent ainsi à observer, malgré elle, une stricte neutralité. Les flottes alliées occupèrent le Pirée, après une invasion manquée de la Thessalie et de l'Épire; puis en mai 1854

des troupes furent débarquées sur le sol grec, et y restèrent jusqu'en février 1857 (1).

Les Grecs avaient su gré au roi Othon de ce qu'il avait cherché à faire pour eux en cette circonstance; mais, sitôt que la flotte alliée eut quitté sa station, leur rapprochement avec lui cessa, et, ne se souvenant plus que de leur ancienne inimitié, ils continuèrent à lui susciter toutes sortes d'embarras. Othon vit se succéder plusieurs conspirations militaires, fut l'objet d'une tentative d'assassinat, et emporté enfin, en 1862, par une insurrection formidable, qui éclata le 21 octobre à Nauplie. Sa déchéance fut proclamée et il dut se retirer en Bavière.

« L'expulsion du roi Othon, dit un historien anglais, déjà cité, fut un grand pas dans la voie de purification et de progrès. Cet acte fut résolu et accompli instinctivement par le peuple, indépendamment et même en dépit de ses gouvernants (2). »

En se débarrassant du monarque que lui avait donné l'Europe, la Grèce entra, en effet, dans la voie du progrès. Mais elle ne fit qu'y entrer, car, depuis son avènement au rang d'État, pendant les trente ans qui venaient de s'écouler, elle était restée stagnante.

Le régime imposé à la Grèce par la jalousie et l'égoïsme de l'Europe avait été comme une chaîne qui l'avait rivée à son point de départ. De sorte qu'en 1862,

(1) Lewis Sergeant, *New Greece*, p. 389.
(2) Id., p. 392.

les Grecs se trouvaient comme au lendemain de leur affranchissement: tout était à recommencer.

Othon parti, les Grecs durent rechercher parmi les familles régnantes étrangères un nouveau roi. Le 31 mars 1863, l'assemblée nationale constituante élisait le prince Georges, fils aîné du roi de Danemark, qui accepta le 6 juin, non sans avoir, au préalable, obtenu l'assentiment de la France, de l'Angleterre et de la Russie. Le 30 octobre, il arrivait à Athènes, et, un mois après (28 novembre), il prêtait serment à la Constitution. Au rebours de son prédécesseur, Georges Ier, sincèrement constitutionnel, laissa le plus libre essor au développement de la vie parlementaire. En même temps, il se montra empressé de tourner l'activité de ses sujets vers les améliorations nécessaires à la prospérité du pays. Les conséquences de cette politique ne furent point longues à se faire sentir : dans un temps très court, la Grèce fit d'immenses progrès, tant au point de vue administratif que sous celui de l'augmentation du bien-être et de la richesse publique. Travailleur lui-même, Georges Ier se mit dès son arrivée à apprendre la langue de ses sujets, et le succès récompensa ses efforts, car, au bout de moins d'un an, il la parlait couramment (1).

Dans cette même année 1863, déjà marquée si heureusement, les Grecs eurent un autre sujet de joie : la Grande-Bretagne renonça à son protectorat sur les îles

(1) V., sur ce sujet, *Colburn's U. S. Magazine*, nov. 1864, p. 385-90.

Ioniennes et permit leur réunion à la Grèce (1). Toutefois, dit à ce sujet un écrivain anglais, cette cession était faite à des conditions telles qu'elles convertissaient l'acte ostensible de générosité en une mauvaise affaire (2).

En 1866, les Grecs encouragèrent la révolte des Crétois contre la Turquie (3); ils leur donnèrent toute l'aide possible, et leurs efforts dans ce sens furent si effectifs, les difficultés de la Sublime Porte devinrent par ce fait si grandes, que les puissances protectrices durent intervenir et ordonner au gouvernement grec de mettre un frein à la charité enthousiaste de ses nationaux.

De même que son prédécesseur, Georges Ier a eu à lutter depuis son avènement avec le parti de l'opposition. En 1875, la Chambre ayant voté le budget quand elle ne se trouvait pas en nombre, l'opposition demanda l'annulation du vote. Le roi refusa. Des troubles allaient éclater, lorsque, sur l'avis des puissances, Georges céda.

En 1877, lors de la déclaration de guerre de la Russie à la Turquie, les Grecs prirent aussitôt les armes. Georges Ier se prêta au vœu de ses sujets en ordonnant la mobilisation de l'armée. Le 23 juin, avant même que les Russes eussent traversé le Danube, des détachements grecs entrèrent dans la Thessalie et dans

(1) Lewis Sergeant, p. 396.
(2) *Colburn's U. S. Magazine*, nov. 1864, p. 387.
(3) V. Ballot, *Histoire de l'insurrection crétoise*.

l'Épire. Mais la Porte, effrayée, s'adressa à l'Angleterre, qui, cette fois encore, obligea le peuple grec à maintenir sa neutralité. On verra, dans un des chapitres suivants (1), comment les puissances représentées en 1878 au Congrès de Berlin, puis, deux ans plus tard, à la conférence tenue dans la même ville, récompensèrent la Grèce d'avoir observé sa promesse. On y puisera aussi la conviction que les sentiments des Hellènes pour les Ottomans sont tout ce qu'il y a de plus hostile et qu'il y a tout lieu de croire que, dans un avenir prochain, les Grecs saisiront un prétexte quelconque pour entreprendre une nouvelle guerre contre la Turquie.

De la longue guerre qu'ils ont soutenue pour recouvrer leur indépendance, les Grecs n'ont pas retiré à la fin tous les résultats qu'ils en avaient espérés. L'État que les puissances leur permirent de former en 1828 n'avait pas les dimensions sur lesquelles ils avaient compté, et ce fut pour eux une amère désillusion. Cependant, ils auraient dû, vers la fin de la guerre, s'apercevoir des changements qui s'opéraient dans les sentiments de l'Europe à leur égard. Au début, lorsqu'ils s'étaient soulevés, le monde tout entier avait été ébloui à l'idée de voir la Grèce renaître de ses cendres et reprendre sa position. Ce fut un charme auquel personne ne put résister ; les peuples chrétiens surtout s'enflammèrent pour la cause grecque. Malheureusement, le

(1) *Guerre entre la Russie et la Turquie en* 1877-78.

philhellénisme était une mode, et, comme toutes les modes, il n'eut qu'un temps, il passa.

D'un autre côté, la Russie, qui, au commencement, avait favorisé leur insurrection, ne les soutenait plus; heureuse du succès de son entreprise, car il est incontestable que c'est grâce à ses manœuvres que les Grecs s'étaient soulevés, elle se gardait précieusement de hâter la fin de la lutte. Ce n'était pas dans un but humanitaire qu'elle avait en premier lieu agi, c'était par intérêt personnel, et la prolongation de la guerre servait au mieux ses projets. Ses czars Alexandre Ier et Nicolas Ier poursuivaient le but indiqué par leur prédécesseur Pierre le Grand; en poussant à la révolte des Grecs, en faisant durer aussi longtemps que possible la lutte que ces derniers avaient entreprise, les deux souverains russes cherchaient tout simplement à affaiblir la Turquie, afin de pouvoir plus aisément s'en emparer ensuite.

Abandonnés dans les dernières années à leurs seules ressources, les Grecs parvinrent néanmoins à conquérir leur liberté. Il est vrai qu'ils étaient convaincus de leur réussite finale, et que tous, sans exception, combattirent pour la cause commune. Il faut encore dire que les hommes de cette époque avaient connu le joug de fer des Osmanlis; ils avaient subi de cruelles souffrances; de là le courage, le dévouement, l'héroïsme, les sacrifices à la patrie, qui marquèrent en traits si admirables et si nombreux les huit années de la guerre.

Les Turcs chassés de la Grèce, l'Europe fut alors

appelée à régler les conditions futures du nouvel État indépendant. Le philhellénisme était mort, et les gouvernements européens, revenus sur l'entraînement causé par l'amour de la justice, se repentaient de leurs légèretés.

Ils étaient retournés à leur cher équilibre, et la conséquence fut qu'ils ne proclamèrent l'indépendance que d'une partie de la Grèce, et, dit M. J. Lemoinne (1), « qu'ils donnèrent au peuple grec un roi dont il n'avait jamais entendu parler, qui n'était ni de sa religion, ni de sa race, mais qui avait l'avantage de maintenir l'Europe elle-même dans sa balance. »

Après avoir ainsi réglé les conditions d'existence du nouvel État, les grandes puissances, persuadées qu'elles avaient été les bienfaitrices de la Grèce, s'attendaient à une manifestation de reconnaissance des Grecs à leur égard. Il n'en fut rien. Les Grecs s'étaient aperçus que la diplomatie européenne avait bien plus travaillé dans l'intérêt de l'empire de Mahomet qu'en leur faveur. Ils avaient reconnu que les représentants des puissances au Congrès de Londres avaient cherché, sans en avoir l'air, à mettre l'éteignoir sur le nouveau venu. « En effet, ajoute M. J. Lemoinne, les grandes puissances n'avaient-elles pas pris soin de leur façonner un petit royaume, de leur choisir un roi dans une de leurs familles souveraines, et même de leur prêter quelque

(1) John Lemoinne, *la Révolution grecque*, *Revue des Deux Mondes*, 15 déc. 1862.

argent pour entrer en ménage? Il est vrai qu'elles avaient fait le royaume aussi chétif que possible, choisi le roi aussi nul que possible, et fait payer l'argent aussi cher que possible. N'importe, elles croiront toujours avoir été les bienfaitrices de la Grèce (1). »

La frontière insuffisante et imparfaite imposée au nouveau royaume, en 1831, par les grandes puissances fut une erreur. Elle mécontenta au plus haut point les Grecs, qui avaient espéré recouvrer l'intégrité de leur territoire, et, depuis cette date, elle n'a pas cessé d'être une source de difficultés. Remaniée au mois de juillet 1880 par la conférence de Berlin, qui arracha à la Porte une extension de territoire pour son ancienne vassale (2), cette frontière a constitué jusque dans ces derniers temps un danger aussi bien pour la Turquie que pour la Grèce; hâtons-nous d'ajouter que les concessions obtenues récemment de la Porte n'ont en rien modifié la situation, parce que les Grecs ne sont pas encore satisfaits. Même avec ses frontières nouvelles, la Grèce ne peut pas prospérer; elle ne peut pas maintenir la tranquillité sur sa frontière nord-est; elle ne peut pas remplir les engagements qui incombent à tous les pays civilisés. La Grèce est d'ailleurs travaillée par un parti puissant et nombreux, dont le plus grand nombre des membres ont appartenu ou appartiennent encore à l'armée, et qui rêve l'agrandissement des

(1) J. Lemoinne, *Revue des Deux Mondes*, 15 déc. 1862.
(2) Voir la fin de notre chapitre, *Guerre turco-russe en* 1877-78.

frontières par la seule force des armes. Ces patriotes exaltés entretiennent dans le pays une constante agitation, et, quand ils ne peuvent déployer leur héroïsme contre les Turcs, ils guerroient dans les montagnes contre les lois, contre la société et trop souvent aussi contre les passants inoffensifs (1).

Le refus des grandes puissances, et particulièrement de l'Angleterre, de donner au royaume de Grèce des dimensions plus vastes, leur avait été inspiré par le désir de ne pas trop diminuer la puissance de la Turquie. Cette politique rencontra en 1831 de nombreux et violents adversaires. On demanda aux deux puissances pourquoi elles s'obstinaient à soutenir un empire qui était mort, qui ne pouvait ajouter le moindre effort à ceux de ses protectrices pour sa conservation, et quelques écrivains, admettant la nécessité du maintien d'un boulevard contre l'ambition russe, proposèrent de mettre les Grecs à la place des Turcs. Comme bien on pense, les Grecs, flattés, s'empressèrent d'approuver la proposition et se déclarèrent prêts à prendre la succession des Osmanlis. L'Europe ne donna aucune suite à ces velléités d'ambition, et, afin d'assurer la tranquillité générale, chercha à dissiper tout espoir de réalisation de cette idée. Mais, avec le temps, elle est profondément entrée dans l'esprit des Grecs, elle y a pris racine, et, aujourd'hui, ceux-ci ne songent plus qu'à rem-

(1) Eug. Yemeniz, *Scènes et récits des guerres de l'indépendance grecque moderne*, p. 88-89.

placer le croissant par la croix sur Sainte-Sophie. Ils appellent de tous leurs vœux une nouvelle guerre avec les Ottomans, qui, si elle ne leur donnait pas la Turquie, leur permettrait tout au moins de s'agrandir. Nous relevons dans un ouvrage de grand mérite, dû à la plume d'un publiciste grec, les lignes suivantes, qui sont une peinture fidèle de l'opinion générale en Grèce :

« L'existence de la Turquie peut se prolonger, mais non « s'éterniser. La Turquie périra tôt ou tard, parce que « c'est un État qui est arrivé au terme de son exis- « tence, qui ne donne presque plus signe de vie, qui « tombe en lambeaux et croule en ruines de tous côtés ; « son existence coûte des sommes fabuleuses à l'Eu- « rope. Au lieu que l'Europe continue à nourrir ce « *grand malade*, et fasse pour lui des sacrifices si coû- « teux, pourquoi, une fois pour toutes, ne nous soutien- « drait-elle pas nous-mêmes, nous les successeurs na- « turels de la Turquie, pleins de vie et d'avenir, nous « qui par nous-mêmes, tout seuls, sans son secours, « rendrons alors le panslavisme impossible, en civi- « lisant et en hellénisant l'Orient, en brisant cette épée « de Damoclès suspendue au-dessus de la tête de l'Eu- « rope, en forçant alors la Russie, *par le secours de* « *l'Europe*, à renoncer à ses rêves ambitieux de pans- « lavisme? L'Europe ne manquera pas de le faire ; elle « se délivrera d'un côté du panslavisme, de l'autre des « frais énormes que lui occasionne la Turquie, et tran- « chera ainsi le *nœud gordien* de la question d'Orient ; « et nous, nous réaliserons notre grande idée, dont

« l'exécution par toute autre voie est une impossibilité,
« et réellement une chimère (1). »

L'Angleterre, à laquelle plus qu'à la France la Grèce est redevable d'avoir été sacrifiée en 1831, ne compte pas parmi ses nationaux que des approbateurs de sa politique. Un de ses écrivains contemporains, M. Lewis Sergeant, exprime dans les termes suivants son opinion sur la Question grecque : « De l'histoire de la Grèce « pendant le dernier demi-siècle, il ressort une seule « grande vérité, qui s'impose aux consciences de la « génération présente, et qui indique un devoir pour « le gouvernement anglais et pour le peuple. Nous « avons érigé la nouvelle Grèce, non pas par simple « bienveillance, mais après que les Grecs eurent sou- « tenu un long et héroïque combat contre leurs oppres- « seurs. Nous avons alors contraint la Turquie à re- « connaître l'indépendance de ses anciens sujets, et « nous avons couvert ceux-ci de notre protection. Mais, « en même temps, nous les avons ligottés (*fettered*) « avec de telles obligations et conditions qu'ils ont été « incapables d'exercer leur liberté nominale. Nous « avons fait la Grèce, mais nous l'avons faite banque- « routière. Nous avons affaibli légèrement la Turquie, « afin d'obtenir la liberté pour les Grecs, mais nous « avons mis et nous maintenons la Grèce dans un état « reconnu d'impuissance, à seule fin de conserver aux « Turcs le semblant de pouvoir qui leur reste . . .

(1) Bernardakis, *le Présent et l'avenir de la Grèce*, p. 74.

« . . . . . .

« Il est temps de nous adresser, à propos de notre po-
« litique, deux questions sérieuses. Est-elle sage, est-
« elle dans notre propre intérêt? Avons-nous quelque
« motif raisonnable pour sacrifier une nation dans le
« seul but de maintenir une tradition (1)? »

(1) Lewis Sergeant, *New Greece*, p. 35-36.

GUERRE DE LA RUSSIE

CONTRE LA TURQUIE [1]

1828-1829

Nous avons vu dans le chapitre précédent qu'en 1821 des difficultés s'étaient élevées entre la Russie et la Turquie à propos de la sûreté des sujets chrétiens du sultan que le czar prétendait être obligé par les traités de garantir. La Sublime Porte avait énergiquement repoussé cette prétention, qui, six ans après, n'avait encore reçu aucune solution.

Durant l'année 1826, de nouvelles contestations surgirent entre les deux gouvernements qui leur firent oublier leur précédente querelle. Cette fois, il s'agissait de la navigation dans les mers de la Turquie et du passage du Bosphore et de l'Hellespont, ainsi que de

(1) Consulté :
Gervinus : *Insurrection et régénération de la Grèce.* — Juchereau de Saint-Denis : *Histoire de l'empire ottoman de* 1718 *à* 1844. — Rustow : *l'Art militaire au XIXe siècle.* — Beaumont-Vassy : *Histoire des États européens, empire russe.* — De Moltke : *Campagnes des Russes dans la Turquie d'Europe pendant les années* 1828-29. — A. Balleydier : *Histoire de l'empereur Nicolas.* — *Le Spectateur militaire.*

l'exécution des traités relatifs aux deux provinces transdanubiennes et de l'amnistie accordée récemment par la Turquie aux insurgés serviens de 1815. Pour mettre fin à ces dernières discussions, les deux cours avaient, au mois de septembre, nommé chacune un plénipotentiaire : ces plénipotentiaires s'étaient réunis à Akerman, et, le 8 octobre, ils arrêtaient ensemble une convention.

Suivant cette convention, les bâtiments russes pouvaient naviguer librement sur le Danube, dans la mer Noire et dans les autres mers de la Turquie ; leurs cargaisons ne devaient dans aucun cas être séquestrées ou vendues contre la volonté des capitaines ; les marchands russes avaient le droit de voyager dans toutes les possessions ottomanes et d'y résider aussi longtemps qu'ils le jugeraient convenable. Les Serviens devaient jouir de tous les avantages qui leur étaient assurés par les derniers traités, et pouvaient profiter, sans aucun obstacle, de l'amnistie accordée par la Porte (1).

Désormais, on pouvait croire le différend terminé ; il ne tarda pas à reparaître, mais sous une autre forme. Le 16 août suivant, les trois puissances signataires du traité de Londres du 6 juillet 1826 en avaient donné communication au sultan. Nous avons déjà exposé, dans le chapitre relatif à la guerre d'indépendance grecque, l'effet produit sur Mahmoud par cette ingé-

(1) Juchereau de Saint-Denis, *Histoire de l'empire ottoman*, t. IV, p. 53.

rence de l'Europe dans les affaires gréco-turques. Irrité jusqu'à l'exaspération, il qualifia l'action des puissances d'illégale, et refusa d'écouter aucune proposition. Toutefois, un mois après, leur attitude ferme lui en avait imposé, et il entra en négociations. Mais, en agissant ainsi, le sultan n'avait qu'un but, gagner du temps, comptant sur une éventualité quelconque pour lui faire éviter les concessions qu'on lui demandait.

La manœuvre du gouvernement ottoman ne tarda point à être découverte par les trois puissances, qui lui envoyèrent un ultimatum, dans lequel elles le menaçaient de rappeler leurs ambassadeurs, si, le 8 décembre, la Sublime Porte n'avait pas consenti à un armistice entre ses troupes et celles de la Grèce. A la date indiquée, le Divan n'ayant encore rien décidé, les trois ambassadeurs quittèrent Constantinople.

Aussitôt, les colonnes russes qui s'étaient, depuis quelques années déjà, massées sur les frontières nord de la Turquie, se mirent en marche vers le Danube.

Le caractère des négociations diplomatiques qu'elle entretenait depuis sept ans avec la Russie, avait bien fait pressentir à la Sublime Porte, dans les derniers temps, la possibilité d'une rupture et d'une guerre avec la Russie, mais elle ne s'y était pas préparée. Elle avait, il est vrai, le 20 décembre, adressé aux pachas et aux ayans de l'empire des circulaires confidentielles, dans lesquelles elle accusait les Russes d'avoir fomenté et entretenu l'insurrection de la Grèce, et portant qu'elle n'était entrée en pourparlers avec les ca-

binets européens que pour gagner du temps, afin de pouvoir commencer et achever les préparatifs nécessaires pour la guerre importante et décisive qui allait avoir lieu, mais elle s'en était tenue là. Aussi, la marche en avant des colonnes russes la surprit-elle. Réfléchissant ensuite que le Bosphore et l'Hellespont seraient certainement bientôt fermés par des flottes ennemies, elle conçut des alarmes légitimes pour l'approvisionnement de Constantinople. Pour parer à ce nouveau danger, elle mit un embargo général sur tous les bâtiments de toutes les nations chargés de céréales et d'autres subsistances qui se trouvaient à ce moment dans le port de Constantinople.

Cette mesure était prudente et indispensable. La Russie s'en saisit et en fit la cause principale de la déclaration de guerre, qu'elle adressa à la Porte le 11 avril 1828. Dans cet acte, elle déclarait que la Porte avait violé tous les engagements contractés par elle dans la convention d'Akerman, et que, loin de consentir aux propositions d'accommodement offertes par les trois puissances, les Turcs avaient continué à traiter les Grecs avec la plus grande barbarie.

Pendant ce temps, les troupes russes s'étaient avancées dans la Bessarabie. Au moyen de renforts récemment arrivés de Saint-Pétersbourg et de Moscou, elles présentaient un effectif de 105,000 hommes, sous le commandement en chef du feld-maréchal comte de Wittgenstein, auquel l'empereur avait adjoint le comte Diebitsch, en qualité de chef d'état-major. L'armée

d'invasion était divisée en trois corps: le 3e, fort de 26,000 hommes, formait l'aile droite et était commandé par le général Roth; le 6e, comptant 29,000 hommes, formait le centre et avait pour commandant le général Woïnoff; enfin, le 7e, 50,000 hommes, formait l'aile gauche et était sous les ordres du général Rudzewitsch (1).

Le 7 mai, toutes les dispositions militaires étant achevées, les premières colonnes des 6e et 7e corps traversèrent le Pruth sans rencontrer de résistance. Quelques jours après, Jassy, Bukharest et Galacz étaient occupées par les Russes sans coup férir. Aussitôt, les Valaques envoyèrent au czar une adresse demandant l'incorporation de leur province à l'empire russe, mais le czar refusa.

A cette époque, la situation de l'empire ottoman était des plus critiques. La flotte avait été anéantie à Navarin, et l'armée n'existait pour ainsi dire plus, par suite de l'extermination des janissaires. Depuis un an, le sultan, avec une énergie peu commune chez ses prédécesseurs, s'était appliqué à reformer l'armée, mais, en dépit de tous ses efforts, il ne possédait encore, au commencement de 1828, en fait de troupes disponibles, c'est-à-dire, à part celles qui étaient nécessaires à la sécurité de Constantinople et d'Andrinople, que 25,000 hommes composant les garnisons des places fortes du Danube (2). La nouvelle du passage du Pruth

(1) Rustow, *l'Art militaire au XIXe siècle*, t. II, p. 161-62.
(2) Gervinus, *Insurrection et régénération de la Grèce*, t. II, p. 498.

et l'occupation des provinces danubiennes par les Russes stimula l'activité, déjà cependant grande, du gouvernement turc. D'abord, le 4 juin, il répondit à la déclaration de guerre russe par un manifeste empreint de beaucoup de modération et dans lequel il réfutait les accusations portées contre lui, puis, il s'occupa de ses préparatifs militaires. Opérant des levées dans tout l'empire, et recourant aux hordes irrégulières de l'Asie, le sultan réunit 180,000 hommes, dont un tiers de cavalerie (1). Constantinople devint un vaste camp, d'où partirent, au fur et à mesure de leur formation, pour le théâtre de la guerre, les troupes qu'on exerçait à la hâte. Dans les premiers jours de juin, le généralissime Hussein-Pacha se rendit à son poste à Choumla, et le kapoudan-pacha Izzet-Mehmed partit pour Varna.

Pendant ce temps, le 6e corps russe, commandé par le général Woïnoff, mettait le siège devant Braïlow. La garnison se défendit avec bravoure. Le 15 juin, elle repoussa un assaut, mais, comme elle manquait de munitions et d'approvisionnements et n'avait pas à espérer d'être promptement dégagée, elle capitula le 18. Les Russes accordèrent à la garnison de Braïlow, non seulement de quitter la place avec armes et bagages, mais aussi de pouvoir combattre de nouveau contre eux dans cette guerre; c'est pourquoi,

(1) De Moltke, *Campagnes des Russes dans la Turquie d'Europe pendant les années* 1828-29, t. I, p. 11.

la plupart des hommes se rendirent à Silistrie (1).

Par suite de la prise de Braïlow, les forts d'Isaktschi et de Matschin, ainsi que toutes les autres places de la Dobrutscha, se rendirent aux Russes.

Le 14 juillet, Woïnoff opérait sa jonction avec le 7e corps, à Bazardschick. Wittgenstein envoya alors le comte Suchtelen, avec une division, investir Varna, tandis que, prenant lui-même la direction du gros de l'armée, il le conduisait sur Choumla, où Hussein-Pacha avait réuni 45,000 hommes. Le 20 juillet, il était devant la place et commençait ses préparatifs de siège. Mais la marche à travers la Dobrutscha, contrée malsaine et sans ressources, avait tellement décimé son armée, que, le 28 août, elle ne put soutenir le choc de l'armée assiégée et fut contrainte de reculer (2).

La division, forte de 4,000 hommes, que Wittgenstein avait envoyée sur Varna, ne fut pas plus heureuse. Elle réussit, il est vrai, à prendre position devant la place, malgré plusieurs sorties très vives de la garnison. Mais elle ne put empêcher l'entrée dans Varna de plusieurs bataillons de troupes régulières. Le 19 juillet, les Turcs firent une nouvelle sortie qui décida le général Suchtelen à lever le siège le lendemain.

Pendant que ces faits se passaient devant Varna, l'amiral Greigh, après avoir pris deux vaisseaux turcs et en avoir coulé un troisième, avait opéré une descente

(1) De Moltke, *loc. cit.*, t. I, p. 100.
(2) Rustow, t. II, p. 163.

sur la côte de la Roumélie orientale, près d'Inada, y avait enlevé douze pièces d'artillerie et s'était rembarqué sans être inquiété. Dans les premiers jours d'août, la flotte russe fit une nouvelle opération. Cette fois, elle se porta sur la Bulgarie. Elle entra sans rencontrer d'obstacle dans la baie de Varna, à un mille et demi de la place, débarqua 5,000 hommes que commandait le vice-amiral prince Mentschikoff, et alla s'embosser en vue de Varna. Dès que le général Suchtelen apprit l'arrivée de la flotte sur les côtes de la Bulgarie, et le débarquement des renforts qu'il avait demandés, il limita son mouvement de retraite à Derbendkoï. Il y fut bientôt rejoint par le prince Mentschikoff, à qui, selon les ordres de l'empereur, il dut remettre le commandement de ses troupes. De nouveau, alors, les Russes se portèrent sur Varna, qu'ils investirent une seconde fois. Dirigés avec prudence, les travaux de siège durèrent plus longtemps. La flotte secondait les opérations, en bloquant la ville du côté de la mer. Le 8 septembre, le czar arriva d'Odessa avec un puissant renfort, qui porta le chiffre de l'armée assiégeante à 18,000 hommes.

Le 11 septembre, une première brèche inspira au prince Mentschikoff confiance dans un assaut, mais les assiégés le repoussèrent facilement. Il fallut recourir, de nouveau, au jeu des mines ; le 7 octobre, les Russes tentèrent un second assaut : il échoua aussi malheureusement que le premier. La trahison fit alors ce que les armes n'avaient pu faire. Le commandant en second de Varna, Youssouf, passa au camp des Russes, entraî-

nant avec lui une grande partie de la garnison, et Izzet-Pacha, incapable, par suite, de prolonger la résistance, capitula le 12 octobre.

La lutte n'était pas finie. Comprenant qu'une victoire remportée au pied des Balkans déciderait toute la campagne en sa faveur, la Porte avait dirigé un corps de 30,000 hommes pour débloquer Varna. Mais son commandant, Omer-Vrione, au lieu d'attaquer l'armée assiégeante, alla s'établir à Kurt-Tépé, à quelques lieues seulement de Varna, et s'y retrancha. Il y resta inactif pendant toute la durée du siège, et, lorsqu'il vit le drapeau ennemi flotter sur les murs de Varna, il opéra une retraite précipitée (1).

D'un autre côté, le 3e corps de l'armée russe avait traversé le Danube au mois de juin, et, aussitôt, il avait entrepris le siège de Silistrie. Le 21 juillet, la place était à peu près cernée, mais, par suite du manque d'artillerie, en deux mois on n'approcha de la forteresse qu'à la distance de sept cents pas. Vers la mi-septembre, le 6e corps vint renforcer les assiégeants, et, un mois plus tard, les troupes qui s'étaient emparées de Varna arrivèrent encore les appuyer : de la sorte 68,000 Russes se trouvaient devant Silistrie.

En présence de ces forces considérables, les officiers supérieurs russes furent d'avis de maintenir le blocus pendant tout l'hiver ; mais la rigueur de la saison ne le permit pas. On dut y renoncer, et l'armée assiégeante

(1) De Moltke, *loc. cit.*, t. I, p. 212.

opéra un mouvement de retraite sur le Danube (1).

A l'époque où la Russie avait dirigé une armée sur le Danube, elle avait aussi décidé d'en envoyer une autre dans la Turquie d'Asie, afin d'y opérer une diversion. L'année précédente, la Russie avait été en guerre avec la Perse, l'avait vaincue et elle venait de lui imposer un traité assez dur, de sorte que, pour obtenir la promesse de sa neutralité, le cabinet russe employa plusieurs mois en négociations. Au commencement de juin, les difficultés étaient aplanies de ce côté. Le 14, 12,000 Russes, commandés par le général Paskewitsch, le vainqueur des Perses, quittaient Tiflis, passaient quelques jours après l'Arpatschaï et se portaient directement sur Kars. 11,000 Turcs composaient sa garnison. Le 23, l'investissement de la place était complet, et les batteries russes ouvraient leur feu. Huit jours durant, une violente canonnade fut dirigée contre les fortifications de la ville. Le 5 juillet, Paskewitsch ordonna un assaut du camp retranché élevé par les Turcs à l'extérieur de Kars, et s'en empara après une lutte opiniâtre. Profitant ensuite de la terreur panique que son succès avait causée, il transforma le siège lent en assaut improvisé. Il chassa les Turcs de retranchement en retranchement, s'empara successivement des différents faubourgs de la place, et, finalement, le 5 juillet, de la citadelle (2).

(1) Gervinus, *Insurrection et régénération de la Grèce*, t. II, p. 522.

(2) Id., id., t. II, p. 531.

Kars prise, le général Paskewitsch en organisa sans tarder le gouvernement au nom de son souverain. Cela fait, il se lança à la poursuite des pachas de Kars et d'Erzeroum, dont le dessein d'envahir le territoire russe venait de lui être révélé. Sur sa route, le 24 juillet, il s'empara d'Achalkalaki, qui se défendit pourtant vaillamment; deux jours plus tard, il obtint, sans coup férir, la capitulation d'Hertwis, et, le 28, marcha contre Aghalzighé, dans l'Arménie turque, devant laquelle les 30,000 hommes de troupes irrégulières, commandés par les pachas, s'étaient retranchés. Le 5 août, Paskewitsch était à une portée de canon du camp ennemi.

Il établit aussitôt des batteries sur les hauteurs qui le dominaient, et, le 9, après avoir reçu environ 2,000 hommes de renfort, il ordonna l'attaque. Le combat dura toute la journée; à cinq heures du soir, les Russes exécutèrent, avec un plein succès, un mouvement tournant qui les fit pénétrer dans la position, et ils en chassèrent les Turcs dont la déroute fut bientôt complète.

Débarrassé de ce côté, Paskewitsch voulut se rendre maître de la ville. Il y mit le siège, établit, à trois cents pas des murailles, des batteries qui y firent brèche; mais l'assaut qu'il tenta le 15 août, bien que très vigoureux, ne lui fit pas gagner un pouce de terrain. Pour vaincre cette résistance opiniâtre, le général russe eut recours au moyen extrême d'incendier la ville. Les flammes forcèrent, en effet, les Turcs à se retirer

dans la citadelle, où, le lendemain, manquant de tout, ils capitulèrent (1).

Ainsi qu'il avait fait à Kars, Paskewitsch installa dans Aghalzighé un gouvernement provincial. Le 17, en vue de préparer son retour à Tiflis, il envoya un détachement sur le château fort d'Atschwer, situé sur la route de cette ville et dont la petite garnison se laissa désarmer sans opposer la moindre résistance (2).

En même temps, et pour concourir au même but, Paskewitsch ordonna au général Bergmann, commandant la garnison de Kars, de marcher avec une partie de ses forces sur Ardaghan. Le 22 août, cette place tombait aux mains des Russes, après un faible assaut.

Pendant ces opérations heureuses du gros de l'armée russe en Asie, deux corps détachés avaient également réussi dans leurs entreprises. L'un s'était emparé, le 15 juillet, de l'importante place maritime de Poti; l'autre, le 28 août, avait pris Bajazeth, puis successivement Diadin et Toprakkalch.

Le 5 octobre, la chute des neiges décida le général Paskewitsch à revenir à Tiflis; il laissait des garnisons dans les villes conquises.

La même cause arrêta aussi les opérations dans la Turquie d'Europe. Tandis qu'une partie de l'armée russe occupait Varna, le reste se retira sur la rive gauche du Danube, où il prit ses cantonnements d'hiver.

(1) Rustow, t. II, p. 169,

(2) Gervinus, *Insurrection et régénération de la Grèce*, t. II, p. 538.

Les succès rapides remportés par les Russes dans cette campagne n'avaient point été sans émouvoir les cabinets européens, qui appréhendaient, par la reprise de la guerre au printemps, l'abaissement de l'empire ottoman. Aussi, pendant l'hiver, tous les efforts de la diplomatie tendirent-ils à une entente pour empêcher la Turquie de succomber dans une lutte dont l'issue n'était que trop évidente. Metternich, qui dirigeait alors les affaires extérieures de l'Autriche, fit tout ce qu'il put pour entraîner la France, la Grande-Bretagne et la Prusse dans une intervention collective qui aurait eu pour effet d'arrêter les Russes au milieu de leurs succès. Mais le comte Pozzo di Borgo, conseiller du czar et adversaire déclaré de Metternich, sut habilement déjouer à Paris les plans de l'Autriche. Sous l'empire des notes mi-persuasives, mi-menaçantes qu'il adressa au cabinet du Palais-Royal, le roi Charles X fit savoir au prince de Metternich qu'il resterait l'allié de la Russie, et que, si l'Autriche menaçait d'attaquer cette puissance, il ferait marcher son armée contre elle (1). L'Angleterre se ralliait à la proposition d'un congrès qu'émit alors le chancelier autrichien; elle cherchait à amener la France et la Prusse à y adhérer également, lorsque l'empereur Nicolas, instruit de ces intrigues diplomatiques, fit dire à Metternich « qu'il n'y avait rien que la Russie ne subirait plutôt que la honte d'un pareil congrès (2). »

(1) Gervinus, *Histoire du XIXe siècle*, t. II, p. 568.
(2) Id., *Insurrection et régénération de la Grèce*, t. II, p. 568.

La Russie avait en jeu deux objets trop importants pour elle pour qu'elle acceptât aussitôt de conclure la paix : son influence sur le Bosphore et l'honneur de ses armes qui, dans la campagne dernière, n'avait pas été suffisamment accusé (1).

Aussi, la Russie reprit-elle les hostilités beaucoup plus tôt qu'on ne s'y attendait. Elle avait mis l'hiver à profit pour refaire l'effectif de son armée d'Europe, qui se trouva être de 68,000 hommes, à peu près celui de l'année précédente (2).

Le 8 février 1829, le comte Diebitsch, nommé général en chef, arriva au quartier général d'Yassi. Il avait ordre de s'établir fortement sur le Danube, puis de marcher directement sur Constantinople. D'autre part, Reschid-Pacha, qui avait remplacé Hussein, se rendait à la même époque au camp de Choumla, où 100,000 hommes environ se trouvaient alors réunis. Il devait, lui, se maintenir sur la défensive en s'appuyant sur les Balkans. — Enfin, en Asie, l'armée d'opérations turque venait d'être portée à 200,000 hommes, et elle avait pour mission de chercher à reprendre les places perdues dans la dernière campagne, et que le général Paskewitsch avec 16,000 hommes s'apprêtait à défendre.

Gênés par les débordements du Danube, les Russes (3e corps) ne réussirent à traverser ce fleuve que dans les premiers jours d'avril. Le 5 mai leur aile droite

(1) De Moltke, *Campagnes des Russes dans la Turquie d'Europe*, t. II, p. 11.

(2) De Moltke, t. II, p. 18.

mit le siège devant Silistrie. Mais la garnison qui la défendait se conduisit bravement, et ce ne fut que lorsque cinq larges ouvertures eurent été pratiquées dans l'enceinte principale, que la disette commençait à régner, qu'elle consentit, le 29 juin, après un siège de quarante-quatre jours, à capituler.

Sur ces entrefaites, Reschid-Pacha, désireux de se mesurer avec l'ennemi, avait pris l'offensive contre les 6e et 7e corps, qui occupaient encore leurs quartiers d'hiver entre Pravadi et Varna. Une première fois, il fut défait à Yeni-Bazar. Le 11 juin, il livre une seconde bataille à Kuletotscha. Les 40,000 hommes qu'il commande combattent 28,000 Russes. La victoire est longtemps et chèrement disputée; enfin, bien que très inférieurs en nombre, les Russes la remportent, et les Turcs sont en déroute générale. Le grand vizir lui-même dut prendre la fuite, et il n'avait pas plus de 600 cavaliers avec lui lorsqu'il atteignit Choumla. Pendant plus de quinze jours, les débris de l'armée battue arrivèrent de tous côtés à Choumla par petites bandes (1).

La défaite de Reschid ayant assuré ses derrières, le général Diebitsch résolut de passer les Balkans. Il laisse devant Choumla des forces suffisantes pour contenir les Turcs, tourne cette position formidable, s'empare des passages de Kamtschik, et, le 20 juillet, le gros de ses troupes traverse les Balkans. A ce moment,

(1) De Moltke, *loc. cit.*, t. II, p. 101.

Hussein veut prévenir la tentative de l'ennemi, et il envoie un corps considérable à Kroprukoï pour défendre le passage des Balkans. C'était trop tard. Quand ils arrivent à leur destination, les Turcs apprennent la marche des Russes ; ils se lancent alors sur leurs traces, les rejoignent le 24 juillet à Aïdos, mais ils y sont défaits, écrasés.

La route d'Andrinople était désormais libre; Diebitsch s'y engagea. Par deux fois, Reschid essaya de l'arrêter en l'attaquant sur ses ailes, mais sans succès. Le grand vizir changea, en conséquence, de tactique ; il se porta sur les derrières de l'armée russe. Ce mouvement fit rétrograder Diebitsch, qui rencontra Reschid, le 12 août, à Selimno, sur le versant sud des Balkans. Il lui infligea une sanglante défaite qui lui ouvrit définitivement la route d'Andrinople. Le 19 août, l'armée russe arrivait devant cette ville. Chalil-Pacha s'y trouvait avec environ 12,000 hommes. Avec ce noyau de troupes et l'aide des 100,000 habitants de la ville, le général ottoman aurait pu tenir pendant un certain temps en échec l'armée victorieuse de Diebitsch, ou même se retirer sur Constantinople, mais il n'essaya rien et de son plein gré il offrit de capituler. Diebitsch saisit avidement cette proposition ; les troupes turques déposèrent les armes et rentrèrent dans leurs foyers; il leur fut seulement défendu de se diriger sur Constantinople (1).

De même que l'année précédente, le commandement

(1) Gervinus, *Insurrection et régénération de la Grèce*, t. II, p. 602-603.

de l'armée russe d'Asie avait été confié au général Paskewitsch. Obligé de laisser dans les villes conquises des garnisons importantes, il n'avait avec lui pour prendre l'offensive que 16,000 hommes de troupes régulières. Cependant, il parvint, au dernier moment, et grâce à l'influence achetée du clergé musulman, à former quatre régiments de cavalerie mahométane qui lui rendirent de grands services dans la campagne de 1829 (1).

Au cœur même de l'hiver, le bey des Adjares avait reçu de Constantinople l'ordre formel d'attaquer Aghalzighé; le pachalik de cette ville devait être sa récompense s'il réussissait à l'arracher des mains des Russes. En conséquence, vers le milieu de février 1829, 15,000 Turcs marchèrent contre Aghalzighé. Le 20, ils tentaient un assaut qui était repoussé et dont l'insuccès les décidait à faire le siège en règle de la place. Mais, Paskewitsch avait été instruit de leur projet et il avait envoyé contre eux une division nombreuse. Le 28 février, cette division défit une première fois l'ennemi et, le 4 mars, elle le força à lever le siège.

Dans ce temps, un corps de 20,000 hommes, commandé par Achmet-Bey, se réunissait aux environs d'Ardagan et de Schaouschett, en vue d'une seconde attaque d'Aghalzighé, tandis que Salegh, pacha de Trébizonde, en rassemblait un autre d'égale importance dans un camp retranché élevé à Leinan. De plus, Haki-Pacha, lieutenant de Reschid, concentrait à Erze-

(1) Rustow, *l'Art militaire au XIXe siècle*, t. II, p. 175-76.

roum 60,000 hommes dont il comptait envoyer une partie renforcer le corps d'Achmet-Bey.

Paskewitsch ne put, au moment où il eut connaissance de ces différents mouvements, essayer de les contrarier; mais dès qu'il eut rassemblé son armée, il dirigea, le 22 mai, une division au secours d'Aghalzighé, puis il se mit lui-même en route sur Erzeroum avec le gros de ses troupes.

Vainement, Haki-Pacha et Salegh-Pacha, à la tête de 50,000 hommes, voulurent lui barrer le passage. Le général Paskewitsch, après quelques succès d'importance secondaire, tourna, le 18 juin, leurs positions et surprit, près du village de Kainli, le sérasquier d'Erzeroum accouru à leur secours. Attaquées de deux côtés à la fois, les troupes ottomanes ne tardèrent pas à être débordées et bientôt la déroute du sérasquier fut complète. Paskewitsch se retourna ensuite sur le camp d'Haki-Pacha, qui tomba entre ses mains, le 20 juin, après un combat de courte durée.

Paskewitsch franchit alors les monts Saganlouk qui le séparaient d'Erzeroum, et, le 26 juin, il était sous les murs de cette ville. Le lendemain, il s'en emparait presque sans peine et y installait aussitôt une administration russe. La ville de Baïbourt, située sur la route de Trébizonde, et celle de Chnis, plus au sud, furent occupées sans coup férir par les Russes après la chute d'Erzeroum (1).

(1) Rustow, t. II, p. 180.

A ce moment, Paskewitsch comptait attendre, pour reprendre l'offensive, d'avoir reçu les renforts dont la prochaine arrivée venait de lui être annoncée. Les nouvelles qui lui parvinrent peu après de Baïbourt dérangèrent ce projet.

Le 19 juillet, des bandes armées fournies par les villages des environs de Baïbourt avaient livré bataille à la division russe qui occupait cette ville et l'avaient battue. Paskewitsch dut se porter aussitôt sur Baïbourt. Le 26, il engageait une nouvelle bataille avec ces bandes que commandait Osman-Pacha et remportait une éclatante victoire.

Deux mois encore, les Russes poursuivirent leurs opérations militaires dans l'Arménie. Ils s'emparèrent de Gumisch-Kaneh, qu'ils durent ensuite évacuer ainsi que Baïbourt, mais ils reprirent cette dernière ville, le 27 septembre, après un assaut des plus meurtriers. Paskewitsch se préparait à marcher sur Trébizonde, quand il apprit que la paix venait d'être conclue à Andrinople. Immédiatement, il arrêta partout les hostilités.

Jusqu'ici nous n'avons pas dit un mot de la flotte turque. C'est qu'elle fit fort peu parler d'elle pendant cette campagne. A part deux ou trois croisières dans la mer Noire, au cours de l'une desquelles une frégate russe tomba fortuitement entre ses mains, la flotte turque ne se risqua dans aucune opération importante. Au mois de juin, chassée de près par la flotte russe, elle se retira dans le Bosphore, où elle resta ancrée ensuite pendant le reste de la guerre.

La situation de l'armée russe en Europe, à l'époque de la chute d'Andrinople, était des plus critiques, et il est à croire que, si elle s'était prolongée de quelques jours seulement, elle aurait suffi pour précipiter son commandant en chef du faîte de ses triomphes dans une ruine complète (1). En effet, les privations de toute espèce qu'elle avait endurées, avaient engendré nombre de maladies; le scorbut et la dysenterie la rongeaient depuis le début de la campagne et, après qu'elle s'était emparée d'Andrinople, la peste avait, à son tour, fait son apparition. Les rangs des Russes s'éclaircissaient rapidement, et au courage enthousiaste des premiers jours succédait une épouvante irrésistible.

Le général Diebitsch continuait néanmoins sa marche victorieuse et s'approchait de Constantinople.

Mais l'Europe veillait. Elle ne voulait pas le démembrement de la Turquie, qui eût peut-être suivi la prise de Constantinople, et elle intervint. Le roi de Prusse, le premier, proposa au czar sa médiation que celui-ci accepta. En conséquence, le 20 juin, le général Müffling partit pour Constantinople.

D'un autre côté, l'imminence du danger dans lequel allait se trouver la capitale avait dissipé dans l'esprit des ministres turcs toute espérance de victoires ultérieures. Ils avaient demandé conseil aux ambassadeurs de France et d'Angleterre, qui leur recom-

(1) De Moltke, t. II, p. 182.

mandèrent de faire au plus tôt la paix. Cédant à ces conseils, la Porte s'empressa d'envoyer à Andrinople, auprès du comte Diebitsch, deux négociateurs, qui arrivèrent le 27 août au quartier général russe. La première demande des envoyés turcs fut la suspension immédiate des hostilités sur toute la ligne pendant la durée des négociations; le comte Diebitsch y consentit (1). Commencées le 1er septembre, les négociations durèrent jusqu'au 12, quand enfin, toutes les difficultés ayant été aplanies, le traité de paix fut confidentiellement signé ce jour-là, et définitivement le 14.

En vertu des stipulations de ce traité, la Russie rendit à la Turquie la Valachie et la Moldavie, mais la souveraineté effective du sultan sur ces provinces devint simplement nominale, sans aucun droit réel d'autorité. La Russie rendit encore à la Sublime Porte la Bulgarie et la Roumélie, ainsi que la plupart des forteresses conquises par ses armées pendant la guerre.

Par contre, la Turquie dut abandonner à la Russie une partie du pachalik d'Aghalzighé; elle lui céda deux cents lieues de côtes sur la mer Noire, aux embouchures du Danube; elle consentit à l'établissement d'une quarantaine, qui eut pour effet d'isoler d'elle les principautés danubiennes; elle s'engagea, en outre, à exécuter toutes les conditions du traité d'Akerman; à laisser libres aux navires marchands de toutes les nations qui ne seraient pas en guerre avec elle les pas-

(1) Juchereau de Saint-Denis, t. IV, p. 119.

sages du Bosphore et des Dardanelles; enfin, elle déclarait accorder son entière adhésion aux stipulations du traité du 6 juillet 1827, signé à Londres, ainsi qu'à la convention du 22 mars 1829 portant la reconnaissance de l'indépendance complète de la Grèce. Mais, deux conventions supplémentaires étaient attachées au traité principal, et leur exécution, plus que celle de toutes les autres clauses du traité, pesa lourdement sur les Turcs dont les finances étaient profondément obérées! L'une de ces conventions stipulait qu'une indemnité de 1 million 500,000 ducats de Hollande (environ 17 millions de francs) serait payée aux marchands russes pour les pertes qu'ils avaient éprouvées au moment de la rupture et pendant la guerre. La seconde convention fixait à la somme de 10 millions de ducats de Hollande, ou de 118 millions de francs, l'indemnité qui devait être payée par la Turquie au gouvernement russe pour ses dépenses pendant la guerre (1). Comme gage de paiement, le gouvernement russe se fit livrer la forteresse de Silistrie.

Bien que d'apparence modérée, ce traité était calculé par les Russes pour porter le dernier coup à la Turquie, déjà si gravement atteinte par la bataille de Navarin. Nicolas Ier eût aimé faire ses conditions plus dures, plus exorbitantes encore, mais il n'osa et sa retenue fut causée par la crainte d'éveiller la jalousie et la susceptibilité des grandes puissances, et particuliè-

(1) Juchereau de Saint-Denis, *loc. cit.*, t. IV, p. 120-24.

rement de l'Angleterre. Placée dans cette alternative que chacune de ses entreprises contre la Turquie soulevait à nouveau, la Russie, dit M. de Lamartine (1), semblait se contenter d'imprimer successivement l'empreinte de ses pas sur les provinces de l'Europe ottomane, comme pour les marquer pour l'avenir de son sceau; elle se retirait ensuite avec une apparente modération, afin de ne pas provoquer les clameurs du monde.

L'imposition à la Turquie d'une indemnité de 135 millions de francs était un trait habile de la part de ses ennemis. En la demandant, les Russes savaient qu'ils en toucheraient à peine quelques faibles parties. L'état d'épuisement où la guerre laissait le gouvernement ottoman était trop grand, la désorganisation du pays déjà trop avancée pour qu'on pût sagement espérer voir les Turcs tenir leurs engagements financiers. Aussi, en arrachant à la Sublime Porte, grâce aux conventions des 135 millions, le peu d'argent qu'elle réussirait de temps à autre à récolter, la Russie comptait la tenir dans l'impossibilité de recréer une flotte et une armée, et, profitant du premier jour où l'Europe aurait les bras embarrassés ou son attention simplement tournée d'un autre côté, elle espérait pouvoir aisément étendre la main sur l'objet de sa convoitise et augmenter le nombre de ses vassaux.

Dans l'année qui suivit la conclusion de la paix entre

(1) Extrait de Lamartine, *Histoire de la Turquie*, t. VIII.

la Russie et la Turquie, la France, qui jusque-là s'était toujours montrée systématiquement opposée aux vues de la Russie sur Constantinople, revint de la manière la plus complète sur ses idées. Les traités de 1815 étaient naturellement mal vus par les Français; le ministère Polignac, mal considéré également par ces derniers, songea à les modifier, afin de s'attirer la sympathie et la confiance qui lui manquaient. Dans ce but, il entama des négociations avec le cabinet de Saint-Pétersbourg. D'après deux historiens dignes de foi (1), voici quelles auraient été les bases de ces négociations, qui n'ont été qu'imparfaitement connues : la France et la Russie contractaient une alliance étroite, spécialement dirigée contre l'Angleterre; la France permettait à la Russie de travailler à sa manière, insensiblement et sans employer de moyens violents, à la dissolution de la Turquie et de s'emparer de Constantinople au moment de la catastrophe, tandis que la France recevrait les provinces rhénanes et la Belgique; on eût désintéressé la Prusse ainsi que la Hollande en donnant à chacune une moitié du Hanovre; la Prusse aurait encore acquis une partie de la Saxe; le roi de Saxe aurait été dédommagé aux dépens de la Pologne, et l'on assurait à l'Autriche la Servie, une partie non possédée par elle de la Dalmatie et la rive droite du Danube. C'était un remaniement complet de la carte d'Europe

(1) Gervinus, *Insurrection et régénération de la Grèce*, et Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, t 1, p. 141.

que projetaient les deux alliés. On ne peut juger ce qui se serait produit si ce plan avait été mis en cours d'exécution. Les peuples intéressés s'y seraient-ils docilement soumis ? auraient-ils admis le droit des deux puissances contractantes de disposer d'eux à leur gré, suivant leurs caprices et leurs fantaisies ? On doit en douter. Depuis 1815, les idées libérales avaient fait du chemin : les empereurs et les rois avaient perdu bien de leur prestige; les peuples avaient acquis une plus grande connaissance de leur souveraineté omnipotente. Heureusement pour l'Europe en général, les fautes du ministre français, de qui émanait ce plan superbe, amenèrent les Parisiens à se soulever, à chasser le monarque absolu qui gouvernait la France, de sorte qu'avec l'homme disparut l'alliance projetée et toute chance d'une conflagration européenne.

INSURRECTION DE L'ÉGYPTE

CONTRE LA TURQUIE [1]

1831-1841

Comme si les adversités subies pendant la majeure partie de son règne par l'infortuné sultan Mahmoud II n'avaient point encore rempli sa destinée, il eut ensuite, et par deux fois, à soutenir les agressions d'un de ses vassaux qu'il avait cependant comblé de ses bienfaits.

L'insurrection victorieuse de la Grèce, la prise d'Andrinople par les Russes, l'espoir entretenu par certaines puissances d'Europe d'un prochain partage entre elles de l'empire ottoman, avaient inspiré à Méhémet-Ali une ambition démesurée. Il ne rêvait rien moins que d'obtenir de gré ou de force l'érection de l'Égypte en royaume indépendant.

(1) Consulté :

F. Mengin et Jomard : *Histoire sommaire de l'Égypte sous le gouvernement de Mohammed-Aly.* — Paul Merruau : *L'Égypte contemporaine* 1840 *à* 1857, *de Méhémet-Ali à Saïd-Pacha.* — De Cadalvène et E. Barrault : *Histoire de la guerre de Méhémet-Ali.* — Du même auteur : *Deux années de l'histoire d'Orient,* 1839-1840. — Ach. Laurent : *Relation historique des affaires de Syrie depuis* 1840 *jusqu'en* 1862. — D'Armagnac : *Nezib et Beyrouth* (*Souvenirs d'Orient, de* 1833 *à* 1841). — Périer : *La Syrie.* — Paul Mouriez : *Histoire de Méhémet-Ali.* — S. Menzies : *Turkey.* — Richard Edwards : *La Syrie* 1840-1862. — Juchereau de Saint-Denis : *Histoire de l'empire ottoman.*

Sitôt que le sultan eut accepté les conditions de paix dictées par le czar, dès qu'il vit son suzerain reprendre quelque peu ses esprits, Méhémet crut inutile d'attendre davantage. Il rappela à Mahmoud les services qu'il lui avait rendus pendant la guerre de Grèce et lui en réclama la récompense. On se souvient qu'au cours de cette guerre Mahmoud avait promis à Ibrahim le gouvernement de la Morée; mais cette province ayant été incorporée par les grandes puissances dans le nouveau royaume de Grèce, le sultan n'avait naturellement pas pu tenir sa promesse. Méhémet la lui rappela et lui demanda qu'une autre province de l'empire lui fût donnée à la place. Il indiqua la Syrie, qu'il choisissait à cause de sa proximité de ses possessions. Mais Mahmoud, qui désirait plutôt diminuer la puissance de son vassal, fit la sourde oreille, et il lui conféra seulement l'administration de la Candie. Froissé, Méhémet accepta néanmoins, mais sans renoncer à ses prétentions, ni se dissimuler la valeur du cadeau qui lui était fait. Candie, en effet, recélait de nombreux germes d'insurrection, et devait procurer plus de charges que de profit à celui qui tenterait de la maintenir sous les lois de l'obéissance (1). Aussi, continua-t-il à insister auprès de son souverain pour qu'il satisfît à son désir; il l'obséda de toutes les façons, et finalement, comme il n'en obtenait rien de plus, il résolut de prendre par la force l'objet de ses vœux.

(1) Mouriez, t. III, p. 150.

Dans le courant de l'année 1831, il imagina une querelle avec Abdallah, pacha de Saint-Jean-d'Acre. Il l'accusa de favoriser la désertion de ses soldats, et, au mois d'octobre, il fit envahir la Syrie par une armée. Son fils Ibrahim la commandait. Forte de 30,000 hommes, avec 50 bouches à feu, 19 mortiers, et appuyée par une escadre formidable (1), elle s'empara en peu de temps de Ghaza, de Jaffa et de Caïffa, et, le 9 décembre 1831, mit le siège devant Saint-Jean-d'Acre. Mieux pourvue de moyens de défense, cette place résista plus de cinq mois aux efforts des Égyptiens. Enfin, le 27 mai 1832, son gouverneur consentit à capituler (2).

Ce siége, entrepris par le général égyptien avec une artillerie inférieure à tous égards à celle de l'assiégé, valut à Ibrahim les louanges des hommes de guerre de l'époque. On rappela à ce propos que Napoléon Ier y avait échoué et trouvé l'écueil de ses vastes projets sur l'Orient (3). — Moins d'un mois après la chute de Saint-Jean-d'Acre, le 13 juin, Damas tombait également entre les mains d'Ibrahim. Le 7 juillet, celui-ci défit l'armée ottomane à Hems, prit Antioche le 1er août, et, le 21 décembre, mit en pleine déroute devant Konieh les forces du sultan et fit prisonnier Abdallah. Ayant achevé la conquête de la Syrie, d'Adana, de la Cilicie et du nord de l'Arabie, Ibrahim allait tourner ses pas sur Cons-

(1) De Malherbe, *l'Orient*, t. II, p. 633.

(2) H. Vidal, *Relation de l'expédition égyptienne contre Abdallah, pacha de Saint-Jean-d'Acre, et la Syrie*, 1831-1832. *Spectateur militaire*, septembre 1836.

(3) Mouriez, t. III, p. 175.

tantinople, quand Mahmoud implora la protection de la Russie. Le 20 février, une escadre russe de 10 bâtiments de guerre entrait dans le Bosphore. Mais aussitôt l'amiral Roussin, ambassadeur de France à Constantinople, en demanda à la Porte le renvoi. La Porte répondit qu'elle s'empresserait de renvoyer les Russes, si, de son côté, l'amiral Roussin sauvait Constantinople d'Ibrahim.

L'amiral s'y engagea. Il écrivit à Méhémet-Ali pour le sommer de réduire ses prétentions à la possession des pachaliks de Seyde, de Tripoli, de Jérusalem, de Naplouse.

Dans une réponse mesurée, mais ferme, le vice-roi d'Égypte fit savoir à l'ambassadeur français qu'il n'était pas le moins du monde disposé à perdre le fruit de ses conquêtes; que, sous l'administration anarchique du sultan, la Syrie n'était qu'une plaie creusée dans les flancs de l'empire; que la Syrie ne pouvait redevenir prospère et forte que par l'action d'un gouvernement régulier comme le gouvernement égyptien; que c'était, par conséquent, bien mal servir les intérêts de l'empire ottoman, dont il était, lui Méhémet-Ali, le soutien le plus sincère, que de vouloir relever entre la Syrie et l'Égypte une barrière désormais impossible.

Il était inutile d'insister. L'amiral Roussin le comprit. D'accord avec le sultan, il se tourna du côté d'Ibrahim. Il envoya à son camp, établi à Kutaya, son premier secrétaire, M. de Varennes, que Mahmoud fit accompagner d'un de ses ministres, Reschid-Pacha.

Les deux négociateurs eurent beaucoup de peine à obtenir du général égyptien qu'il réduisît les conditions de paix posées par son père. Enfin, le 6 mai, ils signèrent une convention qui confirmait Méhémet-Ali dans son gouvernement de l'Égypte et de Candie, et stipulait l'abandon par le sultan au vice-roi d'Égypte des gouvernements de Damas, de Tripoli, de Saïd, de Safed, de Naplouse et de Jérusalem (1). — Dès la signature de ce traité, Ibrahim, fidèle aux engagements qu'il venait de prendre, se disposa à évacuer l'Asie Mineure. Le 24 mai, il abandonna Kutaya, et, avant le mois de juillet, il avait laissé le Taurus derrière lui.

En même temps, l'escadre russe, qui n'avait plus de prétexte pour rester devant Constantinople, quitta le Bosphore, tandis qu'une armée russe de près de 30,000 hommes, qui s'était récemment installée sur la côte d'Asie, retournait à ses cantonnements.

Cependant, et bien que les conditions acceptées par Ibrahim au nom de son père semblassent devoir satisfaire l'ambition de ce dernier, Mahmoud, il paraît, ne le crut pas et craignit une répétition des faits passés, car il n'eut pas plutôt ratifié la convention de Kutaya qu'il se rapprocha de la Russie, et voulut s'assurer de son aide en cas de nouveaux dangers. Le 8 juillet 1833, il consentit au traité d'alliance offensive et défensive d'Unkiar-Skelessi qui lui était imposé en quelque sorte par le cabinet de Saint-Pétersbourg. et qui, par une

(1) L. Blanc, *Histoire de dix ans*, t. IV, p. 147-154.

clause secrète, fermait éventuellement les Dardanelles aux puissances occidentales, tout en les laissant ouvertes, ainsi que le Bosphore, aux flottes russes. Malgré le désir du cabinet de Saint-Pétersbourg de tenir l'Europe dans l'ignorance du traité qu'il venait de conclure, la nouvelle de la clause relative au passage des Dardanelles transpira, et aussitôt la France et l'Angleterre protestèrent. Nicolas renforça alors son alliance avec le sultan en contractant avec lui, le 29 janvier 1834, un nouveau traité par lequel il fit remise à la Turquie d'une partie de l'indemnité de guerre fixée par le traité d'Andrinople, retira ses troupes de la Moldo-Valachie, qu'elles occupaient encore, à l'exception, pourtant, de Silistrie, où elles devaient rester pendant huit années, durée du nouveau traité.

Après la conquête de leur territoire, les Syriens s'étaient figuré qu'un heureux changement allait se produire dans leur existence, et que, au lieu de l'oppression tyrannique à laquelle le gouvernement ottoman les avait accoutumés, un régime plus doux allait lui succéder. Ils furent promptement et cruellement désabusés. Ibrahim entendait tirer un large profit de sa conquête. Il établit des impôts écrasants, accorda un monopole ruineux, et, par-dessus tout, ordonna des levées d'hommes, que ses agents opérèrent par les moyens les plus brutaux. Naturellement, il changea les fonctionnaires qui ne montrèrent pas un zèle assez ardent; l'émir Beschir, qui administrait la montagne depuis 1799, réus-

sit à se maintenir à peu près seul, grâce à sa servilité envers le nouveau maître du pays.

Le système d'administration appliqué par Ibrahim devait forcément engendrer la haine et le mécontentement par tout le pays. C'est ce qui arriva. Mais, ce qui contribua surtout à exciter contre la domination égyptienne la colère des habitants de la Syrie, ce fut la déclaration faite avec hauteur par Ibrahim, peu de temps après les premières levées. Les Syriens s'étaient, à contre-cœur, soumis aux décrets du général égyptien, dans la pensée que l'enrôlement sous ses drapeaux n'était que pour un temps limité. Mais Ibrahim les détrompa. Il leur déclara froidement que, du moment où un jeune homme entrait dans l'armée, il devenait la propriété exclusive de l'État pendant sa vie entière (1). Ce fut la goutte d'eau qui fait déborder la coupe. Les Syriens se révoltèrent; bientôt, du nord au midi, les Égyptiens furent sur un volcan. A partir de 1834, la Syrie fut continuellement le théâtre d'insurrections. Ibrahim voulut les éteindre dans des flots de sang, mais inutilement. Il est vrai que le sultan Mahmoud, plein de ressentiment contre son vassal, joyeux des difficultés qu'il rencontrait, s'attachait à les accroître, encourageant en sous-main la révolte de ses anciens sujets.

Mahmoud n'avait que trop raison de croire que l'ambition de Méhémet-Ali était inassouvie. Il ne tarda

(1) D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth*, p. 105.

pas à en avoir la preuve. Fier des avantages qu'il avait déjà arrachés à son maître, Méhémet voulut en obtenir d'autres. Il demanda l'hérédité de la Syrie pour sa famille. Le sultan la lui refusa obstinément. Ce fut un motif pour le pacha égyptien de rompre à nouveau avec son suzerain; au commencement de 1839, il lui déclarait une seconde fois la guerre. Mahmoud s'y était attendu, et, dès le mois d'août de l'année précédente, il avait commencé à masser une armée sur la frontière syrienne. Aussi, lors de la déclaration de guerre égyptienne, 150,000 soldats turcs étaient réunis prêts à marcher; leur instruction militaire était la meilleure qu'eût jamais atteinte une armée ottomane. Ils le devaient à la présence dans leurs rangs d'un certain nombre d'officiers étrangers, et, dans l'état-major, de trois officiers prussiens, MM. de Mulbach, de Moltke et Laoué (1).

Devançant une invasion de ses États, Mahmoud, au mois d'avril, ordonna à ses troupes d'entrer en Syrie. Le 15, l'avant-garde turque franchissait l'Euphrate, toutefois, par suite des difficultés du passage, l'armée entière ne put achever de traverser ce fleuve avant la fin de mai.

Immédiatement, Ibrahim se porta à la rencontre des Ottomans, mais, lorsqu'il eut atteint la vallée de l'Euphrate, il s'arrêta. Quatre lieues à peine séparaient les deux armées. Pendant près de trois mois, elles vécurent

(1) Paul Mouriez : *Histoire de Méhémet-Ali*, t. III, p. 371.

en face l'une de l'autre, s'observant, prêtes à s'entrechoquer. Elles étaient toutes deux décidées à combattre, et, cependant, aucune d'elles ne voulait porter le premier coup, afin de pouvoir rejeter sur l'autre l'odieux de l'attaque et lui attirer le courroux des cabinets européens (1).

Dans les premiers jours de juin, la reddition de la citadelle d'Antab, dont le gouverneur avait été acheté par les Turcs, décida Ibrahim à sortir de son inaction. Le 24 juin avait lieu, au pied du Taurus, la bataille de Nezib, qui fut une victoire de plus pour le fils de Méhémet. L'armée turque subit une déroute complète, laissant sur le terrain 4,000 morts, et, entre les mains de l'ennemi, 162 bouches à feu, 12,000 prisonniers et 25,000 fusils (2).

Peu de jours après cette célèbre bataille, alors qu'Ibrahim se préparait à franchir le Taurus, un messager français parut dans son camp et lui remit un ordre signé de son père, qui lui enjoignait de ne pas aller plus loin. La France et l'Angleterre s'étaient encore une fois interposées, et c'était sur leur pressante invitation que Méhémet s'était décidé à arrêter les hostilités.

Sur ces entrefaites, le 11 juillet 1839, le sultan Mahmoud mourut. Son fils, Abdul-Medjid, lui succéda. Aussitôt, celui-ci désira mettre fin au différend avec le pacha d'Égypte, et, comme premier pas dans ce sens, il envoya au général Hafiz, commandant l'armée d'Asie,

(1) D'Armagnac, *loc. cit.*, p. 167.
(2) Id., p. 206-207.

l'ordre d'éviter tout nouvel engagement avec l'armée ennemie. En même temps, il manda au capitan-pacha Achmet, commandant la flotte mouillée dans la mer de Marmara, de se rapprocher de Constantinople. Mais le nouveau grand vizir, Khosrew-Pacha, était un ennemi d'Achmet, et ce dernier crut qu'en le rappelant on n'avait d'autre dessein que de le mettre à mort. Dans cette idée, il forma le projet de remettre la flotte ottomane entre les mains de Méhémet-Ali. Une escadre française se tenait dans la Méditerranée et avait pour instructions de faire tout son possible pour prévenir un conflit entre les Turcs et les Égyptiens. Le 4 juillet, Achmet sortit des Dardanelles avec la flotte ottomane et s'avança hardiment à la rencontre des Français. Il représenta à l'amiral Lalande que, dans la crainte de voir sa patrie tomber sous la domination russe, il avait résolu de se rapprocher d'Alexandrie pour ménager une paix honorable avec Méhémet-Ali. Quoique l'amiral français eût pu démêler dans ces paroles la trahison qui y était renfermée, il jugea que ses instructions ne l'autorisaient pas à l'empêcher, et il répondit ironiquement à Achmet : « Ainsi, au lieu de sortir pour combattre, c'est dans un but de pacification que vous vous mettez en campagne; vous conviendrez que la situation est assez anormale pour que mes instructions ne l'aient pas prévue. Dans le doute, je m'abstiendrai donc et vous laisserai passer (1). » Huit jours après cette conversation,

(1) P. Mouriez, *loc. cit.*, t. IV, p. 88.

la flotte turque était à l'ancre dans le port d'Alexandrie.

Cette trahison remplit de joie le vieux Méhémet. Elle lui inspira un regain d'orgueil et le fortifia dans ses projets ambitieux. Aussi, lorsque les consuls européens vinrent en corps lui conseiller de renvoyer la flotte à Constantinople, il leur répondit : « Qu'il ne s'en dessaisirait « pas tant qu'il n'aurait pas obtenu l'hérédité pour toutes « ses possessions, et, de plus, le renvoi de Khosrew-« Pacha (1). »

En face de cette obstination du vice-roi d'Égypte à ne pas se départir de ses prétentions nouvelles, la Sublime Porte, le 27 juillet 1839, se résigna à accorder à Méhémet la possession héréditaire de la Syrie, moins le district d'Adana, et en se réservant à elle-même l'administration des Lieux-Saints. Mais, aussitôt, les cinq grandes puissances déclarèrent au sultan, par une note collective rédigée et adoptée à Constantinople le 28 juillet, par leurs ambassadeurs respectifs, qu'elles faisaient de la question d'Orient une question européenne, et l'invitèrent à ne rien conclure sans leur assentiment. Trop heureux que l'Europe voulût bien prendre en mains ses affaires, Abdul-Medjid répondit qu'il avait confiance dans les grandes puissances pour sauvegarder l'intégrité et de son honneur et de ses possessions, et il promit de ne plus agir dorénavant sans les avoir au préalable consultées.

L'Angleterre, la France, l'Autriche, la Russie et la

(1) S. Menziès, *Turkey*, t. II, p. 191.

Prusse essayèrent alors de résoudre la question qui leur était ainsi abandonnée. Mais les raisons qui les avaient portées à s'unir pour imposer à la Turquie leur médiation étaient bien loin d'être semblables. Lorsqu'on en vint à étudier les moyens de régler le différend turco-égyptien, chacune des puissances laissa forcément voir les motifs de sa conduite, et il faillit surgir de leur désaccord un conflit des plus sérieux. La Prusse prenait part à la question, afin de maintenir la paix, et ce uniquement par crainte des hasards, car, comme le dit M. Louis Blanc, sur le théâtre qui venait de s'ouvrir, il n'y avait pas de rôle pour elle (1). L'Autriche avait un intérêt direct et des plus sérieux dans la question; il s'agissait pour elle de défendre l'embouchure du Danube contre l'ambition moscovite. Quant à l'Angleterre, deux raisons la poussaient à soutenir les droits du sultan. En premier lieu, elle voulait détruire l'influence prise par la Russie sur la Turquie; en second lieu, elle obéissait à un sentiment de haine contre le pacha d'Égypte : Méhémet ne facilitait pas assez à son gré le commerce de ses nationaux, créait une concurrence à ses exportations de l'Inde par son coton et ses autres produits, et se refusait à lui ouvrir, par l'Euphrate ou la mer Rouge, une voie de communication avec ses possessions asiatiques. En conséquence, l'Angleterre souhaitait substituer, au protectorat exclusif de la Russie sur l'empire ottoman, celui de toute l'Eu-

(1) L. Blanc, *Histoire de dix ans*, t. V, p. 396.

rope, et, d'autre part, afin de fortifier ce gouvernement en même temps que d'affaiblir le vice-roi, elle désirait que les provinces dont ce dernier s'était emparé fissent retour à la Turquie. Enfin, le motif de la France à appuyer contre ces trois puissances les prétentions du vice-roi d'Égypte, tenait naturellement d'abord à ses appréhensions à l'égard de la Russie, puis, en second lieu, à sa jalousie de l'Angleterre. La Grèce était depuis son affranchissement passée tout entière sous l'influence anglaise, qui ne laissait pas que de s'étendre aussi jusque dans le conseil du sultan, où elle avait souvent à lutter contre celle de la Russie. Afin de contrebalancer ces avantages importants, la France était donc placée dans la nécessité de contracter dans le Levant une alliance sérieuse. L'Égypte, terre de sa prédilection, le théâtre de la gloire de Napoléon, fertilisée par le sang de ses enfants, le rêve de tant d'hommes d'État, le but de tant de projets, était libre de toute alliance étrangère, unie sous le sceptre d'un prince puissant, ambitieux et presque indépendant (1). La France lui proposa son patronage : Méhémet-Ali s'empressa d'accepter.

D'ailleurs, l'intérêt différent que prenait chacune des cinq puissances à la question turco-égyptienne fut dévoilé en plein jour dans les débats auxquels cette affaire donna lieu. Ainsi l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse demandèrent que la Syrie retournât au sultan; la France s'y opposa; l'Autriche proposa la réunion

(1) D. Urquhart, *la Turquie et ses ressources*, t. II, p. 206.

d'un congrès ; la Russie repoussa cette idée ; la France et l'Angleterre demandèrent que leurs flottes entrassent dans les Dardanelles ; l'Autriche et la Prusse menacèrent de se retirer ; l'Angleterre proposa de bloquer les côtes d'Égypte ; la France refusa sa coopération ; l'Angleterre proposa que les puissances garantissent Constantinople contre toute éventualité en la faisant occuper par une armée formée de contingents fournis par elles : la France refusa encore. En dernier lieu, au mois d'août 1839, le cabinet britannique proposa à celui des Tuileries d'employer, vis-à-vis de Méhémet-Ali, certaines mesures coercitives destinées à briser sa résistance aux vœux de l'Europe. Mais, le gouvernement français hésita, puis, finalement, espérant donner le change sur ses sentiments véritables, il déclara qu'il ne prenait aucun intérêt au pacha, que l'arrangement qui lui ôterait la Syrie serait le meilleur s'il existait de suffisants moyens de contrainte (1).

Devant cette déclaration, qui était en somme une promesse de neutralité, la Russie se rapprocha encore davantage de l'Angleterre. Elle lui proposa de seconder ses vues, mais que, dans le cas où Ibrahim marcherait en avant, ce serait à la Russie de protéger le sultan menacé, tandis que les flottes alliées agiraient sur les côtes d'Égypte et de Syrie. C'était dire à lord Palmerston : « Livrez-nous Constantinople, et nous vous livrons Alexandrie. » Quelque monstrueux que fût le marché,

(1) L. Blanc, t. V. p. 436.

lord Palmerston y acquiesça. Les ministres français, prévenus, protestèrent énergiquement contre une aussi scandaleuse consécration du traité d'Unkiar-Skelessi. Le 26 septembre 1839, le maréchal Soult écrivait au général Sébastiani, ambassadeur de France à Londres : « Jamais de notre aveu une escadre de guerre étrangère ne paraîtra devant Constantinople, sans que la nôtre s'y montre aussitôt (1). »

L'opposition de la France aux propositions de l'Angleterre fut sur le point d'amener une rupture entre ces deux nations. Les historiens s'accordent à reconnaître que le gouvernement de Louis-Philippe, à la politique duquel présidait pendant ces négociations M. Molé, et à qui M. Thiers succéda le 1er mars 1840, comprenait mal la question de la défense et du maintien de l'empire ottoman (2). Le cabinet des Tuileries pensait qu'il était possible de donner plus de virilité à cette nation, qui paraissait en pleine voie de décadence, en la retrempant dans un élément nouveau, que Méhémet-Ali pouvait en être le régénérateur ; enfin que la Turquie, appuyée sur l'Égypte, offrirait des obstacles sérieux à l'ambition de la Russie. Cette politique était peu en faveur en Europe, car les autres puissances croyaient, non sans raison d'ailleurs, que la France n'avait d'autre but en protégeant le vice-roi que d'accroître son influence sur lui. Il en résulta que l'Angleterre, la Russie,

(1) L. Blanc, t. V, p. 437.
(2) S. Menzies, *loc. cit.*, t. II, p. 192.

l'Autriche et la Prusse résolurent de régler la question pendante sans la participation de la France. Après l'avoir, pour la forme, invitée à renoncer à sa politique isolée, après avoir reçu de son gouvernement une réponse pleine d'hésitation, mais au fond négative, les quatre puissances conclurent, le 15 juillet 1840, un traité secret avec la Porte. Aux termes de ce traité, le sultan accordait à Méhémet-Ali l'hérédité de l'Égypte et la possession à vie du pachalik de Saint-Jean-d'Acre, à la condition que, dans le délai de dix jours, après la notification du traité, il souscrirait à l'arrangement et retirerait ses troupes de l'Arabie, de la Syrie, de Candie, etc...; il fut encore convenu que, dans le cas où vingt jours s'écouleraient sans que Méhémet eût accepté, il perdrait le pachalik de Saint-Jean-d'Acre; enfin, s'il refusait entièrement, il serait déclaré déchu de tous ses titres, et poursuivi jusqu'à soumission complète par les forces combinées des cinq puissances signataires du traité. — Lorsque lord Brougham, le futur ami de la France, celui-là même qui devait huit ans plus tard exprimer le désir d'obtenir le titre de citoyen français, et qui était alors lord chancelier du royaume de la Grande-Bretagne, apprit que le traité avait été définitivement conclu sans que la France y prît aucune part, il fit entendre ces remarquables paroles : « Je ne saurais assez témoigner combien cette séparation me cause de douleur (1). »

(1) Lesur, *Annuaire historique*, 1840, p. 544.

Méhémet-Ali, croyant pouvoir compter, en tout état de cause, sur le concours d'une nation qui l'avait jusqu'à ce moment entouré de son appui, rejeta les ouvertures des puissances; il écrivit à Ibrahim de repousser la force par la force, et se prépara lui-même en Égypte à une défense désespérée. La ferme attitude du père et du fils, le caractère connu de ces deux hommes, faisaient redouter un choc dont les conséquences pouvaient être incalculables. Les grandes puissances offrirent au vice-roi de joindre le pachalik de Saint-Jean-d'Acre à celui de l'Égypte, avec l'hérédité dans sa famille. Méhémet-Ali refusa, affirmant avec énergie qu'il aimait mieux succomber les armes à la main que d'accepter la moindre réduction dans ses prétentions. Dès lors, il n'y avait plus qu'à combattre; les puissances coalisées s'y décidèrent et commencèrent leurs préparatifs. Mais, aussitôt, la France parut vouloir prendre part aux opérations militaires en se mettant du côté du vice-roi d'Égypte. Déjà, le 1er juillet 1839, une somme de 10 millions de francs avait été votée par la Chambre des députés, en vue d'augmenter les forces de la France dans le Levant. A l'annonce des préparatifs militaires des alliés, l'amiral Lalande reçut l'ordre de se transporter avec son escadre dans les eaux de la Syrie. Là-dessus, les puissances donnèrent plus d'importance à leurs armements. Devant la menace d'une guerre générale, le gouvernement français recula: il rappela son escadre à Toulon, et prit le parti de rester neutre dans la lutte qui allait s'engager.

L'Angleterre s'occupa alors activement de l'exécution du traité du 15 juillet. Elle avait hâte d'en finir pour plus d'une raison, et la principale était que les Russes désiraient toute autre chose qu'elle. Le bon accord des alliés n'existait en réalité que dans leur opposition contre la France ; mais, dans les détails de la guerre, des intérêts contraires les divisaient. La Russie espérait que les difficultés se compliqueraient, que les troupes égyptiennes feraient une sérieuse résistance, et obtiendraient peut-être des succès qui nécessiteraient son intervention. Aussi accumulait-elle sur les bords de la mer Noire de formidables préparatifs : tout s'apprêtait pour l'envahissement de l'Asie Mineure. L'Angleterre, de son côté, voulait rendre ces préparatifs inutiles, en achevant promptement la campagne, sans avoir recours à la périlleuse intervention de son allié. Mais, tant que les Syriens restaient en repos, tant que la montagne demeurait inactive, il n'y avait pas d'espoir de soumettre Ibrahim. Ce fut donc de ce côté que les Anglais résolurent d'agir (1). Ils sommèrent Méhémet d'évacuer la Syrie, et, sur son refus, Beyrouth fut immédiatement attaquée par une flotte sous les ordres de l'amiral Stopford et du commodore Napier, et à laquelle se joignirent plus tard quelques bâtiments autrichiens et turcs. En même temps, un corps de 9,000 hommes fut débarqué, et son commandant se mit en relation avec les Druses et les Maronites, qui, comme on sait, étaient de-

(1) E. Regnault, *Histoire de huit ans*, t. II, p. 42-43.

puis six ans en état perpétuel d'insurrection contre leurs maîtres, les Égyptiens. Les émissaires anglais se répandirent par toute la Syrie ; ils semèrent l'argent dans les montagnes à pleines mains, et encouragèrent, par les plus magnifiques promesses, les Syriens à persister dans leur révolte. A tout moment, des vapeurs anglais débarquèrent sur la côte des munitions de guerre et de bouche. Aussi, bientôt la révolte prit des proportions qu'elle n'avait pas eues jusque-là : elle fut générale depuis Antioche jusqu'à El-Arich (1).

Enfin, l'émir Beschir lui-même, le servile fonctionnaire d'Ibrahim, circonvenu par les envoyés anglais, conclut le 5 octobre une convention par laquelle il s'engageait à faire sa soumission au sultan, à condition qu'on lui garantirait la sûreté de sa personne et de ses biens et la conservation de sa principauté dans la montagne. Mais l'émir, par un retard involontaire, ne fit pas sa soumission au jour fixé, et l'amiral Stopford prononça sa déchéance, et nomma au gouvernement du Liban l'émir El-Kassim. Quant à Beschir, qui se rendit néanmoins ensuite aux Anglais, il fut conduit à Malte. C'est ainsi que ceux-ci récompensèrent sa trahison, fidèles en cela aux traditions de leur politique (2).

Par suite de l'état général d'insurrection du pays, le colonel Selves, un Français qui, sous le nom de Soliman, avait pris du service dans l'armée égyptienne, avait

(1) Perrier, *la Syrie*, p. 389.
(2) E. Regnault, t. II, p. 43-44.

gagné le titre de pacha et commandait alors à Beyrouth, ne tarda pas à voir ses communications avec Ibrahim coupées. Néanmoins, il opposa une énergique résistance aux attaques des Anglais. La place qu'il défendait fut en conséquence longtemps canonnée sans résultat. Pourtant, elle ne possédait aucun moyen de défense. En effet, Soliman n'avait à sa disposition pas une batterie, pas une pièce de calibre; son artillerie consistait en deux petits canons en fer qui servaient au salut, et dont le général égyptien ne voulut pas même se servir (1).

Le 8 octobre, Soliman évacua Beyrouth et rejoignit Ibrahim, qui, dès ce moment, assista à la désorganisation de son armée. L'or anglais faisait son effet; la désertion se mit dans les rangs des soldats égyptiens; Sidon, Latakia, Tortosa, Tripoli, Seyd et Tyr furent ensuite successivement attaquées et occupées par les alliés, qui, le 3 novembre, mirent le siège devant Saint-Jean-d'Acre. Après quelques heures de bombardement, l'arsenal prit feu, la poudrière sauta, tua une moitié de la garnison. La ville était en ruines, le reste de ses défenseurs, cédant aux prières des habitants, capitulèrent.

La prise de Saint-Jean-d'Acre ruina les espérances de Méhémet, qui avait accumulé d'immenses ressources dans cette place. Elle sema aussi la terreur parmi les Égyptiens, dont les désertions augmentèrent. Les événements alors se précipitèrent; les divers points qui pouvaient être encore défendus furent lâchement aban-

(1) Perrier, *la Syrie*, p. 391.

donnés. La partie était désormais irrévocablement perdue pour le vice-roi.

Le commandant en chef de l'expédition anglaise n'avait pas attendu la reddition de Saint-Jean-d'Acre et des dernières places de la Syrie pour entamer avec Méhémet-Ali des négociations relatives à la paix. Tandis qu'il restait lui-même sur le théâtre de la guerre, vers la fin d'octobre, il chargea sir Napier d'aller à Alexandrie faire part au vice-roi des événements accomplis et l'engager à se soumettre. Le 26 novembre, la flotte des alliés se présenta devant le grand port de l'Égypte. Le commodore Napier se rendit aussitôt au palais du vice-roi et le somma d'obéir aux volontés des quatre puissances. Mais les instances du commodore, sa colère même, ses menaces de brûler la ville furent inutiles. Le pacha refusa. En conséquence, sir Napier se prépara à bombarder Alexandrie. Cependant, ceux qui entouraient Méhémet-Ali ne montraient pas la même fermeté que lui. Il se trouva pressé de sollicitations, accablé de craintives suppliques. Une autre cause plus puissante vint rompre ses déterminations. Les Anglais, ne se fiant pas seulement à la force de leurs canons, s'étaient ménagé dans la place de nombreuses intelligences. Plusieurs hommes considérables étaient gagnés à leur cause, et l'or avait été habilement distribué parmi les soldats et la population.

Il en résulta qu'à peine eut-on appris dans Alexandrie qu'une résistance sérieuse se préparait, que des symptômes d'insurrection se manifestèrent dans diffé-

rents quartiers (1). Méhémet reconnut la situation et accepta son sort. Le 27, il consentit à signer une convention par laquelle il s'engageait à donner l'ordre d'évacuer la Syrie et à restituer la flotte ottomane aussitôt que la Porte lui aurait concédé, sous la garantie des puissances, le gouvernement héréditaire de l'Égypte. Mais, le cabinet britannique trouva insuffisante la convention Napier et, par une dépêche portant la date du 14 novembre, il chargea un officier anglais d'exiger du vice-roi une soumission absolue, sans conditions, écrite et ouverte, et de la porter à Constantinople. Pour prix de sa soumission, Méhémet était assuré de la bonne volonté des puissances à recommander à la Porte de le maintenir dans son pachalik (2). C'était dur. Méhémet adressa un dernier appel à la France, qui déclara ne pouvoir rien faire pour lui. Alors, Méhémet se résigna : il écrivit la lettre qu'on exigeait de lui, rendit la flotte ottomane et manda à son fils d'évacuer, dans le plus bref délai, la Syrie et les autres provinces d'Asie, et de rentrer en Égypte.

L'ordre paternel trouva Ibrahim à Damas, où il avait concentré ses forces après ses derniers revers. La retraite se fit par terre et dans les plus funestes conditions. On était alors en décembre. Les soldats égyptiens durent se frayer un chemin à travers la neige et la boue; de plus, ils manquaient de provisions. Aussi, la

(1) E. Regnault, t. II, p. 48-49.
(2) Mouriez, t. IV, p. 365-66.

famine, les fatigues et, pour comble, les attaques incessantes des Arabes, décimèrent-elles leurs rangs et, sur 200,000 âmes qui peuplaient le camp de Damas, 60,000 à peine, et dans le plus piteux état, purent atteindre l'Égypte (1).

Cette issue de l'expédition anglaise en Syrie ne plut pas entièrement au sultan. Il s'éleva contre la modération du traité du 27 novembre, et adressa à ce sujet d'amers reproches à sa protectrice l'Angleterre. Il voulait la déchéance du vice-roi, et il y avait si bien compté que le successeur de Méhémet était déjà désigné. Toutefois, sur l'insistance du cabinet britannique, il se résigna, le 4 février 1841, à donner son adhésion au traité conclu par le commodore Napier, et à accorder à Méhémet-Ali l'hérédité de l'Égypte. Le 13 du même mois, Abdul-Medjid signa le firman d'investiture. Dans cet acte, la Porte avait inséré des clauses destinées à affirmer et fortifier sa suzeraineté sur le vice-roi, en même temps qu'à humilier ce dernier. Méhémet protesta. Les grandes puissances signataires du traité du 15 juillet durent intervenir. Enfin, le 1er juin, un nouveau firman fut promulgué, où les prétentions de la Sublime Porte étaient légèrement amoindries. Néanmoins, elles consacraient, et de la manière la plus formelle, son autorité sur le vice-roi d'Égypte, car cet acte portait, entre autres clauses: défense au vice-roi de distribuer dans son armée des grades supérieurs à celui

(1) P. Mouriez, t. IV, p. 376.

de colonel; paiement à la Turquie d'un tribut annuel fixé à 40 millions de piastres (10 millions de francs); obligation pour chaque nouveau gouverneur d'aller à Constantinople recevoir l'investiture; défense de porter l'armée égyptienne à plus de 18,000 hommes sans l'autorisation du sultan; parité des uniformes et des insignes militaires avec ceux de l'empire; conformité des monnaies, etc... (1).

L'aplanissement du différend turco-égyptien, bien que prévu, ne combla pas de joie la plupart des puissances qui y avaient contribué. La Prusse et l'Autriche s'alarmèrent de voir tomber la balance que l'Égypte tenait suspendue entre les deux prétendants à la succession des Osmanlis : la Russie s'inquiéta du soudain raffermissement de cet empire ottoman dont elle épiait la chute. Les uns et les autres tendirent à se rapprocher de la France et lui firent faire des ouvertures.

Louis-Philippe était fatigué de son isolement; il avait hâte d'être réintégré dans la famille des rois. Son premier ministre, M. Guizot, avait également à cœur de rentrer à tout prix dans le concert européen. Le gouvernement français ne demanda donc aux alliés ni réparation, ni désaveu, mais une simple formalité, un traité quelconque où la signature de la France pût figurer à côté de celles des quatre puissances comme un gage de réconciliation et d'oubli (2). C'était bien

(1) P. Mouriez, t. IV, p. 398-99.
(2) E. Regnault, t. II, p. 176-181.

peu ! aussi obtint-elle sans difficulté ce qu'elle demandait. Le 13 juillet, les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de la France, de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse signèrent entre eux la convention dite *des Détroits*, dont le premier effet fut de prévenir un renouvellement du traité d'Unkiar-Skelessi. Absolument contraire aux prétentions du czar, cette convention portait que le sultan s'engageait à fermer le Bosphore et les Dardanelles à toutes les nations indistinctement, c'est-à-dire la Russie comprise ; en même temps, les puissances prenaient sous leur garantie le principe de la clôture des détroits.

Ainsi se termina, dit M. Menzies, une querelle dont les événements postérieurs ont démontré l'influence médiocre de la France, et dans laquelle cette puissance joua un rôle si peu digne de ses traditions et de ses intérêts (1).

Nous sommes forcés de reconnaître la justesse de ce jugement, qu'avaient déjà porté, avant l'historien anglais, d'autres écrivains français (2). On peut même dire que c'est à partir de cette époque qu'on commença en France à taxer de légèreté M. Thiers. C'était lui qui, comme président du conseil et ministre des affaires étrangères, avait ordonné, puis contremandé les préparatifs de guerre contre l'Angleterre et ses alliés.

(1) S. Menzies, t. II, p. 195.
(2) E. Regnault, t. II, p. 181-182.

ALLIANCE TURCO-ANGLO-FRANÇAISE

CONTRE LA RUSSIE [1]

(GUERRE DE CRIMÉE)

1853-1856

Depuis des siècles, les villes de Bethléem, de Jérusalem, de Nazareth, de Gethsémané, etc., en somme, ces endroits de la Palestine que la naissance, la vie et la mort du Christ ont consacrés, sont, bien que le fait puisse sembler extraordinaire, choquant même, sous la protection d'une puissance mahométane, la Turquie.

Par une tolérance qui fait le plus grand honneur à la Sublime Porte, les chrétiens des diverses communions avaient été de tout temps admis à faire leurs dévotions dans les sanctuaires que renferment ces villes. Mais, dès le commencement, les prêtres chrétiens se mon-

(1) Consulté :

Eug. Pick : *Les Fastes de la guerre d'Orient.* — Camille Rousset : *Histoire de la guerre de Crimée.* — Rustow : *L'Art militaire au XIXe siècle.* — Jules Vial : *Histoire abrégée des campagnes modernes.* — De Bazancourt : *L'expédition de Crimée* — A. W. Kinglake : *The Invasion of the Crimea.* — Eug. Forcade : *Histoire des causes de la guerre d'Orient.* — Charleval et de Monglave : *Histoire politique, maritime et militaire de la guerre d'Orient.* — *Realities of the war in the Crimea* by an officer on the staff. Londres, 1857, — Léon Guérin : *Histoire de la dernière guerre de Russie* 1853-1856. — W. H. Russel : *The War* 1853-1856.

trèrent moins généreux; ils s'emparèrent des lieux saints, les exploitèrent et les convertirent en une source de revenus pour eux. L'esprit de parti divisait déjà de vieille date les chrétiens du rite latin de ceux du rite grec, l'appât du gain ajouta son puissant levain de dispute à leur ancienne querelle. Maîtres du sol, les sultans furent souvent appelés à déterminer laquelle d'entre les Églises rivales devait posséder le contrôle et l'usufruit de chaque reliquaire; mais comme près de la moitié de leurs sujets sont du rite grec, ils étaient naturellement portés à favoriser ces derniers, et, dans bien des cas, ils l'avaient fait. En 1850, les Latins en étaient arrivés progressivement, par les concessions qui leur avaient été arrachées, à se voir complètement exclus de neuf sanctuaires, entre autres de l'église de Bethléem et de celle de l'église du Tombeau de la Vierge (1). Les Pères de la Terre Sainte adressèrent leurs réclamations à la France, dont la garantie couvrait, par un traité, les droits de l'Église latine. Ils demandaient, en résumé, à posséder une clef de la porte principale de l'église de Bethléem, afin de pouvoir aisément traverser ce sanctuaire pour arriver à la grotte; puis une clef pour chacune des deux portes de la crèche, et le droit de placer dans l'église même une étoile en argent portant les armes de France. Les moines latins désiraient bien encore être autorisés à faire une fois par an leurs dévotions devant l'autel de la Vierge dans l'église de Geth-

(1) Kinglake, *the Invasion of the Crimea*, t. I, p. 46-47.

sémané, ainsi que d'avoir une armoire et une lampe dans la tombe de la Vierge (1), mais ils appuyaient moins sur ces dernières demandes.

Sur l'appel qui lui était ainsi adressé, le gouvernement français, dans le courant de l'année 1851, chargea le marquis de Lavalette, son ambassadeur à Constantinople, de régler la question avec la Sublime Porte. Aussitôt l'Espagne, la Belgique, le Piémont, Naples se mirent à la suite de la France. L'Autriche invoqua ses propres traités. L'Angleterre, qui n'aime pas le bruit en Orient, resta neutre et mécontente (2).

En attendant, la Porte examinait la réclamation qui lui était présentée par le marquis de Lavalette. Au mois de février 1852, cédant aux instances de ce dernier, elle décrétait que toutes les confessions chrétiennes jouiraient désormais des mêmes droits sur les lieux saints.

Cette décision causa un assez vif dépit au gouvernement russe, qui, dans les dernières années, sous prétexte de soutenir son Église, prétendue orthodoxe, avait considérablement envenimée la querelle et fait tous ses efforts pour rendre le mal incurable (3). C'est que le czar roulait dans sa tête certains projets, et que, de plus, les affaires religieuses dont les Français, lorsqu'elles sont lointaines, se préoccupent mé-

(1) Bazancourt, t. I, p. 14.
(2) T. Delord, *Histoire du second empire*, t. I, p. 523.
(3) Eug. Pick, *les Fastes de la guerre d'Orient*, p. 20.

diocrement, ont aux yeux des Russes, quel que soit leur éloignement, un intérêt toujours des plus hauts. Chaque année, en effet, de nombreux fidèles appartenant à toutes les classes de la société font le saint pèlerinage. De tous les points de la Russie, ils affluent au lieu où Jésus fut crucifié, payant au prix des plus grandes fatigues, des plus dures privations, quelquefois même de la mort, le bonheur de prier un moment sur sa tombe. Les yeux sans cesse fixés sur Jérusalem, boyards, serfs, moujiks, soldats prennent part de loin, avec passion, aux antiques querelles entre les prêtres grecs et les prêtres latins; habitués à confondre le patriotisme avec la religion, ils ressentent chaque concession faite aux Latins comme une atteinte portée à leur dignité nationale (1).

Le sultan, on l'a vu, n'entrait pour rien dans les discussions qui éclataient si fréquemment dans la Terre Sainte; néanmoins, le czar lui en attribuait toute la responsabilté.

Vers la fin de l'année 1852, afin, disait-il, de remédier à cet état de choses, Nicolas proposa à la Turquie un traité qui lui aurait donné le protectorat de tous les sujets chrétiens du sultan. C'étaient 12 millions d'Ottomans que le czar voulait soustraire à l'autorité du sultan. Le but qu'il poursuivait était apparent. La Russie, dit M. Saint-René Taillandier (2), voulait que

(1) T. Delord, *loc. cit.*, t. I, p. 474-75.

(2) Saint-René Taillandier, *Dix ans de l'histoire d'Allemagne*, p. 293.

son influence apparût aux chrétiens d'Orient comme la première de toutes; elle voulait que les populations chrétiennes de la Turquie s'accoutumassent à voir en elle la force, l'autorité, le salut, et que, dans la protection présente, elles reconnussent la souveraineté future.

Ainsi qu'on devait s'y attendre, Abdul-Medjid repoussa le traité. Nicolas voulut alors l'imposer par l'intimidation, et, dans ce but, il envoya à Constantinople le prince Mentschikoff, amiral, ministre de la marine, l'un des plus hauts dignitaires de son empire.

On se retrouvait, à plus de trente ans d'intervalle, dans la même situation qu'en 1821 (1). Le prince Mentschikoff quitta Saint-Pétersbourg le 10 février 1853. Arrivé à Odessa, il inspecta avec ostentation les troupes qui allaient grossir les forces déjà réunies en Bessarabie; puis il alla visiter également, en grand appareil, la flotte de la mer Noire, assemblée dans la rade de Sébastopol. Enfin, il s'embarqua, et, le 28 février, il faisait une entrée bruyante à Constantinople. Le 2 mars, il offensa le ministre des affaires étrangères qu'il obligea, par ce fait, à donner sa démission. Pendant son séjour, il observa un secret impénétrable sur sa mission, tout en ayant une attitude insolente et menaçante vis-à-vis du gouvernement ottoman.

Les armements considérables de la Russie avaient déjà inquiété le gouvernement ottoman, la conduite

(1) Voir notre chapitre *Insurrection de la Grèce*.

de son ambassadeur fit dégénérer son inquiétude en frayeur. Le grand vizir demanda à l'Angleterre et à la France de faire entrer leurs escadres dans les eaux de Smyrne. Confiant dans les assurances pacifiques du czar, le gouvernement britannique retarda sa décision, mais celui de la France envoya aussitôt ordre à son escadre de la Méditerranée de se porter sur Salamine. De ce que les deux cabinets français et anglais n'avaient pas agi simultanément, la Russie conçut plus d'assurance, et elle donna l'ordre au prince Mentschikoff de presser le dénouement de sa mission. Le 17 mars, après trois semaines de séjour, le prince Mentschikoff communiqua enfin à la Sublime Porte l'objet de son ambassade. La terreur du gouvernement ottoman était au comble: il entrevoyait déjà les plus grands malheurs, lorsque les ambassadeurs de France et d'Angleterre, absents de Constantinople au moment de la venue du prince Mentschikoff, arrivèrent. Le ministère turc leur soumit aussitôt les prétentions du gouvernement russe; le prince Mentschikoff consentit à entrer avec eux dans des explications, et voici qui démontre bien que l'affaire des lieux saints n'avait été qu'un prétexte de guerre saisi par la Russie, le 4 mai l'entente s'établit complètement entre les deux gouvernements, prêts, trois semaines auparavant, à s'entredéchirer (1).

En se rendant en cette circonstance aux exhortations de ses collègues français et anglais, l'envoyé russe avait

(1) Camille Rousset, *Histoire de la guerre de Crimée*, t. I, p. 34.

usé d'une feinte, car dès le lendemain (5 mai) il revint à ses premières prétentions, et insista pour l'adoption pure et simple et immédiate du traité proposé par son gouvernement. Le ministère turc s'y refusa formellement; le prince attendit encore quinze jours ; enfin, le 21 mai, il reconnut l'impuissance de ses efforts et retourna auprès de son souverain. Un mois plus tard, le 26 juin, la Russie, s'appuyant sur le rejet de sa proposition, publiait un manifeste menaçant pour la Turquie ; sept jours après, 150,000 Russes passaient le Pruth et envahissaient la Moldavie et la Valachie sans déclaration de guerre préalable. Dès lors, la Turquie dut se préparer activement à combattre.

A la nouvelle de l'invasion des principautés danubiennes, Napoléon III ordonna à l'amiral Hamelin, commandant l'escadre française de la Méditerranée, déjà stationnée à Salamine, de se rapprocher de Constantinople ; en même temps la flotte anglaise, sous les ordres de l'amiral Dundas, se concentra à Malte.

De quatre côtés différents, en Russie, en Turquie, en France et en Angleterre, on se préparait donc à la guerre. Cependant, pour épuiser les derniers moyens de conciliation, une conférence où l'Autriche, la France, l'Angleterre et la Prusse étaient représentées, se réunit à Vienne. Mais les projets d'accommodement qu'elle rédigea et proposa à la Turquie et à la Russie ne réussirent à plaire ni à l'une ni à l'autre ; la Russie surtout se montrait des plus exigeantes. Le 25 septembre, la Sublime Porte somma officiellement la

Russie d'évacuer à bref délai les principautés, lui déclarant que son refus la ferait se considérer en état de guerre avec elle. La Russie ne bougea pas.

Le 23 octobre, la guerre commença dans la Valachie méridionale par quelques petits engagements. Le 3 novembre, 10,000 Turcs, commandés par Omer-Pacha, passèrent le Danube et attaquèrent Tourtoukaï qu'occupaient les Russes. La lutte dura deux jours, avec des alternatives de succès et de défaite pour les uns et les autres, quand, à la fin, les Russes furent mis en déroute.

En même temps, un autre corps d'armée turc pénétrait, en Asie, sur le territoire russe et s'emparait du fort Nicolaï ou Schefkalit. Mais, le 26 novembre, il était battu à Achaltisch, éprouvait des pertes importantes, et, le 1er décembre, il essuyait une nouvelle défaite sous les murs de Kars.

A ce moment, le bruit du canon réveilla la vieille haine des habitants de la Circassie et du Daghestan contre les Russes, et ils se levèrent en masse. 20,000 Russes furent par eux attaqués et exterminés, et l'autorité du czar sur ces provinces fut à ce point compromise que le gouverneur dut demander des secours à Saint-Pétersbourg.

Dans le même temps, mais d'un autre côté, sur la mer Noire, les Russes avaient commis une action qui fut généralement blâmée en Europe. Une flottille turque était tranquillement ancrée dans la rade de Sinope, quand, le 27 novembre, l'escadre russe, six fois plus

forte, l'attaqua à l'improviste et l'anéantit complètement.

Ce désastre épouvanta le sultan, qui appela aussitôt à son aide l'escadre franco-anglaise. Le 3 janvier 1854, les pavillons des flottes alliées se montrèrent sur la mer Noire, où, d'après la Convention des Détroits du 13 juillet 1841, nul bâtiment de guerre ne devait pénétrer. Arrivés en face de Sébastopol, les amiraux anglais et français informèrent le gouverneur de cette place que, conformément aux instructions de leurs gouvernements respectifs, ils ne souffriraient désormais aucune agression contre le territoire ottoman (1).

Comme si ses goûts belliqueux n'avaient pas déjà amplement de quoi se satisfaire par la guerre qu'il s'était ainsi mise sur les bras, et dont il ne pouvait prévoir les conséquences, l'empereur Nicolas, plein de confiance dans ses propres forces et dans son système d'intimidation, osa demander des explications à la France et à l'Angleterre sur l'entrée dans la mer Noire de leurs flottes. Leurs réponses ne lui semblèrent pas satisfaisantes, et il rappela de Paris et de Londres ses ambassadeurs. Les gouvernements anglais et français répondirent à son action par une mesure semblable.

Le 31 janvier, la reine Victoria, ouvrant le Parlement, annonça sa résolution d'augmenter les forces de terre et de mer dans le but d'appuyer ses représentations au gouvernement russe.

(1) Eug. Pick, p. 35.

Vers la même date, l'empereur Napoléon III adressa au czar une lettre autographe, dans laquelle il l'invitait, tant en son nom qu'en celui de la reine d'Angleterre, à évacuer la Moldavie et la Valachie. Mais Nicolas n'avait pas voulu obtempérer à la sommation de la Turquie. « Ce n'était pas, dit-il, pour se rendre à la demande des alliés »; aussi ne fit-il pas attendre sa réponse. Elle fut courte et sans ménagements. « Quoi que Votre Majesté décide, écrivait l'orgueilleux et intraitable souverain, ce n'est pas devant la menace que l'on me fera reculer. Ma confiance est en Dieu et dans mon droit, et la Russie, j'en suis garant, saura se montrer en 1854 ce qu'elle fut en 1812 (1). »

Il n'y avait plus qu'à combattre. Les deux gouvernements d'Angleterre et de France s'y préparèrent activement. En attendant, et vers le 15 mars, le cabinet britannique communiqua au Parlement les documents explicatifs des négociations poursuivies avec la Russie. Ce fut ainsi qu'il dévoila au grand jour les ouvertures qui lui avaient été faites un an auparavant par l'empereur de Russie. On apprit alors que le czar, considérant l'empire ottoman comme « *un homme malade* » dont la fin était prochaine, inévitable, avait d'avance voulu régler le partage de sa succession (2). Il s'en était ouvert au gouvernement anglais, lui demandant de le soutenir dans son projet d'accaparer la Turquie lors du

(1) Léon Guérin, *Histoire de la dernière guerre de Russie*, t. I, p. 61-62.

(2) Id., *loc. cit.*, t. I, p. 29.

partage de l'empire ottoman, avait déclaré qu'il ne s'opposerait pas à ce qu'alors l'Angleterre prît l'Égypte et même la Candie (1); mais son offre, quelque tentante qu'elle pût être, avait été repoussée. Le cabinet des Tuileries suivit l'exemple qui lui venait de Londres, et, à son tour, il révéla que le czar lui avait fait les mêmes propositions, et qu'il avait également répondu par un refus.

Ces révélations eurent un retentissement immense en Europe. La France et l'Angleterre, directement atteintes par les desseins de la Russie, qui, s'ils se fussent réalisés, auraient menacé de rompre l'équilibre européen, s'unirent plus étroitement à la Turquie. Le 20 mars, elles signèrent avec la Sublime Porte un traité où elles déclaraient « que l'existence de l'empire ottoman dans ses limites actuelles est essentielle à l'équilibre politique européen », et renouvelaient leurs assurances envers la Turquie de l'aider à maintenir par la force l'intégrité de son territoire. Les trois puissances contractantes s'engagèrent en outre par le même traité à ne pas conclure séparément la paix avec la Russie. Sept jours plus tard (27 mars), elles lui déclaraient officiellement la guerre. La Russie n'était plus dorénavant considérée par les trois puissances alliées que comme l'ennemie de la paix générale.

La conclusion d'une alliance entre la France et l'An-

(1) Cf. Léon Guérin, *loc. cit.*, p. 33, et Louis Jezierski, *Histoire diplomatique de la Question d'Orient. Revue politique et littéraire* 9 février 1878.

gleterre fut une déception pour Nicolas Ier. Il n'avait pas cru à la possibilité du fait, et c'était cette conviction qui l'avait rendu si arrogant envers les deux cours. « Les vaincus de Waterloo, disait-il, ne feront jamais campagne avec leurs vainqueurs ! » Mais il comptait sans les trente dernières années de paix qui avaient apporté un changement important dans les relations des deux pays. Et puis, il oubliait ce qu'a de force une volonté bien arrêtée. Depuis son avènement, le gouvernement créé par le coup d'État du 2 décembre cherchait de tous côtés une alliance en Europe qui lui donnât, non pas la sûreté, mais la considération dont il manquait (1). Il avait jeté son dévolu sur l'Angleterre. A force d'intrigues, d'avances et de flatteries, les événements aussi le servant, Napoléon III était arrivé à ses fins, mais il faut dire qu'il avait eu la bonne fortune de trouver un ami au sein du cabinet britannique qui avait poussé à l'alliance intime avec l'empire français. C'était lord Palmerston, le ministre de l'intérieur. Il détestait profondément la république; la manière dont Louis-Napoléon l'avait supprimée lui plaisait infiniment (2).

La déception qu'éprouva le czar Nicolas en apprenant l'étroit rapprochement des deux gouvernements de France et d'Angleterre, avait été précédée par une autre à laquelle il avait été d'autant plus sensible qu'elle était plus inattendue. Toujours dans la poursuite de ses

(1) T. Delord, *Histoire du second empire*, t. I, p. 530.
(2) Id., t. I, p. 543.

desseins, il avait voulu s'assurer un appui du côté de l'Autriche. Il était autorisé à penser que François-Joseph ne lui refuserait pas son assistance, après celle qu'il lui avait prêtée, lui, lors de l'insurrection hongroise. Le 29 janvier 1854, le comte Orloff arriva à Vienne et demanda au gouvernement autrichien une déclaration de neutralité, non seulement entre la Russie et la Turquie, mais encore entre la Russie et les puissances maritimes. Le cabinet de Vienne posa, comme première condition de son acceptation, l'engagement de la Russie de respecter l'intégrité de l'empire ottoman et d'abandonner les provinces danubiennes. Le comte Orloff refusa, et, comme il ne pouvait obtenir du gouvernement autrichien de modifications dans la condition posée à son acceptation de la demande russe, il partit en disant : « Puisque vous nous rendez la guerre impossible, autant vaut nous la déclarer. » Cette attitude de l'Autriche à son égard exaspéra le czar Nicolas ; on rapporte que, dans sa colère, il brisa la statuette de François-Joseph qui ornait son cabinet (1).

Il résulta des différents faits que nous venons de rapporter que, dès la fin de mars, chacun des deux partis pressa ses armements ; la Russie ajouta aux siens un élément de défense extrêmement puissant : elle fit appel au fanatisme religieux, cherchant de la sorte à convertir la guerre en une guerre de religion. Elle rassembla ensuite toutes ses troupes sur ses frontières méridio-

1) T. Delord, *loc. cit.*, t. I, p. 535-36.

nales qu'elle prévoyait devoir être attaquées. — L'Angleterre réunit une seconde flotte qu'elle plaça sous les ordres de l'amiral sir Ch. Napier (1), et l'envoya dans la Baltique; la France coopéra à son action en lui adjoignant une escadre. Enfin, le 10 avril, la France et l'Angleterre signèrent un second traité ayant pour but de prévenir tout agrandissement territorial de la Russie.

D'un autre côté et dix jours plus tard, l'Autriche et la Prusse conclurent une convention, par laquelle elles se garantissaient leurs possessions allemandes ou non allemandes. Les petits États allemands, après quelques difficultés, adhérèrent à cette convention; le Mecklembourg seul résista et se maintint dans l'isolement. Les puissances occidentales ne pouvaient donc compter ni sur l'Autriche, ni sur la Prusse, ni sur l'Allemagne. Le Piémont, l'Espagne, le Portugal étaient avec elles; la Belgique, la Suède, le Danemark, Naples restaient neutres; Naples avec le regret de ne pouvoir faire plus (2).

Pendant toutes ces négociations, les hostilités entre les Turcs et les Russes n'avaient point été interrompues dans les principautés; dans presque tous les combats, l'avantage était resté aux premiers. Le czar en avait conçu une grande irritation et, au mois de mars, il rappela Gortschakoff pour le remplacer dans le comman-

(1) C'était le même qui, en 1833, lors de la guerre de succession portugaise, avait commandé la flotte pédriste.

(2) T. Delord, t. I, p. 540.

dement en chef de son armée par le maréchal Paskewitsch, qui s'était acquis une grande réputation dans la guerre de Hongrie. Le 22 mars 1854, celui-ci traversait le Danube à la tête de 40,000 hommes. 2,500 Turcs établis sur la rive droite tentèrent de lui barrer le passage, mais, après un engagement des plus vifs, il poursuivait sa route et pénétrait dans la Dobrutscha. Il avait espéré attirer dans ce pays marécageux et pestilentiel l'armée turque qui le suivait, mais Omer-Pacha vit le piège et, se repliant, il alla prendre position dans le triangle formé par les places fortes de Varna, de Silistrie et de Schoumla (1). Paskewitsch alors marcha sur Silistrie, qu'il attaqua avec 80 pièces de canon.

Trois mois cette ville se défendit avec héroïsme; cinq assauts lui furent livrés sans que les assiégeants remportassent le moindre succès pour compenser les pertes énormes qu'ils subissaient. A la fin, on apprit qu'Omer-Pacha, à la tête de 30,000 Turcs, s'avançait à marches forcées à son secours. Vers la fin de juin, celui-ci était à quelques lieues seulement de Silistrie, lorsqu'il eut connaissance du départ des Russes. Aussitôt, il se lança à leur poursuite et les rejoignit à Giurgevo, sur le Danube. Une bataille épouvantable eut lieu; les Russes la perdirent, laissant sur le terrain 6,000 morts et une quantité considérable de blessés.

L'abandon du siège de Silistrie par les Russes n'avait pas été amené, ainsi qu'aurait pu s'en flatter

(1) Eug. Pick, p. 37.

Omer-Pacha, par son arrivée en Bulgarie : ce fait tenait à une autre cause. L'Autriche, qui jusqu'alors avait observé une neutralité absolue, s'était à la fin émue à la pensée du danger où pouvait la placer un jour cette guerre, et elle avait fait entendre sa voix. Elle avait sommé le czar d'évacuer les provinces danubiennes. L'empereur Nicolas avait déjà bien assez d'adversaires à combattre ; il ne voulut pas en augmenter le nombre, et il obéit à la sommation autrichienne (1). Le 22 juin, le mouvement d'évacuation commença par la levée du siège de Silistrie. Aussitôt, l'Autriche, sur la prière du sultan, fit occuper la Valachie et la Moldavie par une armée à elle.

Le 29 avril, le maréchal Saint-Arnaud, commandant en chef de l'armée française, s'était embarqué à Marseille. Le 7 mai, il arrivait à Gallipoli et peu de jours après le général en chef de l'armée anglaise, lord Raglan (le mutilé de Waterloo), le duc de Cambridge et le prince Napoléon se trouvèrent réunis à Constantinople. D'accord avec le sultan, les alliés conçurent aussitôt le projet de secourir Silistrie. Ils y avaient dirigé leurs armées lorsque la nouvelle du départ des Russes leur parvint. Leur désappointement était vif, mais en cette conjoncture ils apprirent que le maréchal Paskewitsch avait envoyé quelques compagnies dans la Dobrutscha. Ils voulurent alors soulager leur dépit en chassant au moins ces troupes de leurs positions. Le

(1) Eug. Pick, p. 60.

21 juillet, un corps expéditionnaire, formé de deux divisions, fut envoyé dans la Dobrutscha, mais, au lieu de l'ennemi, il y rencontra le choléra. Après plusieurs semaines de souffrances, passées dans les déserts marécageux de cette immense plaine, les Français durent se résoudre à revenir sur leurs pas. De 10,500 qu'ils étaient au départ, le 10 août, date de leur retour, ils n'étaient plus que 4,500 (1). Mais avec lui le corps expéditionnaire a amené le choléra ; rentré au quartier général, il le communique aux autres troupes. Français et Anglais en sont atteints. L'effroyable fléau fait rapidement de grands ravages ; il menace de prendre des proportions qui seraient la ruine de l'entreprise. C'est alors que les gouvernements de France et d'Angleterre prennent la résolution de changer le théâtre de la guerre et de le transporter sur le territoire russe. Ils décident l'expédition de Crimée, le siège de Sébastopol, forteresse réputée inexpugnable, l'arsenal russe le plus riche. Les armées alliées reviennent à Varna et s'y réorganisent.

Cependant les flottes française et anglaise, réunies depuis le mois de mai, sillonnaient en tous sens la mer Noire, cherchant les vaisseaux russes qui s'étaient prudemment réfugiés dans les ports. Le 22 avril, elles bombardaient Odessa, et coulaient ou incendiaient 15 navires russes. — Dans la Baltique, les escadres alliées tenaient les côtes en état de blocus, quand Napoléon III

(1) T. Delord, t. I, p. 560.

décida l'envoi contre les îles d'Aland, que les Russes croyaient imprenables, d'un corps expéditionnaire. Le 16 juillet, les troupes de ce corps s'embarquèrent à Calais. Le 8 août, Bomarsund était investie; de ce jour au 15 août, cette forteresse subissait un siège en règle accompagné d'un bombardement qui la forçait à la fin à capituler. Le lendemain de la prise de Bomarsund, lorsque déjà il sévissait parmi l'armée alliée d'Orient, le choléra se déclara dans les îles d'Aland. Les troupes, les équipages des vaisseaux en furent atteints.

Maîtresse des îles d'Aland, la France proposa à la Suède de les occuper. Oscar Ier ne se croyait pas capable de les garder, et il demanda, outre des subsides, un corps de 100,000 alliés auxquels se joindraient 60,000 Suédois; il désirait encore, comme prix de ses services, que les alliés obtinssent de la Russie la réunion de la Finlande à la Suède, et demandait sa participation aux conférences de la paix. Diverses circonstances retardèrent d'abord la réponse du gouvernement français à ces propositions. Oscar les renouvela, mais bientôt les événements militaires dont la Russie méridionale était le théâtre détournèrent l'attention de la Baltique et furent cause que, de part et d'autre, on abandonna les négociations (1).

Le 1er septembre, l'embarquement des alliés pour la Crimée commença. 28,000 Français, 28,000 Anglais

(1) T. Delord, t. I, p. 617-18.

et 6,000 Turcs avaient été rassemblés à Varna (1). Le 5, les 330 navires des flottes alliées mettaient à la voile ; sept jours après les côtes de la Crimée apparaissaient. Le 14, le pavillon français était planté sur la plage d'Eupatoria par le général Canrobert (2), et le débarquement des troupes avait aussitôt lieu au même endroit sans rencontrer la moindre opposition.

Le prince Mentschikoff, chargé de la défense de la Crimée, avait cependant avec lui près de 50,000 hommes. Surpris par le débarquement des alliés, il n'avait pu le contrecarrer, mais lorsque, le 19, ceux-ci se mirent en marche sur Sébastopol, il s'avança à leur rencontre. Le lendemain, les deux armées étaient en présence à la hauteur de la rivière de l'Alma. Une bataille s'engagea. Les Russes opposèrent à l'ardeur impétueuse des soldats français et à celle plus calme, plus réfléchie des Anglais, une résistance énergique. Ils voulurent se maintenir dans leurs positions, mais un nouvel élan des Français détermina leur défaite, et ils battirent en retraite après avoir perdu environ 4,500 des leurs. Preuve de l'acharnement de la lutte, la perte des alliés était presque égale.

Bien que cette victoire eût laissé libre la route de Sébastopol, les alliés ne reprirent leur marche en avant que deux jours après. Le maréchal Saint-Arnaud, commandant en chef de l'armée française, était atteint du choléra; le 26 septembre, il remettait le comman-

(1) Rustow, t. II, p. 399.
(2) De Bazancourt, *l'Expédition de Crimée*, t. I, p. 182.

dement au général Canrobert, et le 29 il succombait à bord du bâtiment qui le transportait à Constantinople.

Pendant ce temps, le prince Mentschikoff pourvoyait à la défense de Sébastopol; il y laisse une garnison de 6,000 hommes, à laquelle il joint les équipages de la flotte (15,000 hommes), et ferme l'entrée de la rade en y faisant couler 5 vaisseaux et 2 frégates. Il fortifie ensuite la ville sur son côté faible, celui de la terre, et quitte Sébastopol avec le gros de ses troupes, pour se porter dans la campagne, où il combattra l'ennemi, le harcèlera, pour lui faire abandonner le siège de la place.

Son intention est comprise par le général Canrobert, qui n'en établit pas moins son armée devant Sébastopol; en même temps il assure ses communications avec la flotte, qui, à cet effet, se transporte à Kamiesch. Lord Raglan le seconde en chargeant une partie de ses troupes de l'attaque du faubourg de Karabelnaïa, séparé de la ville proprement dite par le port militaire. Deux divisions françaises et le reste de l'armée anglaise sont en outre postés sur le plateau de Balaklava, avec mission de repousser une attaque du prince Mentschikoff. Le 10 octobre, les alliés ouvrent la première tranchée, cheminent vers la ville et construisent des batteries de siège qui commencent leur tir le 17; les flottes française et anglaise y font concourir leur puissante artillerie.

Tandis que Sébastopol était ainsi assiégé, le prince Mentschikoff recevait des renforts. Les troupes qui avaient occupé les provinces danubiennes jusqu'à la

sommation de l'Autriche, étaient arrivées en Crimée et avaient porté le chiffre de l'armée russe à 90,000 hommes. Le 25 octobre, les alliés reçurent aussi des troupes nouvelles, qui réparèrent en partie leurs pertes.

Rendu plus confiant dans le résultat d'une nouvelle bataille par l'augmentation de ses forces, Mentschikoff, le 25 octobre, reprit l'offensive en attaquant les troupes françaises et anglaises établies à Balaklava. Il s'empara de quatre redoutes occupées par les Turcs, mais bientôt il fut arrêté par les forces que les alliés envoyèrent contre lui. Il dut se contenter de désarmer les ouvrages et d'en détruire les principaux. Une charge de 600 chevaux de cavalerie légère anglaise, sous les ordres de lord Cardigan, chercha à empêcher les Russes d'emmener l'artillerie qu'ils avaient prise dans les redoutes. Les cavaliers anglais s'élancèrent avec intrépidité, mais, pris entre deux feux et attaqués en outre par la cavalerie russe, supérieure en nombre, ils furent décimés et finalement repoussés. La brigade, de 673 cavaliers qu'elle comptait avant l'engagement, était réduite à 195 hommes montés (1). C'est là l'un des faits militaires contemporains dont s'enorgueillissent le plus aujourd'hui les Anglais de tout âge; ils en ont fait presque une légende, et les rares survivants sont considérés en Angleterre comme des héros.

Les travaux de siège continuèrent ensuite à être poussés avec activité. Les Russes reçurent du Danube

(1) Kinglake, *the Invasion of the Crimea*, t. IV, p. 357.

les dernières divisions qui portèrent leur effectif à 100,000 hommes. Les alliés firent venir des renforts qui portèrent le nombre des Français à 40,000, celui des Anglais à 30,000, mais qui ne comblèrent pas les vides du contingent turc, dont l'effectif atteignit à peine 5,000 hommes. Tout semblait prêt pour une attaque générale. Aussi les alliés décidèrent-ils l'assaut de Sébastopol pour le 7 novembre. Confiants dans une faible ligne de retranchements qu'ils avaient élevée devant eux, près du pont d'Inkerman, les Anglais se gardaient mal. Le 5 novembre au matin, ils furent attaqués par deux colonnes ennemies fortes ensemble de 33,000 hommes, et dont l'une était sortie de Sébastopol. Leurs avant-postes furent surpris et repoussés ; leur camp fut balayé par l'artillerie, ils allaient être écrasés quand les troupes françaises arrivèrent au pas de course et changèrent une défaite certaine en une victoire. La sortie fut refoulée dans la place et l'armée venue de la campagne mise en déroute. Dans cette bataille les Anglais perdirent 2,700 hommes, les Français 1,800, et les Russes 9,000 (1).

Les journées qui suivirent furent employées par les deux partis en présence à recueillir et à soigner leurs blessés, et à enterrer leurs morts. Le 7 novembre, les commandants en chef des armées alliées se réunirent en conseil de guerre. A l'unanimité ils décidèrent l'ajournement de l'assaut projeté quelques jours aupara-

(1) J. Vial, t. II, p. 14.

vant, et, en attendant les renforts qu'ils savaient déjà en route, ils résolurent de tenir ferme dans les positions acquises et de s'y fortifier encore davantage (1). L'attaque du 5, qui avait failli compromettre l'existence des armées alliées, leur inspirait de légitimes appréhensions.

Le 14 novembre, vers six heures du matin, éclata sur la Crimée le plus formidable des ouragans. Les campements des armées alliées furent renversés, la pluie, la grêle tombèrent dans des proportions inouïes, le sol se transforma en un lac de boue. Ce que les soldats eurent à souffrir est inimaginable, mais leurs maux ne furent encore rien à côté des sinistres effroyables subis le même jour par les escadres. 18 navires se perdirent corps et biens sur les rochers des côtes.

Sur ces entrefaites, les premiers froids de l'hiver commencèrent à se faire sentir et imposèrent une trêve aux belligérants. Les Français employèrent toutes sortes de moyens ingénieux pour se mettre à l'abri de l'intempérie, se construisant des cabanes, creusant des demeures souterraines (2). Mais les Anglais ne possédaient pas le même génie inventif; malgré le secours que leur prêtèrent leurs alliés, ils souffrirent horriblement du froid, et les maladies firent parmi eux de nombreuses victimes.

(1) Camille Rousset, t. I, p. 395.
(2) Eug. Pick, p. 176.

En France et en Angleterre, on s'imposa de grands sacrifices pour fournir aux besoins des corps expéditionnaires. Voulant rendre le séjour en Crimée aussi supportable que possible, on n'eut aucun égard à la dépense, et, chose inouïe jusqu'alors, chaque homme de l'armée anglaise ou française coûta par an près de 5,000 francs (1).

Durant tout l'hiver les travaux de siège continuèrent, mais avec lenteur, contrariés qu'ils étaient par la température. Les Français reçurent presque journellement de nouveaux renforts, en hommes, en chevaux, en matériel de siège. Vers la fin de janvier 1855, leur armée compta 75,000 hommes. Par contre, celle des Anglais resta réduite à 27,000 hommes, dont la moitié seulement était disponible (2). A la même date, l'armée d'Omer-Pacha, rendue inutile sur le Danube par suite du départ des Russes, venait prendre position à Eupatoria.

Lorsque l'Autriche avait contraint les Russes à évacuer les provinces danubiennes, elle s'était déjà de la sorte rapprochée de la France et de la Grande-Bretagne. Le 2 décembre, elle conclut avec ces deux puissances un traité par lequel elle s'engageait à défendre les principautés contre tout retour des Russes; comme compensation, l'Angleterre et la France lui promirent de la soutenir, dans le cas où la Russie lui déclarerait la guerre. Cette alliance n'eut aucun effet, l'Autriche maintint son attitude passive; mais le roi

(1) Rustow, *l'Art militaire au XIXe siècle*, t. II, p. 409.
(2) Vial, p. 15.

d'un petit peuple, Victor-Emmanuel, dans un intérêt politique personnel, s'associa directement à l'entreprise des alliés et leur fournit un corps auxiliaire de 15,000 hommes, commandé par le général La Marmora. La participation du Piémont à la guerre de Crimée avait été inspirée au roi Victor-Emmanuel par son premier ministre Cavour, qui, très habilement, désirait lui attirer par là la reconnaissance des deux grandes puissances engagées, la Grande-Bretagne et la France.

Pour obtenir que le Parlement votât la ratification de l'engagement pris par le roi, Cavour avait eu fort à faire; l'opposition s'y montrait absolument contraire. Cependant il l'emporta. L'Angleterre avait parlé de fournir un subside pour les frais de l'expédition piémontaise. Cavour repoussa la proposition; il conclut un emprunt (1).

Un seul incident marqua la continuation des travaux de siège.

Le 17 février, 12,000 Turcs établis à Eupatoria étaient attaqués par 15,000 Russes. Préparés à cette attaque, les Turcs la repoussèrent avec bravoure.

Le 2 mars, le czar Nicolas mourut. Les échecs consécutifs subis par ses armées avaient affaibli sa robuste santé; celui du 17 février, plus grand en proportion, lui porta un coup mortel. Son fils aîné lui succéda aussitôt. On savait que le nouveau czar n'approuvait ni les idées ambitieuses ni la politique aventurée d'où la guerre était sortie; son avènement fut donc salué

(1) W. de la Rive, *le Comte de Cavour*, p. 341-42.

comme le présage d'une paix prochaine. Les fonds publics montèrent à toutes les bourses de l'Europe, excepté à Berlin; deux préfets français, plus pacifiques que chevaleresques et empressés de célébrer la paix, illuminèrent (1).

La désillusion ne se fit pas attendre. Dans un manifeste qu'il adressait quelques jours après à ses peuples, Alexandre II disait : « Fasse la Providence que, guidé et protégé par elle, nous puissions affermir la Russie dans le plus haut degré de puissance et de gloire, que par nous s'accomplissent les vues et les désirs de nos illustres prédécesseurs (2). » Cette expression des plus claires des vœux du czar était déjà pleine de menaces; il y ajouta le remplacement du prince Mentschikoff par le général Gortschakoff dans le commandement supérieur de son armée de Crimée.

Dès qu'ils eurent connaissance des dispositions du nouveau souverain russe, les gouvernements français et anglais envoyèrent l'ordre à leurs chefs d'armée de ne pas se ralentir dans leurs préparatifs d'attaque contre Sébastopol. En conséquence, les alliés armèrent et augmentèrent les batteries dans les tranchées déjà terminées; ils en creusèrent de nouvelles, tandis que les Russes essayaient par tous les moyens d'enrayer leurs progrès. Le 8 avril, plus de 500 pièces d'artillerie étaient en batterie; le 9, au matin, elles ouvrirent leur feu

(1) T. Delord, t. I, p. 594.
(2) Camille Rousset, t. II, p. 87-83.

contre la place. Le bombardement dura quinze jours, sans produire l'effet qu'on en espérait. L'artillerie des assiégés était supérieure à celle des alliés ; elle ne permit pas à ces derniers de tenter l'assaut qu'ils avaient résolu. Pour la deuxième fois, cette opération importante fut remise.

Quelques jours s'écoulèrent ensuite sans incident, quand, au commencement de mai, les rapports, autrefois excellents, entre les commandants en chef des armées française et anglaise se tendirent. Lord Raglan était froissé de ce que le général Canrobert n'avait point voulu le seconder dans un projet d'opération sur Kertch. Afin de prévenir les malheurs qui eussent naturellement découlé d'une semblable situation, le général Canrobert, plein d'une louable abnégation, donna sa démission, et, le 16, avec le consentement de Napoléon III, remit la direction des opérations au général Pélissier. Canrobert conserva seulement le commandement d'une division.

Le général Pélissier avait approuvé le projet d'une tentative sur Kertch; c'est dire qu'aussitôt en fonctions, il fit disparaître toute mésintelligence avec lord Raglan en coopérant activement à son projet. Sur les ordres des deux commandants en chef, la flotte alliée reprit la mer ; le 24 mai, elle força le détroit de Kertch, et établit solidement les soldats qu'elle portait au cap Paul et à Ienikaleh (1). La flotte se préparait

(1) Rustow, t. II, p. 418.

à poursuivre sa route, lorsque Napoléon III intervint, et, sur son ordre positif, l'expédition dut être abandonnée. Pendant ce temps, le général Niel, commandant en chef du génie à l'armée assiégeante de Sébastopol, avait découvert et signalé au général Pélissier que la tour Malakoff, située vers le milieu du faubourg de Karabelnaïa, était la clef de la place. Pélissier se rangea à son avis, et, d'un commun accord, les commandants en chef des armées alliées décidèrent de concentrer leurs efforts sur ce point (1).

Pour cela, il fallait investir Sébastopol du côté nord, ce qui n'avait pas été fait jusque-là. Le 25 mai, 50,000 Français, Anglais, Turcs et Piémontais passaient sur la rive droite de la Tchernaïa, au pont de Traktir, et refoulaient devant eux l'armée russe de déblocus. Mais en voyant les alliés menacer Malakoff, les Russes se mirent aussitôt à construire des ouvrages dont ils comptaient se servir pour la défense. Les deux principaux étaient les Ouvrages Blancs et celui du Mamelon-Vert. Pélissier résolut de les enlever. Le 7 juin, 40,000 hommes, dont 30,000 Français, attaquèrent ces ouvrages. Les Russes furent complètement surpris, et l'attaque réussit sur tous les points (2). Sur un ordre de Napo-

(1) L'ouvrage de Malakoff, sorte de citadelle en terre, couronnait un mamelon qui dominait tout le faubourg Karabelnaïa. Non seulement il menaçait les autres défenses de Sébastopol, mais aussi le port. Le général Pélissier l'appelait « le petit Gibraltar de cet autre Toulon ». (C. Rousset, t. II, p. 249.) L'importance de cette position explique les luttes que sa possession causa.

(2) Rustow, t, II, p. 420.

léon III, les alliés tentèrent, le 18, de poursuivre leur succès du 7 en enlevant Malakoff; mais les Russes avaient été prévenus, et, cette fois, ils infligèrent un grave échec aux assaillants, qui perdirent de 7 à 8,000 hommes.

Enhardie par cette défaite des alliés, l'armée de secours russe se prépara à leur livrer une nouvelle bataille, que son général Gortschakoff espérait rendre décisive; ce dernier comptait, par une victoire, leur faire lever le siège de Sébastopol.

Dans ce but, il décida d'attaquer le corps d'observation des alliés, établi sur la Tchernaïa. Le 16 août, au matin, 50,000 Russes, serrés en masses profondes, s'avancèrent vers le pont de Traktir. La première ligne des alliés était faible et fut facilement refoulée, mais la deuxième, beaucoup plus forte, résista, et le choc fut extrêmement violent. Trois fois les alliés et les Russes luttèrent pour la possession du pont, et, des hauteurs du côté français de la Tchernaïa, trois fois les Russes furent repoussés. Pendant cette bataille, l'artillerie piémontaise faisait d'effroyables vides dans les rangs compacts des troupes russes. Grâce à elle et à la valeur des soldats français, à 9 heures du matin, la défaite des Russes était déjà déclarée, et ils battaient en retraite sur les hauteurs de Mackenzie. Ils avaient 8,000 hommes tués ou blessés, les alliés n'en avaient que 1,700.

Le gain par les alliés de cette grande bataille causa en France, en Angleterre et en Italie un vif enthou-

siasme. Dans ce dernier pays surtout, il eut un prodigieux effet. Cela tenait à ce qu'au début, à son arrivée, au printemps, sur la terre de Crimée, l'armée piémontaise n'avait pas été heureuse. Elle n'avait pas tout d'abord rencontré l'ennemi ; mais elle avait trouvé le choléra, qui lui ravit quelques-uns de ses meilleurs soldats et de ses plus brillants officiers. Aussi quelle joie inonda le Piémont quand, au lieu des bulletins pleins de deuil auxquels on était accoutumé, on apprit la victoire de Traktir. Gênes se pavoisa, Turin s'illumina, le pays entier fut en fête. Cavour devint un grand homme. L'armée piémontaise avait livré une bataille et remporté une victoire (1).

L'échec subi par les Russes à Traktir fut considéré en Europe comme le présage de la chute de Sébastopol. Le général Pélissier et lord Raglan le comprirent également ainsi, et l'armée assiégeante redoubla d'efforts.

Le génie français poussa avec énergie les dernières approches devant la ville proprement dite et devant Karabelnaïa, tandis que les Anglais, fatigués par les combats précédents, se contentèrent de servir les batteries qu'ils avaient déjà construites. A partir du 17 août, les alliés entretinrent un feu vif, régulier, incessant. L'ordre permanent était d'empêcher la nuit l'assiégé de réparer ses ruines, le jour de bouleverser les réparations qu'il aurait pu faire et de permettre, au contraire, à l'assiégeant de pousser avec moins de dif-

(1) W. de la Rive, *le Comte de Cavour*, p. 343.

ficulté ses approches. Cette canonnade agit de la manière la plus désastreuse sur les ouvrages de Sébastopol.

Le 28, un magasin à poudre établi par les Français dans une redoute du Mamelon-Vert, qu'ils occupaient, prit feu, sauta; l'ennemi pouvait tirer parti de cet accident, mais il ne le sut pas faire à temps. Le 3 septembre, un conseil de guerre, réuni chez le général Pélissier, décida un bombardement général de toute la place investie pour le 5, et l'assaut final pour le 8.

Le comte Osten-Sacken, commandant la garnison de Sébastopol, eut connaissance du projet des alliés; il appela alors à lui l'armée du général Gortschakoff et augmenta de la sorte ses forces de 50,000 hommes.

Le 5, ainsi que cela était convenu, le bombardement commença. Il fut formidable, terrifiant à entendre; les Russes perdirent 1,500 hommes chaque jour (1). Enfin, le 8 septembre, l'heure de l'assaut tant désirée par les alliés sonna (2). A midi, la tour Malakoff est attaquée par une division française commandée par le général de Mac Mahon. L'élan des assaillants est irrésistible, la position est emportée et les Français s'y établissent solidement. Sur les autres points, l'attaque n'a pas réussi, les Anglais ont été repoussés, les autres troupes qui y ont pris part rentrent dans leurs tranchées.

Mais la prise de Malakoff est décisive ; à quatre heures

(1) C. Rousset, t. II, p. 361.

(2) A cette date, l'effectif des troupes françaises était de 126,000 hommes, celui des Anglais de 47,000, celui des Turcs de 40,000 et celui des Piémontais de 16,000.

et demie, après une lutte acharnée, les Russes battent en retraite. Ils ont perdu 13,000 hommes; les alliés, 10,000. — Dans la nuit, les Russes évacuent Sébastopol, mais, en se retirant, ils font sauter leurs magasins à poudre et une partie des ouvrages de la place; ils incendient les maisons; ils coulent les vaisseaux qui leur restaient encore; en somme, ils agissent de manière à ne laisser à leurs vainqueurs que des monceaux de ruines (1). — Transmise à Paris par le télégraphe, la nouvelle de la prise de Malakoff causa un vif enthousiasme. L'empereur Napoléon III y répondit sur-le-champ en élevant le général Pélissier à la dignité de maréchal de France.

Tandis que la Crimée était le théâtre des événements que nous venons de raconter, la mer Baltique voyait se renouveler l'expédition de l'année précédente. Dès que la fonte des glaces l'avait permis, une flotte combinée dont l'Angleterre avait fourni la plus grande partie avait pénétré dans la Baltique. Longtemps, elle resta inactive devant Kronstadt, des mieux défendue par le peu de profondeur de sa rade; puis, elle se porta sur Sweaborg, port de guerre important, qu'elle bombarda le 9 et le 10 août sans obtenir de résultat.

Les jours, les mois qui suivirent la prise de Malakoff furent employés par les gouvernements français et anglais à débattre, avec les commandants en chef de leurs armées, différents plans pour la continuation de la

(1) J. Vial, p. 19.

guerre. — A la fin de septembre, sur un ordre de Paris, le maréchal Pélissier et le général Simpson, successeur de Raglan, mort récemment du choléra, envoyaient, de concert avec les amiraux Bruat et Lyons, une expédition contre la forteresse de Kinbourn. Kinbourn fermait le liman du Dniepr. Le 7 octobre, les escadres partaient; le 15, elles débarquaient les troupes qu'elles avaient à leur bord, et, deux jours après, un tir général de terre, comme de mer, était ouvert contre la place, qui se rendait le même jour.

Pendant ce temps, la guerre continuait lentement et sans incidents bien marquants. Des reconnaissances étaient poussées de part et d'autre; on se canonnait de très loin, on s'escarmouchait, et à l'intérieur des positions occupées par les belligérants, on se fortifiait.

Le 20 janvier 1856, le maréchal Pélissier reçut du ministre de la guerre l'ordre de faire sauter le fort Nicolas. En même temps, le général Codrington, successeur du général Simpson (1), recevait un ordre analogue pour les grandes casernes de Sébastopol. Les préparatifs nécessaires furent immédiatement faits, et bientôt fort et casernes sautèrent (2).

Cette destruction fut le dernier coup de l'état de guerre. Au mois de janvier, la Russie se montra disposée à conclure la paix. Ce qui l'y avait amenée, ce n'étaient pas tant les revers qu'elle avait subis dans

(1) Le général Simpson avait été relevé de son commandement à cause de son échec devant Sébastopol le 8 septembre.

(2) C. Rousset, t. II, p. 438.

son armée, ni les désastres qui les avaient accompagnés, mais un succès remporté par elle dans la Turquie d'Asie, où, dès le commencement de la guerre, les hostilités s'étaient poursuivies avec des chances diverses. Depuis le 18 juin 1855, la ville de Kars en Anatolie était assiégée par près de 35,000 Russes. Elle était défendue par 15,000 hommes des meilleures troupes turques que commandait le général anglais William. Après trois mois d'un blocus des plus étroits, après deux assauts et une sortie repoussés, le 27 novembre, les Russes s'en emparaient, mais la famine avait été pour eux un puissant auxiliaire. — De la prise de Kars, les Russes avaient tiré une certaine consolation à leur infortune constante. Ils en grossirent l'importance, les résultats presque nuls au fond, et arrivèrent à la considérer comme contre-balançant la perte de Sébastopol; leur amour-propre en fut flatté et, par suite, ils se montrèrent d'humeur plus conciliante.

A ce moment, l'Autriche se fit l'intermédiaire des belligérants. Le 16 décembre, le comte Esterhazy partait de Vienne pour Saint-Pétersbourg, porteur d'une note acceptée à l'avance par la France et la Grande-Bretagne, et qui contenait les quatre garanties revues, corrigées, augmentées, aggravées et surtout présentées comme un tout irréductible, sous la forme menaçante d'un ultimatum. La neutralisation de la mer Noire, l'interdiction de créer ou de conserver des arsenaux maritimes sur ses côtes, enfin, une rectification de frontière en Bessarabie, de manière à écarter tout à

fait les Russes du Danube, en étaient les principaux points. Le gouvernement russe repoussa tout d'abord ces propositions; cependant, le 16 janvier 1856, le czar se résigna et, le 1er février, un protocole, signé à Vienne, consacra officiellement l'adhésion de la Russie (1). La guerre était terminée. Elle avait coûté aux quatre puissances alliées, c'est-à-dire à la France, à l'Angleterre, à la Turquie et au Piémont, 3 milliards 968 millions! De plus, elle avait fait perdre aux mêmes États, tant en tués sur les champs de bataille qu'en morts de blessures ou de maladies, le total effrayant de 154,991 hommes. Les Russes perdirent dans cette campagne 630,000 hommes (2); quant aux dépenses et pertes financières qu'elle leur occasionna, celles-ci n'ont pu être exactement évaluées, mais on a tout lieu de croire qu'elles furent colossales.

Le 25 février, se réunit à Paris le congrès qui devait régler les articles définitifs du traité de paix. La France, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, la Turquie, le Piémont y étaient représentés.

Dès la première séance, les plénipotentiaires arrêtèrent les termes d'un armistice qui fut immédiatement notifié aux commandants en chef des forces belligérantes. Dans les séances suivantes, les clauses du traité furent débattues et adoptées. Elles étaient à peu de

(1) C. Rousset, t. II, p. 443.

(2) Leroy-Beaulieu, *les Guerres contemporaines. Recherches statistiques sur les pertes d'hommes et de capitaux*, p. 21 et 30.

chose près celles contenues dans l'ultimatum remis au czar. Le protectorat russe sur les provinces danubiennes [Serbie, Bulgarie, Valachie et Moldavie (1)] était aboli et remplacé par la protection collective des grandes puissances; le territoire serbe était proclamé neutre et inviolable; la navigation du Danube était déclarée libre; la mer Noire était neutralisée; ouverte à la marine marchande, elle devait être dorénavant fermée à la marine militaire de toutes les nations; la Russie et la Turquie ne pourraient y avoir plus de dix bâtiments de guerre légers pour la surveillance des côtes; les fortifications de Sébastopol ne devaient pas être relevées. La Russie rendait Kars à la Turquie, mais recouvrait Sébastopol, ainsi que les autres ports de la mer Noire, dont les alliés s'étaient emparés pendant la guerre; etc...

Le 18 mars, la Prusse, qui s'était refusée à participer en une façon quelconque à la guerre, fut néanmoins admise au congrès. L'assemblée n'avait plus à ce moment qu'à déterminer les rapports de l'empire ottoman avec l'Europe, et la difficile question d'où avait jailli

(1) En 1859, les puissances se sont rendues au vœu des populations de la Moldavie et de la Valachie en autorisant, par une convention en date du 6 septembre, la réunion des deux provinces en un seul État, auquel le nom de Roumanie a été donné. Ainsi qu'elles avaient fait précédemment à l'égard de la Serbie, les puissances prirent la nouvelle principauté sous leur protection. Depuis, la Roumanie, grâce à la sagesse de son gouvernement et de son peuple, s'est concilié, tous les jours davantage, la sympathie de l'Europe. Le 26 juin 1881, le Parlement roumain ayant voté l'érection de la principauté en royaume, les puissances ont immédiatement sanctionné la résolution.

la guerre, soit la situation des populations chrétiennes soumises à l'autorité du sultan. Après un débat prolongé, auquel les plénipotentiaires russes prirent naturellement la plus grande part, la rédaction suivante était approuvée par tous les membres du congrès : « L'empereur des Français, l'empereur d'Autriche, la reine de la Grande-Bretagne, le roi de Prusse, l'empereur de Russie et le roi de Sardaigne déclarent la Sublime Porte admise à participer aux avantages du droit public et du concert européen. Leurs Majestés s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement, et considéreront en conséquence tout acte de nature à y porter atteinte comme une question d'intérêt général..... Sa Majesté le sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, ayant octroyé un firman, qui, en améliorant leur sort, sans distinction de religion, ni de race, consacre ses généreuses intentions envers les populations chrétiennes de son empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux puissances contractantes ledit firman, spontanément émané de sa volonté souveraine. Les puissances contractantes constatent la haute valeur de cette communication. Il est bien entendu qu'elle ne saurait en aucun cas donner le droit auxdites puissances de s'immiscer, soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté le sultan avec

ses sujets, ni dans l'administration intérieure de son empire (1). »

Le 30 mars, le traité général était enfin signé.

Les Russes éprouvèrent une immense douleur lorsqu'ils connurent les conditions imposées à leur souverain par ses vainqueurs. Le fait est qu'elles leur paraissaient des plus dures, parce qu'elles ruinaient au moins pour un long temps leur plus chères espérances. Le traité de Paris enlevait à la Russie la prédominance sur la mer Noire, ainsi que le protectorat des chrétiens résidant dans les possessions ottomanes. Par la perte de ces grands points, les fruits de la politique de Pierre le Grand, d'Anne, de Catherine II et d'Alexandre Ier étaient détruits. Mais ce n'était là qu'un juste châtiment de la présomption et de la vanité de leur czar. C'était lui qui, brusquant imprudemment les choses avec la Turquie, s'était mis l'Europe à dos; c'était à lui que les Russes devaient s'en prendre de voir l'œuvre si patiemment poursuivie par leurs précédents souverains gravement compromise. — Bien que les apparences fussent contraires, Nicolas Ier, au début du conflit avec la Porte, ne s'y était pas engagé sans une certaine appréhension. Son attitude provoquante envers la France et la Grande-Bretagne masquait ses craintes secrètes. Plutôt que d'entrer en lice contre une coalition qu'il ne se sentait pas la force de vaincre, Nicolas eût préféré, dit M. Eugène Forcade (2), laisser vivre encore nomi-

(1) C. Rousset, t. II, p. 455.
(2) Eug. Forcade, *Hist. des causes de la guerre d'Orient.*

nalement l'autorité des sultans à Constantinople, à la condition toutefois que la portion la plus considérable de cette autorité lui aurait été transmise par donation entre vifs. Muni du protectorat des Grecs, il aurait laissé mûrir son influence sur les 12 millions de chrétiens de la Turquie d'Europe, il les aurait préparés et conduits à son autorité par la pente adoucie de la persuasion. La Turquie d'Europe lui eût appartenu moralement, et Constantinople eût été à lui quand, l'occasion aidant, il l'eût voulu.

Mais sa présomption lui avait attiré la colère des deux plus fortes nations de l'Europe; il avait été vaincu et forcé de souscrire à des conditions presque honteuses.

A partir de la signature du traité de Paris, les Russes durent renoncer à leurs rêves de conquêtes entretenus en eux par les traités antérieurs. En conséquence, les flottes et les arsenaux créés précédemment à de si grands frais furent rendus inutiles; les forteresses construites sur les bords de la mer Noire, dépourvues désormais également d'utilité, furent abandonnées. Le prince Gortschakoff reçut le portefeuille des affaires étrangères, succédant à Nesselrode, le conseiller fâcheux du czar!!

Dès lors, grâce à l'inspiration du nouveau ministre, la Russie adopta une politique de recueillement. Pendant de longues années, elle parut se désintéresser des affaires de l'Europe, et consacrer tous ses efforts à la reconstitution de ses forces.

Quelques écrivains ont essayé de démontrer le peu

d'utilité qu'il y avait pour la France à combattre la Russie. Quant à l'Angleterre, son intérêt était trop évident pour que personne osât le discuter, et ils n'en disaient mot. Ils demandaient si, en s'alliant à l'Angleterre, la France avait agi conformément à ses intérêts politiques, et si, au contraire de ce qu'elle avait fait, elle n'eût pas eu plus d'avantages à s'entendre avec la Russie que d'aider à l'abaisser. Nous avons relevé cette proposition. Le cadre de notre travail nous empêche d'y répondre avec tous les développements que comporte le sujet ; disons seulement que, si l'action de la France lui aliéna la Russie, les motifs qui avaient dicté sa conduite étaient conformes à sa politique antérieure, puisqu'ils avaient pour base une raison d'intérêt général : le maintien de l'équilibre européen menacé par les Russes. Certes, la France fut légère en ne songeant pas à se créer des alliances solides pour l'avenir, en ne réfléchissant pas que l'Angleterre, en cas de circonstance critique, se renfermerait dans son égoïsme traditionnel. Cependant, il ne faut pas oublier que le gouvernement de la France était à cette époque entre les mains d'un homme qui croyait devoir assurer son règne par la gloire, et qui, sans s'inquiéter des ennemis qu'il se créait à l'extérieur, prenait en toutes occasions le rôle de défenseur de l'opprimé. Cette ligne de politique a eu des résultats déplorables, car, en 1870, lors de sa guerre avec la Prusse, la France se trouva complètement isolée.

La France, ainsi que nous l'avons vu, était entrée

franchement dans le débat; elle soutint avec vigueur, et sans ménager ni son sang ni son argent, les intérêts de l'Europe. L'Angleterre, toujours économe de son or et de ses soldats, ne participa à la guerre contre la Russie qu'avec répugnance. Elle s'associa à la France bien plutôt d'idée que de fait, car sa coopération active se borna, quand la France avait 126,000 hommes en Crimée, à n'en avoir, elle, que 47,000 (1). De plus, ses troupes, ont dit MM. Charleval et Monglave (2), étaient les plus grands *impedimenta* des Français. L'expédition de Crimée, dans son principe, devait être un coup rapide comme la foudre. La lenteur des Anglais, avec lesquels les Français étaient forcés d'agir, leurs habitudes peu militaires, enlevèrent à l'expédition de Crimée ses allures de soudaineté et d'imprévu. Heureusement que ces mauvais effets de l'alliance anglo-française furent atténués par la coopération du corps piémontais, dont l'armée passait à juste titre pour l'une des meilleures de l'Europe. C'est là que les soldats piémontais, témoins de la lourdeur des Anglais et de l'irrésistible élan des Français, conçurent pour ces derniers la haute opinion qu'ils répandirent ensuite en Italie.

(1) Ces chiffres sont ceux des effectifs français et anglais à la fin de la campagne. Ils ne sont pas ceux des troupes expédiées en Orient par les deux puissances. Le chiffre total de ces envois est infiniment supérieur, puisqu'au fur et à mesure qu'il se produisait des vides dans les armées française et anglaise, ces vides étaient comblés par de nouveaux arrivants.

(2) *Histoire politique et maritime de la guerre d'Orient*, p. 2.

Lors de cette guerre, on remarqua avec étonnement la neutralité observée par l'Autriche. On s'attendait à la voir se mettre d'un côté ou de l'autre. Dans n'importe lequel des deux cas, sa conduite avait des raisons plausibles, mais différentes. En premier lieu, par reconnaissance, elle eût pu, et certains disent *dû*, embrasser le parti de la Russie; elle eût, par là, acquitté la dette qu'elle avait contractée en 1849, lorsque la Russie l'aida si efficacement à réprimer la révolution hongroise. Mais l'Autriche ne s'y décida pas, et, selon l'expression du ministre de François-Joseph, M. de Buol-Schauenstein, elle étonna le monde par son ingratitude. Du reste, l'Europe n'eut qu'à se louer de sa neutralité, car, en apportant à la Russie son appui, l'Autriche eût évidemment empêché les résultats de la guerre d'Orient. En second lieu, comme puissance catholique, la cause originaire du conflit devait l'intéresser, au moins tout autant que les deux autres puissances venues au secours de la Turquie. Enfin, troisième motif, la politique envahissante de la Russie lui déplaisait : elle ne laissait pas que d'être jalouse de ses succès, qui lui avaient dans les derniers temps créé une source de difficultés sur ses frontières.

Mais l'époque où elle avait eu à combattre la révolution en Italie et en Hongrie était encore trop rapprochée, la pacification de ces pays trop incomplète, trop superficielle, pour qu'elle ne redoutât pas une occasion, quelque douteuse, incertaine qu'elle fût, d'une conflagration européenne qui aurait eu peut-être pour consé-

quence de la mettre aux prises avec de nouveaux soulèvements.

La neutralité de la Prusse n'avait pas eu d'autre raison. Son gouvernement souffrait sans doute des agrandissements de la Russie, il y assistait avec peine; mais, comme l'Autriche, il avait à craindre les insurrections de races et la révolution sur son propre territoire.

Ainsi placées entre deux dangers, dit M. Eug. Forcade (1), celui d'un voisin qui les écraserait de son agrandissement, et celui d'une révolution qui les frapperait au cœur, l'anxiété de ces deux puissances fut bien naturelle; il n'est pas aisé, dans de pareilles situations, de prendre un parti rapide et violent.

En 1871, la Russie, profitant de l'affaiblissement de la France et de l'insouciance de la Grande-Bretagne à agir seule, a obtenu de la Sublime Porte l'abrogation d'un article du traité de Paris. Par une convention spéciale, signée à Londres entre son ambassadeur, M. Brunnow, et celui de la Turquie, Musurus-Pacha, la clause relative au nombre et à la force des bâtiments de guerre que pouvaient entretenir dans la mer Noire les deux parties contractantes fut abrogée.

(1) *Histoire des causes de la guerre d'Orient*, p. VII de la Préface.

MASSACRES DE SYRIE

INTERVENTION FRANÇAISE [1]

1860

Après le rétablissement de la domination turque sur la Syrie qui suivit les traités de 1840 et de 1841, ce pays tomba dans une affreuse anarchie. A partir de la fin de l'année 1840, et durant les deux années suivantes, ce ne furent qu'intrigues, conspirations, luttes à main armée, dont l'objet était presque toujours de déposséder un prince régnant pour le remplacer par un membre de sa famille.

L'état divisé des Syriens plaisait à la Sublime Porte; elle attisait en sous-main leurs inimitiés sur lesquelles elle comptait pour affaiblir le pays et faciliter l'exécution du projet qu'elle avait conçu. Ce projet était des

(1) Consulté :

Saint-Marc Girardin : *La Syrie en* 1861. — F. Lenormant : *Les Evénements de Syrie.* — B. Poujoulat : *La Vérité sur la Syrie et l'expédition française.* — Richard Edwards : *La Syrie*, 1840-1862. — Taxile Delord : *Histoire du second empire.* — L'abbé Jobin : *La Syrie en* 1860 *et* 1861. *Lettres et documents.* — E. Louet : *Expédition de Syrie.* — De Vogué : *Les Evénements de Syrie. Le Correspondant*, août 1860. — J. de Bertou : *Les Massacres de Syrie. Le Correspondant*, juillet 1860. — *Annuaire des Deux Mondes*, années 1860-1861.

plus simples : il s'agissait de réduire la province qui lui avait été restituée à l'état d'un pachalik ordinaire. Mais, lorsqu'au commencement de 1841, par la suppression de certains privilèges dont jouissaient les Syriens, le gouvernement ottoman laissa entrevoir son but, il se heurta contre un obstacle imprévu : la France couvrait de sa protection les chrétiens de l'Asie Mineure et elle le rappela à la Sublime Porte.

Pour vaincre cette difficulté, les Turcs eurent l'idée de faire naître entre les habitants de la Syrie une rivalité de religion. Deux peuples distincts par leurs origines, par leurs mœurs et surtout par leurs croyances religieuses, habitaient la Syrie. Le plus nombreux, c'étaient les Druses : ils occupaient le versant occidental du Liban et presque tout l'Anti-Liban, depuis Beyrouth jusqu'à Sour et depuis la Méditerranée jusqu'à Damas. Bien que, sous beaucoup de rapports, ils ressemblassent aux Turcs, les Druses ne professaient pas la religion musulmane ; ils étaient pour ainsi dire idolâtres, avaient une religion toute particulière et très obscure, sur laquelle on manque de renseignements (1). L'autre peuple, c'étaient les Maronites. Ceux-ci, d'une civilisation plus avancée, professaient, depuis des siècles, la foi chrétienne. A l'époque des croisades, ils avaient rendu d'utiles services aux Européens venus dans leur pays pour combattre les Sarrasins et, depuis ce temps, les puissances occidentales et particulièrement la France les

(1) Lenormant, *les Evénements de Syrie*, Introduction, p. VIII.

avaient pris sous leur protection. Or, la divergence qui existait entre ces deux races de peuples avait naturellement engendré la jalousie et la haine ; jusqu'en 1840, ces sentiments eurent peu d'occasions de se manifester ; les luttes qui s'étaient produites aussitôt après la restauration de la domination turque, n'avaient eu pour motif que la politique. Mais, lorsque le gouvernement ottoman conçut le projet d'abaisser la Syrie, de lui retirer certains privilèges et de lui faire lourdement sentir son joug, lorsque, dans la première mise à exécution de ce dessein, il rencontra la France, il eut l'idée d'exploiter les sentiments d'aversion réciproques de ses sujets pour tourner l'obstacle qu'il ne pouvait violemment écarter. Dès lors, il s'appliqua à entretenir, à aviver la jalousie et la haine réciproques des Maronites et des Druses : son plan était d'exciter à un tel point les Druses que ceux-ci, un jour, en arrivassent à massacrer les chrétiens (1). — L'Angleterre entretenait aussi par intérêt personnel la discorde entre les deux peuples. Jalouse de l'influence pourtant très médiocre qu'avait la France en Syrie, elle s'efforçait depuis quelques années de la contrebalancer, et pour cela servait les projets de la Sublime Porte. Par l'intermédiaire de missionnaires protestants elle noua des intrigues avec les Druses et, en toutes circonstances, s'en montra le ferme soutien.

(1) D'après M. Lenormant, le nombre des chrétiens (Maronites, Grecs et Syriens, catholiques ou jacobites, habitant la Syrie à cette époque) était d'environ 410,000, celui des non-chrétiens (musulmans, Métoualis et Druses), 1,325,000. (Lenormant, Introduction, p. xv)

L'acte par lequel le gouvernement ottoman inaugura son projet fut le remplacement de l'émir Beschir-Kassem dans le poste de gouverneur de la Syrie par l'un de ses fils, nommé également Kassem. Dans la poursuite de son entreprise, afin d'accroître le désordre, il eut le soin de choisir parmi les fils du précédent émir le plus incapable. En même temps il fit cesser l'exil de certains chefs druses dont la turbulence avait, dans les derniers temps, nécessité l'éloignement. La guerre civile reprit alors de plus belle, car les chrétiens ne se laissèrent pas opprimer sans résistance. Pendant les derniers mois de l'année 1841, la Syrie retentit du bruit de la lutte engagée entre les Druses et les Maronites. L'émir, dénué de toute initiative et de toute énergie, ne sut pas apaiser la querelle de ses administrés; et les Turcs y jouèrent le rôle qu'ils devaient continuer jusqu'en 1860, s'interposant entre les combattants toutes les fois que les Druses étaient menacés, et restant spectateurs impassibles de la lutte lorsque les chrétiens avaient le dessous (1).

A la fin de cette même année (1841), la Sublime Porte crut inutile d'attendre davantage pour réaliser complètement son projet. Sous prétexte de mettre un terme à la guerre civile, elle remplaça l'émir Kassem par un fonctionnaire turc, le général Omer-Pacha. Celui-ci, à peine installé, fit preuve d'une sévérité si

(1) *Annuaire des Deux Mondes*, année 1860, p. 526.

outrée envers les Maronites que les cinq grandes puissances réclamèrent, et la Porte dut le rappeler.

Cependant, le gouvernement ottoman ne réinstalla pas l'émir qu'elle avait destitué, et l'intervention de l'Europe dans les affaires de Syrie fut cause que ce pays n'eut plus, pendant plusieurs mois, de gouvernement régulier. La France demanda alors qu'une administration chrétienne et indigène fût constituée sous l'autorité d'un membre de la famille Chehab; le sultan s'y montra tout à fait opposé, et les autres puissances, guidées par l'Angleterre, ne voulurent pas appuyer cette proposition. Ce défaut d'entente entre les cinq cours eut des résultats déplorables.

Dans l'obligation où l'on était de donner promptement une solution à la question pendante, on prit pour base la funeste erreur géographique de l'existence d'une montagne druse et d'une montagne chrétienne, et on décida de diviser en deux parties le gouvernement du Liban (1). Aussitôt, la Porte proposa comme gouverneurs deux musulmans, mais les puissances refusèrent de confirmer leur nomination, et force fut au gouvernement ottoman d'approuver le système adopté par les puissances de donner un chef chrétien aux districts chrétiens, et un chef druse aux districts druses, où, cependant, l'élément chrétien dominait.

Il n'avait pas été nécessaire de beaucoup insister auprès de la Sublime Porte pour l'amener à se rallier au

(1) *Annuaire des Deux Mondes*, 1860, p. 526.

système préconisé par les puissances, et la résistance qu'elle y avait dans le principe opposée, n'avait été qu'une feinte destinée à cacher sa joie. L'idée des deux gouvernements lui appartenait; elle en avait eu la première conception, mais dans la crainte qu'elle ne fût rejetée si elle la proposait, elle l'avait habilement suggérée au cabinet britannique, qui s'en était bénévolement fait l'organe.

La nouvelle organisation administrative donnée en 1842 à la Syrie procura à ce pays une période de deux années de tranquillité. Toutefois, le calme n'était qu'apparent, car, en secret, le gouvernement ottoman continuait à entretenir les germes de discorde et achevait de miner les forces des Maronites. En 1844, la guerre civile reprit de nouveau; elle dura jusque vers la fin de l'année suivante et fut affreuse. Les malheureux chrétiens virent leurs villages détruits, leurs récoltes saccagées, leurs femmes massacrées; eux-mêmes, traqués dans les rochers et dans les bois, ils furent réduits à la dernière misère. Cette fois, les autorités turques ne prirent par la peine de déguiser leur complicité (1).

Quoique, dans le règlement de la seconde partie de la question d'Orient, la France, par une politique hésitante et timorée, eût perdu quelque peu de son prestige en Asie Mineure, et contribué bien inconsciemment, il est vrai, à enlever la Syrie à Méhémet-Ali, les traditions

(1) De Vogué, *les Evénements de Syrie. Le Correspondant*, août 1860, p. 791.

historiques, que l'on peut faire remonter jusqu'aux rapports de Charlemagne et d'Haroun-al-Raschid, lui conservaient le rôle de protectrice des populations chrétiennes du Liban. Les rois capétiens, soit pendant les croisades, soit par une action continue, comme saint Louis qui, par une charte, avait accordé aux montagnards maronites la nationalité française, n'avaient cessé de prendre en main la cause de ces descendants des premiers chrétiens. François Ier, Henri IV, Louis XIV, Louis XVI, la Convention elle-même avaient couvert de leur protection les princes et les prêtres catholiques de la Syrie contre les exigences financières de Constantinople. Les gouvernements français du dix-neuvième siècle héritèrent de cette politique « vraiment traditionnelle ».

A la nouvelle des scènes horribles dont le Liban était le théâtre en 1844-1845, la France avait immédiatement repris son ancien rôle. Elle avait plaidé la cause des chrétiens de ce pays, demandé le châtiment des coupables et le retour à l'organisation primitive. Par opposition, l'Angleterre soutint la thèse de non-intervention et prétendit qu'on devait s'en remettre à la Porte du soin de rétablir l'ordre et la sécurité au Liban. Le gouvernement français se rendit malgré lui à cette affirmation.

Le sultan envoya alors en Syrie son ministre des affaires étrangères, Chekil-Effendi. Il opéra la pacification du pays par le désarmement des Maronites, auxquels, en outre, il refusa les indemnités qu'ils récla-

maient ; mais, obligé de donner quelque satisfaction aux puissances, il publia en 1846 un règlement organique instituant auprès des caïmacans une sorte de conseil de surveillance ou *medjliss* (1). Dans la caïmacamie druse, ce conseil était composé de chrétiens et de Druses. Comme on voit, les Turcs n'avaient pas réussi encore à réaliser leur idée d'un gouvernement musulman dans le Liban, mais ils avaient atteint une partie de leur but en organisant, pour ainsi dire, entre les Druses et les chrétiens des haines terribles, qui devaient se traduire d'abord en luttes de races pour aboutir, en 1860, à la guerre de religion (2).

La guerre de 1845 terminée, le pays rentra dans une tranquillité relative, et, pendant une dizaine d'années, on put croire que les colères s'étaient apaisées.

Le traité de Paris (1856) posa le germe de nouveaux troubles par certaines clauses qui y étaient contenues. Par cet acte, les populations chrétiennes de l'empire turc furent désormais placées sous la protection de l'Europe, grands mots qui cachaient de très petits résultats. L'action de l'Europe, humiliante pour les musulmans, inefficace pour les chrétiens, mécontenta tout le monde et créa de nouveaux griefs au lieu d'apaiser les anciens. Les ambassadeurs des grandes puissances, satisfaits de l'exactitude affectée avec laquelle la Porte tenait la main à l'exécution des réformes dans Constan-

(1) Voir, pour leurs instructions, R. Edwards, *la Syrie*, p. 107-114.
(2) *Annuaire des Deux Mondes*, 1860, p. 527.

tinople, ne portaient pas leurs regards au delà des murs de la capitale, et, jaloux les uns des autres, ils se surveillaient au lieu de surveiller le gouvernement turc (1).

La révolte des Cipayes dans l'Inde, qui éclata en 1857, prit aux yeux des populations ignorantes de l'Orient des proportions extraordinaires. Elles crurent que l'heure était venue d'exterminer les mécréants. Le patriotisme et le zèle religieux des Turcs, offensés par les concessions accordées aux chrétiens depuis la guerre, n'attendaient qu'un moment pour faire explosion. A partir de ce moment, des symptômes d'une prochaine reprise des hostilités entre croyants et infidèles se manifestèrent.

Sous l'action invisible des Turcs, ils prirent peu à peu des proportions alarmantes. Le pays tout entier fut agité; puis des luttes, de peu d'importance encore, éclatèrent. Le 15 août 1859, une querelle au sujet d'un mouton devint le prétexte d'un furieux combat entre Druses et chrétiens (2). Ces derniers eurent le dessus, mais le village mixte de Beït-Meri, qu'ils habitaient avec leurs adversaires, prit feu et fut entièrement détruit. Peu de temps après, le cheik druse, Joseph Abdul-Melek, vengea ses compatriotes; il pilla et brûla quelques villages chrétiens. Les consuls de Beyrouth forcèrent alors le gouverneur de cette ville,

(1) Taxile Delord, *Histoire du second empire*, t. III, p. 23.
(2) R. Edwards, *loc. cit.*, p. 130.

Hourshid-Pacha, à intervenir. Grâce à l'activité qu'il voulut bien déployer, la paix fut conclue.

» Dans les conditions où étaient les choses, la paix ne pouvait être durable. Elle fut en effet bientôt rompue. Quelques jours à peine s'étaient écoulés depuis sa conclusion, quand les Druses attaquèrent un monastère grec situé à Deïr-el-Kamar, et en massacrèrent le supérieur. Les chrétiens se plaignirent, et comme d'habitude inutilement; ils se vengèrent : leurs ennemis usèrent de représailles, de sorte que pendant un moment assassinats et meurtres se succédèrent sans relâche en Syrie.

Naturellement, l'excitation des deux partis grandit. Bientôt, les attentats isolés ne suffisant plus aux passions assoiffées, on passa à des entreprises plus dignes d'attention. Cette fois encore, les Druses ouvrirent la marche. Devant l'insouciance du gouvernement ottoman à les protéger, les chrétiens des environs de Beyrouth s'étaient enrégimentés, afin de mieux pourvoir à leur sûreté. Le 27 mai 1860, cinq cents d'entre eux étaient réunis à Baabda, lorsque, sous un prétexte futile, les Druses fondirent sur les Maronites, les dispersèrent, et mirent tout à feu et à sang dans le voisinage. Des troupes turques étaient là, mais elles se gardèrent bien d'intervenir. Quelques jours après, les chrétiens essayèrent de prendre leur revanche : ils attaquèrent le village druse d'Abadieh; leur entreprise échoua. A partir de ce moment, l'incendie et le massacre commencèrent de tous côtés. Rascheya, Hasbeya, Sayda,

Djezzin, Zahlé, Deïr-el-Kamar furent témoins des épouvantables forfaits commis par les Druses sur leurs malheureux et, le plus souvent, inoffensifs voisins. Les femmes, les enfants, les vieillards, les prêtres, les malades tombèrent sous les coups impitoyables des assassins druses.

Il y eut 1,200 hommes tués à Hasbeya, 1,300 à Rascheya, parmi eux se trouvaient vingt-deux princes de la famille Schehab, qui furent mis à mort, quoique musulmans, à cause de leur dévouement bien connu pour la France (1). A Deïr-el-Kamar, les bourreaux druses tuèrent plus de 2,200 personnes. Ils mutilèrent, dépecèrent, hachèrent leurs victimes, et, quand ils n'en trouvèrent plus dans la ville, ils se rendirent au palais du gouverneur et, là, firent subir les derniers outrages, les plus épouvantables tortures aux 1,500 chrétiens qui s'y étaient réfugiés (2).

Partout, les autorités ottomanes regardèrent ces tueries sans prendre la moindre mesure pour les arrêter. En bien des cas, les officiers turcs souffrirent même que leurs soldats se mêlassent aux assassins pour participer au pillage. Le gouverneur d'Hasbeya alla plus loin : comme les chrétiens de cette ville étaient poursuivis par leurs ennemis, il leur accorda un asile, leur fit déposer les mauvaises armes qu'ils possé-

(1) M. de Vogué, *les Evénements de Syrie. Le Correspondant*, août 1860, p. 780.

(2) Lenormant, p. 71-72.

daient et les livra ensuite un à un aux Druses, qui les massacrèrent. D'après M. Lenormant (1), le nombre des morts du 30 mai au 20 juin, dans l'étendue du Liban et de la Célésyrie, fut de 7,771, appartenant à tous les âges et aux deux sexes. Quant aux dévastations, on compta 360 villages, 560 églises, 42 couvents et 28 écoles détruits.

Damas fut le théâtre d'événements encore plus tragiques. Le 9 juillet, à midi, la population musulmane se leva comme un seul homme et se rua sur le quartier de la ville habité par les chrétiens. Une horrible boucherie, qui ne dura pas moins de cinq jours, eut lieu. Il est très probable qu'il ne serait pas resté dans Damas un seul chrétien vivant si un homme, que ses exploits guerriers avaient rendu célèbre, ne s'était courageusement interposé. Abd-el-Kader, l'émir algérien qui, pendant tant d'années, avait tenu en échec dans son pays les armées françaises, avait été mis en liberté en 1852. Il s'était alors rendu à Brousse, puis à Damas, où il avait établi sa résidence. Aux clameurs de la lutte engagée entre les Druses et les Maronites, Abd-el-Kader appela à lui les Algériens résidant à Damas, sollicita leur concours pour l'œuvre qu'il désirait entreprendre, et leur remit des armes. Aussitôt de petites troupes d'Algériens parcoururent la ville, disputant aux Druses les chrétiens, les recueillant et les conduisant dans la demeure de l'émir. Abd-el-Kader

(1) Lenormant, p. 89.

sauva ainsi de la mort 11,000 chrétiens. Malgré ce secours, 8,500 personnes avaient reçu la mort des mains des Druses. De plus, au cours du carnage, 3,800 maisons avaient été brûlées, et les dégâts matériels, la valeur de l'argent, des meubles, des marchandises enlevées, montaient à plus de 100 millions (1). Enfin, le chiffre total des victimes qui rougirent de leur sang la terre de Syrie, tel qu'il ressort de la publication la plus digne de foi, paraît être celui de 14,300 (2).

A la nouvelle de ces atrocités, l'Europe entière fut soulevée d'une indicible indignation. Le commodore Napier, celui-là même qui avait tant fait pour remettre la Syrie entre les mains de la Turquie, s'écriait dans un meeting tenu à Édimbourg : « La plus grande douleur de ma vie est d'avoir contribué à chasser de la Syrie le pacha d'Égypte et d'avoir aidé les Turcs à établir parmi les chrétiens du Liban, dernier et noble débris du christianisme, le gouvernement le plus infâme qui ait jamais existé (3). »

Le gouvernement ottoman redoutait, il paraît, l'immixtion des puissances dans les affaires de Syrie, car il chercha à la prévenir en envoyant, dès le 16 juillet, Fuad-Pacha, ministre des affaires étrangères, sur le théâtre des derniers événements. Muni de pleins pouvoirs, Fuad-Pacha devait, en qualité de commis-

(1) Lenormant, p. 123.
(2) Id., 130.
(3) J. de Bertou, *les Massacres de Syrie. Le Correspondant*, juillet 1860, p. 603.

saire plénipotentiaire, commander l'armée, remonter jusqu'à l'origine des faits, conjurer pour l'avenir, s'il était possible, de nouveaux malheurs, punir les crimes commis et donner une juste réparation aux victimes (1).

Mais déjà, lors des premiers massacres du Liban, la France avait pensé à intervenir et une de ses escadres était en route pour la Syrie. Cependant, quand Napoléon III avait eu cette idée, les massacres de Damas ne s'étaient pas encore produits; sitôt qu'il les connut, l'empereur des Français, qui tout d'abord avait craint qu'une action de sa part n'amenât des complications européennes, se laissa aller complètement à la tentation de déployer le drapeau tricolore sur le Liban. Le clergé pesa, du reste, d'un grand poids sur sa détermination, en l'assurant qu'il ne serait pas plus difficile de constituer un royaume chrétien en Syrie qu'il ne l'avait été de former le royaume de Grèce (2). En conséquence, le gouvernement français demanda aux quatre grandes puissances d'être autorisé par elles à faire débarquer un corps de troupes en Syrie, afin de protéger efficacement les populations et d'atteindre l'insurrection dans son foyer. Cette proposition fut immédiatement acceptée en principe, par la Russie, l'Autriche et la Prusse, sauf à discuter plus tard les conditions de l'occupation. L'Angleterre consentit éga-

(1) R. Edwards, p. 164.
(2) T. Delord, *Histoire du second empire*, t. III, p. 27.

lement au départ des troupes françaises, mais, en même temps, lord John Russel, ministre des affaires étrangères, dans ses dépêches à lord Cowley, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Constantinople, déclarait que « l'emploi des forces étrangères dans l'intérieur de la Syrie est une mesure que le gouvernement anglais n'adopte qu'avec beaucoup de répugnance. Cette intervention peut exciter plus vivement encore le fanatisme musulman et retarder, au lieu de hâter, la pacification de la Syrie. C'est aussi une mesure qui peut amener des difficultés internationales d'une grave nature (1). »

Lors de la discussion du projet d'une intervention européenne en Syrie, la Turquie n'avait pas été consultée ; on eut quelques raisons de se le reprocher plus tard, car, lorsqu'elle apprit les arrangements conclus, elle suscita des difficultés qui en retardèrent l'exécution.

Le 27 juillet, la Sublime Porte transmit à Musurus-Pacha, son ambassadeur à Londres, une note dans laquelle elle faisait un effrayant tableau des malheurs qui découleraient d'une intervention étrangère en Syrie, affirmait qu'elle était en état de réprimer les désordres et concluait par ces paroles : « En conséquence, la Sublime Porte ne voit aucune nécessité de recourir à une mesure qui serait capable de faire naître de si grands périls et qui, en tout cas, constituerait une sorte d'atteinte au droit de souveraineté de Sa Majesté impériale le

(1) Saint-Marc Girardin, *la Syrie en* 1861, p. 7.

sultan (1). » Enfin, elle annonça la prochaine arrivée en Syrie de Fuad-Pacha. Mais les puissances passèrent outre, et, après un long échange de notes, le 3 août, leurs représentants signaient à Paris un protocole portant : 1° Un corps de troupes, qui pourra être porté à 12,000 hommes, sera dirigé en Syrie pour contribuer au rétablissement de la tranquillité. 2° Sa Majesté l'empereur des Français consent à fournir immédiatement la moitié de ce corps de troupes. S'il devenait nécessaire d'en élever l'effectif au chiffre stipulé dans l'article précédent, les hautes puissances s'entendraient sans retard avec la Sublime Porte, par la voie diplomatique, sur la désignation de celles d'entre elles qui auraient à y pourvoir. 3° Le commandant en chef de l'expédition entrera, à son arrivée, en communication avec le commissaire extraordinaire de la Porte, afin de combiner toutes les mesures exigées par les circonstances..... 4° Les puissances contractantes promettent d'entretenir les forces navales suffisantes pour concourir au succès des efforts communs..... 5° Les hautes parties..... fixent à six mois la durée de l'occupation des troupes européennes en Syrie..... (2).

Depuis que la question d'intervention dans les affaires d'Orient avait été agitée, la Russie avait cherché à continuer le rôle que nous l'avons vue prendre en 1828 et en 1853, celui de protectrice des sujets chrétiens de

(1) P. 14.
(2) *Annuaire des Deux Mondes*, 1860, p. 532.

l'empire ottoman. Elle avait demandé que la situation des chrétiens dans tout l'empire fût effectivement améliorée, et avait vivement insisté pour que les puissances se portassent garantes des réformes qu'elle réclamait. Sur sa pressante invitation, la conférence, le 3 août, en même temps qu'elle signait le protocole cité plus haut, adopta un article supplémentaire, par lequel « elle exprimait le prix que les puissances représentées attachaient à ce que, conformément aux promesses solennelles de la Sublime Porte, il fût pris des mesures administratives sérieuses pour l'amélioration du sort des populations chrétiennes de tout rite dans l'empire ottoman. » — Le Piémont avait essayé de figurer au congrès de Paris; il avait argué de sa présence au congrès précédent; mais les puissances refusèrent de faire droit à ses réclamations en lui opposant, ce qui n'était pas sans valeur, qu'il n'avait pris aucune part aux traités de 1840, de 1842 et de 1845.

L'intervention était donc définitivement arrêtée. Le 8 août, le corps expéditionnaire français, placé sous les ordres du général Beaufort d'Hautpoul, s'embarqua à Toulon. Il était suivi d'une commission internationale chargée de rechercher les circonstances ayant amené les derniers conflits, de déterminer la responsabilité des chefs de l'insurrection et des agents de l'administration locale, de fixer les réparations dues aux victimes, et enfin d'étudier les dispositions qui pourraient être adoptées pour conjurer de nouveaux malheurs. Cette commission, intervention diplomatique de l'Europe à

côté de l'intervention militaire, ne plaisait pas plus que celle-ci au gouvernement ottoman (1).

Dans l'intervalle, son commissaire extraordinaire, Fuad-Pacha, était arrivé en Syrie, et marchait à rapides journées à travers le pays. Le 29 juillet, il entrait à Damas à la tête de 3,000 hommes de troupes régulières. Aucune résistance ne lui fut opposée. Immédiatement, Fuad-Pacha fit opérer, parmi les dernières classes, sept cents arrestations. Le consul de France, qui avait été présent aux massacres, lui désigna d'autres coupables d'un rang plus haut, mais le commissaire de la Porte ne daigna pas l'écouter. Le 16 août, les troupes françaises débarquèrent à Beyrouth. L'annonce de cette nouvelle agit fortement sur l'esprit de Fuad-Pacha. Jusque-là, aucune condamnation n'avait été prononcée. Quatre jours après le débarquement des Français, 57 musulmans étaient pendus, 111 hommes de la police fusillés. Ces premiers châtiments ne satisfirent toutefois ni la commission internationale, ni le général de Beaufort. La commission voyait que la répression n'avait encore atteint aucune des sommités de Damas et parlait de s'y transporter : le commandant de l'expédition française se montrait disposé à pénétrer dans le Liban avec ou sans le concours des Turcs, afin d'y rechercher les chefs druses qui s'y étaient réfugiés. Dans l'espoir qu'il amènerait par là la commission et le général de Beaufort à abandonner leurs projets, Fuad-

(1) Saint-Marc Girardin, *la Syrie en* 1861, p. 80.

Pacha se résigna à faire arrêter et à mettre en jugement les membres du grand conseil de Damas. Le gouverneur de la ville et trois autres hauts personnages qui avaient prêté les mains aux massacres furent fusillés; une vingtaine d'individus de position inférieure furent également condamnés et exécutés.

Néanmoins, ces châtiments n'atteignaient encore que les coupables de Damas; les chefs druses restaient impunis. Le général de Beaufort résolut alors de poursuivre son expédition. Il en fit part au commissaire ottoman et combina avec lui un plan d'opérations qui consistait à attaquer les Druses par Beyrouth, et à intercepter en même temps leur retraite sur le Hauran. Dans les derniers jours de septembre, l'expédition se mit en marche. Les Turcs étaient chargés de l'exécution de la seconde partie du mouvement: c'était une grande faute, car, au fur et à mesure que les Français avancèrent chassant devant eux les Druses, les Turcs laissèrent ces derniers passer entre leurs lignes et se réfugier dans le Hauran. Par suite de l'incapacité ou plutôt du mauvais vouloir de Fuad-Pacha, 3,000 Druses compromis échappèrent ainsi aux poursuites. Le but de l'expédition manqua, on peut dire, entièrement; quelques centaines d'individus seulement tombèrent aux mains des troupes françaises. Ils passèrent aussitôt en jugement; sur leur nombre, vingt furent condamnés à mort.

A Beyrouth, où les premiers troubles s'étaient produits, la commission européenne avait fait instituer un tribunal extraordinaire chargé de juger les fonction-

naires turcs de la localité qui avaient favorisé les massacres. Le 22 décembre, ce tribunal prononça onze condamnations capitales et d'autres peines moins sévères.

La répression terminée, en tant toutefois qu'elle fut possible, car la connivence criminelle des autorités ottomanes permit à une multitude de coupables d'éviter le sort qu'ils avaient mérité, la commission internationale eut à s'occuper de régler le chiffre des indemnités. Elle le fixa à 64 millions de piastres turques, payables 40 millions par les musulmans de Damas et 24 par les habitants des villages environnants. Mais la Porte dénia à la commission le droit de décider cette question qu'elle s'était, prétendait-elle par l'organe de Fuad-Pacha, réservée à elle-même. En dépit des efforts du délégué français, efforts que contrecarra autant qu'il était en son pouvoir celui de la Grande-Bretagne, les choses durent en rester là. — Elles furent reprises peu de temps après à Constantinople. La Sublime Porte offrit d'abord d'allouer aux chrétiens de Damas une indemnité de 10 millions de piastres, levée sur la ville et à laquelle le trésor ottoman ajouterait une somme égale. Les ambassadeurs étrangers rejetèrent ce projet. La Porte porta alors le chiffre de l'indemnité à 75 millions de piastres; les ambassadeurs trouvèrent encore la somme trop faible; toutefois, après qu'ils se furent convaincus de l'impossibilité d'obtenir davantage, ils adhérèrent à la proposition.

A la première nouvelle des événements de Syrie, l'Europe, sachant par expérience qu'il se passerait du

temps avant que la commission pût pourvoir aux pressants besoins des chrétiens échappés aux massacres et dénués de tout, l'Europe, émue de pitié, était venue à leur secours. Elle leur prodigua ses aumônes; la France seule donna près de 3 millions de francs, et le total des secours recueillis dans le monde civilisé peut être évalué à six autres millions. Mais ces dons n'arrivèrent en Syrie que très tard, de sorte que, sur les 80,000 infortunés chrétiens bivaquant en plein air, plus de 30,000 succombèrent aux intempéries, à la faim et aux privations de toute nature qu'engendre la misère (1).

Aux termes du protocole du 3 août, l'occupation de la Syrie par les troupes françaises devait prendre fin en janvier 1861. Quelques semaines seulement avant cette échéance, le désordre qui régnait dans cette malheureuse province et auquel la commission n'avait pu jusque-là remédier, l'insécurité des chrétiens partout où les troupes françaises ne se trouvaient point, décidèrent le gouvernement français à demander aux puissances la prolongation de l'occupation. Le cabinet britannique s'y montra tout à fait opposé; il pria même l'empereur Napoléon III de concentrer ses troupes sur les bords de la Méditerranée. Napoléon refusa en se motivant sur la nécessité d'assurer la sécurité des chrétiens, puis il en appela aux autres puissances. A la suite de cette demande, la conférence se réunit de nouveau. Le 15 février 1861, elle décida que les troupes

(1) Lenormant, p. 130.

françaises continueraient à occuper la Syrie jusqu'au 5 juin suivant.

En attendant, la plupart des peines prononcées par les tribunaux de Damas et de Beyrouth n'avaient pas été exécutées. La commission adressa à ce sujet de vifs reproches au gouvernement ottoman. Après de longs débats, où l'on vit l'Angleterre soutenir la résistance de la Sublime Porte aux vœux de l'Europe, l'exécution des sentences fut enfin ordonnée. Les condamnés à mort subirent leur peine; puis 2,491 Druses furent déportés à Tripoli de Barbarie et dans différentes îles de la Méditerranée.

Restait la question de réorganisation. Au mois de mai, une conférence des cinq grandes puissances avec la Porte eut lieu à ce sujet à Constantinople. Le 30, la conférence tint sa première séance, mais les vues des représentants étaient trop différentes, et rien n'y fut conclu. La seconde séance fut fixée au 6 juin.

Sur ces entrefaites, le 5 juin, les troupes françaises évacuèrent la Syrie. La France laissa son escadre en station devant cette province; l'Angleterre, qui, durant les derniers événements, avait entretenu quelques bâtiments dans ces parages, augmenta leur nombre. Les commandants en chef des deux escadres reçurent les mêmes instructions : ils étaient chargés de prendre toutes les mesures qu'exigerait la sécurité des chrétiens, et étaient autorisés à faire débarquer leurs équipages. — D'après l'aveu fait à la Chambre des députés en 1863 par un membre du gouvernement, l'expédi-

tion envoyée par la France en Syrie lui coûta 17 millions de francs (1).

Le 6 juin, la conférence de Constantinople reprit ses délibérations ; mais elle ne réussit pas encore à s'entendre. Enfin, le 9, la réunion décida la réorganisation du Liban sur les bases suivantes : maintien des immunités des chrétiens de la montagne ; gouvernement unique dont le chef, nommé par la Porte et relevant d'elle directement, pourrait être indigène ou non ; établissement dans la ville de Zahlé d'un régime spécial en faveur des Grecs non unis ; droit concédé à la Porte d'occuper un point sur la route de Beyrouth à Damas et d'y établir un blockhaus pouvant contenir de 2 à 3,000 hommes ; mission pour les soldats ottomans d'exercer la police en attendant la formation d'une armée indigène. — Des trois parties intéressées dans la question de réorganisation du Liban, Turcs, Druses et Maronites, les premiers seuls gagnaient par le projet adopté. L'organisation de 1861 divisait encore plus le gouvernement de la Syrie pour le rendre plus dépendant de la Turquie. Mais, comme l'a dit M. Saint-Marc Girardin, la Porte y gagnait, si c'est gagner pour un gouvernement faible que de prendre à sa charge un fardeau de plus (2).

La situation des chrétiens syriens était de cette manière fort peu changée. L'Europe, qui s'était associée

(1) Leroy-Beaulieu, *les Guerres contemporaines. Recherches statistiques sur les pertes d'hommes et de capitaux*, p. 89.
(2) Saint-Marc Girardin, p. 192.

à l'expédition française pour en amener l'avortement, pouvait s'applaudir du succès de son plan; il fallait l'impudence habituelle des journaux officieux du gouvernement de Napoléon III pour donner comme un triomphe de sa politique les minces résultats de cette expédition, entreprise avec tant de fracas « pour une grande idée au nom d'un grand peuple (1) ».

Ce n'était pourtant pas l'absence de propositions qui avait empêché d'apporter quelque amélioration dans l'organisation administrative de la Syrie. Depuis l'arrivée en Europe de la nouvelle des massacres du Liban et de Damas, devant l'impuissance démontrée du gouvernement ottoman à les prévenir, puis à les réprimer, une foule d'orateurs et d'écrivains avaient émis différents projets de réorganisation administrative pour la Syrie. Le *Times*, l'organe le plus accrédité de la presse anglaise, conseilla d'ériger la Syrie en une principauté qui serait gouvernée par un prince appartenant à l'une des familles souveraines de l'Europe. M. Xavier Raymond, dans un article publié dans la *Revue des Deux Mondes* (2), se fit l'avocat de cette proposition; il supplia l'Europe « d'arracher une terre en déshérence à l'abandon, au désordre, à la barbarie ». Au sein de la commission internationale, lord Dufferin avait proposé de faire de la Syrie un État indépendant sous la suzeraineté nominale du sultan. Fuad-Pacha devait en être

(1) T. Delord, t. III, p. 180.

(2) X. Raymond, *la Syrie et la Question d'Orient. Revue des Deux Mondes*, 1er octobre 1860.

le vice-roi. La France n'avait pas oublié la résistance que l'Angleterre avait apportée, en 1840, à la formation d'une Égypte agrandie de la Syrie ; néanmoins, elle se serait peut-être ralliée à ce projet si le nom d'Abd-el-Kader avait été mis en avant ; mais le délégué anglais, obéissant aux instructions de son gouvernement, tint ferme pour son candidat. D'autre part, la Porte se montra vivement irritée du plan proposé par lord Dufferin, et ce fut à peine si, en le discutant, elle resta polie avec l'Angleterre (1).

Parmi les écrivains français qui plaidèrent avec le plus de chaleur la cause des malheureux sujets chrétiens de la Turquie, en doit citer, en première ligne, M. B. Poujoulat : « Il faudra bien que l'Europe s'immisce dans les rapports du sultan avec ses sujets, dit-il dans son ouvrage *la Vérité sur la Syrie* (2), si elle ne veut pas assumer sur sa tête une responsabilité effrayante..... Mais quelle sorte de gouvernement serait praticable dans ce pays ? Un gouvernement européen ?..... Séparés par des rites différents, il serait illusoire d'espérer pour eux (les chrétiens), et par eux, un peuple unique et compact ; mais ils se rallieraient comme un seul homme à un gouvernement à la tête duquel serait placé un prince européen (3). » Et plus loin, répondant à l'idée émise par quelques-uns de ses contemporains de transporter loin du Liban le peuple

(1) Saint-Marc Girardin, p. 158.
(2) P. 517.
(3) P. 518.

maronite, M. Poujoulat s'écrie : « Nous repoussons de toutes nos forces l'idée sacrilège de transporter sous d'autres cieux la nation maronite. Leur sang est mêlé à la terre du Liban. Là sont tous leurs souvenirs, leurs foyers, les tombeaux de leurs pères. Que serait donc la montagne sans les Maronites? Ils sont les ***Français du Liban***, et la France veillera sur ses enfants (1). »

En dépit de cet appel chaleureux, de ceux très nombreux qui lui furent adressés de tous les coins de l'Europe, la France n'osa pas prendre sur elle de demander impérieusement à la Turquie les réformes réclamées par les populations chrétiennes de la Syrie; elle craignait, non sans raison d'ailleurs, de fâcher sa puissante et défiante voisine, l'Angleterre, et elle se condamna à l'immobilité.

Le 4 juillet 1861, Daoud-Effendi, le nouveau gouverneur de la Syrie, fut solennellement installé dans ses fonctions. C'était un Arménien catholique, qui avait précédemment occupé la place de directeur des télégraphes. Dès l'abord, il eut à lutter contre d'assez graves difficultés. Le règlement adopté par les puissances avait été mal accueilli par les chrétiens de la Syrie; l'unique raison que le nouveau gouverneur était chargé de l'appliquer suffit à le faire mal voir d'une moitié de ses administrés. Pendant toute une année, Daoud-Effendi fut en lutte constante avec les populations maronites. Dans le district de Bescherré,

(1) P. 521.

surtout, l'opposition qu'il rencontra fut des plus vives. Elle était dirigée par un jeune chef, du nom de Joseph Kassam, qui avait espéré être nommé à la place occupée par Daoud. Daoud réussit à faire cesser les désordres et à établir son autorité, seulement lorsqu'il eut fait arrêter l'instigateur des troubles. Remis en liberté, après deux années de détention, Kassam recommença, en 1866, la guerre contre son heureux rival. Il souleva les Maronites, les conduisit au combat contre les troupes turques, gagna quelques victoires, mais bientôt, faute d'armes et de munitions, ses bandes furent à leur tour défaites et il dut prendre la fuite.

Depuis lors, aucun fait notable ne s'est passé en Syrie. L'autorité du gouverneur s'est, avec le temps, affermie ; le pays a cherché à se relever des tristes conséquences des événements de 1860, mais l'état délabré des finances, que la domination ottomane est peu faite pour réparer, y a été et y est encore actuellement un obstacle presque insurmontable. Une tranquillité générale paraît exister. Toutefois, ce calme est factice, car il règne en Syrie, et particulièrement dans la partie nord, une sourde fermentation, dirigée non plus contre les chrétiens, mais contre les Européens. Cette agitation a eu pour origine l'application de la loi édictée par la Sublime Porte, qui permet aux étrangers d'acquérir des propriétés en Turquie et dans ses possessions extra-européennes. Les paysans musulmans voient avec crainte et jalousie les étrangers venir se fixer dans leur pays. Ils en conçoivent secrètement une

profonde haine pour ceux qu'ils considèrent comme des usurpateurs ; jusqu'à présent, leurs sentiments ne se sont traduits par aucun acte répréhensible. Pourtant, on en a eu la preuve dans la tentative d'assassinat commise en mars 1875, par un musulman, contre le consul d'Angleterre.

Il est intéressant de voir combien les Anglais ont pris à cœur de présenter sous un faux jour le rôle de la France dans les affaires de Syrie. Il était évident, jusqu'alors, que son intervention en faveur des chrétiens avait été toute d'humanité, et lui avait, surtout, coûté son argent et son sang. Voici le roman qu'une grave Revue anglaise a bâti récemment sur cette politique de désintéressement et de tradition séculaire :

« Pendant les travaux de la commission internationale chargée d'élaborer une constitution spéciale pour le Liban, les Maronites espérèrent que les puissances leur accorderaient la suprématie sur les autres tribus. Déjà, ils comptaient se venger par de cruelles représailles, dressaient des listes de proscription. Mais, lord Dufferin, représentant de l'Angleterre, déjoua leurs calculs ; il fit mettre à la charge des Maronites leur part de responsabilité dans les événements passés, et anéantit une politique de vengeance dont le seul résultat aurait été de substituer une tyrannie à une autre.

« Un équilibre rationnel entre les différentes tribus du Liban put donc être établi. Cet ordre de choses ne fut pas accepté comme définitif par les Maronites. Ils espérèrent que la France obtiendrait bientôt une revi-

sion de la constitution, et ils affichèrent hautement des prétentions que la diplomatie française d'ailleurs ne décourageait point. La défaite éclatante de l'armée française en 1870 fit évanouir ces rêves en portant en même temps un coup sensible à l'importance de la France aux yeux des habitants de la Syrie. Cette importance alla s'amoindrissant de plus en plus, jusqu'en 1878. Cette année-là, un incident se produisit qui parut d'abord en marquer l'anéantissement complet. Un prélat maronite, connu par son audace turbulente et qui excitait ouvertement ses ouailles à la rébellion et à la guerre civile, fut ignominieusement arrêté dans sa résidence de Deir-el-Kamr, par ordre du gouverneur du Liban, et exilé à Jérusalem. Il y avait là un fait sans précédent dans l'histoire de la Montagne; le consulat français resta muet! Les Maronites ne s'arrêtèrent pas à considérer que le gouvernement de la France se trouvait à cette époque sous le coup de graves difficultés intérieures; que ses conseils étaient en outre dirigés par des ministres ultramontains, aux yeux desquels les Maronites, avec leurs rites indépendants et leurs institutions religieuses spéciales, ne valaient guère mieux que des schismatiques. Il leur suffisait de voir ses représentants indifférents en présence de l'outrage que l'on faisait à l'un de leurs chefs spirituels. La France reniait ses anciennes traditions, et les chrétiens du Liban ne pouvaient plus compter sur l'appui de ce roseau brisé. Oublieux du décorum le plus vulgaire, ils se hâtèrent d'aller offrirent allégeance et féauté aux

différents consuls des nations européennes à Beyrouth, et, entre autres, au consul d'Allemagne. Leurs ouvertures, bien entendu, furent accueillies avec le dédain qu'elles méritaient, et ils ne récoltèrent que de bons avis là où ils avaient compté trouver une plus efficace protection. Ils n'avaient plus d'autre ressource que de déplorer l'abaissement de la grande nation: ce qu'ils firent, au reste, surabondamment.

« Ils eussent mieux fait de s'épargner tant de lamentations, car la France n'avait nullement l'intention d'abandonner sa mission historique en Syrie. A peine quelques mois s'étaient-ils écoulés, que le gouvernement français, plus tranquille à l'intérieur, songeait à rendre plus d'activité à sa politique extérieure. Il s'empressa d'obtenir la réintégration de l'évêque Bustany dans son diocèse. Les Maronites, apaisés et repentants, vinrent faire amende honorable auprès de leurs protecteurs traditionnels et furent admis à résipiscence.

« Au commencement de l'année 1879, le gouvernement de la France passa, du parti clérical présidé par le maréchal de Mac Mahon, entre les mains du parti contraire représenté par M. Grévy. A partir de cette date, si la France encouragea encore les aspirations et les intrigues des Maronites, ce ne fut plus en raison de leur identité de religion avec les chrétiens de l'Église, mais bien parce que leur allégeance religieuse pouvait, à un moment donné, servir de point de départ à leur alliance politique avec la France. A ce moment, les ressources de la France se relevaient graduellement;

elle réparait les conséquences désastreuses de sa guerre avec l'Allemagne en 1870; ses forces revenaient, et avec elles revenait aussi le désir naturel de reprendre sa place et son rôle dans les affaires du monde.

« Quand, au commencement de 1881, le gouvernement français fut sur le point d'engager la guerre avec la Tunisie, il prévit le cas où le sultan s'opposerait à l'établissement de la domination française sur ce pays en s'appuyant sur ses anciens droits de suzeraineté. Il y avait là une difficulté éventuelle, à laquelle il fallait être prêt à parer, si elle venait à se produire. Le gouvernement français reporta alors son attention sur la Syrie. Il en examina soigneusement la situation. C'est ainsi qu' « il découvrit, dit l'écrivain britannique dont nous analysons l'article (1), qu'outre les populations chrétiennes de sectes diverses, latines ou orthodoxes, qui n'ont pas pour le gouvernement ottoman une tendresse bien vive, trois races guerrières et dissidentes au point de vue religieux, les Druses, les Ansariyeh et les Metawileh, manifestaient à son égard une hostilité perpétuelle. Bien plus, même parmi les fervents sunnites de Damas, la quatrième ville sainte de l'Islam, une opposition sans cesse croissante se faisait jour et menaçait l'autorité du calife étranger et de sa race. Il y avait évidemment là tous les éléments d'une rébellion, et on pouvait, en les ménageant et en les dirigeant avec soin, se réserver la faculté d'allumer, à un moment

(1) *French diplomacy in Syria. Fortnigthly Review*, avril 1882.

donné, en Syrie une guerre civile qui aurait absorbé les forces entières de l'empire ottoman et fourni de la sorte une contre-mine utile, au cas où la Porte aurait jugé à propos d'intervenir autrement que par la voie diplomatique dans les affaires de Tunisie.

« Le cabinet français chargea donc l'attaché militaire à l'ambassade de Constantinople de se rendre en Syrie. Sa mission spéciale et secrète n'avait, disait-on, aucun caractère politique (1). Cependant, l'envoyé français visita les tribus qui montraient des symptômes de désaffection envers la Turquie. Accueilli par de bruyantes manifestations par les Ansariyeh et les Metawileh, qui représentent ensemble une population d'environ 400,000 âmes, il noua avec ces tribus des relations intimes; quant aux Druses, les irréconciliables ennemis des Maronites, ils refusèrent d'écouter aucune ouverture.

« Depuis le voyage de l'attaché militaire français en Syrie, des négociations actives ont été engagées entre les agents consulaires français et les chefs des Metawileh et des Ansariyeh. Ceux-ci ont de nouveau protesté de leur dévouement à leur vieille protectrice et promis leur concours en cas de conflit entre la France et la Turquie. Bien plus, en juillet 1881, les Ansariyeh adressèrent au Président de la République française une pétition, dans laquelle ils mettaient à ses pieds leurs

(1) *Une Mission scientifique. Nouvelle Revue*, 15 octobre et 15 novembre 1881.

propriétés et leurs vies, et lui demandaient de vouloir bien les prendre sous la protection de la France.

« Au mois de novembre suivant, le consul général de France en Syrie, M. Patrimonio, visita à son tour les Metawileh. Il les confirma dans les espérances soulevées par l'attaché militaire à Constantinople, leur laissa entrevoir la possibilité d'obtenir, grâce à l'influence française, une autonomie semblable à celle du Liban, et reçut d'eux une pétition réclamant la protection de la République française.

« Quelque temps après, deux vice-consulats politiques français furent créés à Hama et à Caïffa, sur la frontière du pays des Ansariyeh et des Metawileh. Ce fait, venant à la suite de ce que nous avons rapporté, acquiert une signification qui n'échappera à personne : il démontre clairement les vues du gouvernement français et son désir évident d'étendre son influence en Syrie. »

Voilà, à en croire la publication anglaise (1), les faits qui se seraient déroulés dernièrement en Syrie; voilà quelles auraient été les « *menées* » de la France!

Si le gouvernement français avait eu véritablement les intentions qu'on lui prête, s'il avait vraiment tenté d'étendre son influence en Syrie, s'il avait cherché à poser les jalons d'une insurrection dans ce pays, et

(1) *French diplomacy in Syria. Fornightly Review*, avril 1882, reproduit dans la *Revue britannique*, numéro de juin 1882.

cela afin d'entraver une action militaire de la Turquie en Tunisie, nous n'aurions pas à l'en blâmer. Tout au contraire, nous le louerions vivement de cette preuve d'habileté. Que l'Angleterre en fût contrariée, cela eût été de soi, mais ce n'était pas une raison pour arrêter la diplomatie française.

Aujourd'hui, l'éventualité qu'on redoutait en 1880 est écartée : la crainte d'un conflit avec l'empire ottoman n'existe plus. La Tunisie a été conquise et est occupée par la France, et néanmoins les relations du gouvernement français avec la Porte sont des plus cordiales.

Il serait facile d'avouer une diplomatie aussi habile qu'elle eût été légitime. Cependant, cette fois encore, la perspicacité des Anglais est en défaut. Renseignements pris au ministère des affaires étrangères, le voyage de M. de Torcy n'a eu ni le caractère ni le but que les journalistes anglais lui attribuent. Il a été semblable en tous points à ceux qu'accomplissent les attachés militaires français ou étrangers. M. de Torcy n'était chargé d'aucune mission politique, et les manifestations qui se sont produites sur son passage auraient également eu lieu vis-à-vis d'un étranger quelconque d'un haut grade.

Quant à la *création* de nouveaux postes consulaires, le gouvernement français a seulement rétabli des viceconsulats dans certaines villes où les besoins du commerce l'exigeaient; mais sans aucune visée politique, sans intention d'étendre son influence.

La jalousie d'Albion s'est cette fois encore égarée ; elle a vu un danger là où il n'y en avait pas.

L'Angleterre s'est donc donné un mal inutile, lorsqu'elle a dernièrement essayé de faire prolonger pendant cinq nouvelles années les pouvoirs de Rustem-Pacha, gouverneur de Syrie, Italien d'origine (Marini), et dont l'hostilité contre la France était notoire. Le gouvernement britannique a dû être pris d'une grande inquiétude lorsque le sultan a présenté, pour remplacer Rustem, le jeune prince des Mirdites, Bib-Doda, protégé particulier de la France. Mais le gouvernement français, qui ignorait le choix du sultan, a montré, en se ralliant au nom de Wassa-Pacha, qu'elle limitait sa part d'influence à la protection des catholiques du Liban, et que ses intrigues se réduisaient à assurer aux Maronites la garantie d'un administrateur habile et chrétien, comme le nouveau gouverneur de la Syrie (mai 1883).

GUERRE ENTRE LA RUSSIE ET LA TURQUIE [1]

1877-1878

Le traité de Paris, imposé à la Russie par les coalisés, la France, la Grande-Bretagne, la Turquie et le Piémont, n'avait été accepté par elle qu'avec l'intention arrêtée de le déchirer, ou tout au moins de le faire reviser à la première occasion. Cette occasion, la Russie l'attendit patiemment vingt-quatre ans!

En 1870, lorsque la force de la coalition des quatre puissances signataires eut été en partie détruite par les défaites et les désastres de la France; quand, en conséquence de ces mêmes faits, l'équilibre européen eut été jusqu'à un certain point déplacé, la Russie jugea le moment opportun pour obtenir l'annulation de quelques articles du traité de 1856 qu'elle avait toujours considérés comme humiliants et blessants pour elle.

Le 19 octobre, elle avisait officiellement les puissances européennes de son intention de dénoncer les

(1) Consulté :

C. Farcy : *La Guerre sur le Danube*, 1877-1878. — S. Menzies : *Turkey old and New*. — A. Le Faure : *Histoire de la guerre d'Orient*, 1877-1878. — Un officier supérieur : *La Guerre en Orient* (étude stratégique et tactique). — Colonel Lecomte : *La Guerre d'Orient*. — *La Revue militaire de l'étranger*. — J. Vial : *Les Campagnes modernes*. — John Arrest : *Guerre d'Orient, campagne de 1877*.

articles et la convention additionnelle du traité qui limitaient son action dans la mer Noire. Pour faire une telle demande, la Russie ne pouvait choisir un meilleur moment. En effet, les différents gouvernements signataires du traité de Paris étaient chacun dans une situation qui permettait à la Russie de tout oser. La France, vaincue, était réduite à une abstention presque absolue dans les affaires extérieures qui ne touchaient pas à son honneur national. — Victor-Emmanuel, en 1856 roi de Piémont, ne s'était mêlé à la guerre contre la Russie que dans un intérêt personnel, qui n'existait plus maintenant qu'il était devenu roi d'Italie. — La Turquie était trop affaiblie par sa situation intérieure, que ses embarras financiers avaient encore dans ces derniers temps aggravée, pour être en mesure d'imposer à elle seule à la Russie l'exécution du traité de Paris. — La Grande-Bretagne, toujours jalouse des progrès des Russes en Asie, désirait tout au moins autant que la Turquie le maintien du *statu quo ;* mais elle n'avait plus ses alliés de 1854, et ses seules forces ne lui permettaient pas d'entreprendre une guerre avec sa rivale.

Ainsi qu'on le voit, le moment était des plus propices. Vers la fin de février 1871, une conférence, composée des représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Russie, de l'Italie et de la Turquie, se réunit à Londres. Le traité de Paris et son annexe y furent débattus, puis modifiés dans le sens des propositions russes par un protocole portant la date du 13 mars 1871. Dorénavant, la Russie avait

le droit d'entretenir des navires de guerre dans la mer Noire.

Après la signature du traité de Paris, la Porte s'était engagée à doter l'empire d'une administration sage et réparatrice, et à travailler à amalgamer, sous l'égide d'un bon gouvernement, les différentes races dont sont peuplées ses provinces, afin de rendre impossible le retour des insurrections et des massacres dont les puissances s'étaient tant de fois émues. Mais, depuis, cette grande question de réformes intérieures n'avait pas fait de progrès. Près de vingt ans s'étaient écoulés et la justice continuait à être rendue sans équité, les impôts étaient répartis d'une manière inégale, et frappaient surtout les populations chrétiennes ; la loi agraire laissait fort à désirer, etc... Maintes fois, les provinces du Nord avaient réclamé l'exécution des promesses faites par le sultan aux puissances: toujours en vain. Un mécontentement assez vif en était résulté et il allait grandissant, lorsque, au mois de juin 1875, les Herzégoviniens donnèrent le signal de la révolte. Rapidement, le mouvement gagne la Bosnie et la Bulgarie. Amenée par des haines séculaires, l'insurrection présente tous les caractères des guerres de race et de religion, c'est-à-dire qu'elle est accompagnée de part et d'autre de violences sauvages et de dévastations (1). L'année suivante, la Serbie et le Monténégro soutiennent ouvertement les insurgés et déclarent la guerre à la Turquie.

(1) J. Vial, t. II, p. 355.

La Russie profite de l'occasion pour reprendre à l'égard de la Porte sa politique traditionnelle, qui consiste dans l'affaiblissement de l'empire ottoman; elle facilite l'enrôlement dans l'armée serbe de nombreux volontaires russes. Des combats acharnés sont alors livrés sur les frontières des provinces belligérantes. Au mois d'août, les puissances, sollicitées par la Russie, tentent d'arrêter par les voies diplomatiques cette rébellion qu'elles considèrent comme dangereuse pour la paix générale. Les pourparlers durent plusieurs mois, mais, à la fin de février 1876, les exigences des Herzégoviniens les font abandonner. La guerre reprend avec une nouvelle vigueur : vaincue, l'armée serbe ne peut arrêter la marche victorieuse des Turcs, les places les plus fortes et qui passent pour imprenables leur sont abandonnées; ils sont sur le point d'écraser leurs adversaires, lorsque la Russie intervient. Le 30 octobre, Alexandre II envoie au sultan Abdul-Hamid un ultimatum qui doit être accepté dans les quarante-huit heures. Les conditions de cet ultimatum sont les suivantes : concession de l'autonomie administrative aux provinces de Bosnie, d'Herzégovine et de Bulgarie; admission du contrôle européen pour le fonctionnement de cette nouvelle institution; enfin réunion d'une conférence européenne en dehors de la Turquie pour la rédaction en commun d'un protocole dans lequel seront indiquées les garanties pour l'avenir (1). Le couteau ainsi mis

(1) Un officier supérieur, *la Guerre en Orient*, p. 51.

sur la gorge, Abdul-Hamid se résigna, le 3 novembre, après avoir toutefois hésité pendant vingt-quatre heures, à accorder une suspension d'armes de six semaines.

Dès que l'armistice eut été signé entre la Turquie, d'une part, la Serbie et le Monténégro, de l'autre, la diplomatie européenne mit tout en œuvre pour que cette suspension d'hostilités aboutît à la conclusion de la paix. En même temps, la Russie, la plus intéressée à ce qui se passait dans la péninsule des Balkans, demanda, avec l'appui de l'Angleterre, la réunion d'une conférence. Elle invitait les autres puissances de l'Europe à s'occuper de l'état intérieur de la Turquie, et à exercer une certaine pression sur la Porte pour l'amener à réaliser enfin, d'une manière sérieuse, les réformes formellement stipulées et solennellement promises à différentes époques. Les grandes puissances adhérèrent à la proposition et, à la fin de novembre, leurs plénipotentiaires se trouvèrent réunis à Constantinople. La France, la Grande-Bretagne, la Russie, l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie et la Turquie étaient représentées.

Le 23 décembre, eut lieu l'ouverture des délibérations. Les plénipotentiaires se réunirent neuf fois, pendant les mois de décembre et de janvier. Ils obtinrent une prolongation de l'armistice jusqu'au 10 avril 1877, mais échouèrent dans tous leurs efforts en faveur de la paix. Le gouvernement ottoman refusait d'adhérer au programme européen et de donner les garanties qu'on exigeait de lui. En conséquence, le 20 janvier 1877,

la conférence se déclara dissoute. L'opiniâtre résistance du gouvernement ottoman, de se rendre aux vœux des puissances, produisit en Europe une fâcheuse impression. Dans les premiers jours de février, cette impression fut rendue pire par la destitution du grand vizir, Midhat-Pacha. Cet homme d'État était l'auteur de la nouvelle constitution ottomane. On le considérait comme devant être chargé d'en assurer le premier fonctionnement, et l'on pensait, généralement, qu'il était partisan des concessions et du maintien de la paix (1). Le renvoi de ce ministre fut pour les gouvernements européens, attentifs aux actes du sultan, un sujet de nouvelles inquiétudes. Cependant, malgré le départ des ambassadeurs européens, les négociations entre la Sublime Porte et les délégués de la Serbie et du Monténégro étaient poursuivies. Elles aboutirent, le 1er mars 1877, mais pour la Serbie seulement, à un traité de paix.

Sur ces entrefaites, le général russe Ignatieff arriva en Angleterre. Aussitôt, une nouvelle conférence européenne se réunit à Londres; mais, cette fois, sans la participation de la Turquie. La France, la Grande-Bretagne, la Russie, l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche y étaient représentées. Le 31 mars, les plénipotentiaires rédigèrent un protocole de leurs séances. Après diverses considérations secondaires, les puissances signataires y déclaraient que, si la condition des sujets chré-

(1) Un officier supérieur, p. 83.

tiens du sultan n'était pas, dans un bref délai, améliorée, de manière à prévenir le retour des complications qui troublaient périodiquement le repos de l'Orient, elles ne pourraient plus tolérer un pareil état de choses, incompatible avec leurs intérêts et avec ceux de l'Europe en général, et que, en pareil cas, elles se réservaient « d'aviser en commun aux moyens les plus propres à assurer le bien-être des populations chrétiennes et les intérêts de la paix générale. » Elles invitaient, en outre, la Porte à replacer ses armées sur le pied de paix.

Le protocole de Londres fut communiqué le 3 avril au gouvernement ottoman, qui, le 9, répondit qu'il se refusait à désarmer, et qu'il n'irait pas au delà des concessions déjà faites. Tout espoir de paix s'évanouissait.

Le 19 avril, le cabinet de Saint-Pétersbourg fit savoir à la Sublime Porte et aux autres gouvernements que l'empereur avait résolu d'entreprendre, seul, l'œuvre de justice à laquelle il les avait précédemment conviés de s'associer avec lui, et, le 24, il signifia à la Sublime Porte que le czar « se voyait obligé de recourir à la force des armes (1) ».

Quelle était à cette époque la situation des deux puissances sur le point d'en venir aux mains? La Russie possédait une armée bien exercée, bien disciplinée, dont l'effectif pouvait, par l'appel des réserves, des

(1) Farcy, p. 23.

troupes irrégulières et de remplacement, aisément atteindre 2 millions et demi de combattants. Sur la mer Noire, elle avait une flotte; mais sa faiblesse ne lui permettait pas d'entretenir aucune espérance sur sa coopération à la guerre.

La Turquie n'avait, en additionnant toutes ses forces, que 300,000 combattants à faire entrer en lice; encore, l'instruction militaire de ses soldats était-elle des plus incomplètes. Par contre, elle possédait une belle flotte, sortie des chantiers français et anglais, qui dominait la mer Noire, et qui, sous ce rapport, lui assurait la supériorité sur sa rivale (1). Mais elle était déjà en guerre avec les insurgés de l'Herzégovine et de la Bosnie, et, au rebours de la Russie, qui se sentait forte de l'appui moral, des sympathies de l'Europe, la Turquie se voyait complètement isolée et abandonnée à ses uniques ressources.

Aussitôt après la déclaration de guerre russe, la Turquie envoya sur le Danube une armée de 150,000 hommes. L'aile droite, forte de 18,000 hommes, occupa la Dobrutscha; le centre, comptant 100,000 hommes, se tint dans le quadrilatère formé par les places fortes de Routschouk, de Silistrie, de Varna et de Choumla; enfin l'aile gauche, forte de 35,000 hommes, occupa Widdin. D'autre part, à l'ouest, une armée secondaire de 30,000 hommes poursuivit les opérations militaires contre les Monténégrins. Enfin, en Asie, une armée

(1) Vial, t. II, p. 357.

d'environ 100,000 hommes fut rassemblée à Kars et à Erzeroum, sous le commandement de Mouktar-Pacha (1).

Les préparatifs de guerre des Russes étaient plus formidables. Déjà, au mois de novembre précédent, ils avaient réuni une nombreuse armée dans la Bessarabie, qui s'était depuis continuellement renforcée. Au moment de la déclaration de la guerre, elle comptait 192,000 hommes. C'est alors que le grand-duc Nicolas, frère de l'empereur, vint en prendre le commandement. — Dans ce même temps, les Russes rassemblaient aussi en Asie 100,000 hommes, qu'ils disposaient sur une frontière très étendue, depuis la mer Noire jusqu'à Érivan, avec leur centre à Tiflis (2).

Le 24 avril, c'est-à-dire aussitôt la guerre déclarée, le czarowitz lança son avant-garde vers Braïlow. Celle-ci s'empara du pont de Barboch, sur le Sereth, et, par ce fait, prépara la marche de l'armée qui pénétra sans coup férir dans la Roumanie. Encouragé par la présence des Russes sur son territoire, le 22 mai, le peuple roumain déclara son indépendance.

Longtemps avant qu'il fût question d'une nouvelle guerre entre la Russie et la Turquie, de nombreux pourparlers avaient eu lieu entre les trois gouvernements de l'empire d'Allemagne, d'Autriche et de Russie. La déclaration de guerre de cette dernière puissance à la Turquie évoqua le souvenir de ces pourparlers; on

(1) Colonel Lecomte, t. I, p. 286.
(2) Vial. t. II, p. 362.

crut qu'une entente s'était faite entre les trois empereurs au sujet d'un prochain partage de l'empire ottoman. L'opinion publique en Europe s'en émut. Le cabinet de Vienne fut le premier interpellé dans les chambres à ce propos. Par la spontanéité de sa réponse, il fit heureusement taire tous les commentaires; au mois de mai 1877, il proclama sa neutralité en annonçant qu'il s'efforcerait de localiser la guerre et d'offrir sa médiation amicale aux deux parties aussitôt que la chose serait possible. — Le gouvernement allemand déclara aussi vouloir rester neutre, n'étant pas, disait-il, directement intéressé aux affaires de l'Orient. La France fit de même.

L'Angleterre proclama aussi sa neutralité, mais elle réserva sa liberté d'action pour le cas où les intérêts généraux de l'équilibre européen, ou les intérêts britanniques en particulier, arriveraient à être menacés ou lésés par les événements de la guerre, et elle s'arma.

Les autres puissances d'Europe déclarèrent aussi leur intention d'être neutres pendant la guerre, seule la Grèce ne suivit pas cet exemple. Poussé par la nation tout entière, son roi, Georges Ier, parut, au contraire, vouloir prendre part à la guerre en se mettant du côté de la Russie. Il concentra son armée, fit même franchir à quelques détachements les frontières de la Thessalie et de l'Épire, mais dut borner là son action agressive. Sur les réclamations de la Sublime Porte, l'Angleterre intervint; elle promit à la Grèce un dé-

dommagement territorial si elle consentait à renoncer à ses projets d'hostilité et, ajoutant à l'effet de cette promesse celui de menaces sérieuses, elle amena Georges Ier à rappeler son armée. De plus, comme les volontés du monarque grec risquaient d'être annihilées par les exigences plus impérieuses de ses sujets, une flotte britannique vint s'établir en surveillance sur les côtes de son royaume (1).

Bien déterminés à pousser quand même les choses, les Russes n'avaient point, durant tous ces débats, suspendu leurs opérations militaires. Moins d'un mois après l'entrée des premiers détachements dans la Roumanie, l'armée russe tout entière était réunie. Le 20 juin, elle était massée à la hauteur de Bukharest. Pendant ce temps, une de ses divisions, restée à Braïlow et commandée par le général Zimmerman, cherchait à traverser le Danube. Le dessein des Russes était d'opérer une diversion, afin de faciliter le passage du fleuve par le gros de l'armée. Le 19 juin, la division russe traverse sans trop de peine le Danube, s'empare de Matchin, provoque la retraite des garnisons d'Isatchka et de Toultcha et envahit la Dobrutscha. Alors, l'armée russe tout entière tente à son tour le passage du fleuve; la flottille cuirassée turque chargée de s'y opposer veut faire son devoir, mais les Russes barrent le Danube au moyen de torpilles fixes, près de Reni et de Braïlow, puis, mettant en jeu leur grosse

(1) Lecomte, *Guerre d'Orient*, t. II, p. 26.

artillerie, ils la réduisent à l'impuissance (1). Une flottille russe la remplace aussitôt et, dans la nuit du 27 au 28 juin, l'armée du czar traverse le Danube à Zimnitza, en face de Sistova, et envahit la Bulgarie. Devant elle, les Turcs se retirent, soit à Sistova, soit aux deux ailes qui occupent l'une le quadrilatère, l'autre Widdin.

La position des Russes qui s'étaient ainsi volontairement placés entre deux corps d'armée ennemis devenait sérieuse. Il leur fallait, dès lors, agir avec vigueur et ne pas laisser aux Turcs le temps de se reconnaître. C'est ce qu'ils firent. Le grand-duc héritier prit avec lui deux corps et marcha sur Biela et vers la ligne de la Jantra. Il s'y établit presque sans résistance et poussa ses avant-postes jusque près de Routschouk et de Rasgrad. En même temps, mais du côté opposé, à l'ouest, le 9e corps se dirigeait sur Nicopoli. Le 13 juillet, il arrivait devant cette place qui, trois jours après, capitulait. Immédiatement, les Russes se portèrent sur Plevna pour y attaquer l'aile gauche turque qui avait quitté Widdin, s'avançant à leur rencontre.

L'état-major turc avait été prévenu, dès le 27 au matin, du passage des Russes à Zimnitza. Quoiqu'il eût certainement pu contrecarrer, empêcher même entièrement la marche en avant de l'ennemi, il n'avait ordonné aucun mouvement. Cette inaction laissait les Russes dans une grande perplexité au sujet de ses intentions; ils craignaient que les Turcs ne leur ména-

(1) Un officier supérieur, p. 157.

geassent quelque terrible surprise. Le grand-duc Nicolas résolut d'éclaircir ses doutes en faisant reconnaître le terrain jusqu'aux Balkans. Un détachement d'avant-garde, fort de 9,000 hommes, fut donc formé et placé sous les ordres du général Gourko.

Le 3 juillet, il se met en route. Rapidement il marche vers le sud, suivi à une certaine distance par le 8e corps comme soutien. Celles des populations bulgares qui n'ont pas fui l'accueillent favorablement et facilitent ses opérations. Le 7, il disperse 300 cavaliers ottomans et occupe Tirnova, ancienne capitale de la Bulgarie. Le 12, il en repart, traverse le lendemain la première chaîne des Balkans, et, le 14, débouche en Roumélie, chassant devant lui, après un léger combat, les troupes turques chargées de la défense de la région. Bientôt, il occupe Yeni-Zagra et Eski-Zagra, où il est rejoint par le 8e corps. Les généraux russes décident alors l'attaque de la passe de Schipka, l'une des routes les plus importantes de l'arrière-Balkan. Elle est pourvue de solides travaux en terre et défendue par près de 5,000 hommes.

Les généraux russes conviennent que l'avant-garde prendra la passe à revers, tandis que le 8e corps l'attaquera de front. Les opérations doivent en outre être simultanées, et avoir lieu le 18 juin. Mais il est difficile d'établir des communications régulières entre des corps qui opèrent sur les deux versants d'une chaîne de montagnes et à une assez grande distance l'un de l'autre. Au jour indiqué, le 8e corps attaque la position turque, et, n'étant pas soutenu par le détachement du

général Gourko, il éprouve un échec. Le lendemain, Gourko, qui a achevé son mouvement tournant de la passe, attaque à son tour les Turcs. Le 8e corps renouvelle alors son assaut; cette fois, il réussit. Les Russes s'emparent de la passe de Schipka, et s'empressent d'en augmenter les moyens de défense, tandis que leurs adversaires en fuite gagnent Philippopoli.

On est arrivé à la fin de juillet. Depuis le commencement de la campagne, les Russes n'ont cessé de marcher de succès en succès. Ils sont maîtres des passes principales des Balkans, et occupent toute la vallée de la Tundja, avec Kasanlik. Nulle part, les Turcs ne leur ont opposé une résistance sérieuse. Aussi, à Constantinople, la population est exaspérée. Le généralissime Abdul-Kerim est destitué et remplacé par un homme plus jeune et plus énergique, Méhémet-Ali-Pacha (1). La Sublime Porte décide en outre la formation d'une troisième armée, et, dans ce but, rappelle du Monténégro le corps de 32,000 hommes que commande Suleyman-Pacha. Parti le 11 juillet, grâce aux transports maritimes et aux chemins de fer, il arrive rapidement à Sophia. Là, il se fusionne avec les troupes chargées de la défense des Balkans, et forme ainsi une nouvelle armée forte de 50,000 hommes (2).

A ce moment, l'aile droite russe, formée par le

(1) C'était un chrétien converti à l'islamisme, né en Allemagne, d'origine française, instruit à l'école militaire ottomane, et de son vrai nom s'appelant Charles Detroit. (C. Farcy, p. 258.)

(2) L. Vial, t. II, p. 370.

9e corps, et qui jusqu'alors n'avait concouru que d'une manière très secondaire aux opérations de la guerre, entra en scène. Elle avait ordre d'élargir la base d'opérations de l'armée par la prise de Nicopoli et par celle de la ligne du Vid. Le 15 juillet, eut lieu la première attaque générale de la place que défendaient 7,000 Turcs. Le soir, la ville était investie, et le lendemain, au moment où les Russes allaient lui livrer un nouvel assaut, elle capitula. Ce succès mit les vainqueurs en possession de 6 drapeaux, de 113 pièces d'artillerie, de 2 monitors et de plus de 10,000 fusils (1).

Le général Krudener, commandant le 9e corps, se mit alors en devoir de remplir le second objet de sa mission, en remontant la rive droite du Vid et en se portant sur Plevna.

Le 20 juillet, une division arrivait devant la ville. S'abusant sur sa force depuis le succès remporté à Nicopoli, elle n'attend pas d'être rejointe par le gros de l'armée et assaille les positions ennemies. Les Russes montrent un grand courage, mais les Turcs résistent avec une vigueur égale, et, après un combat acharné, leurs adversaires sont obligés de se retirer. Ils ont perdu 2,000 hommes. Le 9e corps arrive le lendemain sur le théâtre de l'action et reprend vigoureusement l'attaque de Plevna sur deux côtés. Le 30 juillet, les Russes, déployant une artillerie très supérieure, battent d'abord les ouvrages turcs jusqu'à deux heures de l'après-midi.

(1) Lecomte, t. II, p. 104.

Puis, ils lancent à l'assaut leurs régiments, qui s'avancent avec un courage héroïque sous un feu de mousqueterie extrêmement meurtrier. Ils enlèvent quelques tranchées; mais à l'instant où ils se croient sûrs de la victoire, leur flanc gauche est attaqué par un nouvel adversaire. Osman-Pacha, le commandant du corps d'armée turc rassemblé à Widdin, s'était sans bruit rapproché de Plevna. Ecrasés par des feux convergents, les Russes sont encore obligés de battre en retraite, laissant sur le terrain environ 7,000 morts (1). — Ces deux échecs successifs ont en partie désorganisé le 9e corps, qui doit s'arrêter et renoncer momentanément à la lutte.

Le général Gourko, après sa brillante victoire de la passe de Schipka, n'avait repris l'offensive que le 22 juillet. Mais, dès ce moment, la fortune lui devint contraire. Il essuya plusieurs défaites partielles, et, le 30, il se heurtait contre les troupes de Suleyman-Pacha à Eski-Zagra, voyait son armée coupée en deux, réussissait cependant le 31, après une bataille des plus meurtrières, à en rejoindre les deux moitiés, mais était contraint de reculer. Il abandonna le versant sud des Balkans et rentra dans la vallée de la Tundja. Le 8 août, toutes les troupes du centre russe avaient repassé les Balkans, moins celles désignées pour la garde des passes (2).

(1) L. Vial, t. II, p. 371.
(2) Farcy, p. 231.

Les derniers revers subis par les troupes du czar produisirent un fâcheux effet sur la population russe. Les premiers avantages qu'elles avaient remportés avaient fait croire qu'elles étaient invincibles; il fallait revenir sur cette opinion conçue trop à la hâte. Pour effacer la mauvaise impression qui envahissait les esprits, l'état-major russe résolut de tenter un grand et nouvel effort contre Plevna.

En attendant, Méhémet-Ali, le nouveau généralissime des armées turques, réorganisait ses troupes, et, par une série d'escarmouches sur le front des Russes, les aguerrissait. On se canonnait tous les jours, tantôt aux environs de Routschouk, tantôt sur la route d'Osman-Bazar. Au milieu d'août, les opérations prirent une tournure plus sérieuse. Le 21, les Russes, qui s'étaient établis sur la rive droite du Kara-Lom, à Iazlar, étaient attaqués par une division turque, et, après trois jours d'une lutte acharnée, devaient abandonner leurs positions et battre en retraite. Méhémet-Ali confirma ce premier succès important par les victoires qu'il remporta le 27 à Karahasan-Kieui, et, le 5 septembre, à Kaceljevo sur l'armée du czarowitz, qui se replia sur Biela. — Mais là s'arrêta l'offensive du généralissime ottoman. Mal obéi de ses lieutenants, il ne put compléter ses succès. De plus, ses anciennes croyances religieuses lui étaient reprochées par les vieux Turcs, qui formèrent contre lui un puissant parti, et firent tous leurs efforts pour lui nuire en déjouant ses dispositions.

Suleyman-Pacha, après la brillante victoire qu'il avait gagnée à Eski-Zagra, et qui avait marqué son entrée en campagne, perdit vingt jours en marches et en contremarches devant la passe de Schipka occupée par les Russes. Ceux-ci en profitèrent pour perfectionner leurs retranchements et pour appeler des renforts. Le 21 août, les Turcs établirent une batterie sur une hauteur dominant le col, puis ils se lancèrent à l'assaut avec leur courage habituel. Repoussés, ils renouvelèrent trois fois leur attaque; la nuit seule les décida à la retraite. Les jours suivants, Suleyman continua ses efforts : il fit établir de nouvelles batteries et assaillit plusieurs fois les positions ennemies. Jusqu'au 27 août, les deux partis combattirent avec un acharnement égal. Les Russes, dont le nombre était de 20,000, perdirent 3,500 hommes; les Turcs eurent 8 à 10,000 morts et blessés. — Suleyman suspendit alors ses attaques, et réorganisa son armée au moyen des renforts qu'on lui envoya. Le 17 septembre, il livra un nouvel et furieux assaut; il fut un moment maître de la passe, mais les Russes revinrent en force et repoussèrent définitivement leurs adversaires (1).

L'audace déployée par Suleyman-Pacha devant la passe de Schipka, bien qu'elle n'eût eu aucun résultat, lui avait néanmoins concilié l'estime de la Porte. Fatiguée des remontrances sans nombre dont les ennemis de Méhémet-Ali ne cessaient de l'obséder, elle rap-

(1) L. Vial, t. II, p. 375-76.

pela celui-ci et le remplaca par Suleyman. Le 20 septembre, Méhémet s'était rencontré une deuxième fois avec l'armée du czarowitz près de Cerkovna, et, quoiqu'il disposât de forces bien supérieures, il avait été complètement battu.

Pendant ce temps, Osman-Pacha, resté à Plevna, s'était appliqué à en perfectionner les défenses. Il établit son armée dans un camp solidement retranché sous les murs de la place et appela à lui des renforts. De l'autre côté, les Russes renforcèrent aussi les positions qu'ils occupaient, et par l'arrivée de nouvelles troupes furent bientôt au nombre de 80,000, avec 250 bouches à feu. Dès le 6 août, ils commencèrent leur attaque en essayant un coup de main qui échoua. Les jours suivants furent employés en reconnaissances et à repousser, le 23 et le 31, les sorties des troupes turques.

A ce moment, et juste comme l'état-major russe commençait à concevoir quelque inquiétude sur les résultats de la lutte engagée, le prince régnant de Roumanie apporta son aide à l'armée du czar. Depuis trois mois, le cabinet russe négociait avec lui vers ce but.

Le prince Charles fut immédiatement nommé généralissime de l'armée de l'ouest, composée des forces combinées russo-roumaines réunies devant Plevna (1). L'ardeur des troupes assiégeantes se releva avec l'arrivée des soldats roumains : bientôt elles s'emparèrent des hauteurs dominant la rive droite de l'Osma, et, le

(1) Farcy, p. 296.

3 septembre, après une lutte sanglante, de Locva, coupant ainsi les communications de la ville vers le sud.

Dans la nuit du 6 au 7 septembre, les Russes établirent des pièces de siège à portée des retranchements ennemis, et, le 7 au matin, ils ouvrirent un feu concentrique contre la place. Les Turcs, bien abrités, répondent et souffrent peu. Le 8, les Russes gagnent du terrain, et la canonnade continue sur toute la ligne, pendant deux jours encore, sans interruption. Cependant, la consommation de munitions est telle qu'il faut hâter l'attaque générale. Elle est fixée au 11 septembre à trois heures de l'après-midi. Au jour et à l'heure dits, l'armée russo-roumaine se lève tout entière et se porte en avant. Accueillis par un feu de mousqueterie formidable, les régiments russes décimés ne faiblissent pas. Ils attaquent avec bravoure les retranchements turcs, s'emparent, au prix de pertes énormes, d'une redoute, et combattent jusqu'à la nuit. Le lendemain et le surlendemain, la lutte se renouvelle avec un acharnement semblable des deux côtés, quand, enfin, les Turcs rentrent en possession de la redoute conquise par les Russes, et obligent ceux-ci à battre en retraite sur Bogot. Les pertes subies par l'armée assiégeante étaient effroyables; elles s'élevaient, pour les Russes, à 19,000 morts et blessés, pour les Roumains, à 2,700. Celles des Turcs étaient proportionnellement beaucoup moindres, 7,000 à 8,000 morts seulement.

Devant l'insuccès de ces attaques, l'état-major russe

reconnut leur inutilité ultérieure, et résolut de recourir à un investissement complet de la place.

Le général Tobleden, le défenseur de Sébastopol et le premier ingénieur militaire de la Russie, est appelé à l'armée devant Plevna (1). Dès son arrivée, il demande des renforts, qu'on s'empresse de lui envoyer. Il fait occuper et fortifier toutes les positions de la rive droite du Vid. Le nombre des tranchées est augmenté; peu à peu l'investissement de la place se complète. Les Roumains, chargés d'intercepter la route de Widdin, s'emparent, le 31 octobre, de la redoute de Wadin, et, le 21 novembre, de la petite place de Rahova. D'autre part, le général Gourko occupe, le 12 octobre, les positions du Gorni-Dubnik, et, par la prise d'autres places, parvient à couper les communications de Plevna avec Sophia et Philippopoli. Au commencement de décembre, le blocus de la place est achevé; tous les convois de ravitaillement viennent se heurter contre les positions russes. A ce moment, on apprit par des déserteurs qu'Osman-Pacha prenait ses mesures pour faire sortir son armée en opérant une trouée à travers la ligne d'investissement. En effet, dans la nuit du 9 au 10 décembre, les Turcs se massèrent sur la partie de la ville qui regarde le Vid, et, le 10 au matin, ils effectuèrent leur sortie avec une grande impétuosité. La première ligne russe plia d'abord, mais, promptement secourue, elle tint ensuite tête aux assaillants. L'artillerie, pen-

(1) L. Vial, t. II, p. 374.

dant ce temps, prenait ses positions et commençait à ouvrir contre les Turcs un feu terrible, qui les força, vers midi, à chercher un refuge sous les murs de la ville. En présence de la désorganisation de son armée et des pertes énormes qu'elle avait subies, Osman ne pouvait songer à renouveler sa tentative. Bientôt les Russes passèrent à l'attaque sur toute la ligne, se jetèrent sur les redoutes ennemies, qu'après une lutte excessivement meurtrière, ils occupèrent et, finalement, entrèrent dans Plevna. Toute résistance était désormais inutile; Osman-Pacha, blessé, dut consentir à rendre son armée sans conditions; elle comptait 43,200 hommes, dont 2,000 officiers. Lui-même, fait prisonnier, fut envoyé en Russie. Cette journée coûtait aux Russes 1,800 hommes, et aux Turcs plus de 6,000 (1).

Pendant ces opérations désastreuses pour la Turquie, Suleyman, le généralissime, était resté inactif enfermé dans le quadrilatère. Sa conduite avait, dans les commencements, inquiété le grand-duc, qui inclinait à croire que le général en chef ottoman méditait quelque entreprise importante. A plusieurs reprises, il avait fait opérer des reconnaissances qui ne l'avaient point éclairé. Des combats souvent très sanglants avaient eu lieu, mais sans que les Turcs cherchassent à poursuivre leurs avantages, quand la victoire restait entre leurs mains. La chute de Plevna força Suleyman à sortir

(1) A. Le Faure, t. II, p. 217.

de son inactivité. Il reçut de Constantinople l'ordre de se transporter avec toute son armée sur les Balkans, que les Russes s'apprêtaient à franchir.

C'était le général Gourko qui avait été chargé, par le czarowitz, de tenter le passage des Balkans et de marcher ensuite sur Sophia. Prenant avec lui l'aile droite de l'armée russe, Gourko se porta d'abord sur Pravetz, dont il s'empara le 20 décembre. Quatre jours après, il obtenait la reddition d'Étropol, ce qui lui ouvrait l'entrée des Balkans, puis, malgré le froid et la neige, il marchait sur Sophia. Le 4 janvier, l'avant-garde russe pénétrait dans cette dernière ville, que sa garnison avait abandonnée pour se réfugier à Philippopoli.

La défaite d'Osman-Pacha à Plevna avait eu sur une des provinces tributaires de la Turquie un effet qu'on aurait pu prévoir, et qui compliqua sa situation déjà bien grave, bien critique de cet empire. La Serbie avait déchiré le traité de paix du 1er mars précédent et déclaré de nouveau la guerre à la Porte (1). Le 16 décembre, le prince Milan avait rappelé de Constantinople son représentant. La note de rupture portait : « La Sublime Porte travaille à compromettre l'ordre intérieur et la tranquillité de la principauté en

(1) L'argent manquait aux Serbes pour faire la guerre, mais, dès le mois de novembre 1877, leur gouvernement avait reçu de la Russie un million de roubles, et elle devait en recevoir autant chaque mois depuis le jour du départ de son armée pour la frontière jusqu'à la conclusion de la paix. (*Revue militaire de l'étranger*, 2 février 1878, p. 63.)

prêtant un appui ouvert et en armes aux agissements des conspirateurs du dehors (1). »

En conséquence, une armée forte de 70,000 hommes, commandée par le ministre de la guerre Nicolitch, passa les Balkans et pénétra dans la Bulgarie. Tandis qu'un de ses corps allait observer Widdin, un autre se portait contre Mramor, qui tombait en son pouvoir le 18 décembre. Successivement, les Serbes s'emparent de Nich, de Prokopolje et de Kursumlje, infligent une grande défaite aux Turcs à Pirot, et, peu après, opèrent leur jonction à Sophia avec le corps du général Gourko.

Le 7 janvier 1878 Gourko quitta Sophia et s'avança sur Philippopoli. Devant lui, la plupart des troupes turques qui ont la garde des Balkans fuient en désordre. Seule, la garnison de la passe de Schipka reste à son poste; le gros de l'armée russe, qui veut à son tour passer les Balkans, engage avec elle une action qui se termine par sa victoire. Les deux corps russes se rejoignent alors. Formant ensemble un effectif de 150,000 hommes, ils marchent sur Philippopoli, qu'ils occupent le 15, après deux jours de combat, et de là se portent rapidement sur Andrinople sans rencontrer de sérieux obstacles.

Instruit de l'approche des Russes, le gouverneur d'Andrinople, le 17, convoqua les consuls étrangers et les informa que les Turcs ne défendraient pas la ville.

(1) Farcy, p. 378

Le lendemain, en effet, la garnison opérait sa retraite sur Techataldja, point central des défenses de Constantinople. Trois jours après, les Russes entraient à Andrinople sans coup férir et y faisaient seulement 75 prisonniers (1).

Déjà, à la fin du mois précédent, la Porte avait reconnu son impuissance et elle en avait appelé à l'Europe. Toutes les puissances avaient décliné l'offre de médiation. Seule, l'Angleterre négociait activement pour arriver à mettre fin aux hostilités. En présence du succès décisif obtenu par la Russie et représenté par la prise d'Andrinople, le gouvernement ottoman écouta le conseil de l'Angleterre, qui l'invitait à demander un armistice. Le 9 janvier 1878, il en exprimait le vœu au grand-duc Nicolas, qui déclara que, suivant les ordres de l'empereur, il ne pourrait suspendre les hostilités qu'après la signature des bases préliminaires de paix. Les plénipotentiaires turcs à qui il les soumit, les examinèrent, puis, obligés d'en référer à leur gouvernement, ne purent les accepter avant le 31 janvier, quand enfin, de part et d'autre, les signatures furent échangées à Andrinople. Voici quelles étaient les conditions principales de cet armistice :

« La Bulgarie, dans des conditions à fixer ultérieurement, sera érigée en principauté autonome tributaire, avec un gouvernement national chrétien et une milice indigène. L'armée ottomane n'y séjournera plus.

(1) Le Faure, t. II, p. 341.

« L'indépendance du Monténégro, de la Roumanie, de la Serbie, sera reconnue, et ces principautés recevront un accroissement territorial à fixer ultérieurement.

« La Bosnie et l'Herzégovine seront dotées d'une administration autonome avec des garanties suffisantes. Des réformes analogues seront introduites dans les autres provinces chrétiennes de la Turquie d'Europe.

« La Sublime Porte s'engage à dédommager la Russie des frais de la guerre et des pertes qu'elle a dû s'imposer. Le sultan s'entendra avec l'empereur de Russie pour sauvegarder les droits et les intérêts de la Russie dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles (1). »

Avant de terminer ce rapide exposé de la dernière guerre russo-turque, nous devons dire ce qu'étaient devenues les deux armées russes envoyées l'une dans la Dobrutscha, l'autre, beaucoup plus nombreuse, dans la Turquie d'Asie. Celle de la Dobrutscha, après une série d'opérations de peu d'importance et sans but stratégique, s'était emparée de Pravadi, au lendemain de la signature de l'armistice. L'autre, celle d'Asie, avait, dès le début des hostilités, envahi l'Arménie; elle avait remporté quelques succès, mais, battue ensuite en plusieurs rencontres, elle avait été contrainte de rentrer sur son territoire.

Cet échec engagea les populations du Caucase à se soulever; pendant plusieurs mois, l'armée russe combattit l'insurrection. Lorsqu'elle l'eut étouffée, elle

(1) A. Le Faure, t. II, p. 348.

dut attendre d'être renforcée pour reprendre l'offensive contre les Turcs.

Au mois de novembre, elle repassa la frontière arménienne, gagna plusieurs batailles, s'empara de Kars et arrivait sous les murs d'Erzeroum, quand elle reçut la nouvelle de la conclusion de l'armistice.

Quant aux Monténégrins, ils continuèrent, après le départ de Suleyman, une guerre de détail contre les quelques troupes turques à cheval sur leurs frontières. En novembre, les Herzégoviniens s'enrôlèrent en grand nombre dans leurs rangs. Rendus plus confiants dans leur force, ils livrèrent bataille aux Ottomans à Karmossi, furent battus, mais réussirent peu après à compenser ce revers par la prise de Spizza et, le 10 janvier 1878, d'Antivari. La nouvelle de la conclusion de l'armistice arrêta les Monténégrins comme ils se disposaient à marcher sur Scutari. Par là, la Turquie cessa d'être en guerre avec quiconque.

La guerre qui venait de se terminer était la première qui eût eu lieu en Europe où la Russie se fût mêlée depuis 1856. Pendant l'intervalle de vingt et un ans qui s'était écoulé, elle s'était comme recueillie dans son abaissement matériel. Mais, elle avait profité de ce temps pour se réorganiser, pour adopter et mettre en pratique un nouveau système militaire qui lui avait créé des forces imposantes. Cette guerre lui avait fourni l'occasion de les essayer; les résultats qu'elles lui avaient fait obtenir étaient la récompense de ses laborieux et patients efforts. Pour l'Europe attentive, la campagne de 1877-78

permettait de mesurer les proportions des masses armées dont le colosse disposera un jour. « Vis-à-vis de ce puissant adversaire, dit un tacticien (1), la Turquie et les petits États englobés dans la lutte puisent sans relâche, pour réparer leurs pertes, dans les couches successives de leur population et soutiennent une guerre sanglante avec des armées composées en grande partie de milices levées à la hâte, mal outillées et dépourvues de bons cadres. Ainsi apparaissent les conséquences du système d'armement universel, cette dure loi de notre époque, qui entraîne les nations à engager à tout prix jusqu'à leur dernier homme valide et transforme toute guerre en une lutte de peuple à peuple. »

La gloire acquise par les Russes dans cette campagne est un peu diminuée, quand on songe aux ressources immenses dont ils disposaient et quand, d'autre part, on envisage la situation de leur adversaire attaqué de plusieurs côtés en même temps. C'est lorsqu'on réfléchit à cette disparité extrême de situation qu'on remarque, qu'on admire l'indomptable courage dont firent preuve les Turcs. Ils ne se laissèrent abattre ni par le nombre de leurs ennemis, ni par les difficultés, les embarras financiers qui assiégeaient leur gouvernement à l'intérieur. Sans forfanterie comme sans faiblesse, ils défendirent pied à pied leur territoire qu'ils savaient convoité par les Russes.

L'armistice signé le 31 janvier entre les puissances

(1) *Revue militaire de l'étranger*, 5 janvier 1878.

belligérantes fut immédiatement suivi des négociations relatives à la conclusion définitive du traité de paix. Le 3 mars, les plénipotentiaires russes et turcs signaient ensemble à San-Stefano le traité de paix.

Ses conditions étaient, outre celles déjà exprimées dans l'armistice, les suivantes : Toutes les forteresses du Danube seront rasées. Une amnistie est accordée par la Sublime Porte à tous les sujets ottomans compromis dans les derniers événements. La Sublime Porte s'engage à rembourser à la Russie 900 millions de roubles pour les frais de guerre, 510 millions de roubles pour les pertes et les dommages subis par ses nationaux. — Au sujet de cette dernière stipulation, l'empereur de Russie, oubliant la déclaration qu'il avait faite au début de la guerre et par laquelle il s'engageait à ne réclamer aucune cession territoriale, imposait à la Turquie vaincue l'article suivant :

« Prenant en considération les embarras de la Turquie et d'accord avec le désir de S. M. le sultan, l'empereur de Russie consent à remplacer le paiement de la plus grande partie des sommes énumérées dans le paragraphe précédent (1,100,000 roubles) par la cession du sandjack de Toultcha et des îles du Delta, et par une rectification de frontières en Asie, qui fera passer les villes d'Ardahan, de Kars, de Bayazid et le territoire que ces villes comprennent jusqu'au Saganlough sous la domination de la Russie. »

Ce n'était pas la fin. Les questions soulevées par la guerre étaient trop nombreuses, trop complexes, intéres-

saient à un degré trop élevé l'Europe tout entière pour que les conventions faites entre la Russie et la Turquie seulement satisfissent les grandes puissances. L'Angleterre la première demanda la réunion d'un congrès. Les autres puissances adoptèrent immédiatement sa proposition. Un congrès qui devait se tenir à Berlin fut en conséquence résolu. L'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Autriche, la Russie, l'Italie et la Turquie y envoyèrent leurs représentants. Le 13 juin, le congrès ouvrit ses délibérations sous la présidence du prince de Bismark. Les plénipotentiaires discutaient les premières questions lorsqu'un journal anglais publia le texte d'une convention secrète signée le 30 mai précédent entre la Russie et l'Angleterre. Suivant cette convention, les deux puissances contractantes étaient d'accord pour diviser la Bulgarie en deux provinces, dont l'une, celle située au nord, serait indépendante, et l'autre serait administrée par un gouverneur que l'Europe nommerait pour cinq ou dix ans. Par d'autres articles, l'Angleterre promettait à la Russie de lui faire obtenir Kars et Batoum, mais déclarait qu'à cause de cette extension du territoire russe, le devoir de protéger l'empire ottoman contre tout danger venant de la Russie lui incomberait d'une manière spéciale (1). — La connaissance de cet arrangement produisit une certaine émotion dans les cercles diplomatiques.

Ce n'était pas pourtant le seul qui eût été conclu

(1) Menzies, t. II, p. 255.

en dehors et à l'insu des grandes puissances par la Grande-Bretagne. Le 4 juin, l'ambassadeur anglais à Constantinople avait signé avec la Sublime Porte une autre convention, dont l'importance future n'échappera à personne et qui démontre bien l'habileté des Anglais à profiter de tous les événements pour augmenter leurs domaines. En vertu de cette seconde convention, l'Angleterre s'engageait à défendre à l'avenir les possessions asiatiques de l'empire ottoman « par la force des armes », en échange d'une promesse du sultan d'introduire dans ses États les réformes indiquées par son alliée, et du droit pour la Grande-Bretagne d'occuper et d'administrer l'île de Chypre, tant que la Russie retiendrait Batoum, Ardahan et Kars.

Il n'est pas admissible que les plénipotentiaires réunis à Berlin aient ignoré la conclusion de ces deux conventions; quoi qu'il en soit, chacun d'eux agit et parla comme s'il ne s'était rien passé, et ils continuèrent leurs délibérations. Ils fixèrent de nouvelles frontières à la Turquie : créant la principauté indépendante de Bulgarie ; formant, d'une autre portion de l'empire ottoman, la Roumélie orientale, qui devait être autonome. Ils enlevèrent à la Roumanie la Bessarabie, qu'ils donnèrent aux Russes, et, par compensation, attribuèrent aux Roumains les marais de la Dobrutscha, ainsi qu'une petite bande de terrain située au sud. Ils chargèrent l'Autriche d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine dans l'intérêt de la paix européenne, et lui donnèrent le droit d'administrer ces provinces à son gré.

La Serbie reçut son indépendance et le Monténégro s'accrut du petit port d'Antivari.

Ces points réglés, la conférence s'occupa de la question grecque. Elle entendit deux délégués grecs, qui développèrent devant elle les raisons de leur patrie, pour désirer un accroissement territorial, exposèrent que dans ses limites actuelles la Grèce ne pouvait pas prospérer, etc., et finalement demandèrent la cession de l'Épire, de la Thessalie et de l'île de Crète. Pendant plusieurs séances, le congrès examina les revendications grecques : le plénipotentiaire français, M. Waddington, les appuya ; ses collègues parurent disposés à y faire droit ; mais, au dernier moment, sur le veto du principal délégué anglais, lord Beaconsfield, et sur la contre-proposition présentée par celui-ci, la conférence adopta un protocole par lequel elle déclarait « espérer que la Turquie et la Grèce procéderaient ensemble à une rectification de frontières (1) ».

Par sa conduite en cette circonstance, l'Angleterre manquait à sa promesse envers la Grèce ; mais elle trouvait l'empire ottoman déjà bien affaibli par les trois démembrements qu'il avait subis depuis le commencement du siècle ; elle ne voulait pas qu'on l'anéantît tout à fait.

La publication des conventions arrêtées à Berlin causa dans la partie méridionale de l'Europe une émotion profonde. Les alliés de la Russie jugèrent qu'ils n'étaient pas suffisamment récompensés de leurs peines

(1) Menzies, t. II, p. 257.

et s'élevèrent en protestations. La Roumanie surtout réclama avec énergie. La Grèce, mécontente également, se répandit en plaintes amères, et se montra des plus irritées contre l'Angleterre.

La spoliation de la Roumanie par la Russie eut pour résultat immédiat de détacher d'elle les habitants de cette principauté. Ce fait inique de la part de la Russie peut avoir dans l'avenir des conséquences très sérieuses. Ainsi que l'a dit un écrivain anonyme déjà cité par nous, « devenus les ennemis des Russes, les Roumains peuvent un jour être un obstacle à la marche des Russes vers Constantinople (1) ». — Quant à la Grèce, en 1879, elle chargea le plénipotentiaire qui l'avait représentée au congrès de Berlin, M. de Braïlas, d'aller à Constantinople pour s'entendre avec le gouvernement ottoman au sujet d'une nouvelle démarcation de frontières. La Sublime Porte refusa opiniâtrément de faire la moindre concession, de sorte que la Grèce dut en appeler aux grandes puissances. Les plénipotentiaires qui avaient formé le congrès de Berlin se réunirent de nouveau dans la capitale de l'empire allemand; ils donnèrent à la Grèce la Thessalie et une partie de l'Épire. Mais le gouvernement turc ne voulut pas reconnaître la délimitation indiquée par cette conférence. Sur ce, le 5 août 1880, le roi Georges ordonna la mobilisation de l'armée grecque et commença ses préparatifs pour faire la guerre à la Turquie. Aussitôt, les grandes puissances,

(1) Un officier supérieur, p. 417.

inquiètes de ces préparatifs, déclarèrent au cabinet d'Athènes que la décision de Berlin ne l'autorisait pas à faire la guerre, et l'engagèrent à s'en remettre à elles du soin de régler ses affaires. Force fut à la Grèce de se soumettre.

Après un long débat au cours duquel les puissances réduisirent d'un tiers l'extension de territoire précédemment accordée à la Grèce par la conférence de Berlin, la Porte, le 24 mai 1881, se rendit enfin aux instances des plénipotentiaires et ratifia leurs résolutions.

Les stipulations du traité de Berlin n'ont pas toutes été d'une facile exécution. L'Autriche s'est trouvée, dans l'occupation de l'Herzégovine, en face d'une insurrection où les musulmans ont rencontré l'appui des chrétiens grecs partisans de l'autonomie, et la tranquillité, rétablie aujourd'hui, est encore bien précaire. Le Monténégro n'a pu obtenir la cession d'Antivari et de Dulcigno qu'après une démonstration navale des puissances signataires du traité de Berlin. Cette démonstration a été provoquée par l'hostilité des Albanais cédés au Vladika de Cettinje, et que la Porte entretenait secrètement dans leur opposition. Enfin, la Grèce a conservé son attitude belliqueuse jusqu'en septembre 1882, et elle attribue à la duplicité des diplomates turcs la décision de la commission internationale, qui, en lui accordant Larisse et Arta, lui refuse Janina et une frontière rectiligne à l'ouest du Pinde. Aussi, sans parler ici de la haine irréconciliable de la

Roumanie et de la Serbie, devenues aujourd'hui royaumes, de l'attitude, à peine modifiée depuis le mois d'août 1883, du prince de Monténégro, les Grecs conservent toutes leurs idées d'agrandissement aux dépens de l'empire ottoman. La difficulté qu'ils ont eue à gagner une petite portion de territoire les a seulement dégoûtés des voies pacifiques, et l'on doit s'attendre à ce que, dès qu'ils jugeront le moment opportun, ils entreprennent seuls, sans le secours de personne, ni la permission de l'Europe, d'arracher à la Turquie les provinces qu'ils revendiquent.

RÉVOLUTION ÉGYPTIENNE

INTERVENTION DE L'ANGLETERRE [1]

1882

Nous avons dit que les traités de juillet 1840 et juillet 1841 avaient rendu héréditaire dans la famille de Méhémet-Ali la vice-royauté d'Égypte. En fait, à dater de cette époque, Méhémet-Ali se rendit complètement indépendant : sauf un tribut (2) et quelques démonstrations platoniques de vassalité, rien ne subsista plus désormais des droits de suzeraineté de la Porte sur l'Égypte.

Pendant toute la durée de son règne, qui ne finit qu'en 1849, Méhémet-Ali persista dans son affection pour la France. C'est à elle qu'il demanda les instructeurs militaires, les industriels, les savants dont il avait

(1) Consulté :

Baron de Malortie : *Egypt. native rulers and foreign interference.* — Un ancien juge-mixte : *L'Égypte et l'Europe.* — E. Dicey : *England and Egypt.* — Du même auteur : *England in Egypt. XIXth century*, novembre 1882. — *Documents diplomatiques et parlementaires français et anglais.* — *Fortnightly Review*, n^os de juillet, novembre et décembre, 1882. — Les journaux du temps : *the Times, the Standard, le Temps, les Débats*, etc.

(2) Le tribut actuellement payé par l'Égypte est de 750,000 liv. ster. (*Fortnightly Review*, novembre 1882.)

besoin pour organiser ses États à l'européenne. Du reste, s'il fut l'admirateur et l'ami de la civilisation française, il ne jugea pas à propos de faire bénéficier son peuple des avantages qu'elle procure. Jamais tyrannie plus lourde ne pesa sur l'Égypte. Le négociant européen trouvait à Alexandrie, au Caire, sympathie et protection : les *capitulations* franques, en usage de tous temps, lui permettaient de compter sur une équitable juridiction dans ses démêlés commerciaux; le trafiquant grec, souple et adroit, jouissait encore de certaines immunités, après avoir fait dans son gain la part du maître; mais le fellah attaché à la glèbe était écrasé sous le poids du plus lourd impôt foncier (miri) et de la corvée. Les fonctionnaires turcs, civils où militaires, le pressuraient sans merci, et le soumettaient à toutes sortes de vexations. Le vice-roi, l'eût-il voulu, n'aurait pu faire disparaître cet état de choses. Entouré de chefs militaires, de serviteurs d'origine turque, il devait payer leur fidélité; il devait, à force de largesses, leur faire oublier les sollicitations du fanatisme musulman, quelquefois peu sincère, mais qui leur permettait, en cas de mécontentement, de faire appel à l'autorité supérieure du père commun des croyants, le sultan de Turquie. De là les impôts écrasants, de là les abus de tous genres.

Le successeur de Méhémet-Ali, l'aîné de ses petits-fils, Abbas-Pacha, dut compter avec cette aristocratie turbulente. Sa situation s'aggrava encore, lorsque ses oncles, Mohammed-Saïd, Halim-Pacha, et son frère

Ismaïl, chefs du parti des princes, eurent soulevé des questions de succession très compliquées dans le droit musulman. Dans ces querelles de famille, le sultan intervint au nom de son autorité religieuse, espérant que son autorité politique en tirerait quelque profit.

Après Abbas (1854), son oncle Mohammed-Saïd régna jusqu'en 1863. Il sut, par son attitude fidèle dans la guerre de Crimée, écarter une intervention possible de Constantinople en Égypte, et reprit les projets de son père Méhémet-Ali pour la prospérité matérielle de son pays. Ce fut ainsi qu'il accorda à M. de Lesseps le fameux firman de 1859 qui l'autorisait, en dépit de l'opposition de l'Angleterre, représentée par lord Palmerston, à commencer les travaux du canal de Suez.

Ismaïl-Pacha lui succéda. Avec lui commença pour l'Égypte une ère nouvelle. Habile et entreprenant, le nouveau khédive voulut compléter magnifiquement l'œuvre de Méhémet-Ali. Il ne lui manqua pour arriver à son but qu'un peu de sagesse. Trop de précipitation le perdit. « Le règne d'Ismaïl, a dit un écrivain anglais, a été un galop ventre à terre (1). » Rien n'est plus exact. Le successeur d'Abbas entreprit à la fois une foule de réformes administratives et économiques. Il ne comprit pas assez qu'il est impossible de changer en un jour la face d'un pays, et que le temps est le grand auxiliaire des réformateurs.

(1) Sir S. W. Baker, *the Reform of Egypt. Fortnightly Review*, novembre 1882, p. 538.

Dès son arrivée au pouvoir et avant de rien entreprendre, Ismaïl songea à s'assurer la tranquillité du côté de Constantinople. Par un cadeau de £ 50,000, fait au grand vizir, il obtint un hatt qui l'autorisait à faire certains arrangements financiers sans être tenu de les soumettre auparavant à la Sublime Porte (1). Quelques mois après, il envoya au sultan un cadeau de £ 900,000. En retour, il reçut un firman, daté du 9 juin 1863, qui modifiait selon ses vœux la loi de succession à la vice-royauté d'Égypte (2).

Encouragé par ces premiers succès, Ismaïl songea à exécuter ses vastes projets. Il fit appel au concours d'un homme aussi actif que lui, Nubar-Pacha. Tous deux se mirent à l'œuvre. Pour se procurer les sommes qui leur étaient nécessaires, ils cherchèrent par différents moyens à augmenter les revenus du trésor. Parmi ces moyens, citons l'introduction en Égypte de la culture du coton. Bientôt, cependant, leurs ressources furent épuisées. Ils eurent alors recours à l'emprunt. Entre les mains d'un administrateur sage et modéré, les millions souscrits à Paris et à Londres auraient reçu un emploi utile et contribué à la prospérité de l'Égypte. Malheureusement, Ismaïl se laissa éblouir. Déjà enclin à la prodigalité, il ne mit plus de bornes à ses dépenses, lorsqu'il vit affluer dans ses caisses l'or français et anglais. Les firmans de 1872 et de 1873, en lui

(1) De Malortie, p. 76-77.
(2) Id., p. 77.

conférant le droit d'augmenter son armée et sa marine, de conclure des traités de commerce, en rendant, en un mot, absolument autonome l'administration du pays, poussèrent davantage encore le khédive dans cette funeste voie (1). Une crise financière ne tarda pas à éclater. Vainement, Ismaïl vendit-il à l'Angleterre en décembre 1875 les 176,602 actions qui lui appartenaient dans le canal de Suez, au prix de 100 millions (2), la situation financière de l'Égypte devint de plus en plus difficile. Les porteurs de la dette égyptienne conçurent des craintes pour leurs créances. Émus de leurs plaintes, bien fondées d'ailleurs, le cabinet de Londres et celui de Paris intervinrent pour sauvegarder les droits de leurs nationaux. Ils obligèrent Ismaïl à instituer (1876) un ministère des finances dont la direction suprême devait appartenir à deux fonctionnaires : l'un anglais, l'autre français. C'est ce que l'on a appelé le *contrôle anglo-français*. Selon le mot d'un publiciste, « le contrôle fut une de ces fictions diplomatiques comme il en existe beaucoup dans les rapports de l'Europe avec l'Orient (3) ». En réalité, il ne fut pas autre chose que l'abandon fait à la France et à l'Angleterre de l'administration entière de l'Égypte. Les contrôleurs, avec le droit d'assister au conseil des ministres, avec celui

(1) Voir les différents firmans délivrés par la Porte aux vice-rois d'Égypte dans le *Mémorial diplomatique*, 5 août 1876.

(2) Ces actions sont démunies de coupons jusqu'en 1894, mais en attendant elles rapportent un intérêt de 5 0/0.

(3) *L'Influence française en Egypte. Nouvelle Revue*, 1er juillet 1881.

d'opposer leur veto à toute mesure qui pourrait engager les finances, étaient les véritables maîtres au Caire.

Les deux premiers contrôleurs furent: M. de Blignières pour la France, M. Rivers Wilson pour l'Angleterre. Tout d'abord, ils procédèrent, de concert avec les représentants des puissances intéressées, à la liquidation de la dette de l'Égypte. Le 18 novembre 1876, elle fut arrêtée aux sommes suivantes :

Unifiée	£ 59,000,000
Préférée.	17,000,000
Daïra	8,825,000
	£ 84,825,000 (1)

(2 milliards 120 millions de francs), à la garantie desquelles furent affectés exclusivement les revenus de la Daïra.

L'institution de la commission internationale chargée d'assurer le service de la dette extérieure fit naître en Égypte une vive irritation contre Ismaïl. Ses sujets virent avec mécontentement leur dernier argent versé à des étrangers, tandis que les appointements des employés de l'État n'avaient pas été payés depuis neuf mois et que le fellah était pressuré jusqu'au sang pour produire une piastre de plus (2). Naturellement, cette irritation s'étendit aux étrangers. Le 18 février 1879, 400 officiers firent une démonstration contre Nubar-Pacha et M. Rivers Wilson, réclamant l'arriéré de

(1) De Malortie, p. 134.
(2) Id., p. 133.

leur solde. Le khédive réussit à les apaiser et à sauver le commissaire anglais (1).

Ce témoignage du mécontentement des Égyptiens contre leur souverain et l'intervention européenne inspira de légitimes appréhensions aux gouvernements anglais et français. Ils crurent qu'un changement de personne sur le trône d'Égypte écarterait les dangers de la situation; d'un commun accord, ils demandèrent au sultan de destituer son vassal, devenu incapable de tenir ses engagements financiers. Le 30 juillet 1879, un firman impérial (2) fit droit à leurs réclamations : il nommait vice-roi d'Égypte Tewfik-Pacha, fils aîné d'Ismaïl.

L'histoire n'a pas encore définitivement jugé l'ex-khédive. On lui a reproché la légèreté de son esprit, sa prodigalité ruineuse. Cependant, on doit dire qu'il n'a pas toujours gaspillé l'argent en pure perte, il a dépensé des sommes considérables en entreprises productives (3). Sous sa direction puissante et libérale, l'Égypte s'est transformée; les communications, l'agriculture, le commerce, l'industrie, l'instruction publique, les sciences, les arts se sont développés. Il a accompli la réforme judiciaire en créant un tribunal international à Alexandrie. « Grands projets, grands résultats, grandes dépenses, tel est, en quelques mots, d'après un historien

(1) De Malortie, p. 173.

(2) Voir cette pièce dans le *Mémorial diplomatique*, 21 janvier 1882.

(3) Geo. Ebers, *l'Égypte*, Traduction de G. Maspero, t. II, p. 22.

anglais, le résumé du règne d'Ismaïl (1). » Toutefois, en agissant ainsi, Ismaïl, suivant l'exemple de son grand-père Méhémet-Ali, eut bien plutôt en vue la grandeur de sa renommée et de sa maison que les intérêts de ses sujets.

Tewfik-Pacha, devenu khédive, ne tarda pas à voir son autorité amoindrie. En effet, la situation de l'Égypte vis-à-vis de Constantinople changea avec son arrivée au pouvoir. Le firman de 1873 pesait à la Sublime Porte; elle ne cherchait qu'une occasion de le déchirer. L'avènement de Tewfik la lui fournit. Le sultan abrogea le décret de 1873, pour en revenir au firman de 1841, qui accordait à la famille royale de Méhémet-Ali l'hérédité du trône vice-royal. Tewfik redevint donc le vassal du sultan. L'humiliation qu'il en ressentit s'accrut bientôt des difficultés de sa situation à l'intérieur. Son autorité n'existait presque plus : la commission de contrôle absorbait tous les pouvoirs. Le jeune vice-roi était d'un caractère aimable, complètement imbu de la nécessité de la frugalité et de l'économie dans l'administration financière de l'Égypte, et « si simple, si naïf (*simple-minded*), qu'il résolut à son avènement de se dévouer à la prospérité de l'État (2) ». Il commença par réduire considérablement sa liste civile, puis, il s'attacha à assister les contrôleurs dans leur mission. Mais, lorsqu'il s'aperçut qu'il n'avait de souve-

(1) De Malortie, p. 67.

(2) Sir S. W. Baker, *loc. cit. Fortnightly Review*, novembre 1882 p. 536.

rain que le nom, il conçut une certaine irritation contre les puissances auxquelles il devait cette situation.

Il fut mécontent des contrôleurs qui avaient pris sa place, il fut mécontent aussi de ses ministres, des deux surtout qui, entre eux, s'étaient partagé le reste de son autorité. Aux contrôleurs il se plaignait des ministres, aux ministres, des contrôleurs, et à son entourage, des contrôleurs et des ministres (1). De là, dans sa conduite, une oscillation incessante, un manque de fermeté qui devaient lui être funestes.

Quelques-uns de ses sujets n'étaient pas plus contents du contrôle qu'il ne l'était lui-même. Ils formèrent un parti appelé « parti national », dont la devise était : « l'Égypte aux Égyptiens ». Ils se proposaient de chasser de l'administration du pays tout ce qui était étranger. Une belle carrière s'ouvrait aux ambitieux; bon nombre s'y engagèrent. Parmi eux, il en était un nommé Ahmet-Araby ou Arabi.

C'était un homme de taille élevée, ayant le teint jaune pâle des fellahs de la basse Égypte et portant sur sa physionomie une expression de fermeté et de décision. Sa belle mine l'avait fait remarquer du vice-roi Saïd-Pacha et lui avait valu un prompt avancement. Mais un jour, Saïd-Pacha, dans un moment de mauvaise humeur, lui fit appliquer la bastonnade et le renvoya de l'armée.

Arabi ne savait alors qu'à peine lire et écrire. Libre

(1) De Malortie, p. 157.

de son temps, il le consacra à s'instruire et se plongea dans des études religieuses. Il devint pieux et en acquit la réputation. Quand Ismaïl monta sur le trône d'Égypte, Arabi sollicita sa réintégration dans l'armée et l'obtint. Pendant tout le règne d'Ismaïl, Arabi, promu au grade de lieutenant-colonel, ne fit point parler de lui. Mais, à l'avènement de Tewfik, quand il eut été nommé colonel, le plus haut grade que puisse conférer le vice-roi, Arabi commença à attirer l'attention en discourant sur un mouvement qu'il préparait, disait-il, et qu'il désignait comme le réveil du parti national (1).

De fait, Arabi aspirait au pouvoir suprême, et il avait pensé que le meilleur moyen d'y arriver était de se faire le chef du parti national. Tout d'abord, il n'osa pas rompre ouvertement avec les puissances, qui avaient organisé le contrôle et qui tenaient en leurs mains le khédive par l'état des finances égyptiennes. Mais, lorsqu'à force d'intrigues il eut dans ses intérêts les principaux colonels, ses collègues, et se fut assuré leur concours et celui de leurs soldats, il commença l'attaque. Le 9 septembre 1881, il se présenta à la tête de trois régiments devant le palais du khédive. Il demandait la destitution du ministère Riaz-Pacha, le rétablissement des anciens cadres de l'armée et une constitution.

Tewfik, pris de peur, tremblant, télégraphia au sultan, pour que vingt bataillons de troupes turques lui fussent immédiatement envoyés. Les puissances protec-

(1) P. Giffard, *les Français en Egypte*, p. 179-180.

trices, *contrôlantes*, protestèrent, parce qu'elles craignaient les conséquences d'une intervention armée du sultan (1).

C'est à ce moment qu'arriva au ministère en France M. Gambetta, partisan d'une action énergique en Égypte, et résolu à protéger, de concert avec l'Angleterre ou isolément, les intérêts commerciaux des Français établis à Alexandrie et au Caire.

D'autre part, l'agitation musulmane croissait chaque jour. L'expédition de Tunisie, quoique légitime et imposée par la nécessité, avait fourni au sultan l'occasion d'affirmer ses droits souverains sur la rive méridionale de la Méditerranée; il saisit avidement l'occasion d'intervenir aussi en Égypte.

Dans les derniers jours de décembre 1881, le colonel Arabi-Pacha, qui avait dirigé le mouvement militaire de septembre, publia un programme politique au nom du parti national (2). Il faisait tout d'abord appel à la suzeraineté du sultan, promettait au khédive une fidélité conditionnelle, affirmait son respect pour le contrôle financier de la France et de l'Angleterre. Il promettait la liberté politique et religieuse, et appelait de tous ses vœux la civilisation occidentale. Ces déclarations, habilement dirigées, étaient faites pour ôter, dès le début, tout prétexte d'intervention aux puissances européennes.

(1) De Malortie, p. 186-87.
(2) *Times* du 3 janvier.

Toutefois, la véritable pensée d'Arabi et du parti militaire turc se dévoilait, lorsque le manifeste demandait sur un ton impérieux l'élévation de l'effectif de l'armée à 18,000 hommes.

Pour tout esprit clairvoyant, le parti national n'existait pas dans un pays composé d'une petite minorité de maîtres et d'une aussi grande quantité de serfs. Mais les Anglais, pour écarter l'influence française, feignirent de croire à la sincérité et à la nécessité du manifeste d'Arabi. « Les Anglais, disait le grand journal de « la Cité (1), verraient avec une sérieuse inquiétude « une nouvelle intervention dans les affaires intérieures « d'Égypte. »

Cependant, le gouvernement de M. Gladstone, tout en se réservant d'agir seul au moment favorable, ne crut pas prudent, malgré l'opinion des journaux, de favoriser l'insurrection des colonels. La nomination d'Arabi-Pacha au sous-secrétariat de la guerre, la mission de Nizami-Pacha et de Rechid-Bey, envoyés par le sultan à Berlin et à Vienne, quelque temps avant le manifeste du parti national, pouvaient faire craindre une intervention de la Sublime Porte, et avec cette intervention la perte de l'influence européenne en Égypte.

Le 8 janvier 1882, sir Edward Malet, consul général d'Angleterre, et M. Seukiewicz, consul général de France, furent autorisés à présenter à Tewfik-Pacha une note identique. Ils devaient affirmer l'intention des

(1) *Times*, numéro du 4 janvier 1882.

deux gouvernements d'assurer le maintien du khédive actuel dans les conditions du firman de 1879, et les montrer « étroitement associés dans la résolution de « parer, par leurs communs efforts, à toutes les causes « de complications extérieures ou intérieures qui vien- « draient à menacer le régime établi en Égypte (1) ».

Cette note, qui semblait menacer au besoin l'Égypte d'une expédition anglo-française, était, disait-on, inspirée par M. Gambetta. Sur une réclamation diplomatique de Constantinople (13 janvier) (2), les autres grandes puissances européennes refusèrent d'approuver l'attitude des deux nations chargées du contrôle, et l'Angleterre, qui se prétendait alors pleine d'intentions pacifiques, rejeta sur la France l'attitude énergique qui avait été prise.

Le 26 janvier, le cabinet présidé par M. Gambetta tombait, et avec lui la politique d'initiative dans les affaires d'Égypte.

Le parti national cherchait peu dans ce temps à se faire prendre au sérieux. Au ministère de Riaz-Pacha, il essaya de substituer une administration populaire dirigée par le plus considérable des hommes d'État égyptiens, Chérif-Pacha. Mais le nouveau ministre, ancien confident d'Ismaïl, et, comme lui, profondément persuadé que le sort de la maison de Méhémet-Ali était lié à l'influence européenne, refusa d'admettre les pré-

(1) Voir le texte de cette note dans : *Documents diplomatiques. Affaires d'Egypte*, 1881-82, p. 27.
(2) Id., p. 21.

tentions de la chambre des notables en matière de finances, prétentions incompatibles avec le contrôle anglo-français.

Arabi-Pacha provoqua alors une démonstration menaçante des notables contre Chérif, qui se retira (2 février). Il fut remplacé par Mahmoud-Baroudi-Pacha; de celui-ci, Arabi, devenu lui-même ministre de la guerre, fit son homme de paille.

Les puissances européennes n'avaient pas attendu cette crise ministérielle pour pénétrer l'intrigue du parti militaire. L'Autriche, l'Italie, la Russie, l'Allemagne, qui avaient d'abord paru blâmer l'intervention de la France et de l'Angleterre, adhérèrent (fin février) à la note identique précédemment rédigée par ces deux nations (1), et ne cachèrent pas qu'elles considéraient le pouvoir de Tewfik comme fortement ébranlé par l'attitude du parti militaire.

Mais, de son côté, Mahmoud-Baroudi avait prévu cette éventualité. Dès le 7 février, croyant par là répondre à toutes les objections, il avait publié une loi organique qui prétendait appliquer sérieusement à l'Égypte le régime représentatif. L'Angleterre et la France n'y virent autre chose que le vote du budget abandonné à une chambre turque, sans valeur politique ou morale, et, par conséquent, la suppression de la garantie du contrôle.

M. de Blignières, le contrôleur français, donna sa

(1) *Egyptian policy. Fortnightly Review*, juillet 1882.

démission, et, quoiqu'il fût presque aussitôt remplacé par M. Brédif, il était permis d'affirmer dès cette époque que l'administration anglo-française avait pris fin en Égypte.

En effet, si une action rapide et commune des deux nations aurait pu rétablir le *statu quo*, l'indécision devait permettre au parti national de faire appel à la suzeraineté de la Turquie. Par crainte de voir la France ressaisir en Égypte une influence prépondérante, l'Angleterre se refusa aux résolutions énergiques. M. Gladstone, se fondant sur les principes qu'il avait, toute sa vie, professés en matière de politique étrangère, laissa tomber du haut de la tribune anglaise des paroles favorables au mouvement national égyptien. D'autre part, la presse anglaise se montrait même disposée à provoquer, s'il en était besoin, une intervention de la Turquie en Égypte. Cette attitude de l'Angleterre n'était en somme que la confirmation des faits accomplis, car, dès le mois de novembre 1881, elle avait, de concert du reste avec la France, protesté diplomatiquement de son respect pour la suzeraineté générale du sultan sur le khédive.

Cependant, tout en feignant d'approuver « l'établissement d'institutions libres en Égypte », le cabinet de Londres était loin d'admettre la suppression du contrôle. Le jour même de la chute de Gambetta (26 janvier), il faisait approuver par ce dernier une note anglo-française, à laquelle M. de Freycinet, successeur de Gambetta, adhéra ensuite, et par laquelle les deux

gouvernements repoussaient « toute immixtion de la « Turquie dans les arrangements internationaux, qui « intéressent au premier chef l'Angleterre et la « France (1) ».

Fondée sur de telles bases, l'alliance anglo-française aurait pu porter des fruits, mais à condition que des deux parts on fût résolu à soutenir le maintien du contrôle par tous les moyens légitimes. Or, la Chambre des députés en France ne comprenait pas qu'on s'engageât ainsi dans un conflit possible en Orient. Cette politique, dite d'*aventures*, avait été l'une des causes de la chute de Gambetta. Le nouveau ministre, M. de Freycinet, dut répondre à une interpellation de la droite de façon à sauvegarder à la fois la dignité de la France et à indiquer une attitude pacifique, réclamée par la majorité (2).

Cette hésitation décida du rôle de la France dans la suite des affaires d'Égypte, rôle naturellement effacé par l'impossibilité de prendre une résolution énergique et prompte devant les défiances du Parlement. Ces tergiversations faisaient à la Turquie une situation favorable en Égypte. Les deux puissances à qui appartenait le contrôle semblant ne pas devoir faire une action commune, le sultan pouvait remettre le pied sur cette Afrique qui lui échappait depuis cinquante ans, et « y provoquer le déchaînement du fanatisme mu-

(1) Note officielle du 26 janvier.
(2) Discours du 23 février 1882.

sulman », selon l'expression d'un député français (1).

C'était bien là, en effet, le mot de la situation. Abd-ul-Hamid, qui, on peut l'affirmer aujourd'hui, avait eu, dès l'origine, la main dans l'insurrection militaire du Caire, rêvait de reconstituer l'ancien empire ottoman de la Méditerranée. Malgré la patience proverbiale des Orientaux, Arabi-Pacha leva trop vite le masque qui dissimulait les tendances du parti national.

Un prétendu complot d'officiers circassiens contre l'influence des colonels turcs, et contre sa vie même, permit au ministre de la guerre d'engager les hostilités avec les Européens. Il réussit à envelopper dans l'affaire quelques-uns des fonctionnaires du khédive, peu favorables à la révolution et surtout au rétablissement de l'autorité du sultan sur l'Égypte. Une cour martiale réunie par Arabi frappa sévèrement les accusés : quarante furent condamnés à mort (11-12 avril 1882) (2). Mais, encouragé par les représentants de la France et de l'Angleterre, qui lui démontrèrent l'inconvénient de faire appel au sultan en cette occasion, Tewfik commua la peine des condamnés de sa propre autorité.

Arabi-Pacha convoqua aussitôt, de son plein droit, la chambre des notables, et parla de déposer Tewfik au profit de son grand-oncle le prince Halim, dernier survivant des fils de Méhémet-Ali. Comme ce change-

(1) Discours de Francis Charmes (23 février 1882).
(2) *Egyptian policy : Fortnightly Review*, juillet 1882, p. 108.

ment de personne ne pouvait s'effectuer qu'avec l'intervention de la Turquie, le plan d'Abd-ul-Hamid paraissait devoir réussir.

Afin d'être prêt à agir, le sultan remplaça (2 mai 1882) le grand vizir Saïd-Pacha, dont la politique personnelle était plus européenne qu'ottomane, par Abder-Rhaman-Pacha, tout dévoué aux idées panislamites. En même temps, on se prépara à Constantinople à exercer au Caire une « pression » plus ou moins morale, à laquelle d'ailleurs, sur le conseil de l'Allemagne, on renonça une première fois. Mais alors, pour se dédommager, la Sublime Porte employa les moyens diplomatiques qui lui étaient depuis longtemps familiers. Elle désavoua Arabi, envoya au khédive des encouragements à résister aux rebelles; toutefois, elle laissa le chef de l'insurrection continuer ses agissements et se réclamer de l'autorité supérieure du sultan.

Tewfik et Arabi rompirent donc toute relation; puis, par un de ces retours qu'il faut toujours prévoir en Orient, le ministre de la guerre, après avoir donné la comédie d'une soumission apparente au khédive, reprit toute son autorité. L'agent de la réconciliation avait été M. Seukiewicz, consul général français, qui, sur la nouvelle du départ d'une escadre anglo-française, avait craint que le parti militaire ne provoquât un massacre d'Européens à Alexandrie.

La résolution des deux puissances européennes fut notifiée à la Porte le 15 mai 1882. Le sultan était in-

vité à laisser la France et l'Angleterre intervenir seules dans la protection de leurs nationaux (1).

Cette fois, l'Angleterre prévoyait l'éventualité d'une action militaire et d'un débarquement. La rapidité des événements avait convaincu le cabinet Gladstone qu'il fallait empêcher à tout prix l'intervention de la Turquie.

Abd-ul-Hamid, en effet, fut obligé d'arrêter en Crète les forces qu'il avait réunies sous le commandement de Dervich-Pacha, mais il profita de l'occasion pour protester de son droit de suzeraineté sur l'Égypte, et refuser à toute puissance européenne « de faire la police au Caire (2) ». Afin d'établir, d'ailleurs, son droit supérieur d'intervention, il envoya par télégramme à Arabi-Pacha l'ordre de se soumettre à l'autorité du khédive.

Le ministre de la guerre ne prit pas au sérieux cette injonction, il persista à considérer comme un cas de guerre l'intervention de la France et de l'Angleterre, et, saisissant les revenus ecclésiastiques (Vakoufs), il s'empressa de se préparer à la résistance.

Sir Edward Malet et M. Sieukiewicz convinrent alors que le moment de temporiser était passé. Le 25 mai, ils exigèrent la restitution complète du pouvoir du khédive, l'éloignement d'Arabi-Pacha et des autres principaux chefs du mouvement militaire, enfin la dé-

(1) *Times* du 17 mai (voir la note française amplifiée par ce journal)
(2) Note du 17 mai 1882.

mission du ministère tout entier (1). L'initiative de ces conditions était attribuée par les deux agents européens au président de la chambre des notables, Sultais-Pacha, qui nia y avoir été pour quelque chose. Le khédive, comprenant enfin que son autorité reposait sur la protection anglo-française, accepta les termes de la note du 25 mai; aussitôt, les ministres envoyèrent leur démission, sous le prétexte que les droits supérieurs du sultan se trouvaient lésés par l'intervention européenne. Mais la surexcitation du parti militaire était si menaçante, que les fonctionnaires civils et les notables, craignant pour leur vie et leurs propriétés, pesèrent sur Tewfik, peu rassuré lui-même, et, le 28 mai, le forcèrent à rappeler Arabi. Celui-ci, désormais devenu dictateur, annonça ouvertement son intention d'obtenir la déposition du khédive. La France payait définitivement, comme l'Angleterre, le prix de son indécision.

Le consul général de la Grande-Bretagne, sir Edward Malet, résolut alors d'écarter du règlement de la question égyptienne son collègue M. Sieukiewicz, et persuada à M. Gladstone de provoquer l'intervention ottomane, surveillée de près par l'Angleterre seule. En effet, après une nouvelle et vaine tentative pour que le sultan se contentât de donner de loin à Arabi le conseil de se soumettre, le khédive apprit, le 30 mai, qu'un commissaire turc allait se rendre au Caire. Ce devait être la fin de l'action politique de la France et

(1) Note du 25 mai 1882.

de l'Angleterre en Égypte. Pour ne pas avoir l'air de céder au sultan, les deux puissances demandèrent la réunion d'une conférence européenne à Constantinople (31 mai 1882) (1).

Dès avant sa réunion, cette conférence menaçait d'être infructueuse. Le sultan n'admettait les conseils de l'Europe que dans un sens : l'intervention turque. La France, hésitante par suite des rivalités de personnes qui saisissaient tous les prétextes, déclarait, par l'organe de son ministre des affaires étrangères, qu'elle renonçait d'avance à toute intervention militaire (2). Enfin, l'Angleterre réservait son attitude, et M. Gladstone, préparant l'évolution de sa politique extérieure, laissait entendre, le 1er juin à la Chambre des communes, que l'honneur de l'Angleterre était engagé à soutenir le firman de 1879 et le pouvoir de Tewfik. Ainsi que l'avait dit M. Gambetta, « la France avait livré à l'Europe le secret de ses faiblesses », et le règlement de la question égyptienne se trouvait désormais circonscrit entre la Turquie et l'Angleterre.

La conférence était donc d'avance frappée d'impuissance. Et ce n'était pas qu'elle manquât d'objet. Suivant le mot d'un écrivain anglais : « Elle était instituée non seulement pour sauver Tewfik, mais aussi pour ramener Arabi au devoir et pour isoler l'Angleterre, c'est-à-dire pour tuer trois oiseaux d'une pierre (3). »

(1) *Documents diplomatiques. Affaires d'Egypte*, 1882. p. 148.

(2) Interpellation du 1er juin (Discours de M. de Freycinet et de M. Gambetta) (*Journal officiel*, compte rendu sténographique).

(3) De Malortie, p. 240.

Cependant, toutes les nations européennes y adhérèrent, sauf le sultan, qui n'admettait pas qu'on discutât ses droits (1). Le grand vizir Abd-er-Rhaman, se hâta d'envoyer Dervich-Pacha en mission au Caire, et prétendit que, dès lors, la conférence n'avait plus de but, devant les instructions de l'envoyé « du souverain légitime et territorial ».

Le 7 juin, Dervich-Pacha était au Caire et y jouait en apparence le rôle d'un délégué de l'autorité suprême ; mais sa présence n'eut en réalité aucune influence sur les affaires, et, loin de calmer la surexcitation contre les Européens, elle sembla, au contraire, l'augmenter.

Le 11 juin, une émeute éclata à Alexandrie à la suite d'une rixe entre Arabes, Grecs et Maltais. Un assez grand nombre d'Européens, tour à tour grossi ou diminué selon les passions des partis, furent massacrés. Il y avait plusieurs Français parmi les morts. Le consul d'Angleterre et de Grèce et deux fonctionnaires du consulat d'Italie étaient parmi les blessés (2).

Cet événement émut fortement l'opinion publique en France, et, dès le lendemain, M. de Freycinet dut promettre de prendre « toutes les mesures nécessaires pour « sauvegarder la vie des nationaux et l'honneur de la « France ». Toutefois, il affectait de n'attacher qu'une médiocre importance aux massacres d'Alexandrie, et louait l'attitude des autorités égyptiennes, qui cependant avaient été évidemment de connivence avec les as-

(1) *Documents diplomatiques. Affaire d'Egypte*, 1882-83, p. 64.
(2) *Le Temps*, 13 juin 1882.

sassins. Cette fois encore, la France se dérobait à une action militaire, alors que les circonstances n'auraient pas dû permettre d'hésiter.

En Angleterre, les massacres d'Alexandrie causèrent un grand mouvement d'indignation contre le gouvernement. L'opposition conservatrice, dont la politique extérieure avait toujours été très hardie, reprocha à M. Gladstone de n'avoir pas encore agi, et d'avoir lié son action à la politique pleine de tergiversations de la France. C'est à ce moment que lord Salisbury, chef de l'opposition, parlant de l'attitude de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Russie, jalouses de la situation privilégiée de l'Angleterre en Égypte, prononça cette phrase précieuse à retenir : « L'Angleterre sait « qu'elle est libre d'arriver par elle seule au but de sa « politique, si elle ne peut le faire de concert avec les « autres puissances. »

Cet aveu de l'ancien chef du *Foreign-Office* de Disraëli pourrait servir d'épigraphe à l'histoire de la conduite que tint désormais l'Angleterre dans la question égyptienne.

La situation était pressante. Dervich-Pacha s'avouait impuissant à protéger les Européens, et le khédive, inquiet lui-même pour sa vie, abandonna le Caire et gagna Alexandrie. Abdul-Hamid, malgré ces symptômes menaçants, refusait toujours d'adhérer à la conférence ; la mission de Dervich avait échoué ; néanmoins, il était impossible au sultan de rompre ouvertement avec Arabi-Pacha, qui invoquait sans cesse son autorité. Il

essaya d'un compromis : il imposa au khédive un cabinet en apparence nouveau et présidé par Ragheb-Pacha. Mais la présence d'Arabi dans cette administration prouvait que rien n'était changé. Bien plus, le chef du parti militaire recevait une décoration de Constantinople (1), où officiellement il devait être considéré comme un rebelle.

On résolut cependant de réunir la conférence ; les puissances s'engagèrent à n'intervenir en Égypte que par une décision commune, ou en cas de force majeure ; l'Angleterre réussit à faire écarter des questions préalables celle de la neutralisation du canal de Suez. C'était avouer ainsi qu'elle se croyait peu ou point obligée par le protocole de « désintéressement ». En même temps, l'amiral anglais Seymour recevait toute liberté d'agir, quand il jugerait le moment opportun.

Tandis que l'Angleterre laissait comprendre qu'elle agirait isolément, s'il le fallait, le cabinet français affectait de se maintenir dans le concert européen, tout en promettant, au besoin, une attitude plus énergique (2).

Néanmoins, M. de Freycinet se contenta de donner à M. Sieukiewicz un congé régulier, comme l'Angleterre du reste à M. Malet. Mais les ports de la Grande-Bretagne furent aussitôt pleins d'activité ; les arsenaux furent approvisionnés, et les bruits de guerre devinrent de plus en plus sérieux.

La conférence commença ses travaux le 23 juin, sous

(1) *Documents diplomatiques. Affaire d'Egypte*, 1882-83, p. 14.
(2) Discours de M. de Freycinet (22 juin 1882).

la présidence de l'ambassadeur italien, comte. Corti, doyen d'âge, tandis que la Porte multipliait en Europe les notes de protestation. Le 28 juin, l'ambassadeur anglais, lord Dufferin, proposa que la Turquie intervînt contre Arabi, assistée de troupes anglaises et françaises; si la Porte refusait, l'Angleterre se chargerait seule de rétablir l'ordre en Égypte.

Sur une nouvelle réponse dilatoire du sultan, M. Gladstone se décida à agir. Dans les premiers jours de juillet, l'amiral Seymour prévint le gouverneur d'Alexandrie qu'au moindre acte d'hostilité il bombarderait la ville.

Alors seulement la France crut pouvoir être entraînée dans une guerre orientale, et M. de Freycinet fit faire quelques préparatifs à Toulon, à Brest, à Cherbourg, et déposa, le 8 juillet, une demande de crédit de 8 millions, pour couvrir les dépenses de ces armements. Loin d'imiter l'attitude résolue de l'Angleterre, il représentait le vote de ce crédit comme « une mesure « de précaution, de prudence, de prévoyance (1) ».

Cette timidité allait permettre à l'Angleterre d'agir seule. Tandis que les négociateurs de Constantinople terminaient les travaux de la conférence, en déclarant devoir consulter leurs gouvernements respectifs, l'amiral Seymour intimait aux autorités d'Alexandrie de cesser les travaux de fortification qu'on y commençait. M. de Freycinet, refusant d'assumer sa part de responsabilité dans l'action qui devait suivre cette menace,

(1) M. de Freycinet (Discours du 8 juillet).

fit envoyer la flotte française à Port-Saïd, et le jour même où le commandant anglais lançait son ultimatum, l'amiral Conrad quittait Alexandrie. Le gouverneur de la ville ayant refusé de livrer les forts pour qu'ils fussent désarmés, le bombardement commença le 11 juillet; en quelques heures, le feu des assiégés fut éteint; Toulba-Pacha, qui commandait la place, envoya un parlementaire à l'amiral Seymour. Pendant les pourparlers, Arabi-Pacha lança les forçats sur le quartier européen, que les habitants avaient heureusement pour la plupart quitté, en même temps que le corps consulaire. Le pillage et l'incendie détruisirent ce que les obus anglais avaient épargné (1).

Le khédive, dont la vie fut un moment menacée par les soldats d'Arabi, parvint à se placer sous la protection de l'amiral Seymour. Quelques détachements de marins prirent possession de la ville réduite en cendres.

Le bombardement d'Alexandrie produisit une immense sensation en Europe. Malgré la mauvaise humeur des puissances représentées à la conférence, les Anglais bénéficièrent des faits accomplis. Le 15 juillet, les négociateurs de Constantinople présentèrent au sultan une note commune, qui l'invitait à envoyer des troupes en Égypte, dont le chef serait étroitement surveillé par des commissaires européens, et dont l'action serait limitée à la soumission d'Arabi, dans un temps donné. D'autre part, les plénipotentiaires européens en-

(1) V. *le Temps*, numéros des 12 juillet et 3 août 1882.

gagèrent Arabi à aller se justifier à Alexandrie. Mais le chef du parti national égyptien, comptant toujours sur les intérêts opposés des puissances, refusa comme il avait refusé peu auparavant d'aller à Constantinople. Il s'établit à Kafr-Douar, à cinq lieues d'Alexandrie, sur la ligne du chemin de fer du Caire, s'y fortifia et se prépara à couper les canaux d'eau douce qui alimentaient la ville, occupée par les Anglais. En même temps, il fit faire des démonstrations sur le canal de Suez.

Le 18 juillet, M. de Freycinet fut interpellé sur sa conduite dans les affaires égyptiennes, lorsque vint la discussion des crédits demandés pour l'armement de la flotte. Il les obtint; mais son attitude fut généralement blâmée, et M. Gambetta, dans un de ses plus beaux discours, rappela « que la Méditerranée devait rester « le théâtre de l'action française, et l'Égypte être « arrachée au fanatisme musulman ».

La question d'intervention n'était cependant pas encore réglée ; la Porte ne paraissait pas accueillir avec enthousiasme les restrictions apportées à son action militaire. L'Angleterre n'attendait qu'une réponse négative pour continuer ses opérations.

Tout à coup (19 juillet), Saïd-Pacha, redevenu grand vizir, se déclara prêt à prendre part à la conférence, et à discuter avec les puissances européennes les intérêts de l'Égypte. C'était un moyen ingénieux pour gagner du temps. L'Angleterre ne s'y laissa pas tromper. Elle avait entre ses mains le khédive ; elle s'en fit un instrument. Sur son conseil, Tewfik-Pacha déclara

Arabi rebelle, et attendit le rétablissement de son pouvoir du ministère Gladstone qui, aussitôt, oubliant ses vieilles théories pacifiques, obtint un crédit de 57 millions pour parer aux éventualités.

D'autre part, M. de Freycinet, devant le refus de l'Europe de donner un blanc-seing à l'occupation franco-anglaise, s'opposait à une action militaire de la France en Égypte. Il se contentait de promettre qu'il assurerait la sécurité du canal de Suez.

Le 26 juillet, la Porte accepta enfin les conditions qu'on mettait à son intervention en Égypte. La France, mal engagée dans la situation, pouvait en conséquence se retirer, sous prétexte que son rôle était terminé; mais en voulant se maintenir entre l'action et l'inaction absolue, le cabinet Freycinet disparut (29 juillet).

La France se trouvait donc définitivement écartée.

A son intervention, la Porte mettait une condition: l'évacuation d'Alexandrie par les troupes anglaises. L'Angleterre dévoila alors ses véritables intentions, Elle se déclara investie, de par la duplicité de la diplomatie ottomane, du droit de rétablir elle-même l'ordre en Égypte, et prétendit n'accepter même le concours des Turcs qu'après que le sultan aurait publiquement déclaré le sort qu'il réservait à l'Égypte. Pour appuyer cette déclaration, l'amiral Seymour obtint du khédive le droit d'occuper militairement le canal de Suez, véritable violation du droit des gens.

Le cabinet de Saint-James redoutait, il faut croire, que l'Europe, mécontente de ses procédés, ne triomphât

des lenteurs du sultan et ne prévînt de la sorte son action, car, dès le 2 août, il fit venir à Suez des troupes de l'Inde. Il en résulta que l'intervention turque, tout en étant maintenue pour le principe, devint bientôt une simple question de forme. Il en fut de même de la protection collective du canal de Suez par les puissances intéressées. L'ambassadeur anglais, lord Dufferin, avait, en effet, affirmé que l'Angleterre y adhérait, sauf les nécessités militaires.

Cette manière d'entendre la neutralité du canal inquiétait beaucoup l'opinion en France. M. de Lesseps partit pour l'Égypte et, en obtenant d'Arabi la promesse qu'il respecterait la liberté de la navigation, parvint à empêcher l'amiral Seymour d'occuper militairement les bords du canal.

Cette promesse avait peu coûté au chef de l'insurrection. Les Anglais, en ne débarquant pas à Ismaïlia ou sur toute autre ville de l'Est, s'interdisaient la route la plus facile vers le Caire. Il ne leur restait plus que la voie du Delta, coupée de canaux, et où Arabi avait concentré le ramassis de malheureux, fort mal armés, qu'il appelait l'armée nationale égyptienne.

La neutralité du canal était donc toute au désavantage de l'Angleterre, et il semblait difficile d'admettre qu'elle la respectât strictement. Le général en chef anglais, sir Garnet Wolseley, était un vétéran des guerres d'Afrique. C'était le vainqueur des Ashantis, et, plus récemment encore (1879), il avait mis fin à la guerre des Zoulous, en s'emparant de Cetchwayo. Il

avait 18,000 hommes, soit en troupes venues de l'Inde, soit en troupes de débarquement amenées d'Angleterre. Arabi était en apparence mieux pourvu d'hommes ; mais en y regardant de près, les forces de l'armée nationale se réduisaient à bien peu de chose : des 50,000 hommes qu'elle comptait, 10,000 à peine étaient de véritables soldats.

Tandis que la Turquie, se déclarant toujours prête à intervenir, discutait pied à pied les conditions de sa coopération avec l'Angleterre, sir Garnet Wolseley attirait toutes les forces d'Arabi dans le nord du Delta en paraissant préparer un débarquement général à Aboukir. Mais les transports anglais, sans toucher la côte, se dirigèrent immédiatement sur Port-Saïd, où ils débarquèrent un premier corps, puis à Ismaïlia, où ils firent de même (19-20 août).

Tout le canal de Suez fut occupé, et la navigation y fut interdite, pour permettre aux navires anglais d'évoluer plus rapidement. M. de Lesseps protesta et arrêta le service de l'administration et du pilotage. Sir Garnet Wolseley n'en continua pas moins, comme il avait commencé, et ne rouvrit le canal que lorsque le débarquement eût été entièrement effectué.

Les positions d'Arabi à Kafr-Douar se trouvèrent donc absolument tournées. Mais la difficulté de traverser le désert, les chaleurs et la nécessité des longs convois pour porter l'eau nécessaire, permirent à l'armée égyptienne de changer de front et de se rendre à Zagazig et à Tel-el-Kebir, où elle se fortifia.

Les Anglais la suivirent. Le 25 août, ils rencontrèrent son avant-garde, forte de 3,000 hommes, à Ramsès, et la mirent en déroute. Trois jours plus tard, les Égyptiens firent un retour offensif : au nombre de plus de 10,000, ils attaquèrent les Anglais établis à Gassassin; cette fois encore, la victoire resta à leurs adversaires.

Quoique les choses fussent fort avancées, et que le khédive et ses deux nouveaux ministres Riaz-Pacha et Cherif-Pacha ne fussent plus que les instruments des Anglais, la Porte voulait toujours prendre sa part de l'intervention; mais lord Dufferin prétendait faire agir les troupes turques dans le nord, loin des troupes anglaises, là où les opérations étaient plus difficiles et plus dangereuses. Cette dernière condition fut néanmoins acceptée et, le 5 septembre, Arabi, déjà déclaré rebelle par Tewfik-Pacha, le fut de nouveau par une proclamation du sultan. Toutefois, bien qu'il y fût dit « qu'Arabi méritait d'être traité comme un insurgé et comme un rebelle », lord Dufferin crut trouver encore dans ce document une arrière-pensée, et demanda à réfléchir avant de signer la convention militaire qui devait permettre à la Turquie de faire débarquer ses troupes à Aboukir.

Sir Garnet Wolseley avait excité en Angleterre une vive impatience par la lenteur de ses opérations militaires. Il profita du délai gagné par son compatriote lord Dufferin pour préparer une expédition nécessaire à sa réputation et qu'il voulut rendre décisive. Entre

le 28 août et le 9 septembre, les deux armées en présence ne tentèrent en aucune façon de se combattre. Mais dans cette période, et des deux côtés, on se prépara activement en vue d'une prochaine rencontre. Les Anglais surtout rassemblèrent une quantité considérable de moyens de transport, prévoyant tout, ne laissant rien au hasard, et firent reconnaître avec soin tout le pays situé entre leurs positions et Tel-el-Kebir, poussant même jusqu'à Salahieh. Du côté des Égyptiens, les préparatifs ne furent pas moins sérieux. Ils profitèrent du délai pour transporter de Kafr-Douar à Tel-el-Kebir leurs meilleures troupes ainsi que leurs munitions; les travaux de défense de cette dernière place furent renforcés et augmentés, et ils firent opérer aussi quelques reconnaissances (1).

Dans la soirée du 12, sir Garnet fait plier les tentes et avec 14,000 hommes quitte sans bruit Gassassin, il se dirige vers Tel-el-Kebir. A trois lieues de cette ville, il s'arrête et accorde un temps de repos à ses troupes. A minuit, la marche en avant est reprise dans le plus profond silence. Les Anglais arrivent ainsi vers quatre heures et demie du matin à 900 mètres du camp égyptien; tout y dort, la présence si rapprochée des Anglais n'y est point connue. Les Anglais n'ont pas rencontré en route une seule sentinelle qui pût donner l'alarme.

Ils se forment en demi-cercle. Ils continuent à avancer. Ils ne sont plus qu'à 250 mètres du camp ennemi,

(1) *Narrative of the war in Egypt by a retired officer : Colburn's U. S. Magazine*, octobre 1882.

quand enfin leur présence est révélée et aussitôt l'action s'engage. Mais les Anglais s'élancent avec intrépidité sur les retranchements ennemis, les enlèvent après une lutte de quelques minutes et mettent en fuite ceux qui sont chargés de les défendre. Les Égyptiens jettent leurs armes, poursuivis par le feu nourri des fantassins anglais. A ce moment, sir Garnet fit donner la cavalerie et l'artillerie. L'action de ces deux corps, inutile il est vrai, ajouta seulement à la déroute et à la confusion des fuyards, qui laissèrent aux vainqueurs tout leur camp, de grandes quantités de provisions et de fourrage et 2 à 3,000 prisonniers (1). — Dans cette bataille, les pertes des Anglais furent de 9 officiers et de 45 hommes tués, de 22 officiers et de 320 hommes blessés. Celles des Égyptiens, de 1,500 morts ou blessés.

A peine cette bataille qui ne mérite ce nom que par le chiffre des troupes qui y prirent part et non par les efforts déployés de part et d'autre, était-elle terminée, que le commandant en chef de l'expédition anglaise lançait de forts détachements sur Zagazig, Belbeis et le Caire. Quelques heures plus tard, les deux premières de ces villes étaient successivement occupées.

Le 14 septembre, l'armée anglaise entrait en chemin de fer et triomphalement dans la gare du Caire. Arabi-Pacha et ses principaux lieutenants se livrèrent; seul, le commandant de Damiette résista jusqu'au 22 septembre. Lorsque les chefs militaires furent pris, il ne

(1) *Narrative of the war in Egypt* : *Colburn's U. S. Magazine*, octobre 1882.

resta plus rien du fameux parti national. L'armée fut dissoute. Le khédive rentra dans tous ses droits, et les cours martiales commencèrent le procès des insurgés.

Restait à savoir ce qu'on ferait de l'Égypte. Les plus modérés des organes de la presse anglaise réclamaient la suppression du contrôle et l'organisation d'un solide protectorat. Le *Times* laissait deviner sa passion annexioniste. M. Gladstone était fort embarrassé. Il refusa de s'expliquer d'abord, tout en laissant comprendre que désormais l'Angleterre n'avait plus les mains liées dans l'organisation de l'Égypte.

Cette organisation, ce fut sous le nom et sous l'autorité du khédive qu'elle commença. En réalité, l'Angleterre gouverna et sa tutelle s'exerça déjà durement. L'armée fut reconstituée par Baker-Pacha, avec des officiers anglais; le contrôle fut rendu impossible par la retraite du représentant anglais, M. Colwin; enfin, l'Angleterre intervint dans le procès d'Arabi. L'ambassadeur d'Angleterre exigea qu'Arabi eût la vie sauve, « même s'il était incendiaire et meurtrier (1) ».

Enfin, quand il fallut avoir l'air de créer des institutions libérales sur les bords du Nil, lord Dufferin fut chargé, avec le concours du consul général sir Edward Malet, de procéder à cette comédie. On liquida d'abord l'insurrection; Arabi-Pacha et ses complices furent condamnés à mort, mais graciés aussitôt, malgré les protestations de Riaz-Pacha, qui quitta le ministère.

(1) *Le Temps*, 4-5 décembre 1882.

Les débris du parti national furent exilés à Ceylan dans une douce captivité.

Puis on passa au contrôle. On s'était flatté de le supprimer avec l'assentiment du cabinet français. Amère fut la déception : M. Duclerc, qui présidait ce cabinet, s'y refusa péremptoirement (décembre 1882).

L'œuvre de lord Dufferin resta donc inachevée de ce côté; mais, au fond, c'est une simple satisfaction d'amour-propre qui manque encore aux Anglais; ils sont bien réellement, depuis le début de l'année dernière (1883), les maîtres de l'Égypte, et cela aux dépens de la France. Ce sont eux qui contiennent, en maintenant une partie de leurs troupes autour de Tewfik-Pacha, les éléments de trouble qui existeront encore longtemps en Égypte. Par contre, ce sont eux aussi qui, sans égard pour l'honneur national des Égyptiens, et dans le seul but de les empêcher d'aggraver leur situation financière, veulent forcer le khédive à abandonner une partie de son territoire, les provinces soudaniennes, aux bandes victorieuses du prétendu prophète qui s'y est levé (janvier 1884).

Pour que ce protectorat de la Grande-Bretagne sur l'Egypte se change en annexion, il faut peu de chose. Les Anglais sont les hommes du fait accompli; par leur audacieuse expédition de 1882, ils ont tâté le pouls à l'Europe, et ils ont vu qu'elle les laisserait faire. Désormais l'Égypte est à eux.

Il nous reste à examiner trois points : Qu'était-ce que

le parti national? quelle est la valeur militaire de l'expédition de Tel-el-Kebir? quelle est la situation de la France par rapport à l'Angleterre en Égypte?

Le parti national, bien que soutenu à la tribune française avec une conviction pleine d'humanité, paraît ne s'être composé que d'intrigants et d'ambitieux, hésitant entre la reconstitution d'une oligarchie militaire, comme celle des Mameluks, et le rétablissement de l'autorité du sultan, auquel ils espéraient vendre leurs services.

Selon l'expression d'un écrivain anglais (1), « le mouvement dirigé par Arabi n'était rien de plus, rien de moins qu'une de ces insurrections militaires qui se produisent toujours dans les États orientaux chaque fois que le chef du gouvernement devient ou est devenu impuissant à faire exécuter ses volontés ».

Arabi eut l'habileté de faire croire aux officiers mécontents qu'en l'appuyant, ils se délivreraient de la présence des nombreux officiers étrangers que renfermait l'armée égyptienne, et qu'ils toucheraient leur solde. Puis, il se servit de la haine invétérée des musulmans contre les chrétiens, faisant croire que le triomphe de sa cause serait suivi de l'expulsion des Giaours.

S'il n'eut pas l'appui de la masse du pays, il eut du moins la sympathie passive de ces classes qui, pour une raison ou une autre, étaient mécontentes de l'ordre de choses établi et qui désiraient un changement (2).

(1) E. Dicey, *England in Egypt, XIXe Century*, novembre 1882, p. 805
(2) Id., p. 807.

Qu'aurait fait Arabi, si, par impossible, le sort l'eût favorisé?

A en juger d'après ses antécédents, il aurait été un pacha comme tous les autres, « tyran, sensuel et fort indulgent pour lui-même. Il n'était pas de l'étoffe des Cromwell, des Garibaldi, ni même de celle des Toussaint-Louverture(1). » Eût-il réussi, les choses seraient restées dans le même état, aucune modification n'y eût été apportée.

Quant aux opérations de sir Garnet Wolseley, elles ne semblent pas devoir ajouter à la gloire acquise par lui dans les guerres autrement difficiles des Ashantis et des Zoulous. La bataille de Tel-el-Kebir, qui coûta à peine quelques hommes, a montré quelle était l'illusion qu'on se faisait en Europe sur les troupes d'Arabi. Disons d'ailleurs que les Anglais jugent l'habileté de leur général, non sur la difficulté de la victoire, mais sur les résultats, qui sont immenses. Désormais, les Anglais tiennent la grande étape entre Londres et Bombay. Sans parler de la richesse naturelle de l'Égypte, ils y trouvent un entrepôt commercial et militaire, qui leur permet de surveiller de près leur empire de l'Inde.

On a dit que la France, dont l'influence politique et commerciale déclinait depuis longtemps en Égypte, n'a perdu par les événements de 1882 qu'une situation historique et des souvenirs glorieux. Les tentatives faites récemment pour contester à la compagnie créée par

(1) E. Dicey, *loc. cit.*, p. 807.

M. de Lesseps le monopole du canal de Suez prouvent que la concurrence anglaise prétend, au contraire, fermer autant que possible aux Français l'Afrique australe et l'extrême Orient. Les susceptibilités soulevées de l'autre côté du détroit par les affaires récentes de Madagascar et du Tonkin justifient cette crainte, qu'un journal (1), connu pour la prudence de sa politique extérieure, exprimait récemment, en regrettant l'attitude effacée de la France dans la question égyptienne : « Est-« ce qu'on s'imagine qu'en cas de guerre, les Anglais « convertiraient le canal en bassin d'eau bénite, et lais-« seraient le passage d'eau à l'ennemi? Ce serait trop « innocent. C'est pour être les maîtres de la route qu'ils « ont pris possession de l'Égypte et qu'ils y resteront. »

D'ailleurs, un semblable résultat ne devait-il pas fatalement se produire? N'est-il pas une conséquence directe et nécessaire des différences de la politique anglaise et de la politique française? Ce qui caractérise cette dernière, c'est le désintéressement. L'intervention de la France à l'extérieur n'est jamais motivée par des calculs particuliers et mesquins. — On n'en peut dire autant de l'Angleterre, et il est curieux de voir avec quelle franchise et quel manque de pudeur les écrivains de cette nation parlent de la conduite tenue par leur gouvernement dans les affaires égyptiennes.

« Si nous n'avions pas été les maîtres de l'Inde, et si l'Égypte ne formait pas un chaînon essentiel dans

(1) *Les Débats*, 15 janvier 1883.

nos communications avec l'Est, nous n'aurions jamais, dit M. E. Dicey (1), envoyé une armée au Caire.....

« Maintenant, si nous ne sommes pas disposés à annexer l'Égypte, nous sommes tenus de prendre des précautions pour protéger notre grand'route de l'Inde. Nous ne pouvons envahir l'Égypte chaque fois que nos communications avec l'Inde par l'isthme sont menacées soit par des troubles intérieurs, soit par des complications extérieures. Actuellement, notre droit de passage à travers le canal dépend, non seulement de l'existence d'un gouvernement régulier et amical au Caire, mais aussi du bon vouloir d'une compagnie indépendante sur laquelle nous avons peu de contrôle direct.

« Notre venue en Égypte nous fournit l'occasion de remédier à cet état de choses; nous serions fous de la laisser échapper. Un protectorat reconnu, voilà ce qu'il faut à l'Angleterre, et rien autre ne peut lui donner la sécurité qu'elle désire..... »

Un de nos compatriotes, dont le nom occupe une grande place parmi les publicistes contemporains, M. Joseph Reinach, s'est élevé avec autant de talent que d'énergie contre cette « confiscation » de l'Égypte par l'Angleterre. Il a mieux fait que d'écrire dans un journal français, il a envoyé au *XIXth Century* (2) un article fort intéressant et fort bien fait, dans lequel il dit sans se gêner leur fait à Messieurs les Anglais. Il

(1) E. Dicey, *England in Egypt, XIXe Century*, n° de novembre 1882.

(2) N° de décembre 1882.

rappelle à l'Angleterre qu'elle n'est allée en Égypte, suivant sa propre déclaration, que pour y rétablir l'ordre troublé par un parti de mutins, dit que, si elle gardait la possession qu'elle a arrachée à Arabi, elle serait elle-même une usurpatrice; et il demande quelle foi on pourrait alors placer dans les traités (1).

M. Joseph Reinach adjure l'Angleterre, sous peine de perdre l'amitié de la France et d'encourir la lourde responsabilité de rouvrir la Question d'Orient, de rendre l'Égypte à elle-même. Ce conseil sera-t-il écouté ? Nous en doutons. L'Angleterre n'a point l'habitude, lorsqu'elle est parvenue à mettre la main sur quelque chose, de s'en séparer à la moindre protestation, surtout quand ce quelque chose est bon à garder. Or, c'est là le cas de l'Égypte. Alors, qu'arrivera-t-il ? Rien du tout, et le temps, nous en sommes convaincu, se chargera de démontrer le bien-fondé de notre conjecture.

(1) Id., p. 828-29.

ÉTAT ACTUEL ET SOLUTIONS POSSIBLES

DE LA QUESTION D'ORIENT [1]

Dans la plupart des chapitres qui précèdent, nous avons exposé comment la Russie avait, pendant le siècle actuel, essayé de régler la Question d'Orient à son profit. Cette question est trop grave, trop intéressante à tous les points de vue, pour que nous n'en parlions pas davantage. Nous allons maintenant dire quelques mots des différentes solutions de cette source continuelle d'embarras pour l'Europe, et qui, suivant leurs auteurs ou leurs partisans, l'anéantiraient à jamais.

(1) Consulté :

L. Jezierski : *Histoire diplomatique de la Question d'Orient. Revue politique et littéraire*, 9 février 1878. — John Lemoinne : *De l'intégrité de l'empire ottoman* — Saint-Marc Girardin : *Controverse sur la Question d'Orient à propos de récents écrits. Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1860. — Du même auteur : *La Question d'Orient en* 1860. *Le Correspondant*, juin 1860. — E. de Girardin : *Solutions de la Question d'Orient*, dans : *Questions de mon temps.* — A. Vambéry : *La Turquie est-elle susceptible de réformes ?* — Ed. A. Freeman : *The ottoman power in Europe.* — J. Reinach : *La Question d'Orient en Orient. Revue politique et littéraire*, 8 mars 1879. — Du même auteur : *La Question d'Orient dans l'histoire. Revue politique et littéraire*, 27 septembre 1879. — Gabriel Charmes : *La Situation en Turquie. Revue des Deux Mondes*, 15 février 1882. — De Tchihatchef : *Le Traité de Berlin. Revue britannique*, août 1879. — G. Wyrouboff : *La Question d'Orient et le Traité de Berlin.*

Et d'abord, il est un point sur lequel chacun s'accorde : c'est que l'empire ottoman est mort, irréparablement mort; il n'y a plus, a dit M. Saint-Marc Girardin (1), que la diplomatie qui s'obstine à le traiter de vivant. Au commencement du siècle présent, la situation de la Turquie était déjà presque désespérée; depuis, avec les guerres qu'elle a soutenues, avec les trois démembrements successifs qu'elle a subis, sa situation a empiré, la Turquie est devenue banqueroutière. Elle n'est plus aux yeux de bien des gens que la personnification de la paresse, de l'incurie, de la barbarie la plus inaccessible à la civilisation. Dans ces conditions, on se demande s'il y a utilité pour l'Europe, mieux pour le monde, pour l'humanité en général, à ce que les musulmans restent en possession de la Turquie.

De quelles pensées n'est-on pas saisi quand on songe à la fertilité du sol sur lequel ils sont fixés, aux trésors miniers immenses qu'il recèle! En les exploitant, les Turcs pouvaient donner au commerce et à l'industrie une impulsion qui aurait accru la richesse de l'Europe entière : leur apathie les a retenus.

Peut-on donc les laisser tranquillement dormir sur le Bosphore, au milieu de l'Europe, quand tout est activité, travail et progrès autour d'eux? Peut-on souffrir que, par le seul fait de leur nonchalance, de leur incapacité, ils tiennent dans la misère et l'oppression des centaines de mille d'individus qui se plaignent de

(1) *La Syrie en* 1861, p. 383.

cet état de choses, réclament des améliorations, et, las de s'adresser en vain à leurs gouvernants, implorent l'intervention de l'Europe?

Cette question intéresse à un haut point l'Europe, et les plaintes soulevées par l'incurie des Ottomans ont de tout temps assailli la diplomatie. Mais comme les autres branches d'administration en général, la diplomatie est routinière et, plutôt que de déranger quelque chose à la situation de l'Europe qu'elle est habituée à voir depuis des siècles, elle feint le plus souvent de ne pas entendre ces appels, et lorsqu'on lui met sous les yeux l'état misérable auquel les Turcs ont réduit cette belle presqu'île des Balkans, elle répond imperturbablement que les choses sont bien comme elles sont, qu'on ne saurait y rien changer sans compromettre la sécurité de l'Europe. C'est la pusillanimité des gouvernements européens qui a amené l'un de nos meilleurs écrivains politiques à pousser le cri suivant :

« Nous avouons que nous sommes confondus de la naïveté féroce avec laquelle les plus grands libéraux de l'Occident répètent tous les jours : « Il s'agit bien de la Turquie! nous nous inquiétons bien de l'empire ottoman et de son intégrité. Il s'agit tout simplement de nous et de la sécurité de l'Europe! » Et ces politiques humains et éclairés n'ont pas l'air de se douter qu'il y ait là-bas 10 à 12 millions d'hommes qui disent: « Et nous? » et pour lesquels l'émancipation est une question de vie et de mort (1). »

(1) J. Lemoinne, p. 25.

« La Turquie, disent encore ses défenseurs, est une puissance militaire, et à ce titre elle a droit aux égards et à la considération des autres nations de l'Europe. » A notre avis, si la Turquie est une puissance militaire, c'est une cause d'inquiétude pour les autres nations, car, dans un conflit quelconque, suivant qu'elle se range d'un côté ou de l'autre, son contingent de forces peut avoir une influence décisive sur le résultat, et avec un gouvernement aux idées fausses et arriérées il est permis de craindre qu'il ne se mette pas du côté de la justice.

Il est vrai que, jusqu'ici, les Turcs ont réussi à servir les intérêts de l'Europe, en empêchant, par le fait même de leur existence, les provinces qu'ils détiennent d'augmenter les forces d'autrui, en particulier des Russes.

D'après tout ce que nous avons entendu dire, d'après tout ce que nous avons lu sur l'état actuel de la Turquie, nous ne le cachons pas, nous sommes de ceux qui disent que la conservation de cet empire dans ses formes actuelles est impossible. Nous sommes également certain que l'esprit le plus prévenu se rangerait à cette opinion, s'il complétait ces renseignements par un voyage sur les lieux, ou même en interrogeant les personnes qui en reviennent. Non seulement, à cause de son état honteusement obéré et arriéré, la Turquie est une charge pour l'Europe, mais elle constitue encore un danger. « Loin d'être une barrière contre la Russie, a dit un ambassadeur français en Orient (1),

(1) De Vogué, *les Événements de Syrie*, p. 24.

elle motive chaque jour son intervention et la rendra nécessaire. Tot ou tard, une explosion détruira l'édifice factice que la diplomatie européenne s'obstine à maintenir, et la Russie n'aura qu'à étendre la main pour recueillir le fruit que l'imprévoyance de l'Europe aura laissé pourrir et se détacher de l'arbre. »

Les empiètements continuels de la Russie sur la Turquie ont provoqué chez un auteur allemand le même cri d'alarme et d'avertissement : « Laissez ainsi la Russie étendre sa protection sur la Porte, parce que vous espérez être toujours assez forts pour la contraindre à reculer, et bientôt la Russie pourra vous remercier de cette confiance dans vos forces qui vous aura perdus à Constantinople et à Poros (1). »

Après la guerre de Crimée, quand la Russie était réellement à bas, lorsque la France et l'Angleterre pouvaient tout contre elle, lorsque ces puissances pouvaient constituer des barrières fortes et solides contre son envahissement politique, ces deux puissances ne le firent pas. Elles pouvaient alors inaugurer dans le Levant une politique juste et forte, elles n'osèrent pas.

Il en résulta que la guerre de 1855-56 n'eut aucune conséquence favorable. Les milliers de malheureux qui trouvèrent un trépas anticipé dans les marais de la Dobrutscha, dans la plaine d'Inkerman ou sous les murs de Sébastopol, furent inutilement sacrifiés. Un

(1) D. Urquhart, *la Turquie et ses ressources*, t. II, p. 227.

an à peine après la signature du traité de Paris, tout le fruit de la guerre était perdu. « Le redoutable problème d'Orient menaçait de nouveau l'Europe; la Turquie continuait à déchoir, paralysée par une tutelle qui lui faisait perdre le sentiment de sa dignité et sous laquelle elle finissait par ne plus croire à elle-même ; l'hellénisme abandonné par l'empire et le iougoslavisme, sottement méprisé par tout l'Occident, tournaient derechef les yeux vers la Russie, qui se disait vaincue pour la seule défense de leurs droits (1). »

Aujourd'hui, la cause des Turcs est universellement jugée. L'opinion publique se prononce ouvertement sur ce sujet: elle réclame ou leur transformation ou leur déchéance. Elle s'élève avec énergie contre le maintien du *statu quo*.

La transformation n'est guère possible et il n'est pas raisonnable d'y songer. Une chose s'y oppose de la manière la plus formelle : le Coran, le livre saint des musulmans. Les musulmans ne peuvent, en effet, sans devenir des hérétiques, ne pas se conformer aveuglément à tous ses préceptes. Malheureusement inspiré par l'intolérance, il a pour effet de rendre ses adeptes incapables d'assimilation, inaptes aux réformes.

« Nous voulons bien admettre, a dit M. J. Lemoinne, que le sultan ait les meilleures intentions du monde, qu'il soit humain, bienfaisant, clément, cela ne prouve

(1) J. Reinach, *la Question d'Orient dans l'histoire. Revue politique et littéraire*, 27 septembre 1879.

qu'une seule chose, c'est qu'il est un incrédule, un sacrilège, un traître envers sa propre religion... Il n'est plus qu'un faux musulman. S'il pratique la tolérance, il est déjà perdu, car le principe, la force et la vertu de l'islamisme, c'est l'intolérance. Le Coran ne repose que sur la guerre à mort, la guerre éternelle aux infidèles... (1). »

Cependant il est des écrivains qui, tout en admettant que le sultan doive demeurer à la tête de la religion de son peuple, nient que le Coran soit irréconciliable avec le progrès. Ils soutiennent que « le sultan doit rester mahométan, mais il faut, disent-ils, non pas qu'il s'européanise, mais qu'il se modernise et choisisse dans son empire les exemples d'après lesquels il puisse le plus aisément sortir les rayas de leur abaissement et de leur mécontentement, et les émanciper vraiment et complètement (2) ».

D'autres politiques proposent encore « que le gouvernement turc cesse d'être musulman (3) ». C'est, suivant eux, la seule solution de la Question d'Orient. La réalisation de cette proposition serait équivalente à la destruction du gouvernement ottoman, car les hommes qui le constituent ne sont point nommés à leurs fonctions à cause de leurs talents, de leurs capacités, mais seulement parce qu'ils sont musulmans (4).

(1) J. Lemoinne, p. 28.
(2) A. Boué, *la Turquie d'Europe*, t. IV, p. 182.
(3) W. J. Stillman, *Herzegovina and the late uprising*, p. 148.
(4) Ceci est en thèse générale, car il y a un certain nombre de chré-

On dit encore et non sans raison : « Les Turcs ne possèdent, au point de vue ethnographique et social, aucune inclination pour la science, les arts et les travaux pacifiques ; par suite, ils ne peuvent propager en Orient les idées de civilisation de l'Europe. Puis les circonstances politiques de l'empire ottoman se composent de tant d'éléments différents qu'elles offrent, à cause de cela même, un obstacle insurmontable à la régénération des provinces du sultan. »

Nous renvoyons ceux de nos lecteurs qui seraient à juste titre curieux de connaître avec quels arguments on peut essayer de combattre ces accusations, à la brochure publiée par M. Vambéry (1).

Enfin, quoi qu'on puisse dire, la cause du Croissant est aujourd'hui jugée ; il ne saurait, dans aucun cas, demeurer longtemps encore à Constantinople. « La Turquie n'est conservée par l'Europe qu'à une seule condition, elle cessera d'être elle-même. Tout ce qui la caractérisait comme musulmane doit rapidement succomber ; aujourd'hui les marchés d'esclaves, demain la polygamie et les harems ; aujourd'hui, l'inégalité politique et militaire des races, demain le principe

tiens et de juifs dans l'administration ottomane. Toutefois, ils sont appelés à disparaître ; la pensée dominante du sultan actuel, Abd-ul-Hamid, étant d'opposer l'islamisme au christianisme, d'évincer peu à peu les Européens de son empire, de rendre aux musulmans la terre musulmane. Aussi supprime-t-il graduellement, dans les ministères, les employés étrangers qui y avaient été autrefois attachés. (Gabriel Charmes, *la Situation en Turquie. Revue des Deux Mondes*, 15 février 1882.)

(1) V. A. Vambéry, p. 10 à 38.

même de la religion nationale obligatoirement maintenue au sein d'une race (1). »

Dans le Coran gît donc la difficulté, et comme il ne peut être enlevé aux populations turques, avec M. J. Lemoinne, nous disons : « Si les puissances chrétiennes de l'Europe veulent sincèrement maintenir l'empire ottoman, il ne faut pas qu'elles le civilisent, il faut au contraire, si l'on me passe le mot, qu'elles le barbarisent (2). »

Les amis de la Turquie prétendent qu'elle est apte aux réformes et que, quoique peut-être lentement, il est possible de la conduire à des améliorations. Ils affirment que « le désordre de l'administration turque ne peut pas disparaître tout à coup... On ne doit pas attendre les effets d'un miracle. Il faut accorder aux Turcs des délais convenables pour expérimenter le nouveau régime. Si les cabinets européens ont véritablement l'intention de bannir pour toujours les anciennes misères de la Question d'Orient, ils n'ont, pour atteindre ce but et pour remédier radicalement aux maux dont ils se plaignent, qu'à donner à la Porte des conseils sincères et bien intentionnés, et des preuves d'une amitié désintéressée et sans hypocrisie (3) ».

Ce n'est pas là tout à fait ce que font les puissances. A l'exception de la Russie, certes, elles souhaitent la

(1) A. de Gasparin, *Après la paix. Considérations sur le libéralisme et la guerre d'Orient*, p. 140.
(2) J. Lemoinne, p. 33.
(3) A. Vambéry, p. 52-53.

transformation de la Turquie, mais c'est dans un calcul égoïste. Jalouses l'une de l'autre, convaincues aussi que, même dans son état actuel, l'empire ottoman constitue une barrière à l'ambition moscovite, elles poussent le sultan à régénérer son empire. Dans ce but, elles ne cessent de l'engager à accomplir ces fameuses réformes qu'il promet toujours, mais qu'il n'exécute jamais; seulement, en même temps elles cherchent à obtenir de lui divers avantages particuliers pour chacune d'elles. Chacune se dit son amie; elle lui donne des conseils soi-disant salutaires, dictés par le plus pur désintéressement, tandis qu'en somme chacune n'a en vue que d'assurer son influence sur lui au détriment de ses rivales.

De ce qui précède, il résulte que la transformation des Turcs est impossible; reste donc la déchéance. Nous allons examiner de quelle manière elle peut s'effectuer.

A un moment, il y a de cela aujourd'hui quarante ans, on crut que les Égyptiens déposséderaient les Turcs et résoudraient ainsi la Question d'Orient à leur profit. Les exploits guerriers d'Ibrahim avaient donné naissance à cette opinion; mais la chose était irréalisable. En admettant qu'Ibrahim se fût emparé de la Turquie par la force, il lui eût été impossible d'y fonder un gouvernement. Il n'aurait pu régner sur la race qui l'habitait. A première vue, il est vrai qu'elle présente quelques affinités avec les compatriotes d'Ibrahim; mais, à part la religion, ces points de ressemblance sont des plus insignifiants. Au fond, les Ottomans diffèrent

largement des Égyptiens, ils parlent une autre langue et, il y a quarante ans, ils professaient pour eux le plus profond mépris.

En 1854, les solutions présentées à la Question d'Orient étaient au nombre de quatre. Les voici telles que M. de Girardin les a rapportées dans son recueil d'articles intitulé « *Questions de mon temps* (1) » :

1° Intégrité nominale de l'empire ottoman ;

2° Partage européen de la Turquie ;

3° Création factice d'un empire grec ;

4° Civilisation effective de l'empire ottoman.

Dans le même article (2), M. de Girardin indiquait à ces solutions quatre alternatives :

I. S'unir aux Turcs pour obliger les Russes à repasser le Pruth ;

II. S'unir aux Russes pour mettre un empire grec à la place de l'empire ottoman ;

III. Laisser les Russes battre les Turcs et abandonner les yeux fermés le vaincu à la discrétion du vainqueur ;

IV. Détruire entièrement les effets dans leur cause avouée.

C'était à la dernière de ces alternatives que M. de Girardin, « *après les avoir toutes successivement et scrupuleusement pesées* », s'arrêtait. Suivant lui, l'empire

(1) V. *Solutions de la Question d'Orient*, t. IX, p. 452.
(2) Id., p. 528.

ottoman pouvait être sauvé de la ruine par la civilisation.

Toutefois, il y mettait une condition : C'est que la Turquie cesserait auparavant « d'être tiraillée en tous sens par des diplomates jaloux de faire parler d'eux au loin, rivaux d'influence ou égarés par des animosités personnelles ; qu'elle ne serait plus le champ de bataille diplomatique où se tâtent, se mesurent, se heurtent, se contrecarrent, se contredisent l'Autriche, l'Angleterre, la France et la Russie désœuvrées ; que son existence serait efficacement garantie (1) ». Alors, la Turquie marcherait d'un pas sûr et rapide dans la voie du progrès ; puis enfin, régénérée, transformée, elle intimiderait la Russie, qui cesserait de la tracasser par ses tentatives de conquête.

Aujourd'hui, les modes proposés comme devant mettre fin à la Question d'Orient sont plus nombreux.

Mais, d'abord, citons ce moyen gravement mis en avant par ses partisans, et qui aurait, selon eux, l'avantage sur tous les autres, parce qu'il est radical, qu'il supprime entièrement la cause de l'effet dont on se plaint. Il consiste tout simplement à chasser les Turcs de l'Europe ! leur expulsion devant être une conquête de la civilisation. Ce remède énergique avait déjà été proposé dans le temps où M. de Girardin écrivait son livre et il s'était exclamé : « Expulser vingt et un millions d'hommes ! Les expulser où ? Les expulser

(1) *Questions de mon temps*, p. 521-22.

comment (1)? » Nous ne nous arrêterons pas sur ce projet qui ne mérite pas d'être discuté.

Maintenant, parmi les solutions sérieuses il en est une qui rencontre une très vive approbation dans les masses populaires. Son exécution paraît si facile qu'on s'étonne même que l'Europe ne l'ait pas depuis longtemps réalisée. Voici cette solution : « Que l'Europe s'entende unanimement pour saisir l'autorité en Orient, pour y installer un gouvernement collectif, pour y organiser une armée européenne et y créer un budget fédéral (2). »

Ce projet est celui qui se présente le premier à l'esprit, lorsqu'on vient à connaître la situation de la Turquie et qu'on étudie les moyens d'y remédier. Nous sommes convaincu qu'il doit avoir rallié beaucoup de partisans, mais, nous regrettons de le dire, ceux-là qui le préconisent, ceux-là qui demandent pourquoi on tarde à l'exécuter, ne connaissent rien à la Question d'Orient. Il est certain que l'Europe a le droit d'exiger de la Sublime Porte une certaine dose d'ordre dans l'administration de ses domaines. Nous sommes d'avis que l'Europe est autorisée à vouloir que toutes cruautés et autres vestiges de la barbarie disparaissent pour toujours. De même, si la Sublime Porte n'est pas capable d'accomplir les volontés légitimes de l'Europe, manque de la force matérielle pour exécuter les réformes

(1) *Questions de mon temps*, p. 477.

(2) Saint-Marc Girardin, *Prise en tutelle de la Turquie par l'Europe. Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1860.

qu'on lui demande et qui ne sont, somme toute, que la mise en pratique de principes d'équité et d'humanité conformes aux idées du temps présent, l'Europe peut chercher à les imposer. Une action de la part d'une des grandes puissances désignée à cet effet par les autres, ou de toutes ensemble, remplirait aisément ce programme, et l'on n'entendrait plus parler de la Question d'Orient (1). Les éléments de richesse qui gisent à l'heure actuelle infructueux, seraient promptement développés, et une nouvelle vie, une nouvelle vigueur seraient de cette manière infusées dans le corps de « *l'homme malade* ». Mais ce beau projet pèche par la base. Malgré sa simplicité apparente, il n'est pas exécutable. L'accord des puissances sur ce chapitre est impossible. Ainsi que l'a dit un de nos grands critiques : « L'esprit de jalousie et de division de l'Europe fait la grosse difficulté de la Question d'Orient (2). »

Troisième solution : on propose un partage de l'empire ottoman entre les grandes puissances d'Europe. Nous demandons la permission de répondre à cette proposition en citant les paroles d'un maître sur ce même sujet :

« Je n'ai jamais pu me prêter à l'idée du partage de l'empire ottoman, et cela à cause des partageants et des partagés. A cause des partageants, car ce partage détruit entièrement l'équilibre de l'Europe. Il doit profi-

(1) J. Baker, *Syria and Egypt*, p. 318.

(2) Saint-Marc Girardin, *Controverse sur la Question d'Orient. Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1860, p. 404.

ter aux États contigus et nuire aux États éloignés. La Russie et l'Autriche s'agrandiront ; la Prusse n'aura rien ; la France non plus, à moins qu'on ne nous donne notre dédommagement en Afrique, ce qui est une charge, ou sur les bords du Rhin, ce qui est une guerre européenne. L'Angleterre, grâce à sa marine, qui lui fait une contiguïté universelle, aura sa part, n'en doutons pas. Et l'Espagne, qu'aura-t-elle ? et l'Italie, si elle devient un grand État, qu'aura-t-elle? Elle aura sur l'Orient les droits de la proximité; elle a l'héritage des droits de Gênes et de Venise; elle a l'ambition et déjà même une querelle avec la Turquie. Personne ne peut s'imaginer ce que sera l'Europe qui sortira du partage de l'empire ottoman, quels seront les forts, quels seront les faibles. Ce que personne ne peut contester, c'est que l'équilibre actuel de l'Europe sera renversé (1). »

Quatrième solution. Des écrivains ont demandé que Constantinople, nœud de la question, fût déclarée ville libre à l'instar de Hambourg (2). Simple ville commerciale, neutralisée par la volonté de l'Europe entière, Constantinople, disaient-ils, n'aurait plus à craindre les conséquences d'un conflit; elle serait en dehors. En réponse, nous leur poserons cette simple question : Où sont aujourd'hui les franchises de Hambourg ? — Cette façon de régler la destinée de la capitale turque nous

(1) Saint-Marc Girardin, *la Syrie en* 1861, p. 415.
(2) V. Rattos, *Constantinople, ville libre.*

remet en mémoire la prédiction d'un auteur justement estimé, prédiction à laquelle nous nous empressons de dire que nous n'ajoutons pas foi, mais que nous mettons en parallèle avec la proposition de M. Rattos : « Constantinople restera le siège d'un gouvernement turc, ou du moins la métropole du culte mahométan avec un prince chrétien, ou bien elle deviendra russe (1). »

On a aussi préconisé, comme solution de la Question d'Orient, la substitution d'une confédération orientale à l'empire ottoman (2). Mais il est probable qu'une confédération de petits États qui s'étendrait du Danube jusqu'aux Dardanelles, serait capable d'arrêter les Russes tout juste autant que la Confédération germanique le fut d'arrêter les Prussiens.

Nous ferons la même objection à l'idée de « créer en Turquie deux États, l'un chrétien, l'autre musulman (3) ».

Comme septième solution générale, on a émis un vœu qui a été accueilli avec une très grande faveur. On a proposé de fonder en Orient un grand empire chrétien, par l'émancipation des populations chrétiennes qu'on substituerait graduellement à l'autorité ottomane. « Les Turcs n'ont plus la force de défendre leur empire. Ce degré de force, dit l'écrivain éminent dont la

(1) A. Boué, *loc. cit.*, t. IV, p. 172.

(2) V. Casati, *le Réveil de la Question d'Orient. Une solution nouvelle.*

(3) V. *Un mot sur l'Orient à propos du futur congrès* (brochure anonyme).

compétence sur les affaires d'Orient est reconnue (1), les populations chrétiennes l'auraient. Elles posséderaient utilement pour elles, pacifiquement pour l'Europe, ce Bosphore que l'Europe a raison de ne pas vouloir livrer comme surcroît de puissance à ceux qui sont déjà forts, qui ne peut être bien confié qu'à ceux dont il fera toute la puissance, et qui n'en feront un péril pour l'Europe ni par leur force, ni par leur faiblesse.

« Que résulte-t-il de ces réflexions si elles sont justes ? Il en résulte que le secret de la Question d'Orient est dans les populations intermédiaires de l'Europe asiatique et de l'Asie européenne, que là est le dénouement ; que la nature et l'histoire ont placé entre ces deux mondes d'Orient et d'Occident des populations destinées à amortir le choc et à ménager la transition ; que par conséquent la paix de l'Orient et de l'Occident dépend de l'état social et politique de ces populations intermédiaires ; qu'il est nécessaire au repos du monde qu'elles aient leur place et leur rang, qu'elles soient indépendantes et prospères, parce que le jour où elles sont opprimées et effacées, la lutte s'établit aussitôt entre l'Orient et l'Occident qui se heurtent par leurs différences, au lieu de se rapprocher par leurs ressemblances. »

Dans un autre de ses écrits, M. Saint-Marc Girardin a appuyé de ces paroles sa revendication des droits des populations chrétiennes : « La reconnaissance de la

(1) Saint-Marc Girardin, *la Syrie en* 1861, p. 425.

nationalité de l'Orient chrétien est l'expédient providentiel de la Question d'Orient. En laissant l'Orient se régénérer et se constituer par lui-même, l'Europe échappe du même coup à l'impossibilité, chaque jour plus visible, de conserver l'empire ottoman et aux querelles que devait créer entre les puissances le partage de cette grande succession. Au lieu de se disputer la propriété, l'Europe reconnaît et réintègre l'ancien propriétaire (1). » Nous approuvons entièrement cette manière de voir ; la perspective ouverte par notre savant maître est belle, digne d'enthousiasme : elle entraîne tout cœur généreux. Avec lui, nous reconnaissons que les Turcs sont le passé mort, et les populations chrétiennes, l'avenir. Nous convenons également qu'il serait affreux de sacrifier cet avenir à l'ambition européenne. Malheureusement ce projet n'est pas réalisable. Sans nous prononcer d'une façon absolument catégorique, nous ne pouvons cependant nous empêcher d'exprimer notre peu de confiance dans son exécution. Notre incrédulité tient à ce que nous sommes persuadé, et l'expérience des dernières années confirme la justesse de notre jugement, que jamais une combinaison destinée à régler la Question d'Orient n'aboutira, si les puissances sont appelées à y jouer collectivement un rôle : leur jalousie réciproque les empêchera de se mettre d'accord. Or, nécessairement les puissances présideraient à la forma-

(1) Saint-Marc Girardin, *la Question d'Orient en* 1860. *Le Correspondant*, juin 1860, p. 396.

tion du nouvel Etat, puis, comme la Grèce et autres pays, elles le prendraient sous leur protection. On s'imagine à quelles intrigues la diplomatie de chacune des puissances se livrerait afin d'assurer son influence, toujours en vue de son intérêt personnel.

A cette première cause qui rend impossible la substitution des Etats chrétiens aux Turcs, s'en ajoute une autre tout aussi capitale.

Toutes les nationalités qui s'agitent dans le Levant se détestent, se calomnient entre elles. Cependant elles n'en sont pas moins toutes, bien qu'à des degrés différents, bonnes, courageuses, nées pour servir le progrès, pour accomplir dans l'Orient une mission qui ne doit pas être sans gloire. Ce qui les a arrêtées jusqu'ici, ce qui a entravé leur marche en avant, c'est leur désunion, fruit de l'égoïsme occidental et de l'ambition russe.

Cette idée d'une confédération de l'Orient, ou plutôt de diverses confédérations alliées du Danube, des Balkans, de la mer Égée, n'est pas neuve. Elle a été défendue dans notre siècle par les plus grands esprits, par Kossuth en Hongrie (1), en France par Guizot, par Lamartine, qui n'ont eu qu'un tort, celui de ne pas la formuler nettement après l'avoir devinée.

Voici un autre moyen préconisé encore. Celui-ci se rapproche beaucoup du précédent, qu'il fusionne avec cette autre proposition que nous avons rapportée, celle qui consisterait à créer en Turquie deux États, l'un

(1) V. l'article du général Turr dans *les Débats*, n° du 9 février 1867.

chrétien, l'autre musulman. Cette huitième solution émane d'un homme qui connaissait la Question d'Orient pour l'avoir pratiquée dans un moment critique.

« Civiliser la Turquie, la fortifier par la lente et graduelle infiltration des principes de droit moderne, auxquels elle ne se montra jamais bien rebelle ; en même temps travailler à l'éducation des raïas chrétiens sans distinction de races, Slaves et Grecs, les former peu à peu à la liberté ; puis, « quand par la force des choses, par le cours naturel des faits, quelque démembrement s'opère, quelque province se détache fatalement de cet empire en décadence, favoriser la transformation de cette province en une souveraineté nationale et indépendante, qui prenne place dans la famille des États et puisse servir un jour au nouvel équilibre européen » ; grouper ces principautés autour de la Turquie progressivement concentrée sur le Bosphore, les unir par ce grand intérêt commun : la civilisation moderne, la nécessité impérieuse d'arrêter la marche de la Russie, la redoutable invasion du Sud par le Nord, c'est-à-dire en somme respecter et développer les droits de toutes les nationalités, de la turque comme de la slave, de la roumaine comme de la grecque (1). »

Autre solution, la Grèce se présente comme l'héritière de la Turquie. A l'appui de ses prétentions, elle se place d'abord sur la même ligne que les chrétiens

(1) Cf. : Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. V, ch. XXXIII, et J. Reinach, *la Question d'Orient en Orient. Revue politique et littéraire*, 8 mars 1879.

de l'empire ottoman, puis elle fait valoir qu'elle possède ce que ceux-ci ne peuvent offrir : une organisation toute faite, en plein fonctionnement, un gouvernement reconnu par l'Europe et qui, par cela même, éviterait aux puissances toute chance de querelle entre elles. M. J. Reinach appuie fortement cette solution. « Ou l'Occident, dit-il, renoncera aux vieux errements et fera de la Grèce le centre d'attraction des chrétiens de la péninsule et son soldat dans l'Orient ; ou il doit s'incliner sans murmure devant le triomphe moscovite et renoncer tristement à toute influence. Il n'y a pas à sortir de ce dilemme (1). »

La Russie n'est pas sans connaître ce projet et les chances de réalisation qu'il réunit. Elle sait que l'hellénisme est le progrès, qu'il est la liberté de l'Orient, qu'il est la révolution, c'est pourquoi la Russie le redoute, le hait, le combat. C'est pourquoi la Russie s'efforce par tous les moyens d'entraver le développement, l'affermissement du royaume grec (2).

Comme suite à ce projet, et dans le cas où l'Europe ne consentirait pas à donner toute la Turquie à la Grèce, on a proposé d'agrandir d'une partie de l'empire en partage les États serbe et roumain. On sait que le *statu quo* actuel augmente les chances qu'a la Russie de prédominer dans l'Orient, lui crée des alliances dévouées, lui constitue un véritable protectorat. La

(1) J. Reinach, *loc. cit.*, p. 843.
(2) Id.

division de la Turquie entre la Grèce, la Roumanie et la Serbie aurait l'avantage précieux de rendre définitivement impossible toute conquête par la Russie, et même toute prépondérance de sa part dans ces États.

Autre alternative : Il est encore possible qu'en vertu de la convention anglo-turque du 4 juin 1878, le gouvernement britannique, pour remplir l'engagement solennel qu'il a pris, « se voie amené à administrer et à gouverner les États du sultan à peu près comme il fait pour certaines parties de ses possessions de l'Inde (1) ».

Cela est fort possible ; quand on constate les succès diplomatiques remportés dans ces dernières années par l'Angleterre, on ne doit pas repousser l'idée de cette éventualité. Pour tous, il est évident que le gouvernement britannique s'est assuré un gage de domination en s'établissant à l'île de Chypre, c'est-à-dire en créant dans la mer Méditerranée une troisième station navale anglaise (2). Mais alors la politique suivie depuis le commencement du siècle par l'Angleterre cachait donc ses desseins secrets ; son attachement à la durée du passé, à maintenir l'empire ottoman dans son état de décrépitude et d'affaissement matériel et moral, n'était donc qu'une feinte destinée à faciliter la réalisation de ses vues ambitieuses. L'Angleterre jouait donc vis-à-vis de la Turquie, mais à son profit personnel, le même jeu que la Russie ? On serait tenté de le croire !

(1) A. Daniel, *Année politique* 1878, p. 152.
(2) *La guerre en Orient*, par un officier supérieur, p. 417-20.

« L'occupation de l'île de Chypre par l'Angleterre, dit à ce sujet un écrivain russe, constitue une véritable annexion, et il est regrettable que l'Angleterre n'ait pas eu le courage et la bonne foi de l'avouer ouvertement, au lieu de vouloir persuader au monde que c'est un poste stratégique qu'elle entend occuper temporairement, afin de pouvoir mieux protéger l'empire ottoman contre la Russie (1). »

L'acquisition de Chypre est précieuse pour l'Angleterre, car Chypre, par sa position et par ses conditions physiques, est, après la Sicile, l'île la plus importante de la Méditerranée. De là, les Anglais menacent, sont à portée de la Turquie d'Europe, de la Turquie d'Asie, de la Syrie, de l'Égypte, et même de l'Algérie.

« En laissant l'Angleterre prendre cette île, fait encore remarquer M. Tchihatchef, la France a fait preuve d'une quiétude qu'à sa place l'Angleterre se serait bien gardée d'éprouver..... Il est à craindre qu'un jour la conversion de Chypre en province anglaise ne trouble les relations entre la France et l'Angleterre (2). »

Quant à la France, sa politique dans la Question d'Orient est bien différente de celle que semble poursuivre aujourd'hui l'Angleterre. Elle est ce qu'elle était au commencement du siècle, c'est-à-dire dénuée de tout projet ambitieux. Il y a vingt ans, M. Saint-Marc

(1) De Tchihatchef, *le Traité de Berlin. Revue britannique*, août 1879, p. 332.

(2) Id., p. 333 et 340.

Girardin a caractérisé en ces termes, auxquels le temps n'a rien retiré de leur justesse, la politique de notre pays : « La France en Orient n'a pas un seul intérêt égoïste. Elle n'a intérêt qu'à voir l'Orient se rétablir et se restaurer lui-même sous quelque forme que ce soit (1). »

Dans un autre de ses nombreux écrits, publié à la même époque (2), le même auteur ajoute : ..... « Elle (la France) ne veut pas détruire l'empire ottoman ; elle veut le fortifier et le régénérer par la régénération progressive des populations d'origines et de cultes divers qu'il contient dans son sein..... Cette politique est essentiellement conservatrice. En effet, si l'Orient peut se régénérer par lui-même, tout en restant turc de nom et de titre, la France est heureuse de voir l'Orient échapper ainsi à la tutelle dominatrice de ses voisins ; elle est heureuse de voir l'équilibre européen maintenu sans porter atteinte aux droits progressifs de la civilisation. Si, au contraire, pour se régénérer tout à fait l'Orient est forcé de se débarrasser du joug de la vieille barbarie ottomane, la France est heureuse de voir qu'à la place d'un empire qui succombe, il y ait des États prêts à naître et à vivre, des héritiers de la Turquie sur le sol même de la Turquie, de telle sorte que l'Orient n'appartienne point par déshérence à l'ambition de quelque puissant voisin. »

(1) Saint-Marc Girardin, *la Syrie en* 1861, p. 435.
(2) *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1861, p. 259.

Bien qu'à l'heure actuelle les vues personnelles de l'Angleterre et de la France sur l'empire ottoman soient peut-être différentes, une même idée unit encore les deux puissances. Telle est l'importance des éventualités qu'elle renferme, qu'elle serait très probablement la cause d'une nouvelle alliance entre les deux gouvernements, si les circonstances venaient à la rendre utile. Toutes deux sont d'avis que la Russie a acquis un développement trop immense, que ses forces sont trop considérables pour qu'il soit sage de lui permettre de les accroître davantage par une incorporation totale ou partielle, patente ou déguisée, de la Turquie. A toutes deux, il importe que cette éventualité ne se réalise point, car ni l'une ni l'autre n'ont oublié que le rêve avoué des Russes est tout à la fois d'aller régler leurs comptes avec les Anglais à Calcutta, et d'arriver à la suprématie sur l'Europe entière par la possession de Constantinople.

Malheureusement la France et l'Angleterre ne peuvent s'entendre pour entraver les desseins des Russes. Dès le prologue de la Question d'Orient, la politique de l'Occident (représenté par l'Angleterre et la France) était déjà indécise, irrésolue. Depuis, cette politique ne s'est pas modifiée, car, jusqu'à ce jour, l'Occident n'a pu adopter une ligne définitive de conduite, renoncer à ses tergiversations perpétuelles. Par un hasard providentiel, les circonstances viennent au secours de ces deux puissances : en effet, la France et l'Angleterre ont tort de croire que, dans le cas qu'elles

redoutent, elles seraient seules à mettre obstacle à l'ambition de la Russie. Des événements accomplis en Europe dans ces dernières années, deux prétendants à l'héritage de la Turquie sont nés, qui seraient, le cas échéant, des concurrents formidables pour la Russie. Ce sont l'Autriche et l'Allemagne.

L'Autriche, jusqu'en 1878, avait pris peu de part aux débats soulevés par la Question d'Orient. Cependant, elle avait en diverses occasions manifesté ses vues de politique orientale dans le sens du maintien du *statu quo* lié à l'amélioration du sort des populations chrétiennes de l'empire ottoman. Chargée en 1878, par le Congrès de Berlin, d'occuper, pour y rétablir l'ordre, la Bosnie et l'Herzégovine, cette mission eut pour effet de modifier légèrement le libéralisme de sa politique orientale. L'Autriche avait compris les avantages immenses que cette nouvelle position lui donnait pour atteindre l'objet de sa convoitise secrète, un débouché sur l'Archipel. Aussi, bien que le Congrès de Berlin ait stipulé que l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine ne serait que temporaire, il est probable que l'Autriche la rendra définitive. Naturellement, elle n'est pas sans connaître et les desseins des Russes et les projets de partage de l'empire ottoman. A la première nouvelle d'invasion de la Turquie par les Russes, elle ferait immédiatement marcher ses armées contre eux, et n'attendrait peut-être pas, pour cela, de s'être alliée à l'Angleterre et à la France. D'autre part, dans le cas d'un partage de l'empire ottoman, elle voudrait en être.

« Il va de soi, dit à ce sujet le lieutenant-colonel Lecomte, que si, malgré les vœux et les vues de l'Autriche, les territoires de la Turquie d'Europe devaient être enlevés au sceptre du sultan, elle serait la première intéressée, comme limitrophe et au point de vue de l'équilibre européen, à ce que ce changement territorial ne se fasse pas sans elle et contre ses intérêts; elle serait du partage, si partage il doit y avoir..... (1) »

Toutefois, l'Autriche n'est pas si désireuse qu'on pourrait le penser de s'agrandir, et cela tient à ce qu'elle craint qu'au même moment la Russie ne s'agrandisse également. Elle sait que la puissance en ce monde est une affaire de proportion et que, par conséquent, elle perdrait en pouvoir quand elle s'agrandirait d'une ou deux provinces, à côté d'un État qui en acquerrait trois ou quatre.

Vers le milieu de 1880, le bruit s'est répandu qu'une entente s'était faite entre le czar et l'empereur d'Autriche, entente d'après laquelle, à un moment donné, la Russie devait occuper Constantinople, et l'Autriche Salonique. Mais rien n'a justifié ce bruit dont il n'a plus été question depuis.

Le gouvernement autrichien redoute donc l'éventualité d'un partage de la succession des Osmanlis, et cela d'autant plus qu'il est fortement tiraillé par deux courants contraires : un formé surtout de l'élément hon-

(1) Lecomte, *la Guerre d'Orient*, t. II, p. 20-21.

grois et polonais, volontiers belliqueux contre la Turquie; un autre plutôt allemand, penchant vers une politique d'abstention et d'observation et porté à suivre de près les agissements de l'Allemagne (1).

L'Allemagne ! jusqu'ici nous n'avons pas eu occasion de prononcer son nom. Il est vrai que, jusqu'à la réunion du Congrès de Berlin, elle avait imité la politique d'abstention de l'Autriche. Mais en 1878 elle était sortie de sa réserve. C'était à M. de Bismark que le gouvernement autrichien devait d'avoir été chargé du gouvernement de la Bosnie et de l'Herzégovine ; c'était lui qui avait fait adopter cette résolution par le Congrès. Pendant plusieurs années avant les événements de 1877-78, les chanceliers des deux empires allemand et autrichien avaient été ensemble dans d'excellents termes. M. de Bismark, dont l'âpre ambition n'était pas encore assouvie par tout ce qu'il avait cependant apporté à son souverain, avait cru devoir profiter des circonstances pour préparer ses nouveaux projets. Il ne pensait à rien moins cette fois que d'ouvrir à son pays, tout comme l'Autriche le voulait pour elle-même, une voie vers la mer de l'Archipel, à travers les possessions turques.

Les dernières tentatives des Russes contre la Turquie lui avaient fait craindre qu'un jour ceux-ci ne s'emparassent de quelques-unes des provinces de l'empire ottoman, de la Bosnie et de l'Herzégovine par exemple,

(1) Col. Lecomte, *la Guerre d'Orient*, t. II, p. 20-21.

ce qui lui eût barré la route vers l'Archipel ; et c'était pour parer à cette éventualité qu'il avait poussé à ce que les deux provinces en question fussent mises sous la protection d'une puissance amie. M. de Bismark ne devait pas ignorer les vues secrètes de l'Autriche sur la Turquie : il est donc à croire que son plan consiste à faire céder un jour définitivement la Bosnie et l'Herzégovine à l'Autriche, en échange d'autres avantages territoriaux pour son pays. Il est encore probable que, dans le cas d'une nouvelle attaque des Russes contre la Turquie, l'Allemagne et l'Autriche s'allieront, prendront les armes contre les Russes, les battront aisément, et, sous prétexte de détruire une cause de troubles continuels, proclameront la déchéance du sultan et se partageront ensuite entre elles son empire.

Ce dernier point, le partage, pourra bien être une occasion de conflit entre les deux alliés; ce ne serait alors que la répétition des événements de 1864-1866.

Quoi qu'il en soit de ces prévisions, il est constant que, depuis le Congrès de Berlin, l'Allemagne a cherché à acquérir une certaine influence à Constantinople, à s'y créer des intelligences; c'est dans ce but évident qu'elle a envoyé de ses nationaux revêtir à Stamboul des emplois de finance, d'administration, de justice ou de guerre. Dès lors, le sultan se trouva placé entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Dès lors, ces deux puissances devinrent les protectrices de l'empire ottoman, et le sultan s'habitua à régler et à concerter ses démarches sur un mot de leurs ambassadeurs.

Enfin, au mois de juillet 1882, juste après le bombardement d'Alexandrie, des officiers supérieurs allemands sont venus prendre le commandement de l'armée turque, ce qui a encore accru le crédit de l'Allemagne dans le conseil de l'empire ottoman.

Après cet exposé sommaire des solutions plus ou moins probables de la Question d'Orient, nous voudrions indiquer celle qui, à notre avis, réunit le plus de chances. Malgré tout notre désir, nous avouons notre incapacité pour nous prononcer. Leur diversité est si grande, qu'après les avoir sérieusement examinées on ne peut être qu'embarrassé, on est dans une inextricable confusion. De ce choc de tant d'intérêts opposés que sortira-t-il ? Quel sera le vainqueur ? Voilà la réponse difficile que le monde demande et que des siècles n'ont pu donner. Toutefois, nous ne sommes pas de ceux qui, avec l'apparence d'une profonde conviction, affirment que la Question d'Orient est éternelle ; nous pensons que les choses ne peuvent durer longtemps encore dans l'état où elles sont, qu'une transformation de l'empire ottoman doit se faire, ou, si elle est impossible, qu'une autre race doit remplacer les Turcs.

L'Allemagne et l'Autriche ont de grandes chances de succéder aux Turcs, mais cette solution n'a pas nos sympathies. Nous préférons la substitution des races chrétiennes des Balkans. Il est à souhaiter, pour le bonheur des millions d'individus représentés par ces races, pour la tranquillité de l'Europe, que les puissances

surmontent leur jalousie réciproque et s'entendent sur ce chapitre, mettant ainsi pacifiquement fin à la Question d'Orient. En attendant, l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Autriche sont résolues à exécuter le traité de Berlin et à tenter une suprême expérience pour maintenir l'empire ottoman, en le faisant entrer dans le courant de la civilisation européenne. Et cependant, les puissances n'ont-elles pas à craindre d'avoir essayé en 1878 une reconstruction sur le sable? L'édifice ainsi renouvelé est sans solidité réelle; il n'a en aucune façon réglé d'une manière satisfaisante, pour toutes les parties contractantes, la Question d'Orient; la Russie, surtout, en est des plus mécontentes. La seule conséquence véritable du traité de Berlin a été de mettre aux prises l'Angleterre et la Russie et d'accentuer encore leur hostilité dans leurs rapports en Asie.

En garantissant le *statu quo* de la Turquie, l'Angleterre a prolongé indéfiniment l'état provisoire auquel se trouvent condamnées les plus belles régions du monde.

Nous avons pour garant du peu de stabilité de l'état nouveau de la Turquie l'enthousiasme que les écrivains russes montrent pour l'œuvre du Congrès de Berlin.

« Le traité de Berlin, dernière solution adoptée de « la Question d'Orient, diffère des précédentes, des ten- « tatives de cette nature essayées jusqu'à ce jour par « ce fait que l'existence de la Turquie, dans les limites « qui lui ont été assurées, se trouve entourée de ga-

« ranties bien plus solides que celles qu'on avait créées « précédemment ; car cet empire a été placé non seule- « ment sous la sauvegarde collective des grandes « puissances de l'Europe, mais encore sous la tutelle « plus ou moins directe de l'Angleterre et de l'Au- « triche (1). »

Tous les intéressés sont loin d'envisager l'avenir de la Turquie, ainsi mutilée, d'une manière aussi optimiste. « Le maintien de l'intégrité de l'empire ottoman, dit M. J. Lemoinne (2), n'est donc pas seulement une iniquité, c'est aussi une illusion, une chimère. » D'autres écrivains accentuent plus durement encore l'inanité des dispositions du traité de Berlin. Pour certains, ce qui ressort du traité de Berlin, c'est l'amoindrissement, l'anéantissement de la Turquie : « La Turquie « est démembrée, ruinée, réduite au rôle d'une puis- « sance de troisième ordre ; si l'on consent à la laisser « encore sur la carte de l'Europe, si on ne la relègue « pas définitivement en Asie, c'est à condition qu'elle « soit absolument inoffensive. Constantinople continue, « il est vrai, à être la *clef* de la mer Noire, mais une « clef sans serrure et dont on n'a aucun besoin pour « ouvrir la porte. Le sultan aura bien des ambassa- « deurs auprès des puissances européennes, mais ces « ambassadeurs n'auront pas autre chose à faire que de « présenter des rapports sur les affaires turques, et à

(1) De Tchihatchef, *le Traité de Berlin. Revue britannique*, août 1879, p. 310.
(2) J. Lemoinne, p. 29.

« écouter respectueusement les conseils qu'on voudra « bien leur donner et les remontrances qu'on voudra « bien leur faire. Les finances elles-mêmes seront sous « le contrôle de l'Europe (1). »

Quoi qu'il en soit, la Question d'Orient n'est pas enterrée, elle n'est que provisoirement mise à l'écart. Elle est aussi peu résolue par le Congrès de Berlin qu'avant.

Si présentement aucun conflit n'est à craindre, parce que l'Angleterre, satisfaite de son acquisition de Chypre, cherchera à y prendre pied avant de se lancer dans une nouvelle complication, parce que aussi la Russie est épuisée financièrement et a besoin de se refaire, l'équilibre européen demeure néanmoins instable et gros de périls.

Tandis que le monde entier se préoccupe ainsi du sort de la Turquie, ses habitants seuls paraissent n'y prendre aucun intérêt. Cette indifférence étonne au premier abord. On a de la peine à comprendre comment des hommes qui, dans la guerre, font preuve de la plus grande ardeur, se laissent de la sorte écraser sous la fatalité et supportent sans murmurer le pouvoir exorbitant d'un maître absolu. On se demande si les Turcs ne suivront pas un jour l'exemple qui leur a été si souvent donné par les peuples d'Europe, en s'insurgeant à leur tour contre un régime qui leur a imposé banqueroutes sur banqueroutes.

(1) G. Wyrouboff, *la Question d'Orient et le Traité de Berlin*, dans : *la Philosophie positive*, n° de septembre-octobre 1878.

Cette éventualité n'est pas probable. « Ce serait une er-
« reur de croire, dit à ce sujet un publiciste bien connu,
« que les vertus des Turcs serviront à leur salut politi-
« que ; c'est au contraire par ces vertus qu'ils se perdront.
« S'ils portaient dans la vie civile quelque peu de cet
« héroïsme qui les distingue sur les champs de bataille,
« on pourrait espérer qu'ils ne permettraient pas à
« ceux qui les gouvernent de les conduire à l'abîme;
« mais ils sont aussi faibles dans la vie politique qu'ils
« sont impétueux dans les combats. La Turquie ne se
« relèvera ni ne périra par des agitations intérieures.
« C'est du dehors que lui viendra le salut ou la ruine.
« Le salut, depuis le traité de Berlin, est devenu de
« moins en moins probable. La Turquie jusque-là n'a-
« vait qu'un ennemi, la Russie, qui lui enlevait peu à
« peu des lambeaux de son territoire, et qui s'avançait
« graduellement sur sa capitale. Le traité de Berlin lui
« a donné un second ennemi, l'Autriche-Hongrie, qui,
« après avoir hésité quelque temps pour savoir s'il
« fallait marcher sur Salonique ou sur Constantinople,
« paraît être persuadé désormais que Salonique n'a
« qu'une importance secondaire, et que c'est vers
« Constantinople que doivent tendre aussi ses efforts.
« Si, dans le partage de l'empire ottoman, la Russie
« obtenait Constantinople, tandis que l'Autriche-Hon-
« grie ne recevrait que Salonique en échange, il faut
« reconnaître que le lot de la première serait tellement
« supérieur à celui de la seconde que toutes les popu-
« lations slaves de l'empire austro-hongrois, séduites

« par le mirage du panslavisme, éprouveraient une in-
« vincible tentation de se détacher de la dynastie des
« Habsbourg pour aller se mettre sous le sceptre d'une
« dynastie qui régnerait à la fois sur la Baltique,
« sur la mer Noire, sur le Bosphore et sur la mer
« Égée (1). »

Cette inégalité entre les possessions actuelles ou futures de l'Autriche-Hongrie et de la Russie en Orient fait de ces deux puissances des rivales. Elles se jalousent l'une l'autre, et, lancées toutes deux vers le même but, mais parties de directions opposées, elles peuvent très bien un jour se rencontrer!

Et maintenant, pour terminer, veut-on connaître l'opinion des Turcs sur l'agitation qu'ils causent? veut-on savoir comment ils se prêteront aux projets entretenus sur eux? On se rappelle qu'en 1877, à l'époque du dernier conflit entre la Russie et la Turquie, le grand vizir Midhat-Pacha fut destitué. Nous avons déjà dit qu'il était l'auteur de la nouvelle constitution ottomane, c'est-à-dire partisan des réformes administratives; nous ajouterons que c'était là un premier et un heureux effet de son frottement aux représentants des cours européennes. Aussi est-ce avec raison qu'il a été considéré en Europe, par comparaison avec les autres Turcs, comme un homme assez éclairé, doué de capacités rares chez un Ottoman. Dans l'exercice de ses

(1) Gabriel Charmes, *la Situation en Turquie. Revue des Deux Mondes*, 15 février 1882, p. 867.

hautes fonctions, Midhat eut l'occasion de se convaincre que le monde entier était contre la prolongation de l'état de choses en Turquie ; il reconnut qu'une transformation était nécessaire, et apprit que, si elle ne se faisait pas, le partage de sa patrie en résulterait très probablement. Néanmoins, et quoiqu'il approuvât les vues de l'Europe au sujet des réformes, Midhat-Pacha resta un véritable Turc. Sa parole doit donc reproduire assez fidèlement les sentiments de ses compatriotes, sans être cependant entachée d'autant d'aveuglement, de confiance en soi-même. Dans une brochure qu'il publia au mois de mars 1877, cet homme d'État dit : « Notre laisser aller fait contraste avec votre disposition remuante, souvent énergique. Notre organisation administrative demande de graves réformes en tous sens, qui, cependant, ne s'accomplissent pas dans un jour (1)..... » « Nous ne sommes pas aussi près de la fosse qu'on le prétend, mais bien résolus de résister jusqu'à la mort à l'iniquité qui veut disposer de notre pays (2). » « A l'épithète de barbares on joint celle de malades, mais nous espérons bien faire preuve du contraire, et tant qu'il y aura une goutte de sang dans nos veines, nous ne plierons pas bagage pour plaire aux médecins malotrus qui voudraient nous administrer leurs remèdes empiriques. S'il faut succomber, ce ne sera pas faute de courage. Nous dirons : « Que la volonté de Dieu soit accom-

(1) *Mémorial de Midhat-Pacha au prince de Bismark*, p. 9.
(2) Id., p. 8.

plie », mais peu s'en faut qu'il n'en prenne mal à nos adversaires dont l'attaque inique sera condamnée par tout homme de bien (1). » Cette protestation véritablement énergique est empreinte d'une mélancolie qui n'est pas sans grandeur. Derniers représentants sur le sol européen d'idées politiques et sociales qui ont disparu de l'Occident, où le hasard des invasions les a fourvoyés depuis plus de cinq siècles, les Turcs ne veulent pas se laisser évincer sans une lutte suprême. Toutefois, il résulte même de leurs paroles belliqueuses qu'ils se voient condamnés; et l'on peut répéter, sans crainte, après un grand homme de guerre, qui a essayé vainement de contribuer à leur rénovation : « Les Turcs sentent qu'ils ne sont pas chez eux en Europe; leurs prophètes et leurs pressentiments leur disent que l'empire romain finira par leur être enlevé (2)..... »

(1) *Mémorial de Midhat-Pacha*, p. 13.
(2) De Moltke, *Lettres sur l'Orient*, p. 109.

INSURRECTION DES DUCHÉS DE SCHLESWIG ET DE HOLSTEIN CONTRE LA DOMINATION DANOISE [1]

1848-1850

Au onzième siècle, le duc de Schleswig, Waldemar, s'était emparé du royaume de Danemark et du duché de Holstein. Il avait ainsi réuni les trois couronnes sur sa tête. Peu de temps après, il transféra le siège du gouvernement à Copenhague, d'où il administra ensuite toutes ses possessions. Mais les Schleswigeois et les Holsteinois s'aperçurent vite que par leur réunion au Danemark leurs intérêts étaient sacrifiés, et dès ce moment, s'alliant intimement entre eux, tous leurs efforts tendirent à secouer la domination danoise. De

(1) Consulté :

A. Geffroy : *Histoire des pays scandinaves.* — J. G. Droysen : *La Révolution danoise de* 1848. — E. Delmas : *Guerre du Danemark et de l'Allemagne en* 1848-50. — Rustow : *L'Art militaire au XIXe siècle.* — Ferdinand Lecomte : *La Guerre du Danemark.* — Baron de Bourgoing : *Les Guerres d'idiome et de nationalité.* — Michel Rempp : *Le Danemark et l'Allemagne. Examen de la question des duchés de Schleswig et de Holstein.* — Chrétien Molbech : *Le duché de Slesvig dans ses rapports historiques avec le Danemark et le Holstein.* — Eug. Delasiaux : *Étude sur le Schleswig-Holstein avant et après le 24 mars* 1848. — H. Desprez : *Le Danemark et la Confédération germanique. Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1848.

là, date cette série de luttes qui ne dura pas moins de trois siècles, et au cours de laquelle la Suède, qui, jusqu'alors, avait fait partie de la monarchie scandinave, s'en sépara pour former un État indépendant. En 1460, après avoir été tour à tour vainqueurs et vaincus, les Holsteinois-Schleswigeois renoncèrent à la conquête complète de leur indépendance et transigèrent avec leur adversaire, le Danemark. Ils élurent le roi de ce pays, Christian Ier, duc de Schleswig-Holstein, à la condition qu'il maintiendrait les privilèges de ces duchés, qui devaient, en outre, rester éternellement unis. Mais cette clause, dans les deux siècles suivants, fut complètement négligée. A son lit de mort, Christian l'enfreignit le premier en partageant le Schleswig-Holstein entre ses deux fils : Jean, qui lui succéda au trône de Danemark, et le duc Frédéric.

Aboli en 1523, à l'avènement de Frédéric au trône de Danemark, ce partage se renouvela en 1544, sous Christian III; ce monarque y introduisit même une complication, car il fit des duchés trois parts au lieu de deux. Il en garda une et donna les deux autres à ses deux frères, Jean et Adolphe. Jean mourut sans postérité, mais Adolphe fonda une maison nombreuse, ce qui fut cause que, pendant près de deux siècles, le Schleswig et le Holstein demeurèrent partagés entre les rois de Danemark et les ducs de Holstein-Gottorp.

En 1720, le roi de Danemark, Frédéric IV, fit subir à la charte de 1460 une nouvelle modification. Le Schleswig fut déclaré « réuni à perpétuité à la couronne

de Danemark » par un acte formel en date du 22 août (1). Enfin, après une longue période de deux cent vingt-neuf ans, les deux duchés se retrouvèrent en 1773, grâce aux constants efforts du roi de Danemark, Christian VII, dans la même situation qu'auparavant, qu'en 1460, c'est-à-dire, qu'ils n'eurent plus qu'un seul et même souverain qui était en même temps roi de Danemark.

Bien que soumis à l'autorité de ce roi, les duchés conservèrent leur administration propre, leur diète particulière, de sorte qu'ils continuèrent à former sous le sceptre du Danemark un État complètement distinct.

Cette quasi-division de la monarchie danoise pouvait à un moment donné être une cause de faiblesse et de malheurs, car les Schleswigeois-Holsteinois se considéraient tout à fait étrangers à ce qui se passait dans le Danemark, et en cas de guerre ils n'eussent jamais épousé la querelle de la métropole. Le successeur de Christian VII, Frédéric VI, le comprit et, vers le commencement du siècle actuel, il chercha à consolider sa monarchie en opérant dans ses possessions un travail d'unification. Il commença par le Schleswig. En 1814, une ordonnance royale y prescrivit l'enseignement de la langue danoise dans les écoles. Peu après, on sépara l'administration des deux duchés. Ces mesures rencontrèrent une vive opposition chez les populations du Schleswig-Holstein, très portées vers l'Allemagne. Un an après, le traité de

(1) Lecomte, *la Guerre du Danemark*, p. 35.

Vienne consomma la séparation des deux duchés. Il fit entrer le Holstein dans la Confédération germanique, mais en laissa dehors le Schleswig. Toutefois, cette séparation n'était absolument que nominale, car, en fait, les duchés restèrent unis au Danemark, comme l'Irlande et l'Écosse le sont à l'Angleterre. Ils avaient en commun avec le Danemark toutes les parties principales du gouvernement, l'armée, la flotte, la représentation étrangère, les finances, le pavillon, etc..... ; mais ils jouissaient d'une certaine indépendance provinciale, et avaient leurs États particuliers. Cependant, il existait quelques différences entre eux. Ainsi, le Holstein, habité par des Allemands, se servait dans sa législation intérieure du droit romain et, suivant ce code, chacun avait son entière liberté de tester ; mais, par suite de ses relations avec la Confédération germanique, il subissait les entraves imposées par la Diète de Francfort, dans la liberté de la presse et le droit d'association. Quant au Schleswig, dont plus de la moitié de la population était danoise, si les testaments de ses nationaux étaient soumis à une confirmation du roi de Danemark, il jouissait de l'entière liberté de la presse et du droit d'association (1).— Donc, et en résumé, la monarchie danoise était formée du royaume de Danemark proprement dit, du duché de Schleswig, indépendant en droit et uni en fait au Holstein, et du duché de Holstein, rattaché par des liens de suzeraineté au Danemark et par

(1) A. Geffroy, *Histoire des pays scandinaves*, p. 379.

des liens politiques à la Confédération germanique. Le duché de Lauenbourg faisait aussi partie du Danemark ; il lui avait été cédé en 1815 par la Prusse en échange de la Poméranie suédoise. Ses attaches à la monarchie danoise étaient à peu de chose près semblables à celles du Holstein, car il jouissait également de son autonomie ; mais comme il dépendait du Holstein par le contingent militaire, il se rattachait ainsi à la Confédération germanique.

On voit, d'après cela, que la domination du roi de Danemark sur les duchés était des plus douces, des plus faciles à supporter. Mais, pour celui-ci, les enchevêtrements politiques et administratifs de cette organisation présentaient de trop grands inconvénients pour qu'il renonçât à ses anciens projets d'unification. Tout au contraire, il s'appliqua à les exécuter, et, comme précédemment, s'attaqua d'abord au Schleswig. Pour la réussite de son plan, c'est-à-dire, afin d'avoir plus de facilité à incorporer plus tard les deux duchés, il s'efforça de les séparer.

Aux tentatives de dénationalisation du gouvernement danois, les habitants du Schleswig, bien qu'ils fussent pour la plupart Danois, opposèrent en tous temps une résistance opiniâtre. Les Holsteinois les encourageaient ; le fait de leur séparation d'avec le Schleswig ne leur convenait pas plus qu'aux habitants de ce duché, de manière que, des deux côtés, en Schleswig comme en Holstein, on n'aspirait qu'à se rapprocher.

En 1816, la noblesse des duchés fit des démarches

auprès de Frédéric VI, pour obtenir le rétablissement d'une diète commune. Le roi rejeta sa demande et, lorsqu'elle voulut l'appuyer par des démonstrations, le gouvernement danois les réprima. La noblesse implora en 1823 la Confédération germanique de la soutenir dans sa demande auprès du roi de Danemark, mais sans succès, et 1830 arriva que la situation était encore la même. La révolution française de juillet provoqua dans les duchés une grande effervescence; pour la calmer, Frédéric VI dut promettre l'octroi d'une constitution représentative. Quatre ans se passèrent sans qu'il réalisât sa promesse; enfin, le 15 mai 1834, il publia une *Constitution d'États*. Les droits que concédait cet acte aux Schleswigeois-Holsteinois n'étaient pas ceux sur lesquels ils comptaient, car l'objet principal de leurs désirs ne leur était pas accordé : chacun des deux duchés devait continuer à avoir son assemblée représentative. Aussitôt, les réclamations s'élevèrent. Ce fut une cause pour le gouvernement danois de redoubler d'efforts pour séparer davantage les deux duchés en danisant celui sur lequel il pouvait tout, le Schleswig. Mais les habitants de ce duché continuèrent à s'opposer de toutes leurs forces à l'entreprise dont ils étaient l'objet. La lutte entre le pouvoir royal et les Schleswigeois se maintint avec énergie de part et d'autre, jusqu'à la mort de Frédéric VI, en 1839. A l'avènement de son successeur, Christian VIII, les habitants du Schleswig entretinrent un instant l'espérance que l'espèce de persécution qui pesait sur eux cesserait, mais le

nouveau roi adopta bientôt les vues de son prédécesseur et renforça même les mesures d'unification déjà en vigueur. Naturellement, les Schleswigeois les contrarièrent autant qu'il était en leur pouvoir. Les choses allèrent ainsi jusqu'au commencement de l'année 1846, quand les Allemands émirent une prétention qui aggrava les difficultés de la situation. Ils demandèrent l'adjonction du Schleswig à la Confédération germanique.

Le roi Christian VIII jugea que ce n'était pas une raison, parce que le Holstein faisait déjà partie de la Confédération germanique, pour que le Schleswig y entrât à son tour. Il connaissait les sentiments de ses sujets holsteinois ; il savait qu'ils entretenaient l'idée de se joindre à l'unité allemande d'une manière plus intime. Il pensa avec justesse qu'en se rendant au vœu de l'Allemagne, en mettant sur le même pied les deux duchés, il opérerait leur réunion et qu'il serait par là exposé à les perdre entièrement. En conséquence, il refusa. A cette époque, le Danemark possédait, y compris l'Islande et les colonies, une population de deux millions et demi d'habitants. Le Holstein figurait dans ce chiffre pour 450,000 habitants et le Schleswig pour 360,000 (1). C'était donc le tiers de ses sujets que le monarque danois était menacé de perdre.

Mais les Allemands ne se tinrent pas pour battus ; ils revinrent promptement à la charge et arguèrent cette

(1) H. Desprez, *le Danemark et la Confédération germanique*. *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1848, p. 75.

fois, pour appuyer leur demande, de la probabilité de la réunion prochaine des deux duchés à l'Allemagne par suite de l'extinction de la ligne masculine aînée de la maison d'Oldenbourg. L'expression de cette probabilité soulevait cette question dite de succession, qui avait été, depuis des siècles, le nœud des querelles entre les duchés et le Danemark. Voici sur quoi elle reposait en 1846 : le roi Christian VIII était vieux ; son fils unique, Frédéric, n'avait pas d'enfant, bien qu'il se fût marié deux fois, de sorte qu'on pouvait considérer, par avance, la ligne masculine de la famille d'Oldenbourg comme virtuellement éteinte. En ce cas, la couronne de Danemark devait, en vertu de la *loi royale*, passer aux héritiers de la ligne féminine, dont le chef était le prince Frédéric de Hesse. Quant aux duchés, d'après les lois traditionnelles du royaume, ils ne pouvaient *tomber en quenouille;* dans le cas précité, ils devaient revenir à la deuxième ligne masculine dite la Royale cadette, dont le chef était le duc d'Augustenbourg. La monarchie danoise était donc sous le coup d'un démembrement.

L'opinion publique se préoccupait vivement de la question soulevée par la Confédération germanique. Les Danois se montraient fort inquiets, et ils attendaient avec anxiété la décision de leur souverain. Le 8 juillet 1846, Christian VIII fit paraître une lettre patente qui les rassura, mais qui produisit une émotion profonde dans le parti allemand. Sa Majesté y déclarait que les droits de la couronne sur le Schleswig et le

Lauenbourg étaient hors de toute contestation, c'est-à-dire que les duchés faisaient partie intégrante de la monarchie danoise. Cette déclaration, qui, en somme, n'était que la confirmation de l'acte de 1720, provoqua en Allemagne des protestations violentes. La cause de l'indépendance des duchés de Holstein, de Schleswig et de Lauenbourg, c'était la cause de l'unité territoriale allemande; c'était aussi l'avenir commercial du Zollverein compromis (1).

Dix-huit mois après, 20 janvier 1848, Christian mourut laissant la couronne à son fils, qui prit le titre de Frédéric VII. Le jour même de son avènement, celui-ci dévoila son intention de poursuivre l'œuvre d'unification commencée par ses prédécesseurs, en déclarant qu'il voulait donner une constitution commune au Danemark et aux duchés. Huit jours plus tard, il promulguait cette constitution qui instituait des États généraux uniques pour tout le royaume et ses dépendances. Les Schleswigeois-Holsteinois en furent profondément irrités, ils protestèrent; mais ils n'eurent pas besoin d'aller au delà pour faire comprendre au roi la maladresse de son acte : les Danois leur évitèrent cette peine. Frédéric VII s'était réservé de nommer seize membres des États provinciaux sur les cinquante-deux membres dont ils devaient être composés; ce peu de libéralisme choqua le peuple danois, qui réclama. La révolution française de février 1848 survint à ce mo-

(1) Lesur, *Annuaire historique*, année 1846, p. 375.

ment; Copenhague se souleva et imposa au roi une constitution plus libérale.

Le parti *ultra-danois*, adversaire déclaré des prétentions à l'autonomie soutenues par les duchés et que la révolution avait porté au pouvoir, résolut alors d'abolir définitivement toute cause de différend futur entre eux et le Danemark, en les incorporant tout purement au royaume. Les journaux de Copenhague se firent l'écho de cette proposition. L'un des plus répandus, la *Patrie*, dans un article passionné, résuma ainsi la question et expliqua les causes de l'antagonisme existant entre le gouvernement danois et les habitants des duchés : « De tous les dangers qui menacent l'indépendance du Danemark, le plus grand, le plus imminent est l'influence du parti schleswig-holstein, Jusqu'à présent, le peuple danois n'a rien fait contre ce nombreux parti ; il a cru pouvoir abandonner ce soin au gouvernement. De la part du peuple danois, une pareille indifférence est un tort grave..... Il est de toute nécessité de réaliser l'union constitutionnelle du Schleswig-Holstein et du Danemark par des moyens légaux et raisonnables (1). »

Cette proposition rencontra une vive approbation parmi le peuple danois. Le roi s'y rallia et parut vouloir la mettre à exécution. Aussitôt les duchés se révoltèrent, ils demandèrent leur incorporation à la Confédération germanique et se préparèrent à défendre leur indépendance menacée. Toutefois, les insurgés déclarèrent que

(1) J. G. Droysen, *la Révolution danoise de* 1848, p. 38.

ce n'était pas au roi-duc, mais au ministère responsable qu'ils refusaient d'obéir. Ils donnèrent pour raison de cette différence que le roi n'était pas libre, qu'une révolution l'avait contraint à changer de ministère, et que son attitude hostile et menaçante vis-à-vis des duchés lui avait été imposée. En conséquence, ils établirent un gouvernement provisoire chargé d'administrer les duchés « au nom du duc pour le maintien de ses droits et de ceux du pays (1) ». Le prince de Noër, frère du duc d'Augustenbourg, fut mis à sa tête.

Les insurgés se préparèrent ensuite à combattre les troupes que le gouvernement royal ne pouvait manquer d'envoyer contre eux. Dans ce but, le 24 mars, ils s'emparèrent par surprise de la forteresse de Rendsbourg : les hostilités étaient ouvertes.

Cette organisation de la révolte, toute sommaire qu'elle fût encore, eut un grand effet. Les troupes du Schleswig et du Holstein se déclarèrent pour le gouvernement provisoire, mais la plupart de leurs officiers refusèrent de s'associer au mouvement et se retirèrent en Danemark. Avec ce premier noyau de troupes, le gouvernement provisoire s'occupa alors de former une armée. En même temps, il invoqua le secours du roi de Prusse. La sympathie de l'Allemagne pour les sujets allemands du roi de Danemark était trop ancienne et trop vive pour n'avoir pas été portée au comble par les derniers événements accomplis. Aussi, à peine la prière

(1) J. G. Droysen, *la Révolution danoise de* 1848, p. 114.

des Schleswigeois-Holsteinois était-elle connue à Berlin que des rassemblements tumultueux indiquèrent clairement au roi la conduite qu'il devait tenir.

Frédéric-Guillaume IV venait d'accorder à son peuple, contre son gré, un gouvernement représentatif et des réformes constitutionnelles, il saisit cette occasion de faire diversion au mouvement des idées libérales et de regagner sa popularité un instant compromise. Il espérait, en secondant le mouvement qui venait d'avoir lieu dans les duchés, se relever aux yeux de la nation et se rattacher en outre le parti exalté de la jeunesse. En conséquence, dès les premiers jours d'avril, un corps de 4,000 Prussiens vint se masser autour d'Altona, et, le 6 du même mois, ces troupes franchirent la frontière du Holstein sans qu'il y eût la moindre déclaration de guerre (1). Obéissant aux ordres émanés de Berlin, les Prussiens se dirigèrent immédiatement sur Rendsbourg. Ils étaient encore en marche lorsque les insurgés eurent à soutenir leur première bataille. Le 9 avril, leur petite armée, comptant à peine 7,000 hommes, était attaquée par 15,000 Danois entre Bau et Flensbourg, au nord de Schleswig. Elle subit une grave défaite, perdit 173 hommes tués et près de 800 faits prisonniers, et dut battre en retraite. Le général Hedeman, qui commandait les Danois, se préoccupa peu de la poursuite; il s'avança lentement à tra-

(1) E. Delmas, *Guerre du Danemark et de l'Allemagne en* 1848-50, p. 18-19.

vers le pays et n'entra que le 10 avril dans Schleswig.

C'est à ce moment que le corps prussien fit son apparition à Rendsbourg. En route, il avait été rejoint par quelques troupes de ligne, qui portèrent son effectif à celui d'une division; de plus, il s'était grossi de corps francs et de volontaires accourus de toutes les régions de l'Allemagne, entre autres de la Bavière et de l'Autriche. Le général prince Radziwill le commandait.

Le 12 avril, la Diète de Francfort reconnut le gouvernement provisoire du Schleswig-Holstein et chargea formellement la Prusse de le protéger. En conséquence, le prince Radziwill somma l'armée danoise d'évacuer le Schleswig. Elle refusa. Dès lors, on se prépara des deux côtés à combattre. Le 21 avril, le maréchal prussien Wrangel prit le commandement en chef de toutes les troupes allemandes réunies dans les duchés. Elles se montaient à environ 30,000 hommes, dont 12,000 Prussiens, 9,000 Schleswigeois-Holsteinois, et 11,000 hommes prélevés sur le 10e corps fédéral allemand fourni par les États de la Confédération germanique, le Hanovre particulièrement (1).

Le 23 avril, l'armée du général Wrangel attaquait les Danois dans les positions qu'ils occupaient à Schleswig et derrière les vieilles fortifications du Dannewerk. Ceux ci ne comptaient que 11,000 hommes, aussi ne purent-ils opposer aux assaillants qu'une faible résistance, et durent-ils vers le soir commencer une marche rétro-

(1) Rustow, *l'Art militaire au XIXe siècle*, t. II, p. 349.

grade vers le Jutland, laissant aux mains de l'ennemi Schleswig et leurs autres positions. L'armée prussienne se mit à leur poursuite; elle arriva le 25 avril à Flensbourg, juste comme les Danois venaient de l'évacuer, et entra le 2 mai à Fredericia. Wrangel occupa le Jutland sans coup férir. Il trouva partout les portes ouvertes et les habitants impassibles et calmes, lui disant : Prenez! Le général prussien profita de ces bonnes dispositions; il frappa le pays d'une contribution de 11 millions de thalers (1) (40 millions et demi de francs).

Pendant ce temps, la marine danoise balançait les succès de l'ennemi par ceux qu'elle remportait. Dès le début de la guerre, elle avait mis l'embargo sur tous les vaisseaux allemands, bloqué l'Elbe et les principaux ports de la Baltique. Elle coula ou captura les quelques navires envoyés contre elle, puis, lorsque les affaires du Danemark semblèrent prendre une mauvaise tournure par l'invasion du Jutland, elle vint se mettre en partie à la disposition du commandant en chef de l'armée dont elle seconda ensuite les opérations.

Le 28 mai, les Danois reprirent l'avantage en chassant d'abord Wrangel du Jutland à la suite d'une grande bataille livrée dans le Sundewitt, puis, le 5 juin, en contenant l'attaque des alliés à Düppel et à Nübel. Ils passèrent ensuite sur l'île d'Alsen, où ils se concentrèrent dans une position réputée inexpugnable.

Le Parlement de Francfort qui avait autorisé la

(1) E. Delmas, *loc. cit.*, p. 34.

Prusse à faire envahir par ses troupes le Schleswig-Holstein, était très partagé sur la légalité de cette mesure. Si les unitaires favorisaient le mouvement révolutionnaire, qui poussait les volontaires sur le Danemark, les représentants de l'ancien ordre de choses en Allemagne étaient loin de s'y associer. Un député de la Marche de Brandebourg, M. de Bismark, allait jusqu'à qualifier la guerre, dans les duchés, de « querelle d'Allemand », d'expédition inique, entreprise au profit de la révolution contre un souverain légitime auquel on cherchait noise sans motif (1).

Cependant, les Prussiens se préparaient à continuer la campagne, lorsque la diplomatie européenne les arrêta. Ils durent, le 26 août, consentir, à Malmœ, à un armistice de sept mois, qui mit instantanément fin à toutes les opérations militaires, stipulait des restitutions mutuelles et la nomination, par les rois de Prusse et de Danemark, d'un gouvernement collectif pour les duchés.

La France avait beaucoup influé sur la conclusion de cet armistice. Alors que l'Angleterre et la Russie recherchaient ensemble, peu de temps auparavant, les moyens d'arrêter la guerre, le gouvernement français avait adressé à Francfort et à Berlin une note catégorique dans laquelle elle rappelait le traité de 1720 et se reconnaissait garante des droits du Danemark sur le Schleswig (2).

(1) T. Delord, *Histoire du second empire*, t. III, p. 145-46 et 545.
(2) H. Desprez, *le Danemark et la Confédération germanique. Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1848, p. 88.

Les grandes puissances, en s'interposant et en imposant une trêve aux belligérants, avaient compté, pendant sa durée, leur faire conclure la paix. Elles ne purent y arriver. Le Danemark demandait la réunion indissoluble du Schleswig au royaume, ce que la Prusse se refusait à lui accorder.

Aussi, à l'expiration de l'armistice de Malmœ, le 26 février 1849, les deux parties se mirent-elles en devoir de recommencer la campagne. Le Danemark bloqua de nouveau les ports allemands et ceux du Schleswig-Holstein et concentra ses troupes dans le Jutland et dans l'île d'Alsen. — D'autre part, l'armée du Schleswig-Holstein quitta ses cantonnements d'hiver et s'avança vers le nord. Elle avait été notablement renforcée pendant l'armistice : elle comptait 14,000 hommes sous les ordres du général Bonin. Les troupes allemandes dont elle allait être soutenue étaient aussi plus nombreuses que l'année précédente, elles présentaient un effectif de 20,000 hommes (1), commandés par le général prussien Prittwitz.

Le premier coup de canon fut tiré du côté des Danois. Leur flotte essaya le 5 avril de pénétrer dans la baie d'Eckernförde. Elle fut repoussée par les batteries des côtes, qui lui firent perdre une frégate et un vaisseau de ligne.

Cette première affaire activa la marche des alliés. Ils étaient divisés en trois corps : Schleswigeois-Hols-

(1) Rustow, *loc. cit.*, t. II, p. 355.

teinois, Prussiens et Bavarois-Saxons; le premier corps traversa le Schleswig, franchit la frontière du Jutland, battit, le 20 avril, à Kolding, les forces supérieures des Danois, les sépara, força une division à opérer une retraite précipitée dans le Jutland, et rejeta le gros dans Fredericia, devant laquelle il s'établit.

Le second corps suivit la même direction que le premier, et, le 6 mai, entra à son tour en Jutland. Il se mit à la poursuite de la division danoise défaite par les Schleswigeois-Holsteinois. Enfin, le troisième, formé des Bavarois–Saxons, prit d'assaut, le 13 avril, les fortifications de Düppel et rejeta sa garnison dans l'île d'Alsen.

La situation des Danois était critique, mais ils possédaient une marine assez nombreuse qui leur permettait de se transporter rapidement d'un point à un autre à l'insu de l'ennemi, et sans qu'il pût s'y opposer. C'était un grand avantage dont les Danois profitèrent. Le général Bonin, commandant les Schleswigeois-Holsteinois, avait entrepris le siège de Fredericia. Deux divisions navales danoises allèrent à Helgenaës et à Alsen prendre à leur bord la plus grande partie des troupes tenues en échec sur terre par les alliés, et les jetèrent subitement, au nombre de 24,000 hommes, dans le port de Fredericia. Les assiégeants n'eurent aucune connaissance de cette augmentation considérable des forces ennemies; de sorte qu'ils furent bien étonnés, le 6 juillet au matin, de voir 20,000 hommes sortir en deux colonnes de la ville et se porter contre

eux. Les Schleswigeois-Holsteinois se battirent avec la plus grande bravoure, mais, écrasés par un ennemi bien supérieur en nombre, ils furent obligés de lever le siège de Fredericia et de se retirer sur Veile. Ils avaient perdu 3,000 hommes, dont 2,000 prisonniers, et tout leur matériel de siège (1).

Quatre jours après, grâce à l'intervention de l'Angleterre, dont cette guerre affectait le commerce, un nouvel armistice de six mois fut conclu à Berlin. Aux termes de cette convention, les alliés durent évacuer le Schleswig, que 4,000 soldats suédois, considérés comme neutres, occupèrent, et ce duché reçut une administration composée de trois commissaires : danois, prussien et anglais.

La neutralisation du Schleswig força l'assemblée nationale des duchés à abandonner la ville de Schleswig, où elle avait siégé jusqu'alors, pour s'établir à Kiel, dans le Holstein. Réduite désormais aux seules ressources du duché de Holstein, elle ne renonça pourtant pas à la défense de l'indépendance nationale. Elle se prépara au contraire à reprendre les hostilités ; dans ce but, elle augmenta l'effectif de l'armée et compléta les armements. Le général Bonin resta à la tête des forces schleswigeoises-holsteinoises, et, pendant les derniers mois de l'année 1849, s'occupa de leur instruction. Grâce à lui, au printemps suivant, les duchés pouvaient mettre en campagne 30,000 hommes assez bien exercés.

(1) Rustow, t. II, p. 357.

La diplomatie européenne n'était pas restée inactive durant ces préparatifs militaires, et elle cherchait les moyens de les rendre inutiles. Elle fit d'abord prolonger jusqu'à une date indéfinie la suspension d'armes conclue le 10 juillet 1849, puis elle s'appliqua à détacher la Prusse des duchés. Depuis le commencement de la lutte, l'Angleterre et la France avaient blâmé la conduite de la Prusse ; en mars 1850, la Russie joignit sa voix à celle de ces puissances, et comme la Prusse ne semblait pas encore vouloir tenir compte des protestations des trois puissances, le czar envoya une flotte sur les côtes de Seeland. Cet argument réussit. Le 2 juillet 1850, Frédéric-Guillaume conclut à Berlin, avec le roi de Danemark, tant en son nom qu'au nom de la Confédération germanique, un traité de paix. Aux termes de ce traité, les parties contractantes conservaient tous les droits qui leur avaient appartenu avant la guerre, et le roi de Danemark pouvait, pour rétablir l'exercice de son autorité sur le Holstein, réclamer l'intervention de la Confédération germanique, ou employer à cet effet ses forces armées (1).

Le 17 juillet était le jour fixé pour l'évacuation du Schleswig par les troupes neutres que les Danois devaient remplacer. Le général Willisen, successeur de Bonin dans le commandement en chef de l'armée des duchés, résolut d'entrer dans le Schleswig avant cette époque, afin d'y être solidement établi quand arrive-

(1) Martens, *Recueil des Traités, etc.*, t. VI, p. 416.

raient les Danois. Le 13 juillet, il pénétrait dans le Schleswig à la tête de 27,000 hommes, et le 15 prenait position à Idstedt.

Aussitôt l'armée danoise se concentra à Flensbourg. Cette fois, et bien que le nombre de ses ennemis eût considérablement diminué par suite du retrait des Prussiens et des Allemands, elle était appuyée par une escadre norwégienne-suédoise. La partie était donc des plus inégales : son issue malheureuse pour les duchés était certaine, car leur armée ne pouvait longtemps résister à un adversaire aussi puissant. Avant d'ordonner à ses généraux de lui livrer bataille, Frédéric VII publia un manifeste qui invitait les habitants du Schleswig et du Holstein à une soumission absolue. Le roi promettait une amnistie ; la nationalité allemande serait mise dans les duchés sur le même pied que la nationalité danoise ; le Schleswig conserverait son organisation distincte et ne serait pas incorporé au Danemark (1). Frédéric était sincère dans ces promesses ; certains actes antérieurs de son gouvernement témoignaient de son entière bonne foi ; toutefois les révoltés ne voulurent pas y croire, et ils refusèrent de se soumettre. Il fallait donc recourir à la force. L'armée danoise reçut l'ordre de s'avancer sur Idstedt ; pendant les quelques jours pris par ces ouvertures pacifiques, elle avait achevé de se former, et comptait, à ce moment, 36,000 hommes, commandés par le général de Krogh.

(1) A. Geoffroy, *Histoire des pays scandinaves*, p. 384.

Le 23 juillet, elle arrivait en vue d'Idstedt, et dans la nuit et la journée suivantes prenait ses positions de combat. Le 25, au matin, les Danois attaquaient l'armée des duchés. Le général Willisen, qui la commandait, avait aussi eu l'idée de livrer bataille ce même jour aux Danois ; dans ce but, il avait ordonné à quelques divisions de se porter sur les ailes, d'opérer un mouvement tournant pour revenir, à un moment donné, sur les derrières de l'ennemi. Cela causa sa perte, car les assaillants trouvèrent son front dégarni, et, quelle que fût la bravoure déployée par les Schleswigeois-Holsteinois, après une lutte acharnée, remplie de péripéties émouvantes, d'exploits remarquables de leur part, et qui même firent un instant croire qu'ils avaient le dessus, on vit, vers midi, Willisen ordonner la retraite et se retirer sur l'Eider. Il avait perdu, dans cette bataille et dans les petits combats livrés la veille, 2,808 hommes, dont 1,072 prisonniers ; les Danois en avaient perdu davantage : 3,797 hommes, dont 424 prisonniers (1).

Après la bataille d'Idstedt, qui rendit définitivement le Schleswig au Danemark, le général de Krogh s'établit tranquillement à Schleswig et à Missunde, attendant les événements. Willisen, lui, concentra son armée à Rendsbourg, la réorganisa, la renforça et fit élever un camp retranché autour de la ville. Le général schleswigeois-holsteinois n'était pas pressé de reprendre l'offensive ; il

(1) Rustow, t. II, p. 372.

connaissait la force de l'ennemi et savait par expérience ce qu'il en coûtait de l'approcher. Mais le gouvernement des duchés avait quelques raisons pour craindre que des complications politiques ne vinssent encore augmenter l'extrême gravité de sa situation, et il donna ordre au général Willisen de se porter contre les positions de l'ennemi. Celui-ci ne pouvait faire autrement que d'obéir; à contre-cœur, il s'y prépara. Dans les premiers jours de septembre, l'armée des duchés repassait la frontière du Schleswig, et, le 12, se rencontrait à Missunde avec l'aile gauche des Danois. Elle lui infligeait une défaite sérieuse, la chassait de ses positions, mais rétrogradait le même jour sur Rendsbourg. Cette victoire inspira confiance au gouvernement national; il pressa encore Willisen de sortir de l'expectative. Friedrichstadt venait d'être occupé par les Danois, qui s'y fortifiaient. Le gouvernement des duchés indiqua cette place comme objectif du prochain mouvement. Willisen tenta quelques observations, toutefois, devant la volonté opiniâtre qu'on lui opposa, il céda. Le 29 septembre, il investissait Friedrichstadt et ouvrait contre elle un feu violent. Le 4 octobre, il donnait un assaut à la place. Ses mesures mal prises le firent échouer. Willisen renonça alors à son entreprise; il revint à Rendsbourg, où, le 8 décembre, il se démit de son commandement. Le général Horst fut nommé pour le remplacer. Celui-ci n'eut aucune occasion de faire preuve des hautes capacités dont on le disait doué, car, à peine avait-il pris la direction de l'armée schles-

wigeoise-holsteinoise que les événements politiques le mirent dans l'obligation de procéder à son licenciement.

Pour l'explication de ce fait, il est nécessaire de remonter au mois de juillet. Lorsque la Prusse et la Confédération germanique se rendirent au vœu des grandes puissances en signant, le 2 juillet, le traité de Berlin, une conférence, composée des représentants de la France, de la Russie, de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Suède et du Danemark, était réunie à Londres. On y étudiait les moyens de résoudre cette question des duchés, car les velléités conquérantes de la Prusse avaient fortement inquiété les cabinets européens. On comprenait la nécessité, pour le maintien général de l'équilibre européen, de conserver au Danemark l'intégrité absolue de ses possessions, et d'éviter que ce royaume ne subît, après la mort de Frédéric VII, aucun démembrement. Ce fut l'intention du protocole, signé à Londres le 4 juillet 1850, qui déclarait l'intégrité de la monarchie danoise d'intérêt général européen et de grande importance pour le maintien de la paix. Il réglait en outre l'ordre éventuel de succession : selon ses termes, le prince Christian de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Glucksbourg était reconnu héritier légitime de tous les États du Danemark. Le czar renonça en sa faveur à tous ses droits comme représentant de la branche aînée des Holstein-Gottorp; les autres branches agnatiques ou cognatiques suivirent cet exemple.

Un seul des ayants droit ne donna pas immédiatement sa signature à la convention du 4 juillet, mais cela ne tint qu'à son éloignement. C'était le duc Christian-Auguste d'Augustenbourg, qui vivait retiré et besogneux à Francfort. Tous ses biens avaient été confisqués par le roi de Danemark pour le punir d'avoir pris part à l'insurrection. M. de Bismark, alors représentant de la Prusse à la Diète, se chargea d'obtenir sa renonciation en échange d'une somme convenable (1).

La Prusse et la Confédération germanique furent ensuite chargées de la pacification des duchés. Le 23 octobre, elles sommaient le gouvernement national de déposer les armes. L'armée schleswigeoise-holsteinoise comptait encore 40,000 hommes enflammés de patriotisme et pleins de résolution de défendre, contre tous, l'indépendance de leur territoire ; elle possédait Rendsbourg, forteresse de premier ordre. Le gouvernement national, l'eût-il voulu, n'eût pu ainsi, et sans autre cause, l'amener à se laisser désarmer. Il refusa donc. D'un autre côté, la conférence de Londres avait interdit à la Prusse et à la Confédération germanique de faire dorénavant entrer leurs troupes dans les duchés; dans ces circonstances, elles durent s'adresser à l'Autriche pour appuyer leur demande. En conséquence, une armée de 50,000 Autrichiens traversa l'Allemagne, au commencement de janvier 1851, marchant sur le

(1) Taxile Delord, *loc. cit.*, t. III, p. 146.

Schleswig-Holstein. L'annonce de son approche suffit pour décider le gouvernement des duchés à cesser son opposition ; il ordonna la dissolution de l'armée nationale et résigna ses fonctions. La Diète fut alors invitée à l'exécution fédérale prévue par le traité de paix du 2 juillet, et qu'elle put à la fin accomplir.

Dans les derniers mois de la même année, les représentants des puissances réunis à Londres imposèrent au gouvernement danois quelques conventions qui limitèrent ses pouvoirs, non seulement sur le Holstein et le Lauenbourg, mais aussi sur le Schleswig. Frédéric VII dut promettre aux puissances allemandes de ne pas incorporer même ce dernier duché au Danemark proprement dit, et de lui laisser sa constitution propre ainsi qu'au Holstein. Au commencement de l'année suivante (1852), ces arrangements furent confirmés de part et d'autre par une conférence tenue à Vienne. Le 8 mai, les plénipotentiaires des mêmes puissances, qui avaient signé le protocole du 4 juillet 1850, adoptaient enfin le traité définitif de paix entre le Danemark, la Prusse et la Confédération germanique. Aucune des conditions énoncées dans le premier acte n'était changée. Son objet principal, le mode de succession à la couronne danoise, était reconnu et ratifié.

Il ne restait plus désormais qu'un point à régler, celui-ci heureusement offrit peu de difficultés. Le roi de Danemark paya au duc d'Augustenbourg la somme d'un million et demi de thalers (5,550,000 francs) en indemnité de ses biens confisqués, et ce dernier, en retour,

s'engagea, par acte authentique signé à Francfort le 30 décembre 1852, pour lui et tous ses descendants, à ne jamais rien entreprendre contre le roi et tous ses successeurs.

GUERRE DE LA PRUSSE ET DE L'AUTRICHE

CONTRE LE DANEMARK [1]

1864

Par les conventions conclues à Londres et à Vienne en 1850 et au commencement de 1852, le roi de Danemark, on l'a vu, avait été obligé de reconnaître des limites à son autorité sur les duchés. Dans les premiers temps après la signature de ces actes, Frédéric VII se conforma fidèlement aux conditions qui lui avaient été imposées. Il confia l'administration de chacun des duchés à un ministre irresponsable devant la Diète danoise, leur rendit le droit d'avoir leur diète particulière, leurs États, etc..., en somme il leur restitua les anciennes institutions politiques auxquelles les habitants de ces pays étaient si profondément attachés.

(1) Consulté :

J. Vilbort : *L'Œuvre de M. de Bismark de* 1863 *à* 1866. — Rustow, *L'Art militaire au XIXe siècle.* — Ferd. Lecomte : *Guerre du Danemark.* — Capitaine Crousse : *Invasion du Danemark en* 1864. — Anonyme : *La Guerre du Danemark.* — Ch. de Saint-Mexant de Gagemon : *La Spoliation du Danemark.*— *The Danish duchies* : *Quarterly Review*, n° de janvier 1864. — Francis Aubert : *Le Danemark et l'Allemagne. Les duchés de Sleswig, de Holstein et de Lauenbourg.* — Eug. Beauvois : *Le Principe des nationalités appliqué à la Question dano-allemande.* — Les écrits de M. Julian Klaczko dans *la Revue des Deux Mondes*, année 1864.

Pendant deux ans, les choses allèrent assez bien. La pacification des duchés paraissait complète, mais en 1854 le parti de l'unité de la monarchie danoise arriva au pouvoir et fit partager sans trop de peine ses vues au roi. En conséquence, celui-ci octroya, le 24 juillet 1854, à ses sujets du Danemark et des duchés une constitution commune qui dérogeait en beaucoup de points à la Constitution danoise et à celles du Schleswig et du Holstein. Cet acte souleva dans tout le royaume une protestation unanime ; le roi dut la rapporter et en accepter une autre présentée par le Parlement danois. Mais celle-ci, si elle contentait la population danoise dont elle respectait les privilèges, mécontenta fort les habitants des duchés. Et ce n'était pas sans raison, car, outre qu'elle leur était imposée d'autorité, elle restreignait considérablement leurs anciens droits en les assujettissant davantage au pouvoir du roi de Danemark. Malgré toutes les réclamations qui lui furent adressées par les Schleswigeois et les Holsteinois, le gouvernement danois maintint cette dernière constitution. De plus, à partir de ce moment, il décréta une série de mesures en désaccord complet avec l'esprit des conventions de Londres et de Vienne et qui accrurent le mécontentement des populations des duchés.

La Prusse prit fait et cause pour le Schleswig-Holstein et échangea à partir de 1857 des notes assez vives avec le cabinet de Copenhague, notes auxquelles ce dernier ne prêta qu'une très légère attention. L'Autriche, poussée par le désir de ne pas paraître aux yeux des popu-

lations allemandes moins ardente pour une cause si chaleureusement embrassée par la puissance qui lui disputait la suprématie en Allemagne, adressa également des remontrances au Danemark, mais sans plus de succès.

En 1858, la Confédération germanique prit part au débat; elle blâma la conduite du Danemark et réclama pour les duchés l'établissement d'un état de choses conforme aux lois de la Confédération, ainsi que l'exercice des privilèges qui leur avaient été garantis par les conventions de 1850 et de 1852.

Le gouvernement danois ne s'en émut pas et resta sourd à tous les appels. Tandis que la Diète de Francfort, piquée au vif, songeait aux moyens de sauvegarder sa dignité en imposant sa volonté au Danemark, les cabinets de Berlin et de Vienne persévéraient à adresser leurs exhortations au gouvernement danois; ils insistèrent pour qu'elles fussent à la fin entendues, toujours avec le même insuccès. Il s'ensuivit que les relations de ces cabinets avec celui de Copenhague prirent de jour en jour une tournure plus aigre. Le 3 mai 1859, un membre de la Chambre des députés de Prusse conseilla au gouvernement prussien de prendre en main la cause du Schleswig, « indignement opprimé par le Danemark (1) ».

Pendant près de quatre ans, ce fut un échange continu de notes et de contre-notes entre Berlin, Vienne et Copenhague.

(1) T. Delord, *Histoire du second empire*, t. III, p. 147.

La Confédération germanique avait en dernier lieu menacé le Danemark de lui faire subir l'exécution fédérale : cette menace, pas plus que les avertissements ultérieurs, n'eut d'effet sur le gouvernement danois. C'est qu'il comptait sur son droit, sur l'opinion publique en Europe, sur la France, qui, croyait-il, ne pouvait l'abandonner, sur l'Angleterre, qui ne consentirait jamais sans doute à voir les ports du Schleswig-Holstein changer de mains, et enfin sur la rivalité de la Prusse et de l'Autriche (1). Dans un discours adressé au Rigsdag danois, le roi Frédéric VII avait clairement dévoilé ses espérances : après avoir affirmé son intention de maintenir son indépendance, il avait ajouté : « Et nous sommes convaincu que nous ne serons pas seul dans cette défense (2). »

Devant cette attitude presque provocatrice, il n'y avait pas à reculer : le 1er octobre 1863, la Diète de Francfort décréta l'exécution fédérale contre le Danemark. Elle en chargea la Prusse, l'Autriche, le Hanovre et la Saxe, et invita ces deux derniers États à nommer deux commissaires civils, qui, aussitôt que les événements le permettraient, prendraient en main l'administration des duchés.

A l'annonce de cette nouvelle, le ministère danois protesta, mais il ne put arrêter les préparatifs de l'exécution. Ce que voyant, il rompit définitivement en

(1) T. Delord, *loc. cit.*, t. III, p. 148.
(2) Cf. J. Villebort, *l'Œuvre de M. de Bismark*, p. 55, et T. Delord, t. III, p. 546.

visière avec les puissances signataires des conventions de 1850 et de 1852 : le 14 novembre, il fit adopter par la Chambre des députés une nouvelle constitution qui incorporait formellement le Schleswig au royaume.

Le lendemain, le roi Frédéric VII mourut. La situation était déjà des plus chargées, des plus grosses de dangers, la mort du monarque la compliqua encore. Il avait été convenu, aux termes du protocole de Londres, du 4 juillet 1850, sanctionné le 8 mai 1852, que le duc Christian de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Glucksbourg serait le successeur de Frédéric VII, et toutes les familles ayant des droits à une portion quelconque de la monarchie danoise s'en étaient, on l'a vu, désistées en faveur du duc Christian. Il y avait donc lieu de croire la question d'héritage de la couronne de Danemark irrévocablement résolue. Cependant, à la mort de Frédéric VII, un prétendant surgit qui affirma avoir des titres au trône vacant. C'était le duc Frédéric d'Augustenbourg, fils de celui qui, en 1852, avait vendu ses droits pour 5 millions de francs (1). Dans ces derniers temps, il s'était laissé leurrer par l'appât de la couronne danoise, par le premier ministre prussien, M. de Bismark, qui entendait exploiter sa convoitise pour accaparer lui-même le Schleswig au profit de son souverain. On vit alors un étrange spectacle : le grand-duc d'Oldenbourg, l'empereur de Russie, ressuscitèrent leurs droits, et le roi de Prusse consulta les juriscon-

(1) V. T. Delord, t. III, p. 547-548.

sultes de la couronne pour savoir s'il n'avait pas aussi des titres à faire valoir pour occuper le trône danois. Le duc Christian n'en prit par moins la couronne, et fut aussitôt reconnu par toute la nation. Les puissances signataires du traité de Londres, moins la Prusse et l'Autriche, le firent féliciter.

En montant sur le trône, Christian IX n'eut pas de soin plus pressé que d'aviser aux moyens de conjurer le péril suspendu sur le royaume. Il crut y parvenir en décrétant la séparation du Holstein et du Lauenbourg de la monarchie, et en maintenant au Schleswig son autonomie. C'était, jusqu'à un certain point, l'annulation de la constitution du 14 novembre. Cependant, ces concessions ne satisfirent pas les exigences croissantes de la Prusse. Elle demanda davantage; elle voulut le retrait intégral de la constitution du 14 novembre, sanctionnée par Christian IX. Celui-ci s'y refusa. L'Autriche, toujours poussée par le même motif que précédemment, soit la crainte de s'aliéner la sympathie de ses nationaux, soutint la prétention de la Prusse, et, comme le Danemark ne l'écoutait pas davantage, les deux grandes puissances allemandes reprirent ensemble leurs préparatifs militaires, un instant interrompus par le changement de roi. Au commencement du mois de décembre, sur l'invitation de la Prusse et de l'Autriche, la Diète examinait de nouveau la question des duchés, et, le 7, votait l'exécution fédérale dans le Holstein.

Le Danemark ne crut pas encore à cette exécution.

Il comptait sur le congrès dont Napoléon III venait de prendre l'initiative; mais le comte Russell combattait l'idée de cette union auprès des cours de Vienne, de Berlin et de Saint-Pétersbourg. La Russie n'éprouvait nullement le besoin d'un congrès. L'Autriche le redoutait. Le roi de Prusse, qui avait en apparence accueilli assez favorablement l'idée de venir à Paris, « sûr d'y « trouver l'accueil cordial qui lui rendait si cher le « souvenir de son séjour à Compiègne », y répugnait fort en réalité. Le congrès fut décidément écarté vers le milieu de décembre, et le Danemark perdit l'appui qu'il espérait en tirer (1).

Immédiatement, la Saxe et le Hanovre reçurent l'ordre de faire avancer leurs contingents. Le 23 décembre, 10,000 Saxons et Hanovriens, commandés par le général de Hacke, envahirent le Holstein, tandis qu'un corps prussien d'égale importance se concentrait à Lubeck et à Hambourg, prêt à soutenir le premier. En même temps, les quatre commissaires saxons et hanovriens établirent leur résidence à Altona. Le duc d'Augustenbourg, *marionnette de prétendant*, dont M. de Bismark tenait les fils (2), lança à ce moment dans les duchés une proclamation par laquelle il affirmait la légitimité de ses droits et engageait les habitants à bien recevoir les troupes allemandes en attendant qu'il eût organisé une armée.

(1) T. Delord, t. III, p. 548-49.
(2) Id., p. 550.

Pendant ce temps, la Prusse et l'Autriche négociaient encore avec le Danemark pour le retrait de la constitution du 14 novembre. Le 28 décembre, elles présentèrent à la Diète une motion portant que, si le Danemark ne consentait pas à retirer la Loi fondamentale du 14 novembre, « la Confédération germanique, dans le sentiment de son droit et de sa dignité, serait obligée de prendre les mesures nécessaires pour se procurer, au moyen de l'occupation militaire du duché de Schleswig, un gage en vue de l'accomplissement de ses vœux légitimes (1) ». Cette demande dessilla les yeux des petits États de l'Allemagne, qui en conçurent de l'alarme. Le duc d'Augustenbourg comprit qu'il avait été joué, et il se hâta d'annoncer qu'il avait pris en main le gouvernement des duchés, et qu'en conséquence, toute intervention étrangère était désormais sans objet. Le 30 décembre, il arrivait à Kiel et s'y voyait accueilli avec enthousiasme.

Le 14 janvier 1864, la Diète eut à délibérer sur la proposition austro-prussienne. Les États secondaires de l'Allemagne votèrent contre et la firent rejeter, mais, dans la même séance, la Prusse et l'Autriche, par l'organe de leurs représentants, déclarèrent qu'elles la mettraient quand même à exécution, sans le concours des autres États de la Confédération. Le 16 janvier, ces deux puissances sommèrent le Danemark d'abroger sa Constitution dans le délai de deux jours.

(1) J. Villebort, p. 69.

A cette nouvelle, le comte Russell fit demander au gouvernement français s'il pouvait compter sur « son concours et sa coopération pour le maintien de l'intégrité du Danemark ». Napoléon se rappelait que l'Angleterre avait été le principal obstacle de son entente avec l'Autriche au sujet de la Pologne et que le cabinet britannique avait, à cette même époque, cherché à effrayer l'Allemagne au sujet des projets mystérieux des Tuileries. Il répondit à la proposition de médiation du comte Russell qu'il n'avait pas assez lieu d'être satisfait de la marche suivie dans la question polonaise pour recommencer dans la question des duchés (1).

Ainsi qu'on devait s'y attendre, Christian IX répondit par un refus à la demande prusso-autrichienne, et déclina la responsabilité des événements qui pourraient en résulter. Le peuple et le Rigsdag danois se montrèrent pleins du plus ardent patriotisme et encouragèrent l'armée à supporter de nouvelles épreuves. En conséquence, le 21 janvier, une armée austro-prussienne, forte de 60,000 hommes, envahit le Holstein. Le feld-maréchal prussien Wrangel, qui avait pris part à la guerre précédente contre le Danemark, la commandait. Elle était divisée en trois corps : l'aile droite, comptant 27,000 soldats prussiens sous les ordres du prince Frédéric-Charles ; le centre, 17,000 Autrichiens commandés par le général Gablenz, et l'aile gauche

(1) T. Delord, t. III, p. 552.

formée en parties presque égales d'Autrichiens et de Prussiens (1).

L'armée danoise était moins nombreuse, moins bien exercée et surtout beaucoup moins bien équipée. La méfiance inspirée par les contingents d'origine allemande avait nécessité des remaniements, des renvois ; les officiers faisaient défaut; l'artillerie était insuffisante. On avait mis sur pied 50,000 hommes, dont il avait été formé trois corps principaux : 33,000 hommes à Schleswig, 3,500 à Friedrichstadt, et 7,000 à Missunde et à Arnis. Le commandement en chef avait été remis au général de Méza, qui s'était distingué pendant la guerre précédente (2).

Du 1er au 3 février, l'armée combinée passa l'Eider, et s'établit, mais non sans éprouver de résistance de la part de plusieurs détachements danois, dans des positions menaçant la ligne du Dannewérk.

Cependant, les fortifications formidables de Schleswig, ville qui constituait l'extrémité droite de l'ancien rempart national, rendaient une attaque sur ce point extrêmement difficile. Tandis qu'il en commençait le siège, Wrangel la fit tourner par le prince Frédéric-Charles, qui descendit la Schlei et traversa ce fleuve près de son embouchure. Aussitôt le général de Méza abandonna le Dannewerk, laissant Schleswig se défendre seule contre l'ennemi.

Assurés désormais du libre exercice de leur autorité,

(1) Rustow, *l'Art militaire au XIXe siècle*, t. II, p. 481.
(2) Cf. *Annuaire des Deux Mondes*, 1864-65, p. 459, et Rustow, *loc. cit.*

les commissaires alliés interdirent le port de tout insigne et l'usage de toute formule officielle rappelant la couronne danoise à un titre quelconque ; ils autorisèrent la destruction d'un monument funéraire élevé en commémoration de la bataille d'Istedt, et firent procéder à la démolition du Dannewerk (1).

De Méza dirigea sa retraite sur Flensbourg et le Sundewilt, entraînant sur ses traces l'armée alliée. Le 6 février, l'avant-garde autrichienne rejoignit, à Oeversee, l'arrière-garde danoise. Un combat sanglant eut lieu, dans lequel les Autrichiens perdirent 680 hommes et les Danois plus de 800 (2). Le lendemain, l'armée alliée se trouvait réunie sous les murs de Flensbourg et y établissait ses quartiers, afin de prendre quelque repos.

Le 11 février, le prince Frédéric-Charles quitta le gros de l'armée avec son corps et entra dans le Sundewilt. Il avait reçu de Wrangel l'ordre de se porter contre Düppel. En même temps, une division partit en reconnaissance vers le nord; elle devait seulement observer Christiansfeld et la région, mais elle rencontra un corps danois qu'elle battit, se lança à sa poursuite et entra avec lui dans le Jutland. Kolding, ville située presque sur la frontière, tomba ainsi au pouvoir des alliés, qui s'y installèrent.

De son côté, Frédéric-Charles obéissait aux instruc-

(1) Colonel Lecomte, *Guerre du Danemark*, p. 253.
(2) Rustow, t. II, p. 483.

tions qui lui avaient été données. Six jours après son départ de Flensbourg, il arrivait en vue de Düppel et, sans tarder, établissait son corps à Alnœr et à Broacker. Les Danois essayèrent de le détourner de son projet en envoyant d'abord contre lui une division, puis en le faisant attaquer par mer par un de leurs navires cuirassés, mais le prince prussien avait eu le temps de s'affermir dans ses positions ; il possédait en outre une artillerie de campagne assez redoutable, de sorte qu'il repoussa aisément toutes les attaques dont il fut l'objet. Il put ensuite tout à loisir faire ses préparatifs de siège contre Düppel et, dans ce but, fit venir d'Allemagne les grosses pièces de canon qui lui manquaient.

Mais, si sur terre les chances de la guerre semblaient ainsi tourner au désavantage des Danois, sur mer ils avaient la supériorité et remportaient quelques succès.

Dès le 3 février, le Danemark avait ouvert les hostilités sur mer. Il avait mis l'embargo sur tous les navires allemands qui se trouvaient dans ses ports; immédiatement l'Autriche et la Prusse avaient pris la même mesure. En même temps, les Danois avaient établi une croisière dans la mer du Nord et une dans la Baltique, qui bloquèrent d'abord les côtes du Schleswig et du Holstein, puis étendirent leur action sur les ports prussiens des bouches de l'Oder.

Vers la fin de février, les escadres prussienne et autrichienne parurent sur les mers du Nord et de la Baltique. Depuis lors, ce ne fut plus que chasses et engagements entre les navires des deux parties. Mieux

montés et plus abondamment pourvus d'artillerie que leurs adversaires, les Danois remportèrent généralement la victoire dans toutes leurs rencontres avec l'ennemi. Toutefois, ils ne purent empêcher que les alliés s'emparassent, vers le milieu d'avril, grâce à une surprise, il est vrai, de l'île de Fehmern.

Par leur action en opposition directe avec les volontés de la Diète, la Prusse et l'Autriche s'étaient attiré l'aversion de la majeure partie des États formant la Confédération germanique. Dès le début de la guerre, cette inimitié se fit sentir dans les relations des généraux prussiens et autrichiens avec les commissaires saxons et hanovriens. Ceux-ci, au lieu d'assurer les communications des alliés à travers le Holstein, ne cherchèrent, au contraire, qu'à les entraver, et toutes les plaintes adressées à ce sujet à la Diète de Francfort par la Prusse et l'Autriche ne purent remédier à cet état de choses. A la fin, les alliés durent s'aider eux-mêmes; vers le milieu de février, ils firent occuper le Holstein par une brigade prussienne chargée de surveiller les commissaires saxons et hanovriens, et, par suite, de protéger leurs convois.

Lorsque Wrangel apprit que le Jutland avait été envahi par la division envoyée dans le nord, et que Kolding était déjà occupée par elle, il lui défendit d'aller plus loin : il craignait des observations de la part des grandes puissances, et surtout de la part de l'Angleterre. Mais, quand il vit la marine danoise battre en toutes rencontres les escadres alliées, capturer les na-

vires marchands, etc., il bannit ses inquiétudes et résolut de compenser les pertes que le Danemark imposait ainsi au commerce allemand en faisant davantage occuper le Jutland. Dans ce but, il détacha de son armée trois divisions qu'il envoya chacune par une route différente sur Veile. La première subit en route des retards considérables qui forcèrent les deux autres à la laisser en arrière. Celles-ci continuèrent donc leur marche en avant. A la hauteur de Fredericia, l'une se heurta contre les postes avancés des Danois qu'elle rejeta dans cette place ; la seconde, sous les ordres du général Gablenz, se rencontra à Viuf avec la cavalerie ennemie et la força à rétrograder sur Veile. Le 7 mars, cette dernière se trouvait devant Veile en face du gros des forces danoises. Le général de Gerlach commandait à ce moment l'armée danoise, son prédécesseur, de Méza, ayant été destitué à la suite de l'abandon du Dannewerk. Le lendemain matin, Gablenz, dont les forces étaient cependant inférieures à celles de l'ennemi, l'attaquait dans ses positions, et, après une bataille acharnée qui dura toute la journée, le mettait en déroute. Les Danois perdirent en cette occasion 400 hommes dont 200 prisonniers; les alliés seulement 92 tués et blessés (1).

Deux jours après la bataille de Veile, la division retardataire opéra sa jonction avec celle du général Gablentz. A partir de ce moment, les divisions austro-prussiennes avancèrent sans coup férir à travers le

(1) Rustow, t. II, p. 487.

Jutland. Devant elles, les Danois se retiraient, évacuant, au fur et à mesure, les villes qui se trouvaient sur le passage de l'ennemi. Les alliés arrivèrent ainsi à Aarhuus. Là, ils se divisèrent. Trois bataillons restèrent dans le Jutland et occupèrent Aarhuus et Veile, la division Gablentz retourna à Fredericia, et, sur les ordres de Wrangel, investit cette place; enfin, le restant des trois divisions rentra dans le Sundewilt pour seconder l'attaque très prochaine des ouvrages de Düppel.

Les Danois, à ce moment, avaient déjà vu se réduire considérablement leur petite armée. Les pertes causées par les combats et les maladies se montaient à une douzaine de mille hommes; le reste avait donc une forte tâche, et d'autant plus que la marine alliée semblait éviter désormais de se mesurer avec la flotte danoise, s'attachant de préférence à menacer les îles (1).

Depuis que le prince Frédéric-Charles avait, à la fin de février, mis le siège devant Düppel, sa situation devant cette importante position s'était beaucoup améliorée. Il avait fait venir de Prusse de grosses pièces d'artillerie et en avait armé les batteries qu'il avait construites. Le 15 mars, il avait ouvert le feu contre la place, et, dès lors, grâce à la puissance considérable de son artillerie, qui éteignait celle des Danois, il s'était peu à peu rapproché de leurs lignes. Une sortie que les assiégés tentèrent vers le 17 mars ne réussit pas et tous

(1) Colonel Lecomte, p. 353.

les efforts de quelques navires cuirassés, contre les retranchements prussiens, échouèrent également. Désormais, le corps assiégeant avait continué sa marche progressive : le 14 avril, il ne se trouvait plus qu'à environ 400 mètres des ouvrages ennemis.

Il est juste de dire que la position de Düppel, quoique des plus importantes, puisqu'elle était la clef de l'île d'Alsen, n'avait pour défenseurs que 10,000 hommes avec 118 bouches à feu. Le général chargé de la défendre était de Gerlach, le commandant en chef de l'armée danoise.

Le 18, les Prussiens assaillirent sur six colonnes les six redoutes dont se composaient les ouvrages de Düppel. L'impétuosité de leur attaque et l'avantage que leur donnait leur grand nombre furent tels qu'ils réussirent, en dépit de la valeur déployée par les troupes danoises, à conquérir toutes les redoutes et qu'ils en forcèrent les défenseurs à se réfugier en désordre dans l'île d'Alsen. Ce succès coûta aux Prussiens 1,188 hommes ; les Danois perdirent beaucoup plus : leurs pertes s'élevèrent à 4,600 hommes, dont 2,029 tués ou blessés (1).

La prise de Düppel permit au généralissime Wrangel de renvoyer dans le Jutland les troupes qui en étaient revenues. Le général prussien de Falkenstein en reçut le commandement. A la fin d'avril, il réunissait à son corps les troupes alliées qui occupaient Veile, et se

(1) Rustow, t. II, p. 492.

portait ensuite sur Viborg. Le 5 mai, il s'emparait d'Aalborg. Quelques jours auparavant, le corps autrichien placé sous les ordres du général Gablenz était entré dans Fredericia, évacuée sans bruit, le 29 avril, par les Danois.

Tandis que la péninsule était le théâtre des faits que nous venons de raconter, sur mer les hostilités entre les belligérants se poursuivaient sans relâche. Dans la Baltique eurent lieu de fréquents engagements, dont les principaux furent livrés dans les parages de l'île de Rügen. Les Prussiens avaient renforcé les troupes qui y tenaient habituellement garnison, et, en outre, ils y avaient établi de fortes batteries de côtes, sous la protection desquelles pouvaient se placer les canonnières. La mer du Nord vit aussi les flottes ennemies se donner mutuellement la chasse; elle fut également le théâtre de nombreux combats. Entre tous, le plus important fut celui du 9 mai. La croisière danoise de la mer du Nord, comptant trois frégates qui portaient ensemble 102 canons, se trouvait dans les eaux d'Helgoland, quand l'escadre alliée de la même mer l'aperçut. Celle-ci se composait de cinq bâtiments portant 89 canons (1). Immédiatement l'amiral autrichien Tegetthoff, commandant l'escadre alliée, donna le signal du branle-bas. A une heure de l'après-midi, le combat s'engageait. Pendant trois heures, les navires aux prises ne cessèrent de s'envoyer bordées sur bordées; ils se

(1) Colonel Lecomte, p. 367.

firent réciproquement beaucoup de mal. Vers quatre heures, les alliés semblaient certains de la victoire, quand ils durent tout à coup abandonner l'action. La frégate amirale autrichienne avait sa mâture en flammes et ne songeait plus qu'à se préserver d'un sinistre total. Les autres navires alliés couvrirent sa retraite, répondant vigoureusement au tir des Danois. Enfin l'escadre alliée arriva dans les eaux neutres d'Helgoland, où tous les équipages se réunirent pour dominer l'incendie (1).

Cependant l'écrasement du Danemark par les armées austro-prussiennes avait inquiété l'Angleterre, qui convoqua à Londres, vers la fin d'avril, les puissances signataires du traité de Londres. On imposa d'abord une trêve d'un mois aux belligérants. En conséquence, le 12 mai, les hostilités cessèrent de part et d'autre.

On avait jusque-là laissé le duc d'Augustenbourg se mettre en avant, mais vers cette date les intentions de la Prusse commencèrent à se dessiner avec clarté. Le 20 mai, les Prussiens interdisaient dans les duchés certaines manifestations en faveur de la souveraineté du duc d'Augustenbourg, et depuis lors leurs officiers supérieurs et fonctionnaires civils évitèrent non seulement d'en parler, mais ils étouffèrent sévèrement toute expression qui se rapportait aux prétentions du duc.

Pendant ce temps, les représentants des puissances cherchaient ensemble les moyens d'amener la paix. Le

(1) *Revue maritime et coloniale*, n° de juin 1864, p. 380.

plénipotentiaire anglais répudia le premier le traité de Londres qui garantissait l'intégrité de la monarchie danoise, en proposant la cession par le Danemark à la Confédération germanique, non seulement du Holstein et du Lauenbourg, mais encore de la partie méridionale du Schleswig, jusqu'à la Schlei et au Dannewerk. Le représentant français exprima le vœu que les populations fussent consultées, puis il se rallia à la proposition anglaise. Cependant la Prusse et l'Autriche voulaient, en sus de ce qu'on leur offrait, tout le Schleswig (1). Le Danemark refusait de souscrire à son démembrement, de sorte qu'on ne put s'entendre. A l'expiration de l'armistice, on le prolongea jusqu'au 26 juin, dans l'espoir qu'on parviendrait durant ces quelques jours à rabattre les prétentions émises par la Prusse et l'Autriche, mais ces puissances les maintinrent obstinément. Le 26 juin arriva et les hostilités recommencèrent.

Immédiatement, les Autrichiens envahirent de nouveau le Jutland, lancèrent dans toutes les directions des brigades qui s'emparèrent des villes les plus importantes, et qui levèrent des contributions.

En même temps, le prince Frédéric-Charles, établi à Düppel, mit la dernière main à ses préparatifs d'attaque contre l'île d'Alsen. Il avait profité de la suspension d'armes pour donner à ses soldats un repos mérité et nécessaire, et pour faire reconnaître les abords

(1) J. Villebort, p. 73.

d'Alsen. Bien que cette position fût considérée comme à peu près imprenable, le projet conçu par le prince d'en entreprendre la conquête avait néanmoins de grandes chances de réussite. En effet, les troupes auxquelles il commandait ne comptaient pas moins de 20,000 hommes, tandis que l'île était seulement défendue par 9,000 Danois, sous les ordres du général Steinmann. Dans la nuit du 29 juin, les Prussiens commencèrent à débarquer dans l'île. Ils y abordèrent par quatre points différents. Les Danois, du haut de leurs retranchements, cherchèrent, par une canonnade nourrie, à s'opposer à leur débarquement, mais bientôt, devant le nombre toujours croissant de l'ennemi, ils abandonnèrent leurs premières lignes et se retirèrent à l'intérieur. Le corps prussien put donc tout à son aise achever de passer dans l'île; puis, sitôt qu'il se fut formé, il attaqua les diverses positions danoises. Leurs défenseurs se battirent avec bravoure, mais ils avaient affaire à un ennemi trop bien exercé et trop supérieur en nombre, de sorte qu'après avoir résisté énergiquement, ils durent graduellement évacuer toutes leurs positions et se retirer dans la presqu'île de Kekenis. La lutte avait duré la nuit et la matinée. Les Prussiens, fatigués, ne poussèrent pas plus loin ce jour-là leur marche victorieuse. Ils avaient perdu 373 hommes; les Danois 4,000, dont 2,600 prisonniers (1). Ce ne fut que le 1er juillet que les débris du corps danois quittèrent dé-

(1) Rustow, t. II, p. 499.

finitivement l'île d'Alsen, la laissant ainsi entièrement aux mains de ses conquérants.

Comme bien on pense, les opérations maritimes avaient également repris des deux côtés, à l'expiration de l'armistice. Dans la Baltique, il ne se passa aucun fait remarquable, mais la mer du Nord fut témoin de plusieurs combats entre l'escadre autrichienne et une partie de la flotte danoise. Celle-ci, malgré tout le courage dont ses marins étaient animés, ne pouvait lutter avantageusement contre un ennemi disposant de forces beaucoup plus nombreuses; elle subit plusieurs défaites et ne put prêter aucune aide au capitaine Hammer, commandant les îles de la Frise, quand il fut attaqué dans Fôhr, au mois de juillet, par les alliés. Hammer, cerné de toutes parts, dut capituler le 19 juillet, et remettre entre les mains de l'ennemi l'île sur laquelle il se trouvait et les navires danois qui y étaient venus chercher un abri.

A ce moment, le roi de Danemark, Christian IX, qui avait toujours compté sur le secours d'une puissance étrangère, perdit cette espérance. Jusque là, il n'avait cessé d'implorer l'aide d'une armée française, mais Napoléon III la lui avait refusée : il ne voulait pas agir sans l'Angleterre, qui consentait seulement à faire une démonstration maritime. Sur le conseil qu'il reçut du cabinet français, Christian IX, dont les ressources tant en hommes qu'en argent étaient à peu près épuisées, se résigna enfin à traiter avec ses vainqueurs. Le 18 juillet, le général de Gerlach, généralis-

sime des forces danoises, conclut à Christiansfeld, avec le prince Frédéric-Charles, commandant en chef de l'armée alliée, un armistice qui devait commencer le 20 juillet pour finir le 31 à minuit.

Aussitôt, deux plénipotentiaires danois se rendirent à Vienne, où ils se rencontrèrent avec les représentants de l'Autriche et de la Prusse. A l'instigation de cette dernière puissance, la Diète germanique fut exclue des conférences tenues pour discuter les conditions de la paix. Le 1er août, les préliminaires de cette paix étaient signés. Ils étaient d'une dureté extrême pour le Danemark, qui, cependant, n'avait pu faire autrement que de les accepter. Ainsi, le roi de Danemark renonçait à tous ses droits sur les duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg en faveur de la Prusse et de l'Autriche, et s'engageait à reconnaître les dispositions que les gouvernements autrichien et prussien prendraient à l'égard de ces duchés. La cession du Schleswig comprenait toutes les îles appartenant à ce duché. Les autres conditions du traité étaient celles-ci :

Les dettes contractées pour le compte spécial soit du royaume de Danemark, soit d'un des duchés de Schleswig, de Holstein ou de Lauenbourg, resteront respectivement à la charge de chacun de ces duchés. Les dettes contractées pour le compte de la monarchie danoise seront réparties entre le royaume de Danemark d'une part et les duchés cédés d'autre part, d'après la proportion respective de la population des deux parties. L'emprunt contracté en Angleterre par le gouverne-

ment danois en 1863 est exclu de cette convention et reste à la charge du royaume de Danemark. Les frais de guerre encourus par les puissances alliées leur seront remboursés par les duchés (1).

Le traité de Vienne en date du 30 octobre 1864 confirma les préliminaires acceptés au mois d'août précédent, en ce qui concernait la cession des duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg, à la Prusse et à l'Autriche; il régla exactement la part de chacun dans la dette de l'ancienne monarchie danoise, le mode de restitution des prises faites pendant la guerre, etc., enfin il décida les droits ainsi que les obligations du nouveau gouvernement des duchés.

Contraint à la soumission parce qu'il avait été laissé seul devant une force bien supérieure, le Danemark fut l'objet, de la part du monde entier, de louanges très méritées pour son héroïque défense. Toutefois ce concert, quelque flatteur qu'il fût, n'atténua pas sa douleur, et il eut ce résultat imprévu de faire naître chez l'infortuné vaincu des idées de revanche. Les débats du Rigsrad en font foi, comme d'ailleurs la proclamation du roi annonçant l'acceptation du traité : « Nous avons perdu beaucoup, dit-il, mais nous ne renonçons pas à l'espérance, et l'avenir appartient à quiconque a une ferme volonté. Dieu bénisse notre patrie (2) ! »

Le prétexte de cette guerre avait été la résistance du

(1) *Archives diplomatiques*, 1864, p. 382.

(2) Denmark-Germany, *Colburn's U. S. Magazine*, décembre 1864, p. 530.

Danemark à l'Allemagne, le résultat ; dit M. Delord (1), c'était la substitution de la Prusse et de l'Autriche à la Confédération. Ces deux puissances s'enrichissaient des dépouilles du Danemark. La Suède, la Russie, l'Angleterre, avaient laissé consommer cette spoliation ; l'attitude du gouvernement de Napoléon III l'avait rendue possible, en paralysant l'Angleterre et la Suède, et en rendant l'Autriche plus complaisante à la Prusse à laquelle la Russie était liée par la question polonaise.

Pour l'empereur des Français, le différend entre le Danemark et les deux grands États allemands l'avait peu intéressé. Il était alors sous l'empire d'un rêve qui absorbait toutes ses pensées et dont, dans une autre partie de ce livre, nous le verrons chercher à atteindre la réalisation (2). — Enfin, cette guerre prétendue nationale, entreprise par l'Allemagne soi-disant pour sa défense, aboutissait à la suppression de deux nationalités, même de trois.

(1) T. Delord, t. III, p. 557.
(2) V. notre chapitre : *Expédition contre le Mexique*, 1861-1867.

GUERRE DE LA PRUSSE ET DE L'ITALIE

CONTRE L'AUTRICHE

ET LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE [1]

1866

On se souvient qu'au mois de février 1864, les alliés avaient été obligés, par suite des difficultés de tous genres que leur créaient les commissaires saxons et hanovriens, d'envoyer dans le Holstein une brigade chargée d'assurer l'arrivée de leurs convois.

Depuis, des querelles n'avaient cessé d'éclater entre les soldats prussiens et les troupes saxonnes et hanovriennes qui occupaient également le Holstein. A l'époque où l'armistice du 20 juillet se concluait, les choses

(1) Consulté :

J Vilbort : *L'Œuvre de M. de Bismark.* — Colonel Lecomte : *Guerre de la Prusse et de l'Italie contre l'Autriche et la Confédération germanique.* — De Moltke : *Histoire de la Campagne de* 1866. — Capitaine F. Crousse : *Les luttes de l'Autriche en* 1866. — Jules Vial : *Histoire des campagnes modernes.* — Rustow : *L'Art militaire au XIXe siècle.* - Colonel A. Borbstœdt : *Campagne de la Prusse contre l'Autriche et ses alliés en* 1866. — Prince Frédéric-Charles : *La Campagne des Prussiens en* 1866. — J. V. Lemoyne : *La Campagne de Custozza.* — K. Hillebrand : *La Prusse contemporaine.* — Eug Véron : *Histoire de la Prusse depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa.* — Julian Klaczko : *La Crise en Allemagne. Revue des Deux Mondes,* 1er mai 1866.

étaient venues à un tel point d'hostilité entre les deux corps de troupes, que le prince Frédéric-Charles ordonna l'occupation de la ville de Rendsbourg par 6,000 Prussiens. Cette mesure, dont la sévérité lui était dictée par les circonstances, n'était pas de nature à lui ramener l'amitié des États secondaires de l'Allemagne; par là, au contraire, il augmentait la discorde. On verra quelles en furent plus tard les autres conséquences.

Dès que la paix fut conclue, le gouvernement prussien sollicita de la Diète de Francfort le retrait des contingents fédéraux, cause de tant d'ennuis pour elle pendant la dernière guerre. Elle arguait à l'appui de sa demande que la présence de ces troupes dans le Holstein n'avait plus de raison d'être, puisqu'elle et l'Autriche venaient de prendre en main l'administration de ce duché. Le 5 décembre, la Diète se rendait à son désir en rappelant les troupes saxonnes et hanovriennes. C'était là un nouvel échec pour les États secondaires de l'Allemagne dont le dépit fut extrême.

Aussi à partir de ce moment, pour se venger du manque complet d'égards de la Prusse envers eux, s'appliquèrent-ils à aviver la jalousie, la haine séculaire de l'Autriche pour la puissance qui les foulait ainsi à ses pieds. Ils y eurent peu de peine, car les événements ultérieurs les servirent. Cependant la paix régnait encore ostensiblement entre l'Autriche et la Prusse. Mais, en réalité, il existait un profond antagonisme entre les deux grandes puissances allemandes. La prédominance en Allemagne était l'ambition de chacune, et de ce

qu'aucune n'y était encore arrivée, elles restaient rivales. Le traité de Vienne avait chargé conjointement la Prusse et l'Autriche de l'administration des trois duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg. L'exécution de cet arrangement, connu sous le nom de *Condominium*, fit éclater la mésintelligence entre les deux associés.

Bien que la guerre intentée par la Prusse et l'Autriche eût eu pour motif de soustraire les duchés de Schleswig et de Holstein à la domination danoise, ces puissances avaient négligé de s'entendre avant l'ouverture des hostilités sur l'avenir politique réservé aux pays qu'il s'agissait de rendre libres. Ce fut une faute, car il était facile de prévoir que ce manque d'entente préalable serait inévitablement la source d'une querelle entre les deux alliés, dès que la défaite du Danemark aurait mis entre leurs mains le gouvernement des duchés. En effet, leurs commissaires ne purent s'entendre sur aucun point; des tiraillements, des conflits d'autorité se produisirent, qui portèrent naturellement le plus grand préjudice aux intérêts sur lesquels les agents prussiens et autrichiens étaient chargés de veiller.

Bientôt la situation se compliqua encore. Avant la conclusion du traité de paix du 30 octobre 1864, alors que la conférence de Londres recherchait les moyens de régler la question des duchés à la satisfaction générale, la Prusse et l'Autriche s'étaient unies pour proposer l'érection du Schleswig-Holstein en un nouvel État complètement indépendant, affranchi de toute su-

zeraineté et dont le duc d'Augustenbourg serait le chef. Mais, après la signature du traité de paix, tandis que l'Autriche restait fidèle à cette proposition, M. de Bismark n'en voulut plus entendre parler. La conférence de Londres venait de confier à son souverain, par moitié avec l'empereur d'Autriche, l'administration des duchés; aussitôt M. de Bismark dévoila ses projets annexionistes. Il avait entre temps cherché à vendre au duc d'Augustenbourg ses bons offices pour soutenir sa candidature au trône du nouvel État, mais le prix qu'il en voulait était tel (M. de Bismark demandait des cessions territoriales et des servitudes militaires qui eussent complètement mis le Schleswig-Holstein sous la dépendance de la Prusse) que le prétendant refusa de souscrire aux conditions offertes, et les traita de « *honteuses* (1) ».

Alors, M. de Bismark, pour la réussite de son plan, nia les droits du duc d'Augustenbourg sur les duchés. L'Autriche réclama; la majorité des États de la Confédération exprima le vœu que le règlement de cette question de succession fût laissé à la Confédération. M. de Bismark ne se laissa pas intimider, ni détourner de ses vues, et, le 13 décembre 1864, il envoyait à Vienne une note dans laquelle il déclarait que la proposition concernant le duc d'Augustenbourg ne pouvait être adoptée par son gouvernement, et que l'an-

(1) J. Klaczko, *la Crise en Allemagne. Revue des Deux Mondes*, 1er mai 1866, p. 204.

nexion des duchés à la Prusse, tout en devant être extrêmement favorable aux intérêts allemands, ne serait en rien contraire à ceux de l'Autriche (1). Le cabinet de Vienne répondit qu'il ne pouvait consentir à l'annexion des duchés à la Prusse qu'autant qu'un agrandissement équivalent lui serait garanti dans ses possessions allemandes. La Prusse n'avait rien à offrir à son alliée en échange des duchés qu'elle convoitait. Aussi, à la suite de cet échange de notes, les propositions entre les deux puissances cessèrent-elles.

La Prusse n'eût pas manqué de les reprendre la première, quand, au commencement de l'année suivante (1865), les habitants des duchés, à juste titre inquiets sur leur sort, ressuscitèrent la question de succession. Ils demandèrent l'autonomie du pays formant un État fédéral, sous la direction du duc d'Augustenbourg. Un petit groupe d'entre eux combattit cette demande en envoyant à M. de Bismark une adresse sollicitant l'annexion des duchés à la monarchie prussienne; mais cette contre-manifestation n'eut d'autre résultat que d'augmenter, chez les partisans du duc d'Augustenbourg, leur désir de voir leur candidat arriver au pouvoir, et de leur faire déclarer qu'ils ne se soumettraient jamais à une autre domination.

Pendant ce temps, les relations des deux gouvernements alliés prenaient graduellement une tournure plus aigre. Et cela se conçoit, car les projets annexionistes

(1) F. Crousse, *les Luttes de l'Autriche en* 1866, t. I, p. 7.

du cabinet de Berlin s'accentuaient chaque jour davantage. Le 21 février 1865, M. de Bismark proposait à l'Autriche une nouvelle organisation des duchés qui, suivant lui, était encore entièrement dans l'intérêt de ces pays, mais qui, en réalité, était leur incorporation déguisée dans la monarchie prussienne. L'Autriche la rejeta et prétendit maintenir aux duchés une existence indépendante. Sur ces entrefaites, les représentants de quelques-uns des petits États allemands demandèrent à la Diète de Francfort de remettre au duc d'Augustenbourg l'administration du Holstein, et de forcer les gouvernements d'Autriche et de Prusse à communiquer à la Diète les arrangements pris par ces puissances pour les autres duchés. L'Autriche acquiesça à cette motion. La Prusse protesta, mais la Diète passa outre, et le 6 avril l'adopta. De là, grande colère du cabinet prussien, qui, dans ses rapports postérieurs avec le cabinet allié, apporta encore plus de brusquerie et de raideur que par le passé. Sous prétexte que la présence du duc d'Augustenbourg dans le Holstein entravait la libre exécution de ses ordres dans les duchés, il exigea l'expulsion de ce prince. Il transféra ensuite, sans aucun égard pour son alliée, sa marine dans le port de Kiel, et, n'écoutant que son intérêt propre et direct, il interdit de son chef, sans avoir au préalable consulté le cabinet copossesseur, toutes les réunions ou autres manifestations populaires qui lui paraissaient contraires à ses vues, et supprima nombre de journaux.

Autant qu'elle le put, l'Autriche, mue par un désir honorable de maintenir la paix, fit des concessions à son ambitieuse et arrogante partenaire, mais avec sa patience et sa condescendance les exigences hautaines de la Prusse s'accrurent, et il devint bientôt de plus en plus difficile de les satisfaire. La mésintelligence grandit : une crise fut imminente.

Cependant la crainte d'une conflagration générale agit, fort heureusement, sur l'esprit des parties aux prises et leur inspira à chacune la résolution de conjurer l'orage en se faisant réciproquement des concessions. Les deux monarques prussien et autrichien se rencontrèrent d'abord à Salzbourg, et là, Guillaume Ier sut causer sur l'esprit de François-Joseph une impression favorable à ses desseins, en lui représentant « la nécessité de resserrer les liens entre les deux grandes puissances germaniques, afin de déjouer les calculs de l'étranger et de combattre la révolution (1). »

En conséquence, au mois d'août suivant, et d'un commun accord, les gouvernements alliés envoyèrent à Gastein des plénipotentiaires. Ceux-ci devaient convenir des moyens de rétablir la bonne harmonie entre leurs gouvernements respectifs. Le 14, ils signaient une convention en vertu de laquelle l'administration des duchés devait être désormais séparée : le Holstein devait être gouverné et occupé, sauf quelques restrictions, par l'Autriche, et le Schleswig par la Prusse.

(1) J. Klaczko, *loc. cit.*, p. 209.

Par le même traité, l'Autriche cédait ses droits de copropriété sur le Lauenbourg moyennant une indemnité de deux millions et demi de rixdales de Danemark (14,150,000 francs) (1).

Ratifiée le 20 août par les souverains de Prusse et d'Autriche, la convention de Gastein fut mise à exécution le 15 septembre (2). Tandis que la Prusse agissait en souveraine dans le Schleswig et ne dissimulait en aucune façon son intention de s'annexer prochainement ce duché, l'Autriche observait les plus grands ménagements pour la population du Holstein, et ne contrariait en rien ses tendances à l'autonomie. Cette conduite du cabinet viennois ne fut pas suffisante pour pallier le mauvais effet produit sur les petits États de l'Allemagne par son adhésion à la convention de Gastein. On lui reprocha, non sans quelque raison, d'avoir disposé du Lauenbourg. Et quant à la Prusse, ce fut dans les termes les plus indignés que l'opinion publique en Allemagne et surtout en Hanovre, en Saxe et en Hesse-Électorale, l'accusa de disposer des duchés comme d'un butin de guerre, d'imposer à ces pays une administration dans laquelle ils n'avaient aucune part, et d'entretenir des plans patents d'annexion.

Dans diverses parties de l'Allemagne et jusqu'en Prusse, des réunions d'hommes politiques et des assemblées populaires eurent lieu, au sein desquelles on flé-

(1) F. Crousse, *loc. cit.*, t. I, p. 13.

(2) Cette habile négociation, dont M. de Bismark avait tenu tous les fils, lui valut, de la part de son souverain, le titre de comte.

trissait le traité de 1864 et la convention de Gastein. La Prusse chercha à les prévenir; elle les interdit même, mais, le 29 octobre 1865, le *National-verein* (1), dans une assemblée générale de ses membres, encouragea ces dispositions hostiles au gouvernement prussien en blâmant ouvertement sa conduite dans l'affaire des duchés.

Pendant ce temps, par suite des modes différents d'administration sur le Schleswig et le Holstein adoptés par l'Autriche et la Prusse, les rapports entre ces deux gouvernements se tendaient de nouveau. De degré en degré, la querelle finit par s'envenimer au point que, le 26 janvier 1866, le comte de Bismark écrivit au cabinet autrichien que « le gouvernement du roi priait le gouvernement de l'empereur de mettre fin aux déclarations indignes de la presse et des associations holsteinoises contre son allié et copossesseur, et de rendre impossible à l'avenir l'action de *ce qu'on appelle la cour de Kiel* (le duc d'Augustenbourg)... » La note finissait par la menace que toute réponse négative ou évasive rendrait à la Prusse une entière liberté d'action, dont elle userait de la manière la plus conforme à ses intérêts (2).

L'Autriche vit dans cette communication une menace et une indication claire des projets d'alliance de la

(1) Société allemande qui avait pour programme un État fédéral composé de tous les États de l'Allemagne, avec une représentation politique nationale pour tous et un pouvoir exécutif central.

(2) J. Klaczko, *loc. cit.*, p. 213.

Prusse avec son ennemie mortelle l'Italie. Cependant, elle ne voulut pas encore suivre la Prusse sur le terrain où elle s'engageait, et essaya, tout en conservant sa dignité, de faire entendre raison au ministre prussien.

Le 7 février, le cabinet autrichien adressa à Berlin une dépêche, dans laquelle il disait que, d'après la convention de Gastein, le gouvernement impérial n'était soumis à aucun contrôle dans l'administration du Holstein. Cette réponse pleine de justesse souleva la colère du comte de Bismark. Quelques jours après sa réception, il déclara à l'envoyé d'Autriche à Berlin que l'entente entre la Prusse et son gouvernement était rompue, la période des relations amicales terminée.

Devant cette déclaration, le gouvernement autrichien se vit dans l'obligation, malgré son désir de maintenir la paix, de se préparer à la guerre. Et il n'avait que trop de raisons pour prendre une semblable décision, car, outre que les forces militaires de la Prusse étaient à ce point organisées qu'elles pouvaient être mobilisées pour ainsi dire en un instant, ce gouvernement, dans la prévision d'une rupture avec son alliée, venait de s'assurer la neutralité des grandes puissances européennes et négociait en ce moment même un traité d'alliance avec l'Italie.

Mais la Prusse, quoiqu'elle l'y eût provoquée, ne voulut pas que l'Autriche fît des armements et adressa des observations à ce sujet au cabinet de Vienne. Tirant aussitôt parti de ces mesures de prévoyance, le 24 mars, le comte de Bismark envoya une note circulaire à tous

les États de la Confédération germanique, note dans laquelle il posait son gouvernement en martyr de son sentiment national allemand, et invitait les cours secondaires de l'Allemagne à lui faire connaître sans délai de quel côté elles se rangeraient dans le cas d'un conflit entre les deux grandes puissances allemandes. Pour toute réponse, ces gouvernements le référèrent à l'art. 11 de la constitution fédérale, portant que les États confédérés ne pouvaient se faire la guerre sous aucun prétexte, ne devaient pas poursuivre leurs différends par la force des armes, mais étaient tenus de les soumettre à la Diète.

Le 31 mars, le cabinet de Vienne répondit à la note de M. de Bismark; il réfutait les intentions hostiles qu'on lui prêtait et offrait de désarmer si la Prusse consentait à l'imiter. Le 5 avril, le comte de Bismark contestait les allégations pacifiques de l'Autriche, déclinait l'offre de désarmement qui lui était faite, quoiqu'il déclarât que, du côté de son souverain, « rien n'était plus éloigné de ses intentions qu'une guerre offensive contre l'Autriche (1) ».

Le chancelier prussien disait vrai : le roi Guillaume Ier se montrait personnellement hésitant pour se lancer dans une guerre contre l'Autriche. Afin de vaincre ses scrupules, en l'assurant du triomphe, M. de Bismark avait, dès la première heure du différend avec l'Autriche, pensé à avoir un allié. Or, l'Italie, en

(1) F. Crousse, t. I, p. 22.

attaquant l'Autriche au sud, diminuerait de moitié la force de cet État. M. de Bismark songea donc à conclure une alliance avec l'Italie.

A cette époque, l'Italie semblait plus éloignée que jamais de réaliser les deux conditions principales de son existence : la suppression du pouvoir temporel du pape ou le transfert de la capitale de Florence à Rome, et l'indépendance de la Vénétie. Pour cette dernière, l'indépendance de la Vénétie et son annexion à l'Italie, elle ne pouvait s'obtenir que par le rachat ou par l'alliance avec une grande puissance, ce qui lui permettrait de faire la guerre à l'Autriche. En 1864, le général La Marmora avait essayé de négocier l'annexion de la Vénétie; il avait envoyé à Vienne un agent chargé de faire valoir les avantages économiques, financiers et politiques de cette cession; sa tentative échoua. Les hommes d'État autrichiens reconnurent bien ces avantages, mais l'empereur François-Joseph ne considéra la question qu'au point de vue militaire et de l'honneur national, et repoussa les ouvertures du cabinet italien. Justement la guerre du Danemark finissait, l'Italie songea à acquérir par la force ce qu'elle n'avait pu obtenir par la diplomatie : elle jeta les yeux sur l'Allemagne, pour voir si, au milieu du chaos qui suivait, elle ne distinguerait pas des intérêts susceptibles de s'allier avec les siens (1). Ce fut dans ces circonstances que M. de Bismark, toujours admirable-

(1) T. Delord, *Histoire du second empire*, t. IV, p. 352.

ment servi par la fortune et très habile à en profiter, engagea des pourparlers avec le général La Marmora. En conséquence, à partir de l'été de 1864, les cabinets de Berlin et de Turin commencèrent à échanger des idées sur les éventualités qui pourraient permettre aux deux gouvernements d'agir de concert contre l'Autriche (1). Pendant près de deux ans, les deux ministères ne cessèrent de correspondre sans pouvoir s'entendre. L'une des raisons de ce désaccord était que M. de Bismark tenait à ce que, dans le cas d'une alliance, ce fût l'Italie qui engageât la lutte. L'Italie se refusait énergiquement à ce rôle et ne voulait déclarer la guerre à l'Autriche qu'après la Prusse. Enfin, le 20 avril 1866, un accord secret entre l'Italie et la Prusse fut signé en forme de traité d'alliance offensive et défensive contre l'Autriche et la Confédération germanique. Il contenait ces stipulations : « 1° Dès que le roi de Prusse sera en mesure de prendre les armes pour faire prévaloir ses propositions de réforme fédérale en Allemagne, le roi d'Italie déclarera la guerre à l'Autriche; 2° la guerre, à partir de ce moment, sera faite par les deux souverains avec toutes leurs forces, et ni l'un ni l'autre ne conclura la paix ni un armistice sans un consentement réciproque; 3° cet engagement subsistera lors même que l'Autriche aurait consenti à l'annexion de la Vénétie à l'Italie, et de certains territoires à la Prusse; 4° le traité ne sera valable que pen-

(1) T. Delord, t. IV, p. 353.

dant trois mois, à partir du jour de la signature. » Les plénipotentiaires italiens avaient vainement insisté pour obtenir que le Trentin suivît le sort de la Vénétie ; M. de Bismark s'y était formellement opposé(1) : il ne voulait pas lui donner des armes contre lui. Quant à avoir associé la Confédération germanique à l'Autriche, dans le traité d'alliance qu'il venait de conclure avec l'Italie, il ne faut pas s'en étonner. On verra, par la suite de notre récit, que le chancelier prussien avait sagement préjugé l'avenir.

Pendant trois semaines, les deux puissances pressèrent chacune en secret leurs armements. Ce temps écoulé, comme il semblait que le bruit des batailles allait à la fin retentir, l'Autriche tenta un dernier effort d'accommodement. Le 26 mai, elle proposa à la Prusse de soumettre à la Diète la question des duchés et d'en laisser la souveraineté au duc d'Augustenbourg. La Prusse repoussa cette proposition, parce que, disait-elle, la Confédération n'était pas compétente dans une affaire qu'elle considérait non pas fédérale, mais internationale. Toutefois, en même temps, elle fit remarquer que la question serait promptement résolue par une réforme générale de la Confédération, telle qu'elle l'avait déjà proposée antérieurement à la Diète en lui demandant de convoquer un parlement allemand. L'Autriche déclina à son tour la proposition.

Les préparatifs militaires reprirent donc, tant en

(1) T. Delord, t. IV, p. 356.

Prusse qu'en Autriche et en Italie. Dans ce dernier pays le peuple éprouvait une grande satisfaction de ce que toutes ces tentatives conciliatrices échouaient, car il désirait ardemment entrer en lutte contre l'Autriche. Il y était poussé non pas tant par sa vieille haine pour l'Autrichien que par l'ambition de conquérir la Vénétie.

L'Europe cependant se montrait assez mécontente des préparatifs militaires de l'Italie. Ce sentiment était exprimé dans des articles de journaux, où l'on blâmait le jeune royaume de se lancer ainsi dans les aventures et de courir de nouveau les chances scabreuses de la guerre. Mais le cabinet de Florence ne tenait aucun compte de ces remontrances; ce qui seul lui importait, c'était de savoir quelle attitude prendrait le gouvernement français en présence d'une guerre faite en commun par la Prusse et par l'Italie contre l'Autriche. L'Italie et la Prusse étaient également intéressées à la réponse. Le comte Arese, chargé déjà de plusieurs missions de confiance auprès de Napoléon III, fut envoyé à Paris vers la fin de mars pour tâcher de découvrir le fond de la pensée impériale. Il revint à Turin avec la certitude que Napoléon III laisserait faire l'Italie et la Prusse sans prendre parti pour l'Autriche, en réservant sa liberté d'action. Les alliés ne lui en demandaient pas davantage (1).

Peut-être encore plus que son collègue d'Italie, M. de

(1) T. Delord, t. IV, p. 357.

Bismark s'était préoccupé de l'attitude que prendrait le gouvernement français devant une action combinée des deux royaumes contre l'Autriche. « La neutralité de Napoléon III avant tout (1), se disait le chancelier prussien; on en discuterait plus tard le prix selon les circonstances. » Il est fort à présumer qu'à ce moment-là, M. de Bismark eût consenti à la payer du prix du Rhin jusqu'à Mayence, dans le cas où la Belgique n'aurait pas pu remplacer ces provinces.

Cependant, à la fin de mai, le gouvernement français, sollicité par celui de la Grande-Bretagne et de la Russie de s'unir à eux pour intervenir dans le différend prusso-autrichien, n'osa pas refuser. En conséquence, le 28, ces trois puissances invitèrent la Prusse, l'Autriche, l'Italie et la Confédération germanique à ouvrir une conférence dont la mission serait de régler pacifiquement les trois questions du Schleswig-Holstein, de la Vénétie convoitée par l'Italie et de la réforme fédérale réclamée par la Prusse. La Prusse envoya immédiatement son assentiment ; l'Italie suivit cet exemple ; l'Autriche retarda sa décision et profita du temps qu'elle gagnait ainsi pour soumettre solennellement, le 1er juin, à la Diète de Francfort la question des duchés. Trois jours après, elle répondait par un refus à la proposition des puissances ; suivant elle, « il ne pouvait y avoir de question vénitienne ». En même temps, elle donna ordre au gouverneur du Holstein de convoquer sans délai les

(1) T. Delord, t IV, p. 61.

États de ce duché « pour recevoir les vœux du pays sur son sort à venir (1) ».

Bien que la convention de Gastein eût séparé l'administration du Schleswig et du Holstein, elle avait réservé les droits de souveraineté des deux copossesseurs. Le roi de Prusse considéra le dernier acte de son allié comme une violation du traité du 14 août 1865, le déclara, par ce fait, annulé et que, par conséquent, il rentrait dans tous ses droits antérieurs sur les duchés. Il ordonna aux troupes stationnées dans le Schleswig d'entrer dans le Holstein. Le gouverneur autrichien de ce duché ne disposait que d'un petit nombre de soldats incapables de s'opposer par la force à la marche des Prussiens; il évacua donc avec eux le Holstein, le 11 juin.

Mais aussitôt l'Autriche accuse devant la Diète la Prusse d'avoir violé le traité de Gastein et lui demande de mobiliser contre elle l'armée fédérale. Le 14 juin, la Diète se rend à la proposition autrichienne. La Prusse répond qu'elle se retire de la Confédération, et invite les États du nord de l'Allemagne à former avec elle une nouvelle confédération placée sous son hégémonie. Les plus importants de ces États, le Hanovre, la Saxe et la Hesse-Électorale refusent; aussitôt la Prusse fait envahir leurs territoires par trois divisions. Devant ceux qu'elles appellent déjà l'ennemi, les troupes hessoises et saxonnes battent en retraite : les Hessois pour se réu-

(1) Colonel A. Borbstaedt, *Campagne de la Prusse contre l'Autriche et ses alliés en* 1866, p. 19.

dant trois mois, à partir du jour de la signature. » Les plénipotentiaires italiens avaient vainement insisté pour obtenir que le Trentin suivît le sort de la Vénétie ; M. de Bismark s'y était formellement opposé(1) : il ne voulait pas lui donner des armes contre lui. Quant à avoir associé la Confédération germanique à l'Autriche, dans le traité d'alliance qu'il venait de conclure avec l'Italie, il ne faut pas s'en étonner. On verra, par la suite de notre récit, que le chancelier prussien avait sagement préjugé l'avenir.

Pendant trois semaines, les deux puissances pressèrent chacune en secret leurs armements. Ce temps écoulé, comme il semblait que le bruit des batailles allait à la fin retentir, l'Autriche tenta un dernier effort d'accommodement. Le 26 mai, elle proposa à la Prusse de soumettre à la Diète la question des duchés et d'en laisser la souveraineté au duc d'Augustenbourg. La Prusse repoussa cette proposition, parce que, disait-elle, la Confédération n'était pas compétente dans une affaire qu'elle considérait non pas fédérale, mais internationale. Toutefois, en même temps, elle fit remarquer que la question serait promptement résolue par une réforme générale de la Confédération, telle qu'elle l'avait déjà proposée antérieurement à la Diète en lui demandant de convoquer un parlement allemand. L'Autriche déclina à son tour la proposition.

Les préparatifs militaires reprirent donc, tant en

(1) T. Delord, t. IV, p. 356.

Prusse qu'en Autriche et en Italie. Dans ce dernier pays le peuple éprouvait une grande satisfaction de ce que toutes ces tentatives conciliatrices échouaient, car il désirait ardemment entrer en lutte contre l'Autriche. Il y était poussé non pas tant par sa vieille haine pour l'Autrichien que par l'ambition de conquérir la Vénétie.

L'Europe cependant se montrait assez mécontente des préparatifs militaires de l'Italie. Ce sentiment était exprimé dans des articles de journaux, où l'on blâmait le jeune royaume de se lancer ainsi dans les aventures et de courir de nouveau les chances scabreuses de la guerre. Mais le cabinet de Florence ne tenait aucun compte de ces remontrances; ce qui seul lui importait, c'était de savoir quelle attitude prendrait le gouvernement français en présence d'une guerre faite en commun par la Prusse et par l'Italie contre l'Autriche. L'Italie et la Prusse étaient également intéressées à la réponse. Le comte Arese, chargé déjà de plusieurs missions de confiance auprès de Napoléon III, fut envoyé à Paris vers la fin de mars pour tâcher de découvrir le fond de la pensée impériale. Il revint à Turin avec la certitude que Napoléon III laisserait faire l'Italie et la Prusse sans prendre parti pour l'Autriche, en réservant sa liberté d'action. Les alliés lui en demandaient pas davantage (1).

Peut-être encore plus que son maître d'Italie, M. de

triche

(1) T. Delord, t. IV, p. 357.

feldzeugmeister Benedek, qui avait servi dans la guerre d'Italie de 1859, et en qui les soldats et le peuple avaient une confiance absolue, reçut de l'empereur le commandement en chef de l'armée du Nord. L'archiduc Albert, oncle de l'empereur, fut chargé de commander celle qui était cantonnée en Vénétie.

Quant à l'armée italienne, grâce à la prévoyance de Victor-Emmanuel, elle n'était guère inférieure en nombre à celles des deux autres puissances. Dès le mois d'avril, c'est-à-dire sitôt qu'il eut conclu avec la Prusse un traité d'alliance, le roi Victor-Emmanuel avait commencé ses armements ainsi que la mobilisation de son armée. Le 5 mai 1866, il avait concentré sur la ligne de l'Adda et du Pô 70,000 hommes; peu à peu, par le rappel de certaines classes, ce nombre s'accrut; le 20 mai, il était de 120,000 hommes; à la fin du mois, on en comptait 160,000, non compris les officiers (1). Au 16 juin, ce nombre s'était encore augmenté; à cette date, l'armée italienne atteignait le chiffre de 230,000 hommes, répartis en trois corps (2). Comme d'habitude, Victor-Emmanuel se réserva la direction des opérations, et prit pour chef d'état-major le président du ministère, le général d'armée La Marmora, ancien commandant du corps expéditionnaire de Crimée.

Le ministre de la guerre prussien était à ce point

(1) J. Lemoyne, *la Campagne de Custozza*, p. 46-47.
(2) Rustow, *l'Art militaire au XIXe siècle*, t. II, p. 527.

certain de la réussite du coup de main que, de concert avec M. de Bismark, il avait ordonné de faire sur les États de l'Allemagne du Nord, qu'il n'attendit pas d'en apprendre la nouvelle pour faire ouvrir au sud la campagne contre l'Autriche. Dès le 26 juin, trois corps d'armée prussiens massés, l'un en Saxe, le second en Lusace, et le troisième en Silésie, avaient simultanément fait irruption dans la Bohême, dessinant ouvertement une marche concentrique dont le but paraissait être Prague. Quelques avant-postes et détachements autrichiens cherchèrent à leur barrer la route : des combats partiels eurent alors lieu, à Hühnerwasser et Podol, le 26 juin; à Trautenau, Nachod, Czerwenahora, Oswiecim, le 27; à Munchengraëtz, Podkost, Soor et Skalitz, le 28; à Gitschin, Kœniginhof et Schweinschœdel, le 29 (1). Mais les Autrichiens n'étaient pas en nombre : partout les Prussiens furent vainqueurs et ils purent continuer leur marche en avant. Au 30 juin, ils se trouvaient en possession de toute la partie nord-est de la Bohême, y compris Gitschin.

On s'étonna fort, à cette époque, de l'inaction dans laquelle était restée l'armée autrichienne du Nord concentrée dans la Bohême. On se demanda pourquoi elle ne s'était pas portée à la rencontre de l'ennemi et ne lui avait pas disputé l'entrée du pays. L'opinion la plus générale fut que le maréchal Benedek avait un plan secret dont il attendait merveille. Sans entrer dans de

(1) De Moltke, *loc. cit.*, p. 89 à 192.

dant trois mois, à partir du jour de la signature. » Les plénipotentiaires italiens avaient vainement insisté pour obtenir que le Trentin suivît le sort de la Vénétie ; M. de Bismark s'y était formellement opposé (1) : il ne voulait pas lui donner des armes contre lui. Quant à avoir associé la Confédération germanique à l'Autriche, dans le traité d'alliance qu'il venait de conclure avec l'Italie, il ne faut pas s'en étonner. On verra, par la suite de notre récit, que le chancelier prussien avait sagement préjugé l'avenir.

Pendant trois semaines, les deux puissances pressèrent chacune en secret leurs armements. Ce temps écoulé, comme il semblait que le bruit des batailles allait à la fin retentir, l'Autriche tenta un dernier effort d'accommodement. Le 26 mai, elle proposa à la Prusse de soumettre à la Diète la question des duchés et d'en laisser la souveraineté au duc d'Augustenbourg. La Prusse repoussa cette proposition, parce que, disait-elle, la Confédération n'était pas compétente dans une affaire qu'elle considérait non pas fédérale, mais internationale. Toutefois, en même temps, elle fit remarquer que la question serait promptement résolue par une réforme générale de la Confédération, telle qu'elle l'avait déjà proposée antérieurement à la Diète en lui demandant de convoquer un parlement allemand. L'Autriche déclina à son tour la proposition.

Les préparatifs militaires reprirent donc, tant en

(1) T. Delord, t. IV, p. 356.

Prusse qu'en Autriche et en Italie. Dans ce dernier pays le peuple éprouvait une grande satisfaction de ce que toutes ces tentatives conciliatrices échouaient, car il désirait ardemment entrer en lutte contre l'Autriche. Il y était poussé non pas tant par sa vieille haine pour l'Autrichien que par l'ambition de conquérir la Vénétie.

L'Europe cependant se montrait assez mécontente des préparatifs militaires de l'Italie. Ce sentiment était exprimé dans des articles de journaux, où l'on blâmait le jeune royaume de se lancer ainsi dans les aventures et de courir de nouveau les chances scabreuses de la guerre. Mais le cabinet de Florence ne tenait aucun compte de ces remontrances; ce qui seul lui importait, c'était de savoir quelle attitude prendrait le gouvernement français en présence d'une guerre faite en commun par la Prusse et par l'Italie contre l'Autriche. L'Italie et la Prusse étaient également intéressées à la réponse. Le comte Arese, chargé déjà de plusieurs missions de confiance auprès de Napoléon III, fut envoyé à Paris vers la fin de mars pour tâcher de découvrir le fond de la pensée impériale. Il revint à Turin avec la certitude que Napoléon III laisserait faire l'Italie et la Prusse sans prendre parti pour l'Autriche, en réservant sa liberté d'action. Les alliés ne lui en demandaient pas davantage (1).

Peut-être encore plus que son collègue d'Italie, M. de

(1) T. Delord, t. IV, p. 357.

donner beau jeu au tir rapide des fusils à aiguille qui fit de grands vides dans leurs rangs. Pendant plusieurs heures, le prince Frédéric-Charles supporta seul tout le poids de la bataille, car les deux autres corps, retardés dans leur marche, ne purent prendre part à l'action que tard dans la journée. Toutefois, sitôt qu'ils furent arrivés, leur coopération fut décisive. A trois heures de l'après-midi, les Prussiens avaient remporté une brillante victoire, et les Autrichiens étaient en fuite sur Kœniggrætz et Pardubitz.

Si l'on juge de l'importance d'une rencontre uniquement par les pertes éprouvées de part et d'autre, la bataille de Kœniggrætz est indubitablement la plus remarquable qu'on puisse citer. Les Prussiens eurent 2,000 tués, 300 disparus et 7,000 blessés. Les Autrichiens avaient fait des pertes beaucoup plus considérables; le chiffre de leurs morts s'élevait à 5,500, celui de leurs blessés à 16,000, et, en outre, ils laissaient entre les mains des Prussiens environ 20,000 prisonniers (1).

D'après le prince Frédéric-Charles, les pertes de l'armée autrichienne auraient été plus considérables encore si le général Hartmann, commandant la grosse cavalerie de l'armée du prince royal, ne l'avait gardée trop éloignée du champ de bataille pour pouvoir être employée à compléter la déconfiture du vaincu (2).

(1) Vial, *loc. cit.*, t. II, p. 105.

(2) Le prince Frédéric-Charles, *la Campagne des Prussiens en* 1866, p. 31.

D'autre part, le prince Frédéric-Charles rend hommage aux talents militaires de son adversaire, le maréchal Benedek. « On ne peut, en bonne justice, dit-il (1), lui reprocher de sérieuses erreurs pendant la journée de Sadowa. Il avait calculé sagement en supposant qu'il lui serait possible, avec cinq corps, de repousser le prince Frédéric-Charles, qui n'en avait que trois à sa disposition. Seule, l'arrivée inattendue du prince royal de Prusse sur le champ de bataille avec deux corps de troupes fraîches déjoua les plans du maréchal et fut cause de sa défaite. »

Le lendemain de la bataille de Sadowa, Benedek rallia son armée qui était dans le plus grand désordre. Il en forma ensuite deux corps, prit avec l'un la route d'Olmütz, et dirigea l'autre sur Vienne par la voie la plus directe.

Immédiatement, Guillaume Ier divisa également son armée en deux masses ; la première, sous ses ordres, marcha sur Vienne, tandis que la seconde s'avança vers Olmütz. Le 13 juillet, le roi était à Brünn.

Mais, si les Prussiens étaient ainsi partout victorieux, leurs alliés d'Italie n'avaient pas le même bonheur. Outre l'armée principale qu'il avait échelonnée sur la frontière méridionale de la Vénétie, Victor-Emmanuel avait encore présidé à la formation d'un autre corps d'armée dont le général Cialdini dut guider les opérations. Il avait aussi autorisé le général Garibaldi à

(1) Id., p. 32.

enrôler des volontaires, et l'avait chargé de porter la guerre dans le Tyrol. Le 23 juin, la plus grande partie de l'armée italienne traversa le Mincio et fit mine de vouloir prendre position sur les hauteurs de Custozza, entre Peschiera et Vérone. Aussitôt, l'archiduc Albert, commandant en chef l'armée autrichienne de Vénétie, se porta à sa rencontre. Le 24 juin, les deux armées étaient en présence. Les Italiens comptaient 48,000 hommes avec 105 bouches à feu ; les Autrichiens, 70,000 avec 156 pièces d'artillerie (1). Cette fois, ces derniers n'avaient plus affaire au terrible fusil à aiguille, aussi purent-ils déployer tout leur héroïsme en employant leur manière préférée de combattre, à la baïonnette. Bien supérieurs en nombre, ils luttèrent avec confiance dans le résultat de la bataille et leur attente ne fut pas déçue. Un instant pourtant, ils crurent qu'ils étaient perdus, mais leur commandant en chef avait su ménager leurs forces : au dernier moment, il fit donner les réserves et décida ainsi de la victoire. Les pertes étaient grandes des deux côtés. Les Italiens avaient 3,700 hommes hors de combat et autant faits prisonniers ; les Autrichiens perdaient près de 9,000 hommes, dont 2,600 prisonniers (2).

La perte de la bataille de Custozza avait fait manquer l'offensive des Italiens ; ceux-ci durent y renoncer et se replier derrière le Mincio. Aussi épuisés que leurs

(1) J. V. Lemoyne, *loc. cit.*, p. 395.
(2) Id., p. 394-95, et A. Borbstædt, p. 158.

adversaires, les Autrichiens n'essayèrent pas de les poursuivre.

Tandis que des deux côtés, italien et autrichien, on ne s'occupait que de se reformer pour rentrer au plus tôt en campagne, la bataille de Sadowa avait lieu.

Dans la nuit qui suivit cette bataille, l'empereur François-Joseph d'Autriche, comptant par là désarmer l'Italie et aussi obtenir l'intervention armée de la France, se décida à remettre la Vénétie à l'empereur Napoléon. Son double espoir fut déçu. L'Italie refusa de désarmer, et l'empereur des Français consentit seulement à prendre le rôle de médiateur pacifique entre les trois puissances belligérantes.

En vertu de la cession qu'il venait ainsi de faire à Napoléon, l'empereur François-Joseph fit évacuer la Vénétie par ses troupes, à l'exception toutefois des places fortes. Aussitôt, les Italiens reprirent les hostilités. Durant les onze jours qui s'étaient écoulés depuis la bataille de Custozza, l'armée italienne était restée inactive, campée sur les bords du Mincio. La retraite des troupes autrichiennes qui occupaient la Vénétie détermina alors Victor-Emmanuel à reprendre l'offensive. Le 5 juillet, une division investissait Borgoforte ; le 8, Cialdini traversait le Pô à Sermide, à la tête d'une armée de 150,000 hommes, et marchait sur Venise. Sur sa route, il ne rencontra aucun ennemi ; de fait, il ne restait plus dans le pays que les garnisons occupant les places fortes, et Cialdini crut sage de ne pas employer son temps à les attaquer. En même temps

que l'armée principale italienne envahissait ainsi la Vénétie, Garibaldi reprenait la tâche qui lui avait été primitivement confiée, en se portant de nouveau avec ses volontaires dans le Tyrol méridional. Là, il eut plusieurs fois occasion de combattre les troupes autrichiennes. Après quelques victoires de peu d'importance, il subit, le 21 juillet, devant Bececca un grave échec qui le força de s'arrêter.

Jusqu'à ce moment la flotte italienne, bien qu'elle le désirât vivement, n'avait pu se mesurer avec celle de l'Autriche. Son commandant, Persano, avait à deux reprises offert la bataille à l'amiral Tegetthoff, mais ce dernier n'avait pas jugé opportun d'accepter. Le 16 juillet, Persano adopta un projet qui obligea enfin son adversaire à sortir de son immobilité. Il partit d'Ancône avec vingt-huit bâtiments et se porta sur l'île de Lissa, où les Autrichiens avaient une station. Le 18 et le 19, la flotte italienne chercha à forcer l'entrée des ports principaux de Lissa, et en même temps fit des tentatives de débarquement sur d'autres points. Toutes ces opérations échouèrent. L'amiral Persano, fort dépité, allait renoncer à son projet, quand il apprit que la flotte autrichienne, forte de 24 bâtiments, parmi lesquels 21 vapeurs dont 7 cuirassés (1), s'avançait à toute vitesse pour délivrer Lissa. Persano se porta à sa rencontre. Le 20 juillet, s'engageait, entre les deux escadres, le premier grand combat de vaisseaux cui-

(1) Rustow, t. II, p. 532.

rassés. La lutte est extrêmement violente, elle ne dure pas moins de quatre heures. Des deux côtés on fait des prodiges de valeur, mais les vaisseaux autrichiens, quoique moins nombreux, prouvent qu'ils sont mieux et plus solidement construits que les vaisseaux italiens; ils manœuvrent aussi avec plus de précision et d'habileté, de sorte que la flotte de Persano subit des pertes considérables. Son plus grand cuirassé est coulé à fond par un bélier autrichien, et une canonnière prend feu et saute. Après cette lutte victorieuse, qui débloque Lissa, les Autrichiens retournent à Fasana pour y réparer leurs avaries, et les Italiens se retirent à Ancône (1).

La défaite de l'armée nationale à Custozza avait déjà produit, en Italie, une impression des plus tristes, celle de la flotte à Lissa, en augmentant cette tristesse, provoqua la colère générale. L'opinion publique en attribua toute la faute à l'amiral Persano, que le gouvernement italien fut contraint de mettre en accusation (2).

Mécontent, comme de raison, du désastre de Sadowa, l'empereur d'Autriche avait, peu de jours après, enlevé

(1) Borbstædt, p. 220.

(2) En sa qualité de sénateur, le comte de Persano fut traduit devant le Sénat, constitué en haute cour de justice. L'affaire, commencée le 11 octobre, traîna en longueur ; après une laborieuse instruction et l'audition de nombreux témoins, le Sénat, le 15 avril 1867, repoussa l'accusation de lâcheté, ainsi que celle de trahison, mais il déclara l'amiral coupable d'impéritie, de négligence et d'insubordination, et le condamna à la perte de son grade et aux frais du procès.

au feldzeugmeister Benedek la direction de l'armée du Nord, pour concentrer la direction générale des opérations militaires entre les mains de son oncle, l'archiduc Albert, le vainqueur de Custozza. Immédiatement, celui-ci s'efforça de reconstituer une nouvelle armée devant Vienne, menacée sérieusement par l'ennemi. Dans ce but il appela à lui les troupes qui venaient d'évacuer la Vénétie, et en même temps donna à Benedek l'ordre de le rejoindre. Vers le milieu de juillet celui-ci quitte Olmütz avec toutes ses forces, mais en route il est attaqué par les Prussiens, qui le battent et coupent son armée. Tandis qu'il réussit à gagner Vienne avec une moitié seulement de ses soldats, l'autre moitié, devant les forces supérieures de l'ennemi, doit rétrograder vers l'est, et chercher un refuge dans Presbourg. Le 18 juillet, les Prussiens sont en vue de Vienne; leur gauche menace Presbourg. Ils sont au nombre de 240,000.

Le 21, l'armée autrichienne établie sur la rive gauche du Danube, fit quelques mouvements qui donnèrent à penser au quartier général prussien qu'elle se disposait à abandonner Vienne sans livrer bataille, et à se transporter en Hongrie, ce qui pouvait donner à la guerre une durée indéfinie. Aussitôt le prince Frédéric-Charles résolut de s'emparer de Presbourg, située sur la ligne de retraite de l'ennemi. Il envoya dans cette direction tout un corps d'armée qui, le 22, au matin, assaillait les troupes autrichiennes chargées d'occuper Presbourg et d'en défendre les approches. Celles-ci

étaient établies dans de solides positions à Blumenau, au débouché des Karpathes, et possédaient une puissante artillerie. Le combat fut, jusque vers midi, un véritable duel d'artillerie. Mais le gros du corps prussien prenait seul part à l'action, et tandis qu'il en supportait tout le poids, une de ses divisions tournait la position ennemie, et quelques minutes avant midi apparaissait sur les derrières des Autrichiens. Un désastre était inévitable, quand, tout à coup, à midi, des retranchements autrichiens sortirent des parlementaires qui apprirent au général prussien qu'une trêve de cinq jours, commençant en cet instant précis, avait été convenue deux jours auparavant entre le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche. En conséquence, toutes les hostilités furent sur-le-champ suspendues, et le combat resta inachevé (1). Nous verrons un peu plus loin comment avait été amenée cette suspension d'armes; pour le moment, nous continuerons à relater les événements occasionnés par la guerre.

Tandis que l'armée principale de la Prusse remportait ces succès éclatants, sur le Mein le général de Falkenstein obtenait d'autres succès également très importants.

Après qu'il eut contraint, comme on l'a vu, le roi de Hanovre à s'avouer vaincu et à signer une capitulation qui le dépossédait de son trône, de Falkenstein s'était retourné vers l'armée bavaroise, et en même temps

(1) A. Borbstaedt, p. 193-95.

vers le corps fédéral. Le 4 juillet, il battit une première fois, à Dermbach, les Bavarois qui se préparaient à porter secours aux Hanovriens dont ils ignoraient la défaite, et le 10 les mit en complète déroute à Kissingen. Trois jours après, de Falkenstein rencontrait à Laufach le corps fédéral. Ce corps était alors complet. Il était formé des contingents du Wurtemberg, du grand-duché de Bade, de la Hesse-Darmstadt, du duché de Nassau et de la Hesse-Électorale et d'une division autrichienne ; il avait un effectif de 62,000 hommes. Malgré le désavantage que présentait pour lui cette disproportion de forces, de Falkenstein n'hésita pas à attaquer l'ennemi, le battit et l'obligea à se retirer au sud du Mein, tandis qu'il occupait Francfort. Le 19, il cédait son commandement au général de Manteuffel, pour aller prendre le gouvernement de la Bohême conquise par l'armée principale.

A ce moment, le moral des troupes bavaroises et fédérales commençait à se ressentir des victoires des Prussiens. Le général de Manteuffel lui porta le dernier coup en continuant la série des succès ouverte par son prédécesseur. Il gagna victoire sur victoire, et chassa devant lui l'ennemi qui, au 26 juillet, se trouvait relégué une partie aux environs de Würzbourg, et le reste derrière le Mein.

Nous avons dit qu'après que l'empereur François-Joseph eut abandonné à la France la Vénétie, Napoléon III s'était posé en médiateur entre les belligérants. Sous ses auspices, des négociations relatives à la con-

clusion de la paix s'ouvrirent vers le milieu de juillet en Autriche. Le 11, deux délégués français, MM. Benedetti et de Grammont, arrivèrent à Brünn, quartier général du roi de Prusse, et lui soumirent les préliminaires de paix recommandés par leur souverain. Quoique ces préliminaires continssent à peu près tous les *desiderata* de la Prusse au début de la guerre, M. de Bismark fit traîner les négociations en longueur. Il permit de la sorte au général de Moltke d'accentuer davantage ses succès en s'enfonçant de plus en plus à l'intérieur de l'Autriche, et d'arriver enfin devant Vienne.

De son côté, M. de Bismark mit le temps à profit pour sonder l'empereur des Français sur la manière dont il envisagerait un agrandissement de la Prusse au nord, agrandissement dont il n'avait pas encore été question jusque-là. Le ministre prussien craignait que Napoléon III ne demandât une compensation sur le Rhin. L'empereur des Français, consulté par un envoyé prussien, n'éleva aucune objection (1).

Au reçu de cette nouvelle, M. de Bismark se rallia à la proposition d'une conférence des représentants de la Prusse et de l'Autriche. Le 22 juillet, les plénipotentiaires prussiens et autrichiens se réunissaient à Nikolsbourg, convenaient d'abord d'une trêve commençant le jour même, et signaient, le 27, les préliminaires de paix et un armistice. — L'Italie avait été exclue

(1) T. Delord, t. IV, p. 465.

des négociations. Ce fait était contraire au traité d'alliance du 8 avril, mais la Prusse n'avait plus besoin de l'armée italienne, et par conséquent ne se croyait pas tenue de garder désormais aucun ménagement avec son alliée.

Les préliminaires de paix, signés le 27 juillet, portaient en principal : engagement de la Prusse de laisser intactes les possessions territoriales de la monarchie autrichienne, à l'exception du royaume lombard-vénitien ; consentement de l'Autriche à la dissolution de la Confédération germanique, ainsi qu'à une nouvelle organisation de l'Allemagne, organisation à laquelle elle ne participerait pas ; cession au roi de Prusse des duchés de l'Elbe, sauf les districts nord du Schleswig qui, selon le vœu des habitants, pourront être réunis au Danemark ; paiement par l'Autriche à la Prusse de 20 millions de thalers (74 millions de francs) pour frais de la guerre ; engagement de la Prusse d'obtenir l'adhésion du roi d'Italie aux préliminaires de paix et à l'armistice, dès que la Vénétie aura été mise à la disposition de l'Italie par l'empereur des Français ; etc.....(1).

Aussitôt après la conclusion de l'acte de Nikolsbourg les armées en présence sur le Danube prirent des cantonnements plus commodes et se mirent presque sur le pied de paix. Elles en avaient grand besoin, car, non seulement elles commençaient à souffrir sérieusement

(1) V. Eug. Véron, *Histoire de la Prusse*, p. 426-27.

des fatigues excessives de la campagne, mais le choléra avait fait son apparition au milieu d'elles et les ravageait terriblement. Les pertes que chacune d'elles avait subies pendant la campagne étaient énormes. Les Autrichiens avaient perdu de 20 à 25,000 hommes ; les Prussiens, environ 11,000 ; les petits États de la Confédération, 3 à 4,000 ; enfin, les Italiens, 6,000 ; ce qui donne un total de 40 à 45,000 tués ou morts (1).

D'après le rapport officiel publié par le ministre de la guerre d'Autriche, les pertes de l'armée autrichienne pendant la campagne tout entière montent à 71,267 hommes au-dessous du grade de sergent, dont 9,671 furent tués, 24,096 blessés et 37,500 prisonniers ou manquants.

Le 5 août, le roi de Prusse retourna à Berlin, laissant à Prague ses plénipotentiaires traiter de la paix définitive avec ceux de l'Autriche. Les conférences tenues en cette ville aboutirent le 23 août. Le traité de Prague n'était qu'une paraphrase des préliminaires de Nikolsbourg, avec quelque précision de plus. Toutefois, l'art. 2 comportait un fait important : c'était la reconnaissance du royaume d'Italie par l'Autriche, par le fait de l'enregistrement de la déclaration du gouvernement français en date du 29 juillet qu'il rétrocéderait la Vénétie au royaume d'Italie, ce à quoi l'Autriche donnait son assentiment, en déclarant en

(1) Leroy-Beaulieu, *les Guerres contemporaines. Recherches statistiques sur les pertes d'hommes et de capitaux*, p. 78-79.

outre que la Vénétie ne serait pas chargée d'autre dette que celle lui restant aux termes du traité de Zurich (1).

Parallèlement aux négociations de Prague, d'autres dans le même but furent menées à Berlin entre le gouvernement prussien et chacun des gouvernements des États de l'Allemagne du Sud. Les préliminaires de Nikolsbourg servirent encore de base aux négociations. Le 13 août, la Prusse signait un traité de paix avec le Wurtemberg; le 17, avec Bade; le 22, avec la Bavière, et le 3 septembre, avec la Hesse-Darmstadt. Le Wurtemberg et Bade gardèrent leur territoire entier. La Bavière dut céder Kauldsdorf et, de plus, deux petits districts situés près d'Orb en Spessart, nécessaires à la Prusse pour la construction d'un chemin de fer. La Hesse-Darmstadt céda la Hesse-Hombourg et consentit à ce que Mayence fût désormais occupée par les troupes prussiennes. Enfin, tous ces États furent frappés d'une contribution de guerre, calculée d'après leur étendue.

En somme, cette campagne, la plus courte du siècle, eut néanmoins des résultats très grands. Elle rapporta à la Prusse, le Hanovre, la Hesse-Électorale, le duché de Nassau, la ville libre de Francfort-sur-le-Mein et les deux duchés de Schleswig et de Holstein, qu'elle s'incorpora sans le moindre scrupule. Par suite de ces annexions, ainsi que celles accomplies dans l'année 1865.

(1) Colonel Lecomte, *Guerre de la Prusse et de l'Italie contre l'Autriche*, t. II, p. 337.

la superficie de la Prusse fut portée de 279,000 à 352,000 kilomètres carrés ; sa population, de 19 millions un quart à 23 millions et demi d'âmes ; la création des trois nouvelles circonscriptions administratives et militaires de Schleswig-Holstein, de Hanovre et de Hesse-Nassau porta à onze le nombre des provinces et à douze celui des corps d'armée. De plus, la Prusse se consolida à tous égards, grâce à ses nouvelles acquisitions : la solution de continuité qui séparait le royaume en deux moitiés inégales se trouva comblée ; elle devint ce qui était un de ses rêves, une vraie puissance maritime en étendant ses possessions le long de la Baltique occidentale et en s'adjoignant une partie du littoral de la mer du Nord ; l'annexion ne portant que sur des populations de race germanique, elle diminua d'autant l'importance déjà fort restreinte de l'élément slave dans l'État prussien, dorénavant aux sept huitièmes tudesque ; enfin, comme ces populations sont presque exclusivement protestantes, la Prusse redevint ce qu'elle n'était plus depuis les partages de la Pologne, un État en grande majorité protestant (1).

Par cette brillante campagne, la Prusse gagna encore la suzeraineté sur tous les petits États de l'Allemagne du Nord, y compris la Saxe. Comme l'a judicieusement remarqué un savant publiciste belge (2),

(1) Aug. Himly, *Histoire de la formation territoriale des États de l'Europe centrale*, t. II, p. 125-26.

(2) E. de Laveleye, *l'Allemagne depuis la guerre. Revue des Deux Mondes*, 15 février 1867.

« un pas décisif était fait vers la constitution de l'unité nationale de la race germanique ».

Dans l'exposé que nous avons fait des motifs de la première des trois guerres dont la possession des duchés de l'Elbe a été la cause pendant le siècle présent, nous nous sommes attaché à faire ressortir que cette première guerre fut déterminée par une rivalité de nationalités et d'idiomes. Les Allemands furent pour beaucoup dans la querelle des Schleswigeois-Holsteinois avec la couronne de Danemark, car, lorsqu'ils dirent : « Tout ce qui parle comme nous est de notre domaine », ils donnèrent aux habitants des duchés, dont un grand nombre parlent allemand, la première idée de leur séparation d'avec la monarchie danoise.

On fut fort étonné à cette époque de voir l'Allemagne seule appuyer par les armes les prétentions des Schleswigeois-Holsteinois, et qu'aucune autre puissance d'Europe ne s'alliât à elle.

Les libéraux contemporains s'exclamèrent surtout contre l'impassibilité de la France. De ce qu'en 1832 le gouvernement français avait aidé la Belgique à secouer le joug de la domination hollandaise, ils s'étaient attendus à le voir également soutenir les habitants du Schleswig-Holstein dans leur lutte pour reconquérir leur indépendance. Ils oubliaient qu'en 1831 la France avait refusé son secours à la Pologne soulevée et l'avait laissé écraser par les armées de la Russie. Ils oubliaient encore, et ceci est plus grave, qu'en 1834 le

gouvernement français avait envoyé 50,000 soldats en Espagne combattre la révolution. Mais, aveuglés par les passions politiques, ils ne comprirent pas son attitude neutre dans le conflit dano-holsteinois-schleswigeois, et la blâmèrent énergiquement.

Certes, la France par fidélité au rôle qu'elle venait de se tracer à cette époque, celui de « *promotrice de la civilisation et des idées libérales, de protectrice de l'indépendance des petits États* (1) », eût dû applaudir au soulèvement des Schleswigeois-Holsteinois, s'allier à l'Allemagne, obligée de soutenir le dernier de ces duchés, et forcer le Danemark à revenir au *statu quo* antérieur. Mais, on l'a vu, la France, au contraire, protesta contre l'invasion du Danemark et fut la cause de la suspension d'armes de Malmœ.

A côté des raisons politiques qui imposèrent au gouvernement français la conduite qu'il tint en 1848-49 dans l'affaire des duchés, et le firent ainsi déroger à sa règle habituelle, il est un motif qui fut trop peu signalé à cette époque et qui explique parfaitement l'acte d'abstention de la France : c'est celui de la reconnaissance contractée par cette puissance envers le Danemark en 1815. « Alors que l'Europe entière se réjouissait de l'abaissement des Français, que toutes les capitales se couvraient d'illuminations, battaient des mains au triomphe de leurs ennemis, une seule résidence étrangère

(1) D'Haussonville, *Histoire de la politique extérieure du gouvernement français depuis* 1830 *jusqu'en* 1848.

protesta contre cette joie universelle : le peuple de Copenhague brisa et mit en cendres le transparent qui représentait Wellington et Blücher s'embrassant, à la *Belle-Alliance*, sur le champ de bataille de Waterloo (1). » M. de Bismark, dont l'influence s'exerça d'une façon si terrible sur les événements de ce grand drame, était, à l'époque de la guerre de 1848-1850, membre de la deuxième chambre prussienne. Il était alors partisan absolu de la légitimité et ennemi, par conséquent, des droits et des libertés populaires. Ce sont ces principes dont il devait changer plus tard qui le firent blâmer l'intervention de la Prusse dans le conflit dano-schleswigeois-holsteinois. « Il déplora, dit M. Edmond Scherer, que les troupes prussiennes fussent allées dans le Schleswig défendre la révolution contre le souverain légitime de ce pays, le roi de Danemark. Il déclara qu'on faisait à ce peuple « *une véritable querelle d'Allemand* », et que la guerre portée dans les duchés était « *une entreprise éminemment inconsidérée, inique et désastreuse* ».

Dans l'année qui suivit la conclusion de la paix, M. de Bismark entra dans la diplomatie. D'abord, secrétaire de la légation de Prusse à Francfort, il ne tarda pas à succéder à son chef. A partir de ce moment, tous ses actes furent marqués au sceau de la haine la plus profonde pour l'Autriche, dont il chercha à contrecarrer la politique. Pendant huit ans, il mit à profit toutes les

(1) De Bourgoing, *la Pacification du Danemark*, p. 6.

occasions pour satisfaire ses sentiments d'hostilité. Nommé, en 1859, à l'ambassade de Saint-Pétersbourg, il occupa ce poste trois ans. En 1862, il était accrédité dans les mêmes fonctions auprès du gouvernement français. Il les remplissait depuis quelques mois quand Guillaume le fit revenir à Berlin pour qu'il soutînt devant le Reichstag ses plans de réorganisation de l'armée. Appelé un mois plus tard à prendre le portefeuille des affaires étrangères, puis la présidence du conseil, la joie de M. de Bismark dut être bien grande, car il se voyait désormais entre les mains les moyens de mettre à exécution le projet depuis longtemps arrêté dans son esprit : celui d'agrandir la Prusse par n'importe quelle voie, et de fonder l'unité de l'Allemagne sous la souveraineté de son pays natal. Peu de jours après son entrée en fonctions comme ministre, il dénonçait clairement ses intentions en disant : « Ce n'est pas au sein des assemblées et par les votes des majorités, mais par le fer et le feu, que se résoudront les grandes questions du temps. »

Il comprit que, pour la réussite de son plan, afin aussi de prévenir toute intervention des puissances européennes, il fallait que l'armée prussienne fût extrêmement forte : il voulut en faire la première, la plus redoutable d'Europe. Pendant toute l'année 1863, il s'appliqua sans relâche à la réorganisation des forces militaires de la Prusse, ne se laissant arrêter, ni par la Chambre des députés qu'il licencia, ni par la presse qu'il bâillonna, ni par les manifestations populaires

qu'il réprima. Il trouva, d'ailleurs, d'actifs et habiles collaborateurs dans les personnes du prince Frédéric-Charles, neveu du roi Guillaume Ier, passionné depuis son enfance pour les choses militaires ; du général de Roon, ministre de la guerre et de la marine, ancien professeur de géographie et de tactique du prince Frédéric-Charles, auteur du plan de réforme militaire adopté par le roi Guillaume, et enfin du général baron de Moltke, chef d'état-major, homme de grandes connaissances.

Au commencement de l'année suivante, 1864, la question des duchés de l'Elbe lui fournit l'occasion d'inaugurer l'ère de feu et de fer prédite par lui. Dans la guerre qu'il déclara au Danemark, il sut entraîner l'Autriche et mit en œuvre, pour y arriver, toutes les ressources de son génie astucieux. Nul n'a mieux décrit la manière d'agir de la Prusse vis-à-vis de l'Autriche à cette époque que M. Julian Klaczko. Dans un article publié par la *Revue des Deux Mondes* (1), cet écrivain distingué expose dans les termes suivants la manœuvre du premier ministre prussien, M. de Bismark, le futur prince!

« On sait comment il parvint à fasciner l'Autriche, à l'enlacer dans son réseau de réticences et d'audaces, à l'entraîner toujours plus loin par une série d'élans forcés. Il la mena, il la poussa, il la rudoya de triomphe en triomphe, et de défaillance en défaillance ;

(1) Numéro du 1er mai 1866.

il lui fit successivement conquérir le Schleswig, envahir le Jutland, répudier le traité de Londres, spolier le Danemark et assumer en dernier lieu la « copossession » des duchés-unis dans ces stipulations de Vienne qui scellèrent la ruine de la malheureuse monarchie scandinave. »

L'Autriche, on s'en souvient, avait été amenée à prendre part au procès intenté par la Prusse au Danemark seulement afin de ne pas perdre sa popularité en Allemagne, et surtout pour empêcher sa redoutable rivale de conquérir seule les duchés et de se les arroger ensuite par droit de conquête.

Cette guerre terminée, M. de Bismark, qui y avait eu l'occasion de reconnaître les qualités déjà nombreuses et solides de la nouvelle armée prussienne, s'attaqua alors à l'Autriche, à cette vieille ennemie personnelle. L'administration en commun des deux duchés de l'Elbe lui fournit un prétexte pour déclarer la guerre à la puissance avec laquelle deux ans auparavant il avait combattu côte à côte, et tel était alors le degré de perfection atteint par l'armée prussienne que, bien qu'elle eût affaire, en même temps, à deux adversaires dont le chiffre de soldats était de beaucoup supérieur à celui des siens, elle les vainquit tous deux en une campagne de moins d'un mois.

Il est universellement avéré que la principale cause de la supériorité des Prussiens dans cette guerre fut le fusil à aiguille.

Inventé par M. de Dreyse, plus de trente ans aupara-

vant, ce fusil se chargeait à l'origine par la bouche et n'avait en vue que de réunir la cartouche et la capsule. Perfectionné ensuite en chargement par la culasse, il donna des résultats inespérés. Par son tir plus rapide, il arriva à doubler, à tripler même le nombre de l'infanterie prussienne, sans augmenter sa surface dans la même proportion, ce qui était capital. Cependant, « pour la Prusse, le fusil à aiguille n'était encore que l'expression résumée et palpable de tout un ensemble d'améliorations. Sous la direction raisonnée et énergique de M. de Bismark, l'armée avait été perfectionnée dans les moindres détails. En premier lieu, les études des officiers étaient devenues de plus en plus solides; puis, des changements avaient été adoptés dans la tactique et l'école du soldat, dans l'équipement de la troupe, dans le commissariat, dans tous les autres services devenus nécessaires aux armes modernes (1) ».

Enfin, tout avait été l'objet de calculs et d'études; on avait tout prévu, rien n'avait été laissé au hasard. C'est ainsi que les transports de troupes par les chemins de fer s'opérèrent avec une rapidité étonnante; c'est ainsi encore que, pour la première fois en Europe, le télégraphe, qui avait rendu de précieux services à l'armée de l'Union, pendant la guerre de sécession, fut adapté aux besoins des opérations militaires.

Nous avons dit que M. de Bismark avait rencontré

(1) Ed. Tallichet, *la Campagne de Boheme et la bataille de Sadowa. Bibliothèque universelle et Revue suisse*, n° d'août 1866.

d'habiles collaborateurs dans les personnes du prince Frédéric-Charles et du général de Moltke; il en trouva encore chez tous les officiers. Jaloux de prouver au monde que, pour n'avoir point eu occasion de combattre sérieusement depuis 1815, ils n'en méritaient pas moins sa considération, ceux-ci s'appliquèrent avec zèle à leur tâche. Grâce à leurs efforts laborieux et constants, l'armée prussienne atteignit en quelques années un degré de perfection inconnu jusque-là. Le courage personnel des soldats fut remplacé par une obéissance aveugle au commandement des chefs. Toute initiative fut défendue: partant, plus d'exaltation, plus de prouesses, de faits d'armes possibles.

La campagne de 1864 avait été trop peu importante pour permettre à l'armée prussienne de déployer ses qualités; et puis, comme elle combattait côte à côte avec l'armée autrichienne, on n'avait pu distinguer clairement à qui revenait l'honneur des journées.

La campagne de 1866 offrit enfin à l'armée prussienne l'occasion tant souhaitée. Alors, on vit ses soldats observer, même au fort de la bataille, la plus stricte discipline. Ils se mouvaient sans précipitation, ils abaissaient, épaulaient leurs terribles fusils à aiguille, les chargeant et les déchargeant avec la même assurance, la même placidité que s'ils eussent été à un simple exercice. Les Autrichiens, fidèles à leurs traditions, cherchaient à les aborder à la baïonnette; eux, impassibles, semblables à des automates, continuaient leur tir régulier qui abattait, fauchait des rangs entiers d'uniformes blancs.

C'était comme une lutte de la « *mécanique* » contre la vie.

Maintenant, s'il est incontestable que, par le concours de ces divers éléments, la Prusse a de longue main préparé le succès de ses armes, d'autre part, les atermoiements et l'imprévoyance des hommes d'État autrichiens, ajoutés à l'hésitation et au manque d'initiative de la plupart des généraux autrichiens, ont considérablement influé sur les désastres subis par leur pays pendant la guerre de 1866. En effet, les finances de l'empire étaient dans le plus grand désarroi ; l'armée n'était ni prête, ni complète, etc..... Comme on l'a dit : « Le conservatisme de son gouvernement, son attachement aux vieilles maximes, l'absence d'esprit de progrès ont été les causes directes de sa défaite. » Somme toute « pour se rendre compte du désastre qui a frappé l'Autriche, à considérer la question dans son ensemble, on voit que c'est le progrès qui a écrasé l'immobilisme (1) ».

Dès que la paix fut conclue, et que, les esprits en Europe reprenant quelque tranquillité, on s'occupa des causes, des événements et des conséquences de la guerre qui venait de se terminer, on fit un crime à M. de Bismark d'avoir laissé un si court délai entre l'ultimatum adressé aux États de Hanovre, de Saxe, etc... et l'ouverture des hostilités ; on prétendit que, par ce fait, il avait à jamais entaché son nom. Après ce que nous avons déjà eu occasion de dire sur le premier mi-

(1) Ed. Tallichet, *loc. cit.*, p. 408-409.

nistre prussien, on ne pourra nous taxer de partialité en sa faveur : c'est pour cela que nous ne craindrons pas d'approuver hautement sa conduite en ces circonstances, car, dans l'état de crise aiguë où il avait amené les choses, il était de toute nécessité d'agir avec une extrême rapidité.

On a aussi relevé, pour en faire une arme contre celui qui s'était exprimé de la sorte, la définition donnée par le général de Moltke de la guerre de 1866. Le savant tacticien commence en ces termes son histoire de cette guerre : « La guerre qui a eu lieu entre la Prusse et l'Autriche était une nécessité historique, elle devait nécessairement éclater tôt ou tard. » La plupart des historiens qui ont, après le général prussien, traité de la guerre austro-prussienne ont relevé l'expression « *nécessité historique* », et, dans des pages pleines de sentiment, ils se sont efforcés d'en faire ressortir l'horreur. Nous ne contesterons pas que cette façon de s'exprimer ne soit un peu « *crue* et qu'elle ne choque tout d'abord. Mais, la première impression passée, si l'on étudie dans toutes ses phases et dans ses plus petits détails les causes du grand drame dont nous venons de donner un rapide exposé, on ne pourra, en toute bonne foi, que se ranger à l'opinion émise par le général prussien. On sera convaincu que l'état d'antagonisme constant dans lequel étaient placées les deux grandes puissances de la Confédération germanique ne pouvait éternellement durer : une crise devait nécessairement, fatalement se produire, et de cette crise, la prépondé-

rance de l'une des deux grandes puissances rivales sur l'autre devait également fatalement résulter.

A son début, le conflit de l'Autriche et de la Prusse avait été envisagé en Europe avec curiosité. Mais personne ne doutait de la défaite de cette dernière. Le succès éclatant de la Prusse fut une révélation. Alors que rien ne l'eût pu faire prévoir, elle prenait *ipso facto* une place à laquelle on n'avait jamais cru qu'elle pût prétendre. Rendues aussitôt plus attentives, les puissances européennes s'entre-regardèrent avec effroi, se demandant à qui la Prusse s'en prendrait bientôt. Elles pressentaient qu'elle ne s'en tiendrait pas là

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

1870-1871 [1]

Après le coup d'État du 2 Décembre, Napoléon III avait tué la vie politique en France au profit du pouvoir personnel et de ses agents. Mais la nation n'avait pas oublié le crime auquel la dynastie napoléonienne devait son rétablissement. L'empereur le savait. Aussi, pour occuper l'attention publique, il employa le système des diversions extérieures, et exploita le côté belliqueux de l'esprit français. D'ailleurs, à défaut des besoins de sa politique intérieure, son goût pour des théories chimériques l'aurait engagé dans des guerres

(1) Consulté :

De Mazade : *La Guerre de France.* — T. Delord : *Histoire du second empire.* — K. Hillebrand : *La Prusse contemporaine.* — Eug. Véron : *Histoire de l'Allemagne depuis Sadowa.* — Comte Benedetti : *Ma mission en Prusse.* — Alb. Sorel : *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande.* — Th. Duret : *Histoire de quatre ans.* — V. Cherbuliez : *L'Allemagne politique.* — A. Proust : *Le prince de Bismark, sa Correspondance.* — Duc de Grammont : *La France et la Prusse avant la guerre.* — Colonel Van de Velde : *Commentaires sur la guerre de* 1870-1871. — Colonel Rustow : *L'Art militaire au XIXe siècle.* — *La Guerre franco-allemande*, rédigée par la section historique du grand état-major prussien, traduction du capitaine de Serda. — J. Favre : *Le Gouvernement de la Défense nationale.* — Général Ducrot : *La Défense de Paris.* — *Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la Défense nationale.* — De Freycinet : *La Guerre en province.* — Valfrey : *Histoire du Traité de Francfort.* — E. B. Washburne : *Franco-German war and insurrection of the Commune. Correspondence.*

incessantes. Le principe des nationalités et la haine des traités de 1815 étaient les deux points fondamentaux de sa politique.

Le malheur était que le principe des nationalités pouvait tenter toute puissance qui, pour essayer ses forces, se mettrait en quête d'annexions : c'est ce qui arriva pour la Prusse. Depuis Frédéric II, les monarques prussiens poursuivaient l'établissement de leur domination en Allemagne. Iéna avait retardé ces Hohenzollern aux « mains prenantes (1) », sans les décourager. Napoléon Ier disparu, ils reprirent leur œuvre interrompue, bien décidés à la mener à bonne fin. Mirabeau avait dit, en parlant de la Prusse, que l'industrie nationale de ce pays était la guerre. Il ne se trompait pas. Tandis qu'autour d'eux, les autres nations appliquaient tous leurs efforts à développer leur commerce et leur industrie, les rois de Prusse ne songèrent qu'à se créer une armée capable d'imposer leur volonté à l'Allemagne d'abord, à l'Europe ensuite. Le « *Wehrpflicht* (2) » (devoir de la guerre) fit taire toute autre préoccupation, et un jour les nations voisines apprirent avec frayeur qu'au milieu d'elles, à leur insu, une puissance formidable avait grandi. La guerre de 1864 contre le Danemark aurait dû donner l'éveil à l'Europe ; elle n'y prêta qu'une médiocre attention, et il fallut la campagne de 1866 contre l'Autriche pour lui dessiller les yeux.

(1) Cherbuliez, *l'Allemagne politique*, p. 33.
(2) K. Hillebrand, *la Prusse contemporaine*, p. 223.

Guillaume Ier, roi depuis 1861, avait cru le moment venu pour la Prusse de sortir de son recueillement et d'essayer sa force. Conseillé par son premier ministre, le comte de Bismark, il provoqua en Allemagne un mouvement pangermaniste, et, au nom de l'unité allemande, il se jeta sur le Danemark pour lui ravir le Schleswig et le Holstein. L'Europe s'étonna, mais laissa faire.

Enhardi par son silence, M. de Bismark s'attaqua aux particularistes de l'Allemagne du Sud. L'Autriche les appuyait : il déclara la guerre à l'Autriche. Napoléon III aurait dû s'interposer : une intervention eût été de bonne politique. Elle n'eut pas lieu, car l'empereur avait les mains liées. En effet, dès juin 1866, M. de Bismark avait demandé l'alliance de la France contre l'Autriche. Il s'engageait, en retour, à lui abandonner le bassin inférieur de la Moselle, bien résolu, si c'était possible, à ne jamais tenir parole. La proposition souriait à Napoléon : il l'accepta. Libre d'agir, M. de Bismark accabla les Austro-Allemands à Sadowa sans qu'un seul bataillon français parût sur le Rhin.

Napoléon III comprit sa faute. Il avait laissé écraser l'Autriche et perdu le droit d'exiger aucune cession de territoire. Cependant, sous la pression de l'opinion publique, il invita M. de Bismark à exécuter la convention de juin. Il fit entendre que l'agrandissement de la Prusse, après le traité de Prague, nécessitait pour la France une compensation.

La réponse était facile à prévoir : Napoléon n'avait pas rempli ses engagements: que venait-il réclamer? Les ministres Drouyn de Lhuys et Lavalette essayèrent vainement de reprendre les négociations. Menaces ou propositions conciliantes, tout resta inutile. Il faut avouer, s'il est vrai, comme on a tout lieu de le présumer, qu'il fut question de demander Mayence à l'Allemagne, que l'entourage de l'empereur se faisait de singulières illusions sur la situation de la France en Europe à la fin de 1866. C'est cette situation qui amenait M. Thiers à apprécier la politique de Napoléon par cette parole : « Il n'y a plus une faute à commettre. »

Il fallait donc ou accepter les faits accomplis, se rapprocher de la Prusse et lui faciliter l'unité, ou se préparer vigoureusement, et par une réforme complète et rapide de l'armée, à une guerre décisive, devenue nécessaire pour arrêter les prétentions pangermanistes au sujet de l'Alsace et de la Lorraine (1). M. de la Valette et son successeur, le marquis de Moustier, essayèrent par des procédés différents de se rapprocher de la Prusse, ou tout au moins d'éviter un conflit, et d'assurer en même temps à la France les compensations refusées après Sadowa. C'est à cette période de négociations de la fin de 1866 qu'il faut rattacher le fameux traité secret rédigé par l'ambassadeur français,

(1) V. Rothan, *L'affaire du Luxembourg. Revue des Deux Mondes*, septembre-octobre-novembre et décembre 1881.

M. Benedetti, sous la dictée du comte de Bismark. La Prusse s'y engageait à laisser la France s'annexer la Belgique. Napoléon III confirmait en retour au roi Guillaume ses nouvelles acquisitions. Présentée par le ministre prussien comme un appât à la neutralité française, cette convention resta en sa possession. Il la publia en 1870 et l'attribua à la seule initiative française (1). C'était un acte de « déloyauté ». Mais il fallait à tout prix enlever à la France le peu de sympathie qui lui restait en Europe, et aux yeux du chancelier de l'empire d'Allemagne, la fin a toujours justifié les moyens.

Appelé dans ces circonstances difficiles au ministère des affaires étrangères, le marquis de Moustier, ambassadeur de France à Constantinople, défiant, habile et prudent (2), se montra immédiatement disposé à faire entrer les négociations dans une voie plus pratique. Il avait pénétré la politique prussienne. Admirablement renseigné, M. de Bismark connaissait la désorganisation profonde que l'expédition du Mexique et l'incapacité du maréchal Randon avaient portée dans l'armée. Il savait aussi combien le sentiment public avait été alarmé et humilié en France par la victoire de Sadowa et les progrès foudroyants de l'hégémonie prussienne. Absolument d'accord, quoi qu'il en ait dit, avec le parti militaire, il pensait, comme M. de Moltke, que le mo-

(1) V. Benedetti, *Ma mission en Prusse.*
(2) V. Rothan, *loc. cit.*

ment était favorable pour faire à Napoléon III une guerre aussi victorieuse que rapide. On a affirmé, en effet, qu'en 1867 la France était encore moins prête qu'en 1870, et n'eût pu concentrer 80,000 hommes aux frontières (1). Le chancelier désirait seulement, pour isoler la France et éviter une reprise offensive de l'Autriche et la médiation gênante de l'Angleterre, que la provocation vînt de Napoléon, dont la surexcitation militaire, poussée au plus haut degré par les préoccupations dynastiques, croissait de jour en jour (2).

M. de Moustier poursuivit ce double but de donner à l'orgueil français quelque satisfaction, et de laisser à la Prusse la responsabilité d'une guerre qui parut probable dans les premiers mois de l'année 1867. C'est autour de la question du Luxembourg que s'agitèrent ces négociations obscures, qui sont le véritable prélude de la guerre franco-allemande.

La citadelle de Luxembourg, possession personnelle, comme le duché, du roi de Hollande Guillaume III, était occupée, comme partie intégrante de la Confédération germanique, par une garnison prussienne. La formation de l'Allemagne du Nord devait modifier sa situation. Les Prussiens, mis en goût d'annexions, n'admettaient cette transformation que dans le sens de la réunion du Luxembourg à la Prusse, et prétendaient, en tous cas, maintenir leur garnison. Le gouvernement français

(1) V. Rothan, *loc. cit.*
(2) Id.

entama alors des négociations directes avec le ministre de Guillaume III, M. Van Zuylen, pour l'achat du Luxembourg, qui paraissait d'ailleurs souhaiter son annexion à la France. Menée rapidement et secrètement, l'affaire allait aboutir. L'Angleterre considérait cette satisfaction comme due à l'empire français. M. de Bismark, prévenu confidentiellement, et mis en présence de ses anciennes promesses, fort compromettantes au point de vue de l'Allemagne, avait dû feindre un grand empressement en faveur de la réunion du Luxembourg à la France, et avait invité M. de Moustier à hâter la convention définitive d'acquisition. Toutefois, il introduisit quelques réserves au sujet du démantèlement de la place du Luxembourg. Mais, d'un autre côté et en même temps, le chancelier prussien faisait prévenir, en sous-main, le roi Guillaume III que la cession du Luxembourg serait le signal d'une invasion prussienne en Hollande (1). Effrayé, M. Van Zuylen crut devoir faire une communication ouverte au gouvernement prussien.

Dans ces circonstances, M. de Bismark changea de langage vis-à-vis de l'ambassadeur de France. Il se plaignit de l'indiscrétion commise, qui l'empêchait de présenter la cession comme un fait accompli, et de fermer ainsi la bouche au Parlement de l'Allemagne du Nord, « fort ému, disait-il, de voir un pays allemand cédé à la France ». Il eut l'art de se faire interpeller

(1) V. Rothan, *loc. cit.*

par le chef de ses anciens ennemis politiques, les nationaux libéraux, le Hanovrien Benningsen ; et sa réponse, aussi modérée qu'irritante, n'était pas autre chose qu'un *non possumus*, adressé à la France du haut de la tribune, et qui semblait comme arraché au chancelier de la Confédération du Nord par une nécessité de sa situation parlementaire. — Ainsi servi par M. de Bismark, le parti militaire croyait tenir la guerre contre la France et par la guerre l'unité ; on commentait les rapports de l'ambassadeur prussien à Paris, M. de Goltz, qui représentait le gouvernement impérial comme décidé à la guerre. On escomptait déjà la provocation attendue. M. de Moustier vit le danger à temps ; il se convainquit que le moindre *casus belli* serait saisi avidement, et il persuada à Napoléon d'abandonner l'acquisition du Luxembourg, tout en forçant la Prusse à évacuer le grand-duché. Les prétentions du gouvernement français devenaient ainsi tellement modestes qu'il fut impossible à M. de Bismark de s'y soustraire. Son plus fidèle allié, le chancelier de l'empire russe, le prince Gortschakoff, qui faisait contre la France de la politique « de rancune (1) » depuis la guerre de Crimée, adhéra lui-même aux propositions françaises, qui triomphèrent à la conférence de Londres.

Le Luxembourg fut neutralisé, la guerre tout au moins remise, et les convoitises de la Prusse, ainsi que

(1) Rothan, *loc. cit.*

l'unité de l'Allemagne, ajournées. Cette solution, obtenue par la prudence et l'habileté du ministre des affaires étrangères, servait mal la dynastie napoléonienne; l'opinion publique, qui comptait encore sur la supériorité de l'armée française, n'y vit qu'une preuve de la faiblesse du gouvernement impérial, forcé par la Prusse de renoncer à toute compensation territoriale.

Les événements de 1866, si menaçants pour la France, étaient pour Napoléon III des échecs successifs plus sensibles encore; ils fournissaient des armes dangereuses à l'opposition, et l'on s'habitua désormais, dans l'entourage de l'impératrice, à considérer une guerre avec l'Allemagne comme indispensable à la transmission du trône au prince impérial. Cette guerre, il fallait la préparer. Napoléon III paraît l'avoir compris. Sans tenir ici grand compte des négociations inutiles qui s'engagèrent pour unir la France, la Suisse, la Hollande, la Belgique dans une vaste convention douanière, et des projets plus chimériques encore pour livrer les chemins de fer belges à une compagnie française, il convient d'insister davantage sur les plans du maréchal Niel. Officier du génie, spécialiste distingué, le maréchal Niel avait acquis une réputation de stratégiste pendant la campagne d'Italie (1). Devenu ministre de la guerre en 1866, il tenta de munir avec rapidité l'armée française de fusils Chassepot, de reconstituer le matériel et surtout prépara la fameuse loi de 1868. Son

(1) Cf. Rothan, *loc. cit.*, et de Mazade, ch. I. p. 26.

but était de donner à la France un effectif capable de soutenir la comparaison avec celui de l'Allemagne. En portant la durée du service de sept ans à neuf ans, dont cinq dans l'armée active et quatre dans la réserve, le maréchal Niel trouvait ainsi en France une armée de 750,000 hommes. Le remplacement par l'entremise de l'État et l'exonération avec prime se trouvaient supprimés ; tous les exemptés, pour toute autre cause que la taille et les infirmités, étaient appelés, en cas de guerre, à servir à l'intérieur en vertu d'une loi, sous le nom de *garde mobile* (1). Mais, les nécessités budgétaires et les défiances de l'opposition ne permirent pas au maréchal de tirer tout le fruit de cette dernière institution (2). Pour ne pas paraître « encaserner » la France, il dut se contenter d'imposer à la garde mobile quinze jours d'exercices, épars dans l'année. Aussi, le ministre de la guerre comprenait combien devait être lente la réorganisation militaire ; tout en affectant la confiance, il était poursuivi par la crainte d'une guerre prématurée, et se défendait en termes énergiques de conseiller à l'empereur une pareille aventure (3). L'activité de son administration, jointe à son esprit de prudence, ne laissait pas que d'inquiéter les généraux d'outre-Rhin. Sa mort, en 1869, fut un « soulagement (4) »

(1) Tax. Delord, *Histoire du second empire*, t. V, p. 255-256.
(2) Id., *loc. cit.*, p. 256.
(3) Cf. Rothan, *loc. cit. Revue des Deux Mondes*, novembre 1881, et de Mazade, *la Guerre de France*, t. I, p. 25-26.
(4) Rothan, *loc. cit.*

pour M. de Moltke. Avec lui la clairvoyance et l'énergie parurent abandonner les régions officielles pour être remplacées par l'aveuglement et l'incurie. Ceux des officiers, des hommes d'État ou des diplomates de la France, qui dénoncèrent le danger toujours croissant, jouèrent le rôle de Cassandres, et se consumèrent vainement dans leurs tentatives patriotiques pour éclairer le gouvernement et l'opinion.

L'empereur sentait que son entourage l'entraînait à une guerre inévitable; « il cherchait des alliances; mais il les cherchait mollement (1) ». Ses fautes précédentes lui rendaient d'ailleurs la tâche difficile; des négociations commencées dans une entrevue entre les deux empereurs de France et d'Autriche, à Salzbourg (1867), se poursuivirent inutilement jusqu'en 1870; une alliance avec l'Italie devenait impossible depuis que le gouvernement français avait mis ses troupes au service de la papauté, et retardé ainsi le couronnement de l'unité italienne (1868-1870). De plus, l'influence de M. de Bismark s'était étendue jusqu'au Danube et jusqu'à Florence. Il appuyait l'organisation dualiste tentée par M. de Beust, pour affaiblir les sympathies des Hongrois envers la France, et, rappelant à Victor-Emmanuel les résultats heureux de l'alliance de 1866, il lui montrait Rome pour prix d'une neutralité bienveillante. L'illusion la plus grande de Napoléon III fut de compter jusqu'au

(1) A. Sorel, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. I, p. 37.

dernier moment, et quoiqu'il dût connaître alors les traités d'alliance signés avec la Prusse en 1866, sur la neutralité, sinon sur le soulèvement de l'Allemagne du Sud. Cette antipathie des Souabes contre les Prussiens eût pu, certes, être excitée au moment du traité de Prague en 1866; mais l'empereur avait alors sacrifié les Wurtembergeois, les Saxons et les Bavarois au principe des nationalités; et les États du Sud, après avoir abandonné secrètement la direction de leurs forces militaires à la Prusse, avaient été rapidement gagnés par la haine de la France (1).

M. de Bismark pouvait donc compter sur l'attitude bienveillante, et, au besoin, sur la coopération de la Russie (2), sur la neutralité de l'Italie et de l'Autriche; nous avons vu qu'il se réservait le traité Benedetti pour enlever à la France l'appui de l'Angleterre. Cette œuvre d'isolement diplomatique complétait l'œuvre militaire du maréchal de Moltke et du ministre de Roon.

Sous la direction de ces deux hommes de guerre, l'armée prussienne était devenue un admirable instrument. Le service obligatoire pour tous les hommes de vingt à cinquante ans, la création de la landwehr, l'institution des grandes manœuvres, une discipline de fer, leur avaient donné 700,000 excellents soldats; ils pouvaient les mobiliser en quelques jours, grâce à la division du territoire en régions, et à la formation de neuf corps

(1) De Mazade, *la Guerre franco-allemande*, t. I, p. 17 (V. la note). Id., p. 43 et 49.

(2) Klaczko, *les Deux chanceliers*.

d'armée régionaux (1). La concentration de tous les pouvoirs et de l'initiative militaire dans les mains d'un major général, assisté d'un état-major longuement instruit et recruté dans l'*Académie de guerre*, donnait à cette organisation une unité remarquable, sans nuire à la souplesse des mouvements stratégiques. Aussi, M. de Moltke put-il, dans la campagne de Sadowa, réunir en quelques jours 256,000 hommes, partagés en trois armées, et occuper la Saxe, avant que ses ennemis se fussent préparés à la résistance. Cependant, malgré la rapidité des succès de 1866, il perfectionna encore la mobilisation, éleva les corps d'armée de 9 à 12, et incorpora l'armée saxonne dans la troisième armée prussienne. Des officiers choisis par lui organisèrent l'armée bavaroise en deux corps, et les divisions badoise et wurtembergeoise. Renonçant au système des nombreuses forteresses, il fit armer puissamment de grands camps retranchés, comme ceux de Mayence et de Magdebourg. Il diminua considérablement le rôle de la grosse cavalerie, pour donner une extension toute particulière à la cavalerie légère des uhlans, chargés d'éclairer les marches, de voiler, comme d'un rideau, les mouvements des corps, et de faire sentir, quelquefois plusieurs jours à l'avance, l'arrivée de l'armée. Enfin, avec une activité infatigable, il arma les soldats de fusils à tir rapide, et donna à l'artillerie 1,200 bouches à feu perfectionnées. Pendant que son chef s'oc-

(1) Cf. Hillebrand, *la Prusse contemporaine*, ch. VIII, 2e partie, et Cherbuliez, *l'Allemagne politique*.

cupait de la préparation matérielle de la guerre, l'état-major allemand préparait des plans de campagne contre la France.

Le gouvernement de Napoléon III n'ignorait pas quels préparatifs se faisaient de l'autre côté du Rhin (1). Il savait même que les officiers prussiens étudiaient les points faibles de la frontière (2). Cependant, il ne s'émouvait pas. L'armée, qui ne comptait que 250,000 hommes, était désorganisée, les effectifs des régiments, qui eussent dû s'élever à 2,700 hommes, n'en comptaient en moyenne que 1,500, dont quelques-uns même n'étaient pas encore armés de chassepots ; l'état-major n'avait aucun plan de mobilisation ; les arsenaux se trouvaient dans le plus complet dénuement. Le maréchal Niel aurait pu peut-être sauver la situation compromise, la mort fit disparaître ses projets avec lui. Son successeur, le maréchal Lebœuf, s'occupa beaucoup de politique, point de l'armée. C'est qu'en vérité les ministres de Napoléon partageaient aveuglément sa confiance. Ils se refusaient à croire au danger dont parlaient tous les agents français en Allemagne. Et puis dans tous les cas, était-il aussi grand qu'ils voulaient bien le dire? M. Ollivier ne traitait-il pas leurs craintes de chimériques? Et ne disait-il pas que l'armée prussienne n'était propre qu'à la défensive (3)?

(1) Benedetti, *Ma mission en Prusse*, p. 203, 293, 296.

(2) Cf. *Papiers et Correspondance de la famille impériale*, et Mazade, *la Guerre de France*, ch. I.

(3) *Discours d'Emile Ollivier à la Chambre*, le 15 juillet 1870.

Telle était la situation respective de la France et de l'Allemagne, lorsque, au mois de juillet 1870, surgit la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne. M. de Bismark, qui désirait ardemment une guerre avec la France, mais voulait se donner le rôle de provoqué, profita de l'occasion que le sort lui offrait selon quelques-uns, qu'il avait fait naître, selon le plus grand nombre. Il savait, en effet, que le souvenir de la puissance de Charles-Quint, si lointain qu'il fût, exciterait les susceptibilités de la nation française. Voyant donc que le tout-puissant Prim cherchait à se venger de l'accueil sympathique fait par la cour des Tuileries à la fugitive Isabelle II, est-il téméraire de penser qu'il lui ait suggéré le dessein de proposer la couronne d'Espagne à un prince allemand allié à la maison régnante de Prusse (1)?

C'est en 1869 que le général Prim fit ses premières propositions au prince de Hohenzollern, afin d'écarter la candidature du duc de Montpensier. Le gouvernement français protesta et chargea son ambassadeur à Berlin de présenter ses observations (2). « Songez, avait dit Napoléon III à M. Benedetti, que la candidature du duc de Montpensier est purement antidynastique; elle n'atteint que moi; la candidature du prince de Hohenzollern est essentiellement antinationale; le pays ne la supportera pas, et il faut la prévenir (3). »

(1) Cf. Cherbuliez, *l'Espagne politique*, p. 99, et de Mazade, *la Guerre de France*, t. I, p. 32.

(2) Th. Duret, *Histoire de quatre ans*, t. I, p. 74.

(3) Benedetti, *Ma mission en Prusse*, p. 307.

Prim cessa les négociations, puis les reprit secrètement en juin. Pénétrées par la diplomatie française, elles étaient officiellement communiquées, le 2 juillet 1870, à l'ambassadeur de France à Madrid, M. Mercier de Lostende, qui paraît ne pas les avoir soupçonnées de lui-même. Le 3, la nouvelle parvenait à Paris et y causait une émotion inexprimable. Le ministre des affaires étrangères, M. de Grammont, a affirmé qu'à cette date Napoléon III était peu disposé à la guerre personnellement (1). En effet, le 5 juillet, le gouvernement français insistait auprès de l'ambassadeur d'Angleterre, lord Lyons, pour que le Foreign-Office intervînt et fît retirer par la Prusse « la candidature du prince « de Hohenzollern, qui n'était rien moins qu'une in« sulte à la France (2) ». Le même jour, l'ambassadeur d'Autriche mettait en garde le duc de Grammont contre la manœuvre de M. de Bismark, et lui conseillait d'éviter de s'engager à fond. Cependant, M. Benedetti recevait, le 7 juillet, l'ordre d'obtenir du roi de Prusse une réponse conçue en ces termes : « Le gouvernement du roi n'approuve pas l'acceptation du prince de Hohenzollern, et lui donne l'ordre de revenir sur cette détermination prise sans sa permission. » — « Si le roi refuse, c'est la guerre », ajoutait M. de Grammont (3).

(1) De Grammont, *la France et l'Allemagne en* 1870.
(2) Sorel, t. I, p. 64.
(3) Benedetti, *Ma mission en Prusse*, p. 320.

L'ambassadeur français a affirmé, sans qu'on ait produit aucun document contre son affirmation, qu'il croyait la paix ou la guerre attachée à la renonciation ou à l'acceptation du prince de Hohenzollern. Il se sentait soutenu par l'opinion presque unanime des ambassadeurs étrangers à Berlin; et M. de Bismark dut laisser le prince Antoine de Hohenzollern renoncer, pour son fils Léopold, à la couronne d'Espagne. M. Benedetti pensait, en conséquence, avoir heureusement exécuté ses premières instructions et « sauvé la paix du « danger dont l'avait menacée la candidature du prince « de Hohenzollern (1) ». Il ignorait les résolutions prises aux Tuileries, l'état d'effervescence entretenu dans la presse parisienne, et la surexcitation des instincts chauvins déjà mis en éveil par la fausse situation de la France après Sadowa.

Or, dès le 6 juillet, en pleines négociations, M. de Grammont prononçait à la Chambre des députés une déclaration comminatoire contre la Prusse; l'enthousiasme belliqueux se répandait bientôt des cercles officiels dans les rues, et les cris : « A Berlin ! » remplaçaient pour un temps les manifestations antibonapartistes. La renonciation du prince Antoine, tombant au milieu de l'exaltation des esprits, parut donc insuffisante, et le duc de Grammont jugea nécessaire d'exiger une garantie nouvelle. Alors commença cette campagne de diplomatie télégraphique qui dura du 12 au

(1) Benedetti, *Lettre-Préface.*

14 juillet. M. de Grammont demandait au roi de Prusse « l'assurance qu'il n'autoriserait pas de nouveau la candidature du prince de Hohenzollern ». Le roi Guillaume, tout en approuvant la première renonciation, se refusa à cette exigence, et se montra peu disposé à traiter par le télégraphe de telles questions (1). Cette réponse affola le gouvernement français : pris d'une impatience pour ainsi dire convulsive, il exigea, le 13 juillet, une dépêche favorable du roi de Prusse; et, dans le cas où il persisterait dans sa résolution, le duc de Grammont ordonnait à l'ambassadeur de demander ses passeports (2). Le 14 juillet, Guillaume Ier refusait de recevoir M. Benedetti, « parce qu'il n'avait rien de plus à lui communiquer ». M. de Bismark, craignant que la modération et l'esprit pacifique de l'ambassadeur français ne réparassent les fautes du ministère, fit répandre par les journaux officieux le bruit faux de l'exclusion injurieuse de M. Benedetti (3). Cette perfidie, aujourd'hui avérée, fut avidement accueillie par le ministère Ollivier, et la guerre résolue, sur le bruit d'une insulte qui n'existait pas. La dépêche même par laquelle M. de Bismark apprenait à ses agents diplomatiques la rupture des négociations, quoique rédigée de façon à humilier la France, n'eût pas été, si

(1) Cf. De Mazade, *la Guerre de France* (ch. I), et Benedetti, *loc. cit.*, p. 369-75.
(2) Benedetti, *loc. cit.*, p. 320.
(3) Id., p. 387.

les esprits avaient été calmes, une cause suffisante pour renoncer à tout espoir de paix (1).

Le fait était tellement indéniable, que le ministre des affaires étrangères, M. de Grammont, plaidant les circonstances atténuantes, a affirmé que, jusqu'au 12 juillet, le gouvernement français et l'empereur ne cherchaient « qu'une solution pacifique (2) ». Il ignorait alors qu'autour de l'impératrice, un parti, dont M. Jérôme David était le chef, considérait la guerre comme une chance heureuse pour la monarchie bonapartiste. Enfin M. Ollivier, le chef du cabinet, dont M. de Grammont faisait partie, paraissait partager cette manière de voir, et son attitude dans la séance du 15 juillet 1870, où il communiqua à la Chambre les résolutions du gouvernement, parut peu en rapport avec la gravité de la décision. Lorsqu'il vint annoncer que la guerre était inévitable, l'opposition et plusieurs membres du tiers-parti, qui considéraient la paix comme nécessaire, furent saisis d'une angoisse patriotique qui se traduisit par une attitude accablée (3). Pendant que les trois quarts, ou à peu près, des députés officiels accueillaient au contraire la déclaration ministérielle avec de grands applaudissements, M. Thiers monta courageusement à la tribune et essaya d'arrêter le gouvernement sur la pente où il s'engageait; il montra l'in-

(1) De Mazade, *la Guerre de France*, p. 39 (V. la note).

(2) M. de Grammont, *la France et l'Allemagne en* 1870, p. 130-31.

(3) Au Sénat, l'approbation fut presque unanime. (V. A. Sorel, *loc. cit.*, t. I, p. 183).

justice du motif, l'inopportunité de la guerre, et affirma que la France n'était pas prête (1). « Il fallait, disait-il, donner à l'Europe le temps d'intervenir, ce qui n'empêchait pas que les armements continuassent; il ne fallait pas se hâter d'apporter à la Chambre, dans le moment où la susceptibilité française devait être le plus exigeante, des faits qui devaient causer une irritation dangereuse. » A ces paroles, M. Ollivier répondait par la phrase célèbre : « De ce jour, commence pour les ministres, mes collègues et pour moi, une grande responsabilité. Nous l'acceptons le cœur léger. »

Le jour même, cependant, une commission fut nommée pour examiner la légitimité des griefs de la France, et prendre connaissance des forces qu'elle allait apporter dans la lutte. Malgré les efforts de M. Thiers, elle accepta comme motif suffisant l'insulte que M. Ollivier prétendait avoir été infligée à M. Benedetti; elle se montra tout aussi satisfaite des assertions de M. de Grammont, qui laissait entendre qu'il était au moment même en pourparlers avec les ambassadeurs d'Autriche et d'Italie, et de celles du maréchal Lebœuf, qui affirma « que les Français avaient huit ou dix jours d'avance sur l'ennemi, et qu'il était absolument prêt ». Nous ne verrons que trop, et sans insister sur la phrase malheureuse prêtée au ministre de la guerre, combien il se trompait. Disons ici, pour n'y plus revenir, ce qu'il y avait à la fois de plausible et de chimé-

(1) *Procès-verbal* de la séance du Corps législatif, 15 juillet 1870.

rique dans les paroles du ministre des affaires étrangères.

Le gouvernement avait, en effet, repris les négociations restées sans résultat avec l'Autriche et avec l'Italie. Jusqu'à quel point elles furent près d'aboutir, nous l'ignorons; M. de Grammont s'étant retranché derrière le secret professionnel pour ne donner que des renseignements très vagues (1). Du 26 juillet au 6 août, un traité secret fut cependant négocié entre l'Italie et l'Autriche, qui se garantissaient mutuellement leur territoire et convenaient d'observer de concert une neutralité armée; le 15 septembre, ces deux puissances devaient coopérer à la guerre contre la Prusse et réclamer le *statu quo* sur la base du traité de Prague. Toutefois, cette attitude, nettement favorable à la France, était subordonnée à l'action des troupes françaises dans l'Allemagne du Sud, et au succès de leurs armes (2). Ces négociations n'eurent pas de suite. L'attitude de la Russie imposa à l'Autriche une déclaration de neutralité. Le 28 juillet, le Danemark et, quelques jours après, l'Italie faisaient une déclaration identique. — On doit rattacher à ces négociations *in extremis* la proclamation lancée par Napoléon III, le 22 juillet. Il s'y montrait comme l'ennemi de la seule ambition prussienne : « Nous ne faisons pas, disait-il, la guerre à « l'Allemagne dont nous respectons l'indépendance, « nous formons des vœux pour que les peuples qui com-

(1) Duc de Grammont, *la France et la Prusse avant la guerre*, p. 4.
(2) Sorel, t. I, p. 240.

« posent la grande nationalité germanique disposent « librement de leurs destinées (1). » Cette attaque contre l'œuvre de M. de Bismark était bien tardive après les fautes de la diplomatie en 1866. Enfin, la France vit rapidement la neutralité bienveillante de l'Angleterre changer de caractère. Dès le 16 juillet, en même temps, sinon de concert avec la Russie et la Bavière, le ministère Gladstone avait fait à Berlin des tentatives de médiation. M. de Bismark, soutenu et poussé en avant par l'exaltation du parti militaire, les avait péremptoirement repoussées. Le ministre prussien publia même, pour s'enlever toute préoccupation de cette nature (25 juillet), le traité dicté par lui à M. Benedetti, et qui avait pour objet l'annexion de la Belgique et du Luxembourg. Il n'hésitait pas à en falsifier la date et à en attribuer l'initiative à la France. Mais il forçait ainsi les dernières indécisions des États de l'Allemagne du Sud, soulevait contre Napoléon III un grand mouvement d'indignation en Angleterre, où l'on se préoccupa désormais seulement d'obtenir du gouvernement prussien (9 août) et du gouvernement français (11 août) une garantie officielle de la neutralité de la Belgique. Dans son ressentiment, le gouvernement anglais se fit le propagateur d'une ligue des neutres qui, malgré son nom, était évidemment défavorable à la France.

Quelque triste que s'annonçât la situation, rien ne pouvait désormais empêcher la France de la subir. Le

(1) A. Sorel, t. I, p. 220.

17 juillet, la déclaration de guerre partait de Paris, et elle arrivait à Berlin dans la nuit du 18 au 19. A Paris, les manifestations belliqueuses augmentaient, sans gagner la province, qui avait voté quelques jours auparavant (8 mai) le plébiscite comme une preuve de sa confiance dans la politique pacifique de l'empereur. A Berlin, l'enthousiasme fut aussi grand, sinon plus, qu'à Paris. La population allemande sembla toutefois faire porter la responsabilité des hostilités sur Napoléon. M. de Bismark, afin de provoquer les tentatives des ennemis intérieurs de l'Empire, et de désunir la France, encouragea cette manière de voir par la proclamation du 2 août, dans laquelle le roi Guillaume déclarait « ne faire la guerre qu'à Napoléon III et à son armée et non aux Français ».

Il n'y avait plus qu'à agir, et l'on s'y prépara des deux côtés d'une manière toute différente.

L'empereur, qui s'était réservé la direction suprême des opérations, semblait affaissé moralement et physiquement; sa réponse à une adresse enthousiaste présentée par le Sénat témoignait de deux préoccupations principales : la première était d'abriter sa résolution derrière le sentiment national; la seconde de mettre en évidence le prince impérial, alors âgé de quatorze ans. Dans sa proclamation du 16, il le représentait « comme fier de prendre sa part dans les dangers de « ceux qui combattent pour la patrie (1) ».

(1) Th. Duret, *Histoire de quatre ans*, t. I, p. 176 77.

Les Chambres prorogées le 23, la régence laissée à l'impératrice Eugénie, Napoléon III arrivait à Metz le 28 juillet; il avait pour chef d'état-major le maréchal Lebœuf, qui abandonnait l'intérim du ministère de la guerre au général Dejean.

Les premiers ordres de mobilisation dataient du 14 juillet. Le 16, le mouvement des corps qui devaient former l'armée du Rhin commençait. Dix jours plus tard, plus de 186,000 hommes étaient transportés à la frontière, grâce à l'organisation des transports militaires, créée par le maréchal Niel sur la ligne de l'Est (1). Malheureusement ces troupes avaient, non seulement à se concentrer, mais à se former; et la formation s'opérait dans des conditions de trouble qui s'expliquent par l'insuffisance de l'effectif des bataillons de l'armée active, par l'appel des réservistes, qui, forcés de se rendre au dépôt, et dirigés par corps isolés sur le terrain des hostilités, et à des époques différentes, trouvaient difficilement leurs corps, quand ils les trouvaient. D'autre part, la confusion des services était tellement grande que des officiers généraux eux-mêmes cherchaient vainement leur division ou leur brigade. L'incurie était encore plus effrayante dans l'administration et dans les services spéciaux (2). C'était, pour ainsi dire, au pas de course qu'on devait répartir l'artillerie, le génie, dans les différents corps. Puis, les appro-

(1) De Mazade, *la Guerre de France*, t. I, p. 62.
(2) Id.

visionnements manquaient déjà : dès le 29, le maréchal Lebœuf demandait du biscuit, dont on avait épuisé le stock. Les cantines, les ambulances, les infirmiers, n'étaient pas prêts ou étaient en Afrique (1). On avait cru tout sauver en gagnant quelques jours sur les Prussiens ; il se trouvait que la confusion résultant d'un mouvement précipité avec une organisation incomplète faisait perdre le bénéfice du temps gagné. Il eût fallu pourtant agir sans retard. C'était ainsi que l'empereur l'avait voulu dès le principe. Son idée, la seule idée nette qu'il se fût formée sur la guerre, était de franchir le Rhin, avant que les Prussiens fussent mobilisés, de gagner la ligne du Mein, d'isoler ainsi la Confédération du Nord de l'Allemagne du Sud, de provoquer l'alliance effective de l'Autriche et de l'Italie. Il comptait sur ce premier coup de foudre pour décider du reste de la campagne (2).

L'armée du Rhin, partagée en sept corps (huit en y ajoutant la garde impériale), était placée à Saint-Avold, à Thionville, à Metz. Bazaine commandait en chef ces trois corps disposés en triangle. Les autres corps, sous les ordres du maréchal de Mac Mahon, étaient à Bitche, au nord de Strasbourg, à Belfort et à Châlons. La garde impériale se dirigeait, avec le général Bourbaki, de Nancy sur Metz. Le parc général d'artillerie était à Toul. La réserve de cavalerie s'organisait à Luné-

(1) Déposition des Intendants dans l'*Enquête parlementaire*.
(2) De Mazade, *loc. cit.*, t. I, p. 59.

ville et à Pont-à-Mousson. C'étaient autant d'armées de 15 à 30,000 hommes, isolées sur une frontière de 160 kilomètres; « une ligne de douaniers », disaient les soldats français (1).

Le général de Moltke comptait, au contraire, ne faire toucher la frontière aux têtes des colonnes prussiennes que le 3 août; mais il prétendait par une mobilisation prudente disposer dès le début de toutes les forces des trois armées allemandes (2). En effet, du 16 au 24 juillet, 385,000 hommes, avec 1,200 pièces de canon, furent mobilisés méthodiquement dans les délais et selon les dispositions mathématiques prises par l'état-major allemand. La première armée, sous le commandement du général Steinmetz, était en avant de Trêves. Cette armée comprenait à peu près 60,000 hommes (3). La deuxième, sous le prince Frédéric-Charles, marchait de Mayence sur la Sarre; elle était formidable et composait une masse énorme de 130 à 140,000 hommes. Une seconde ligne de troupes, commandée par le prince royal de Saxe, la soutenait et portait son effectif à près de 200,000 hommes. Ces deux premières armées devaient peser de leur poids immense sur la frontière mal défendue par l'insuffisance de la Lauter et par la neutralité du Luxembourg. La troisième armée, dirigée par

(1) De Mazade, t. I, p. 71.

(2) *La Guerre franco-allemande*, rédigée par la section historique du grand état-major prussien, t. I, p. 170-171.

(3) Bœrt, *la Guerre de 1870-1871. Abrégé du colonel Rustow*, p. 110.

le prince royal de Prusse, était destinée à forcer la ligne même de la Lauter en marchant de Landau sur Wissembourg ; elle comprenait de 130 à 160,000 hommes. A l'éparpillement des troupes françaises, répondait donc un mouvement de concentration, qui jetait sur les trois corps français plus de 400,000 hommes. C'était le plan longuement mûri du général de Moltke, qui avait fixé *Paris* pour objectif principal de la campagne (1). Le 28 juillet, les positions prussiennes étaient entièrement occupées, les chefs des trois armées étaient à la tête de leurs troupes; M. de Moltke choisissait le 3 août pour le début des hostilités, et, le 31 juillet, partait avec le roi Guillaume et M. de Bismark pour le grand quartier général de Mayence. Arrivé le dernier, il était prêt le premier.

Les Français, obligés de s'organiser en marchant, étaient impuissants à agir. C'est pour essayer d'égarer l'opinion sur cette impuissance, et devant l'étonnement qui accueillait l'immobilité de l'armée française, que Napoléon III se décida à faire la démonstration de Saarbruck (2 août). Le corps de Frossard, en s'avançant, détermina, après une légère escarmouche, la retraite d'un régiment d'avant-garde prussien (2). Aussitôt, l'empereur envoya aux journaux de Paris la nouvelle de ce « mouvement rétrograde de l'armée prussienne », et lui donnant à dessein l'apparence d'une

(1) De Mazade, *la Guerre de France*, t. I, p. 75.
(2) Cf. De Mazade, *loc. cit.*, t. I, p. 87, et Bœrt, *loc. cit.*, p. 121.

défaite, il en profita pour faire tenir à ces journaux un récit des premières armes du prince impérial. « Cette jolie affaire », dont parlait le maréchal Lebœuf, ne se rattachait à aucun plan d'ensemble, et la stupeur s'empara des officiers sérieux, lorsqu'ils apprirent que le quartier général n'attachait aucune importance à cette première opération.

Le 3 août, un nouveau mouvement d'avant-garde amenait les 6,000 hommes de la division Abel Douay à l'extrémité de la frontière menacée, à Wissembourg sur la Lauter. Le même jour, le prince royal de Prusse recevait l'ordre de passer la Lauter près de Wissembourg. Forte de 20,000 hommes, la tête de colonne de la troisième armée tomba sur la division Douay, qui fut surprise le 4 août. Dans la ville et sur les hauteurs, les Français se défendirent avec acharnement pendant trois heures; le général Douay fut tué et leurs positions furent tournées par les forces ennemies toujours croissantes. Les Allemands perdaient 1,500 hommes (1), la division française 1,200 et 1,000 prisonniers, un seul canon (2); mais elle battait en retraite, abandonnant la ligne de la Lauter. — La France était envahie.

Le maréchal de Mac Mahon, nommé le même jour commandant supérieur des 1er, 5e et 7e corps, comme Bazaine des 2e, 3e et 4e corps en Lorraine, arrivait le 4 à Haguenau, et prenait la résolution de défendre à

(1) *Grand état-major prussien*, t. I. Supplément, p. 102-106.
(2) De Mazade, *loc. cit.*, t. I, p. 93.

Wœrth la ligne de la Sauer, parallèle à celle de la Lauter. Ses troupes, réunies à celles du général de Failly, qu'il attendait, devaient s'élever à 60,000 hommes à peu près. Ne pouvant s'étendre, il dut se concentrer sur le plateau situé entre Frœschwiller et Reichshoffen.

Le 5 au soir, les colonnes prussiennes atteignirent la Sauer; le matin du 6, la disproportion des forces paraissait tellement évidente, qu'on parlait d'un mouvement de retraite; un combat d'avant-garde le rendit impossible. Jusqu'à midi, les Allemands ne purent déloger le maréchal de Mac Mahon du plateau de Frœschwiller; mais, à ce moment, l'arrivée de troupes nombreuses et fraîches permit aux généraux prussiens de commencer un mouvement tournant des positions françaises au sud par Morsbronn (1). Arrêtés un instant par la charge héroïque des cuirassiers du général Michel, et par celle des cuirassiers du général Bonnemains, sur le front nord de la bataille, les Allemands achevèrent néanmoins leur marche tournante, à quatre heures du soir. Les Français alors se replièrent par Reichshoffen; ils avaient 7,000 hommes tués, dont les deux généraux Colson et Raoult, laissaient 9,000 prisonniers, 28 canons et 5 mitrailleuses aux Prussiens, qui avaient perdu 10,500 hommes (2). Du corps de Failly, qu'on avait espéré toute la journée, une seule

(1) Vandevelde, *Commentaires sur la guerre* de 1870-1871, p. 30.
(2) *Grand état-major prussien*, t. I. Supplément, p. 129 et 284.

division fut à portée, le lendemain 7, de recevoir les fuyards, qui, dans leur panique et leur confusion, abandonnaient l'Alsace et traversaient précipitamment les Vosges.

Le jour même de la bataille de Reichshoffen (6 août), les Français subissaient une seconde défaite. Isolé à Forbach, comme Douay à Wissembourg, le général Frossard se heurtait au mouvement en avant de l'armée de Steinmetz. Placé sur les hauteurs de Spicheren, dans une forte position, il avait 28,000 hommes de troupes éprouvées; les Prussiens, qu'il attaqua à l'improviste, furent longtemps inférieurs en nombre : jusqu'à trois heures, ils furent exposés à une défaite; mais l'arrivée des généraux de Zastrow et de Gœben rétablit l'équilibre des forces; à sept heures du soir, Frossard battait en retraite, il avait perdu 5,000 hommes, les Allemands, 6,000; il n'avait reçu de secours ni du général de Failly, placé entre lui et Mac Mahon, ni du maréchal Bazaine, récemment nommé au commandement de l'armée de Metz. Ce dernier pourtant, placé à Saint-Avold, était réuni à Forbach par le chemin de fer. — Frœschwiller livrait l'Alsace aux Prussiens, Forbach leur ouvrait la Lorraine.

Sans parler de l'effet moral produit sur les soldats par ces premiers désastres, la désorganisation, jusqu'alors mal dissimulée, éclatait en plein jour, ainsi que l'incapacité du commandement en chef et des généraux

(1) Cf: Vandevelde, *loc. cit.*, p. 35 et De Mazade, *loc. cit.*, p. 110-111.

les plus en faveur auprès de l'empereur. Le 10 août, le premier corps entrait à la débandade à Lunéville; le même jour, le général de Failly y arrivait aussi; pris d'affolement, il avait quitté Bitche, laissant derrière lui une de ses brigades, fort exposée, et s'était jeté à travers les Vosges pour rejoindre Mac Mahon. Les deux corps réunis abandonnaient la route de Nancy, d'où l'on pouvait communiquer avec le quartier général de Metz, et continuaient leur retraite vers le sud, par la route de Chaumont. Moins désastreuse, la retraite de Frossard avait été ralentie par un faux mouvement (1).

Le contre-coup de ces événements se fit violemment sentir à Paris. Une fausse nouvelle d'une grande victoire courut à la Bourse le 6 août, excita un enthousiasme soudain, et fit place, lorsqu'on connut la réalité, à une stupeur mêlée d'indignation, qui força la régente à convoquer les Chambres. Le cabinet Ollivier tomba sous un vote de défiance, le 9 août 1870, et fut remplacé par un ministère de défense nationale, présidé par le général Cousin-Montauban, comte de Palikao, qui, depuis l'expédition de Chine, passait pour un homme de guerre et un organisateur. En se prêtant en apparence à quelques mesures radicales, comme l'organisation de la garde nationale et la levée en masse, le comte de Palikao eut quelques jours de popularité. Il céda aussi aux prétentions justifiées du Corps légis-

(1) De Mazade, *loc. cit.*, t. I, p. 122.

latif d'enlever le commandement supérieur à l'empereur. Mais il se montra, par contre, entièrement dévoué aux idées de l'impératrice, et porta dans la direction des opérations militaires ses préoccupations dynastiques.

Le nouveau ministre avait à rallier deux armées en retraite, et à substituer un plan de campagne décisif et énergique aux hésitations et à la mollesse qui avaient permis l'invasion du sol national. La confusion était extrême au quartier général de Metz, depuis le 7 août; la multiplicité des résolutions, aussitôt abandonnées que prises, et des ordres et contre-ordres, empêchait tout coup de vigueur, ou toute retraite rapide. Cette incertitude fatale dura du 7 au 14 août. Le 13, le maréchal Bazaine recevait le commandement supérieur de l'armée du Rhin, et même de l'armée qui devait se reformer, avec Mac Mahon, à Châlons. Le maréchal Lebœuf abandonnait les fonctions de major général, mais l'empereur continuait à donner des ordres. Bazaine, après avoir rassemblé ses corps et celui que Canrobert lui amenait de Châlons, se trouvait à la tête de 170,000 hommes. Il avait alors à choisir entre trois partis : ou marcher aux Prussiens, ou immobiliser une grande partie des forces allemandes sous Metz, ou aller rejoindre sans retard Mac Mahon à Châlons.

Dans le premier moment, les Allemands avaient été quelque peu étonnés de leurs victoires : car, malgré la conscience qu'ils avaient de leur supériorité, ils ne

croyaient pas devoir rester maîtres de l'Alsace après trois jours de campagne. Ils avaient fait des pertes sensibles, et devaient, par conséquent, laisser quelques jours de répit aux généraux français (1). Fidèles, d'ailleurs, à leur parti pris de prudence, les chefs allemands ne voulaient avancer qu'en force. Or, l'armée du prince Frédéric-Charles, qui n'avait pas encore donné, arrivait seulement le 7 août à Sarreguemines; tandis que la première armée recevait le corps du général de Manteuffel, Steinmetz et Frédéric-Charles se proposaient de rejeter l'armée du Rhin sur Metz, et le prince avait pour mission de tourner par le sud le maréchal Bazaine pour lui couper la route de Châlons. La troisième armée (prince de Prusse) marchait sur Nancy pour surprendre Mac Mahon dans sa réorganisation à Châlons même; elle laissait derrière elle les Badois pour assiéger Strasbourg. Le 8 août, le prince royal s'engageait dans les Vosges, sans se préoccuper des places fortes de peu d'importance, comme Bitche, qu'il fallut peu de monde pour bloquer; Lichtenberg et la Petite-Pierre, qui furent rapidement occupées. Phalsbourg, déterminé à se défendre énergiquement, fut entouré de forces plus importantes. Éclairé par une nuée de uhlans, le prince royal achevait le 12 août, à Sarrebourg, la traversée des Vosges, sans avoir interrompu ses communications avec Frédéric-Charles.

(1) V. Une lettre du général Trochu, citée par M. de Mazade, *loc. cit.*, t. I, p. 126.

Arrivés en pays plat, les Allemands pressèrent leur marche. Le 13, les coureurs interrompaient la ligne ferrée à Frouard; le 14, les cavaliers du prince Albert occupaient Nancy, sans résistance, et recevaient même les politesses du préfet Podevin; le 15, le quartier général du prince Fritz était à Lunéville, les uhlans atteignaient Commercy; le 16, l'état-major de la troisième armée était à Nancy. Un double mouvement parallèle amenait, le 14, Steinmetz sur la Nied, au nord de Metz; Frédéric-Charles, au sud, sur la route de Pont-à-Mousson, à 15 kilomètres des campements de Bazaine, sur la rive droite de la Moselle.

Dans le camp français, on ignorait les positions exactes de l'ennemi. Cependant on le savait proche, et cela suffit pour que l'idée de repasser sur la rive gauche de la Moselle devînt générale. Le 14 août, l'empereur quittait Metz, passait la rivière et attendait l'armée à Longeville. La marche en arrière s'opéra d'abord sans difficulté. Une partie de l'armée restait seule sur la rive droite, lorsque le général de Goltz, dont la division formait à Pange les avant-postes de Steinmetz, résolut, quoique sans ordres, de retarder à tout prix la marche des Français: à cet effet, il se jeta sur leur arrière-garde, à Borny. Bazaine suspendit alors sa marche; deux divisions tinrent victorieusement tête aux assaillants que le général de Manteuffel fit inutilement renforcer: à huit heures du soir, les Allemands se retiraient.

C'était le premier avantage remporté par la France

depuis l'entrée en campagne; mais si glorieux que fût ce combat de Pange ou de Borny, il n'empêcha pas Frédéric-Charles d'arriver le 15 à Pont-à-Mousson, lorsque les Français étaient encore sous Metz, au lieu d'approcher de Verdun. Rien ne s'opposait plus à la marche tournante de la seconde armée prussienne. L'armée française avait peu avancé; le troisième corps dont le chef, général Decaen, avait été tué et remplacé par le maréchal Lebœuf, s'était reconstitué sans marcher. Le 15 au soir, les divisions de Bazaine les plus en avant étaient à peine à Rezonville, et tandis que l'empereur gagnait Verdun par Etain, au nord, la cavalerie de l'armée française se dirigeait sur Mars-la-Tour, au sud.

Pendant toute la journée du 15, l'armée de Frédéric-Charles, intacte et qui n'avait pas encore rencontré d'ennemi, se dirigea de Pont-à-Mousson par Thiancourt, sur la route de Verdun; en même temps, les uhlans précédaient Frossard à Mars-la-Tour. Le 16 août, à neuf heures du matin, la deuxième armée se jetait en travers des premières colonnes françaises (1). Jusqu'à midi, les Allemands, n'ayant amené que deux corps et deux divisions sur le terrain, ne purent obtenir, dans leur attaque par le sud, qu'un mouvement rétrograde de peu d'importance du général Frossard au delà de Rezonville. Pendant ce temps le maréchal Canrobert se maintenait avec une admirable énergie derrière Vionville, plus près de Mars-la-Tour, sous le feu

(1) Vandevelde, *loc. cit.*, p. 57.

meurtrier de l'artillerie prussienne. Mais, tandis que Lebœuf et Ladmirault n'amenaient que peu à peu leurs troupes sur le champ de bataille, et s'épuisaient jusqu'à six heures du soir en efforts héroïques pour repousser les attaques de l'ennemi, les Allemands faisaient entrer en ligne des forces supérieures, et essayaient encore, mais en vain, en sortant de Vionville, de déborder Canrobert; la garde impériale avec Bourbaki le soutenait intrépidement. Ladmirault réoccupait Rezonville et repassait la route de Verdun. A neuf heures, le prince Frédéric-Charles, satisfait de rester à Vionville, renonçait à un résultat définitif. Il avait 16,000 hommes hors de combat; les Français en avaient plus de 17,000 (1).

L'action était indécise, puisque les Français gardaient leurs positions de début; mais leur retraite par Verdun devenait impossible, car, dans la nuit, les 80,000 hommes de la deuxième armée allemande pouvaient être doublés par l'arrivée des derniers corps; de plus, la première armée, dont une partie avait pris part à la fin de la journée, continuait à passer la Moselle au sud de Metz. Les craintes qu'on avait conçues sur l'augmentation des forces allemandes furent justifiées: le 17 août au matin, les Prussiens avaient concentré au sud de la route de Verdun plus de 200,000 hommes. Mais l'attaque attendue ne se produisit pas; Bazaine, dans la nuit du 16 au 17, était

(1) *Grand état-major prussien*, t. I. Supplément, p. 178-179.

retourné sous Metz. Le 17, il s'établit dans le secteur nord compris entre la route de Verdun à Lunéville. Il occupa Plappeville et le ban Saint-Martin (quartier général) sur la Moselle, et Saint-Privat-la-Montagne, à l'extrémité nord de l'arc de cercle. Ces positions étaient excellentes ; toutefois il était nécessaire de les appuyer sur les forts de Metz. Le maréchal ne le fit pas et dès lors on commença à douter de ses intentions.

La journée du 17 fut également une journée de marche pour les Prussiens. Suivant leur cercle tracé d'investissement, ils poussèrent de Mars-la-Tour jusqu'à Saint-Privat et se placèrent ainsi entre les dernières lignes de retraite et l'armée française. La journée du 18 août devait donc définitivement rejeter Bazaine sur Metz ou lui laisser encore une chance d'échapper. Le maréchal ne croyait pas être attaqué au nord de ses positions ; il fut surpris. L'armée française, mal commandée, dut résister à des troupes bien supérieures en nombre, dirigées d'après un plan arrêté d'avance et exaltées par leurs premiers succès. Elle le fit avec le courage héroïque qu'elle avait déjà déployé à Borny et à Mars-la-Tour. Ni le général Frossard, ni le général Ladmirault ne se laissèrent entamer à l'ouest. Le maréchal Canrobert, qui défendait Saint-Privat avec 25,000 hommes contre 90,000, et 66 pièces de canon contre 240, se maintint énergiquement ; il savait que la prise de Saint-Privat devait bloquer définitivement l'armée sous Metz. Tourné par les Saxons par Roncourt au nord de Saint-Privat, il eût pu faire face,

si la réserve que la garde formait, sous le commandement de Bourbaki, avait donné. Mais ce général, placé derrière Ladmirault, au nord de Plappeville, ignorait la situation et ne recevait pas d'ordres (1); et cela tint, fait incroyable, à ce que le maréchal Bazaine ne parut pas de la journée sur le champ de bataille. Le général en chef croyait encore à une affaire indécise, comme celle de Mars-la-Tour, et comptait même, on ne sait pourquoi, sur un succès de ses troupes. A sept heures, Saint-Privat était en feu, Canrobert restait sans secours; il dut se retirer, laissant ainsi les Prussiens s'étendre jusqu'à la Moselle et fermer le cercle de l'investissement. Le maréchal Bazaine apprit avec surprise ce résultat et envoya une brigade de la garde impériale, qui arriva trop tard et ne fit qu'arrêter un instant le rapprochement des positions prussiennes (2). Les Français, à Mars-la-Tour, avaient perdu 17,000 hommes, 1,000 de plus que les Allemands (3); le 18, Bazaine laissait sur le champ de bataille de Saint-Privat 18,000 tués ou prisonniers, tandis que la première et la deuxième armée allemandes avaient 20,000 hommes hors de combat (4). Pour la France, la journée du 18 avait une terrible conséquence : elle lui enlevait, en quelque sorte, sa dernière armée organisée : ses meilleurs soldats étaient désormais immobilisés sous Metz.

(1) De Mazade, *loc. cit.*, I, 169 (V. la note).
(2) Th. Duret, *Histoire de quatre ans*, t. I, p. 236.
(3) *Grand état-major prussien*, t. I. Supplément, p. 178-179.
(4) Id., t. II. Supplément, p. 200-201.

La nécessité de rester uni devant l'ennemi explique seule comment le ministère du 9 août (Palikao) résistait à l'affolement public et se maintenait devant une Chambre agitée par la frayeur ou par l'indignation. Il évitait d'ailleurs de porter catégoriquement aux députés les mauvaises nouvelles, en retardait l'arrivée, prenait des airs mystérieux au sujet des combats livrés autour de Metz. Le général Mautauban allait même jusqu'à transformer Saint-Privat en victoire, et annonçait que la plus grande partie de la cavalerie prussienne avait péri dans les carrières de Jaumont. Au fond, il était peu renseigné, et devant l'opposition qui sentait qu'on l'égarait, il s'occupait surtout du côté politique de la situation. Il était évident que l'empire avait été fortement ébranlé par les malheurs successifs du mois d'août. Le dernier espoir de la France était dans l'armée de Mac Mahon. Cette armée était pourtant bien désorganisée, et la confusion qui régnait à Châlons ne pouvait guère faire espérer sa prompte organisation (1).

Le 16 août, l'empereur, le prince Napoléon et le prince impérial y étaient arrivés venant de Metz; le général Trochu s'y trouvait également. Considéré comme peu favorable à l'empire, il avait été laissé de côté au début, puis, chargé de créer un prétendu corps de débarquement, destiné à être transporté par l'amiral Rigault de Genouilly dans la Baltique. Le comte de

(1) Général Trochu, *l'Empire et la Défense de Paris. Procès du Figaro*, p. 135 et suiv.

Palikao, comptant se faire un mérite de sa popularité, l'envoyait à Châlons prendre le commandement d'un corps en formation et qui avait pour base les dix-huit bataillons de garde mobile de la Seine ; leur chef, le général Berthaut, vantait leur bonne volonté au général Schmitz, chef d'état-major de Trochu, sans pouvoir faire le même éloge de leur instruction militaire, ni de leur esprit de discipline. Disons aussi que le dénuement dans lequel ils se trouvaient favorisait les goûts de maraude et de vagabondage. Aussi, sur l'avis des généraux Trochu, Schmitz et Berthaut, on renvoya les mobiles à Paris, où ils s'habituèrent bientôt à tenir campagne.

La question la plus pressante était de savoir qui commandait à Châlons. L'empereur, par sa seule présence, rendait la situation difficile. Dans le conseil de guerre du 17 août, le prince Napoléon et le général Trochu conseillèrent de concentrer la défense autour de Paris. Le corps de Mac Mahon et le 12e corps en formation, une fois réorganisés, s'y rendraient, tandis que le général Trochu, nommé gouverneur de Paris, préparerait l'armement de la ville et couvrirait de sa popularité le retour de l'empereur, laissant au général Lebrun, aide de camp de Napoléon III, le commandement du 12e corps. L'avis du maréchal de Mac Mahon, qui venait d'achever sa retraite par Chaumont, décida la marche sur Paris et la nomination de Trochu. Arrivé à Paris, le nouveau gouverneur se présenta immédiatement devant l'impératrice, qui le reçut assez mal, parce qu'elle le soupçon-

nait d'opinions orléanistes (1). Néanmoins, elle se résigna à le subir ; mais elle se refusa absolument à admettre le retour de l'empereur dans la capitale : c'était, à son avis, la honte, la révolution et la perte de l'empire. Elle s'appuyait sur les plans du général Montauban, qui, connaissant mal la situation de Bazaine, et considérant la persistance de la retraite comme dangereuse pour le moral des soldats, comptait envoyer Mac Mahon au-devant de l'armée de Metz. D'ailleurs, les nouvelles de Bazaine, ambiguës et naturellement lentes à parvenir, ne permettaient pas d'affirmer qu'il eût entièrement perdu la liberté de ses mouvements. Une série de dépêches fut donc expédiée à Châlons pour empêcher le retour de l'empereur. On évita même de prononcer son nom dans la proclamation du général Trochu (2). Napoléon III resta dans l'armée de Mac Mahon, sans situation définie, embarrassant de ses équipages, de sa personne et de son autorité le commandement en chef.

Déjà fort difficile à cause de la présence de l'empereur, la situation du maréchal de Mac Mahon l'était encore davantage par suite de son état de dépendance du maréchal Bazaine sous les ordres duquel il restait placé. De plus, son armée offrait peu de garanties de solidité. C'était bien une armée de 100,000 hommes, avec 400 bouches à feu, mais démoralisée, fatiguée, composée d'éléments disparates et de valeur

(1) *Enquête parlementaire*, déposition de M. Chevreau, t. I, p. 26.
(2) Th. Duret, *loc. cit.*, p. 261.

inégale; en somme, une armée bonne tout au plus pour défendre une place forte, mal faite pour l'offensive (1). Dans ces conditions, Mac Mahon estimait nécessaire de revenir sur Paris, et il se voyait poussé vers Bazaine par les dépêches de Palikao. Il prit un moyen terme : il se porta à Reims le 21 août, mais avec l'arrière-pensée de prendre le 22 la route d'Épernay, c'est-à-dire de Paris. L'arrivée de M. Rouher qui venait au nom de l'impératrice expliquer les nécessités politiques de la marche en avant, ne changea pas la résolution du maréchal; M. Rouher dut se contenter d'obtenir que l'empereur rentrerait avec l'armée et qu'une proclamation de Mac Mahon expliquerait les causes de la retraite (2).

Le mouvement en arrière commençait déjà le 22, lorsque Mac Mahon reçut une dépêche de Bazaine. Elle était du 19 août et annonçait que l'armée de Metz « allait prendre la direction du Nord et se rabattre ensuite par Montmédy sur la route de Sainte-Menehould à Châlons ». M. de Palikao profita de cette circonstance pour ordonner à Mac Mahon de reprendre la marche sur Metz. Celui-ci, fatigué, céda et, le 23, il quittait Reims (3).

A peine les généraux prussiens apprirent-ils son mouvement qu'ils résolurent de lui couper la retraite. Frédéric-Charles et Steinmetz bloquaient Bazaine; c'é-

(1) De Mazade, *loc. cit.*, t. I, p. 181.

(2) Cf. Th. Duret, *loc. cit.*, t. I, p. 266, et les dépositions de MM. de Mac Mahon et de Roufres contenues dans le premier volume de l'*Enquête parlementaire*, p. 29.

(3) De Mazade, *loc. cit.*, t. I, p. 193.

tait donc au prince royal de Prusse et au prince de Saxe qu'incombait le soin de combattre Mac Mahon. L'armée française devait passer les défilés de l'Argonne et la Meuse. Le prince de Saxe, plus rapproché d'elle, fut chargé de la retarder, pour donner au prince royal de Prusse le temps de franchir les quatre-vingts kilomètres qui le séparaient de la courbe supérieure de l'Aisne et de couper ainsi Mac Mahon de sa ligne de retraite. C'était, sur un plus vaste rayon, la manœuvre de Borny et de Saint-Privat, avec cette différence que ni Sedan ni Mézières ne pouvaient se comparer à Metz, et que le moindre danger était pour les Français d'être jetés en Belgique et désarmés. Une marche rapide pouvait seule les sauver : jamais ils n'avancèrent plus lentement.

Les Prussiens, au contraire, ne s'épargnèrent pas. Les coureurs du prince de Saxe apparaissaient déjà le 27 dans les défilés, et ceux du prince de Prusse poussaient jusqu'à Vouziers, alors que Mac Mahon n'avait pas encore atteint la Meuse et avait son quartier général au Chêne-Populeux.

Sans connaître exactement les positions des Prussiens, le chef de l'armée française se sentait enveloppé. Il comprit qu'il lui serait impossible de pénétrer jusqu'à Metz, et il annonça au ministère qu'il se mettait en retraite sur Mézières, afin de se rabattre sur Paris par l'Oise. La réponse du général de Palikao fut inflexible. Il ordonnait à Mac Mahon de secourir Bazaine ; il croyait pouvoir affirmer que l'armée française avait quarante-

huit heures d'avance sur le prince royal de Prusse. Il oubliait qu'une armée mal approvisionnée, composée de réservistes et de volontaires, dans un pays accidenté, et constamment exposée à des pluies torrentielles, ne pouvait exécuter les marches nécessaires pour conserver son avance.

Le maréchal dut obéir aux ordres du ministre. Il se décida à passer la Meuse pour marcher sur Montmédy, par Carignan. Le 29, la plus grande partie de l'armée avait franchi le fleuve. Seuls, les généraux Douay et de Failly, dont les troupes étaient absolument démoralisées, demeurèrent sur la rive gauche. Ils devaient passer sur la rive droite, le 30, à Beaumont. Le général de Failly n'atteignit ce point qu'à quatre heures du matin. Il crut devoir donner quelque repos à ses troupes, il les laissa dételer l'artillerie, nettoyer les armes, préparer le repas; il comptait passer la Meuse à onze heures; mais il se garda mal, ne fit pas fouiller les hauteurs boisées qui dominaient Beaumont, et montra pendant toute la matinée une sécurité parfaite. Vainement le maréchal de Mac Mahon s'était rendu lui-même à Beaumont, pressant de Failly de remonter, pour plus de sûreté, à Mouzon, et d'y passer la Meuse; il fallut que le 30, à midi, l'artillerie du prince de Saxe, amenée, sans bruit, à 400 mètres du camp français(1), le réveillât subitement. Les hommes étant épars et sans armes, les chevaux étant dételés, ce fut la plus terrible surprise

(1) Vandevelde, *loc. cit.*, p. 76.

de la campagne. 8,000 hommes seuls, à la voix de chefs intrépides, se formèrent pour tenir tête à l'ennemi. Les cuirassiers firent encore une de ces charges héroïques, qui permit au général de Failly, soutenu par quelques régiments du général Lebrun, de se retirer précipitamment sur Mouzon. Il avait perdu 1,800 hommes, 3,000 prisonniers et 25 pièces de canon. Cette défaite, que l'empereur traita d' « engagement sans importance (1) », amena la disgrâce du général de Failly. Le 31 août, le général de Wimpfen, arrivé récemment d'Afrique, fut désigné pour lui succéder.

Pendant ce temps, le général Douay avait gagné difficilement Remilly, suivi de près par les princes de Saxe et de Prusse, qui, réunis désormais, coupaient la route de Vouziers. Obligé de passer rapidement la Meuse, et trouvant le pont de bateaux de Remilly dans un tel état de délabrement, qu'une traversée rapide était dangereuse, Douay, apprenant que la route de Montmédy devenait impossible, et que l'armée battait en retraite sur Sedan, sépara son corps en deux parties, dont l'une franchit la Meuse et dont l'autre suivit parallèlement jusqu'à Sedan, sur la rive gauche.

Il était facile de prévoir que, lorsque les Allemands connaîtraient la marche sur Sedan, ils continueraient leur mouvement circulaire pour couper Mac Mahon de la route du Nord et de Mézières, et ne lui laisser d'autre alternative qu'une capitulation en rase cam-

(1) De Mazade, *Guerre de France*, t. I, p. 215.

pagne, ou une bataille dans un bas-fond entouré par un arc de cercle de 240,000 hommes, dont la corde était le territoire neutre de Belgique. Le salut de l'armée française dépendait donc de la rapidité de sa marche sur Mézières, et de la force avec laquelle elle occuperait la position d'Illy, qui, au nord de Sedan, commandait le défilé de Saint-Meuges, seule issue possible. Telle était bien l'intention du maréchal de Mac Mahon, qui, de Bazeilles au sud de Sedan, à Floing au nord, avait disposé ses troupes en demi-cercle, plaçant Lebrun à Bazeilles, Wimpfen à Givonne, Ducrot à Illy, Douay à Floing. Les positions furent occupées dans la journée du 31, et le maréchal comptait prendre le mouvement de retraite le 1er septembre. Toutefois, cette résolution n'était pas arrêtée avec précision dans son esprit, et il ne repoussait pas absolument l'idée d'une bataille. Au contraire, le général Ducrot, comprenant l'importance de la situation d'Illy qu'il occupait, voulait qu'on profitât de l'éloignement de l'ennemi pour passer au plus vite, tandis qu'on tenait les positions maîtresses.

Sans croire à la nécessité absolue de cette fuite, le maréchal de Mac Mahon pensait encore pouvoir refuser le combat, lorsque, à quatre heures du matin, l'état-major allemand, renouvelant la manœuvre de Borny, attaqua les positions françaises par le sud, à Bazeilles et à Givonne. Son dessein était de retarder un mouvement possible en arrière, et de permettre au prince royal de tourner les positions du nord. Les Bavarois furent

d'abord repoussés vigoureusement par l'infanterie de marine du général Martin des Pallières ; mais Mac Mahon fut blessé, et dut se retirer du champ de bataille en laissant le commandement de l'armée à Ducrot. Il était six heures du matin. Ducrot, sachant que Douay n'avait pas encore été attaqué, pensa qu'il était possible, en concentrant rapidement l'armée, de gagner Floing et le défilé de Saint-Meuges, c'est-à-dire la route de Mézières. La retraite commençait donc en pivotant sur le plateau d'Illy, lorsque le général de Wimpfen montra un ordre du ministère qui lui donnait le commandement, en cas d'empêchement du maréchal de Mac Mahon. Il croyait à la possibilité d'une victoire, et ordonna de reprendre le combat. Il se fondait sur le succès de la défense de Bazeilles par le corps de Lebrun ; on lui attribuait des paroles présomptueuses, l'assurance de jeter les Prussiens dans la Meuse (1). Bientôt Bazeilles fut en flammes, et comme les Bavarois occupaient le pont qu'on n'avait pas détruit, il devint impossible d'y tenir ; d'autre part, lorsque le général Ducrot, obéissant aux ordres de Wimpfen, revint prendre ses positions, qu'il avait quittées pour marcher sur Floing, il vit combien l'ennemi avait profité de sa retraite. Enfin, pendant ces opérations vaines et décousues, le prince royal avait tourné Douay et attaquait Ducrot à revers sur le plateau d'Illy ; le mouvement tournant était achevé ; les Prussiens, selon leur

(1) Lettre du général Pajol, citée par Rustow, dans Bœrt, p. 155.

expression, tenaient l'armée française comme dans une marmite. La cavalerie, sous les ordres du général Margueritte, qui fut tué, et du général de Gallifet, tenta d'héroïques mais inutiles efforts. Malgré l'énergie de Ducrot, l'infanterie se débanda. Douay ne put se maintenir à Illy; et, après plusieurs tentatives inutiles pour ressaisir cette position capitale, il vit aussi la panique éclaircir les rangs de ses soldats, comme elle avait éclairci ceux du corps de Ducrot. Enfin Lebrun fut obligé de reculer à Balan, sous les murs de Sedan. Le général de Wimpfen proposa alors de tenter une trouée au sud, vers Carignan, et répondit avec violence et par un refus à la proposition que lui faisait l'empereur de capituler. Napoléon, il est vrai, se trouvait au centre de l'armée française, et voyait cette masse affolée et dans un trouble inexprimable, décimée à coup sûr par le feu circulaire des obus prussiens. Wimpfen, avec le général Lebrun, tenta d'entraîner encore une fois les troupes; ce fut en vain; il fallut rentrer dans Sedan.

La capitulation s'imposait; le général de Wimpfen envoya sa démission : mais il n'était pas possible qu'on l'acceptât. Il venait récemment encore de faire enlever le drapeau blanc, hissé par ordre de l'empereur. Il avait fait acte de commandement jusqu'au bout, il devait en subir les conséquences. Les Prussiens étaient arrivés aux portes de Sedan, où les soldats français, pêle-mêle et désespérés, accusaient leurs chefs de trahison, et se répandaient dans la ville, hagards, dégue-

nillés, affamés (1). Un convoi de vivres, qu'on craignit de voir brûler dans la gare, était reparti pour Mézières. On voyait, au sud, s'élever de Bazeilles les flammes, activées par le pétrole que les Bavarois y avaient jeté, égorgeant, dans la rage que leur avait inspirée la défense de l'infanterie de marine, quarante vieillards, femmes ou enfants.

De Wimpfen se rendit donc le soir du 1er septembre, avec son chef d'état-major, le général Faure, et le général Castelnau, représentant de l'empereur, au quartier général allemand de Donchery. Il y trouva M. de Moltke, M. de Bismark, et le général de Blumenthal, chef d'état-major du prince royal. Le général de Wimpfen essaya d'obtenir pour l'armée française l'internement en Belgique; M. de Moltke exigea que la capitulation fût celle qu'entraînent les opérations en pleine campagne. Sur la menace du commandant français de tenter un effort désespéré, le chef du grand état-major prussien mit froidement sous ses yeux la situation : 240,000 hommes, 500 canons, contre une armée en désordre, réduite à 83,000 hommes, et sans munitions. A des arguments tirés de la nécessité de ne pas exaspérer le patriotisme français, M. de Bismark répondait par un acte d'accusation contre la France. Tout ce que put obtenir le général de Wimpfen, ce fut que le feu, au lieu de reprendre le lendemain matin à quatre heures, ne recommencerait qu'à neuf heures, pour laisser le

(1) Sorel, *Journal d'un Volontaire.*

temps de consulter les chefs de corps. — Quant au général Castelnau, il avait pour mission de refuser de traiter au nom de l'empereur, avec qui M. de Bismark se disait prêt à entrer en pourparlers.

De retour à Sedan, le général de Wimpfen convoqua un conseil de guerre qui fut tenu à six heures du matin. Ses membres furent d'avis, sauf les généraux Pellé et de Bellemare, de signer la capitulation. A la même heure, l'empereur sortit en voiture de Sedan et, trouvant à Donchery M. de Bismark, demanda à voir le roi Guillaume, avec lequel il avait échangé une lettre la veille. Une longue conversation avec le chancelier n'eut d'autre but, de la part de Napoléon III, que de démontrer qu'il n'avait pas voulu personnellement la guerre. Il manifesta cependant l'intention de demander au roi de Prusse de meilleures conditions pour l'armée. Prévenu par M. de Moltke, Guillaume, qui se rendait de Vendresse à Donchery, refusa de voir Napoléon III avant la signature de la capitulation : M. de Wimpfen se résigna. L'armée fut prisonnière de guerre et dut se rendre avec ses officiers dans la presqu'île d'Iges, formée par la Meuse, où elle resta quarante-huit heures, manquant de tout, réduite à boire l'eau de la rivière, empoisonnée par les cadavres. Les officiers gardaient leur épée, et, malgré tous les précédents militaires, qui défendent de séparer leur sort de celui des soldats, ceux qui promettaient par écrit de ne plus servir pendant la guerre pouvaient rentrer dans leurs foyers. A midi, la capitulation était terminée ; à une heure,

l'empereur avait une entrevue avec le roi Guillaume au château de Bellevue, puis partait pour Willemshohe. La France avait perdu 12,000 hommes, dont 20 généraux; 80,000 prisonniers, 558 bouches à feu, 1,072 voitures de toute espèce, 66,000 fusils et 6,000 chevaux (1) : sa dernière armée régulière. Quant aux vainqueurs, ils avaient près de 10,000 hommes hors de combat.

Pendant ce temps, le maréchal Bazaine restait dans une inaction absolue. Il ne paraît pas d'ailleurs qu'il ait reçu des nouvelles précises de la marche de Mac Mahon, du moins avant le 29 (2). Ce jour-là, les dépêches parvenues de l'armée de Châlons l'engagèrent à tenter d'enlever les positions des Prussiens à Noisseville et à Servigny, sur la route de Thionville. Surpris et inférieur en forces, le général de Manteuffel dut abandonner Noisseville aux troupes françaises. Mais, le 1er septembre, après avoir reçu des renforts, il refoulait les Français dans leur camp retranché, et l'affaire de Noisseville n'était plus qu'un épisode du désastre de Sedan.

Les événements du mois d'août devaient donner le coup de mort à l'empire. Une vive indignation saisit la population parisienne à la nouvelle de la capitulation de Sedan que M. de Palikao tenait cachée. Le Corps législatif fut envahi par la foule, demandant la déchéance de Napoléon III; l'ayant obtenue, les envahis-

(1) *Grand état-major prussien*, t. II, p. 1220 et Supplément, p. 311.
(2) *Affaire Bazaine*. Plaidoirie de Me Lachaud, p. 45.

seurs se portèrent, avec un certain nombre de députés, à l'Hôtel de ville, où, du haut du balcon central, un membre de l'opposition, déjà célèbre, M. Gambetta, proclama la République (4 septembre) (1). L'impératrice alla rejoindre son fils en Angleterre, et les ambassadeurs accrédités auprès du gouvernement impérial quittèrent Paris.

La République héritait de la plus épouvantable situation que mentionne l'histoire. L'armée prisonnière ou bloquée dans Metz, le trésor vide, la démoralisation générale, des ennemis innombrables et victorieux, inondant le sol national, telles étaient les difficultés que le gouvernement de la Défense nationale trouvait devant lui (2).

Ce gouvernement, présidé par le général Trochu, dont la prépondérance, apparente au moins, donnait à la révolution du 4 septembre son véritable caractère, se mit aussitôt à l'œuvre. Il se composait de M. Jules Favre, au ministère des affaires étrangères; de M. Gambetta, au ministère de l'intérieur; de M. Crémieux, à la justice; de M. Picard, aux finances; de M. Jules Simon, à l'instruction publique; de M. Dorian, aux travaux publics; de M. Magnin, à l'agriculture et au commerce; du général Le Flo, à la guerre; de l'amiral Fourichon, à la marine. Ces quatre derniers exerçaient des

(1) E. B. Washburne, *Franco-German war and insurrection of the Commune. Correspondence*, p. 62-63.

(2) Cf. T. Delord, t. VI, p. 538, et Duret, *Histoire de quatre ans*, t. I, p. 338-59

fonctions ministérielles sans faire partie du gouvernement, dont au contraire MM. Pelletan, Garnier Pagès, Rochefort, Glais-Bizoin, Emmanuel Arago furent membres, sans départements spéciaux, ainsi que M. Jules Ferry, bientôt délégué dans l'administration du département de la Seine.

La déchéance de la dynastie impériale n'arrêta pas les Allemands. Ils marchèrent sur Paris : le 15 septembre, ils étaient à Meaux. La France n'avait à leur opposer que quelques bataillons épars, sous les ordres des généraux Ducrot, Vinoy, Cambriels, la Motte-rouge; et dans Paris, des gardes nationaux plus redoutables pour l'ordre public que pour l'ennemi.

A peine installé aux affaires étrangères, M. Jules Favre vit l'isolement absolu de la France. Cependant la reconnaissance de son gouvernement par les États-Unis, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, les marques de bienveillance officieuse des représentants de l'Autriche, de l'Angleterre et de la Russie, lui firent concevoir l'espérance de provoquer un grand mouvement de sympathie en faveur de la France. Peut-être se leurra-t-il un moment d'obtenir une neutralité armée, qui imposât à M. de Bismark des conditions acceptables (1). Cette espérance, qui ne pouvait entrer que dans les imaginations vives, comme celle de M. Jules Favre, devenait plus chimérique encore après la circulaire qu'il avait adressée aux agents de la France à

(1) J. Favre, *le Gouvernement de la Défense nationale*, t. I, p. 120-130.

l'étranger, et où se trouvaient ces deux phrases : « Le « roi de Prusse a déclaré qu'il faisait la guerre, non à « la France, mais à la dynastie impériale, » et « Nous « ne céderons ni un pouce de notre territoire, ni une « pierre de nos forteresses (1). » Le sentiment national était alors à ce point surexcité que la netteté de ce langage parut alors chose toute naturelle. Un acte plus pratique fut celui qui remit à M. Thiers de pleins pouvoirs pour se rendre en Angleterre, en Russie, en Autriche et en Italie, afin de pénétrer les intentions des grandes puissances. Thiers, qui avait refusé la place officielle qu'on lui avait offerte auprès des chefs de la République, accepta, avec tout le dévouement qu'on pouvait attendre de son patriotisme bien connu, de parcourir l'Europe, malgré son grand âge. Le 12 septembre au soir, il partait pour Londres.

Cependant la tâche diplomatique du nouveau gouvernement ne paraissait pas achevée à M. Jules Favre : malgré la fierté d'attitude qu'il affectait, il sentait combien la guerre, qui allait continuer, était désastreuse, et il résolut de tenter un dernier effort en faveur de la paix. A l'insu de ses collègues, et peut-être malgré quelques-uns d'entre eux plus belliqueux encore, il sortit de Paris le 18 septembre, après avoir obtenu par l'entremise de l'ambassadeur d'Angleterre, lord Lyons, non pas l'assurance que M. de Bismark reconnaîtrait la République, mais au moins qu'il était prêt

(1) J. Favre, *loc. cit.*, p. 122.

à s'entretenir de la paix avec le nouveau ministre des affaires étrangères. Le 19, M. de Bismark et M. Jules Favre eurent deux entrevues au château de la Haute-Maison, près de Meaux, et à Ferrières, le lendemain 20, ils se rencontrèrent encore dans le château de ce dernier village. M. de Bismark posa comme premières conditions le principe de la cession de l'Alsace et de la Lorraine septentrionale, quoi que les diplomates bonapartistes aient pu en dire plus tard (1), la reddition de Strasbourg et d'un fort de Paris. A ces conditions seulement, il acceptait un armistice qui permît de réunir une Constituante appelée à décider de la paix, de la guerre et de la forme du gouvernement. Accepter ces propositions, c'était se livrer pieds et poings liés à la Prusse, et M. Jules Favre, en les refusant, partageait la « folie » de tout le monde, car l'opinion en France n'admettait pas qu'on pût, avant d'avoir épuisé toutes les ressources, traiter sur d'autre base que celle d'une indemnité pécuniaire (2). M. Jules Favre revint donc à Paris, sans avoir rien obtenu; et tous les partis se réunirent alors pour repousser avec indignation les exigences de l'Allemagne (3).

L'échec de M. Jules Favre compliqua la situation politique et parlementaire du gouvernement de la Défense nationale. Dès le 16 septembre, MM. Glais-Bizoin, Crémieux et l'amiral Fourichon avaient été

(1) De Mazade, *Guerre de France*, t. I, p. 332.
(2) Id., p. 333.
(3) Th. Duret, *Histoire de quatre ans*, t. II, p. 28.

délégués à Tours. Ils avaient pour mission d'activer la résistance et de préparer des élections pour une Assemblée nationale, fixées au 16, puis au 2 octobre. Un autre décret avait fixé les élections municipales au 25 septembre. Le refus de M. de Bismark d'accorder un armistice changeait la question. Les élections furent reculées indéfiniment. Les chefs du parti socialiste à Paris, opposés aux élections générales, espéraient former une *Commune*, qui dominerait et supprimerait bientôt le gouvernement républicain. Ils demandèrent vainement qu'on procédât aux élections municipales. Les manifestations du 22 septembre et du 8 octobre montrèrent que le parti anarchiste n'avait pas encore de profondes racines à Paris. La veille, M. Gambetta était sorti de Paris en ballon; il avait pour mission « d'organiser en France la victoire révolutionnaire, qui convenait à son caractère impétueux, à son imagination nourrie des légendes de 1792 (1) ». Vieux, fatigués et incompétents, MM. Glais-Bizoin et Crémieux, pleins de bonne volonté, d'ailleurs, n'avaient pu empêcher l'anarchie de se glisser à Marseille et à Lyon, et leur présence avait paralysé les efforts d'organisation militaire de l'amiral Fourichon et du général Lefort (2).

M. Gambetta, en arrivant à Tours, prit à la fois les fonctions de ministre de l'intérieur et de ministre de la

(1) Sorel, t. I, p. 390.
(2) De Mazade, *la Guerre de France*, t. I, p. 339.

guerre; il s'adjoignit un ingénieur distingué, M. de Freycinet, et se mit à l'œuvre avec une grande énergie. Il réussit à soulever le patriotisme de la province, mais il imposa aux généraux une surveillance qui froissa plus d'une fois leur susceptibilité, moins qu'on ne l'a dit pourtant, et exigea d'eux des efforts incompatibles avec l'état de l'armée et les nécessités de la stratégie (1).

M. de Bismark s'était flatté de terminer la guerre en septembre. Il ne tarda pas à s'apercevoir qu'il ne devait pas compter sitôt sur la lassitude des Français. Malgré la défaite du général Ducrot à Châtillon le 19 septembre (2), Paris continua ses préparatifs de résistance. Elle était condamnée sans doute à l'impuissance, cette résistance, mais elle devait laisser, selon l'expression du général Ducrot, aux générations suivantes, le bénéfice de l'honneur sauvé (3).

Après l'affaire du 19 septembre à Châtillon, l'indignation causée à Paris par les négociations de Ferrières avait bientôt relevé les courages. Le général Trochu, esprit systématique et prudent, convaincu qu'il fallait, tout au moins au début, se contenter d'une défensive énergique, s'empressa avec le général de Chabaud-Latour de mettre en état les quinze forts, les six redoutes et les 34 kilomètres de l'enceinte fortifiée. Il trouva pour les armer 2,700 pièces d'artillerie. Pour les travaux de terras-

(1) Voir, dans la *Revue politique et littéraire*, les articles de MM. Henri Martin et J. Reinach, janvier 1883.

(2) Général Ducrot, *la Défense de Paris*, t. I, p. 30.

(3) Id., *Enquête parlementaire*, t. III, p. 95.

sement, il fit un appel qui fut entendu, aux ponts et chaussées et aux entreprises privées. Malheureusement, du côté du sud les forts n'étaient pas à distance suffisante pour rendre le bombardement impossible. Avec une admirable activité, le ministre Dorian, secondé par le général Guiod, s'occupa de reconstituer le matériel, de fabriquer des chassepots, de transformer les vieux fusils et de fondre des canons.

L'armée active comprenait dès lors les 14,000 matelots de l'amiral La Roncière, placés dans les forts du nord, autour de Saint-Denis, 80,000 hommes des généraux Vinoy et Ducrot, 10 à 15,000 hommes de corps francs, tirailleurs, éclaireurs, francs-tireurs, 115,000 mobiles, dont 100,000 venus de province, soit en tout 220 à 240,000 hommes, qu'il fallait, il est vrai, pour la moitié tout au moins, équiper, exercer, aguerrir. Quant à la garde nationale, elle était fort nombreuse, mais assez mal organisée, armée à la hâte et, dans nombre de bataillons, pénétrée par les doctrines communistes, peu favorables à la discipline (1). Elle fut d'abord chargée de la garde des remparts, divisés en neuf secteurs; trois sur la rive gauche, regardant l'armée du prince de Prusse; les six autres, au nord, sur la rive droite, faisaient face à l'armée du prince de Saxe.

Une première opération rendit, le 23 septembre, quelque confiance aux troupes. Elles réoccupèrent Villejuif, le Moulin-Saquet et les Hautes-Bruyères, dont la pos-

(1) De Mazade, *Guerre franco-allemande*, t. II, p. 120-21.

session pouvait faire espérer que le front sud était désormais à l'abri d'un bombardement. Une nouvelle tentative eut encore lieu le 30 septembre pour étendre de ce côté la liberté des mouvements de l'armée assiégée ; les Français se précipitèrent sur Thiais, Chevilly et l'Hay, mais furent arrêtés et même repoussés avec des pertes sérieuses, par le 6e corps allemand, qui s'était barricadé dans ces villages (1).

Le 13 octobre, le général Trochu fit faire une grande reconnaissance, toujours vers le sud, pour s'assurer que les mouvements qu'on apercevait dans l'armée prussienne ne cachaient pas le départ d'une partie des troupes d'investissement. Pour la première fois, les mobiles donnèrent. Ceux de l'Aube perdirent leur commandant, M. de Dampierre. Les Français enlevèrent avec vigueur les villages de Bagneux, de Clamart et du Bas-Châtillon. Ce fut là que les Bavarois concentrèrent leur résistance, attendant des renforts qui arrivèrent bientôt. Le général Vinoy était persuadé qu'on pouvait pousser les succès plus avant ; mais le général Trochu résolut de se contenter de ceux qu'on avait déjà obtenus. Il lui suffisait de savoir que, sans être assez nombreux pour garder en force chaque point de l'investissement, les Prussiens avaient assuré leurs communications de manière à pouvoir se porter en masse et avec rapidité sur tous les points menacés. Le général Ducrot pensait, en outre, qu'il était possible de s'avancer sur la basse Seine. Il s'en ouvrit au gouver-

(1) Général Vinoy, *Opérations du 13e corps*, p. 190-215.

neur de Paris, qui lui donna l'autorisation de faire une démonstration sur la Malmaison, sous la protection du Mont-Valérien, afin d'interdire aux Prussiens la presqu'île de Gennevilliers, nécessaire aux opérations ultérieures (1). Un combat assez vif s'engagea le 21 octobre. Les zouaves enlevèrent le parc de la Malmaison avec une ardeur qui montrait combien le moral des troupes s'était relevé depuis le combat du 19 septembre. L'artillerie française joua un rôle important dans cette affaire, qui eut naturellement le résultat ordinaire; vers le soir, les Prussiens se massèrent sur les hauteurs de la Jonchère, réoccupèrent la Malmaison et prirent même deux pièces de canon; mais ils avaient été étonnés par l'entrain des troupes de Ducrot. M. de Bismark était furieux, et M. de Moltke regrettait de n'avoir sous les murs de Paris que 250,000 hommes.

La confiance renaissait donc à Paris. Malheureusement, le général Trochu avait à lutter contre les chefs du parti révolutionnaire, Flourens, Blanqui, Delescluse, Sapia. Ces agitateurs étaient en intelligence avec les 266 bataillons de garde nationale, qui devenaient dans les quartiers ouvriers de véritables cadres pour une insurrection armée. Ils ne laissaient échapper aucune occasion de faire des manifestations hostiles au gouvernement. Le 27 octobre, le bruit de la capitulation de Metz s'étant répandu à Paris, les meneurs socialistes imaginèrent d'attribuer ce désastre à l'incapacité de Trochu et de ses auxiliaires. Le lendemain, les francs-

(1) Général Ducrot, *la Défense de Paris*, t. I, p. 374 et suiv.

tireurs de la presse parisienne surprenaient les Allemands au nord de Saint-Denis, au Bourget, et s'y établissaient ainsi qu'à Drancy. Le général Carré de Bellemare, qui commandait à Saint-Denis, obtint du gouverneur de Paris qu'on garderait la position ; mais la journée du 29 fut insuffisante pour la fortifier et amener le canon nécessaire. Les Français, surpris à leur tour le 30, durent subir un feu meurtrier. Les francs-tireurs de la presse, les mobiles de la Seine, qui perdirent le commandant Baroche, et les marins furent décimés. Cette opération, quoique sans importance sérieuse, causa une nouvelle irritation contre le gouvernement que les exagérés accusèrent de sacrifier les enfants de Paris.

Dans la soirée du même jour, M. Thiers entra dans la capitale, avec un sauf-conduit de M. de Bismark ; il apportait la nouvelle certaine de la capitulation de Metz. Le gouvernement dut, dans le *Journal officiel* du 31 octobre, annoncer le retour du vaillant homme d'État et, en même temps, avouer la capitulation de Bazaine. Une insurrection éclata alors. Les gardes nationaux marchèrent sur l'Hôtel de ville et s'emparèrent de la plupart des membres du gouvernement. Le général Trochu, qui leur avait échappé, ainsi que MM. Picard et Ferry, introduisit, par un souterrain, dans l'Hôtel de ville, les mobiles bretons auxquels se joignirent bientôt les gardes nationaux restés fidèles. Les insurgés prirent aussitôt la fuite (1).

(1) Cf. de Mazade, *Guerre de France*, t. II, p. 162, et général Ducrot, *Enquête parlementaire*, t. III, p. 89.

L'insurrection du 31 octobre consolida le pouvoir du gouvernement de la Défense nationale, qui obtint au plébiscite du 8 novembre une immense majorité. Mais elle fit échouer définitivement les négociations péniblement menées par M. Thiers depuis le 12 septembre. Il avait été chargé d'obtenir un armistice qui permît à la France de constituer un gouvernement régulier (1), et d'essayer de provoquer les susceptibilités de l'Europe contre la Prusse. L'accueil sympathique qu'il avait reçu à Londres n'aveugla pas M. Thiers, il comprit que l'Angleterre ne se compromettrait jamais sur le continent; à Vienne, il rencontra des dispositions plus amicales, mais M. de Beust était retenu par la crainte de la Russie, qu'un traité secret liait avec la Prusse. A Saint-Pétersbourg, en dehors d'une action politique et militaire, le czar Alexandre II et M. de Gortschakoff offraient leur intervention pour traiter sur la base d'une cession de territoire; en Italie, le roi Victor-Emmanuel, laissé à ses propres forces, ne pouvait faire que des vœux pour le relèvement de la France. M. Thiers rapportait donc de son voyage à travers l'Europe une simple demande collective de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche et de l'Italie pour un armistice. Instruit de ce résultat par M. Thiers lui-même, lorsque ce dernier avait voulu pénétrer dans Paris, M. de Bismark avait désiré paraître déférer à l'intervention européenne: il avait accordé à M. Thiers un sauf-conduit et une escorte

(1) Sorel, t. I, p. 310.

pour entrer dans la capitale et recevoir du gouvernement les pouvoirs diplomatiques nécessaires. Introduit dans Paris, comme nous l'avons dit plus haut, le 30 octobre, M. Thiers, après avoir conféré avec M. Jules Favre, en repartit le lendemain au moment où la ville était en pleine effervescence. Jusqu'au 3 novembre, cependant, on parut ignorer à Versailles les événements du 31. M. de Bismark semblait, par déférence pour l'Europe, accorder un armistice évidemment défavorable à la Prusse, puisqu'il comportait vingt-cinq jours de trêve, la liberté des élections, l'immobilisation des forces allemandes, le ravitaillement de Paris et des places fortes assiégées (1).

Enfin, dans la matinée du 3 novembre, M. de Bismark se montra préoccupé; il prétendit que la révolution avait définitivement triomphé,et lorsqu'un des secrétaires de légation de M. Thiers, M. Cochery, envoyé à Paris, revint le 4 annoncer l'échec des révolutionnaires, le chancelier prussien refusa de négocier sur les mêmes bases, et proposa ou le ravitaillement avec occupation d'un fort, ou l'armistice simple, sans ravitaillement, proposition que le général Trochu avait repoussée tout récemment, malgré l'intervention du général américain Burnside. Bien que ces conditions nouvelles laissassent peu d'espoir à M. Thiers, il désira savoir quelles seraient les exigences définitives de la Prusse, au cas où le gouvernement de la Défense nationale accepterait l'ar-

(1) Th. Duret, t. II, p. 79.

mistice sans ravitaillement. Le ministre prussien demanda l'Alsace, la Lorraine septentrionale, sauf Metz, et trois milliards, en cas de paix immédiate, qu'il savait, d'ailleurs, rendue impossible par les conditions préliminaires, et annonça que, si la guerre continuait, il demanderait Metz et élèverait le chiffre de l'indemnité d'une manière notable (1).

Dans l'état de l'esprit public, il était impossible de traiter sur ce pied; toutefois, M. Thiers résolut d'en référer au gouvernement. On ne crut pas prudent de le laisser pénétrer dans Paris. Il eut une entrevue avec M. Jules Favre dans une maison ruinée du bois de Boulogne. Le général Trochu n'assistait pas à l'entretien; il craignait, si la chose s'ébruitait, de passer pour préparer une capitulation; il se fit représenter par le général Ducrot (2). M. Thiers se convainquit qu'il était nécessaire de continuer la lutte, pour éviter une révolution. De retour à Versailles, il rompit les négociations le 7 novembre, et repartit pour Tours. La proposition d'élections sans armistice avait été repoussée, comme nuisible à la préparation de la défense. Le 6, le *Journal officiel* avait annoncé la rupture des pourparlers, engagés sur l'initiative des puissances neutres. La guerre allait continuer.

Plus que jamais, en effet, MM. de Moltke et de Bismark se refusaient à perdre le moindre des avantages

(1) Thiers, *Enquête parlementaire*, t. V, p. 13.
(2) Général Ducrot, *Enquête parlementaire*, t. VI, p. 44.

qu'ils se promettaient de leurs victoires. Celles que les armées allemandes venaient encore de remporter, la prise de Strasbourg et la reddition de Metz, ajoutaient à leur confiance dans la possession future de l'Alsace et de la Lorraine.

Strasbourg avait été bloqué dès le 12 août par le général de Werder. Le commandant de la place, le général Uhrich, disposait bien de 20,000 hommes, mais cette garnison était composée d'éléments hétérogènes et de plus très démoralisée. Le 16, une première sortie amenait une débandade. Une sommation ayant été inutile, le général de Werder commença à bombarder la citadelle. Les assiégés répondirent et leurs boulets portèrent sur la ville de Kehl, au-devant de laquelle les Allemands avaient établi leurs batteries. Saisissant avidement ce prétexte, le 24 août, le général de Werder, après une seconde sommation (1), dirigea le bombardement sur Strasbourg même. Pendant la nuit du 24 au 25 août les obus allemands réduisirent en cendres le Musée, le Temple Neuf et la Bibliothèque, riche de 200,000 volumes. Le 26, la cathédrale fut atteinte. La population, fort éprouvée, se cacha dans les caves, sans songer à se rendre ; les autres édifices furent successivement brûlés, et les malheureux qui voulaient sortir de la ville, reçus à coups de fusil. Sur les remontrances qui lui furent alors adressées, le général de Werder consentit seulement à épargner désormais la

(1) *Grand état-major prussien*, t. II, p. 1283-1284.

cathédrale; aussitôt, les malheureux Strasbourgeois s'y réfugièrent en foule. Bientôt les remparts, battus par les pièces perfectionnées des assiégeants, furent remplis de brèches et commencèrent à s'écrouler.

En attendant, les Strasbourgeois soulevaient l'admiration et la pitié de l'Europe. Le 11 septembre, les Suisses du canton de Bâle obtinrent d'emmener 2,000 bouches inutiles.

La proclamation de la République et l'arrivée romanesque de Valentin, le préfet nommé par Gambetta, ne pouvaient avoir d'influence sur le résultat final. La commission municipale, composée des patriotes les plus éprouvés, invitait elle-même l'autorité militaire à traiter (1). Le 27 septembre, on craignit que la brèche ne fût assez large pour faciliter une prise d'assaut; les négociations commencèrent. Le 28, la capitulation fut signée : la garnison, réduite alors à 17,000 hommes, resta prisonnière ; 200,000 fusils et 1,200 canons devinrent la propriété des vainqueurs. Le bombardement avait fait 1,500 victimes civiles et détruit près de 500 maisons (2). Ce qui était encore plus grave, c'est que, désormais, les 50,000 hommes du général de Werder devenaient disponibles. Cette armée n'avait eu, pendant toute la durée du siège, que 187 tués et 933 blessés (3).

Mais si cruelle que fût l'émotion causée par la capi-

(1) De Mazade, *Guerre de France*, t. I, p. 261.
(2) Jacques Flach, *Strasbourg après le bombardement*, p. 2-4.
(3) *Grand état-major prussien*, t. III. Supplément, p. 24.

tulation de la capitale de l'Alsace, la chute de Metz devait avoir des conséquences plus funestes encore, et susciter en France une indignation semblable à celle qui avait suivi le désastre de Sedan.

Depuis la dernière tentative faite à Noisseville, dans les derniers jours d'août, le maréchal Bazaine avait paru se réserver. La nouvelle de la révolution du 4 septembre lui parvint indirectement. Un instant, il fit mine de reconnaître le nouveau gouvernement, mais après réflexion il se garda de faire aucun acte formel d'adhésion, et, comme il l'a avoué lui-même, il eut désormais pour principale préoccupation de conserver son armée intacte, en vue de la situation politique qui pourrait se produire ultérieurement à l'intérieur.

Le chef de la deuxième armée prussienne, le prince Frédéric-Charles, semble avoir pénétré de bonne heure les sentiments qui agitaient l'esprit du maréchal. Un article publié le 11 septembre par la « *Commandature* » prussienne laissait entendre que, si l'Allemagne consentait à traiter, ce serait soit avec l'empereur, soit avec le commandant de l'armée de Metz, mais non avec le gouvernement irrégulier de Paris. Le 16 septembre, le maréchal Bazaine demanda au prince Frédéric-Charles, contre les règlements militaires, par l'entremise du colonel Boyer, des renseignements exacts sur la situation. Le prince répondit par une note énigmatique, qui permettait de considérer Paris comme dépourvu de tout moyen de défense, et le gouvernement du 4 Septembre comme déjà menacé de périr; enfin, il

s'y trouvait à l'adresse du maréchal une invitation, à peine déguisée, d'entrer en négociations (1). A l'insu de ses lieutenants, Bazaine obtenait bientôt du prince l'envoi du colonel Borel auprès du roi Guillaume.

Ces pourparlers firent espérer à M. de Bismark la rapide reddition de Metz ; aussi, le 19 septembre, employait-il auprès de M. Jules Favre, à Ferrières, cet argument pour le décider à traiter à tout prix. Le chancelier était, en effet, résolu à se tourner vers le parti qui discuterait le moins ses conditions ; il ne se laissait arrêter par aucun scrupule et était prêt à employer tous les intermédiaires. C'est à ce moment qu'un aventurier français du nom de Regnier, qui exerçait à Londres la profession équivoque de médecin magnétiseur, vint le trouver. Ce personnage prétendait rétablir à la fois la paix et l'empire. Éconduit par l'impératrice, il avait obtenu du prince impérial quelques mots pour Napoléon III au bas de la photographie de la ville d'Hastings (2). Muni de cette singulière lettre de créance, il se présenta à M. de Bismark, qui n'hésita pas à l'envoyer à Bazaine. Le 23, il arriva au Ban Saint-Martin ; le maréchal Bazaine, sur la vue de la photographie déjà mentionnée, fit au sieur Regnier toutes les confidences les plus intimes sur le triste état de l'armée, et lui donna le 18 octobre comme date fatale de la capitulation. Après s'être retiré le soir, au quar-

(1) *Rapport* du général de Rivière, p. 213.
(2) Sorel, t. I, p. 345.

tier du prince Frédéric-Charles (1), Regnier rapporta le lendemain, 24 septembre, à Bazaine, une dépêche de Bismark, autorisant l'un des généraux de l'armée de Metz à aller prendre les ordres de l'impératrice. Bazaine offrit la mission à Canrobert, qui la refusa, puis à Bourbaki, qui, à contre-cœur, l'accepta. Il partit, acquit auprès de l'impératrice la conviction qu'elle ne s'était prêtée à aucune intrigue capable de désorganiser la défense nationale (2), et, sur le refus de l'autorité allemande de le laisser rentrer à Metz, il vint offrir son épée à la délégation de Tours (14 octobre).

Pendant ce temps, M. de Bismark continuait les négociations par l'intermédiaire de Regnier. Il faisait espérer à Bazaine les honneurs de la guerre, une neutralisation impossible de l'armée de Metz, tandis qu'il obtenait de première main des renseignements sur la situation de la place assiégée, par cet aventurier, qui disparut le jour où le chancelier prussien n'eut plus besoin de ses rapports (3). Cette intrigue avait un avantage plus direct pour la Prusse et l'armée de Frédéric-Charles. Elle faisait marcher le temps et consumer les vivres, tout en arrêtant presque entièrement les opérations militaires. Le 22 et le 23 septembre, le 27 sur le château de Ladonchamps, il y eut des tentatives

(1) Il avait obtenu sur la photographie la signature du maréchal, à côté de celle du prince impérial.

(2) *Procès Bazaine*, déposition du général Bourbaki, p. 311.

(3) De Mazade, *Guerre de France*, t. I, p. 295.

pour enlever des vivres et des fourrages; ce château fut occupé définitivement le 2 octobre. Le 7, une brillante affaire eut lieu sur Saint-Rémy et les Tapes, sans qu'un résultat certain paraisse avoir été cherché. A partir de ce moment l'armée de Metz resta dans ses cantonnements jusqu'à la capitulation. Le 7 octobre, le maréchal communiqua aux commandants de corps le triste état de l'armée, à laquelle allaient bientôt manquer les vivres, les munitions et les chevaux. Le 10 octobre, un conseil de guerre suprême rejeta la proposition d'une trouée faite par le maréchal Lebœuf, et décida de tenir le plus longtemps possible; toutefois, il autorisa le maréchal Bazaine à ouvrir des négociations pour une convention militaire honorable. On se berçait de l'espoir que la Prusse neutraliserait l'armée de Metz, pour l'opposer au gouvernement de la Défense nationale, pour servir de soutien à l'Assemblée à élire, et raffermir la société que Bazaine représentait comme ébranlée sur sa base par les hommes du 4 Septembre. Au cas où M. de Bismark refuserait des conditions honorables, l'opinion unanime était qu'il fallait résister jusqu'à la dernière bouchée de pain.

Le 12 octobre, le général Boyer partit pour Versailles muni des instructions du maréchal Bazaine. Il devait passer à peu près sous silence les résolutions militaires du conseil de guerre du 10 octobre, et au contraire insister sur le rôle politique futur que se réservait le maréchal et que ses lieutenants avaient accepté conditionnellement; enfin, il devait proposer

à M. de Bismark de réserver l'armée française de Metz « pour maîtriser l'anarchie », c'est-à-dire pour châtier le gouvernement de Paris, « et pour donner ainsi à la Prusse une garantie des gages qu'elle pourrait avoir à réclamer (1) ».

Les négociations de Bazaine avec l'ennemi avaient transpiré dans Metz. Républicaine, la population en fut indignée et protesta, mais vainement, malgré l'appui du commandant de la place, le général Coffinières.

Le 14 octobre, le général Boyer arriva à Versailles, gardé à vue et ne recevant aucunes communications que celles de l'état-major prussien. M. de Bismark lui représenta la France comme n'ayant plus d'armée, et tellement mise à feu et à sang par le gouvernement républicain que les grandes villes sollicitaient des garnisons allemandes. Il ne promit au général Boyer d'autre capitulation que celle de Sedan, à moins que, l'impératrice consentant à signer la paix sans discuter les conditions, qu'il ne faisait pas encore connaître, l'armée de Metz ne fût destinée à imposer aux républicains le respect de l'empire et du traité.

Au retour du général Boyer à Metz, les commandants de corps furent réunis en conseil de guerre le 18 octobre; ils reçurent communication des propositions de Bismark, et, hésitant à se charger de faire un pronunciamento impérialiste sous la protection de l'ennemi, ils demandèrent à s'autoriser de l'opinion

(1) Voir le texte des Instructions de Bazaine dans le *Rapport* du général de Rivière, p. 191.

de leurs officiers. Sauf le quatrième corps (général de Ladmirault), le maréchal Lebœuf et le général Coffinières, ils se prononcèrent tous pour l'empire, et se refusèrent à une dernière action militaire. La grande majorité décida l'envoi du général Boyer à l'impératrice. Il partit le 19 octobre et n'arriva à Chislehurst, où elle résidait, que le 22; mais elle refusa de traiter sur les bases d'une cession de territoire, et eut, par le ministère anglais et M. de Metternich, ambassadeur d'Autriche en France, des rapports indirects avec la délégation de Tours, qu'elle fit rassurer sur la nature de son intervention; elle ne cherchait plus qu'à obtenir un armistice pour l'armée de Metz, sans vouloir entraver la défense nationale (1).

La mission du général Boyer ayant échoué, Bismark rompit toutes les négociations. Un moment, les exaltés de l'armée eurent l'idée de déposer Bazaine et de marcher ensuite à l'ennemi; puis le général Changarnier, qui suivait les opérations comme volontaire, tenta une démarche auprès de Frédéric-Charles. Toutes ces agitations stériles aboutirent aux conditions les plus dures : la capitulation de Sedan : reddition absolue avec armes, bagages, drapeaux, matériel; la ville suivrait le sort de l'armée. Le général de Cissey apporta le protocole de cette convention au conseil de guerre du 26 octobre; l'acte définitif fut signé le 27 par le général Jarras, chef d'état-major, qui n'obtint aucune con-

(1) Sorel, t. II, p. 58-59.

cession réelle. On livrait aux Allemands 3 maréchaux de France, 50 généraux, 6,000 officiers, 120,000 hommes de troupes régulières, 30,000 hommes de garde nationale, 1,665 canons, qu'on n'encloua pas, 9,000 affûts, qui ne furent pas démontés, 419,000 kilogrammes de poudre et 56 drapeaux, que le maréchal Bazaine avait fait transporter à l'Arsenal, dans la crainte que les chefs de corps, en les détruisant, ne mécontentassent les vainqueurs (1).

Toul, après une défense énergique, avait résisté jusqu'au 23 septembre. Pour réduire Verdun, il avait fallu deux bombardements. Phalsbourg avait tenu quatre mois ; l'officier qui y dirigeait la défense, le commandant Taillant, avait, la famine venue, détruit armes et matériel, et ouvert les portes à un ennemi plein de respect pour les courageux défenseurs de cette ville française entre toutes en Lorraine. Mézières ne capitula qu'après avoir été incendiée. Bientôt, Bitche et Belfort restèrent seules françaises, entre Paris et la frontière allemande.

La capitulation de Metz permettait à l'armée de Frédéric-Charles de sortir de l'inaction dans laquelle elle se trouvait retenue depuis le 19 août; elle fut rapidement dirigée sur la Loire, où les Allemands trouvaient une résistance d'autant plus dangereuse qu'ils n'y étaient pas préparés, et qu'ils n'osaient dégarnir le blocus de Paris. L'arrivée de Gambetta avait donné une impulsion puis-

(1) *Procès Bazaine*, p. 380, et *Rapport* du général de Rivière, p. 246.

sante à la défense. M. de Freycinet avait su trouver des hommes et des armes. S'il ne fallait pas compter sur la solidité de tous ces soldats improvisés, on avait cependant, grâce à l'*armée auxiliaire*, qui se formait derrière l'armée active, une réserve importante, que la continuation de la guerre pouvait permettre d'exercer et d'utiliser. On avait obtenu de l'industrie privée des canons et des armes à tir rapide ; on trouvait des officiers en suspendant les règles ordinaires de l'avancement, et en donnant des grades temporaires soit à des officiers de marine, soit à d'anciens officiers, soit, ce qui était peut-être moins heureux, à des personnages civils, sur l'énergie desquels on comptait. Mais la délégation avait surtout donné tous ses soins à la reconstitution du quinzième corps et à l'organisation du seizième.

Le général d'Aurelle de Paladines, un vétéran des guerres d'Afrique, plein d'énergie et de sang-froid, réveilla, en mêlant la sévérité et la sollicitude, l'esprit militaire du quinzième corps, campé à Salbris; le général Pourcet, puis le général Chanzy furent mis, à Blois, à la tête du seizième. Le 26 octobre, dans un conseil de guerre tenu à Tours devant Gambetta, on résolut de porter sur Orléans, par une double opération, les deux corps qui formaient une armée de 50,000 hommes, assez imposante pour inquiéter M. de Moltke. Le 27, la marche en avant commença ; mais elle fut retardée par les pluies, les difficultés d'organisation, peut-être aussi par les négociations de M. Thiers, enfin par la capitula-

tion de Metz, que M. Gambetta, dans une proclamation restée célèbre, attribuait « à la trahison des chefs ». Le 6 novembre, le mouvement reprit, et, le 8 seulement, le corps bavarois de Von der Thann sentit qu'il était en présence de l'ennemi. En effet, la prompte formation des troupes françaises, les hésitations mêmes et les confusions des généraux et du ministère de la guerre, avaient déconcerté l'état-major prussien. D'Aurelle de Paladines s'avança le long de la Loire, au delà de Beaugency : il devait se réunir à Martin des Pallières, venu du sud, mais dont la course par Gien était plus longue. Aussi, le 9 novembre, Von der Thann se heurta, à Coulmiers, contre la partie de l'armée française commandée par le général en chef. Depuis neuf heures du matin les soldats d'Aurelle de Paladines, bien conduits et pleins d'ardeur, enlevèrent, avec leurs chefs, le général Barry et l'amiral Jauréguiberry, les positions de Baccon et de Coulmiers. A la nuit, les Bavarois battaient en retraite, sans que, par la faute du général Reyan, on profitât de leur défaite autant qu'on eût pu le faire; on avait pris, cependant, 2 canons et fait 2,000 prisonniers (1). Le général Martin des Pallières avait en vain précipité sa marche : il était arrivé trop tard, malgré son énergie et l'élan de ses soldats, pour entourer Von der Thann, qui, réfugié à Toury, recevait bientôt des renforts de Chartres et de Paris, et cédait le commandement au duc de Meck-

(1) A. Boucher, *la Bataille de Coulmiers*, p. 33.

lembourg-Schwérin. Le résultat de la bataille de Coulmiers, sans être aussi décisif que l'espérait la délégation de Tours, était important; Orléans était réoccupé ; les Allemands, qui, dès le milieu d'octobre, avaient atteint le Loir, et procédé le 18, sous les ordres du général de Wittich, à l'exécution de la petite ville de Châteaudun, défendue par les habitants et les francs-tireurs de Lipowski, se trouvaient inquiets pour leurs opérations de province. Le prince Frédéric-Charles hâtait sa marche. Avait-on le temps de profiter de son absence pour écraser le duc de Mecklembourg? Ce fut là l'objet d'un conseil de guerre, tenu le 12 novembre, et auquel assistaient MM. Gambetta, de Freycinet, les généraux d'Aurelle de Paladines, Borel et Martin des Pallières. Le général d'Aurelle insista pour qu'on se retranchât autour d'Orléans, et qu'on armât les issues de la forêt de pièces de marine; il croyait l'armée encore trop faible pour continuer une marche en avant pleine de périls. Sa prudence fut d'abord partagée par la délégation de Tours; elle ne tarda pas à paraître de la faiblesse à des hommes inexpérimentés qui sentaient, d'ailleurs, le prix du temps, et eussent voulu jeter un million d'hommes sur les envahisseurs. En faisant appel à toutes les bonnes volontés, en mobilisant les gardes nationales, MM. Gambetta et de Freycinet eurent bientôt trouvé des soldats pour quatre nouveaux corps; mais il ne suffisait pas de trouver des hommes : il fallait les instruire, et le temps manquait; puis, les officiers faisaient également défaut.

Le général d'Aurelle refusa d'une manière inflexible de prendre à son compte un plan de marche sur Paris (1); le ministère de la guerre en assuma la responsabilité et se chargea d'exécuter le mouvement. En conséquence, M. de Freycinet dirigea, pendant quelques jours, la gauche de l'armée, dans l'intention d'empêcher une marche du duc de Mecklembourg sur Tours par le nord (2). Le 24 novembre, à la suite d'un combat très vif, les Français occupèrent Beaune-la-Rolande, qu'ils évacuèrent le lendemain.

C'est alors qu'arriva une dépêche de Trochu annonçant une sortie pour le 29. Pour venir en aide à l'armée de Paris, les généraux, réunis en conseil de guerre à Saint-Jean-de-Ruelle, décidèrent de tenter un effort sur la route de Fontainebleau. Le 1er décembre, le corps de Chanzy partit de Patay pour marcher sur Toury : électrisés par la nouvelle d'une victoire de Ducrot à Champigny, les soldats de la division Jauréguiberry emportèrent brillamment le château de Villepion (3). Le lendemain, le général Chanzy, soutenu par le général d'Aurelle, essaya d'enlever la position de Loigny qu'il occupa quelque temps et qu'il défendit avec énergie. Mais déjà le duc de Mecklembourg avait reçu les corps les plus avancés de l'armée de Frédéric-Charles; le prince prussien lui-même prenait le commandement des opérations. Chanzy, d'autre part, res-

(1) Général d'Aurelle, *la Première Armée de la Loire*, p. 158-72.
(2) De Freycinet, *la Guerre en province*, p. 41.
(3) Général Chanzy, *la Deuxième Armée de la Loire*.

tait seul derrière Loigny. Dans la soirée, le général de Sonis arriva de Vendôme à son secours; malheureusement, il n'amenait qu'un corps à peine organisé, fort de 800 hommes seulement. Aussi, vainement il se jetait au fort du combat où il était blessé grièvement; vainement les zouaves pontificaux de Charette sacrifiaient les deux tiers de leur effectif; plusieurs régiments de nouvelles recrues se débandaient (1) et la retraite commençait dans les pires conditions. Chanzy devait échapper par la gauche, au nord de la Loire, vers Vendôme. D'Aurelle, poussé par Frédéric-Charles sur Orléans, se défendit encore le 3 aux issues de la forêt, à Artenay, à Chevilly, à Chilleurs; mais, le 4 décembre, il se voyait obligé de signer une convention par laquelle, pour épargner un bombardement à une ville ouverte, il évacuait Orléans sans combat; il passa alors en Sologne, et se replia sur la Ferté-Saint-Aubin, malgré le gouvernement de Tours, qui, se trouvant désormais à découvert, partit le 9 décembre pour Bordeaux.

Le général Chanzy, resté sur la rive droite de la Loire, résolut de se retirer le plus lentement possible, en s'appuyant sur la forêt de Marchenoir, entre Beaugency et Vendôme (2); son but était de retenir les Allemands par son attitude, d'arrêter de la sorte la marche de Frédéric-Charles, qui atteignait déjà Vierzon vers le sud, et de permettre ainsi à la délégation de Bordeaux d'organiser de nouveaux corps. En effet, le mi-

(1) Général de Sonis, *Enquête parlementaire*, t. III, p. 260.
(2) Général Chanzy, *la Deuxième Armée de la Loire*, p. 120 et suiv.

nistère de la guerre s'empressait de former une nouvelle armée à Bourges, avec les divisions du général d'Aurelle, tombé en disgrâce et remplacé par le général Bourbaki. Du 5 au 7 décembre, le général Chanzy occupa les positions qu'il s'était fixées entre le Loir et la Loire. Le 8, le grand-duc de Mecklembourg attaqua les Français, les délogea à l'aile droite de Beaugency sans pouvoir forcer leur centre à Josnes. Le 9, une nouvelle attaque échoua ; le 10, les Allemands revinrent à la charge et ne furent pas plus heureux. Avec des renforts envoyés par Frédéric-Charles, le grand-duc de Mecklembourg essaya alors de tourner la forêt de Marchenoir, en passant la Loire à Blois; mais il trouva le pont détruit. Cependant, le passage n'était qu'une question de temps, Chanzy résolut de se retirer sur Vendôme. Il réussit à dissimuler son mouvement de retraite en restant appuyé sur la forêt de Marchenoir, et en faisant pivoter sa droite de la Loire sur le Loir. Mais, le 14, les Allemands, qui avaient eu connaissance du mouvement de recul de la deuxième armée de la Loire, maîtres désormais de Blois, se portèrent sur son passage à Fréteval en avant de Vendôme.

Du 1er au 4 décembre, les jeunes soldats qui composaient cette armée avaient exécuté des marches pénibles, en livrant des combats sans cesse renouvelés : ils étaient épuisés. La fameuse commission d'armement dirigée par M. Le Cesne, malgré son activité, n'avait pu leur fournir des munitions suffisantes. Ils engagèrent néanmoins, le 14, un dernier combat; puis, Chanzy se

hâta de gagner sa ligne de retraite sur le Mans. Après une marche forcée, rendue plus pénible par la rigueur de l'hiver, et qui finit presque par une débandade, la deuxième armée de la Loire arriva au Mans le 20 décembre. Chanzy allait faire un effort suprême pour la réorganiser, et remplir ses cadres avec les recrues bretonnes.

Ce qui s'était passé sur la Loire se reproduisit dans le Nord-Ouest. Jusqu'en novembre, préoccupés uniquement de Paris et de Tours, les Allemands négligèrent les lignes de l'Oise, de la Somme et de la basse Seine, où ils savaient les forteresses sans valeur, où ils croyaient les généraux sans armée (1). En effet, pour défendre la Normandie, le général Gudin disposait seulement de quelques mobiles sans expérience; les gardes nationales de la Seine-Inférieure, du Calvados et de la Manche devaient contribuer à la défense, sous les ordres supérieurs d'un ancien député du tiers-parti libéral, M. Estancelin, mais elles offraient peu de garanties de solidité.

Dès le commencement d'octobre, les Allemands, sous le prince Alprecht de Prusse, atteignirent Gournay. Dans cette première marche ils punirent la résistance du village de Bazincourt, en faisant fusiller, après le combat, cinq des habitants, parmi lesquels un septuagénaire. Au milieu de cette guerre d'escarmouches, les mobiles de l'Ardèche se signalèrent à Vernon.

Les opérations des Allemands ne commencèrent sé-

(1) De Mazade, t. II, p. 12.

rieusement contre la Picardie et la Flandre qu'après la reddition de Metz. Leur direction fut confiée à M. de Manteuffel. Le gouvernement de la Défense nationale avait songé à opposer Bourbaki au général prussien (1). Mais d'injustes soupçons planaient sur cet officier auquel on reprochait d'avoir commandé la garde impériale à Metz. Gambetta l'appela sur la Loire et confia l'armée du Nord-Ouest au général Farre, primitivement colonel directeur des fortifications de Lille.

C'est alors que Manteuffel marcha sur Amiens. Au mois d'octobre, le préfet de l'Aisne, Anatole de la Forge, avait, avec la population, repoussé l'ennemi de Saint-Quentin. Toutefois, la ville avait été ensuite occupée et imposée lourdement. Laon, Soissons avaient eu le même sort. Le général Farre, avec 25,000 hommes à peine, tâcha de sauver Amiens et de barrer le chemin aux Prussiens à Villers-Bretonneux. La rencontre eut lieu le 27 novembre. Les troupes du général Farre se battirent bravement; mais durent se retirer sur Corbie. La citadelle d'Amiens, après une tentative de résistance, capitula le 29.

La prise d'Amiens menaçait la Normandie à revers. Vainement, dans l'espoir de coopérer par une diversion à la grande sortie de Paris annoncée pour le 30 novembre, le général Briand, successeur du général Gudin, surprit et hacha un corps saxon à Etrépagny, que l'ennemi incendiait le lendemain par esprit de ven-

(1) Faidherbe, *Campagne de l'armée du Nord*, p. 8.

geance. Pendant ce temps, le général Manteuffel marchait d'Amiens sur Rouen. Le 4 décembre, à Buchy, les troupes de Briand et d'Estancelin, sans vivres, sans expérience de la guerre, soutenaient quelques heures de combat et se retiraient sur le Havre, fortifié à la hâte, et que les Allemands renoncèrent à attaquer. Ils occupèrent Rouen le 5. La malheureuse ville que le général Briand ne pouvait défendre, était en pleine révolution quand l'ennemi y pénétra.

Ce n'était pas cependant le dernier essai de résistance du nord de la France. Après la bataille de Villers-Bretonneux, le général Farre s'était retiré sous Arras et avait bientôt cédé son commandement provisoire au général Faidherbe, appelé de Constantine pour diriger les opérations. Le nouveau commandant de l'armée du Nord porta rapidement son effectif à 35,000 hommes, et il résolut, en s'appuyant sur Lille, d'attirer à lui, par des démonstrations constantes, le plus d'ennemis possible, sans se laisser mettre pourtant dans une position dangereuse. Dès le 9 décembre, l'un de ses chefs de corps reprit Ham, récemment tombé aux mains des Allemands. Il fut impossible de réoccuper la Fère; mais Manteuffel, inquiet, dut détacher Von Gœben sur l'armée du Nord, qu'on croyait hors d'état de reprendre la campagne (1).

Le 21, les Français firent un mouvement sur Amiens et rencontrèrent l'ennemi à Pont-Noyelles. L'action

(1) De Mazade, *Guerre de France*, t. II, p. 42.

ne s'engagea résolument que le 23. Les Allemands ne purent déloger Faidherbe des positions qu'il avait choisies. De son côté, il lui fut impossible de s'emparer de Pont-Noyelles. Le lendemain 24, Manteuffel appelait à lui des forces nouvelles, et le général français se retirait prudemment dans ses cantonnements de la Scarpe, sous le canon de Douai (1).

Dès le 31 décembre, pour dégager Péronne, attaquée par les Allemands, l'armée française du Nord se remit en mouvement. Le 1er janvier 1871, Faidherbe rejetait les colonnes ennemies sur Bapaume; le lendemain, il se maintenait dans les positions acquises; le 3, une bataille générale s'engageait à Bapaume même et dans les environs. Faidherbe, sans pouvoir prendre la ville, se rendit maître de toutes les positions qui l'entouraient; il recula cependant dans la crainte d'engager ses jeunes troupes à fond contre un ennemi trop supérieur; et sa prudence se justifiait par la capitulation de Péronne (9 janvier). Pour s'emparer de la dernière position de la Somme, les Prussiens n'avaient pas hésité à bombarder la ville elle-même, et à la réduire presque en cendres.

Le 15 janvier, Faidherbe apparut de nouveau sur la route d'Amiens; son intention réelle était de tourner brusquement au sud, et de se porter sur Saint-Quentin dans la direction de Paris, où il savait qu'on devait tenter une sortie suprême; il avait avec lui 40,000 hom-

(1) Faidherbe, *Campagne de l'armée du Nord*, p. 40-60.

mes. Le 16 janvier, la marche vers le sud commença ; le 17, et surtout le 18 à Vermand, les premières hostilités s'annoncèrent avec une grande vivacité. Le 19, l'armée française occupait les hauteurs qui dominent Saint-Quentin, au sud et à l'ouest, et s'étendait au nord jusqu'à la route de Cambrai, pour conserver sa ligne de retraite. Le général de Gœben avait conçu l'espoir d'entourer les troupes de Faidherbe (1) ; il comptait sur sa supériorité en hommes, en artillerie. en chevaux, sur le sol détrempé par le dégel, et qui devait être défavorable à de jeunes soldats fatigués par trois jours de marche. Il fallut cependant six assauts et sept heures de combat pour les déloger ; encore l'ennemi ne put-il couper leur ligne de retraite. Faidherbe avait perdu 3,000 hommes, 2,000 prisonniers, quelques petits canons ; mais il sauvait toute son artillerie de campagne. Il avait mis hors de combat 4,000 Allemands ; il n'avait cédé qu'à l'arrivée de renforts envoyés de Paris ; enfin il pouvait se retirer sans être sérieusement poursuivi entre Douai et Lille, où il refaisait son armée assez rapidement pour qu'elle se trouvât prête à marcher le 28 janvier.

Pendant que Faidherbe et Chanzy montraient que les officiers français n'étaient pas tous incapables, Paris agonisait. Il était la proie de la faim, du froid, des maladies de toutes sortes. Les clubs communistes ne cessaient de crier à l'incurie, à la nullité de Tro-

(1) De Mazade, *loc. cit.*, t. II, p. 54.

chu, et à force de les entendre, tout le monde finissait par les croire. De leur côté, les chefs militaires, sauf peut-être précisément le général Trochu (1), avaient peu de confiance dans le résultat final du siège de Paris. Cependant, après l'affaire du Bourget (28-30 octobre), on résolut de préparer de longue main une grande opération. On avait renforcé l'armée active par des régiments de marche, formés de gardes nationaux célibataires, âgés de vingt à quarante-cinq ans. On leur avait donné pour colonels ceux des chefs de bataillon élus qui paraissaient le moins inexpérimentés ; enfin la garde nationale sédentaire s'était exercée avec persévérance et énergie.

De ces éléments divers, armée régulière, mobiles, mobilisés, garde nationale, le général Trochu forma trois armées. La première fut composée de toute la garde nationale, qui, en y comprenant 100,000 hommes mobilisés, fut placée sous les ordres du général Clément Thomas, successeur du général Tamisier. Le général Ducrot commandait une armée régulière de plus de 100,000 hommes, formée de troupes d'élite; l'action principale lui était réservée. Le général Vinoy, avec une armée de 70,000 hommes, composée surtout de mobiles, de quelques régiments de gendarmes, de marins et de plusieurs bataillons de mobilisés, devait se charger des diversions vers le sud, tandis que l'amiral La Roncière le Noury, avec un corps supplémentaire de

(1) Général Trochu, *Pour la justice et la vérité*, p. 173.

30,000 hommes, remplirait la même mission dans le nord, autour de Saint-Denis. Le général Trochu avait, de concert avec le général Ducrot (1), combiné un plan de sortie sur la basse Seine. Ils espéraient que, se fiant aux défenses naturelles des circonvolutions du fleuve, les Allemands seraient moins en force de ce côté. L'armée, forte de 50,000 hommes, pourrait ainsi gagner la Normandie, attirer à elle toutes les forces de la province et provoquer soit la levée du siège de Paris, en interceptant les convois de vivres, après s'être portée sur l'Est, soit en attaquant à dos l'armée d'investissement. Seuls M. Jules Favre et M. Gambetta connaissaient vaguement les projets du gouverneur de Paris. Mais les communications par ballons et par les pigeons étaient beaucoup trop incertaines pour qu'il fût possible de combiner d'une manière précise les opérations de Paris et de la province. Aussi la délégation de Tours crut-elle pouvoir organiser l'armée d'Orléans avec plus de rapidité que l'armée du Nord, dont l'action eût été plus favorable au plan Trochu. La nouvelle de la bataille de Coulmiers changea donc le plan du gouverneur de Paris, et il résolut de tenter une trouée dans la direction de Lagny et de Fontainebleau sur la route du général d'Aurelle de Paladines. Il choisit pour opérer la sortie la boucle de la Marne dont le centre est marqué par Joinville-le-Pont. On arma le plateau d'Avron de pièces de marine qui croisaient leurs feux avec

(1) Général Trochu, *Enquête parlementaire*, t. I, p. 315.

les canons du fort de Noisy-le-Sec. Malheureusement, une crue subite de la Marne empêcha le génie de jeter des ponts et retarda l'opération. Le général Vinoy, ignorant ce qui se passait, fit la diversion dont il s'était chargé ; ses troupes enlevèrent vigoureusement quelques positions, mais durent les abandonner le soir.

La Marne fut franchie dans la nuit du 29 novembre. Le 30, le général Ducrot aborda de front Champigny, dont il s'empara, puis Villiers et Cœuilly, où les Prussiens avaient amené du canon. Si le général d'Exea avait accompli le mouvement tournant dont l'avait chargé Ducrot, ces positions eussent été emportées et le cercle d'investissement rompu. Il resta immobile, et, après d'héroïques efforts, les assaillants battirent en retraite (1). C'est au défaut de netteté du plan et de précision dans les ordres qu'il faut attribuer, en partie du moins, l'insuccès de la sortie du 30 novembre. Les généraux de Bellemare et Bréa n'arrivèrent, en effet, en ligne qu'après avoir erré pendant toute la journée. Le général Vinoy, laissé sans instructions précises, fit trop tard, sur Choisy-le-Roi, une démonstration destinée à appuyer le général Susbielle. Aussi, ce dernier, après s'être emparé du Mont-Mesly, dut ramener ses soldats harassés, devant la concentration des troupes allemandes.

Cependant, Champigny était resté aux mains des

(1) Général Ducrot, *la Défense de Paris*, t. II, p. 238-64, et t. III, p. 1 à 99.

Parisiens. Le 2 décembre, ils y furent vivement assaillis. Surpris, ils perdirent leurs positions qu'un retour offensif ne tarda pas à leur rendre. Ducrot aurait alors voulu poursuivre ses avantages. Il comptait tellement culbuter les Prussiens que, dans une proclamation, il promettait de ne revenir que mort ou victorieux. Mais son armée était épuisée. 400 officiers étaient morts : il fallait réorganiser les cadres. Le 3, Ducrot rentrait à Paris, abandonnant les positions conquises. Cette retraite démoralisa complètement les assiégés et rassura leurs adversaires. Dans les cinq dernières journées, les pertes de l'armée française de Paris étaient évaluées à 12,000 hommes, dont 2,000 tués (1).

Le 5 décembre, M. de Moltke envoya au général Trochu une lettre lui annonçant la réoccupation d'Orléans par les Allemands (2). Il insistait sur l'*utilité* de cette communication et proposait de laisser passer un officier de l'armée de Paris, pour se convaincre de la réalité du fait. Cette lettre fut regardée, par les uns comme une ouverture de négociations, par les autres comme « la première sommation adressée aux défenseurs de Paris ». Le général Trochu ne répondit pas au message du quartier général prussien. Les lois militaires défendent, en effet, toute communication avec l'ennemi, et il savait, en outre, que la population parisienne ferait un mauvais accueil à un armistice, avant qu'on eût épuisé tous les moyens de résistance.

(1) *Grand état-major prussien*, t. III. Supplément, p. 228.
(2) V. la lettre citée par de Mazade, *loc. cit.*, t. II, p. 229.

A partir de ce jour, Trochu perdit l'espoir de la délivrance. Mais il voulut sauver l'honneur de Paris en résistant aussi longtemps que possible. Le 21 décembre, il fit une nouvelle sortie au nord. Les marins du capitaine Lamothe-Tenet s'établirent dans une partie du village du Bourget, sans pouvoir emporter les dernières barricades (1). Peu après, le feu des batteries allemandes devint si terrible qu'on fut obligé d'évacuer le village ; et le général Ducrot, se trouvant ainsi découvert sur la gauche, dut abandonner la route de Soissons, sur laquelle il s'était lancé, et ramener ses troupes encore une fois. Une diversion de Vinoy sur la Marne avait commencé, comme toujours, par réussir, pour devenir inutile, après l'échec de la principale opération. Ce jour-là, le thermomètre tombait à 14° au-dessous de 0, et l'on constatait, parmi les soldats, 900 cas de congélation (2).

Ce fut alors un sentiment général dans l'armée régulière que tout effort nouveau serait vain. Mais la population civile et la garde nationale ne partageaient pas ce découragement; elle attribuait l'insuccès des sorties à l'incapacité des chefs, à l'obstination qu'on mettait à ne pas l'employer dans un effort suprême. L'irritation causée par l'abaissement du rationnement à 300 grammes de pain mêlé d'avoine, d'orge, de riz,

(1) Amiral La Roncière le Noury, *la Marine au siège de Paris*, p. 240.

(2) Général Ducrot, *la Défense de Paris*, t. III, p. 188.

de seigle et à 30 grammes de viande de cheval (1), tout en retombant sur le gouvernement et sur Trochu, n'avait pas fait encore entrer dans l'esprit des Parisiens l'idée de la possibilité d'une capitulation. Il en fut encore de même lorsque, le 27 décembre, le général de Moltke, impatienté de la prolongation d'une résistance qui faisait murmurer en Allemagne, ayant rétabli les communications ferrées, et pu amener sous Paris les pièces de siège d'une portée exceptionnelle, commença le bombardement. Toutefois, les batteries ennemies établies au nord et à l'est ne purent atteindre la ville ; leurs projectiles ne dépassèrent pas la ligne des forts. Après un premier moment de trouble, produit parmi les mobiles par les obus, qui les tuaient au milieu des campements et sans l'excitation du combat, les troupes supportèrent bravement cette nouvelle épreuve. Dans la nuit du 28 au 29 décembre, les marins évacuèrent le plateau d'Avron où pleuvaient les obus. Ce mouvement de retraite, indispensable pourtant, ajouta encore à l'impopularité de Trochu.

Le 5 janvier 1871, commença le bombardement de la rive gauche. Les batteries de Châtillon couvrirent de leurs feux les quartiers compris entre les Invalides et le Jardin des Plantes. Devant les désastres qu'elles causèrent, les membres du corps diplomatique présents dans la capitale adressèrent une note à M. de Bismark pour le prier de modérer l'ardeur des artil-

(1) De Mazade, *loc. cit.*, t. II, p. 261.

leurs allemands ; mais en vain (1). Aussi, loin d'abattre les courages, la barbarie des assiégeants ne fit que les exciter. La clameur publique demanda une sortie. Les généraux préparèrent des plans. Trochu proposa une attaque sur Châtillon : c'était courir à un échec certain. Sa proposition fut rejetée et on adopta le plan du général Berthaut (2). Il consistait à marcher sur Versailles, sous la protection du Mont-Valérien, en trois colonnes ; la première (général Vinoy) partirait en droite ligne sur Saint-Cloud et Montretout ; la seconde (général de Bellemare) percerait à droite, par Buzenval et Garches ; enfin à l'extrême droite, le général Ducrot tenterait un mouvement tournant par la Malmaison et le parc de Longboyau. Les opérations furent fixées au 19 janvier, on mettrait en ligne 84,000 hommes, dont 19 régiments de garde nationale (3). Le mouvement commença dans la nuit du 18 ; mais l'encombrement des routes par l'artillerie et les caissons, les courbes de la Seine, les difficultés que présentent les hauteurs boisées placées entre Paris et Versailles retardèrent la marche des troupes, surtout celles du général Ducrot, dont la situation était la plus excentrique (4). Par bonheur, un épais brouillard cacha aux Allemands l'état de confusion dans lequel se trouvait l'armée française.

(1) E. B. Washburne, *Franco-German war and insurrection of the Commune*, p. 123-124.

(2) Général Trochu, *Une page d'histoire contemporaine*, p. 126.

(3) Général Vinoy, *Opérations du 13e corps*, p. 400 et suiv.

(4) Général Ducrot, *Enquête parlementaire*, t. VI, p. 49.

Le combat commença à sept heures et demie du matin. Le premier élan fut favorable au général Vinoy; il s'empara de Saint-Cloud et de Montretout, mais il ne put que s'y maintenir, et dut renoncer à armer de canons les positions prises, à cause de la faiblesse des chevaux et du calibre des pièces, difficiles à mouvoir dans la terre détrempée par le dégel. Au centre, le général de Bellemare força la première enceinte du parc de Buzenval et commença à déborder vers Garches. Mais ses progrès s'arrêtèrent devant la seconde enceinte, qui avait été fortifiée et armée de canons; enfin, à droite, le général Ducrot se lançait seulement à dix heures sur le parc de Longboyau et était arrêté par des défenses formidables, qui en faisaient une véritable forteresse. Néanmoins, à trois heures de l'après-midi, le succès de la journée était français. Mais alors se produisit le revirement habituel. L'ennemi concentra ses forces, amena une artillerie supérieure par les attelages, le calibre, la construction et le tir. Dès lors on n'avança plus. Néanmoins, en dépit de quelques défaillances dans la garde nationale (1), les Français conservèrent leurs positions, et, sous les yeux mêmes du roi Guillaume et du prince de Prusse, les Allemands, à la chute du jour, n'avaient pu reconquérir, dans un combat presque corps à corps, les positions perdues le matin.

La situation n'en était pas moins désespérée. Le sentiment de l'impuissance avait passé dans tous les cœurs. Si

(1) L. Jezierski, *Combats et batailles du siège de Paris*, p. 442.

les pertes des Allemands étaient de 700 hommes, l'armée française comptait 3,000 morts ou blessés. La garde nationale n'avait pas été épargnée : le colonel de Rochebrune, le peintre Henri Regnault restaient sur le champ de bataille. L'insignifiance du résultat obtenu au prix de tant de sacrifices avait fait naître un abattement que les chefs de corps constataient jusque dans les troupes actives (1). Cet état d'esprit rendait fort dangereuse une reprise d'hostilités inévitable pour le lendemain. En conséquence, Vinoy fit évacuer Saint-Cloud et ramena les troupes sous le Mont-Valérien. Dans la précipitation de son départ, il laissa isolé un bataillon de mobiles de la Loire-Inférieure, que les Allemands firent prisonnier le lendemain en même temps qu'ils incendièrent Saint-Cloud.

Quant au gros de l'armée, parti à la brune de ses positions, il effectua sa marche rétrograde au milieu de l'obscurité; peu à peu cette marche dégénéra en une véritable débandade, et les bataillons de garde nationale, en pénétrant dans Paris, rapportèrent à la foule la nouvelle d'une retraite qui suivait l'espérance d'une victoire. Le lendemain (20 janvier), une dépêche du général Trochu laissait percer son découragement personnel et causait dans Paris une cruelle inquiétude. Il annonçait la demande d'un armistice de deux jours pour enlever les morts et les blessés.

Cette dernière défaite réveilla toutes les colères, et

(1) Général Vinoy, *Opérations du 13e corps*, p. 409.

le gouverneur de Paris porta, aux yeux d'une population mélangée et énervée par le siège, la responsabilité de l'insuccès final. Les collègues de Trochu lui enlevèrent donc le commandement de l'armée, disgrâce qu'il accepta avec résignation et dignité; mais ils lui conservèrent la présidence du gouvernement, parce qu'ils se fiaient à sa loyauté, et ne craignaient de sa part aucune entreprise contre la République.

La situation du général Vinoy, qui devint le chef suprême de l'armée, était des plus difficiles. Il ne lui restait plus rien à faire contre l'ennemi; il lui fallait comprimer les passions intérieures que les partisans de la Commune avaient réveillées. Dès le 6 janvier, dans une proclamation odieuse, les chefs de ce parti avaient essayé de soulever la population parisienne contre les hommes du 4 Septembre. Le 21 janvier, une tentative insurrectionnelle eut lieu; le seul résultat fut l'évasion de Flourens de Mazas, où il avait été enfermé. Le 22, les gardes nationaux se massèrent sur la place de Grève, et le 101e bataillon ouvrit le feu contre les mobiles qui défendaient l'Hôtel de ville. Ceux-ci répondirent par plusieurs décharges, qui dispersèrent les insurgés. Le gouvernement fit arrêter Delescluze et supprima deux journaux communistes.

Le lendemain de cette échauffourée, la commission des subsistances constatait que Paris n'avait plus que pour douze jours de vivres, et qu'avec la rupture des communications, une plus longue résistance entraînerait la famine absolue, avant qu'un ravitaillement de-

vînt possible. Tous les officiers généraux se refusant à tenter une nouvelle sortie, un conseil des principaux généraux de brigade et des principaux colonels se prononça dans le même sens (1). Il fallut alors entrer dans la voie des négociations : M. Jules Favre, brava la haine qu'il allait soulever à Paris, il obtint, le 24 janvier, de M. de Bismark une entrevue, et partit pour Versailles.

Cette démarche, qui devait mettre fin à la défense nationale, était-elle justifiée par l'état de la province ? Nous avons vu que le général Faidherbe avait dû regagner la protection de Lille. Le général Chanzy s'était reformé au Mans. Bientôt il avait pu reprendre ses opérations, menacer Vendôme, réoccuper Château-Renault et Nogent-le-Rotrou ; mais le prince Frédéric-Charles, réunissant près de quatre corps d'armée et 200 pièces de canon, avait marché sur la seconde armée de la Loire et l'avait refoulée vers le Mans. Chanzy résolut de se défendre dans la presqu'île formée par le confluent de l'Huisne avec la Sarthe. La bataille eut lieu le 11 janvier. Le centre de l'armée française, placé au plateau d'Auvour, fut forcé, mais la position fut réoccupée le soir par le général Goujard. Malheureusement l'ennemi ne put être délogé de Champagne, qui restait une des clefs de la situation. L'amiral Jauréguiberry demeurait maître de la ligne qui va de l'Huisne au confluent de la Sarthe. Pendant ce temps la position de

(1) Jules Simon, *Souvenirs du 4 septembre*, t. II, p. 334.

la Tuilerie, qui commandait la route de Tours au Mans, étant mollement défendue par les mobilisés bretons, mal armés, mal vêtus et à peine arrivés du camp d'instruction de Conlie, tombait aux mains de l'ennemi. Ce fait menaçait Chanzy d'un mouvement tournant. Pour sauver son armée, il hâta sa retraite sur Laval.

La délégation de Bordeaux essayait vainement de tenir tête à ces défaites multipliées ; elle avait bien appelé 600,000 hommes sous les armes, mais il fallait les instruire et les équiper (1). La plus avancée des armées, qu'on pensait ainsi former, réunie au camp de Conlie, sous les ordres de M. de Kératry, n'avait ni officiers, ni instructeurs, ni équipements.

Dans les grandes villes, à Lyon, Marseille, Saint-Étienne, Toulouse, le parti socialiste s'agitait, entravant la défense par des émeutes quelquefois sanglantes. Les paysans, de leur côté, intimidés par les violences allemandes, commençaient à se fatiguer d'une résistance qu'ils jugeaient inutile. Enfin, les conservateurs voyaient avec inquiétude M. Gambetta faire appel à l'esprit révolutionnaire, et déclarer la guerre aux partis monarchistes aussi bien qu'aux envahisseurs de la patrie. La dissolution des conseils généraux (26 décembre 1870), dont le grand tort paraissait d'avoir été élus sous l'empire, fit une impression des plus défavorables. Elle entraîna une polémique violente des journaux légitimistes contre la délégation de Bordeaux, qui n'hésita

(1) De Freycinet, *la Guerre en province*, p. 28.

pas à en supprimer deux. Aussi lorsque, le 1er janvier 1871, M. Gambetta, dans un discours passionné, promettait aux Bordelais (1) l'expulsion de l'ennemi et l'affermissement de la République, il répondait aux sentiments de la grande ville qui l'acclamait, mais il n'était pas suivi par la majorité de la nation. Cette situation s'accentua encore par la promulgation, le 20 janvier, d'un nouveau décret qui déclarait déchus de leurs sièges les magistrats ayant fait partie des commissions mixtes en 1851.

L'animosité que s'était, de la sorte, attirée le gouvernement de la Défense nationale, animosité violente et déclarée chez les uns, sourde et honteuse chez les autres, allait trouver un aliment de plus dans la catastrophe de l'armée de l'Est.

De ce côté de la France les deux places fortes les plus importantes en avant de Lyon étaient Belfort et Besançon. Le colonel Denfert-Rochereau, appelé au commandement de la première, le 19 octobre, trouva une garnison de 16,000 hommes peu aguerris. Des quatre forts de Bellevue, des Hautes et Basses Perches et des Barres, le dernier seul était en état (2). Le général allemand de Treskow commença l'investissement le 3 novembre; le 4, une première sommation, faite au nom de l'humanité, fut repoussée et, grâce à l'activité du colonel Denfert, les Allemands durent se contenter d'un blocus jusqu'au 3 décembre, jour où commença le

(1) Duret, *loc. cit.*, t. II, p. 284.
(2) Thiers et de La Laurencie, *la Défense de Belfort*, p. 59.

bombardement. Le 8 janvier seulement, la position avancée de Danjoutin tomba entre leurs mains. Le 20, ce fut celle de Pérouse; mais, le 26, les assiégeants échouèrent sur le fort des Perches, dont ils s'emparèrent seulement le 8 février, sans que Belfort songeât à se rendre.

L'Est tout entier paraissait vouloir se défendre avec autant d'énergie ; le général badois de Beyer avait dû se battre contre les mobiles et les mobilisés de Bourgogne pour occuper Dijon (30 octobre).

Des bataillons de gardes mobiles, des corps de francs-tireurs français et étrangers tenaient la campagne, sous le commandement d'un officier de Metz, Cremer, et de Garibaldi (1), qui était venu mettre son épée au service de la France. Ils occupèrent Châtillon-sur-Seine, tentèrent de reprendre Dijon (26 novembre), et livrèrent les sanglants combats d'Autun (1er décembre) et de Nuits (18 décembre). Leurs succès auraient été peut-être plus considérables, si des divisions regrettables ne s'étaient produites entre Garibaldi et le général Cambriels. Ce dernier, blessé à Sedan, avait réussi à s'enfuir et était venu former le premier noyau de ce qu'on appelait l'armée des Vosges. Les prétentions de Garibaldi et les attaques de la presse radicale l'obligèrent à se retirer.

C'est du côté de l'Est que, le 21 décembre, M. de

(1) Le chiffre des forces réunies par ces deux officiers supérieurs s'élevait à près de 33,000 hommes. V. *Grand état-major prussien*. Supplément, t. IV, p. 251-52.

Freycinet décidait de porter la première armée de la Loire, récemment réorganisée par Bourbaki à Bourges et à Vierzon. Il s'agissait de débloquer Belfort (1) et de couper l'armée prussienne de Paris de ses communications avec le Rhin. Le général Bourbaki devait laisser un de ses corps à Vierzon, pour masquer son mouvement, et, avec les deux autres (40 à 50,000 hommes), se porter avec rapidité par la voie ferrée sur Montbéliard. Il fallut douze jours pour embarquer en chemin de fer les troupes et le matériel (2). Le 5 janvier seulement, on put marcher contre le général de Werder, chargé de couvrir le siège de Belfort. A ce moment, l'armée de Bourbaki, devenue l'armée de l'Est, comprenait, par suite de l'adjonction de deux nouveaux corps, 100 ou 120,000 hommes. Elle atteignit de Werder le 9 janvier à Villersexel et emporta ce village. Le 13, nouveau succès à Arcey. Mais, le général prussien avait reçu des renforts. Il occupa Héricourt et se retrancha sur la hauteur du Mont-Vaudois (15 janvier). Les Français ne purent enlever cette position, et durent se contenter d'occuper Montbéliard; le 16, Cremer reprit l'offensive avec quelque succès; le 17, Bourbaki essaya vainement d'obtenir un effort victorieux de ses troupes harassées et démoralisées, il échoua; et, apprenant l'arrivée de l'armée du général de Manteuffel, détachée du nord sur la Bourgogne, il commença son mouvement

(1) De Serres, *Enquête parlementaire*, t. VI, p. 17.
(2) Jacqmin, *les Chemins de fer pendant la guerre*, p. 190.

de retraite le 18 janvier, au milieu d'une débandade qu'explique la formation hâtive de ses troupes (1).

L'échec définitif de Bourbaki mettait l'armée de l'Est dans la situation la plus périlleuse ; le général de Manteuffel se préparait, en effet, à lui fermer le chemin de Lyon et, par une marche rapide, tendait à l'acculer à la frontière de Suisse. Cette position désespérée ne suffisait pas à arrêter l'ardeur belliqueuse de M. Gambetta et de la délégation de Bordeaux; mais elle donnait un singulier à-propos aux négociations que M. Jules Favre entamait le 23 janvier à Versailles avec M. de Bismark.

S'il faut en croire les témoins les plus à portée de l'observer, le chancelier prussien, à l'arrivée du ministre français, aurait sifflé l'hallali, et se serait écrié : « Messieurs, la bête est morte (2). » Il est évident que la probabilité de négociations définitives lui apportait un véritable soulagement. L'Allemagne était épuisée d'argent et d'hommes; l'opinion publique d'outre-Rhin murmurait contre la prolongation de la guerre. Le parti militaire attribuait ces lenteurs aux restrictions politiques que le chancelier mettait aux moyens réclamés par les généraux, au bombardement de Paris, par exemple. Il avait fallu organiser l'administration des vingt-huit départements occupés, et, tout en faisant payer au pays conquis les frais de cette organisation, il était peu probable qu'un pareil état de choses

(1) Colonel Leperche, *Enquête parlementaire*, t. VI, p. 183.
(2) De Mazade, *loc. cit.*, t. II, p. 310.

pût continuer encore longtemps. Les préfets allemands mettaient la main sur les contributions, imposaient aux journaux locaux leurs dépêches, destinées à décourager l'esprit de résistance, créaient eux-mêmes une presse officieuse, rédigée dans un français peu correct d'ailleurs, répondaient à la mauvaise volonté des populations par l'abus des réquisitions en argent et en nature, quelquefois même par la transportation en Prusse des personnages les plus marquants. Dans l'Est, ces mesures de rigueur n'avaient aucun résultat; et c'est tout au plus si dans l'Ouest quelques paysans, effrayés par les exécutions sommaires, les brutalités des soldats allemands, dont il reste encore aujourd'hui tant de témoins, découragés par les défaites multipliées, faisaient à l'envahisseur un accueil moins inquiétant.

La grande compensation de M. de Bismark fut la proclamation de l'empire dans la galerie des glaces de Versailles, le 18 janvier 1871. Après des négociations conduites par M. Delbrück, l'un des collègues les plus importants du chancelier prussien, et qui rencontrèrent plus d'un obstacle au dernier moment, les États du Sud signèrent à Versailles même l'acte constitutif du nouvel empire allemand. La proclamation de l'empereur Guillaume Ier fut faite sur l'initiative du roi de Bavière, en présence de plusieurs des souverains de l'Allemagne, qui abdiquaient désormais leur indépendance entre les mains de la Prusse.

L'arrivée de M. Jules Favre, cinq jours après cet acte solennel, enlevait à M. de Bismark ses dernières

préoccupations. C'était le cent vingt-cinquième jour du siège de Paris. Dès le début de l'entrevue et dans l'intention de rendre le négociateur français plus souple, le chancelier prétendit avoir en main un traité tout prêt à être signé soit par Napoléon III, soit par le prince Napoléon, soit par le Corps législatif (1). Néanmoins, il pria M. Jules Favre de rédiger par écrit les bases d'un armistice. M. Jules Favre se rendit à ce vœu, mais les conditions qu'il posa furent rejetées par le chancelier prussien. Enfin, après un long débat, deux points essentiels furent établis : un armistice de trois semaines et la convocation d'une assemblée. La discussion reprit ensuite; le sort de l'armée en fit l'objet. Sur ce sujet, les deux négociateurs eurent plus de peine encore à s'entendre. M. de Bismark se montrait très exigeant. Tout ce que M. Jules Favre put obtenir, ce fut que l'armée ne serait pas internée dans la presqu'île de Gennevilliers, mais resterait désarmée en ville, sauf une division de 12,000 hommes et 4,000 hommes de gendarmerie et de police, chargés d'assurer l'ordre, dans le cas où la garde nationale serait entraînée, par un mouvement populaire, à résister aux conditions de l'armistice. M. de Bismark eût désiré qu'on la désarmât; mais, M. Jules Favre lui prouva que le désarmement était impossible sans l'occupation de Paris tout entier par les Allemands.

Lorsque le plénipotentiaire français eut terminé cette

(1) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale*, t. II, p. 383.

pénible besogne, il revint le soir même à Paris, où il communiqua le résultat de ses premières négociations à ses collègues; le lendemain, il retourna à Versailles et désormais revint tous les soirs les consulter. Le 25, M. de Bismark, après avoir exigé un milliard pour la contribution de guerre de Paris, l'abaissa à 200 millions. Le 27, le général Trochu adjoignit à M. Jules Favre le général de Beaufort d'Hautpoul, qui se déclara plutôt disposé à continuer la lutte qu'à traiter. Son attitude peu conciliante le fit remplacer, le 28, par le général de Valdan. Ce même jour, les termes de la capitulation furent enfin arrêtés. L'armée de Paris conserva ses drapeaux et fut désarmée; les canons des remparts durent être démontés; et les Allemands occupèrent les forts. Lorsqu'il s'agit d'établir les conditions de l'armistice en province, M. de Bismark cacha avec soin aux négociateurs français l'état réel de la situation (2). Il obtint ainsi des positions non occupées par les troupes prussiennes en Picardie, en Normandie, en Touraine, les lignes du Cher et de la Vienne qu'elles ne tenaient pas encore, et où le général Pourcet reprenait justement alors une offensive prudente et habile. Dans l'Est, M. Jules Favre croyait encore Bourbaki vainqueur, et refusa de s'en rapporter, sur ce point, aux affirmations de M. de Bismark. Il ne voulut donc pas céder Belfort, et il consentit à laisser en dehors de l'armistice les départements du Doubs, du Jura et de

(1) *Enquête parlementaire*, t. III, p. 165-68.
(2) De Freycinet, *la Guerre en province*, p. 319.

la Côte-d'Or (1). La convention définitive fut signée à dix heures du soir, le 28 janvier. L'armistice devait durer jusqu'au 19 février.

Depuis le 26 à minuit toute hostilité avait cessé autour de Paris, et le canon s'était tu subitement. Le 29, les Prussiens occupèrent les forts et les ouvrages extérieurs, que les troupes françaises et surtout les marins abandonnèrent avec douleur (2). Ce jour même, Paris n'avait plus de pain; et M. Jules Favre, qui avait caché cette situation dans la crainte d'aggraver les conditions de la capitulation, dut l'avouer, avec tous ses dangers, à M. de Bismark (3). Le chancelier fut ému. Il donna aux Parisiens toutes les farines dont l'armée allemande pouvait se passer, et se hâta de faciliter la marche des convois de ravitaillement, dont il autorisa l'entrée avant l'entier désarmement de l'armée. Le 3 février seulement, un premier train de vivres arriva; le 4, ce fut un immense envoi fait par la ville de Londres.

Malgré le soulagement apporté dans tous les esprits par la certitude d'échapper à la famine, la capitulation fut en général acceptée dans Paris avec une indignation et une tristesse que les partis extrêmes se préparèrent à exploiter. Dans les départements et particulièrement autour de la délégation de Bordeaux,

(1) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale*, t. II, p. 408.

(2) De Mazade, *loc. cit.*, t. II, p. 349.

(3) Sorel, t. II, p. 188.

une colère mal dissimulée accueillit la nouvelle que Paris avait traité pour la province.

Le 29 janvier, une dépêche de M. Jules Favre annonça à M. Gambetta la conclusion de l'armistice, la convocation des électeurs pour le 8 février, la réunion d'une Assemblée nationale pour le 15, et le départ d'un membre du gouvernement pour Bordeaux (1). Le télégramme n'indiquait pas les restrictions de la convention au sujet de l'armée de l'Est, à laquelle M. Gambetta télégraphia d'arrêter tout mouvement. Cependant, le ministre de la guerre demanda un supplément d'informations à Jules Favre, qu'il supposait encore à Versailles, et reçut, le 31, une dépêche de M. de Bismark lui annonçant que les opérations continuaient dans l'Est. En même temps parvinrent de tous côtés, à Bordeaux, des réclamations de chefs de corps sur les positions qui leur étaient enlevées sans combat, en exécution de la convention du 28 janvier. La délégation se montra profondément blessée de ces stipulations désavantageuses, signées sans qu'on l'eût consultée. La catastrophe qui se produisit à ce moment même sur les frontières de la Suisse vint encore exaspérer la mauvaise humeur de M. Gambetta.

Le général Bourbaki, après son grave échec à Héricourt, avait battu en retraite sur Besançon. Le froid, le manque de vivres, l'inexpérience des soldats don-

(1) Crémieux, *Gouvernement de la Défense nationale*, première partie, p. 88.

nèrent une fois de plus à la retraite l'aspect d'une débandade. Le général en chef voyait surtout avec inquiétude les progrès de l'armée de Manteuffel sur sa droite. Parti de Montargis, Manteuffel était, le 12 janvier, à Châtillon-sur-Seine ; il s'empara de Langres et se relia à l'armée de Werder. Puis, après trois tentatives infructueuses (21, 22, 23 janvier), sur Dijon où commandait Garibaldi, il se jeta entre Bourbaki et la Bourgogne par Gray et Dôle. L'armée française devait donc hâter sa retraite de Besançon sur Lyon ; mais Bourbaki craignit que le chemin ne fût déjà intercepté et préféra se retirer par Pontarlier (1), le long de la frontière suisse. Il s'aperçut bientôt du péril de cette situation, et, perdant la tête, accablé par les reproches de M. de Freycinet, qui avait ordonné de suivre la route de Lyon, il se tira, le 26 janvier, un coup de pistolet dans la tête, sans parvenir à se tuer. Devenu incapable de commander, il fut remplacé par le général Clinchant, qui arriva à Pontarlier le 28 janvier, avec le gros de l'armée de l'Est. Là, le nouveau commandant de l'armée de l'Est reçut une dépêche de Bordeaux, lui annonçant un armistice général ; il s'arrêta, croyant l'armée sauvée. Ce fut donc avec un étonnement et un effroi faciles à comprendre qu'il vit le corps de Manteuffel continuer sa marche pour lui couper la route de Pontarlier à Gex. A sa protestation, le général allemand répondit en lui com-

(1) Général Clinchant, *Enquête parlementaire*. t. VI, p. 142.

muniquant le texte exact de la convention de Versailles : terrible nouvelle qui lui fut bientôt confirmée de Bordeaux (1). L'armée de l'Est n'avait plus qu'à se réfugier en Suisse. Les conditions de l'internement furent réglées le 30, avec le général fédéral Herzog : l'armée resterait en Suisse jusqu'à la paix ; elle serait désarmée, mais recouvrerait alors son matériel. Le passage s'effectua, au milieu du verglas, le 1er février ; il ne put être empêché par Manteuffel, qui fut tenu en respect par l'arrière-garde. 90,000 hommes se réfugièrent de la sorte en Suisse ; 15,000 purent échapper et arriver à Lyon, avec le général Cremer.

M. Gambetta, qui comptait sur l'armée de l'Est pour continuer la lutte à outrance, attribua le désastre de Clinchant à la « légèreté coupable » de M. Jules Favre. Les élections qui allaient avoir lieu l'effrayaient : il craignait qu'elles ne fussent contraires à la République. Il prit alors une mesure radicale. Un décret du 31 janvier, signé de ses trois collègues de la délégation, déclara inéligibles tous les membres des anciennes familles ayant régné en France depuis 1789, ainsi que tous les fonctionnaires et candidats officiels de l'Empire. C'est alors qu'arriva à Bordeaux M. Jules Simon (1er février) (2). Chargé du ministère de l'intérieur, il devait faire élire une assemblée de 750 membres, au scrutin de liste d'après la loi de 1849, qui n'admettait

(1) Général Clinchant, *Enquête parlementaire*, t. VI, p. 143.
(2) Jules Simon, *Enquête parlementaire*, t. V, p. 231.

aucune condition d'éligibilité. M. Gambetta refusa de rapporter son décret du 31 janvier et d'insérer au *Journal officiel* le décret de convocation des électeurs, signé de Jules Simon. Celui-ci eut alors recours aux journaux conservateurs. Ce procédé déplut aux républicains. Leur mécontentement devint plus grand encore lorsque M. de Bismark se fut avisé, dans une dépêche, de blâmer le décret d'inéligibilité. Enfin, M. Gambetta dut s'incliner devant la majorité de ses collègues du gouvernement de la Défense nationale. Il se retira, et M. Arago, devenu ministre de l'intérieur, convoqua les électeurs pour le 8 février.

Pendant ce temps les Prussiens s'établissaient dans l'Est et continuaient les opérations autour de Belfort. Maîtres des Hautes et Basses Perches, ils commencèrent, le 8 février, le bombardement de la place, sans que le colonel Denfert prêtât l'oreille à leurs propositions. Le 15, une convention additionnelle, signée à Versailles, étendit l'armistice à l'Est, et stipula la remise de Belfort aux mains des Allemands, après toutefois que la garnison en serait sortie avec les honneurs de la guerre. Mais le colonel Denfert refusa d'admettre cette capitulation, si honorable qu'elle fût, jusqu'au jour où il eut obtenu qu'un de ses officiers apprît directement du gouvernement français la clause du 15; le 18, il quittait Belfort pour rentrer à Lyon.

Le 13 février, l'Assemblée nationale s'était réunie à Bordeaux, et le gouvernement qui, depuis le 4 septembre, présidait à la défense du pays, avait dé-

posé ses pouvoirs entre ses mains ; vingt-six départements avaient élu M. Thiers, qui considérait toute prolongation de la résistance comme devant ruiner la France pour toujours. Ces sentiments étaient partagés par la majorité de l'Assemblée. Le 16 février, elle le nomma chef du pouvoir exécutif de la République française, et repoussa une proposition du député alsacien, M. Keller, qui demandait que l'Assemblée se refusât à toute négociation fondée sur une cession de territoire.

Dans son premier ministère, M. Thiers conserva quatre membres du gouvernement de la Défense nationale, parmi lesquels M. Jules Favre, qui resta ministre des affaires étrangères. M. Thiers arriva à Paris le 20 février. Dès le lendemain, il se rendit auprès de M. de Bismark pour connaître d'une manière précise les conditions de la paix définitive (1). Le chancelier, après avoir accordé une prolongation de l'armistice jusqu'au 26 février, demanda l'Alsace avec Belfort, la Lorraine du nord avec Metz, et une indemnité de guerre de six milliards. Consterné par de pareilles exigences, M. Thiers obtint une entrevue de l'empereur Guillaume, qui resta inflexible. Le 23, M. de Bismark réduisit l'indemnité à 5 milliards, mais ne consentit à laisser Belfort à la France qu'à une condition : l'entrée des troupes allemandes dans Paris.

(1) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale*, t. III, p. 90-114.

Le 25, les négociations continuèrent. M. Thiers disputa pied à pied les conditions accessoires avec une ténacité qui parut exaspérer M. de Bismark ; il prétendit imposer tous les règlements de garantie et de paiement comme autant d'ultimatums; toutefois, après une scène de colère vraie ou simulée (1), il revint à la modération qu'il avait d'abord montrée, et les préliminaires furent signés le 26 février, par M. de Bismark, dans toute la joie du triomphe, par les représentants de la Bavière, du Wurtemberg et de Bade, enfin par MM. Thiers et Jules Favre, qui retenaient leurs larmes avec peine.

Les préliminaires de Versailles fixaient, pour le paiement de l'indemnité, un espace de quatre ans, pendant lequel les Allemands seraient cantonnés dans trois zones d'occupation restreintes successivement, à mesure que les versements seraient effectués. L'évacuation commencerait aussitôt après la ratification des préliminaires par l'Assemblée. Paris, dont l'armée allemande occuperait un quartier à partir du 1er mars, bénéficierait aussitôt de cette clause; mais le gouvernement français ne pourrait y maintenir qu'une force militaire de 40,000 hommes jusqu'à la paix définitive, dont les dernières négociations devaient avoir lieu à Bruxelles.

Ces conditions, déjà si cruelles, pouvaient s'aggraver encore, si, la ratification de l'Assemblée se faisant at-

(1) Moritz Busch, *Graf Bismark und seine Leute*, t. II, p. 370-372.

tendre, l'occupation de Paris se prolongeait. Il ne fallait pas compter sur la médiation des puissances étrangères : l'Angleterre, qui, à la fin du siège, avait été impuissante à obtenir que M. Jules Favre prît part à la conférence de Londres, où la Russie dénonça le traité de 1856, hasarda timidement quelques observations sur les exigences prussiennes ; son intervention fut accueillie avec une impatience hautaine par M. de Bismark.

M. Thiers, emportant avec lui une prolongation d'armistice jusqu'au 12 mars, se hâta donc de retourner à Bordeaux. Le 28 février, il communiqua à l'Assemblée les préliminaires de Versailles et demanda l'urgence. Une commission fut aussitôt nommée, et son rapporteur, M. Victor Lefranc, conclut à la ratification.

MM. Bamberger, au nom de l'Alsace-Lorraine ; Georges, au nom des Vosges ; Keller, au nom du Haut-Rhin ; MM. Victor Hugo, Jean Brunet, Louis Blanc, Langlois et Millière protestèrent contre la conclusion de la paix. Après M. Vacherot et le général Changarnier, qui parlèrent dans le sens contraire, M. Thiers montra que, contrairement à l'avis de quelques officiers, entre autres le général Chanzy, la continuation de la guerre était impossible, et, par son éloquence pleine d'émotion et de désespoir, entraîna le vote de la ratification le 1er mars 1871. Le jour même, les vingt-huit députés des départements cédés quittaient l'Assemblée. — Au cours de la discussion, les bonapartistes ayant tenté de renier la responsabilité des désastres de la France, avaient

provoqué un vote de déchéance qui atteignit l'empire à l'unanimité, moins six voix.

Pendant ces scènes douloureuses, les Allemands entraient dans Paris. Le premier détachement, commandé par le général Von Kamecke, pénétra dans la ville le 1er mars, jusqu'à la place de la Concorde, où la statue de Strasbourg était voilée (1). Toutes les issues étaient gardées par la garde nationale. Ce jour-là, les administrations publiques furent fermées, les magasins ne furent pas ouverts, les journaux suspendirent leur publication. A minuit, M. Jules Favre recevait par dépêche la nouvelle du vote de Bordeaux, et le communiquait à M. de Bismark; il fallait, selon les conditions des préliminaires, que l'armée allemande repartît aussitôt. Le 2, cependant, M. de Bismark, surpris désagréablement par cette promptitude, exigeait la présentation de l'instrument authentique de la ratification pour commencer l'évacuation. En attendant, il demandait pour les soldats allemands la faculté de visiter les Invalides et le Louvre pendant la journée du 2. Ce jour même, M. Thiers arriva à Paris. Il envoya immédiatement M. Jules Favre à Versailles avec toutes les pièces nécessaires. Le 3 au matin, il n'y avait plus un seul Allemand à Paris. 50,000 à peine avaient pénétré dans le quartier des Champs-Élysées.

La France avait alors 11,860 officiers et 371,981 hommes retenus captifs en Allemagne, et 2,192 officiers et

(1) De Mazade, *loc. cit.*, t. II, p. 371.

88,381 hommes internés en Suisse (1). Elle avait, en outre, perdu 138,871 hommes tués ou blessés (2). Des 500,000 hommes qu'elle pouvait encore appeler aux armes, 200,000 à peine pouvaient être prêts, encore étaient-ils sans expérience de la guerre et sans l'habitude de la marche. Puis, le nombre considérable d'officiers qui avaient été faits prisonniers, internés, tués ou blessés, avait entièrement désorganisé l'état-major. Enfin, les Allemands avaient pris 22 places fortes, 1,915 pièces de campagne, 5,526 pièces de rempart, 600,000 fusils et 107 aigles ou drapeaux (3). L'armée d'occupation comptait 823,646 hommes de troupes victorieuses avec 1,800 canons (4). Tels avaient été les arguments qui avaient guidé le vote de l'Assemblée nationale.

Il restait à préciser les points indiqués seulement dans les préliminaires ; les négociations s'ouvrirent à Bruxelles.

La France fut représentée par M. de Goulard, le

(1) *Grand état-major prussien*, t. V, p. 1465.

(2) Dr J. C. Chenu, *Rapport au conseil de la Société française de secours aux blessés des armées de terre et de mer, sur le service médico-chirurgical des ambulances et des hôpitaux pendant la guerre de* 1870-1871, t. I, p. LXXV.

(3) *Grand état-major prussien*, t. V, p. 1465.

(4) Depuis le début de la guerre, les Allemands avaient fait entrer en France 1,146,355 hommes (*Grand état-major prussien*, t. V, p. 749). D'après le même travail (V. t. V, p. 1465), ils avaient perdu, pendant la campagne, 6,247 officiers, 123,453 hommes, un drapeau et 6 canons. Ces chiffres sont contestés. Plusieurs statisticiens portent les pertes d'hommes à plus de 170,000; suivant les journaux anglais, généralement bien informés, ces pertes ne se seraient élevées qu'à 117,028 hommes. (V. Dr J. C. Chenu, *loc. cit.*, t. I, p. LXXI.)

baron Baude, M. de Clercq et le général Doutrelaine; l'Allemagne, par le comte d'Arnim, le baron de Balan et les ministres de Bavière, de Bade, de Wurtemberg. Les plénipotentiaires allemands tentèrent d'aggraver les conditions financières des préliminaires. Ils exigèrent le paiement des 5 milliards en numéraire; des indemnités pour leurs compatriotes expulsés de France, clause d'ailleurs à laquelle ils renoncèrent promptement. Les diplomates français demandèrent vainement que l'Alsace-Lorraine supportât une part proportionnelle de la dette de la France.

Les discussions se prolongeant, M. de Bismark s'irrita et se montra plus difficultueux dans le règlement des questions de détail, qu'entraînait l'occupation, et qu'avaient réglées jusqu'alors avec une condescendance mutuelle MM. de Fabrice et Jules Favre. Bientôt, les Allemands en vinrent à promettre, après le 18 mars, une attitude amicale à la Commune (1); ils écoutèrent même un moment une proposition du général Cluseret, leur demandant de garantir la neutralité de la rive droite de la Seine. M. de Bismark ne se dissimulait pas la valeur du gouvernement communiste de Paris, mais il profitait de la situation pour affecter de croire à l'instabilité du gouvernement de M. Thiers et alourdir les charges de l'occupation. Il était d'ailleurs inquiet d'avoir été amené, par la force des choses, à autoriser l'élévation de l'armée de Paris à 80, puis à 120,000 hom-

(1) Valfrey, *Histoire du traité de Francfort*, première partie, p. 25.

mes; aussi, pour presser les négociations avant la chute de la Commune, il n'hésita pas à multiplier les menaces (1). Ce fut dans le même but qu'il transporta le siège des négociations de Bruxelles à Francfort, et se rendit lui-même dans cette dernière ville.

Là, M. de Bismark accusa le gouvernement français de mauvaise foi : dans un ultimatum adressé aux représentants de la France, il menaça d'intervenir à Paris, et prétendit ne pas être astreint, à cause des derniers événements, à évacuer les quinze premiers départements fixés par les préliminaires ; il mit pour condition nouvelle à cette évacuation le paiement du troisième demi-milliard. Le 8 mai, la situation de Belfort fut définitivement réglée ; le territoire qui resta français autour de la ville fut porté de 7 kilomètres carrés à 13. La Prusse acquérait, sauf ratification par l'Assemblée nationale, une compensation de 10,000 hectares sur la frontière du Luxembourg.

Les négociations économiques et financières causèrent de longs débats. M. Pouyer-Quertier, protectionniste comme M. Thiers, dut accorder aux menaces de M. de Bismark l'égalité de traitement sur le pied de la nation la plus favorisée, régime commercial évidemment défavorable à la France, car l'Allemagne, où la main-d'œuvre est moins élevée, ne devait pas tarder à inonder la nation vaincue de ses produits à bon marché, et faire une concurrence terrible à son industrie ; ce fut,

(1) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale*, t. III p. 332-344.

a dit le prince Frédéric-Charles, un véritable Sedan industriel. Cependant, M. Pouyer-Quertier eut la satisfaction d'obtenir, pour la cession de la partie des chemins de fer de l'Est acquise par l'Allemagne, la somme de 325 millions, qui fut déduite sur l'indemnité, alors que le chancelier n'en avait proposé que 100.

Le 10 mai 1871, la paix fut signée à Francfort par MM. Jules Favre, Pouyer-Quertier, de Goulard, d'une part; par MM. de Bismark, d'Arnim, de l'autre. Le 13, le traité fut présenté à l'Assemblée nationale et ratifié, après une discussion qui eut lieu surtout au sujet de Belfort. Les ratifications furent échangées le 21 mai 1871, à Francfort.

Ce traité, si désastreux pour la France, comprend dix-huit articles; il ne revient pas sur la cession de l'Alsace et de la Lorraine dite allemande établie par les préliminaires du 26 février. Le premier article délimite le territoire de Belfort et laisse à la France les cantons de Giromagny, de Delle et une partie de celui de Fontaine. L'art. 2 permet aux Alsaciens d'opter pour la nationalité française, jusqu'au 1er octobre 1872. Les art. 3 et 4 concernent la transmission des archives, des documents et des sommes déposées dans les caisses publiques des départements annexés. Les art. 5 et 6 règlent la navigation de la Moselle et des canaux communs, ainsi que la question des juridictions ecclésiastiques, protestantes et israélites. Les art. 7 et 8 ont trait au paiement de l'indemnité et à l'occupation. Les paiements devront avoir lieu ainsi : 500 millions vers

juin ou juillet 1871; un milliard vers janvier 1872; 500 millions le 1er mai 1872; 3 milliards le 2 mars 1874; les intérêts à 5 0/0 courront du 2 mars 1871 et seront payés annuellement; ils seront diminués en proportion des versements. Les départements de la Somme, de la Seine-Inférieure, de l'Eure, seront évacués après le paiement du premier demi-milliard; l'Oise, la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne et la Seine, après le troisième demi-milliard, ou lorsque le gouvernement allemand se croira sûr du paiement définitif. Les troupes d'occupation ne pourront faire des réquisitions en nature et en argent, tant qu'elles seront entretenues par le gouvernement français. L'art. 11 règle la situation commerciale sur le pied de la nation la plus favorisée. L'art. 12 maintient aux Allemands leur droit de séjour et de naturalisation en France. Les derniers articles contiennent des dispositions accessoires.

Pour résumer par des chiffres les résultats du traité de Francfort, disons que la France perdait 1,447,466 hectares et 1,597,228 habitants. On a calculé que le chiffre de l'indemnité payée à l'Allemagne avait été, avec les intérêts et l'entretien des troupes, de 5,567,067,277 fr. 49 cent. (1), mais on ne saurait évaluer à moins de 7 milliards les sommes perdues par la France dans cette catastrophe sans précédent dans l'histoire des hommes.

Et cependant la France fit rapidement face à ces

(1) Sorel, t. II, p. 319-352.

charges écrasantes. Un premier emprunt de 2 milliards (27 juin 1871) fut couvert deux fois en six heures. Ce succès financier permit au gouvernement français de faire aussitôt à celui de l'Allemagne un premier paiement de 500 millions, qui amena l'évacuation, à la fin de juillet, de l'Eure, de la Seine-Inférieure et de la Somme. Vers le milieu de septembre, un nouveau paiement eut lieu : d'un milliard, cette fois, il eut pour conséquence l'abandon, par les Allemands, des forts de Paris, rive droite, des départements de la Seine, de la Seine-et-Oise, de la Seine-et-Marne et de l'Oise. Un mois plus tard, 12 octobre, une convention, signée à Francfort, amena l'évacuation immédiate de six autres départements : Aisne, Aube, Côte-d'Or, Haute-Saône, Doubs et Jura, et la réduction du corps d'occupation à 50,000 hommes, contre le paiement anticipé de 650 millions.

Ces marques d'une prospérité renaissante en France firent attribuer à M. de Bismark l'intention de chercher querelle aux vaincus. L'entrevue des empereurs d'Autriche et d'Allemagne à Salzbourg, la visite du général de Moltke au czar Alexandre II, permirent de prêter aux trois empereurs une politique commune menaçante pour la France. Les négociations n'en continuèrent pas moins pour hâter la libération du territoire. Si une souscription nationale, commencée dans cette intention, fut arrêtée, sur l'initiative soupçonneuse de M. de Bismark, un nouvel emprunt de 3 milliards (15 juillet 1872) fut autorisé sous la seule

responsabilité du gouvernement. Les souscriptions s'élevèrent à 41 milliards. L'entrevue de Berlin entre les trois empereurs (septembre) fut encore considérée comme dirigée contre la vitalité inouïe de la France. M. de Bismark protesta cependant de ses intentions pacifiques et accepta le 15 mars 1873 de nouvelles modifications au traité de Francfort. Le troisième milliard avait été payé à la fin de 1872. Le quatrième, déjà versé en partie, devait l'être complètement au 5 mai 1873. Le cinquième milliard serait payé par quart en juin, juillet, août, septembre. Les quatre derniers départements occupés, Vosges, Ardennes, Meuse, Meurthe-et-Moselle, ainsi que Belfort, seraient évacués dès le mois de juillet, Verdun resterait seul dans les mains des Allemands jusqu'au mois de septembre.

Ces négociations qui devaient hâter la délivrance de la France avaient eu l'approbation de M. de Bismark. Toutefois, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, M. d'Arnim, les voyait d'un œil défavorable. Depuis le jour (9 janvier 1872) où il fut chargé de rétablir les relations diplomatiques entre la France et la Prusse, il s'ingénia à retarder les paiements et intrigua en faveur des conservateurs, ennemis de la République. Il joua un rôle dans la chute de M. Thiers (24 mai 1873), qui n'empêcha pas les conséquences naturelles du traité du 15 mars. Le 20 septembre 1873, le dernier soldat allemand avait quitté le territoire français.

Ce fut là le dernier fait de la guerre franco-allemande. Mais, le souvenir de l'invasion ne disparut pas avec

l'envahisseur. Il est vivant aujourd'hui dans toutes les mémoires et y vivra longtemps encore. M. de Moltke, en constatant la fidélité de l'Alsace-Lorraine à la France, a étendu l'effort militaire que l'Allemagne doit s'imposer pour conserver sa conquête à une période de cinquante ans. Malgré cette intention de longue patience, M. de Bismark s'est souvent irrité de la persistance des sentiments antiprussiens dans les provinces annexées. L'espoir mal dissimulé que les vaincus ont conservé de redevenir un jour Français l'exaspère. De là, des actes de mesquine tracasserie qui font peu d'honneur à son caractère et laissent trop voir ses inquiétudes. C'est ainsi que, le 20 janvier 1874, il obligea le gouvernement du maréchal de Mac Mahon à désavouer les mandements de deux évêques français qui encourageaient le clergé allemand dans sa résistance aux lois de l'empire. C'est ainsi encore qu'au mois de mai 1875, dans un nouvel accès de mauvaise humeur, il permit à la presse allemande de dénoncer les armements de la France comme menaçant la paix de l'Europe. Peu après, il laissa tomber l'agitation antifrançaise, sans qu'on ait jamais pénétré le motif qui l'avait engagé à la provoquer.

A tout événement cependant, l'Allemagne chercha de nouveaux ennemis à la France, et le voyage de l'empereur Guillaume en Italie, auprès de Victor-Emmanuel, fut un des épisodes de cette campagne diplomatique.

L'esprit pacifique que le soin de consolider la Répu-

blique entretenait de l'autre côté des Vosges, l'attitude conciliante des représentants français au Congrès de Berlin, où M. de Bismark joua le rôle de souverain médiateur dans les affaires d'Orient, détendirent un moment les relations. Les Allemands virent néanmoins avec inquiétude le succès de l'Exposition universelle de Paris, à laquelle ils avaient refusé de prendre part (1878). Ce fut peut-être dans l'espoir de détourner les Français des souvenirs d'Alsace-Lorraine que l'Allemagne refusa d'épouser les rancunes de l'Italie en 1881, lorsque la France établit son protectorat en Tunisie. L'arrivée au pouvoir de M. Gambetta, le principal agent de la Défense nationale, l'explosion de patriotisme qui suivit sa mort, ramenèrent l'inquiétude dans l'esprit toujours ombrageux de M. de Bismark. Est-ce à des préoccupations de ce genre qu'il faut rattacher la triple alliance (1883) de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie? Faut-il attribuer le récent voyage de M. de Moltke (mai 1883) sur la frontière franco-italienne à des plans analogues à ceux qu'il prépara en Alsace avant 1870? Il serait téméraire de l'affirmer. Disons seulement ici que les généraux et les diplomates allemands sont experts dans l'art de dissimuler leur pensée réelle ; et examinons, en résumant les réflexions que suggère l'histoire de la guerre franco-allemande, les fautes et les dangers contre lesquels la France doit se prémunir.

Il est aujourd'hui reconnu, même parmi les hommes d'État intéressés à défendre le système impérial, que la

France accepta imprudemment les provocations de la Prusse en 1870 (1). On a vu, par le récit des faits, avec quelle habileté M. de Bismark renouvela à l'égard de la France le jeu qu'il avait déjà joué avec l'Autriche en 1866. La France tomba dans le piège. C'est qu'elle était alors livrée à un gouvernement qui cherchait dans une guerre nationale contre la Prusse une diversion à sa déplorable politique intérieure. La transmission de la dynastie de Napoléon III à Napoléon IV exigeait aussi le reflet d'un grand succès militaire. De plus, l'impératrice, catholique ardente, avait, dès le principe, envisagé avec joie la possibilité d'une guerre avec la protestante Allemagne, si bien que, lorsqu'elle fut déclarée, elle répéta volontiers : « C'est ma guerre. »

Enfin, la décadence des mœurs contribua également au manque absolu de sens politique qui précipita la nation dans cette funeste aventure, alors qu'elle n'était prête sous aucun rapport. L'infériorité écrasante de l'effectif, du système de mobilisation, des armes et des canons s'aggravait encore de l'incapacité ou des aptitudes par trop spéciales des généraux. La guerre d'Afrique était une préparation insuffisante à la grande guerre. Le moral de l'armée n'était plus capable de supporter le moindre échec. L'expédition du Mexique, fatale au prestige militaire de la France, avait porté

(1) *Lettre de Napoléon III à sir John Burgoyne*, 29 *octobre* 1870.

un coup mortel à la discipline et à l'esprit de corps. Enfin la guerre éclata sans que les hommes du métier eussent conçu un plan d'attaque ou de défense contre une nation qui se préparait depuis 1815 à la vengeance, avec des généraux instruits, patients, pleins de haine pour la France et d'enthousiasme pour l'unité nationale. Seules une prudence et une habileté consommées auraient pu réparer le désavantage de la situation initiale. Malheureusement, on peut dire qu'aucune faute de détail ne fut évitée par les chefs de l'armée française. La direction suprême de l'empereur fut funeste dès le début. L'éparpillement des sept corps d'armée, qui composaient toutes les forces françaises, en face des trois masses profondes que les Allemands avaient condensées sur un seul point de la frontière, livra l'Alsace et une partie de la Lorraine en six jours. La marche en arrière, que le bon sens indiquait comme une conséquence des premières défaites, fut empêchée par des considérations politiques et l'indécision de Bazaine, qui aurait pu ne pas se faire bloquer à Metz. Sa conduite douteuse pendant le siège, ses négociations louches qui ont entraîné, en décembre 1873, sa comparution devant un conseil de guerre et sa condamnation à mort, mettent à jour la démoralisation de l'époque impériale.

La dernière chance de salut était dans la concentration des troupes de Mac Mahon sous les murs de Paris. Une nouvelle faute, inspirée par l'égoïsme dynastique, décida la marche désastreuse sur Sedan, qu'on ne put

ou qu'on ne sut même effectuer dans les conditions les moins dangereuses. Jamais l'ignorance de certains généraux, le mépris des précautions stratégiques, l'inhabileté à se servir de la cavalerie pour éclairer la marche, ne parurent aussi profonds. Se laisser surprendre sembla être devenu l'une des habitudes de l'armée. Le désastre de Sedan était fatal, et pourtant il eût encore dépendu d'une résolution énergique et prompte de le rendre moins funeste.

Cette accumulation de défaites eut cependant ce résultat d'arracher la nation à son optimisme et à ses illusions. La révolution du 4 septembre a été irrésistible. Accomplie en présence de l'envahisseur, alors que toutes les forces régulières de la France étaient en pleine décomposition, elle n'a pas, comme on l'a dit, paralysé la résistance, elle l'a surexcitée; et c'est à bon droit que les hommes qui arrivèrent alors au pouvoir prirent le nom de : *Gouvernement de la Défense nationale*. Les passions politiques peuvent obscurcir pour quelques années encore le jugement qu'on portera sur les trois principaux personnages du 4 Septembre. On reprochera à M. Jules Favre son inexpérience, sa naïveté qui le conduisit à Ferrières; on le rendra responsable de la perte de l'armée de l'Est qui était déjà perdue; mais l'esprit impartial n'oubliera pas l'abnégation de cet homme qui s'est sacrifié pour la patrie. Il eut le courage d'assumer, pour éviter de plus grands malheurs encore, la responsabilité d'une guerre qu'il avait combattue. Lorsqu'il fallut signer l'armistice, les

préliminaires du 26 février, la paix de Francfort, M. Jules Favre n'hésita pas. Il savait qu'en associant son nom à la déchéance de la France, il attirait à lui une impopularité immense, qui abrégea sa vie, mais à laquelle il s'était exposé pour remplir un devoir sacré.

Quant à Trochu, il a été l'objet des accusations les plus passionnées. En réalité, on ne peut lui reprocher qu'un moment de défaillance à la dernière heure. Qui oserait nier son activité, sa prudence, et lui enlever la gloire de cette merveilleuse défense de quatre mois, où il fallut tout improviser, troupes, fortifications et armements? Ce fameux plan, même si raillé, ne paraît pas aujourd'hui aussi chimérique qu'on l'affirmait autrefois, et, si l'entente avait pu se produire avec la province, qui sait s'il n'aurait pas réussi? Enfin, et ce n'est pas son moindre titre à la reconnaissance de ses compatriotes, Trochu a su maîtriser les socialistes révolutionnaires et empêcher la guerre intestine de se joindre à la guerre étrangère. Un jour viendra où la France reconnaîtra les services qu'il lui a rendus.

Mais le nom resté dominant dans l'histoire de la défense nationale est celui de M. Gambetta. On lui a fait un crime de ses prétentions stratégiques, de son attitude cassante à l'égard des chefs de corps, de ses compromissions avec les exaltés républicains. Sans doute, il eût mieux valu qu'à la fougue de son tempérament et de sa jeunesse, il ajoutât l'expérience et le sang-froid d'un vieil homme d'État; on ne saurait trop regretter ses vivacités imprudentes dans ses rapports

avec les généraux, sa lutte contre les royalistes et les bonapartistes au milieu des soucis de la défense, son aversion pour les élections, qu'il n'était pas d'ailleurs le seul à juger nuisibles à l'action militaire. Mais qui n'admirera l'énergie déployée à presser les armements, les levées d'hommes, la grandeur de cette lutte désespérée, dont M. Gambetta fut l'instrument principal? Quelles que soient les passions qui attaquent aujourd'hui sa mémoire, si grandes que soient les fautes qu'on puisse légitimement lui reprocher, « le dictateur » restera l'incarnation du soulèvement national en 1870, et la postérité proclamera hautement que, comme lui, le gouvernement de la Défense nationale a bien mérité de la patrie. — Ne quittons pas ce grand patriote que la France pleure aujourd'hui sans rappeler l'opinion qu'il émit, en 1871, sur cette ***Défense nationale*** dont il fut véritablement l'âme :

« Nous organisâmes une armée, plusieurs armées; on en a beaucoup médit, mais il y a eu des efforts énormes dont je peux parler sans vanité, car ils ont été le fruit de la collaboration assidue du pays tout entier. Je ne partage pas le moins du monde cette opinion qui nous abaisse devant l'étranger et à nos propres yeux, et qui consiste à dire que la France était dans un état de décadence morale et matérielle si grand qu'elle n'a pas fait ce qu'elle devait faire. Au contraire, le pays a tout donné, et les hommes et l'argent, sans compter; on s'est bien battu, aussi bien que pouvaient le faire des troupes inexpérimentées, qui n'avaient à

leur tête que le petit nombre d'officiers qui nous restaient et quand il était si difficile de s'en procurer. A ce point de vue donc, la guerre a été ce qu'elle pouvait être, et aucun peuple dans l'Europe ni dans le monde n'aurait été capable d'un pareil effort, alors qu'on l'avait systématiquement tenu à l'écart de toute institution militaire, et que son armée permanente, que depuis cinquante ans on lui avait présentée comme la condition nécessaire de son salut, était tout entière aux mains de l'ennemi (1). »

Seul des hommes qui ont joué un grand rôle dans les désastres de 1870-71, M. Thiers a reçu la récompense de ses patriotiques efforts. Il ne tint pas à lui que de si grands malheurs ne fussent évités à son pays. Il avait énergiquement protesté contre la déclaration de guerre et contre l'imprudence avec laquelle on entraînait la France aux abîmes. Lorsque ses prévisions se furent réalisées, il accepta, malgré ses soixante-treize ans bien sonnés, de parcourir l'Europe, en plein hiver, à la recherche d'une intervention. Malheureux dans ses démarches, il tenta de rendre moins exorbitantes les prétentions du vainqueur. Il discuta avec courage et obstination les demandes de l'Allemagne victorieuse, et eut enfin la gloire de délivrer avant l'heure le sol français de la présence de l'orgueilleux Prussien.

(1) *Déposition devant la commission d'enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale, Discours et plaidoyers*) t. V, p. 249).

Nous venons d'examiner le rôle des principaux personnages qui, du côté des Français, prirent part aux terribles événements de la seconde moitié de l'année 1870 et du mois de janvier 1871, il serait juste que nous en fissions autant pour les Allemands. Cependant, nous ne le ferons pas. Nous estimons que les événements parlent suffisamment pour eux, et les éloges que méritent leur habileté diplomatique et leur science militaire coûteraient trop à notre patriotisme. Nous rapporterons seulement, à titre de renseignement curieux, l'opinion des officiers allemands sur la campagne de 1870-71 et sur la victoire qu'ils y ont remportée. Nous la trouvons à la fin du travail du grand état-major prussien (1).

« Le grand combat des deux nations était terminé après une lutte de sept mois.

« Suivant l'exemple que leur avaient donné leurs pères, un demi-siècle auparavant, les fils avaient maintenant combattu et versé leur sang pour l'indépendance de la patrie allemande. Celle-ci pouvait être rendue tout entière, sans que son sol eût été foulé par l'étranger, aux bénédictions d'une paix glorieusement acquise.

« Si grands qu'aient été les sacrifices exigés par la guerre, aucun autre peuple ne les aurait faits avec plus d'empressement. Avec un enthousiasme sérieux, on engagea, au début de la campagne, tout ce qu'on avait de

(1) T. V, p. 1466.

plus précieux, les pertes douloureuses furent supportées en silence et avec la conscience du devoir.

« Mais ce que l'armée victorieuse a conquis sur les champs de bataille de la France compensait cet immense dévouement.

« Avec Metz et Strasbourg, on avait repris les pays arrachés à l'Allemagne au moment de sa faiblesse, et la nation devait à la valeur et à la persévérance de ses enfants son unité depuis si longtemps désirée. »

Il n'est pas d'événement contemporain sur lequel il ait été autant écrit que la guerre dont nous venons de faire le récit. Si tous les ouvrages qui en traitent étaient réunis, ils formeraient une très nombreuse bibliothèque. Quelques partisans du régime impérial déchu ont contribué à cette profusion de publications, et naturellement dans leurs ouvrages ils se sont évertués à démontrer la fausseté des accusations portées contre Napoléon III et son gouvernement. Il en est un qui appelle tout particulièrement l'attention. Excellent dans la forme, cet ouvrage est l'œuvre d'un général de brigade, ex-conseiller d'État, ex-député, écrivain militaire estimé, le baron Ambert (1). On y trouve de ces assertions qui font bondir d'indignation.

On y lit par exemple :

Page 111. « En faisant la déclaration de guerre, l'empereur obéissait au sentiment public exprimé par la presse... L'empereur a été modéré comme toujours. »

(1) *Histoire de la guerre de* 1870-1871.

Page 64. « Le gouvernement connaissait les forces dont disposait la Prusse... »

Page 65. « Seul, le gouvernement savait la vérité, seul, il voulait augmenter nos forces, seul, il pouvait sauver la France perdue par les ignorances de l'opposition. »

Page 57. « L'armée française était ce qu'avait permis le budget, soit de 375,000 hommes..... Si l'effectif a été trop faible, la responsabilité ne saurait remonter au gouvernement, lié par le budget. »

Page 62. « Nous étions prêts comme l'exigeait jusqu'alors la tradition militaire ; prêts relativement, prêts comme nous l'avions été en partant pour les victoires de Crimée et d'Italie; prêts comme le comprenaient non seulement les généraux, mais aussi les hommes politiques..... »

Page 419. « Depuis la déclaration de guerre jusqu'au 4 septembre, le gouvernement impérial avait pris toutes les mesures nécessaires pour l'armement le plus formidable de la nation..... (A sa chute) le gouvernement de l'empereur Napoléon III laissait à la France tous les éléments d'une défense redoutable. »

Page 193. Au sujet de la reddition de Sedan, le général Ambert convient que ce fut Napoléon III qui ordonna de hisser le drapeau blanc sur la citadelle, mais il trouve qu'il n'y a eu là rien de honteux, parce que, dit-il (page 205) : « L'empereur est demeuré complètement étranger aux délibérations qui suivirent. Il n'a rien signé. S'il y avait honte dans cette capitulation, la honte serait pour les généraux. »

Page 215. « Au point de vue militaire, Paris est bien autrement, non pas honteux, mais blâmable, répréhensible que Sedan. Ici la défense fut héroïque, là elle se montra faible.... Depuis l'empereur jusqu'au simple soldat chacun fit son devoir..... Dans l'avenir,..... la journée de Sedan ne sera plus maudite..... mais la capitulation de Paris sera jugée sévèrement par l'historien. »

Page 579. Le général Ambert, répondant à l'accusation portée contre le gouvernement, objet de sa prédilection d'avoir dissolu les mœurs de la nation, dit :

« Si l'on veut savoir d'où vient la corruption, il ne faut pas le demander à l'empire, mais à l'opposition républicaine..... »

Enfin, en terminant (p. 560 à 572), le général Ambert déclare que les causes de la défaite de la France et de la révolution du 4 septembre résident en ce fait : « que la nation avait perdu toutes idées religieuses et n'avait plus ni éducation, ni esprit militaire ».

Les plaies de la « grande blessée » commencent maintenant à se cicatriser. Est-ce à dire que la France a reconquis toutes ses forces? La mutilation que la perte de l'Alsace et de la Lorraine lui a faite en lui enlevant la frontière du Rhin, la laisse malheureusement désarmée pour longtemps. Le paiement de l'indemnité, malgré la prospérité qui a suivi, pendant sept ans, le dernier versement, a diminué les ressources. Longtemps retardée, la crise industrielle, provoquée aussi

par la convention commerciale du traité de Francfort, vient d'éclater, compliquée encore des passions socialistes et des revendications monarchiques. Enfin le système militaire, moins défectueux qu'autrefois, est loin d'être complet.

Au milieu de ces difficultés politiques et sociales, les Français perdent de vue les agissements de l'Allemagne, sans toutefois oublier les provinces séparées. Les manifestations du sentiment national sont surveillées de près par la presse allemande, dont les menaces pour ainsi dire quotidiennes dépassent l'attitude énigmatique de M. de Bismark. La modération relative du chancelier est-elle bien sincère ? En tout cas, il paraît décidé comme en 1870 à éviter toute provocation directe, et à laisser à la France l'initiative d'une nouvelle guerre.

Ce n'est pas que M. de Bismark ait renoncé absolument à prévenir la France du sort qu'il lui réserverait encore volontiers. C'est ainsi que, tout récemment en 1882, il a mené grand bruit de la triple alliance conclue entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, et dont il n'a pas tenu à la presse officieuse du chancelier que l'Europe ne crût à une nouvelle menace contre la vaincue de 1871. Le ministre prussien passe même quelquefois la mesure dans ses accès de mauvaise humeur. Et, lorsqu'en août 1883, la *Norddeutsche Zeitung*, son organe habituel, feignant de prendre au sérieux les criailleries d'une feuille française interlope, a cru devoir parler de la possibilité d'une nouvelle guerre franco-

allemande, la presse européenne tout entière a flétri avec indignation cet abus odieux de la menace contre une nation qui met sa dignité depuis treize ans à éviter toute cause de conflit.

INSURRECTION COMMUNISTE A PARIS (1)

1871

La question de la défense nationale se compliquait, en 1870, d'une question politique et sociale. A la fin de l'Empire, les revendications ouvrières s'étaient mêlées aux aspirations républicaines. Les théories de 1848 réapparurent, plus redoutables encore par l'organisation de l'*Internationale*, fédération cosmopolite incompatible avec l'esprit de patriotisme et d'ordre.

Les nécessités de l'atelier et de la vie forcèrent, en effet, les véritables travailleurs à confier la direction de cette association aux seuls politiciens de journaux, ou aux ouvriers, las de leur métier, qui recherchaient la popularité des barricades, ou les triomphes de la parole dans les réunions publiques. Ils prétendaient se substituer au vieux parti républicain, et lancer le peu-

(1) Consulté :
Max. Du Camp : *Les Convulsions de Paris.* — Général Vinoy : *l'Armistice et la Commune.* — *Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars.* — E B. Washburne : *Franco-german war and insurrection of the Commune. Correspondence.* — Beaumont-Vassy : *Histoire authentique de la Commune de Paris.* — Lissagaray : *Histoire de la Commune.* — P. Vésinier : *La Commune de Paris.* — Ed. Villetard : *L'Insurrection du 18 mars.* — Frédéric Lock : *La Commune ; deuxième siège de Paris.* — Benoît Malon : *Troisième défaite du prolétariat français.*

ple aveuglé à l'assaut d'une société corrompue par l'argent et les jouissances matérielles.

Ce fut là l'origine des journées d'émeute qui précédèrent la chute de l'Empire, et dont l'une, celle du 17 août, fut suivie de la catastrophe du 4 septembre. L'élan de patriotisme qui suivit cette révolution fut de courte durée. La présence à Paris de Blanqui, le patriarche de l'anarchie, de Flourens, ce fils demi-fou d'un illustre savant, produisit bientôt la honteuse journée du 31 octobre 1870. Victorieux, le gouvernement de la Défense nationale fut forcé, par les circonstances, d'user d'une indulgence dangereuse.

La majorité de la garde nationale, qui comptait 350,000 hommes et 28,000 officiers élus, subit, par indifférence ou par imprudence, la domination occulte et insaisissable de tous les exaltés politiques que les événements récents avaient fait plus ou moins connaître.

Cette tourbe de dénonciateurs des fautes de la défense eut soin d'entretenir « l'irritation de la garde nationale contre l'élément exclusivement militaire, auquel elle attribuait d'une façon absolue tous les désastres dont nous avions été frappés dans l'Alsace et dans la Lorraine (1). » Le bon sens national résista cependant quelque temps à cet esprit de défiance. Mais, dans les clubs des quartiers extrêmes, des orateurs extravagants réclamaient hautement l'organisa-

(1) M. Du Camp, *les Convulsions de Paris*, t. I, p. 11.

tion de la *Commune de Paris*. Pour les uns, la Commune signifiait concentration des pouvoirs politiques et militaires de la ville entre les mains de conseillers municipaux élus ; pour les autres, c'était le retour au gouvernement insurrectionnel de 1793; pour d'autres enfin, c'était un gouvernement socialiste, qui déguisait mal de honteuses aspirations vers le partage des biens.

Les partisans de la Commune avaient tenté un nouvel effort le 8 janvier 1871. Après l'échec définitif de la défense, le 19 janvier, à Montretout, ils profitèrent mieux de l'indignation causée par la transmission du pouvoir militaire de Trochu au général Vinoy. Le 21 janvier, ils délivrèrent Flourens, emprisonné à Mazas quelques jours après le 31 octobre, et le lendemain dirigèrent les bataillons de Montmartre sur l'Hôtel de ville. Les gardes nationaux du 101e tuèrent un des officiers des mobiles, qui défendaient le gouvernement. Une décharge générale mit en fuite les assaillants, qui laissèrent sur la place une trentaine de morts, et parmi eux le commandant Sapia. Le 23, Delescluze fut arrêté, Félix Pyat dut se cacher; leurs journaux, le *Réveil* et le *Combat*, furent supprimés. Néanmoins, les idées extrêmes continuèrent à fermenter. Bien des esprits, autrefois modérés, faisaient peser la responsabilité des événements sur les hommes du 4 Septembre. La convention du 28 janvier raviva toutes les colères. Les plus sensés parmi les gardes nationaux s'empressèrent d'aller en province retrouver leurs femmes et leurs en-

fants, et enlevèrent ainsi 100,000 défenseurs au parti de l'ordre.

Le gouvernement aurait pu triompher des difficultés de la situation s'il avait été soutenu franchement par la grande majorité de l'Assemblée nationale élue le 8 février 1871. Malheureusement, les départements considéraient la République comme attachée à la continuation de la guerre. Ils envoyèrent à Bordeaux une majorité monarchiste, décidée à rompre avec l'esprit républicain des grandes villes : nouvelle cause de surexcitation pour Paris.

Les députés réactionnaires précipitèrent imprudemment les mesures de liquidation (décret du 16 février entraînant la suppression de la solde pour les gardes nationaux sans papiers réguliers). C'était ne plus laisser à la partie la moins scrupuleuse de la population parisienne d'autre ressource que l'insurrection. « Il allait falloir rentrer dans le rang, regarder la vie en face, rendre les galons, les appartements, rentrer au chenil, et c'était dur (1). »

L'Assemblée nationale ne tint aucun compte de cette situation : elle fit une guerre acharnée à la République, et rattacha ainsi aux tendances communistes bien des républicains modérés, indignés qu'on exploitât les malheurs de la France contre le gouvernement de leur choix. Les députés de Bordeaux avaient plus d'une raison, il est vrai, de se défier de la population parisienne ;

(1) M. Du Camp, *les Convulsions de Paris*, t. I, p. 26.

mais lorsqu'ils eurent résolu le 10 mars de siéger à Versailles, ils purent entendre les échos de l'exaspération de Paris, qui se voyait mis en quarantaine. D'ailleurs les décrets qui prescrivaient le paiement immédiat des loyers arriérés et la remise en circulation des effets de commerce, doublaient l'exaspération, en créant une nouvelle cause de misère.

Les députés de Versailles ne redoutaient alors qu'une explosion passagère; pourtant, dès le début de février, Blanqui, appuyé par l'*Internationale*, s'occupait de grouper toutes les forces révolutionnaires. Le 24 février, 114 bataillons de la garde nationale adhérèrent aux statuts d'un *Comité central*, seule autorité qu'ils reconnurent désormais. Les canons furent remisés en lieu sûr, les barricades commencées, sans que la police, ou l'armée de Paris, trop peu nombreuse, pussent s'y opposer.

Le 26 février, un agent de police, Vincenzoni, fut noyé par une foule furieuse. La fausse nouvelle de l'entrée des Prussiens servit de prétexte au transport des canons du secteur de Passy à la place des Vosges, à Montmartre, aux Buttes Chaumont. Le 9 mars, une protestation de la garde nationale contre le retour de la monarchie réunit, au Vaux-Hall, les délégués de 200 bataillons (1). Le 11 mars, un ouvrier, Lucien Henri, élu chef de bataillon, se réclamant de la seule autorité du Comité central, et menacé d'arrestation,

(1) Lissagaray, *Histoire de la Commune*, p. 78.

commença les barricades de Montmartre, qui fut bientôt une véritable forteresse. Ce même jour, Clément Thomas cédait le commandement supérieur de la garde nationale au général d'Aurelle de Paladines, qui pouvait à peine compter sur le concours de 12,000 hommes, alors que le Comité central disposait de 120,000 défenseurs (1).

Le parti communiste se sentit maître du mouvement, et ne se laissa pas intimider par les mesures répressives. En vain Blanqui et Flourens furent condamnés à mort par contumace ; en vain, le *Vengeur*, le *Mot d'ordre*, le *Cri du Peuple*, le *Père Duchêne* furent suspendus. Les généraux Vinoy et d'Aurelle, les ministres présents à Paris, Jules Favre, Picard, Pouyer-Quertier, le préfet de la Seine, Jules Ferry, ne pouvaient se dissimuler leur impuissance (2).

Le 15 mars, M. Thiers arriva à Paris; il hésitait, connaissant la lassitude et le nombre insuffisant de l'armée de Paris, à reprendre par la force les 170 canons que la garde nationale détenait indûment. Sur l'initiative des députés de Paris, on essaya vainement de la conciliation. M. Thiers résolut alors de tenter un coup de force. Dans la nuit du 17 au 18 mars, les généraux Susbielle et Faron réussirent, par une marche secrète et rapide, à occuper Montmartre et Belleville. La difficulté était de descendre les pièces par des rues

(1) M. Du Camp, *loc. cit.*, p. 1 à 14.
(2) *Enquête parlementaire*, 367-368.

tortueuses encombrées de femmes et d'enfants, qui entouraient les soldats. Plusieurs bataillons de gardes nationaux eurent le temps de se réunir. Les troupes, démoralisées depuis la capitulation, hésitèrent; plusieurs régiments levèrent la crosse en l'air. Le général Susbielle dut se dégager par une charge de cavalerie ; de son côté, le général Faron parvint à regagner la rive gauche de la Seine. Toutefois, 5,000 soldats avaient passé aux insurgés ; le général Lecomte et quelques officiers étaient prisonniers d'une foule furieuse. Sous la protection de quelques fédérés moins exaltés, ils furent conduits au bal du Château-Rouge, puis rue des Rosiers, devant le comité de défense de l'arrondissement. Pour tenir en bride la hideuse colère de la multitude, les plus modérés avaient été chercher le maire, M. Clémenceau, lorsque Clément Thomas, reconnu sous les vêtements bourgeois qu'il portait depuis sa démission, fut jeté au milieu des prisonniers de la rue des Rosiers. Honnête et vieux républicain, il n'avait pas épargné les ordres du jour de blâme aux bataillons indisciplinés des hauts quartiers. Il était l'objet d'une haine farouche pour les repris de justice qui avaient introduit dans leurs bataillons les mœurs et les rancunes des prisons. Son arrivée mit hors d'elle la populace déjà ivre de fureur. Arraché des mains des fédérés, il fut fusillé presque à bout portant. Puis ce fut le tour du général Lecomte, assassiné surtout par les soldats débandés le matin. Les autres officiers eurent la vie sauve.

Ce premier acte de sauvagerie ne peut être imputé au *Comité central*, resté inactif pendant la journée du 18 (1). Malgré cette hésitation des chefs de la Commune, le gouvernement légal ne pouvait soutenir la lutte : les bataillons qui passaient pour dévoués étaient sans enthousiasme (2). M. Thiers décida donc l'évacuation de Paris, et quitta le ministère des affaires étrangères, escorté par les cavaliers du général Vinoy. Les fédérés occupèrent la caserne du Prince Eugène, l'Hôtel de ville, que M. Jules Ferry eût voulu défendre ; la Préfecture de police, l'État-major de la place Vendôme. En se retirant, l'armée régulière abandonnait à l'insurrection les forts d'Ivry, de Montrouge, de Bicêtre, de Vanves, d'Issy, de Vincennes. Le Mont-Valérien ne fut réoccupé que sur les instances du général Vinoy. Avant de se retirer, le ministre de l'intérieur, Picard, donna aux maires de Paris une délégation officielle pour administrer la ville ; le colonel Langlois fut nommé commandant en chef de la garde nationale. C'étaient des mesures tardives et insuffisantes. Le 19 mars, le Comité central s'installait à l'Hôtel de ville avec le drapeau rouge. Une première proclamation, signée par des inconnus, confondit adroitement la République avec les franchises de Paris ; un décret fixa au 22 mars l'élection d'un conseil communal. Peu après cependant les chefs communistes essayèrent de négocier avec les

(1) Lissagaray, *Histoire de la Commune*, p. 11 de l'*Appendice*.
(2) *Enq. parlement.*, p. 208 et 217.

maires de M. Picard (1), à la mairie du IIe et du IIIe arrondissement. La base des négociations était l'élection, à courte échéance, d'un corps municipal. Les maires et les députés de Paris présents à l'entrevue, entre autres MM. Louis Blanc et Tirard, furent sur le point, grâce à leur attitude énergique, d'obtenir la restitution de l'Hôtel de ville, mais les réclamations de quelques exaltés firent échouer les négociations.

M. Thiers voulait éviter la guerre civile. Ses ministres acceptèrent la prise en considération des deux propositions de M. Clémenceau sur le conseil municipal de Paris, composé de quatre-vingts membres élus, et sur le titre de maire de Paris, attribué au président de ce conseil. Mais la majorité de l'Assemblée, comptant sur la prompte réorganisation de l'armée, qui, sous l'influence personnelle de M. Thiers, avançait rapidement, se contenta de prononcer le mot de république dans une proclamation destinée à exciter les soldats contre la Commune. Le ministère fit toutefois passer une loi qui accordait à Paris un conseil élu de soixante membres.

Cette concession était insuffisante dans l'état des esprits, vivement irrités contre l'Assemblée. Les gardes nationaux de l'ordre n'avaient fourni aux maires qu'un petit noyau de résistance à la mairie de la Banque et à celle de Passy. Ils reçurent pour chef l'amiral

(1) Lissagaray, *Histoire de la Comm.*, p. 106-115.

Saisset, député de Paris très populaire, qui réussit à se maintenir vingt-quatre heures entre la gare Saint-Lazare et la Bourse. Le 21 mars, des citoyens paisibles résolurent de se réunir place de l'Opéra pour aller protester devant l'État-major de la place Vendôme, occupé par le général fédéré Bergeret. La résistance des gardes nationaux entraîna une lutte dans laquelle furent tirés plusieurs coups de revolver. La fusillade des fédérés fit 30 victimes, et les démonstrations pacifiques furent désormais condamnées.

Le Comité central avait d'ailleurs usurpé peu à peu toutes les fonctions publiques. Il exigea un million de la Banque de France, perçut les droits d'octroi, suspendit les ventes du Mont-de-Piété, prorogea les échéances des loyers. Les maires de Paris, venus à Versailles en conciliateurs, ayant été accueillis dans l'Assemblée par les cris de « vive la République », la protestation de la majorité monarchique rendit les actes du Comité central moins odieux.

Arnaud de l'Ariège, député et maire du VIIe arrondissement, reprit à son compte les propositions Clémenceau. L'amiral Saisset crut pouvoir en annoncer l'adoption par voie d'affiches et s'attira un démenti officiel de la majorité (24 mars), qui espérait alors une restauration orléaniste. Cette attitude donna une nouvelle force au Comité central, et lui permit, après avoir accepté la date du 3 avril pour les élections, de les fixer au 26 avril, date qui écartait du vote nombre de modérés et de conservateurs encore en province. Aussi, une quinzaine de maires

seulement furent élus et se retirèrent aussitôt devant les usurpations de pouvoir de la majorité révolutionnaire.

Ce fut le signal de la guerre. « Quels furent les éléments considérables qui permirent à l'insurrection de soutenir deux mois de combats incessants, et la grande bataille de sept jours dans Paris ? » Les fédérés avaient plus de 1,000 pièces d'artillerie, dont ils employèrent au plus 700. Les 20 légions, divisées en 254 bataillons, donnaient 200,000 hommes d'infanterie, dont 80,000 appelés au service d'activité, 120,000 au service intérieur ; toutefois, en réalité 140,000 hommes à peine portèrent régulièrement les armes. Les corps francs, vengeurs de Flourens, tirailleurs de la *Marseillaise*, turcos de la Commune, etc., se recrutaient parmi les 20,000 repris de justice présents alors à Paris et servaient peu (1).

Proclamée le 28 mars, la Commune se constitua aussitôt et se déclara la « municipalité modèle (2); » en même temps, elle invita les 36,000 municipalités de France à se constituer en républiques séparées. Une première tentative de même nature eut lieu, en effet, à Lyon, le 24 mars, et disparut le 25 devant l'énergie du préfet Valentin. Le même jour, l'insurrection communiste de Saint-Étienne coûtait la vie au préfet, M. de l'Espée, et fut aussi promptement réprimée. A Marseille, un exalté, Gaston Crémieux, croyant à un coup d'État bonapartiste, organisa et présida une commission exécu-

(1) M. Du Camp, *Convulsions de Paris*, t. I, p. 56-58.
(2) *Journal officiel de la Commune* (28 mars).

tive, dont la résistance fut encouragée par l'arrivée (27 mars) de trois députés de Paris, May, Amouroux et Landeck. Mais, le général Espivent de la Villeboisnet bombarda les insurgés dans la préfecture et s'empara de G. Crémieux. A Limoges, le mouvement coûta la vie au colonel Billet. Au Creuzot, à Narbonne, à Toulouse, des troubles éclatèrent aussi : ils furent peu sérieux.

La situation restait donc grave à Paris seulement. Toutefois, M. de Bismark, en facilitant le rapatriement des soldats prisonniers, permit d'élever le chiffre de l'armée de Versailles de 40,000 à 80,000 hommes ; aussi, dès le 2 avril, un premier mouvement enlevait aux fédérés Courbevoie et Puteaux (1).

La commission exécutive de la Commune, composée des prétendus généraux Duval, Eudes et Bergeret, et de Félix Pyat, Tridon, Vaillant et Lefrançois, prépara, avec un aventurier militaire, Cluseret, une grande sortie sur Versailles. Bergeret et Flourens se chargèrent d'opérer au nord du Mont-Valérien ; mais leurs troupes, décimées par les obus du fort sur lesquels on n'avait pas compté, se débandèrent « *malgré la présence de Bergeret lui-même* », disait une dépêche restée célèbre. Flourens, presque seul, pénétra jusqu'à Rueil où se trouvaient les têtes de colonne du général Vinoy et fut tué d'un coup de sabre. Au sud, à Châtillon, Eudes et Duval suspendirent leur mouvement dès le 3. Le lendemain, une panique générale s'empara de leurs soldats.

(1) Général Vinoy, *l'Armistice et la Commune*, p. 240-260.

Une fuite désastreuse commença, dans laquelle périrent plus de 2,000 hommes. Les fédérés ne s'arrêtèrent que sous la protection des forts d'Ivry et de Vanves. Duval, prisonnier, fut fusillé quelques heures après le combat.

Après ce nouvel insuccès, la Commune, par son délégué aux affaires étrangères, Paschal Grousset, s'aboucha avec les Allemands, qu'elle représenta comme favorables à l'insurrection. Un décret *des suspects* remplit les prisons d'otages, de religieux, de soldats, de gendarmes, d'agents de police, de hauts personnages, comme le président de la chambre des requêtes à la Cour de cassation, Bonjean, et l'archevêque de Paris, Darboy. Les hommes valides de dix-neuf à quarante ans durent s'enrôler ; les journaux opposants furent supprimés.

En même temps, la Commune adressa une proclamation à la province (1). Dans cette pièce, les chefs communistes faisaient appel au jugement des départements, expliquaient leur conduite, disaient que les « *royalistes de Versailles* » avaient été les provocateurs des troubles, déclaraient que Paris n'entendait pas gouverner la France, et enfin conseillaient aux villes de province de suivre l'exemple de la capitale. Du reste, cette pièce offre tant d'intérêt que nous la reproduisons en entier.

Proclamation de la Commune aux départements.

Vous avez soif de vérité, et jusqu'à présent le gouvernement de Versailles ne vous a nourris que de mensonges et de calomnies. Nous allons donc vous faire connaître la situation dans toute son exactitude.

(1) *Journal officiel de la Commune*, n° du 7 avril 1871.

C'est le gouvernement de Versailles qui a commencé la guerre civile en égorgeant nos avant-postes, trompés par l'apparence pacifique de ses sicaires; c'est aussi ce gouvernement de Versailles qui fait assassiner nos prisonniers, et qui menace Paris des horreurs de la famine et d'un siège, sans souci des intérêts et des souffrances d'une population déjà éprouvée par cinq mois d'investissement. Nous ne parlerons pas de l'interruption du service des postes, si préjudiciable au commerce, de l'accaparement des produits de l'octroi, etc., etc.

Ce qui nous préoccupe avant tout, c'est la propagande infâme organisée dans les départements par le gouvernement de Versailles pour noircir le mouvement sublime de la population parisienne. On vous trompe, frères, en vous disant que Paris veut gouverner la France et exercer une dictature qui serait la négation de la souveraineté nationale. On vous trompe, lorsqu'on vous dit que le vol et l'assassinat s'étalent publiquement dans Paris. Jamais nos rues n'ont été plus tranquilles. Depuis trois semaines, pas un vol n'a été commis, pas une tentative d'assassinat ne s'est produite.

Paris n'aspire qu'à fonder la République et à conquérir ses franchises communales, heureux de fournir un exemple aux autres communes de France.

Si la Commune de Paris est sortie du cercle de ses attributions normales, c'est à son grand regret, c'est pour répondre à l'état de guerre provoqué par le gouvernement de Versailles. Paris n'aspire qu'à se renfermer dans son autonomie, plein de respect pour les droits égaux des autres communautés de France.

Quant aux membres de la Commune, ils n'ont d'autre ambition que de voir arriver le jour où Paris, délivré des royalistes qui le menacent, pourra procéder à de nouvelles élections.

Encore une fois, frères, ne vous laissez pas prendre aux monstrueuses inventions des royalistes de Versailles. Songez que c'est pour vous autant que pour lui que Paris lutte et combat en ce moment. Que vos efforts se joignent aux nôtres, et nous vaincrons, car nous représentons le droit et la justice, c'est-à-dire le bonheur de tous par tous, la liberté pour tous et pour chacun sous les auspices d'une solidarité volontaire et féconde.

Paris, 6 avril 1871. *La commission exécutive :*

COURNET, DELESCLUZE, FÉLIX PYAT, TRIDON, VAILLAND; VERMOREL.

C'était le 6 avril que le gouvernement communiste de Paris lançait cette proclamation. Le même jour, les fédérés, chassés du château de Bécon et d'Asnières, étaient rejetés sur Neuilly, où un nouveau général en chef plus expérimenté, le Polonais Dombrowski, réussit à se maintenir. Mais à Versailles, le maréchal de Mac Mahon venait de prendre le commandement supérieur de deux armées pleinement organisées, et commençait le blocus, laissant à peine les secteurs de l'Est ouverts du côté des Allemands.

L'issue de la lutte n'était plus douteuse ; néanmoins les exaltés s'aveuglaient sur la situation, les journaux populaciers, organes des repris de justice, poussaient aux résolutions extrêmes et violentes. Le 11 avril, le publiciste G. Chaudey, ancien adjoint au maire de Paris, fut arrêté sur la dénonciation du *Père Duchêne*. Les arrestations, les perquisitions se multiplièrent, sous la direction des trois policiers de la Commune, Raoul Rigault, Cournet et Ferré. Ces agissements terroristes rendaient impossible toute tentative de conciliation.

Une série de petits combats du 16 au 19 avril délogea les fédérés des quelques positions qu'ils occupaient encore au delà de la Seine, à Bois-Colombes, à Courbevoie ; les troupes de Versailles n'occupèrent ni Levallois, ni Neuilly, mais les habitants de ces deux communes durent rentrer dans Paris pour éviter les obus du Mont-Valérien. Au sud-ouest le 30 avril, le général de Cissey s'empara des abords du fort d'Issy. Le matin même, les gardes nationaux avaient abandonné ce fort

en cachette. Il resta inoccupé pendant toute la journée. Le soir, seulement, Cluseret y envoya une garnison nouvelle sous les ordres d'un aventurier italien, La Cécilia. Le délégué à la guerre n'en fut pas moins accusé de trahison; et dès cette époque commença l'omnipotence « des comités de toute nuance et de toute défroque », dont le plus important et le plus ancien, *le Comité central*, paraissait devoir disputer à la Commune son pouvoir éphémère.

La création d'un *comité de salut public* (28 avril) ne fit qu'augmenter la confusion. Les services étaient devenus impossibles par le rappel à Versailles des fonctionnaires des ministères. Le nouveau délégué à la guerre, Rossel, était un officier du génie, échappé de Metz, et qui avait contribué à la défense nationale dans l'Ouest. Fou de douleur après la signature de l'armistice, il avait espéré que le triomphe de la Commune entraînerait la reprise de la guerre. Il essaya d'organiser des régiments, d'établir la discipline et le respect de son autorité. Une opposition formidable se souleva contre lui et éclata le 9 mai, jour de l'occupation des forts d'Issy par les troupes de Versailles. Cité devant une cour martiale qu'on avait composée de fédérés punis par lui pour lâcheté, il profita du désordre de l'Hôtel de ville pour disparaître. Son successeur, Delescluze, journaliste exalté, absolument incompétent, laissa le commandement des trois prétendues armées fédérées à La Cécilia dont nous avons déjà parlé et à deux autres soldats d'aventure étrangers, Dombrowski et Wro-

bleski; tous trois furent surveillés par un commissaire civil. Bien qu'animés d'un zèle sincère, ces trois hommes ne purent régulariser la défense : ils manquaient d'officiers; puis, sur 200,000 gardes nationaux, le quart à peine ne prenait part à d'autres services que le paiement de la solde. Le délégué aux finances, Jourde, avait dû consacrer, à satisfaire les besoins de la population parisienne, 29 millions trouvés dans les caisses municipales, et 17 millions que le membre de la Commune Beslay avait obtenus de M. de Plœuc, sous-gouverneur de la Banque de France, pour assurer la sécurité de cette institution.

Jourde et Beslay, avec Courbet, Malon, Vermorel, Lefrançais, Jules Vallès, Arthur Arnould, Varlin, formaient une minorité modérée, qui, devant les exagérations et les fureurs des *blanquistes*, résolut, dès le 16 mai, de s'abstenir de prendre part aux délibérations de la Commune. Les misérables qui avaient cherché dans l'insurrection la satisfaction de leurs vengeances et de leurs instincts, devenus les maîtres et se sentant perdus, se préparèrent à toutes les extrémités.

La maison de M. Thiers, menacée dès le 14 avril, fut démolie le 11 mai; le 16, ce fut le tour de la colonne Vendôme, contre laquelle le peintre Courbet avait montré une animosité toute particulière. Il semble que la destruction de ce monument était le seul objet poursuivi par Courbet en se mêlant à l'insurrection, car, à partir de ce moment, il se tint presque à l'écart. Malheureusement, sa modération ne fut pas imitée, et le

pillage des églises, la chasse aux prêtres, l'emprisonnement de nouveaux otages, les injures des journaux de la Commune contre l'armée de Versailles, les menaces contre les prisonniers formulées par Raoul Rigault et Urbain, caractérisèrent la fin du mois de mai 1871.

L'ivresse du meurtre et de l'incendie commença alors à s'emparer des fédérés. Un certain docteur Parisel rechercha les moyens chimiques pour détruire 200,000 Versaillais sous les ruines de Paris. On parlait d'employer le sulfure de carbone, l'azoture de brome, les bombes à acide prussique, la nitroglycérine « pour les approprier aux besoins de la revendication sociale (1). »

Les procédés de l'Assemblée de Versailles exaspéraient encore cette rage ; M. de Kerdrel apportait à la tribune l'annonce d'une prochaine restauration monarchique (2); la droite s'élevait avec violence contre toute parole de pitié prononcée par M. Thiers, et lui avait imposé une commission de surveillance de quinze membres. Les tentatives faites par les agents du chef du pouvoir exécutif pour arrêter l'effusion du sang (celles de MM. Charpentier et Veysset par exemple) se trouvaient donc frappées d'inutilité. La majorité de l'Assemblée comptait sur une prompte victoire. Le 21 mai, en effet, les troupes de Versailles entraient dans Paris.

Depuis le 13 mai, le général de Cissey, maître du fort de Vanves, couvrit d'obus l'enceinte d'Auteuil à

(1) M. Du Camp, *les Convulsions de Paris*, t. IV, p. 304

(2) Jules Simon, *le Gouvernement de M. Thiers*, t. II, p. 250, t. I, p. 430 et suiv.

Grenelle. Le 20, les portes d'Auteuil et de Saint-Cloud furent détruites. Le 21, un agent des ponts et chaussées, M. Ducatel, introduisit le général Douay dans Paris; le général de Cissey entra par la porte de Sèvres. La Commune refusa de croire à cette catastrophe, avant que Dombrowski n'eût apporté lui-même la nouvelle de l'évacuation d'Auteuil et de Passy (1).

Delescluze prit alors la direction de la défense suprême; les barricades s'élevèrent, grâce à la lenteur des opérations des troupes régulières, maîtresses des deux rives de la Seine, depuis les Champs-Élysées jusqu'au parc Monceaux; depuis le Palais-Bourbon jusqu'à la chaussée du Maine. Le 23, les généraux Ladmirault et Clinchant occupèrent les Batignolles et arrivèrent jusqu'au nouvel Opéra; le général de Cissey parvint à la rue de Rennes. Déjà leurs soldats se livraient aux fusillades sommaires, malgré les prescriptions du maréchal de Mac Mahon (2). De leur côté, les derniers chefs de la Commune terminèrent leur œuvre en ordonnant l'incendie et le massacre des otages. Le 23, Bergeret, cerné dans les Tuileries, fit brûler et sauter le palais. Le général Brunel fit incendier plusieurs maisons de la rue Saint-Honoré. Une partie du Palais-Royal, la Bibliothèque du Louvre contenant 80,000 volumes, le ministère des finances furent badigeonnés de pétrole et livrés aux flammes.

(1) Lissagaray, *Histoire de la Commune*, p. 345-353.
(2) *Enquête parlementaire*, p. 180 et suiv.

Sur la rive gauche, Eudes, avec les pétroleuses, brûla le palais de la Légion d'honneur, la Cour des comptes, la caserne du quai d'Orsay, vingt hôtels de la rue de Lille et de la rue du Bac. Notre-Dame et l'Hôtel-Dieu furent sauvés par les internes et le docteur Brouardel. D'autres incendies éclairèrent d'une lueur sinistre la nuit du 23 au 24 mai. Ce jour-là, la Commune se retira à la mairie du boulevard Voltaire après avoir fait mettre le feu à l'avenue Victoria, à la mairie du IVe arrondissement, à l'Hôtel de ville, à plusieurs maisons de la rue de Rivoli et du boulevard Sébastopol; le théâtre de la Porte Saint-Martin fut également livré aux flammes; l'arrivée du général de Cissey sauva seule le quartier du Panthéon dont les caves étaient remplies de poudre (1). Resserrés dans les hauts quartiers de Charonne, de Belleville, de Saint-Marcel, les défenseurs de la Commune faisaient pleuvoir les obus sur Paris. Mais bientôt Wrobleski fut délogé de la Butte aux Cailles, près des Gobelins, qui brûlaient. Après avoir incendié le boulevard Voltaire, le Grenier d'abondance, la place de la Bastille, celle du Château-d'Eau, certains chefs de la Commune, comme Félix Pyat, Billioray, Cluseret, prirent la fuite. D'autres, comme Delescluze, après une vaine tentative contre les Versaillais, se firent tuer sur les barricades (2). Avant de se retirer, Ferré, délégué à la police, fit brûler la

(1) Lissagaray, *Histoire de la Commune*, p. 380 et suiv.

(2) Cf. id., p. 400, et M. Du Camp, *les Convulsions de Paris*, t. I, p. 407.

Préfecture, les casiers judiciaires, le Palais de justice, les registres de l'état civil; à la Villette, les docks furent livrés aux flammes. Pendant ce temps, les troupes occupaient Charonne, Belleville, les Buttes Chaumont, le Père-Lachaise. Enfin, le 28 mai, à sept heures du soir, une proclamation du maréchal de Mac Mahon annonçait la reprise de Paris.

Dès le 23 mai, l'assassinat s'était mêlé à la guerre civile. Ce jour-là, Raoul Rigault fit fusiller, à Sainte-Pélagie, par un ramassis de misérables, G. Chaudey et trois gendarmes. Le 24, Ferré fit fusiller un agent de M. Thiers, Veysset, sur le terre-plein du Pont-Neuf, et, malgré l'opposition de la minorité de la Commune, envoya l'ordre d'exécuter à la Roquette Mgr Darboy. L'Assemblée de Versailles avait refusé d'échanger ce prélat contre Blanqui, arrêté à Limoges au début de l'insurrection. Avec lui périrent l'abbé Deguerry, curé de la Madeleine, le président Bonjean, auxquels l'exécuteur Genton ajouta les pères jésuites Clerc et Ducoudray, et un missionnaire, le père Allard. Ils furent fusillés le long du chemin de ronde. Le lendemain, le 101e bataillon de la garde nationale fit subir, boulevard d'Italie, le même sort à un certain nombre de dominicains d'Arcueil, arrêtés le 19 mai comme otages; le même jour, le banquier Jecker mourait de la même manière au Père-Lachaise. Le 26, 47 victimes, amenées, sur l'ordre de Ferré, de la Roquette à Belleville, par le colonel fédéré Gois, étaient massacrés rue Haxo; une exécu-

tion du même genre échoua le 27 par la résistance de 141 détenus, sous la direction du gardien Pinet; mais quatre d'entre eux, dont l'archidiacre de Paris, Mgr Surat, furent tués en s'échappant (1).

Exaspérés par le caractère atroce de la lutte, par les excitations des Parisiens revenus du dehors, qui trouvaient leurs maisons brûlées ou pillées, et par ceux qui, restés dans la ville, avaient souffert de la tyrannie de la Commune, les soldats continuèrent les fusillades qu'ils avaient commencées, comme nous l'avons dit, dès le 23 mai. Raoul Rigault périt rue Gay-Lussac, le 24. Le 25, la barricade du Théâtre-Français fut ensanglantée par des exécutions régulières. Le 26, deux cours martiales, établies au Luxembourg et au Châtelet, envoyèrent à la caserne Lobau, sur des indices trop souvent insuffisants, les fédérés *classés*, c'est-à-dire destinés à l'exécution; les autres, ou *ordinaires*, étaient dirigés sur Versailles. Des erreurs déplorables furent commises : Millière, encore député de Paris; Édouard Moreau, Tony Moilin, Treilhard, puis, le 28 mai, Varlin, quoique couvert par un ordre venu de Versailles de suspendre les fusillades, furent passés séance tenante par les armes.

Pendant la semaine de mai et pendant le mois de juin, les arrestations s'élevèrent à 40,000; 11,000 furent déférés aux conseils de guerre, parmi eux : Assy, Jourde, Billioray, Paschal Grousset, Trinquet, Courbet,

(1) Théod. Duret, *Histoire de quatre ans*, t. III, ch. IV.

Ferré, Urbain, membres de la Commune. Le nombre des tués ou fusillés semble avoir été de 6,500 (1). Dans son *Rapport sur les conseils de guerre*, le général Appert donne, pour les prisonniers ou condamnés à la déportation (2), en 1872, le chiffre de 962 morts; ce qui porte, avec les condamnés à mort Ferré, Régère, Rossel, etc., les pertes du parti insurrectionnel à 7,500, bien supérieures à celles de l'armée, qui fut conduite avec beaucoup de prudence.

Sur 6,000 condamnés, il y en eut 3,600 transportés à la Nouvelle-Calédonie ou dans les pénitenciers, dont Rochefort, Jourde, Paschal Grousset, Louise Michel. Parmi les 3,000 contumax, se trouvaient les principaux chefs du mouvement. 2,911 condamnés étaient des repris de justice. M. Thiers eût voulu montrer plus d'indulgence pour les autres; mais le contrôle de la *Commission* dite *des grâces*, que lui imposa l'Assemblée, s'exerça peu en faveur du pardon (3).

Quant au peintre Courbet, il fut condamné à six mois de prison et au remboursement des frais de reconstruction de la colonne Vendôme, frais qui s'élevèrent à 354,364 fr. 73 cent. (4). Ce fut là le seul cas où le gouvernement obtint un remboursement des auteurs des désastres de la Commune. Et encore qu'étaient-ce que ces 250,000 francs à côté du chiffre total des pertes causées par cette exécrable guerre ? Nombre de statisticiens

(1) M. Du Camp, *Convuls. de Paris*, II, p. 426.
(2) P. 180-190.
(3) *Rapport* de M. Paris au Sénat, avril 1876.
(4) M. Du Camp, t. II, p. 295.

et d'historiens ont essayé de l'établir. Aucun n'y est parvenu d'une façon certaine. L'entreprise, d'ailleurs, n'est pas aisée. En effet, la Commune a occasionné de ces pertes qu'il est impossible d'évaluer, comme, par exemple, l'arrêt du commerce. Autrement, nous trouvons, dans le précieux ouvrage de M. M. Villefort (1), que le gouvernement dépensa, tant pour allocation aux victimes que pour la reconstruction des monuments incendiés et le jugement des insurgés, près de 200 millions ! A ce chiffre énorme, il convient d'ajouter le coût de l'entretien de l'armée de Versailles pendant deux mois et aussi les réquisitions de toute nature que prélevèrent les communistes.

A peine les dernières condamnations étaient-elles prononcées qu'un mouvement en faveur d'une amnistie s'organisa par toute la France. Bien faible au début, il prit peu à peu de la consistance et en arriva à la fin à s'imposer à l'attention. Tant que, jusqu'en 1877, la république parut plutôt tolérée que reconnue, les manifestations en faveur de l'amnistie restèrent stériles. Après la nomination de M. Grévy à la présidence, l'éloquence de Gambetta entraîna le vote de cette mesure d'habile politique (1881).

Rapatriés, les condamnés de 1871 ont rapporté trop souvent leurs illusions et leurs détestables doctrines. Les plus connus d'entre eux ont profité de la longani-

(1) *Recueil des traités, conventions, lois, décrets et autres actes relatifs à la paix avec l'Allemagne*, t. V, p. 317-18.

mité que la République oppose à leurs déclamations furibondes pour faire autour d'eux de l'agitation et du bruit. Encouragés par la patience imperturbable des ministères, ils ont multiplié leurs attaques contre les républicains les plus honorés et les plus fermes. Populaires en apparence dans les réunions publiques, les énergumènes, comme Louise Michel, n'ont pu cependant agiter réellement les masses profondes de la population parisienne, et quand des paroles ils ont voulu passer aux faits (mars 1883), le jury de la cour d'assises leur a montré que le pillage des boulangeries, pas plus que la destruction des maisons par la dynamite, n'avait rien à faire avec la politique.

Pour bien juger la Commune et les hommes qui y prirent part, il faut se placer en dehors des colères et des rancunes, qui durent encore. Au point de vue militaire, la Commune a été une folie insigne; il a fallu toutes les flatteries dont les chefs du mouvement ont accablé la garde nationale pour qu'elle pût espérer un moment triompher des troupes régulières. Pour expliquer l'aveuglement des quelques hommes intelligents qui ont pris part à cette sanglante affaire, on a parlé de *folie obsidionale*. Sans admettre absolument cette explication, il faut reconnaître pourtant que Paris était alors dans un état d'esprit tout particulier, qu'il avait arrêté l'ennemi pendant cinq mois, supporté le froid, la faim, le bombardement, avec un patriotisme relativement discipliné. La capitulation du 28 janvier avait causé aux

Parisiens une poignante déception. Les tendances ouvertement monarchiques de l'Assemblée de Versailles avaient irrité profondément la capitale républicaine, et entraîné, au début de l'insurrection, l'adhésion d'hommes estimés, comme Arthur Ranc et Ulysse Parent.

A côté de Raoul Rigault et Théophile Ferré, « ces sinistres polissons », il y avait des exaltés, comme Delescluze, des hommes honorables, comme Beslay et Jourde. Tous les *communards* n'étaient pas des rôdeurs de barrière et des récidivistes; combien furent jetés là par les excitations des clubs et des journaux, par l'ignorance, par la faim, par la peur!

Quoi qu'il en soit et somme toute, l'insurrection de la Commune fut un acte impie qui livra à la Prusse, spectatrice de ces hontes, l'honneur de Paris, resté intact après la capitulation. Le triomphe de l'Internationale mit à nu les convoitises, les haines, le mépris de la loi, que les chefs des prolétaires déguisaient sous les mots d'égalité et de fraternité; et leur victime la plus atteinte fut ce malheureux peuple dont le sang coula sans profit pour son bonheur ni pour son avenir.

Comme bien on pense, leur défaite plongea les communistes dans une rage extrême. Forcés désormais de s'en tenir à la plume pour attaquer leurs adversaires, ils exhalèrent leur dépit dans des écrits d'une violence souvent grotesque. Beaucoup d'entre eux ont retracé les événements des mois de mars, d'avril et de mai 1871, et ils l'ont fait naturellement dans un sens favorable à leur cause. Ils représentent leurs coreligionnaires

politiques comme d'honnêtes pères de famille qu'un gouvernement réactionnaire et résolu à opprimer le peuple a poussés à la révolte ; ils prétendent que « *les travailleurs, ce parti républicain français*, voulurent conserver leurs fusils et leurs canons, parce qu'ils voyaient les hommes au pouvoir prêter la main aux monarchistes qui complotaient une restauration (1) » ; enfin, ils attribuent tous les excès de la guerre civile aux soldats de Versailles.

Quelques extraits de leurs ouvrages donneront une idée de leur passion. Dans le livre publié par le citoyen Benoît Malon, cet ancien membre de la Commune dit qu' « on se demande comment il a pu se trouver des soldats pour consommer tant de massacres et se jeter comme des bêtes fauves contre des hommes, contre des femmes, des enfants, et qu'on se sent pris de vertige en voyant à quelle férocité peuvent descendre des êtres humains (2) ». Et le citoyen Malon explique le fait dans les lignes suivantes :

« Il faut se rappeler que les gouvernants français ont, depuis quarante ans, développé, chez les soldats de la France, cette férocité nécessaire pour accomplir ce que les bourreaux des peuples appellent le ***rétablissement de l'ordre***, en vouant la belle et malheureuse race arabe à la plus révoltante spoliation et à la plus odieuse extermination. En effet, quand ils ont porté pendant quelques

(1) Lissagaray, *Histoire de la Commune*, p. 513.
(2) B. Malon, *Troisième défaite du prolétariat français*, p. 485.

années l'incendie dans les villages algériens, le massacre dans les tribus, les soldats sont aptes à ensanglanter les rues de nos villes. »

Le citoyen P. Vésinier, qui fut également membre du gouvernement communiste de Paris et, de plus, rédacteur en chef du *Journal officiel*, est plus violent encore dans ses récriminations. Mais ce qui nous frappe d'étonnement, c'est la franchise, le cynisme avec lesquels il dévoile le but auquel tendait le mouvement du 18 mars : « Encore une fois, dit-il, la propriété, la religion, la famille et la société étaient sauvées. Le prolétariat était vaincu par la bourgeoisie ayant à ses ordres une armée de chenapans et de brigands racolés dans tout ce que la France comptait d'éléments corrompus, vils, lâches et cruels parmi les sbires, les argousins, les gendarmes, les mouchards, les sergents de ville, les traîtres de Sedan, de Metz et de la Défense nationale (1)..... La bourgeoisie victorieuse est sans pitié ni miséricorde. Elle a juré de détruire à tout jamais le prolétariat révolutionnaire et socialiste, de le noyer dans son sang..... Avec quelle joie féroce elle profite de l'occasion, avec quelle jouissance ardente elle égorge ses ennemis..... Elle est contente, heureuse et fière ; elle respire, digère et jouit maintenant qu'elle se croit assurée d'avoir arrêté le progrès, étouffé toutes les réformes dans le sang, assuré le règne de la misère, du paupérisme, de l'ignorance, et perpétué sa domina-

(1) P. Vésinier, *la Commune de Paris*, p. 417.

tion et son exploitation sur le prolétariat (1)..... Elle sera implacable dans son œuvre de réaction..... Elle se couvrira de tous les crimes, de toutes les hontes et de toutes les infamies..... La bourgeoisie française est en train de se déshonorer complètement et à tout jamais aux yeux du monde entier, de prouver son impuissance, son incapacité et son infamie. Et c'est bien heureux, nous l'en félicitons. Notre époque avait besoin du spectacle honteux et cynique qu'elle lui donne, afin de se dégoûter d'elle, de la mépriser et de la haïr, de la pousser à l'égout, au charnier, aux lieux infâmes, comme une vieille pourriture qui infecte notre époque et répand autour d'elle misère, corruption, dégradation et décadence (2). »

Il est constant que les chefs de la Commune ne furent jamais d'accord sur l'objet de leur tentative révolutionnaire. Tandis que certains d'entre eux, les plus avancés, voulaient un partage de tous les biens, quitte à le recommencer chaque semaine lorsque les prodigues auraient dépensé leur lot, d'autres, moins fous, désiraient seulement une réorganisation de la société. Au nombre de ces derniers est le citoyen Malon, qui expose dans les termes suivants les *desiderata* de son parti :

« ..... Crions sur les toits ce qu'il nous faut immédiatement : c'est une refonte complète des institutions

(1) Id., p. 418.
(2) P. 419.

politiques et sociales. Pour cela, il faut faire ta rase :

« Du militarisme et des cultes d'État,

« Des monopoles financiers et industriels,

« D'une jurisprudence basée sur le droit de la guer et de la punition,

« D'un ensemble de lois protectrices du privilège d du capitalisme spoliateur.

« Il faut que tout repose sur le travail, condition naturelle de l'homme, et qu'il y ait place pour tous au soleil de la liberté et de la justice (1). »

Le citoyen Malon déclare ensuite qu'il renonce, pour l'instant, à obtenir par la force l'accomplissement de ces vœux. Il déclare s'en tenir à la propagande et à organiser les forces éparses du prolétariat. « *L'avenir, dit-il, est à son parti lorsqu'il sera le nombre* (2). » Nous sommes heureux de le voir dans ces dispositions, et nous voudrions que tous les partisans de la Commune s'en tinssent également à ces seuls moyens pour atteindre leur idéal politique. Alors leurs menées n'effraieront plus personne ; car, il n'y a pas à en douter, *les communistes ne seront jamais le nombre*. La Commune s'est tuée elle-même par ses excès, et il n'est pas aujourd'hui un ouvrier doué de quelque bon sens qui approuve ses doctrines.

Depuis 1871, le gouvernement s'est efforcé d'apaiser

(1) Benoît Malon, *loc. cit.*, p. 535.
(2) Id., p. 538.

les colères des vaincus en apportant dans la condition des basses classes tous les soulagements, toutes les améliorations possibles. C'est dans ce but qu'aussitôt que les nécessités budgétaires, devenues si lourdes après la guerre avec l'Allemagne, le lui ont permis, il a diminué les impôts qui pèsent le plus sur la population laborieuse ; c'est dans ce but qu'il s'applique à élever le niveau de l'instruction publique ; c'est dans ce but qu'il favorise les associations ouvrières, qu'il envoie à chaque exposition étrangère des délégations des corps de métiers, etc... La classe riche seconde dans une certaine mesure l'action du gouvernement. Depuis l'avènement de la République elle étale moins de luxe, et par suite n'excite plus autant la jalousie des pauvres. Mais elle ne fait pas encore assez. En face des revendications insensées, irréalisables du parti socialiste, ce ne sont point les aumônes qui calmeront les passions, les convoitises ardentes ; il faut davantage. La bourgeoisie, objet des rancunes populaires, doit faire oublier sa richesse par des témoignages de sympathie ; elle doit tendre une main, non pas seulement secourable, mais ***amicale*** à ceux qui n'ont rien. C'est là le moyen, le seul pratique, en vérité, d'arriver à ce que l'antagonisme des deux populations cesse, à ce qu'elles se réconcilient pour ne plus faire qu'un seul peuple. Comme l'a fort justement dit un historien de la Commune(1), « c'est à ceux qui ont le pouvoir, la science, la lumière, la

(1) **Frédéric Lock, *la Commune*, Préface.**

richesse à faire les avances, avances d'argent, avances surtout de cordialité.

« Des femmes, les unes affolées par la misère, d'autres fanatisées, ont joué un rôle odieux dans la guerre civile. Les femmes relativement heureuses, sensées, instruites, ont un rôle à jouer dans la pacification : qu'elles aillent à celles qui souffrent, à leurs enfants; qu'elles s'emparent de ces cœurs, non par l'aumône passagère qui soulage le corps en froissant ou avilissant l'âme, mais par une assistance délicate, intelligente, de tous les jours et de toute l'année, qui rende en bons soins, en témoignages affectueux, en rapports d'égalité de cœur, à la famille de l'ouvrier, ce que de celui-ci le patron reçoit en force, en activité, en intelligence, en travail, en tout ce que le salaire ne paie pas complètement. Opposons l'*Interfrançaise* à l'*Internationale*. »

FIN DU TOME DEUXIÈME.